



# Chambre des Députés

## L U X E M B O U R G

COMpte RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6  
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

15<sup>e</sup> séance, mardi 11 décembre 2007  
16<sup>e</sup> séance, mercredi 12 décembre 2007  
17<sup>e</sup> séance, mercredi 12 décembre 2007  
18<sup>e</sup> séance, jeudi 13 décembre 2007

## ➤ Zwei neue Abgeordnete

Am 20. Dezember 2007 wurden mit Eugène Berger und Fernand Etgen zwei neue DP-Abgeordnete von Kammerpräsident Lucien Weiler vereidigt. Eugène Berger ersetzt Henri Grethen, der zum 1. Januar 2008 die Nachfolge von François Colling als Luxemburger Mitglied am Europäischen Rechnungshof angetreten hat. Es ist Bergers zweites Mandat im Parlament, dem er bereits in der Legislaturperiode 1994-1999 angehörte. Zwischen 1999 und 2004 war er als Staatssekretär im Umweltministerium auf Regierungsebene tätig.

Für Fernand Etgen, der Emile Calmes ins Parlament nachfolgt, ist die nationale politische Bühne dagegen Neuland. Er kann jedoch auf eine äußerst reichhaltige und langjährige kommunalpolitische Erfahrung verweisen: Etgen gehört



Fernand Etgen und Eugène Berger wurden als neue Abgeordnete vereidigt. (Foto: François Aussems)

seit 1979 ununterbrochen dem Rat der Gemeinde Feulen an - zunächst als einfaches Mitglied, zwischenzeitlich als Schöffe und seit dem 1.1.1994 als Bürgermeister. Er wolle sich als Abgeordneter denn auch vor allem für die Belange der Gemeinden einsetzen; auch das Thema Territorialreform liege ihm besonders am Herzen, erklärte Etgen in einer kurzen Ansprache nach seiner Vereidigung.

Der doppelte personelle Wechsel in den Reihen der DP-Fraktion führt zu verschiedenen Änderungen in der Besetzung der parlamentarischen Kommissionen, des Kammerbüros - Charles Goerens ersetzt dort Henri Grethen, während Colette Flesch zur Vizepräsidentin des Parlaments avanciert - sowie der internationalen parlamentarischen Versammlungen. (siehe die nachfolgenden Seiten)

### DANS CE NUMÉRO

Nouvelle composition des commissions parlementaires

Question urgente «Bommeleeër» p. 164

Débat PISA & PIRLS p. 190

Sommaire des séances publiques Nos 15 à 18 p. 206

Sommaire des questions parlementaires p. Q64

## ➤ Conférence de Bali

# «Concevoir un nouveau modèle de développement humain»

Après de longues et difficiles négociations, la Conférence sur les changements climatiques de Bali en Indonésie (du 3 au 14 décembre 2007) a abouti à un mandat de poursuivre le dialogue afin que 2009 un nouvel accord puisse être élaboré qui pourra être mis en œuvre à partir de 2012. Les États-Unis avaient renoncé à leur veto alors que l'Union européenne a accepté que l'objectif de réduction de 25 à 40% des émissions de gaz à effet de serre GES d'ici à 2020 par les pays industrialisés ne figure pas explicitement dans le texte final. Le commissaire européen en charge de l'environnement, M. Stavros Dimas, a tiré un bilan positif: «Nous avons maintenant un agenda et nous devons définir les fondations du futur accord; le chemin est bien tracé».

de maîtriser celles des pays en transition et en développement.»

Dans son message adressé à la 13e Conférence des États parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement a évoqué «que l'année 2007 a été une année importante en matière de changement climatique. Le GIEC nous a exposé avec précision et fiabilité inégales la taille du défi auquel nous sommes confrontés. La pauvreté constitue le plus grand échec politique du 20e siècle, évitons que le réchauffement global devienne l'échec du 21e siècle. Nous assumerons notre responsabilité en réduisant nos émissions des gaz à effet de serre de 28% et le fonds de financement de Kyoto pour la période de 2008 à 2012 sera doté

de 600 millions d'euros. En plus, Luxembourg a atteint actuellement 0,91% du PIB pour financer son aide aux plus démunis de ce monde.»

Pour le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, plaidant pour une révolution industrielle «verte», il s'avère nécessaire de nous engager immédiatement dans la lutte contre les changements climatiques en vue de mettre en œuvre la feuille de route menant à Copenhague en 2009, la conférence de Poznan en Pologne en 2008 devenant une station de contrôle. Edward Osborne Wilson, l'entomologiste et biologiste américain l'a décrit par les mots suivants: «L'humanité ne se définit pas de ce qu'elle crée, mais de ce qu'elle choisit de ne pas détruire».

Deux députés luxembourgeois ont participé à la conférence en tant qu'observateurs, MM. Emile Calmes et Marcel Oberweis. Ce dernier a conclu à son retour de Bali «qu'il nous faut concevoir un nouveau modèle de développement humain qui soit à la fois plus respectueux de notre environnement et qui favorise le partage équitable et soutenable des ressources naturelles dont nous dépendons tous. Si nous voulons atténuer les changements climatiques, il s'avère nécessaire de transformer la manière dont nous produisons et utilisons l'énergie et de vivre dans les limites de l'écologie durable. Il semble qu'un renforcement de la solidarité internationale devienne indispensable pour réduire de manière contraignante les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés et



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis, M. le Ministre de l'Environnement Lucien Lux et M. Emile Calmes.

## ➤ Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (10.01.2008)

### A. Commissions réglementaires

#### Commission des Comptes

CSV Marie-Josée Frank, Norbert Hauptert, Gilles Roth, Lucien Thiel  
LSAP Marc Angel, John Castegnaro, Roger Negri  
DP Fernand Etgen, Carlo Wagner  
DÉI GRÉNG Camille Gira  
ADR Robert Mehlen

#### Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV Michel Wolter  
LSAP Ben Fayot  
DP Charles Goerens  
DÉI GRÉNG François Bausch

#### Commission des Pétitions

CSV Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Patrick Santer, Marco Schank  
LSAP Fernand Diederich, Lydie Err, Vera Spautz  
DP Xavier Bettel, Anne Brasseur  
DÉI GRÉNG Camille Gira  
ADR Jean-Pierre Koepp

#### Commission du Règlement

CSV Sylvie Andrich-Duval, Marcel Glesener, Patrick Santer, Michel Wolter  
LSAP Marc Angel, Ben Fayot, Roland Schreiner  
DP Xavier Bettel, Colette Flesch  
ADR Gast Gibéryen  
DÉI GRÉNG François Bausch

(Fortsetzung Seite 2)

### B. Commissions permanentes

#### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV	Nancy Arendt, <u>Marcel Glesener</u> , Norbert Hauptert, Laurent Mosar
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, <b>Ben Fayot</b>
DP	Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), <u>Charles Goerens</u> , Paul Helminger (pour le volet Affaires étrangères européennes)
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepf pour le volet Défense)

#### Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

CSV	Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Gilles Roth, <b>Marco Schank</b> , Fred Sunnen
LSAP	Fernand Diederich, <u>Jean-Pierre Klein</u> , Lydia Mutsch
DP	Fernand Etgen, <u>Paul Helminger</u>
DÉI GRÉNG	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

#### Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV	Lucien Clement, Marie-Josée Frank, <b>Marcel Oberweis</b> , Jean-Paul Schaaf
LSAP	Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, <u>Romain Schneider</u>
DP	<u>Charles Goerens</u> , Carlo Wagner
DÉI GRÉNG	Henri Kox
ADR	Robert Mehlen

#### Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

CSV	Lucien Clement, <b>Norbert Hauptert</b> , Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Jos Scheuer, <u>Vera Spautz</u>
DP	Eugène Berger, Xavier Bettel (pour le volet Logement), Fernand Etgen (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)
DÉI GRÉNG	Henri Kox
ADR	Jean-Pierre Koepf (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Logement)

#### Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV	Lucien Clement, Norbert Hauptert, Laurent Mosar, <u>Michel Wolter</u>
LSAP	<u>John Castegnaro</u> , Ben Fayot, Roger Negri
DP	Colette Flesch, Charles Goerens
DÉI GRÉNG	François Bausch
ADR	Robert Mehlen

#### Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

CSV	Françoise Hetto-Gaasch, <u>Marcel Sauber</u> , Marco Schank, Marc Spautz
LSAP	<b>Alex Bodry</b> , John Castegnaro, Jos Scheuer
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur (pour le volet Sports), <u>Colette Flesch</u> , (pour les volets Économie, Énergie et Postes)
DÉI GRÉNG	Henri Kox (remplaçant: Jean Huss pour le volet Sports)
ADR	Robert Mehlen (remplaçant: Jean-Pierre Koepf pour le volet Sports)

#### Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

CSV	Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, <u>Françoise Hetto-Gaasch</u> , Gilles Roth, Fred Sunnen
LSAP	John Castegnaro, Fernand Diederich, <b>Jos Scheuer</b>
DP	<u>Anne Brasseur</u> , Claude Meisch
DÉI GRÉNG	Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Formation professionnelle)
ADR	Robert Mehlen

#### Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

CSV	Marcel Oberweis, Martine Stein-Mergen, <b>Fred Sunnen</b> , Lucien Thiel
LSAP	Claudia Dall'Agnol, <u>Ben Fayot</u> , Lydia Mutsch
DP	Anne Brasseur, <u>Colette Flesch</u>
DÉI GRÉNG	Claude Adam
ADR	Robert Mehlen

#### Commission de l'Environnement

CSV	<u>Marcel Oberweis</u> , Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Martine Stein-Mergen
LSAP	Marc Angel, <b>Roger Negri</b> , Romain Schneider
DP	Eugène Berger, Charles Goerens
DÉI GRÉNG	Camille Gira
ADR	Robert Mehlen

#### Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, <b>Marie-Josée Frank</b> , Jean-Paul Schaaf
LSAP	Marc Angel (remplaçante: Lydie Err pour le volet Égalité des chances), <u>Claudia Dall'Agnol</u> , Fernand Diederich (remplaçante: Vera Spautz pour le volet Égalité des chances)
DP	Eugène Berger, <u>Xavier Bettel</u> (pour les volets Égalité des chances et Jeunesse), Fernand Etgen (pour le volet Famille)
DÉI GRÉNG	Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Égalité des chances)
Indépendant	Aly Jaerling

#### Commission des Finances et du Budget

CSV	Norbert Hauptert, <b>Laurent Mosar</b> , Lucien Thiel, Michel Wolter
LSAP	Ben Fayot, <u>Lydia Mutsch</u> , Roger Negri
DP	<u>Charles Goerens</u> , Claude Meisch
DÉI GRÉNG	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen

#### Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

CSV	Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Patrick Santer, <b>Lucien Thiel</b>
LSAP	<u>Fernand Diederich</u> , Jean-Pierre Klein, Roland Schreiner
DP	Eugène Berger, Fernand Etgen
DÉI GRÉNG	Claude Adam (remplaçant: Félix Braz pour le volet Media et Communications)
ADR	Gast Gibéryen

#### Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV	Christine Doerner, <b>Paul-Henri Meyers</b> , Patrick Santer, Marcel Sauber
-----	-----------------------------------------------------------------------------

LSAP	<u>Alex Bodry</u> , Lydie Err, Roger Negri
DP	<u>Colette Flesch</u> , Paul Helminger
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

#### Commission juridique

CSV	Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, <b>Patrick Santer</b>
LSAP	Alex Bodry, <u>Lydie Err</u> , Jean-Pierre Klein
DP	<u>Xavier Bettel</u> , Colette Flesch
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

#### Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV	Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Paul-Henri Meyers, <u>Martine Stein-Mergen</u>
LSAP	Claudia Dall'Agnol, <b>Lydia Mutsch</b> , Romain Schneider
DP	Alexandre Krieps, <u>Carlo Wagner</u>
DÉI GRÉNG	Jean Huss (remplaçant: Félix Braz pour le volet Sécurité sociale)
Indépendant	Aly Jaerling

#### Commission des Transports

CSV	Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, <u>Marc Spautz</u> , Michel Wolter
LSAP	Marc Angel, Roger Negri, <b>Roland Schreiner</b>
DP	Eugène Berger, Paul Helminger
DÉI GRÉNG	<u>Félix Braz</u>
ADR	Jean-Pierre Koepf

#### Commission du Travail et de l'Emploi

CSV	Lucien Clement, <b>Marcel Glesener</b> , Ali Kaes, Marc Spautz
LSAP	<u>John Castegnaro</u> , Romain Schneider, Vera Spautz
DP	Fernand Etgen, <u>Alexandre Krieps</u>
DÉI GRÉNG	Viviane Loschetter
Indépendant	Aly Jaerling

#### Commission des Travaux publics

CSV	Sylvie Andrich-Duval, <b>Lucien Clement</b> , Ali Kaes, Marcel Sauber
LSAP	Fernand Diederich, <u>Jos Scheuer</u> , Roland Schreiner
DP	Anne Brasseur, Fernand Etgen
DÉI GRÉNG	Viviane Loschetter
ADR	Robert Mehlen

### C. Commissions spéciales

#### Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

CSV	Lucien Clement, Paul-Henri Meyers, Marco Schank, <b>Michel Wolter</b>
LSAP	<u>Alex Bodry</u> , Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer
DP	Fernand Etgen, <u>Claude Meisch</u>
DÉI GRÉNG	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Les noms des présidents des commissions sont signalés en **gras**; ceux des vice-présidents sont soulignés.





► **Assemblées  
parlementaires  
internationales  
(10.01.2008)**

**Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)**

**Membres effectifs:**

Lydie Err (Présidente de la délégation luxembourgeoise depuis le 01.09.2007) (LSAP)

Marcel Glesener (CSV)

Charles Goerens (DP)

**Membres suppléants:**

Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Norbert Hauptert (CSV)

Anne Brasseur (DP)

**Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale -  
Assemblée interparlementaire européenne de sécurité  
et de défense (UEO)**

**Membres effectifs:**

Marcel Glesener (Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Lydie Err (LSAP)

Charles Goerens (DP)

**Membres suppléants:**

Norbert Hauptert (CSV)

Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Anne Brasseur (DP)

**Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée  
parlementaire de la Francophonie (APF)**

**Membres effectifs:**

Lucien Weiler (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)

Jos Scheuer (Trésorier international) (LSAP)

Michel Wolter (CSV)

Charles Goerens (DP)

**Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire  
de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération  
en Europe (OSCE)**

**Membres effectifs:**

Lucien Weiler (Président de la Chambre des Députés,  
Membre d'office de l'OSCE) (CSV)

Patrick Santer (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Paul Helminger (DP)

Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

**Membres suppléants:**

Marcel Sauber (CSV)

Lydie Err (LSAP)

Alexandre Krieps (DP)

Jean Huss (DÉI GRÉNG)

**Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne  
(Euromed)**

**Membres effectifs:**

Lydie Err (Présidente de la délégation luxembourgeoise) (LSAP)

Martine Stein-Mergen (Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Xavier Bettel (DP)

**Membres suppléants:**

Christine Doerner (CSV)

Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

**Assemblée parlementaire de l'OTAN**

**Membres effectifs:**

Marc Spautz (Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Colette Flesch (DP)

**Membres suppléants:**

Fred Sunnen (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Claude Adam (DÉI GRÉNG)

**Conférence des Organes Spécialisés dans  
les Affaires Communautaires et Européennes  
des Parlements de l'Union européenne (COSAC)**

**Membres effectifs:**

Laurent Mosar (Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Ben Fayot (LSAP)

Charles Goerens (DP)

François Bausch (DÉI GRÉNG)

**Délégation luxembourgeoise auprès  
du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux**

**Membres effectifs:**

Roger Negri (Président du Conseil Parlementaire Consultatif Benelux depuis le 01.01.2007) (LSAP)

Marcel Oberweis (Président de la délégation luxembourgeoise depuis le 11.10.2005) (CSV)

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Félix Braz (DÉI GRÉNG)

**Membres suppléants:**

Marco Schank (CSV)

Jean-Paul Schaaf (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Fernand Diederich (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Camille Gira (DÉI GRÉNG)

**Délégation luxembourgeoise auprès  
du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)**

**Membres effectifs:**

Lucien Weiler (Président du CPI depuis le 01.01.2008,  
Président de la Chambre des Députés,  
Membre d'office du CPI) (CSV)

Marcel Oberweis (CSV)

Christine Doerner (CSV)

Gilles Roth (CSV)

Romain Schneider (LSAP)

Claudia Dall'Agnol (LSAP)

Roland Schreiner (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Charles Goerens (DP)

Claude Adam (DÉI GRÉNG)

**Membres suppléants:**

Lucien Thiel (CSV)

Ali Kaes (CSV)

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Vera Spautz (LSAP)

Lydia Mutsch (LSAP)

Marc Angel (LSAP)

Alexandre Krieps (DP)

Fernand Etgen (DP)

Félix Braz (DÉI GRÉNG)



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biver an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher  
*um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

## Réforme de l'ITM

### 5239 - Projet de loi

#### a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

#### b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

#### c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de réformer l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) et de l'adapter aux évolutions du monde du travail.

L'ITM, une des plus anciennes administrations du Grand-Duché, a été créée en 1902. Elle est actuellement régie par la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines. Le projet de loi se propose de remplacer cette loi.

La réforme de l'ITM s'impose au vu des mutations profondes que le monde du travail a connues au niveau sociologique, juridique, technique et administratif ainsi que par une prise de conscience progressive de l'environnement naturel et de ses ressources limitées par l'homme.

Les grandes innovations du projet de loi se présentent comme suit:

#### 1. Transformation du système réactif actuel en un système proactif

Un des principaux reproches adressés dans le passé à l'ITM est l'absence de stratégie et de proactivité. Voilà pourquoi, le projet de loi entend transformer le système réactif actuel en un système proactif.

L'ITM ne doit plus uniquement constituer un simple organe de contrôle, mais elle doit devenir également une instance d'assistance pour les entreprises.

Les missions de l'ITM doivent dorénavant s'articuler à l'avenir autour des points suivants:

- Conseil et assistance aux entreprises
- contrôle
- sanction.

À noter aussi le rôle important dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du nouveau comité permanent du travail, organe tripartite qui sera chargé de surveiller la situation et l'évaluation du développement des systèmes de gestion des conditions de travail et plus particulièrement de la santé et de la sécurité au travail conformément à la suggestion du BIT.

#### 2. Promotion de la pluridisciplinarité

La réforme entend mettre fin au morcellement de l'ITM et à l'isolation et le cloisonnement des agences, des départements et du personnel. Le projet met en place un système pluridisciplinaire. Il s'agit de promouvoir à tous les niveaux une approche globale des questions de santé, de sécurité et de droit du travail.

#### 3. Création de véritables inspecteurs du travail

Partant du constat qu'il n'existe au sens de la Convention 81 de l'OIT qu'un seul inspecteur du travail au Grand-Duché, à savoir le directeur de l'ITM, qui toutefois n'effectue pas personnellement des visites au sein des entreprises, le projet prévoit la mise en place d'un véritable métier d'inspecteur du travail.

Ainsi, le projet de loi prévoit la mise en place de trois catégories de fonctionnaires assermentés assumant les fonctions d'inspecteur du travail:

- l'inspecteur en chef du travail
- l'inspecteur principal du travail
- l'inspecteur du travail.

#### 4. Abandon de la carrière de contrôleur

Les contrôleurs actuels constituent une catégorie bien particulière d'agents. Employés de l'État, ils ne peuvent jamais devenir fonctionnaires aux termes de la loi de 1974.

Dans la mesure où leur actuel mode de recrutement prête à critiques, il est prévu d'abandonner la carrière de contrôleur et d'assimiler celle-ci dans le cadre du nouvel inspectorat du travail.

Ainsi les contrôleurs en place au moment de l'entrée en vigueur de la réforme seront fonctionnarisés dans la fonction d'inspecteur du travail, d'inspecteur principal voire d'inspecteur en chef du travail sinon en tant que rédacteur ou expéditionnaire suivant leur formation.

#### 5. Introduction de nouveaux moyens d'intervention

Les membres de l'inspectorat du travail informement, conseillent, interviennent ou à la demande d'une des parties concernées, assument des fonctions de médiation informelle pour tout litige individuel du travail relatif à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

Les inspecteurs se voient également pourvus de moyens d'investigations immédiats en cas de violation de la loi. Ainsi, s'il existe des indices suffisants ou des motifs légitimes de considérer qu'un contrôle du respect des dispositions légales soumises à la compétence de l'Inspection du Travail et des Mines s'impose, les inspecteurs peuvent accéder librement et sans avis préalable aux chantiers, établissements et immeubles ainsi que dans leurs dépendances respectives. Parmi les pouvoirs généraux reconnus aux membres de l'inspectorat, on peut encore citer la faculté de prendre l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux de travail voire celle de fixer par image ces personnes.

Ils sont aussi autorisés à procéder à tous les examens, contrôles ou enquêtes jugées nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles sont effectivement observées.

Ils sont également capables d'ordonner des mesures d'urgence à des fins de régularisation ou de cessation de violation du droit du travail après en avoir informé un membre de la direction ou un inspecteur en chef du travail. Ils peuvent même ordonner, sans avoir à en référer préalablement à la hiérarchie, la cessation immédiate du travail du salarié concerné lorsqu'ils constatent une inobservation flagrante des dispositions légales, réglementaires, administratives ou conventionnelles. Le même pouvoir d'injonction existe lorsqu'il est constaté une violation en relation avec la sécurité et la santé des salariés sans qu'il soit nécessaire dans cette hypothèse d'en référer d'abord à la hiérarchie. Ils peuvent aussi prendre un certain nombre de mesures d'urgence lorsqu'ils constatent des déficiences qui peuvent être raisonnablement considérées comme une menace à la sécurité ou à la santé des salariés. Ils peuvent ainsi p.ex. instituer ou faire instituer un contrôle technique d'une installation ou ordonner l'arrêt de travail des personnes menacées.

À noter que les mesures d'urgence sont limitées dans le temps quant à leur durée de validité, à savoir 48 heures. Cependant le directeur de l'ITM peut en ordonner la prolongation.

#### 6. Moyens de sanctions: introduction d'amendes administratives

L'ITM sera dotée de moyens de sanctions. Les membres de l'inspectorat pourront à l'avenir sanctionner le non-respect des injonctions du directeur ou des membres de l'inspectorat par des sanctions administratives, à savoir des amendes de l'ordre de 25 à 25.000 euros.

#### 7. Mise en place d'un organe de coordination

Le projet de loi met en place un organe de coordination du système national d'inspection du monde du travail chargé de l'organisation des collaborations et des synergies entre les administrations compétentes pour le monde du travail dans le but d'une politique commune de contrôle, de prévention et d'organisation.

18.06.2007	Échange de vues avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi
28.06.2007	Élaboration d'une prise de position de la commission, suite à la demande de la Commission du Travail et de l'Emploi
Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):	
15.12.2003	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen général du projet de loi
17.10.2006	Présentation et examen des amendements gouvernementaux
24.04.2007	Examen du projet de loi amendé et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi amendé sur base d'un document de travail synoptique
24.05.2007	idem
14.06.2007	idem
03.07.2007	Examen de l'avis de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative Évacuation des points tenus en suspens et adoption d'un texte coordonné et amendé
10.07.2007	Continuation de l'examen des points tenus en suspens et des propositions d'amendements Adoption d'un texte coordonné et amendé
13.11.2007	Examen du 2 <sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 18.12.2007	
Loi du 21 décembre 2007.	
Mémorial A, N°249, page 4584	

## Établissements classés

### 5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi transpose la directive 2003/35/CE modifiant les directives 85/337/CEE et 96/61/CE dites respectivement «EIE» et «IPPC» uniquement en ce qui concerne la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice. Quant à la participation du public à l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement, elle fera l'objet d'un projet de législation ad hoc. Il s'agit donc d'une transposition qui n'adapte la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés que sur ces points particuliers.

Les directives 85/337/CEE et 96/61/CE sont modifiées afin d'être rendues parfaitement compatibles avec les dispositions de la Convention d'Aarhus et notamment ses articles 6 et 9, paragraphes 2 et 4. La Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement a notamment pour objectif de garantir les droits de participation du public

aux procédures décisionnelles et partant de promouvoir la transparence dudit processus et la sensibilisation du public en la matière.

L'article 6 de la Convention prévoit une participation du public aux décisions relatives aux activités particulières énumérées à son annexe I et aux activités non énumérées dans l'annexe I qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement.

L'article 9, paragraphes 2 et 4 de la Convention prévoit un accès à des procédures juridictionnelles ou autres permettant de contester la légalité, quant au fond et à la procédure des décisions, des actes ou omissions tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 relatives à la participation du public.

Concernant la directive «IPPC», la loi du 19 novembre 2003 a adapté la législation *commodo/incommodo* en vue de transposer explicitement certaines dispositions de ladite directive.

Concernant la directive «évaluation des incidences sur l'environnement», la législation *commodo/incommodo* en reprend également les dispositions essentielles, les détails d'exécution étant précisés par règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 23.03.2005	
Rapporteur: M. Roger Negri	
Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):	
01.06.2006	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Examen d'une série d'amendements
15.11.2007	Examen du 2 <sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État
03.12.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 18.12.2007	
Loi du 21 décembre 2007.	
Mémorial A, N°238, page 4390	

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

05.06.2007 Examen de certaines dispositions concernant la Fonction publique en vue de la rédaction d'un avis (suite à la demande de la Commission du Travail et de l'Emploi)

Chamber TV  
live *an integral*



## Obligations de transparence

**5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé**

**et portant transposition de:**

**- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;**

**- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;**

**et portant modification de:**

**- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier**

Le projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

La directive 2004/109/CE complète un paquet de mesures prévues par le plan d'action pour les services financiers en vue de mettre en place un régime commun d'information financière dans toute l'Union européenne pour les émetteurs de valeurs mobilières de sociétés cotées.

L'objectif de la directive consiste à imposer un niveau de transparence et d'information adapté aux objectifs de la protection des investisseurs et de l'efficacité du marché. C'est pour cette raison que la directive fixe des exigences concernant la divulgation d'informations périodiques et continues sur les émetteurs de valeurs mobilières déjà admises à la négociation sur un marché réglementé.

La directive modernise et remplace en outre certaines dispositions de la directive 2001/34/CE sur l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs. Le législateur luxembourgeois suit le pas en abrogeant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse.

La directive aurait dû être transposée dans la législation luxembourgeoise au 20 janvier 2007 tandis que les mesures d'exécution devraient être transposées au plus tard le 20 janvier 2008.

Le projet de loi porte également sur la transposition de l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.03.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

07.12.2007 Désignation d'un rapporteur

13.12.2007 Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007

Loi du 11 janvier 2008.

Mémorial A, N°5, page 46

## Protection de la nature

**5732 - Projet de loi**

**1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;**

**2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux**

Le projet de loi 5732 modifie la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, d'une part, et abroge la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux, d'autre part. Le texte a pour unique objectif la transposition correcte des directives 92/43/CEE et 79/409/CEE dites respectivement «habitats» et «oiseaux sauvages».

La Commission européenne a en effet invité le Luxembourg à garantir la conformité de sa législation nationale avec les directives 92/43/CEE et 79/409/CEE. Ce constat de non-conformité a fait l'objet de deux avis motivés et d'une mise en demeure de la Commission. La mise en demeure fait l'objet

d'une saisine de la Cour de Justice avec demande de sanctions.

En ce qui concerne la non-conformité de la législation nationale avec la directive 79/409/CEE, celle-ci découle du fait que le droit national ne définit pas avec suffisamment de clarté et de sécurité juridique quels sont les oiseaux protégés, et ceci à cause de la coexistence de plusieurs textes légaux dont certains datent de 1928. L'abrogation de certaines lois et règlements grand-ducaux anciens, en contradiction avec les dispositions de la loi du 19 janvier 2004 et contraires aux objectifs de la directive précitée, est donc nécessaire.

En ce qui concerne la directive 92/43/CEE, à part des modifications mineures, notamment en ce qui concerne les définitions, il s'agit d'adapter l'article 12 de la loi du 19 janvier 2004 par rapport aux dispositions de l'article 6 de la directive portant sur les évaluations des incidences sur les sites Natura 2000. Par ailleurs, les dérogations aux régimes de protection stricte des oiseaux et des espèces visées par la directive 92/43/CEE sont à différencier car non identiques en droit communautaire.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

03.12.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux

11.12.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007

Loi du 21 décembre 2007.

Mémorial A, N°239, page 4394

## Égalité de traitement

**5739 - Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance**

Le projet de loi sous rubrique entend transposer la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. Il établit un cadre pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe dans l'accès à des biens et services ainsi que dans la fourniture de biens et services.

Il est encore important de relever que la directive s'aligne sur deux autres directives qui ont également pour base juridique l'article 13 du Traité instituant la Communauté européenne, mais qui, contrairement à la directive sous rubrique, ne portent pas sur la non-discrimination fondée sur le sexe. Il s'agit des instruments juridiques suivants:

- la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, directive visant à lutter contre la discrimination raciale et ethnique dans des domaines autres que l'emploi, tels les domaines de l'accès aux biens et services et de la fourniture de biens et services et autres;

- la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Ces deux directives ont été transposées en droit luxembourgeois par la loi du 28 novembre 2006.

Le présent projet de loi s'applique à toutes les personnes physiques ou morales tant pour le secteur public que pour le secteur privé, y compris les organismes publics, qui donnent accès à des biens et services et/ou

qui fournissent des biens et services qui sont à la disposition du public, indépendamment de la personne concernée.

Sont exclus du champ d'application du projet de loi les domaines de l'éducation, des médias et de la publicité. Le projet de loi ne s'applique pas non plus aux questions relatives à l'emploi et au travail ainsi qu'aux questions relatives au travail non salarié dans la mesure où elles sont régies par d'autres lois.

Exceptions au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes

a) Les différences de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services ou leur fourniture ne constituent pas de violation du présent projet de loi lorsque ces biens et services sont exclusivement ou essentiellement réservés aux membres d'un sexe et lorsque cette différenciation est justifiée par un but légitime et que les moyens pour y parvenir sont appropriés et nécessaires.

Les actions positives sont permises. Le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures spécifiques destinées à prévenir ou à compenser des désavantages liés au sexe.

b) Si pour les nouveaux contrats conclus dans le domaine des assurances et services financiers connexes après le 20 décembre 2007, le sexe ne peut, en vertu du projet de loi sous rubrique, être utilisé comme facteur de différenciation dans le calcul des primes et des prestations, le projet de loi admet que des différences proportionnelles en matière de primes et de prestations soient autorisées lorsque le sexe est un facteur déterminant dans l'évaluation des risques, sur la base de données actuarielles et statistiques pertinentes et précises.

Mise en place d'un organisme chargé de la promotion de l'égalité de traitement

La directive 2004/113/CE prévoit la mise en place obligatoire d'un organisme chargé de promouvoir, d'analyser, de surveiller et de soutenir l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur le sexe. Le projet de loi ne vient pas créer de nouvel organisme, mais confère au «Centre pour l'égalité de traitement», créé par la loi du 28 novembre 2006 précitée, les missions susmentionnées.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances, le 20.06.2007

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

04.12.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

11.12.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

13.12.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007

Loi du 21 décembre 2007.

Mémorial A, N°232, page 3930

## Administration de la navigation aérienne

**5742 - Projet de loi portant**

**a) création de l'Administration de la navigation aérienne**

**b) modification de**

**- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;**

**- la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile;**

**- la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;**

**c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'Administration de l'Aéroport**

L'objectif principal du projet de loi portant création de l'Administration de la navigation aérienne (libellé abrégé) consiste à adapter le cadre légal de l'Administration de l'aéroport aux exigences communautaires telles qu'elles résultent du paquet législatif dit du «ciel unique européen» afin de garantir le respect des exigences communes pour une fourniture sûre et efficace des services de navigation aérienne au Luxembourg.

À cet égard, il a été jugé opportun de regrouper au sein d'un seul projet de loi l'ensemble des dispositions afférentes à la transposition dudit paquet législatif, et en particulier tous les amendements à la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'Administration de l'aéroport, administration renommée par le présent projet afin d'afficher clairement sa mission première. Le projet veille d'ailleurs à un départage clair des compétences de l'Administration de la navigation aérienne par rapport à celles de lux-Airport.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.06.2007  
Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):  
27.09.2007 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
06.12.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007  
Loi du 21 décembre 2007.  
Mémorial A, N°240, page 4398

## Réorganisation de l'armée

**5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant**

**a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,**

**b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,**

**c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,**

**d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,**

**e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,**

**f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État**

Le projet de loi a pour objet de réorganiser et de transformer l'armée en ses composantes essentielles afin de la mettre en mesure de participer dans les meilleures conditions possibles aux Groupements Tactiques de l'Union européenne (GT) et à la Force de Réaction rapide de l'OTAN (NATO Response Force - NRF).

Par le passé, le modèle d'organisation de l'armée était fondé sur un scénario de conflit de haute intensité et de courte durée en Europe centrale, peu probable en raison de la dissuasion nucléaire. Or, le contexte international a profondément changé depuis la chute du mur de Berlin. Le projet de loi permet à l'armée luxembourgeoise de répondre à sa manière et dans la limite de ses possibilités aux nouveaux défis qui se posent dans un monde toujours plus intégré et caractérisé par des mutations toujours plus rapides.

L'élément central de la réforme est la constitution d'unités de disponibilité opérationnelle. Un autre point fondamental est le renforcement de l'attrait du volontariat, en misant sur la formation et la reconversion des volontaires. À relever aussi que les nouvelles missions de l'armée requièrent des adaptations au niveau des effectifs ainsi qu'une série d'autres adaptations.

Unités de disponibilité opérationnelle (UDO)

Le Luxembourg entend participer à la NRF et aux Groupements Tactiques et exprime de cette façon sa solidarité au niveau de l'OTAN et de l'Union européenne ainsi qu'avec les populations concernées dans les différents foyers de crise à travers le monde.

La mise en place d'unités de disponibilité opérationnelle permet une meilleure planification militaire à moyen terme et garantit une gestion plus efficace des ressources humaines et des moyens militaires. En effet, il n'est plus concevable de recourir à terme au système de double volontariat intégral actuellement en vigueur, dans lequel la participation aux missions des soldats (qui entrent tous volontairement à l'armée) se fait une nouvelle fois sur une base exclusivement volontaire. Le système est arrivé à ses limites et

une réelle planification à moyen terme n'est plus guère possible.

Les UDO sont constituées après l'instruction de base. Ceux qui acceptent d'y appartenir feront partie desdites unités pour toute la période pendant laquelle ils accomplissent des tâches militaires et profitent d'une prime de disponibilité opérationnelle et de certaines priorités d'embauche particulières par rapport aux autres soldats volontaires.

Les missions accomplies dans le cadre des GT et de la NRF exigent une préparation plus longue et la certitude d'être disponible le jour où il sera fait appel au contingent. La mise en place des UDO permettra de répondre à ces défis particuliers, en conférant à l'armée la stabilité requise pour planifier les missions à l'avance et en permettant au cadre de l'armée de mieux former et préparer les volontaires.

Formation et reconversion des volontaires

Le projet de loi procède à un certain nombre d'autres adaptations au niveau du statut du volontaire, le but étant de mieux le préparer aux emplois de la vie civile. Ceci rend la carrière plus attractive, tout en continuant à offrir au volontaire des débouchés au sein de l'armée dans la carrière du sous-officier et du caporal.

Les volontaires continuent de bénéficier d'un certain nombre d'exclusivités et de priorités auprès de l'État et des administrations publiques et le projet de loi crée les bases pour une meilleure formation des jeunes à l'armée pour les emplois qui les attendent après l'armée.

La période d'engagement initial du volontaire est fixée à 36 mois et à la suite de cette période, consacrée aux tâches militaires, le volontaire fréquente l'école de l'armée ou poursuit sa reconversion pendant une période de 12 mois. Il s'agit là d'une nouvelle obligation dans son chef par rapport à l'ancien système.

Le projet de loi prévoit la création d'un service de reconversion, dont la mission est de conseiller et d'orienter le volontaire le moment venu vers l'une des formations au sein de l'école de l'armée, vers une formation professionnelle au Centre militaire ou à l'extérieur ou encore vers une filière de reconversion.

Le nouveau texte limite la durée maximale des engagements au titre des tâches militaires à 3 ans au total à compléter, le cas échéant, d'une nouvelle période de formation ou reconversion sur décision du Ministre. Les jeunes soldats seront en tout état de cause libérés de l'armée après une période maximale de 7 ans: 3 ans au titre des tâches militaires + 12 mois pour la formation / reconversion + 3 ans maximum au titre des engagements pour tâches militaires.

Ces changements opèrent une mutation profonde du volontariat. En effet, par le passé, l'engagement initial du volontaire était de 18 mois et il pouvait rengager d'année en année pour une durée maximale de 15 ans. De plus, la fréquentation de l'école de l'armée était facultative et les volontaires n'avaient aucune obligation de poursuivre leur reconversion pendant le temps où ils étaient à l'armée.

Effectifs

Pour pouvoir remplir de façon efficace les missions dans le cadre des Groupements Tactiques et de la NRF, les effectifs sont renforcés. Ainsi, le corps des officiers passera de 45 à 80 unités, le corps des sous-officiers de 135 unités à 206 unités. Pour ce qui est des caporaux, l'effectif reste fixé à 90 unités et l'effectif du personnel civil est porté de 118 à 170 unités. Quant au contingent des volontaires, il sera renforcé en passant de 430 unités, caporaux compris, à 500 unités, caporaux non compris.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.09.2007  
Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):  
01.10.2007 Désignation d'un rapporteur  
28.11.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
06.12.2007 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
13.12.2007 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007  
Loi du 21 décembre 2007.  
Mémorial A, N°233, page 3934

## Mesures fiscales

**5801 - Projet de loi**

**1. portant modification**

**- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;**

**- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;**

**- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;**

**- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;**

**2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;**

**3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

**4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;**

**5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans**

La législation fiscale est modifiée, entre autres, sur les points suivants:

1. Les classes d'impôt pour enfants sont abolies. En contrepartie, les modérations d'impôt pour enfants sont, pour tous les enfants qui ouvrent droit aux allocations familiales, payées sous forme de bonis pour enfants par la Caisse nationale des Prestations familiales, quel que soit le revenu imposable des personnes dans le ménage.

2. Le tarif de l'impôt sur le revenu est adapté de façon linéaire à raison de 6%.

3. L'imposition collective sur demande est introduite pour les personnes liées par un contrat de partenariat au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ainsi que pour les personnes liées par un partenariat de droit étranger.

4. L'article 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifié afin d'établir une équivalence de traitement entre les contribuables résidents et les contribuables non résidents imposables au Luxembourg du chef d'au moins 90% du total de leurs revenus professionnels, cela afin de donner suite à l'arrêt «Lakebrink» de la Cour de Justice des Communautés européennes.

5. Des mesures fiscales visant à favoriser l'investissement dans la propriété intellectuelle sont introduites.

6. La bonification d'impôt pour l'investissement complémentaire effectué dans les entreprises est relevée de 2%.

7. L'Administration des Contributions directes informe annuellement les communes du montant des paiements d'impôt commercial communal payé par chaque entreprise sur leur territoire.

8. Le taux de TVA super-réduit est rendu applicable à la réception de services de radio-diffusion et de télévision.

9. L'Administration des Contributions directes est autorisée à faire parvenir à certaines chambres patronales les données nécessaires à la perception des cotisations de leurs ressortissants.

10. Les heures supplémentaires sont dorénavant exemptées de l'impôt.

Le présent projet de loi n'a pas pour ambition de réaliser une réforme fiscale, mais d'adopter un certain nombre de dispositions fiscales ponctuelles en faveur des salariés, des contribuables ayant des enfants à charge et des entreprises. Pour le surplus, il procède à une adaptation du tarif de 6 pour cent.

Le Gouvernement a retiré par le biais d'un amendement gouvernemental les modifications quant à la non-déductibilité au niveau des entreprises, exploitants agricoles et forestiers et des professions libérales des frais en relation avec les voitures polluantes.

Les dispositions du présent projet de loi sont applicables à partir de l'année d'imposition 2008, à l'exception du transfert des données nécessaires à la perception des cotisations des ressortissants de certaines chambres patronales.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2007  
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):  
15.11.2007 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
07.12.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État  
13.12.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007  
Loi du 21 décembre 2007.  
Mémorial A, N°234, page 3949



Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Henri Grethen, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

## Sommaire

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleeër  
- M. Félix Braz, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
4. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)  
- Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Claude Meisch (à qui répond M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker), M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

### \*\*\* M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

\*\*\* Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Neen, Hår President.

## 1. Communications

\*\*\* M. le Président. - Ech hunn der Chamber folgend Matdeelungen ze maachen:

1) A sengem Bréif vum 6. Dezember 2007 huet de Statsminister matgedeelt, dass nom Départ vum Har Pierre Mores e Poste vum Statsconseiller vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidaten fir de Poste vum Statsconseiller opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 18. Januar 2008. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditionnen aus dem Gesetz erfüllt sinn, dat heescht:

- 1.- d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn;
- 2.- am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn;
- 3.- am Grand-Duché residéieren;
- 4.- den Alter vun 30 Joer erreecht hunn.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

2) Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134 vun hirem Reglement ass d'Chamber dozou opgeruff, ee Member vun dësem Centre ze proposéieren, deen duerch de Grand-Duc ernannt gëtt.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 18. Januar 2008. Och hei ass de Poststempel maassgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeën, déi beweisen, dass d'Konditionne vum Gesetz erfüllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung. All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. Och hei ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt ebenfalls als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

3) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

4) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5810** - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans les entités du secteur financier

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007

2. **5811** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> août 2006 portant mesures de mise en oeuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007

3. **5812** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 14 novembre 2002 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de Police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.12.2007

4. **5813** - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2007

5. **5814** - Proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: MM. Félix Braz, Camille Gira, Charles Goerens, Aly Jaerling, Mme Viviane Loschetter, le 06.12.2007

6. **5815** - Projet de loi relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.12.2007

7. **5816** - Projet de loi portant réforme de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.12.2007

8. **5817** - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2007

5) Par lettre du 30 novembre 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 22 au 25 octobre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un deuxième protocole additionnel à l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre les Communautés européennes, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, des premier et deuxième amendements à la convention d'Espoo de la CEE-ONU sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la République de Serbie;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République de Serbie;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la République du Monténégro;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République du Monténégro;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République d'Albanie;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant l'acceptation, au nom de la Communauté européenne, du protocole modifiant l'accord sur les ADPIC, fait à Genève le 6 décembre 2005;

- résolution sur la stratégie thématique concernant l'utilisation durable des pesticides;

- résolution sur la stratégie communautaire de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> des voitures et véhicules commerciaux légers;

- résolution sur les relations DE - Turquie;

- position sur la proposition modifiée de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Madagascar;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Mozambique;

- résolution sur le projet de décision de la Commission établissant une Mesure spécifique 2007 pour l'Irak;

- recommandation à l'intention du Conseil sur les relations entre l'Union européenne et la Serbie;

- résolution sur l'état des relations entre l'Union européenne et l'Afrique;

- résolution sur une approche «Vers un traité global interdisant toutes les armes à sous-munitions»;

- recommandation sur la production d'opium à des fins médicales en Afghanistan;

- résolution sur le rapport annuel relatif aux activités du médiateur européen en 2006;

- résolution sur l'Iran;

- résolution sur le Soudan.

Par lettre du 7 décembre il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 12 au 15 novembre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil sur la conclusion d'un accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et l'Ukraine;

- position sur la décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et l'Ukraine;

- position sur la décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République de Moldova;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier;

- résolution sur l'interopérabilité des services de télévision numérique interactive;

- résolution sur le rôle du sport dans l'éducation;

- résolution sur la stratégie thématique en faveur de la protection des sols;

- résolution sur l'impact régional des tremblements de terre;

- résolution sur le projet de règlement de la Commission modifiant le règlement (CE) N°1725/2003 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) N°1606/2002 du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la norme internationale d'information financière IFRS 8 relative à l'information sectorielle;



- résolution sur le sommet UE-Russie;
- résolution sur l'intérêt européen: réussir le défi de la mondialisation;
- résolution sur l'application de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres;
- résolution sur l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen à la République tchèque, à la République d'Estonie, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, à la République de Hongrie, à la République de Malte, à la République de Pologne, à la République de Slovaquie et à la République slovaque;
- résolution sur la limitation du réchauffement de la planète à 2 degrés Celsius – la voie à suivre pour la conférence de Bali sur le changement climatique et au-delà (COP 13 et COP/MOP3);
- résolution sur le renforcement de la politique européenne de voisinage (2007/2088(INI));
- résolution sur le bilan de la réalité sociale;
- déclaration écrite sur la «dys»crimination et l'exclusion sociale des enfants «dys»;
- résolution sur les délibérations de la commission des pétitions au cours de l'année parlementaire 2006.

## 2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt, huet d'Präsidentkonferenz Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer de Moien um néng Auer an och muer de Mëtteg um hallwer dräi an iwwermuer um hallwer dräi mat folgendem Ordre du jour:

Haut a muer de Moie féiere mer d'Debatten iwwert de Budget. Muer am Nomëtteg ginn d'Budgetsdebatten ofgeschloss. Duerno héiere mer eng Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert de Kosovo. Uschléissend diskutéiere mer de Projet de loi 5692, ee belsch-lëtzebuergesch Accord iwwert de Schutz vun Investissementen.

En Donneschdeg de Mëtteg ass als éischte Punkt op eise Ordre du jour d'Question avec débat vum der Madame Dall'Agnol iwwert de Carnet de l'habitat. Duerno d'Question avec débat vum Här Kox iwwert de Site vun der WSA an da schlussendlech eng Konsultatiounsdebat iwwert d'Etüd PISA a PIRLS, dat nom Modell 2, an de Projet de loi 5239 iwwert d'Inspection du travail et des mines, och nom Modell 2.

Ech wëll drop hiweisen, dass en Donneschdeg den Ordre du jour evaküéiert gëtt, och wann d'Sitzung, wat zimlech probabel ass, iwwer hallwer siwen owes erausgeet.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ier mer elo zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, beäntwert den Här Justizminister eng Question urgente vum honorabelen Här Braz iwwert d'Bommeleeraffär. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

## 3. Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleer

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. An de leschten Deeg a Wochen ass jo Bewegung an eng Enquête komm, déi den Aussoen no vun deenen, déi d'Enquête gemaach hunn, an all deene Joren ni zum Stëllstand komm war oder wier. Et ass Bewegung drakomm um judiciaire Plang. Et sinn awer och duerch déi Bewegung um judiciaire Plang Froen opgeworf ginn, déi d'Politik sollen interesséieren, d'Parlament awer och Beräicher, wou de Minister sech fuerdert gesäit ze reagéieren.

Mir haten Diskussiounen - ech wëll déi net nach eng Kéier frësch opmaachen - mat

deenen zwee Agenten, déi elo vum Minister suspendéiert gi sinn. Et sinn och nach ëmmer eng ganz Partie Froe gestallt ronderëm de Chef, de Generaldirekter vun der Police, wou de Minister jo och eng schrëftlech Réprimande décidéiert huet. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier hei nei kommentéieren.

Wat awer elo derbäikomm ass, dat ass, dass de Minister ugekënnegt huet, eng Enquête maachen ze loosse vun der Inspection générale de la police iwwert de Kontext vun der Filature, déi an den 80er Joren op den deemolege Chef vun der Brigade mobile, dem Här Geiben, gemaach ginn ass.

An déi Fro, déi sech elo stellt - et wär gutt, wann dorobber haut eng kloer Äntwert géif kommen, an duerfir begrësse mer och, dass de Minister, oder d'Regierung d'Urgence unerkannt huet a se haut scho beäntwert -, dat ass eben déi Fro, awéiwäit dass déi Leit, déi elo an der Inspection générale de la police schaffen, neutral genuch sinn, fir kënnen sech mat där Fro do ofzeginn. Well et ass bei eis nun emol esou, dass mer eng Partie Leit an der Inspection générale de la police hunn, déi virdrun op anere Plazen am Sécherheetsapparat geschaff hunn, déi ënner Émstänn och direkt oder zumindest indirekt mat der Enquête vun deemools ze dinn haten an déi natierlech net mat der néideger Onbefaangeneheet kéinten déi Aarbecht elo fir d'Inspection générale de la police maachen.

Mir hunn en Artikel als Ulass geholl, dee publizéiert ginn ass op „wort.lu“, wou gesot ginn ass, dass et do méiglecherweis géif lwwerschneidunge ginn. Mir wëllen duerfir vum Minister wëssen, ob de Minister déi Informatiounen ka bestätegen, dass et do lwwerschneidunge gëtt, a wa Jo, wéi hie gedenkt domadder émzegen, fir sécherstellen, dass déi Enquête, déi hien elo initiéiert huet, och esou ka gemaach ginn, dass se sech herno net dem Virwurf ausgestallt gesäit, dass déi Leit befaange gewiescht wieren, an domadder hir Konklusiounen net crédibel wieren, well se dann op eng Aart a Weis schlussendlech iwwer sech selwer enquêtéiert hätten.

Do gi sech vill Froe gestallt, a mir wäere frou, wann de Minister kéint déi Froen, déi sech do gestallt ginn, kloer beäntwerten, fir dass, wann et e Problem gëtt, eng aner Léisung ka fonnt ginn. A wann et kee Problem gëtt, dass dat kloergestallt ass, dass sech déi dote Froen net wäerten an den nächste Wochen als richtig erausstellen.

Ech soen lech Merci fir d'Äntwert.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, zur Form géif ech fir d'éischt wuel soen, dass ech hei déi Fro do gäre beäntwerte souwéi am gläichen Otemzuch déi, déi den Här Bettel mer gestallt huet, déi sech nämlech op genau déi nämlech Problematik...

### (Interruption)

» **M. le Président.** - Dat spillt keng Roll. Den Här Minister kann awer d'Fro beäntwerten.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Och wann hie leider net do ass. Well déi Fro sech op déi nämlech Problematik bezitt.

### (Interruption)

» **M. le Président.** - Här Minister, wann Der erlaabt, d'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, just eng Explikatioun. Den Här Bettel huet mer de Mëtteg telefonéiert, hien huet de Moie misse bei den Dokter goen, deen him gesot huet, e soll doheem bleiwen. Duerfir ass den Här Bettel net do.

» **M. le Président.** - Mä den Här Bettel ass ganz sécher frou, wann den Här Minister direkt seng Fro beäntwert, huelen ech un. Sou, Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - D'lescht Woch war an der Commission juridique vun dësem Parlament eng Entrevue tëschent de Membere vun der Commission juridique an dem Här Procureur d'État vu Lëtzebuerg. An no där Entrevue, un där ech net deelgeholl hunn, ass iwwer ee prezise Fait diskutéiert ginn dobaussen. Dat war d'Ausso vum Här Procureur betreffend enger Observatioun, déi anscheinend op Uerder vun der Gendarmerie deemools gemaach ginn ass op d'Persoun vum Här Geiben, an déi Resultater vun där Observatioun wäeren net virugaangen un d'Autorité judiciaire.

An de Stellungnahmen, notament vun dem Här Braz an dem Här Bettel virun der

Press, ass geschwat ginn engersäits vun enger Verletzung vum Code d'instruction criminelle - ech huelen un, dass et dee war, et ass zwar ëmmer gesot gi Code d'instruction civile, mä ech huelen un, dass et de Code d'instruction criminelle war - an anerersäits huet den Här Bettel verlaangt, souwuel pénal wéi och disziplinaresch Schrëtt ze ënnerhuelen.

Ech kann dat als Justizminister net maachen, wann ech net weess, wat d'Faité sinn. Wann et ëm pénal Schrëtt geet, dann ass et opgrond vum Artikel 23 a subsidiaresch vum Artikel 19 vum Code d'instruction criminelle esou, dass, wann ech e Fait pénal matgedeelt kréien, ech dem Procureur dee muss matdeelen, an et ass um Procureur dann ze kucken, ob hie selwer oder via den Untersuchungsriichter stroferechtlech Schrëtt an esou engem Fall ënnerhëlt.

Et ass dat, wat ech gemaach hunn. Domadder beäntwerten ech d'Fro vum Här Bettel. Ech hunn also mech do net agemëscht an d'Justiz, well et ass net u mir feststellen, ob e Fait, dee mentionnéiert gëtt, stroferechtlech Konsequenzen huet oder net. Et ass also um Här Procureur, fir ze kucken, ob doraus stroferechtlech Konsequenzen ze zéie sinn oder net.

Dat Zweet ass, ech hu mer gesot, wann innerhalb vun der Police eppes net richtig funktionéiert huet, onofhängeg vum stroferechtliche Fait, da muss ech dat kucke loossen. Ech kann lech net soen, wat virun 22 Joer wie wat gemaach huet. D'Gesetz iwwert d'Polizei vun 1999 gesäit vir, dass mer eng Inspection générale de la police hunn, déi zoustänneg ass, fir de Fonctionnement vun der Police ze kucken.

Fir also ze kucken, ob 1985 eng Observatioun gemaach ginn ass, wien déi ordonnéiert huet a wat duerno domadder geschitt ass, kann ech dat nëmme maache via esou een Instrument wéi d'Inspection générale vun der Police. Ech hunn déi duerfir saiséiert, an ech hunn am Bréif vun der Saisine geschriwwen, dass ech d'Inspection générale de la police invitéieren, eng Persoun domadder ze chargéieren, déi weder direkt nach indirekt un der Enquête vun deemools deelgeholl huet.

Et ass kloer, dass ganz vill vun deenen Offizéier, déi haut an der Police schaffen, och virun 22 Joer an der Police geschaff hunn, mä et wär mäi Wonsch, an dat steet jo ausdrécklech an deem Bréif, deen ech geschriwwen hunn, dass se eng Persoun géife fannen, déi deemools näischt mat der Enquête ze dinn hat.

Ech wëll och hei der Chamber soen, dass ech souwuel déi Äntwert, déi ech wäert kréie vum Procureur iwwert déi méiglech stroferechtlech Konsequenze gradesou wéi de Rapport, deen ech da kréien an deenen nächste Woche vun der Inspection générale vun der Police selbstverständlech un d'Chamber weiderleeden.

D'Regierung hätt gären hei Kloerheit, mä ech kann net zu Faité Stellung huelen, déi iwwerengs vun deene betreffende Persoune jo contestéiert ginn. Dat krut Der an der Kommissioun gesot. Ech weess net, wat do richtig ass, also chargéieren ech d'stroferechtlech Autoritéiten an d'Inspection générale de la police mat deenen dofir noutwendegen Enquêtes, an déi kritt d'Chamber alleguere weidergeleet, sou dass se da selwer kann hir Konklusiounen doraus zéien.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister, fir déi kloer an däitlech Äntwert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zu den Debatten iwwert de Budget vum nächste Joer. Et sinn ageschriwwen als Riedner: déi honorabel Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen, Thiel, Goerens, Negri, Roth a Wagner. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, de Spriecher vun der CSV, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

## 4. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

### Discussion générale

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetriede sinn ëmmer Rieden iwwer Zuelen, där aktueller, där vergaangener an där zukunfteger. Fir eng Kéier en Exercice ze maachen, deen e bëssen anescht ass wéi soss, wëll ech mech dëst Joer virun

allem mat enger anerer Kategorie vun Zuele beschäftegen, an zwar mat deenen, déi mer an deene kommende Jore missten diskutéieren, wa mer iwwert d'Aussicht op gesond Statsfinanzen zu Lëtzebuerg wëlte schwätzen.

Ier ech dat maachen, e puer Wuert zum Budget 2008. Deen zeechent sech fir d'CSV-Fraktioun duerch zwou Charakteristiken aus, iwwert déi een nëmme ka frou sinn. Et ass éischten e Budget vum gesamtstaatlechen Equilibre an et ass zweetens e Budget, mat deem sech d'Politik an deene Beräicher unzeechne léisst, wou mer an Zukunft Politik mussen maachen.

De Wëllen, fir um Enn vun der Legislaturperiode d'Statsfinanzen am Gesamtequilibre ze hunn, gëtt ëmgesat. Den Zentralstat allerdéngs weist no wéi vir en Defizit aus. 1,4% vum PIB, dat ass net näischt. D'Kompensatioun fir deen Defizit, fir gesamtstaatlech a schwaarz Zuelen ze kommen, géllt iwwer een no wéi vir héijen Excédent vun der sozialer Sécherheet. Dat ass zwar näischt Neits, mä et schuet net, fir et ëmmer nees an Erënnerung ze ruffen.

An der Rubrik vun den Erënnerungen ass et och ubruecht, drop hinzeweisen, dass den Tripartitesaccord vum Abrëll 2006 Aspueungen an der Gréissenerdung vu 400 Milliounen erlaabt huet an nach ëmmer erlaabt. Schliesslech handelt et sech bei de Moosnamen, déi do festgehale goufen, ëm strukturell Mesuren. Hätte mer déi 400 Milliounen net agespuert, da geséich d'Bild vun de Statsfinanzen haut anescht aus.

400 Milliounen, dat ass 1% vum PIB, wéi e fir 2008 berechent gëtt. An de Jore virdrun entsprechend méi, well de PIB bekanntlech eppes ass, wat all Joer wiisst. Ouni Tripartite hätte mer 2008 ee gesamtstaatlechen Defizit vun 0,2% amplaz vun 0,8% lwwerschoss. Den Zentralstat géif sech fir 2,5% vum PIB nei verschéiden. Vu Konsolidatioun kënn nëmme a ganz begrenztem Mooss Rieds goen.

Ech behaapte souguer, dass ouni Tripartite 2006 et iwwerhaupt net hätt kënnen zu enger Konsolidatioun vun de Statsfinanzen kommen, well mer dann och soss néierens gespuert hätten an d'Ausgaben an der zweeter Halschent vun der Legislatur wahrscheinlech aus dem Rudder gelaf wäeren.

Dëse Rappel vun den Tatsaachen ass gerichtet un all déi, déi bei all Geleechenheet mengen, si missten ureegen, d'Tripartitesmesuren nees a Fro ze stellen, well et dem Stat elo besser géif. Et geet dem Stat just besser, well déi Mesurë gräifen an ouni si géif et guer net besser goen. Ze fuerderen, de Gesondungsusaz vun eise Statsfinanzen nees lasszeloossen, weist entweder vun enger séier bedauerlecher finanzpolitescher Kuerzsiichtegkeet oder op eng Zort vun interesséierter Revendicationslogik, déi wéineg mat verantwortungsvoller Wäitsicht ze dinn huet.

Well mer also d'Tripartitesbeschlëss 2006 haten, konnte mer zënter dem Budget 2007 an an der Folleg vun enger absolut strenger Ausféierung vum Budget 2006 mat der Konsolidatioun vun den öffentleche Finanzen eescht maachen. Dobäi koom eng ausseruerdentlech gutt Konjunktur 2006 souwéi e puer 100 Milliounen aus der Operatioun ArcelorMittal, déi sech allerdéngs net wäert widerhuelen.

Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet dat an hirem Rapport och duerchschéngeloos, woufir ech hir wëll Merci soen. Doriwwer eraus wëll ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun hir fir hire Rapport félicitéieren, dee vill Orientierungselementer fir d'Politik an deenen nächste Joren a sech dréit.

Respekt, Madame Mutsch, fir eng Rei vu Sujeten, déi Der déi lescht Woch geschwat hutt. Ech hunn der dräi, déi net direkt eppes mam Budget ze dinn hunn, mä awer mat der Gestaltung vun der Politik, zréckbehalen.

Deen éischten ass en Thema, iwwert dee mer schon 20 Joer op d'mannst diskutéieren: dee vum Rentensplitting. Net nëmme d'LSAP, och d'CSV ass fir de Rentensplitting, a mir wäere frou, wann d'Regierung an deenen nächste Méint, wann et méiglech ass - well et schéngt net esou einfach ze sinn, wann Dossieren esou laang daueren -, mat konkrete Propositione virun d'Parlament géif kommen, fir ze kucken, ob mer oder net an deem Dossier do virukommen.

Respekt och fir dat, wat Der am Dossier Schoulpolitik gesot hutt. D'Schoulreform am Primär, ee Projet de loi, dee vun der CSV ënnerstëtzt gëtt an dee vun der zoustänneger Ministeresch, der Madame Delvaux, dem Parlament virgeluecht ginn ass.

Et muss een allerdéngs wëssen an deem Dossier - an dat wäerte mer net méi spéit



wéi haut an héchstwahrscheinlech an deenen nächste Woche ganz schaarf gewuer ginn -, dass e Gesetz eleng keng Reform duerstellt, mä dass am Gesetz a mam Gesetz déi noutwendeg Ëmsetzung an Ausföhrungsbestimmunge mussen ëngesat ginn, fir eng nei Schoulopolitik ze maachen. Dat wäert an eisen Aen dee méi schwierigen Deel vun der Reform ginn, an et huet een dësere Deeg oder et gétt een dësere Deeg d'Impressioun net lass, dass deen een oder deen anere vläicht manner um Inhalt vun der Reform interesséiert ass an dass probéiert gétt op Nieweschauplazen d'Reform am Fong schonn an den Eck ze drécken, ier se iwwerhaupt undiskutéiert gétt.

D'CSV-Fraktioun seet nach eng Kéier dat, wat se der Ministesch schonn e puermol gesot huet: Mir stinn hannert e Prinzipië vun der Reform, a mir stinn och nach do, wann deen een oder deen aneren héchstwahrscheinlech net méi wäert do stoen, wou en haut steet.

A wann Der, Madame Mutsch, d'territorial Neiuerdnung ugeschwat hutt, den IVL an d'Landesplanung, da kann ech lech nëmme soen: Wëllkomm am Club! Wëllkomm am Club vun deene puer, déi zu Lëtzebuerg dorunner gleewen. Et war déi lescht Woch a mengen Aen déi éischte Kéier, dass e föhrenden LSAP-Politiker sech an där doter Däitlechkeet hannert d'Prinzipië vun der territorialer Neiuerdnung, dem IVL an der Landesplanung gestallt huet, ohne Wenn und Aber, wann et drëm geet, fir och an deem dote wichtige Domän vun eiser Politik Neel mat Käpp ze maachen.

Ech wier frou, wann dat, wat Der d'lescht Woch gesot hutt, géif afléissen an d'Mee- nung, déi vun Ärer Fraktioun an deenen nächste Wochen an de Questionnaire, dee mer am Kader vun der Réorganisation-territoriale-s-Kommissioun un déi eenzel Fraktioun geschéckt hunn, géif afléissen. Ech si sécher, dass mer da genuch Elementer géife fannen, fir an engem wesentlechen Deel vun eiser Politik e Stéck virunzekommen.

Esou wéi ech mer och géif wënschen, dass d'Demokratesch Partei, wann den Här Calmes elo aus der Politik ausscheet an et domadder an där Kommissioun en neie Member ze bestëmmen gétt, eis den Här Helminger géif schécken. De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, deen ech virun dräi Wochen hei an der Chamber Saachen héiere soen hunn, déi ech vu senger Partei an deene leschten zwee Joer an där Kommissioun net héieren hunn.

#### (Interruption)

Ech wär frou, wann d'Demokratesch Partei de Courage hätt, fir déi Aussoen, déi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg gemaach huet, och zu hiren Aussoen ze maachen, wann et ëm d'Konklusione geet, déi mer an der Kommissioun iwwert déi territorial Neigestaltung vum Land mussen huelen.

#### (Interruption)

Jo, Här Meisch. Dir hutt e Problem ze wëssen - dat muss ech lech ganz éierlech soen -, wat an där Kommissioun geschwat ginn ass, well Dir waart eng Sitzung vu véier bis elo an där Kommissioun. Dat ass richtig.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo zréck zu deenen Zuelen, iwwert déi ech wëll schwätzen. Zuelen, déi eist Land misst schreiwen, wa mer dauerhaft wëllen dat finanziellt Fundament vun eise Politiken ofsécheren an deenen nächste Generatiounen wëllen e Statsbudget iwwerloossen, an deem Sputt a Raum fir politesch Gestaltung ass.

D'Zentralbank huet am Avis vum Budget fir 2008 gesot, eigentlech bräicht Lëtzebuerg e strukturellen Iwwerschoss vun op d'mannst 1,5% vum PIB. Dat, fir géint stënterlech Abréck vu Recettë gewappnet ze sinn, déi sech aus dem Grad vun Oppenheet a Verletzbarkeit vun der Lëtzebuurger Ekonomie zu all Moment kéinten erginn.

Fir och nach déi laangfristeg Engagementer vum Stat, virun allem am Beräich vun der sozialer Sécherheet, an do besonnesch d'Pensiounen, ofzesécheren, misst dësen Iwwerschoss, nees eng Kéier der Zentralbank no, 6% vum PIB ausmaachen. An zënter méi Laangem scho wësse mer: D'Europäesch Kommissioun huet an hirem „sustainability report“ iwwert déi öffentlech Finanzen vun de Memberstaaten 2006 scho geschriwwen, dass mer 9% PIB-Iwwerschoss bräichten, fir net nëmme d'Pensiounsangaben u sech, mä och all déi aner Käschten, déi sech aus der Alterung vun der Bevölkerung erginn, laangfristeg ofzegläichen.

1,5%, 6%, 9%, an zwar als strukturellen Iwwerschoss vum gesamtstaatleche Budget.

Jee nodeem wat een ustriert. 1,5%, fir net ze risquéieren duerch punktuell Recettenabréck geféierlech no un d'Defizitgrenz vun 3% vum PIB ze geroden. 6%, fir dauerhaft fäeg ze sinn, d'Pensiounen am Land an aus dem Land eraus kënnen ze bezuelen; och an enger Generatioun nach. An 9%, fir och an enger Generatioun nach kënnen all déi Ausgaben ofzefiederer, déi sech aus der demographescher Entwécklung, spréck der Alterung vun der Populatioun, erginn.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, impressiounant Zuelen. Si ginn awer nach vill méi impressiounant, wa mer aus de Prozenter Euroe maachen. Fir 2008 ass e PIB vu ronn 40 Milliarden Euro errechent ginn. 1% dovunner si 400 Milliounen; 1,5% 600; 6% sinn 2,4 Milliarden, an 9% wieren dann 3,6 Milliarden Euro, fir der Alterung vun der Populatioun laangfristeg performant kënnen ze begéinen.

Wat d'Alterung vun der Populatioun ubelaangt, sollt ee vläicht och nach duerleeën, vu wat dass mer do schwätzen, wann et drëm geet, an 30 a méi Joren déi Récklagen ze bestreiden, déi sech aus deene genannten Iwwerschëss ugesammelt hunn. Statistesche gi mer an dësem Deel vun der Welt all Joer ronn dräi Méint méi al. Dat heescht, d'Liewenserwaardung klëmmt all Joer ëm dräi Méint. An 30 Joer wier se also bei gläicher Progressiounsvitess 7,5 Joer méi héich wéi haut.

Am Kloertext: E Puppelchen, deen an 30 Joer op d'Welt kënn, huet statistesch all Chance, 90 Joer al ze ginn. Dovu géif hien net méi als Puppelchen, mä spéider a sengem Liewen als Rentner iwwer 30 Joer an der Pensioun verbréngen, wann d'Leit och dann nach, esou wéi haut, an der Moyenne mat 57 Joer pensionéiert géifen. Vun deenen dräi grouse Liewensofschneetter - Jugend an Ausbildung, Schaffens- a Cotisationsperiod a Pensioun - wier d'Pensioun déi, déi wuel am längste géif daueren. Virun deem Hannergrond gétt séier kloer, woufir enorm Récklagen haut schonn noutwendeg wieren, fir d'Pensiounen an 30 Joer ze bezuelen, an dann eréischt, fir all nofolgende Generatiounen hir ze begläichen.

Mä loosse mer emol kucken, wat et konkret géif bedeuten, déi entsprechend Récklage vun haut u schonn ze schafen. De Budget 2008 gesäit e gesamtwirtschaftlechen, gesamtstaatlechen Iwwerschoss vun 0,8% PIB vir. Fir op 1,5% ze kommen, misste mer eng 270 Milliounen Euro weider Excédent hunn. Dat ass esou vill wéi e ganze Kooperatiounsbudget. Fir op 6% ze kommen, bräichte mer iwwer zwou Milliarden méi Iwwerschoss. Dat si ronn zwee Jorestransferen aus dem Statsbudget an d'Pensiounskeesen. A fir op 9% ze kommen, misste wäit iwwer dräi Milliarden méi Excédent ufale wéi geplangt.

Plastesch gesot, misste mer dofir zum Beispill duebel esou vill Akommes- a Kollektivitätssteuer anhuele wéi haut. Well déi 9%, déi d'Kommissioun als mëttelfristeg Objektiv virrechent, esou contraignant sinn, dass mer se mat grousser Wahrscheinlechkeet net emol wäerten eng Kéier ustriewen - déi wiere wuel och net ze packen -, loosse ech se vun hei un aus mengen Iwwerleeungen eraus. Ech wollt awer uganks trotzdem emol eng Kéier duerleeën, wat dësen héchsten Usproch u laangfristeger Tragfäegkeet vun eisen öffentleche Finanzen an absoluten Zuele géif bedeuten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een nëmme Iwwerschëss erwirtschaften, wann engem seng Budgetdynamik dat zouléisst. An anere Wieder: Geplangten, strategesch Iwwerschëss kënnen sech just doraus erginn, dass bei deene virhandene Recettë genuch Sputt ass, fir Récklage geziilt ze praktikéieren respektiv dass d'Ausgaben esou kënnen beherrscht, kontrolléiert a besteiert ginn, dass se däitlech ënnert de Recettë leien.

Fir deemno der Opfuerderung vun der Zentralbank an aneren nationalen an internationalen Institutiounen nozecommen, ergi sech véier Pisten oder Froeblick, op déi ech elo wëll agoen.

Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass déi heiten: Ass et opgrond vun der Struktur vun eisem Budget a senger interner Dynamik iwwerhaupt méiglech, dat Resultat ze errechen? Fir 2008 sinn déi grouss Rubrike vum Budget déi heiten: D'Transferen an d'Pensiounskeese bedroen 1,1 Milliarden, un d'Krankekeese bal 900 Milliounen, un d'Familljekeese 800. Dat si schonn 2,8 Milliarden am Total vun 8,5, ouni dass mer eis eng Sekonn laang Gedanken iwwer nei Politike konnte maachen. Ausser dass mer richtegerweis der Meinung sinn a waren, dass mer eis ëm d'Leit ze këmmen hätten, wa se zum Beispill nei Mënschen a charge hunn, krank sinn oder am Alter net méi schaffen.

Wéi och ëmmer et ass, 2,8 Milliarden investéiere mer an dräi Ausgabeposten. Plus 140 Milliounen Undeel vum Stat an d'Fleegeversécherung. Déi sollt een aus der Rechnung net ewechloossen. Dobäi kommen dann an der Rubrik vun den Ausgaben, déi mer net wierklech kënnen steieren, ronn 350 Milliounen Transfert an de Pensiounsfong vum öffentlechen Déngscht, an 1,5 Milliarde Paie fir eis Fonction publique. Dat mécht 1,85 Milliarden Dépensen, mat deene mir eis Statsdänger bezuelen oder hir Rent finanzéieren.

Dat ass keng Ausso iwwer Sënn an Zweck vun deem Exercice. Et ass just eng faktesch Feststellung, dass bal zwou Milliarden Euro am Joer 2008 an d'Fonction publique ginn; iwwer 20% vum gesamte Statsbudget. Zielt een dann déi éischt dräi an déi zwee hannerendruen zesummen, da kënn een op 2,8 plus 1,8, dat mécht 4,6 Milliarden Euro, déi direkt gebonnen an net verfügbar sinn. Net nëmme si se net verfügbar, mä och net reduzéierbar. Am Géigendeel, si wuessen - a mir wäerten et gläich gesinn - mat hefteger Dynamik virun.

Da stelle mer fest, dass mer ronn 1,5 Milliard pro Joer investéieren, an zwar a Stroossen, Schinnen, Gebaier fir d'Öffentlechkeet an esou weider. Déi 1,5 Milliarde stinn net nëmme net zur Verfügung: Si gi streng geholl souguer net duer, fir d'Noutwendegkeet vun öffentlechen Investissementer ze decken, mat deene mer befaasst sinn an engem Land, wat ganz schnell wiisst. Wa mer se bei déi aner Ausgabeposten, déi net verréckelbar sinn, derbärechnen, da si mer op iwwer sechs Milliarden Euro un Ausgaben. Ausgaben, déi mer net kënnen a Fro stellen, Ausgaben, déi muss gemaach ginn, fir dass dee Stat, an deem mer liewen, esou virukënn, wéi mer et gären hätten. Souwuel an der Kategorie vun der Ofsécherung vu Liewenserwaardunge vun de Persoune wéi och am Beräich vum Encadrement vun hire gesellschaftleche Bewegungen.

Dräi Véierel vum Budget stinn net fir Verhandlungen iwwer Récklagen an Iwwerschëss zur Verfügung. Déi dräi Véierel gi ganz séier 9/10, wa mer nach eng Rei aner Berechnungen, Transportkäschten, Büromaterial, de Fonctionnement vun enger Partit subventionéierten Associatiounen: Et bleift net vill iwwreg, wat voluntaristesche steierbar, ëmschichtbar a kompriméierbar wär. Gradesou wéineg wéi bal eng halfe Milliard Euro, déi eis de Chômage mëttlerweil pro Joer kascht iwwert d'Dotatioun vum Fonds pour l'Emploi. D'Tendenz vum Volume vun dësem Transfert ass d'ailleurs och staark steigend.

Bal näischt bleift iwwreg - dat soen ech mat Beduecht -, well alles dat, wat mer zënter Joren als grouss Wërf an der Politik vun enger neier Zäit ausweisen, mécht zesummen a Wierklechkeet nëmme e verschwindend klengen Deel vun deem aus, wat de Stat pro Joer ausgëtt respektiv muss ausginn, respektiv wat sech einfach automatesch weiderschreift.

Kucke mer déi Dépensen emol objektiv: Kannerbetreung, Universitéit a Recherche maache manner aus wéi just den Transfert un de Fonds pour l'Emploi. Et sinn awer déi Politiken, vun deene mer soen, se wäeren déi fir d'Zukunft. Se sinn et och! Et muss ee just realiséieren, dass d'Zouwendungen un déi Beräicher wéineg ausmaache par rapport zu de groussen onverréckbare Bléck vun den Dépensé vum Lëtzebuurger Stat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng zweet Pist, op déi ee sech kéint beginn, fir dauerhaft strukturell Iwwerschëss kënnen ze verbuchen, wier, dass déi besonnesch deier Ausgabeposte lues géife wuessen, méi lues géife wuesse wéi anerer, fir dass mer mat der Zäit d'Schéier téschent den Einnahmen an den Ausgabe méi wäit kéinten opgoe loosse.

Wéi gesäit an engem Bléck an de Budget d'Realitéit do aus?

Téschent 2000 an 2008 hu sech d'Transferen an d'Pensiounskeesen zum Beispill vu 650 Milliounen d'Joer op 1,1 Milliard d'Joer erhéicht. Op Lëtzebuergesch: Si hu sech bal verduebelt, an dat an aacht Joer. Dasselwecht ass bei der Krankekeese an der Familljekeese geschitt: Augmentatioun vun ënner 500 op 800 Milliounen. Déi eenzel Dausender wëll ech lech erspueren, si sinn och net wesentlech. Wat wesentlech ass, dat ass d'Progressioun, an déi ass ganz erhieflech.

Kucke mer d'Saach nach eng Kéier just iwwer dräi Joer vun 2006 bis 2008 - deem leschte Joer, deem aktuellen an deem, wat kënn. Do gesäit d'Situatioun folgendermoossen aus: D'Zouwendungen un d'Familljekeese gi vu 750 op 800 Milliounen erop. Bei de Krankekeesen ass et en Zou-

wuess vu ronn 150 Milliounen. Bei de Pensiounen ass d'Bild sënnngeméis dat selwecht: 2006 hu mer 936 Milliounen transferéiert, 2008 wäerten et 1.071 Milliounen sinn. Dat sinn nees meng dräi Rubrike vu virdrun, a mir muss feststellen, dass d'Méiausgaben iwwer zwee Joer bal 350 Milliounen ausmaachen. Dat entsprécht alle Kreditter fir Kannerbetreung, Uni a Recherche am Joer 2008 zesummen.

A Prozenter ausgedréckt, gétt d'Saach richtig beandrockend: D'Familljekeese iwwer zwee Joer eng Progressioun vu 7,5% an der Norm. Bei de Pensiounen eppes manner wéi 15%. Bei de Krankekeesen, do sti mer bei enger zwanzegprozenteger Progressioun iwwer zwee Joer. Dat ass e gudder Strapp méi séier, wéi de Budget u sech, wéi d'Dépensé vum Stat insgesamt wuessen. Wat schlëmmer ass wéi de blanke Constat: D'Tendenz gétt net gebrauch. Aus enger ganzer Rei vu Grënn huelen déi Dépensé weiderhin zou, ouni dass mer se am Grëff hätten oder kéinte kontrolléieren.

Rechne mer dann nach d'Paie an d'Pensiounen vun der Fonction publique derbäi, kënnen mer nach eng Kéier 240 Milliounen derbärechnen. Fënnf Posten am Budget klammen iwwer zwee Joer ëm 590 Milliounen Euro. Dee ganze Block klëmmt vu véier op 4,6 Milliarden am Budget. Fënnf Posten am Budget, déi méi wéi d'Halschent vun allen Dépensen ausmaachen, wuesse méi séier wéi d'Recetten am Schnëtt iwwert déiselwecht Zäit. Si misste manner séier wuessen, wa Fräiraum sollte geschaf ginn, fir Reserven unzeleeën.

Eng drëtt Spur, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bréngt mech op d'Investissemmentspolitik. En Ofbremsen oder Reduzéiere vun Investissementer, géif dat net de Sputt hierginn, dee mer bräichten?

Mir mengen net. D'Investitiounsausgabe vum Lëtzebuurger Stat sinn héich, an dat soll, neen, dat muss esou bleiwen, wa mer wëllen déi Infrastrukture schafen, déi e wuessend Land brauch.

Lëtzebuerg huet déi héchsten Investitiounsausgabe vun deenen ale Memberstate vun der Europäescher Union. Bal 4% vum PIB maache se aus, dat sinn an absolute Chifferen ëm déi 1,5 Milliarden Euro. Et freet sech awer, wéi laang mer deen Effort nach kënnen packen. All Indikatiounen soen eis, dass déi Fongen, déi mer fir d'Gestioun vun den öffentlechen Investissementer ënnerehalen, vun 2009 u wäerte bedenklech eidel ginn.

Ech erënnere mech drun, dass de Budgetsrapporteur Claude Wiseler am Hierscht 2001 festgehale huet, dee Risiko besténg vun 2008 un. Hien hat Recht. Ouni Geld léinen ze goen an an d'Fongen ze drainéieren, wäere mer elo schonn an der Situatioun, dass mer net méi schrecklech vill Suen op der Säit hätten. 200 geléinte Milliounen stieche mer mëttlerweil regelméisseg, also all Joer an d'Fongen. All eis Méieinnahmen, wann der do sinn, och. Dat niewent honnerte Milliounen vun direkte Budgetstransferen eriwuer. An dach, si sinn amgaangen, sech dem Sold null entgéintzebewegen.

Dat ass awer keng Optioun. Den Investitiounsprogramm fir Schoulen, öffentlech Bauten, Stroossen, Schinnen, Spideeler an esou weider kann een net d'nächst oder d'iwwernächst Joer stoppen. En ass nämlich wäit dovun ofgeschlossen ze sinn. Deemno si mer genéidegt, dat Geld opzedreiwen, wat mer wäerte brauchen, fir de Programm weiderzeféieren. Anescht kéime mer an Däiwelskichen, wa mer wéilte versichen 130.000 a muer 150.000 Frontalieren transportéiert ze kréien, déi Leit, déi krank sinn ze behandelen, an op eng aner, modern an zäitgeméis Manéier Schoul ze halen. Ouni Fortschreiwung vum Investitiounsprogramm, wéi mer e kennen, sinn d'Erausfuerderunge vun de kommende Jorzéngten net ze packen.

Eis Haaptinvestitiounsfongen hunn an deenen nächste véier Joer téschent 300 a 400 Milliounen Méiausgabe geplangt, wéi se Recettë solle verbuchen. Dat bedei, dass, trotz 200 Milliounen Euro, déi de Stat léine geet, fir se zu gläichen Deeler dem Schinnen- an dem Stroossefong zouzeféieren, mer net déi geréngste Chance hunn, dee Programm ze packen, wa sech



net géifen 300 bis 400 Milliounen Euro Plus-valué pro Joer tëschent 2008 an 2011 er-ginn.

No 2011 ännert déi Situatioun weder besonnesch séier nach besonnesch drastesch. Deen Defizit vun de Fongen ass nämlech strukturell. En huet vill domadder ze dinn, dass - contrairement zum Enn vun den 90er Joren - souguer an Zäite vun héijem Wirtschaftswuesstum net genuch Excédent erakënnt, fir dass Iwwerschëss kéinten an d'Fongen drainéiert ginn, unni dass mer missten op aner Prioritéiten am normale Budget zréckkommen.

An deem Kontext wëll ech nach soen, dass mir et séier bedauerlech fannen, dass mer, trotz bekannte sech ofzeechnenden Enk-päss an de Fongen, bis haut keng Prioritéiteléscht fir d'Investissementer zum Beispill an dem öffentliche Transport virleien hunn an dass an anere Wieder weider-gemaach gëtt, wéi wann an deem Beräich alles gläichzäitig méiglech wär.

Verschidde Leit kéinten an dësem Moment vum Raisonement awenden, dass mer et bis elo ëmmer gepackt hunn an dass mer et och an Zukunft wäerte packen. Virun allem, well jo meeschtens awer Plus-valuen do waren, déi kéinten an d'Fonge fléissen.

Dozou fällt mer an, dass beispillsweis am Joer 2004 an 2005 keen Euro Plus-value konnt erwirtschaft ginn. Souguer 2006 hu mer bei exzellenter wirtschaftlecher Gesamtlag, wa mer vun den onerwaarten an eemolege Benefisser vun der ArcelorMittal-Operatioun ofgesinn, just eng kleng Véierhundertmilliard Mehreinnahme par rapport zum Budget kritt, net genuch, fir op Dauer 300 bis 400 Milliounen Differenz tëschent de Recetten an den Dépensé vun den Investitiionsfongen auszegläichen.

Och dee fir 2008 geplangten Excédent vun 0,8% PIB hält fir d'Uleeë vun neie Reserven net duer, well déi 0,8% sinn den Excédent vun Gesamtstat. Den Zentralstat, also de Budget u sech, bleift defizitär an zwar mat bal 1,5% PIB. Just d'Sozialkeesen, déi opgrond vun der séier dynamescher Schaffung vun neien Aarbechtsplazen immens nei Cotisationsrecetté kréien, gläichen den Defizit aus. Haut. Nach. Kee weess, wéi laang den Émstand sech wäert fort-schreiwen, och wann e kuerz- a mëttel-fristeg gesécherter erschéngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng véiert a lescht Pist, op där sech rasonnéiere léisst, ass déi, dass duerch d'konstant staarkt Uwuesse vun de Steiereinnahme mat der Zäit d'Schéier tëschent strukturellen Einnahmen a strukturellen Ausgabe méi wäit géif opgoen, mat deene mer drastesch Augmentatiounen vun de Recetté kéinten erbäiféieren. Mä éischens sti keng nei wonnerlech Quelle vu Recetté virun der Dier, an zweetens, géife se sech erschléissen, da wieren a beschter Lëtzebuurger Tradition wuel d'Fuerderungen, domat nei a méi lafend Ausgaben ze finanzéieren, séier do an och gutt ze héieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech op den TVA-Kompromiss verweisen, deen de Finanzminister viru kuerzem a Saachen elektronesch Déngschtleeschungen ausgehandelt krut. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rei Entrepreneuren, déi mat vill Efforté vun den zoustännege Regierungsmemberen heihinnerbruecht goufen an déi an deem dote Beräich tätég sinn. Hir Presenz zu Lëtzebuerg ass virun allem drop zréckzuféieren, dass elektronesch Déngschtleeschungen bis ewell an deem Land mat TVA beluecht ginn, wou si hierkommen, an net do, wou se higin.

Mat deem niddregsten TVA-Taux an der Unioen ass Lëtzebuerg fir esou Betriber e spannende Standuert. Mä just e puer Joer nodeems dëst Geschäft zu Lëtzebuerg ugefaangen huet ze bliéien an eis e puer honnert Milliounen TVA-Recetté pro Joer bréngt, goufe mer mat zimlecherm Nodrock vun den europäesche Partner gebieden, an eng Richtung ze goen, wou d'TVA géif do erfalen, wou d'Déngschtleeschung konsumméiert gëtt. Dat ass u sech net total onlogesch, mä fir eis eben net schrecklech erbaulech; besonnesch wann een dat eenzegt Land ass, wat sech esou enger Reform géif stäipen.

Dës Zort vun Aktivitéit war an ass eng modern Nisch, wéi mer der scho vill erschloss

hunn a vun deene mer gutt konnt liewen. Mä et schéngt wéi wann déi nei Nischen, déi mer fannen, net méi esou laang géifen opbleiwen, wéi anerer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn. Deemo sinn aus Nischen och kaum onbegrenzt haltbar grousse nei Recettébléck ze erhoffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun Instituter an Institutiounen, déi eis öffentlech Finanzen vun bannen a vu baussen analyséieren, gëtt eis ugedroen - aus enger Rei vu Grënn -, 1,5 bis 6% vum PIB Iwwerschoss am Gesamtbudget ze schafen.

Aus all deenen Iwwerleeungen, déi ech elo just ugestallt hunn, kommen ech zur Schlussfolgerung. Esou néideg et ass, esou unabdingbar et wier, fir et fäerdeg ze bréngen, esou onméiglech schéngt et. Ech gesi weder déi strukturell, déi exzeptionell héich a permanent Steiereinnahmen, déi der Einnahmesäit vum Budget déi néideg Loft verschafen, nach de Wëllen, fir d'Ausgabesäit vum Budget strukturell aneschtens ze gestalten, well d'Asiicht dozou net ginn ass, weder an der Politik nach an der Bevölkerung.

Verschidde vun den Ausgabebléck wäerten an deenen nächste Jore weider staark uweessen. An aner Ausgaben, wéi zum Beispill de Kyoto-Fong, wäerte sech an dës Richtung bewegen; vläicht méi schnell wéi et munche vun eis léif ass. Mir wäerte méi wéi an der Vergaangenheet an Zukunft Gelder aus dem ordinäre Budget oder der Friemverschuldung huele mussen, fir eis Investissementer ze bestreiden, déi d'Grundlag fir d'Moderniséierung vun eise Land sinn. Aus all deene Grënn wäert et schwier-eg ginn, op d'Längs 1,5% PIB-Excédent ze schafen. A mir packe scho guer keng Dosis weider, déi eis méi no a Richtung vun deene 6% géif bréngen, vun deenen d'Zentralbank eis seet, dass mer se brächten, fir laang-fristeg kënnen de Sozialstat an eise Land oprechtzeerhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget ass am Verlaf vun deene leschten zwee Joer consolidéiert ginn, an de Consolidéierungskurs gëtt weider gefuer. Et ass richteg esou, a mir ënnerstëtzen d'Regierung op deem Wee. Mä: Mir consolidéiere just. Mir si wäit dervun ewech, an enger roueger oder berouegender Budgetswelt ze driften. An de Budget bleift ufällig, soulaang net méi héich strukturell Excédenté kënnen erreecht ginn, fir Konjunkturschwankungen auszegläichen.

Wann zum Beispill, wéi mer et schonn haten, de Maart vun den Investmentfongen op der Finanzplaz kuerzfristig abrécht - dat muss net emol laang daueren -, da feelen direkt potenziell e puer 100 Milliounen bei de Recetten. Duerfir muss een och all déi froen, déi mengen, d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun misst eng vu 16% sinn: Wou wëllt Der dann d'Moyenen hierhuelen, fir dat doten ze packen?

Déi 6%teg Upassung, déi gemaach gëtt, kascht bal 200 Milliounen Euro Steierausfäll. Si gëtt nawell gemaach, obschonn iwwer Steierreform, notament déi vun 2001/2002, d'Inflatioun vun deene leschte fënnf Joer méi wéi dräimol ausgeglach ginn ass duerch e vill méi niddrege Steiertarif. Mä 16% Noupassung géifen dann iwwer eng hallef Milliard Steierausfäll bedeuten.

Duerfir ass an der aktueller Budgetslag, wann een och nach wëllt eng Grimmel Politik maachen, mam beschte Wëlle kee Sputt. Dat mussen all déi wëssen, déi esou eng komplett Upassung fuerderen. A si sollen eis soen, wéi se dat wéilte géigefinanzéiere respektiv wou se wéilten iwwer 300 Milliounen zousätzlech aspueren. Mir sinn alles an allem net schlecht drun, mä mir sinn nach laang net esou gutt drun, wéi verschidde Leit eis et wëlle gleewen dinn.

Virun allem déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vun de Pensiounen, mä och vun de Krankenkeesen, an do besonnesch d'Spiddolwiesen, hänkt schwéier un deenen, déi an Zukunft de Lëtzebuurger Budget mussen opstellen. Eleng de staatleche Cotationsundeel un de Pensiounen fuerdert an Zukunft all Joer eng 100 Milliounen Euro zousätzlech un Ausgaben. Dat si véier Milliarden al Lëtzebuurger Frang. 100 Milliounen, dat ass méi wéi mer kënnen all Joer an de Komplex vun eiser Universitéit zum Beispill stiechen.

Dat alles fir ze soen, dass et zur aktueller Politik vun der Budgetsconsolidatioun keng Alternative gëtt. Et kënn net a Fro, d'Tripartite-Aspuerungen, déi 2006 festgehale goufen, nees a Fro ze stellen. An et kann net a Fro kommen, duerch iwwerméissig generéis Adaptatiounen vum Steiertarif op e puer 100 weider Milliounen Recetten ze verzichten.

Stellt lech emol vir wat et géif bedeuten, wann déi doten zwou Fuerderunge géifen erfüllt ginn! Dat géif heeschen, dass 400

Milliounen Euro méi Dépensen am Budget géifen ufalen, an zousätzlech nach eng Kéier bal 400 Milliounen an Akommessteuer erakéimen. 800 Milliounen Euro deemto, déi eis géife feelen. Da léiche mer op ee Coup bei engem gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2%, amplaz bei engem Iwwerschoss vun 0,8. Den Zentralstat géif 3,4% Defizit affichéieren. An där aler Budgets-presentatioun géif dat heeschen, dass mer de Maastricht-Kritär vun der Neiverscheldung net méi géife packen. Guer net ze schwätzen an esou engem Zeenario vu Récklagen oder Dotatiounen an d'Fongen.

Et gëtt nëmme zwou Méiglechkeeten: Entweder mir fuere virun, wéi mer elo ënnerwee sinn a mir versichen duerch stringent Exekutioun vum Budget an e bësse Méieinnahmen all Joer de Consolidéierungskurs zu Enn ze féieren, oder mir loosse d'Disziplin falen, d'Zigel lass. Da si mer ganz séier nees an enger méi problematescher Situatioun, wéi mer dat 2005 schonn haten. Déi, déi d'Option B virzéien, sollen esou.

D'Option A ass déi, fir déi d'Fraktioun vun der CSV sech entscheet. Mir wësse wou d'Zwäng an d'Noutwendegkeeten vun deenen nächste Jore leien. Mir wëssen och em de Problem vun der laangfristeger Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet. A well mer dat wëssen, ënnerstëtze mer d'Regierung derbäi, de Budget weider am Grëff ze halen. Den Ausstieg aus der Finanzdisziplin, déi eng Konstant vun eiser Finanzpolitik ass, steet fir d'CSV net zur Verfügung.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Wolter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Meisch.

►►► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Budgetsrapport d'lescht Woch hu mer eng ganz Rei vun interessanten Usätz an Denkestéiss héieren, déi d'Rapportrice, d'Madame Lydia Mutsch, eis mat op de Wee ginn huet. Et gesäit een, dass se wäit geduecht huet, dass se mat ville Leit geschwat huet, fir déi Aarbecht do ze maachen. Mir sollen déi Ustéiss eescht huelen a mir solle virun allem kucken, dass et deenen Denkestéiss net esou geet wéi verschidde aneren Denkestéiss, déi och ganz fläisseg Budgetsrapporteuren an hir Rapporté geschriwwen hunn, nämlech dass se duerno schnell a Ver-giess gerode sinn.

De Budget 2008 ass méi no beim Equiliber op jidde Fall wéi geduecht, wéi mer nach virun engem Joer oder virun zwee Joer hätte kënnen denken. Dat ass net onbedéngt nëmme de Mérite vun der Politik, mä et ass virun allem de Mérite vun der Explo-sioun vun enger ganzer Rei vu Recetten.

D'Fro muss also och erlaabt sinn: Wat wär, wann...? Wat wär, wann déi international Finanzmäert déi lescht Joren net esou ge-boomt hätten an eis Finanzplaz sech net no deenen éischter moeren an haarde Joren am Ufank vun dësem Jorzéngt dach ganz züege erkrabbelt hätt? Wat wär, wa mer net e Wirtschaftswuesstum vu 5% hätten? Déi international Konjunktur drastesch géif ofkillen, d'Globaliséierung de weltwäite Wuesstum net esou géif ufachen, wéi se dat mécht? Alles Facteuren, op déi mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg kee bis ganz wéineg Afloss hunn, a mir sinn deene Facteuren do hëlleflos ausgeliewert.

Et ass ee Gedankenexperiment, mä trotzdem kann et hëlfelechen, wann een emol eng Kéier kuckt, wéi eng ganz Rei vu Recetten am Budget eropgaange sinn am Laf vun deene leschten zwee Joer an dat dank der gudder Konjunktur. Wa mer do emol déi wierklech konjunkturgedriwwen Recettébléck huele wéi d'Taxe d'abonnement, d'TVA, d'Akommessteuer an d'Kollektivitéitssteuer, dann hu mer am Budget 2008 fir déi dote Recettébléck ronn 600 Milliounen méi stoen, wéi mer 2006 ageschriwwen haten.

Dat heescht, wa mer net déi Croissance do hätten, da wär den Defizit em déi 600 Milliounen do méi héich. Mir hätte méi een héije Chômage, mir hätte méi héich Dépensen iwwer de Fonds pour l'Emploi. Mir missten eis och d'Fro stellen, wat mer mat engem eventuellen Defizit an de Krankenkeese géife maachen, mä mir wëssen och, dass an deene Beräicher do virun allem et déi gutt Konjunktur ass, déi zu engem fragilen Equiliber Joer fir Joer féiert.

Wat fir eng Politik misst da gemaach ginn? Wou géif d'Aaxt ugesat ginn am Budget? Géife mer d'Verschuldung eropsetzen? Géife mer manner investéieren? Géife mer aschneiden an d'Sozialausgaben?

Mir géife sécherlech net iwwer d'Afféierung vun engem Kannerbonus hei diskutéieren, mä éischter iwwer eng Reduktioun vum Kannergeld. Mir géifen d'Steierlaascht

wahrscheinlech weider missen an d'Luucht setzen, esou wéi et 2006 geschitt ass a wéi et jo eigentlech och schonn ugeduecht war. Ech wëll drun erënneren, dass 2006 jo och eng Erhéijung em 1% vun der Solidaritéitssteuer um Programm stoung, déi do finalment awer duerch déi gutt Konjunktur fale gelooss konnt ginn.

Kënne mer op esou eng Situatioun reagéieren, wa se da Realitéit gëtt? Si ka Realitéit ginn, well et sinn eng ganz Rei vu strukturelle Risiken, déi souwuel iwwer de Recetté wéi iwwer den Dépensé vum Stats-budget schwiewen.

D'EU kann eis op deem engen oder op deem anere Punkt de Krunn zoudréien, esou wéi et elo am Dossier TVA um Internet-handel geschitt ass. Volumen - 280 Milliounen Euro -, déi mëttelfristeg wäerten ewechbréchen.

Mir wëssen, dass den Tanktourismus eise Budget haut nach kräfteg speist, direkt em ronn 600 Milliounen Euro, mä mer wëssen, dass dat wahrscheinlech net méi bis an all Eiwegkeet wäert goen. Mir kennen d'Importenz vun der Finanzplaz an domadder och den Afloss vun den internationale Finanzmäert op d'Ekonomie hei zu Lëtzebuerg: 2,5 Milliarden kommen direkt vun der Finanzplaz an de Statsbudget. Et geet hei em 40.500 Aarbechtsplazen an em ganz Wirtschaftssektoren, déi hannendrun hänken, a mir wëssen, wat eng Kris zum Beispill an den USA ka fir Lëtzebuerg bedeuten.

Mir wëssen, wat et och kann heeschen, wa mer d'Kyoto-Ziler net errechen, an et gesäit jo wierklech alles duerno aus, wéi wa mer se net géifen errechen, a mir musse muer de Präis bezuele vun deenen Engagementer, déi mer gëschter agaange sinn an déi mer och haut wäerten agoen.

Mir hunn op der Dépensésäit och eng ganz Rei vun Automatismen, wou mer riskéieren hannendrun ze lafen, och bei enger gudder wirtschaftlecher Situatioun. D'Wirtschafts-croissance schaaft Aarbechtsplazen hei am Land, dat schaaft och erëm nei Dépensen, wann et em de Bäitrag vum Stat an d'Sozialkeese geet.

D'Fro, déi mer eis also musse stellen, och wa mer de Budget 2008 wëlle beliichten, ass: Sécheret dëse Budget déi Risiken do of, sécheret e se genuch of? Wa mer e Budget kucken, därfer mer en och net op ee Joer kucken. Et geet net duer, d'Dépensen an d'Recetté vun engem Joer ze vergläichen, mä mir mussen déi mëttel- a laangfristeg Erausforderunge considéieren. Mir musse jo mat Zäiten agéieren, fir net duerno mussen iwwerstierzt ze reagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget 2008 ass d'Spiegelbild vun der schwaarz-rouder Regierungspolitik, e Bild vu Pannen, Illusiounen a ganz besonnesch vu méi Belaaschtung fir d'Bierger hei am Land.

Ech wëll an deenen nächste Minutten duerleeën, dass dëst keng eidel Wieder vun der Opposition sinn, mä leider eng ganz konkret Realitéit. Mä kommt, mir kucken eent nom aneren!

Bei der Autosteier ass et der Regierung net schnell genuch gaangen, fir se ze héijen. Technesch Problemer anscheinend hunn herno dozou gefouert, dass d'Leit dëst Joer zweemol d'Steier facturéiert kritt hunn, eng Kéier déi al an eng Kéier dann dat, wat derbäigeschloe ginn ass. Dat ass d'Resultat, wann eng Aarbecht iwwer de Knéi gebrach gëtt. Dat ass och d'Resultat, wann et eigentlech éischter dorëms geet, de Budget ze équilibréieren, wéi am Klimaschutz wierklech Akzenter ze setzen.

Inhaltlech kënnen mer mat der Iwwerleeung vun enger CO<sub>2</sub>-gebonnener Autosteier d'accord sinn. Mir hate se 2004 an eise Programm. Dat wëllt awer net heeschen, dass een herno duebel esou vill Recetté muss erakréien. Et kann ee sech virstellen, dass den Auto, dee méi CO<sub>2</sub> ausstéisst, méi belaaucht gëtt, awer och den Auto, dee manner CO<sub>2</sub> ausstéisst, dann och manner belaaucht gëtt, esou dass d'Recetten herno op deemselwechte Punkt géifen erauskommen.

#### (Interruption)

Mir stellen och kee Lenkungscharakter fest, virun allem, well d'Leit keng Zäit haten, fir hiert Konsumverhalten op déi nei Autosteier do kënnen anzustellen. An da ginn ech ze bedenken, dass, wann d'Bierger d'Impressioun hunn, wéi wann hinnen elo an de Portemonnaie géif gegriff ginn, fir déi Engagementer vun der Politik, déi net kënnen agehale ginn, ze bezuelen, dass net onbedéngt dozou féiert, dass d'Leit de Klimaschutz méi akzeptéieren. Klimaschutz därfer fir de Bierger net nëmme Synonym si fir Belaaschtungen, Steiererhéijungen a Kaf-



kraaftverloscht. Esou kritt een d'Mënschen net iwwerzeegt an net motivéiert.

Wann ech géif soen, dass an der Landesplanung an deene leschten dräi Joer glat a guer kee Fortschrétt ze verzeehne wär, da géif dat ofgedrosche klängen; wouer ass et awer trotzdem. Den Innenminister huet am Laf vun deene leschte Méint en Tour duerch d'Land gemaach, fir eigentlech nach emol den IVL ze erklären, mä en huet datselwecht presentéiert wéi säi Virgänger scho viru ronn véier Joer.

D'Leit am Land, d'Politiker, och d'Gemengepolitiker froe sech: Wie gleeft nach un den IVL, wa besonnesch keng Eenegkeet am Regierungsrot selwer iwwert dat Dokument besteet, wann den Här Boden seet, et wär keng Bibel, an den Innenminister probéiert, d'Gemengen dovunner ze iwwerzeegen?

Wéi sollen d'Bierger iwwerzeegt ginn, wa souguer d'Regierung sech net eens am Dossier IVL ass a wa bis elo nach net probéiert ginn ass, deem Dokument eng legal Basis ze ginn?

War déi Herkulesaarbecht do vun der leschter Regierung da wierklech émsoss? War et émsoss, fir ze kucken, Landesplanung, Transport, Wunnen, Schaffen an Natur mateneen ze vernetzen?

Wou bleiwen d'Plans sectoriels? Ganz besonnesch gi se gebraucht, well momentan all Gemeng am Land amgaangen ass, en neie Plan d'aménagement général opzustellen, mä wahrscheinlech gétt hei erëm hanne vir ugefaangen.

Wou bleift d'Modifikatioun vum 2004er Gesetz, déi virun dräi Joer scho versprach ginn ass?

An dann, wéi komme mer weider an der Territorialreform? An hei huet een d'Impressioun - an de Michel Wolter huet et eigentlech virun op eng ganz impressionnant Aart a Weis hei dévoiléiert -, et geet elo doréms, e Schëllege fir de Stéllstand ze fannen.

Fir de Gemengesecteur ze reforméieren an eis Regiounen ze stäerken, hätt d'Regierung besser dru gedunn, sech un dem Machbaren an dem Duerchsetzbaren ze orientéieren. Den DP-Positionspabeier weist zënter méi wéi zwee Joer de Wee. Leider wëllt d'Regierung en net matgoen.

De Logement, do si mer eis eens, do muss eppes geschéien. An de Premierminister Jean-Claude Juncker huet virun zwee Joer hei gesot: „Wa mer nach eng Kéier scheiteren, da weess ech menger Hänn kee Rot méi.“ Nun, wann een den Avis vum Statsrot liest, da si mer kuerz virum Scheiteren, mat net manner wéi enger gudder Dosen Oppositions formelles zum Projet de loi vum «Pacte logement».

D'Demokratesch Partei, Dir wësst et, huet eng aner Approche zu deem «Pacte logement» an zu der Wunnengsbapolitik iwwerhaapt. Manner staatlechen Interventionismus. Mir sinn net déi Eenzeg am Land, déi mengen, dass dat, wat d'Regierung do plant, géif an déi falsch Richtung féieren. Mir fillen eis gestärkt vun deenen zahlreichen Avisé vun deenen, déi all Dag am Bausecteur, am Wunnengsbau schaffen.

Eis Propositione ginn och an déi Richtung, fir d'Gemenge finanziell besserzustellen, wa se da bereit sinn ze wuessen, mä virun allem wëlle mer den Hiewel do usetzen, wou d'Prozeduren oft Bauprojekte blockéieren, wou se an d'Längt gezu ginn a wou mer doduerjer verhënneren, dass déi, déi wëlle bauen, déi, déi wëlle Wunnraum schaffen hei am Land, dat net respektiv net schnell genuch kënne maachen.

De Georges Gudenburg, eise Generalsekretär, hat emol eng Kéier opgeléicht, wat da wierklech vun Zäitopwand noutwendeg wär vun deem Zäitpunkt un, wou eng Gemeng den «Pacte logement» géif ënnerschreien, bis zu deem Zäitpunkt, wou déi nei Awunner de Schlëssel an de Grapp géife kréien. Et waren net manner wéi - realistesche gerechent - aacht Joer!

Den Innenminister, de Jean-Marie Halsdorf, huet gemengt, et wieren awer nëmmen dräi Joer. Ech kann nëmme soen, entweder weess de Minister net, wat a sengem Ministère lass ass, oder hien huet bewusst gelunn. Finalement wäert den «Pacte logement» eng grouss Illusioun bleiwen.

Aner Illusiounen hu mer eis och gemaach am Domän vum Chômage a vun der Aarbechtsmaartpolitik. Do hu mer ze laang op en Allheilmittel gesat, nämlech op den zweeten Aarbechtsmaart, fir ze probéieren, d'Problemer um éischten Aarbechtsmaart ze léisen. D'Resultat vun där doter Passivitéit ass: De Chômage stagnéiert op héijem Niveau, dat trotz enger Wirtschaftscroissance vu 5%, trotz 12.000 neien Aarbechtsplazen am Joer.

Mir hunn Zäit verluer déi lescht Joren, well mer den Aarbechtsmaart net reforméiert hunn, an och do fillt d'Demokratesch Partei sech confirméiert, well dat, wat mir scho virun zwee Joer gesot hunn, schreift och elo haut d'OECD an hirer Expertise iwwert d'Lëtzebuerger Aarbechtsmaartpolitik an iwwert de Fonctionnement vun der Administration de l'Emploi.

Wat hu mer gesot, wat soe mer nach? An do sinn ech frou, dass d'Regierung schéngt mat op deen dote Wee ze goen, fir d'Administration de l'Emploi erauszehuelen aus deem enke Carcan vun enger staatlecher Verwaltung an eranzeginn an ee méi flexibelen Établissement public, fir aneschtens fonctionnéieren ze kënnen, fir aneschtens recruter zu kënnen a fir virun allem eppes no vir ze stellen, nämlech d'Weiderbildung.

Et geet net duer, dass mer hei am Land kucken den Aarbechtsmaartproblem ze verwalten. Mir müssen déi Leit huelen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, a se esou forméieren, dass se herno eng Aarbecht unhuele kënnen. Mir müssen eis ideologesch Scheiklappen ofleeën an och privat Aarbechtsvermittlung zouloossen.

Mir müssen deem, wat oft als fordernd und fördernd bezeecht gétt oder mëttlerweil mam Schlagwuert „flex-security“ betitelt gétt, e konkret Gesiicht ginn hei zu Lëtzebuerg, well d'Iddi, déi derhannert steet, déi ass richtig, fir ze soen: Deen, deen Hëllef brauch, dee kritt gehollef, mä deen, deen Hëllef wëllt, dee muss och selwer den noutwendegen Effort maachen. Mir waarden am Beräich „flex-security“ ganz gären op ee Konzept vun der Regierung. Allerdéngs - am Interessi vun de Betraffenen - sollt een net méi allze laang waarden.

Da kann et gutt sinn, dass och de Kannerbonus eng weider grouss Illusioun gétt. Iwwert de Budget 2008 muss mer nämlech erauskucken, wa mer de Kannerbonus analyséiere wëllen. A mir muss kucken, ob en deenen neien Erausforderungen an der Familljepolitik gerecht gétt. A wann een déi belicht rapport zu deenen Erausforderungen an der Familljepolitik, da kann et ganz schnell sinn, dass de Kannerbonus eigentlech sech nëmmen duerstellt als familljepoliteschen Aktionismus.

Wat sinn déi nei Erausforderungen an der Familljepolitik? Mir wëssen, dass d'Familljen haut vill méi e villfältgegt Bild ofginn, wéi dat nach viru Jorzéngten de Fall war. Mir wëssen, dass mer haut virun allem driwwer diskutéieren, wéi Famill a Beruff an Aklang mateneen kënne bruecht ginn. Mir wëssen, dass et och drëm geet am Interessi vun Aarbechtsmaart - an d'Lissabon-Strategie weist dat aus -, fir méi Fraen an de Beruff ze kréien. Mir wëssen awer och, dass d'Männer an der Famill hirer Aufgab solle gerecht ginn. Mir wëssen, dass et virun allem ëm de fräie Choix geet vun där einzelner Famill, fir sech esou ze organiséieren, wéi se et nun eben emol richtig féint; an d'Politik muss deen dote fräie Choix erméiglechen, ënnerstëtzen an dobäi hëllef.

D'DP-Propositione ginn an d'Richtung, fir fir d'alleréischte déi Hëllefsmechanismen an déi Leeschtungen, déi bestinn, ze iwwerdenken, well déi Familljeleschtungen, déi existéieren, sinn d'Resultat vu Jorzéngte Familljepolitik hei am Land, wou eigentlech Jorzéngt fir Jorzéngt nei Leeschtungen agefouert gi sinn, déi haut weider bestinn, déi awer oft contraire Ziler verfolge an ënner dem Stréch ganz deier ginn. Mir müssen also déi bestehend Leeschtungen un d'Erausforderungen an de Besoin vum 21. Jorhonnert upassen. Mir müssen och de richtige Mix fannen an der Familljepolitik tëschent Geldleschtungen op där enger Säit, spriech Kannergeld, a Sachleschtungen op där anerer Säit, spriech Betreuung.

Mir sinn do der Meenung, dass mer momentan eng Familljepolitik maachen, déi ganz op d'Geldleschtung orientéiert ass, a mir solle Schrëtt fir Schrëtt kucken, deen Hiewel ee Stéck méi a Richtung Sachleschtung, dat heescht Betreuung, eriwweergezunn ze kréien.

Mir stelle fest, dass vill Fraen net berufstäteg ginn, well et steierlech net onbedéngt interessant ass, well duerch de Steiersplitting dat méi klengt Akommes, wat nun eemol oft dat vun der Fra ass, méi héich besteiert gétt wéi dat vun engem Jonggesell.

Mir wëssen, dass op där anerer Säit och d'Betreiung hir Käschten huet an dass ënner dem Stréch fir déi Famill, an där zu zwee geschafft gétt, dat net onbedéngt vu grousem finanziellen Interesse ass.

Mir sollen de Congé parental iwwerdenken. Och d'Pappe sollen dovunner profitéieren kënnen. Och déi Famillje mat engem mëttleren an engem héijen Akommes sollen dovunner kënne profitéieren. Eiser Meenung no

soll d'Kannergeld bestoe bleiwen, mir sollen awer deen natalisteschen Aspekt aus dem Kannergeld eraushuelen. Haut ass et esou, dass fir dat zweet an dat drëtt Kand ee jo méi Kannergeld kritt wéi fir dat éischt Kand. Nun, mir sinn der Meenung, dass déi doten Incitatioun, fir eigentlech méi Kanner op d'Welt ze setzen, finalement jo hei zu Lëtzebuerg näischt bruecht huet. Duerfir solle mer et ofschafen a mir sollen eis seriö Gedanke maachen, ob mer gutt drun dinn, esou vill Familljeleschtungen, esou vill Kannergeld an dat net Ausland ze exportéieren.

De Statsrot huet a sengem Avis zum Kannerbonus dat nach eemol opgeléicht. Et si mëttlerweil 280 Milliounen Euro d'Joer, déi an d'Grenzgebitt iwwert de Wee vum Kannergeld exportéiert ginn. Duerfir soe mir: Kommt, mir huelen en Deel vun deene Moyenen, déi mer an d'Kannergeld stéchen. Mir kënnen och dann nach eng Kéier déi Moyenen, wa se jo disponibel sinn, déi 100 Milliounen Euro, déi mer an de Kannerbonus elo ënner dem Stréch wäerten investéieren, anescht verwäerten.

Kommt, mir huelen déi Mëttel a maachen e Wunnungsdors. E Wunnungsdors, dat jo hei am Land deene Familljen, déi hei usässeg sinn, et erlaabt, fir iwwerhaapt nach eng Wunnung sech leeschten ze kënnen. E Wunnungsdors, dat gestaffelt ass nom Akommes. E Wunnungsdors, dat no der Kannerzuel orientéiert ass. Domadder kënne mer d'Wunnen hei am Land erëm méiglech maachen, eppes, wou mer mierken, dass et fir ganz vill jonk Familljen ëmmer méi onméiglech gétt, sou dass déi sech dann op déi aner Säit vun der Grenz nidderloosse wäerten.

Mir maache méi eng selektiv Familljepolitik, well mer net mat der Strenz jiddferen d'selwecht beglécken, mä deem méi hëlfele, dee méi Hëllef brauch, a mir wäerte manner an d'Grenzregioun doduerjer exportéieren an doduerjer méi Moyenen an nei Moyene fräischafen, fir ganz kloer d'Betreiungsstrukturen och dem Besoin no auszubauen.

Dat ass dat, wat d'Demokratesch Partei proposéiert huet an engem Pabeier viru sechs Méint an an enger Interpellatioun hei an der Chamber duerno.

Wat mécht awer op där anerer Säit d'Regierung? D'Regierung féiert de Kannerbonus an a schaaft gläichzäitig d'Kannermoderatioun of. E Rechebeispiel weist, zu wat dat féiere kann. Ech gebrauchen hei déi Zuelen, déi den Här Juncker selwer bei der Presentatioun vum Kannerbonus hei an der Chamber presentéiert huet.

Huele mer emol eng Koppel mat engem Kand, déi e Revenu imposable annuel huet vu 27.500 Euro. Dat entsprécht ganz exakt dem Mindestloun vun engem qualifizéierten a vun engem net qualifizéierten Aarbechter. Déi Famill do kritt 922,5 Euro Kannerbonus, bezilt op där anerer Säit duerfir awer 781 Euro méi u Steieren. Den Netto-Effet vum Kannerbonus fir déi dote Famill mécht also nach 141,5 Euro bei engem Kand aus.

Op där anerer Säit ass et och esou, dass de Kannerbonus voll spillt, dass heescht eng voll Augmentatioun vum Revenu disponible vun 922,5 Euro bréngt, wann een e Revenu bis zu 1.900 Euro huet. Doriwwer ass et iergendeppes tëschent null Euro an 922 Euro, wat Rescht bleift, an deen, deen e puer Euro méi wéi den duebele Mindestloun verdéngt, fir deen ass den Netto-Effet vum Kannerbonus gläich null.

Dat heescht awer och, dass vun där doter Mesure, wéi d'Regierung se hei proposéiert, eigentlech nëmmen déi Famillje wäerten, oder zum ganz groussen Deel nëmmen déi Famillje wäerte profitéieren, wou eng Pai an de Stot kennt, wou ee schaffe geet. Déi Famill, wou se zu zweet schaffe ginn, déi geet vun dëser Mesure op jidde Fall eidel aus. Mir maachen et also fir eng Rei vu Koppelen nach méi onattraktiv, fir zu zwee berufstäteg ze bleiwen oder ze ginn. Dat heescht, mir maachen hei wierklech eng Politik, déi dem CSV-Weltbild entsprécht: Fra doheem an de Mann op der Aarbecht.

Et freet ee sech allerdéngs, firwat d'LSAP mat där dote Politik d'accord ka sinn, an et freet ee sech eigentlech och, firwat dass si nach den Droit d'auteur vun där doter Mesure revendiquéieren.

Fir déi allermeeschte Familljen am Land wäert de Kannerbonus herno eppes sinn, wou si aus där enger Täsch eppes erausgeholl kréien an datselwecht kréie se an déi aner Täsch eran, a mir wëssen, wann de Stat mat Geld hantéiert, dee Moment wou en et bei sech selwer vun där enger Hand an déi aner gétt, do geet och iergendzousch eppes verluer u Verwaltungsopwand, an duerfir froe mir eis, ob dat heiten dann de richtige Wee ass.

D'Iwwerleeung, fir eng Negativsteuer anzeféieren, ass net nei. Och d'Demokratesch

Partei hat 1994 an hirem Programm eng ähnlech Iwwerleeung ugestrengt - mir hunn et Biergergeld genannt -, allerdéngs zum Deel mat engem aneren Hannergrond. Zum Deel och mam Hannergrond, fir de System ze vereinfachen, fir eng ganz Rei vu soziale Mesuren zesummenzeleeën an da mat der Steuerlaascht opzerechnen, an da jee no Akommesituatioun der Famill oder deem eenzelne Contribuable eppes ze iwwerweisen, oder hie muss eppes bei de Stat iwwerweisen. Dat huet den Effet, dass et méi einfach ass, dass onnéideg Transferten évitéiert ginn. A virun allem, eng Negativsteuer soll jo och, well et eng Steuer ass, progressiv sinn. Och deen Aspekt felt eis hei beim Kannerbonus.

Da stelle mer fest, dass mat der Aféierung vum Kannerbonus dës Regierung nach weider an hirem Familljepolitik op d'Geldleschtungen setzt. Well de Kannerbonus kascht ënner dem Stréch, wa mer soldéiere mat deem, wat méi u Steieren erakënnent duerch d'Ofschaffung vun der Kannermoderatioun, 99,5 Milliounen Euro méi u Geldleschtung tëschent 2007 an 2008. Wann ech op där anerer Säit dann awer kucken, wéi d'Budgete fir d'Betreiungsstrukturen an d'Luucht gaange sinn oder sollen an d'Luucht goen tëschent 2007 an 2008, da sinn dat ganzer eefel Milliounen Euro. Dat heescht, deen Déséquilibre tëschent Geldleschtungen a Sachleschtungen gétt eigentlech nach verstärkt.

Do derbäi kennt, dass op där anerer Säit och d'Crèchen 2008 wäerte fir d'Eltere méi deier ginn, ëm 8%. Also och do nach eng Kéier eng Incitatioun, fir manner Sachleschtungen unzëbidde respektiv se fir d'Leit méi deier ze maachen.

De Sujet vum Export, deen ech viru scho kuerz ugeschnidden hunn, ass net, dass deen eis eleng an der politescher Landschaft hei zu Lëtzebuerg interesséiert. Ech erënneren drun, dass den Här Mosar virun dräi Joer a sengem Budgetsrapport zu Recht dorobber higewisen hat an eng Rei vu Froen dozou gestallt huet.

De Statsrot huet et zu engem vu sengen Haaptsubjeten och am Avis zum Kannerbonus gemaach. Da muss mer och emol kucken: Wat bréngt de Kannerbonus an deem doten Aspekt? Et ass ze féieren, dass duerch d'Aféierung vum Kannerbonus nach méi Geld wäert an d'Grenzregioun transféréiert ginn, dass den Export vu Familljeleschtungen nach wäert an d'Luucht goen. Duerfir wär ech frou, wa mer - an ech si frou, dass den Här Premierminister heibannen ass; dee seet eis dat bestëmmt - virum Vote vum Kannerbonus d'nächst Woch géife wëssen, wivill vun deenen 99,5 Milliounen ënner dem Stréch hei am Land wäert bleiwen a wivill an d'Ausland wäert dovunner goen.

Et bleiwen déi doten an et bleiwen aner Froen op. D'Fro, déi mëttlerweil schéngt gekläert ze sinn - an dat ass gutt esou -, dat ass, ob de Kannerbonus eemol d'Joer oder zwielefmol d'Joer soll ausbezuelt ginn. Et soll da jo op d'mannst à moyen terme zwielefmol d'Joer sinn. Dat ass gutt esou. Dat féint eis Zoustëmmung. Awer net direkt, well et muss nach gekuckt ginn, dass d'Kannergeldkeess sech iwwerhaapt dorobber kann adaptéieren.

Et gesäit een also, dass hei zum Deel Stéckwierk gemaach gétt. Et gesäit een, dass kee familljepolitesch Gesamtkonzept virläit, fir ze kucke wéi déi künftge Familljepolitik hei am Land soll orientéiert ginn. An trotzdem gétt de Kannerbonus agefouert. Duerfir soe mir als Demokratesch Partei ganz kloer: D'DP steet fir d'Wunnungsdors, esou wéi mir eis et virstellen, an net fir de Kannerbonus.

Ee Gesamtkonzept felt der Regierung an hirem Majoritéit och wat d'Besteuerung vun de Privatpersounen ubelaangt. D'Autosteier bréngt 35 Milliounen méi an d'Statskeess. Dat heescht, d'Leit mussen 35 Milliounen méi bezuelen. D'Erhéijung vun den Accisen um Diesel an um Bensin soll fir 2008 64 Milliounen méi bréngen; d'Augmentatioun vun der Cotisatioun fir d'Fleegeverséicherung ronn 60 Milliounen; d'TVA op de Servicern ronn 30 Milliounen; an d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun hätt, wa se da guer net ugepasst gi wär, de Steierzueler 500 ganzer Milliounen kascht.

Mir schwätzen also hei vun enger Erhéijung vun der Steuerlaascht vu 700 Milliounen. A



wa mer dovunner dat ofrechnen, wat als grouss Steiererliichterung hei duergestallt ginn ass, déi 6%teg Inflatiousberengung am Tarif, spriech déi 200 Milliounen, déi dat dann u Mannerrecetté bréngt fir de Stat, da bleiwe mer nach ëmmer bei enger Gesamtsteiererhéijung fir d'nächst Joer par rapport zu 2002 vu 500 Milliounen Euro.

Ech wëll och nach drop hiweisen, datt, wa mer de Steiertarif ëm 6% Inflatiousberengung mat enger Inflatiou vun 3% am Joer maachen, dat doten och ganz schnell erëm wäert opgefriess ginn. Amplaz de Bierger am Land Loft ze loossen, fir mat deenen héije Liewenskäschten eens ze ginn, gräift de Stat besonnesch staark zou. An dat grad bei deene mëttleren Akommeskategorien a bei de Famillje mat Kanner, wéi et eben duerch d'Netupassung vum Steierbarème de Fall ass.

D'CSV an d'LSAP belaaichte systematesch déi, déi eist Land droen, déi Verantwortung fir sech, fir hir Famill an domadder och ëmmer fir d'Allgemengheet iwwerhuelen. Duerfir ass d'Demokratesch Partei fir déi komplett Upassung vu 16% vum Steiertarif. Si ass noutwendeg, fir de Bierger aner Laaschten ze erlaben, déi op si duerkomm sinn: D'Wunnen ass méi deier ginn hei am Land; mir hunn eng héich Inflatiou, an den Index dréit jo duerch d'Indexmodulatioun net méi voll; et gëtt eng moderat Lounpolitik gefuerdert am privaten an am öffentleche Secteur, déi vläicht och net ëmmer ganz falsch ass; mir si konfrontéiert mat héijen Energiepräisser; d'Zënse ginn an d'Luucht; den Innenminister hält gär mëttelfristeg e Waasserpräis vu 5%; d'Gemenge si mat den Taxen och net grad zimperlech. Alles dat muss de Bierger erdroen. Duerfir wär méi eng entgéintkommend Steierpolitik vun der Regierung wünschenswäert.

D'Fro gëtt zu Recht gestallt - éier ee se vun lech ka stellen, huet den Här Wolter et scho virdu gesot -: Da sollen och déi, déi dat dote fuerderen, gläichzäiteg soen: Wéi ass et finanzierbar? Mir hunn och do eng ganz Rei vun Iwwerleeunge gemaach wéi mer kënnen op der Ausgabesäit kucken, datt d'Ausgabe manner schnell wuessen, well d'Iwwerleeung dierft jo eigentlech net esou schwéier sinn, wa mer de Steiertarif wëllen op d'Situatioun vun 2002 zrëckféieren. Och déi Zäit hu mer investéiert. Och déi Zäit hate mer e performante Sozialstat. Et ass also net esou, datt alles géif an de Koup falen hei am Land, wa mer den Tarif vun 2002 erëm géifen duerch eng Upassung aféieren.

Et gëtt op där anerer Säit Moosnamen, fir ze kucken, datt d'Dépendé manner schnell wuessen. Mir hu mëttlerweile enger Rei vu Beräicher e Subventiounsdschungel. Dee brauche mer vläicht net. En ass net ëmmer effektiv, well en d'Leit net ëmmer wierklech derzou bréngt dat ze maachen, wat de Stat eigentlech gär hält.

Mir als Demokratesch Partei sti fir eng méi selektiv Sozial- a Familljepolitik - ech hunn et virdu beschriwwen -, an net onbedéngt eng Familljepolitik an eng Sozialpolitik, déi mat der Strenz iwwert d'Land geet a jiddferen d'selwecht mat finanzielle Moyeré begléckt. Mir wëllen och kucken, datt mer zesumme mat den Nopeschlänner den Export an de Grëff kréie vu Familljeleschungen. Och dat ass eppes, wou d'Dépendé ganz schnell ugedriwwen gi sinn déi lescht Joren.

Dann heescht et och esou, datt Niddregtariffer oft zu Wuesstum kënnen féieren. D'Steierrecetté sinn net nëmme iwwert d'Akommessteuer an d'Luucht gaangen, well d'Inflatiou gespilt huet, mä ganz einfach och, well et interessant war hei am Land ze schaffen, sech hei niddrezeloossen an hei zum Wuelstand bäizedroen. Méi Konsum, méi Investitiounen bréngen herno och méi Geld fir de Finanzminister. Mir ginn et un de reelle Croissancen an de Recetté vun der Akommessteuer zënter 2002.

An deene leschte Méint gouf vill iwwert d'Verdeele geschwat. Mä éier de Kuch ka verdeelt ginn, muss e jo och bekanntlech gebak sinn. De Wuelstand vu muer ofsécheren, heescht: kompetitiv ze bleiwen; interessant fir ze investéieren, fir ze schaffen a fir ze produzéieren. Dat steierlecht Ëmfeld vun de Betriber ass eng vun den Haaptachsen, wéi mer dat dote kënnen errechen.

Den Droit d'apport ze halbéieren, ass an eisen Aen en hallefhäerzege Schrëtt, well en net duergeet, well en éischtens keen Avantage schaaft fir hei méi ze investéieren, well och en hallwen Droit d'apport nach eng Steuer ass. Eng Steuer, déi jo op dat investéiert Kapital direkt applizéiert gëtt an net onbedéngt de Gewënn vun enger Entreprise trëfft, déi Investitiounen hei am Land verhénnert. Ech wëll drun erënneren, datt mer jo wierklech gewaart hu bis d'Europäesch Kommissioun eis gesot huet, datt mer den Droit d'apport mëttelfristeg bis 2010 ganz missten auslaffe loossen. Esou datt dat doten och net onbedéngt e volontaristesche Schrëtt war vun dëser Regierung, mä mer eigentlech international dozou beweegt gi sinn.

Da muss mer eng Diskussioun féieren iwwert den Taux vun der Belaaschtung vun de Betriber hei am Land bei der Gewënnbesteuerung. Mir leien elo knapp bei 30%, jee no Gemeng. Mir mussen driwwer nodenken, virun allem an der Optik wann d'Assiette soll harmoniséiert ginn, wou mer do sollen hikommen. Mat enk dorunner hänkt natierlech och eng Reform vun de Gemeindefinanzen. Och dat e Volet, deen an diverse Budgetsrapporté schonn hei gefuerdert ginn ass.

Eng Rei vu Propositione sinn um Dësch. Ech huelen un, datt d'Regierung sech Gedanken dozou gemaach huet. Et wär interessant ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung doranner ass, zum Beispill am Beräich vun Intérêt notionnel; eppes wat d'Belsch elo agefouert huet, wat och hei am Land momentan diskutéiert gëtt, fir d'Eegekapital eigentlech op d'mannst net méi schlecht ze besteiere wéi d'Friemkapital.

Mir mussen eis och Iwwerleeunge maachen hei am Land, ob mer a wéi mer eng industriell Produktioun wëllen halen. Mir hunn eng ganz Rei vun Nodeeler. Eng Industrie brauch vill Terrain. Deen ass knapp am Land. De Loun ass am Verglach zum Ausland relativ héich. D'Charge administrative kennt derbäi a villes aneschtens. Mir mussen also do kucken, wat hëllefe kann, fir deene Betriber, déi hei sinn, et méi schmackhaft ze maachen, heizebleiwen a souguer nach zousätzlech ze investéieren, well mer wierklech mierken an der Lescht, datt dann, wann investéiert gëtt, et haapt-sächlich am Ausland, an net onbedéngt am noen, mä éischer am wäiten Ausland ass.

Mir mussen eis och Iwwerleeunge maachen, wéi mer d'Eegekapitalbasis vun de mëttelstännege Betriber kënnen stärken, och dat, fir se méi robust ze maachen am regionale Kontext. De Mëttelstand iwwerhaapt ass jo dee Secteur, dee méi globalisierungsresistent ass, well et kennt keen aus China hei en Daach decke respektiv eng Fënster asetzen. Duerfir muss mer och emol eng Kéier deem Beräich vun eiser Ekonomie déi Suergfalt ginn, déi en eigentlech verdéngt huet, wann een d'Aarbechtsplaze considéiert.

Här Budgetsminister, ech froen lech: Wéi gesäit eigentlech d'Betriebsbesteuerung 2010 an 2015 aus? Well et ass besonnesch de Wirtschaftsminister, deen dat muss wëssen, wann en uechtert d'Welt geet, fir Betriber ze iwwerzeegen op Lëtzebuerg ze kommen.

Wat ass och d'Strategie da wéi gesot vun der Regierung, fir eng produzéierend Industrie hei am Land kënnen ze halen, dat trotz Mindestloun an trotz Index?

An dann à propos Index, do gëtt et der jo am Land, déi elo scho wëllen, datt mer de Wahlkampf ufänken an datt et engeren Indexwahlkampf soll ginn. Elo gëtt et bestëmmt nach ganz vill aner Sujeten, déi 2009 sollen diskutéiert an duerno sollen tranchéiert an ugaange ginn.

Et ass virun allem den LCGB an hire Generalsekretär, den Här Spautz - e sëtzt jo hei bei der CSV op der Fraktiounsbänk -, dee gären en Indexwahlkampf hält. Ma mir wäeren eigentlech interesséiert: Wat seet d'CSV zum Index?

Virun allem interesséiert eis, wat d'Haltung vum Finanzminister zum Index ass am Lichte vu senger Finanzprojecktiounen fir déi nächst kommend Joren. Et kennt keen d'Chiffere besser wéi de Premier an de Finanzminister an duerfir kann och kee besser soen, wat mam Index soll geschéien, wéi de Premier an de Finanzminister.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Dat ass jo awer da gutt!

» M. Claude Meisch (DP).- Mir si gespaant.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Soss keen?

(Interruptions et hilarité)

» M. Claude Meisch (DP).- Mir si gespaant. Ma mir waarden emol op lech!

(Interruptions diverses)

En anere Sujet, deen déi nächst Joren och de Steierzueler...

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, d'CSV huet dat dote matkritt.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Mir froen den Här Grethen nach, ier e geet.

(Hilarité)

» M. Claude Meisch (DP).- Mir wäerten en och duerno nach begéinen.

(Interruption)

Ech wäert en och duerno nach begéinen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.- Oh ech nach méi dacks.

» Une voix.- Ech mengen, hie begéint lech awer net.

» M. Claude Meisch (DP).- Dee Sujet, deen de Steierzueler déi nächst Joren nach wäert interesséieren, ass de Statut unique a ganz besonnesch d'Fro: Jo, wie muss de Statut unique dann elo bezuelen? D'Employés privés - dat war zimlech schnell kloer - duerch eng Augmentatioun vun der Cotisatioun; déi méi Schwaach an déi méi Krank, well se riskéiere relativ schnell aus de Betriber gedréckt ze ginn; d'Betriber selwer, well nei Laaschten op se duerkommen - jo, a finalement soll et dann och de Steierzueler sinn.

Mat wéi vill ginn déi nächst Budgeten duerch de Statut unique belaaucht? Sinn et déi 60 Milliounen, déi mussen bäigesteiert ginn, déi nach am System feelen? Sinn et der manner?

Wat sinn déi wierksam Instrumenter, déi jo versprach gi sinn, fir den Absentéisme wierklech ze drécken? Well nëmme wann déi kënnen gräifen, da sinn et manner herno wéi déi 60 Milliounen. Déi Instrumenter goufe jo de Betriber versprach, mä d'Betriber soten eis op jidde Fall, datt op där doter Front sech momentan ganz wéineg géif bewegen. Wann den Absentéisme net gedréckt ka ginn, da läit d'Laascht net nëmme bei de Betriber, mä finalement och beim Stat an domadder erëm beim Steierzueler.

Aner Zukunftsproblemer ginn einfach doutgeschwiegen, a wann iwwerhaapt, dann hannert zouenen Dieren diskutéiert. D'Gesondheet, d'Gesondheetsversuergung, d'Zukunft vun eiser Gesondheetsversuergung mussen eis Suerge maachen. Mäi Fraktiounskolleg, de Carlo Wagner, wäert a senger Interventioun méi genee dorop agoen. Och do muss mer wëssen, datt d'Demographie riskéiert dee System, dee momentan en place ass, mëttel- a laangfristeg ze sprengen.

D'Renteproblematik, d'Rentefro gëtt momentan diskutéiert, net hei am Parlament, net tëschent de Fraktiounen an de Parteien, net dobausse mat de Bierger, mä tëschent Regierung a Sozialpartner hannert zouenen Dieren. Dann, wann et eescht gëtt, zitt dës Regierung sech hannert zouenen Dieren zréck.

Dëst ass eng Politik am Däischteren. Oft gi grouss Wieder gebraucht, mä finalement ass d'Realiteit vill méi bescheiden. Wéineg Zukunftsperspektiven a kee couragéiert Upake kann een och an deenen Domänen do feststellen. D'Land gëtt a ville Beräicher verwalt, mä net regéiert, a grouss Zukunftsfro ginn ausgeklamert. Si sinn ausgeklamert beim Budget 2008, gradesou wéi se ausgeklamert gi si bis no 2009 bei der Tripartite, wou jo déi Mesuren do auslafen a wou duerno eng nei Regierung ka kucken, wat dann ze maachen ass.

Keng Äntwerten héiert een op déi grouss, op déi wierklech grouss finanziell, ekonomesch a sozial Erausforderungen. D'Bierger hu wéineg Versteedsdemech awer fir Reformen, wann den Défi net kloer ëm-rass gëtt an d'Bierger net agebonne sinn.

D'CSV an d'LSAP maachen eng Politik, déi ganz kloer sech duerch en Demokratiedefizit auszeechent, well villes vun deem, wat geschitt - ech wëll just do d'Besteuerung vun de Privatpersounen ervirsträchen -, stoung net an hirem Wahlprogramm oder war aneschtens ugekënnegt.

D'CSV an d'LSAP sinn ugetrueden an de Wahlen 2004, fir méi niddreg Steieren ze hunn, an hu méi héich Steieren herno ëmgesat. Wien d'Vertraue wëllt gewanne vun de Bierger, deen därer eng Steiererhéijung net als Steiererliichterung verkafen. An Zesammenhäng muss een denken an net eng

Wull vun eenzelne Mesuren duerchbaatschen. Net aus där enger Täsche dat huelen, wat een an déi aner Täsche eragëtt. Et brauch een och Courage zur Éierlechkeet, a mir brauchen en éierleche Wahlkampf 2009.

2009 mussen mer dem Bierger d'Wourecht soen, d'Wourecht iwwert de finanzielle Spillraum, d'Wourecht iwwert déi Défien, déi virun eis leien. Wa mer weiderhin d'Aen zoumaache viru wichtege Erausforderungen, da wäert Lëtzebuerg op der Plaz trëppelen an um internationalen Plang zréckfalen. Da wäert de Wuelstand op Dauer nach just eng Wuelstandsillusioun sinn, an deene kommende Generatiounen wäerte mer eng batter lerschaft hannerloossen.

Lëtzebuerg brauch méi Courage zu Reformen. Esou Reforme sinn nëmme méiglech, wa mir eng nei politesch Sträitkultur hei am Land entwéckelen. Eng Sträitkultur tëschent Parteien, Politiker, Medien a Sozialpartner. Net fir hiren Aflossberäich ze verteidegen, neen, vill méi eng oppen, animéiert a vun Innovatioungesicht geprägten Auseensetzung ëm Zukunftssiddien.

Ech gleewen zudéifst un d'Kraaft vun der Demokratie, un e friddlecht Equilibriéiere vun de Kräften an Interessen, un déi demokratéisch Konkurrenz als Maartplaz vun den Iddien, wou nëmme deen eng Chance huet ze bestoen, deen et versteet, déi gesamtgesellschaftlech Verantwortung mat deenen individuellen Anspréchen vun de Bierger an Aklang ze bréngen.

Duerfir wäert d'Demokratesch Partei alles drusetzen, fir weiderhin d'Reformdebatt zu Lëtzebuerg ze animéieren. Lëtzebuerg brauch dës Reformdebatt, fir d'Erausforderungen, d'Geforen awer och d'Chancen öffentlech ze diskutéieren an dann Alternativen an engem demokratéische Prozess ze formuléieren an ëmzesetzen.

Mat dësem Budget probéiert d'Regierung, d'Defiziter vun hirer Politik aus deene vergaangene Joren ze cachéieren an emol net se ze korrigéieren. Villes ass Stéckwierk a passt net beienaner. Kaum gëtt iwwert 2009 erausguckt, d'Wäitsicht vun der CSV an der LSAP reecht héchstens bis zum Wahldag.

Lëtzebuerg brauch eng aner Politik: Entlaaschtung Amplaz Belaaschtung, Bewegung amplaz Stëllstand, Wäitbléck amplaz Kuerzsiicht. Alles dat vermësse mer och am Budget 2008. Dëse Budget ignoréiert déi Risiken, déi iwwert de Statsfinanzen hänken. E féiert d'Ëmverdeelungspolitik mat der Strenz weider. E reagiert net op déi gesellschaftlech Verännerungen aus deene vergaangene Jorzéngten. E bitt kaum Perspektiven op eng nohalteg Stärkung vun eiser Ekonomie an e belaaucht ganz besonnesch weiderhin d'Mëttelschichten.

Aus all deenen dote Grënn wäert d'Demokratesch Partei dem Budget 2008 net kënnen zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, d'Madame Lydia Mutsch huet de Budgetentwurf 2008 konstruktiv a kritisches hannertrot an eng exzellente Analys dovunner gemaach. Mir deelen déi Recommendationen a Konklusiounen a soen hir Merci fir déi ausféierlech an engagéiert Aarbecht, déi se domat gemaach huet.

Ech wëll duerfir net dat widerhuelen, wat d'Madame Mutsch als Konklusiounen an hirem ëmfaassende schrëftlechen a mëndleche Rapport virgedroen huet. Ech wollt awer just op dräi Punkten agoen, déi och de Mëtteg vum CSV-Fraktiounspresident an och nach e Samschdeg an enger Lëtzeburger Zeitung virgedroe gi sinn.

Dat eent, dat ass de Problem vun der Territorialreform. Mir wëllen alleguer liebensfäeg an effikass Gemengen. Mir hunn der, déi ze kleng sinn. Mir wëllen, dass se zesumme ginn. Mir wëssen, dass dat net einfach ass. Och tëschent dem CSV-Fraktiounspresident an dem CSV-Innenminister ass nach villes am Floss. Mir hunn haut an der Zeitung gelies, dass den CSV-Innenminister eng Reform vun de Reformen anonciéiert huet, a mir mengen, dass ee sécher zu gudde Resultater komme kann, wann all Fraktioun natierlech och hir Hausaufgab do mécht.

Wat d'Schoulreform ugeet, wëll ech soen, dass mer natierlech wichteg Projeten an der Chamber hunn, an der Kommissioun, an dass mer interesséiert sinn, déi Projeten esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber ze kréien, fir dass mer dorobherhin eng Partie Reformen duerchféiere kënnen. Ech mengen, et ass seelen eng Schoulministesch ginn, wéi d'Madame Delvaux, déi



esou aktiv fir Innovatioun an der Schoul war an déi keng Angscht hat, fir op alle Pläng Innovatiounen duerchzezéien.

Wat de Rentessplitting ugeet, wëll ech soen, dass dat natierlech eng komplex Aarbecht ass, wou dräi Ministeren dran implizéiert sinn: den Här Di Bartolomeo, d'Madame Jacobs an den Här Wiseler, an dass et natierlech net esou einfach ass, fir déi technesch komplex Affär op een Nenner ze bréngen. Mir mengen awer, dass dat noutwendeg ass a mir sinn och iwwerzeegt, dass d'Regierung dat schnell iwwert d'Bühn bréngen wëllt.

Här President, mir liewen nach ëmmer an der Zäitrechnung no der Tripartite vum 28. Abrëll 2006. Déi finanziell Analys, déi d'Tripartite gemaach huet, ass nach ëmmer aktuell. D'Konklusioun vum der Tripartite sinn nach ëmmer amgaang ëmgesat ze ginn an d'nächst Woch setze mer mam Kannerbonus eng wichteg Measure vum deem Tripartitesaccord ëm.

Dat wesentlech Uleies, fir dass d'Tripartite iwwerhaapt zesummekoum, war de Budget erëm an d'Gläichgewicht ze bréngen. Dëst ass jo no de Maastricht-Kritäre gelongen, well den Iwwerschoss vum der Sécurité sociale den Defizit vum Stat a vun de Gemenge kompenséiert. Et konnt een och d'lescht Woch an der Ried vum Budgetminister d'Impressioun hunn, et wär elo alles am gréngen Beräich.

Et bleift awer, dass ons öffentlech Finanzen fragil a volatil sinn, well ons Wirtschaft op ze schmuele Féiss steet. De Monolithismus vum der Banken- a Finanzplaz ass nach ëmmer staark ausgeprägt. Dëst huet net verhënnert, dass dank der gudder internationaler Konjunktur, awer och, muss ech soen, dank der aktiver a kreativer Politik vum der Regierung a besonnesch vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, deen d'Diversifikatioun duerch nei Wirtschaftscréneauë sicht, ons Wirtschaft sech gutt entwéckelt.

Och d'Gemengefinanzen, als ee vun den dräi Piliere vun den öffentleche Finanzen, bleiwe fragil, well d'Gemengen ëmmer nei Aufgabe kréien. Dëst huet d'Tripartite ganz gutt verstanen. Duerfir hunn d'Sozialpartner mat der Regierung Mesuren ofgeseent, fir d'öffentlech Finanzen erëm an d'Gläichgewicht ze bréngen, nei Reserven unzeleeën a Mëttele fir d'Investissementer fräi ze maachen, also iwwert den Dag eraus ze plangen.

Wann ech dës elementar Prinzipie vum enger gesonder Finanzpolitik rappeléieren, da well jo, wéi z'joert schon, och dëst Joer d'Regierung ënnert der Pressioun besonnesch vun der Saliaritätssäit ass, d'Aschränkungen, déi d'Tripartite am Kader vum der finanzieller Konsolidéierung négociéiert huet, opzeginn. Dat heescht, an der Haaptsaach den Indexmechanismus erëm ganz hierzestellen. Dës Pressioun kënnert aus dem verständleche Wonsch, no de Resultater vum der gudder Wirtschaftsentwécklung 2006 an 2007 den erschafte Rächtmung gerecht ze verdeelen. Et muss een awer soen, dass déi Ëmverdeelung ni opgehale huet an och elo net ophält.

Éischtens, mir wëssen, dass déi Ëmverdeelung an éischer Linn sozial selektiv si muss. Si soll besonnesch deenen zegutt kommen, déi am meeschten ënnert de Sacrificer gelidden hunn, also Famillje mat klengen a mëttlere Revenuën, déi d'Deirecht vum Hëtzes, de Liewensmëttele grad wéi vun der Wunneng staark beleeascht. An der Tripartite gouf eng Measure fir si mat dem Vokabel „Crédit d'impôt“ bezeichent.

Well d'Steiere kee gutt Ëmverdeelungs-instrument sinn, well besonnesch kleng a mëttel Akomme keng Steiere bezuelen, huet d'Regierung en neie Wee ageschloen; de Kannerbonus vun 922 Euro d'Joer kënnert all Kand, ob seng Eltere Steiere bezuelen oder net, zegutt. A fir de villen Demandé Rechnung ze droen, gëtt dee Bonus jo vun 2009 u monatlech ausbezuel; 2008 fir d'gant Joer.

An déiselwech Richtung geet d'Iddi, déi vum Finanzminister an der Finanzkommissioun d'lescht Woch virgedroe gouf an déi och a verschidde Avisen iwwert de Steuerprojekt zum Virschäi koum, fir den Arbeitnehmerfräibetrag am Sënn vun engem Crédit d'impôt och fir déi Saliarier anzeféieren, déi keng Steiere bezuelen.

Aner Mechanisme vum Ëmverdeelung sinn natierlech d'Eropsetze vum Mindestloun, Subventiounen an Allocatiounen, wéi zum Beispill fir d'Eegenheem, fir d'Hëtzen am Wanter oder Sozialhëlfe, wéi se an deem neie Gesetz iwwert d'Aides sociales systematiséiert solle ginn. Duerfir geet de Kredit fir d'Heizungszoulag am Budget 2008 vu fënnf op siwe Milliounen Euro erop

an de Kredit fir den RMG klëmmt vu 94,8 op 102,5 Milliounen Euro.

Zweetens, natierlech wësse mer, dass de Steierdrock fir d'Leit alleguer sozial a wirtschaftlech räsonnabel si muss. Fir d'Akommessteier kënnert dofir d'Upassung vun der Steiertabell vun 6% an en Aarbechtsgrupp - ass ons hei och gesot ginn - schafft drun, fir d'steierlech Kompetitivitéit vum Land ze verbessern. 2008 geet den Droit d'apport vun 1 op 0,5% erof, mat engem Déchet fiscal vu 40 bis 50 Milliounen Euro. Akomme aus Brevet an Erfindunge ginn deelweis steierlech exonéiert. Aner vereenzelt Mesurë fir d'Betribler stinn am Projet 5801. Dee Pak fir physesche Persounen a fir Betribler beleeft sech ëmmerhin op iwwer 300 Milliounen am Joer 2008.

Dreëtens, d'Ëmverdeelung, et dierf een net vergiessen, dat ass och de Gehälteraccord an der Fonction publique.

A véiertens, mir erliewe selbstverständlech och, dass niewent deem allgemengen Accord verschidde Komponente vum der Fonction publique eng Ëmverdeelung fir sech verlaangen. Derbäi kënnert, dass de Bologna-Prozess dee ganze Klassement vum der Fonction publique un d'Wackele bréngt. Villes ass am Wandel!

Méi héich a méi verschidde Qualifikatiounen gi gebraucht. D'Besoinë gi méi komplex a villfältig. D'Schoulreforme froen Upassungsfäegkeet un eng extrem heterogen Schoulpopulatioun, permanent Weiderbildung, groussen dagdeeglechen Asaz a Bereetschaft vum Personal. Déif gräifend Reforme mussen ugepaakt ginn.

Den neie Profil vum der Ausbildung wéi och d'Ufuerderung vum der Reforme stellen op en Neits an no laange Joren erëm eng Kéier ganz akut d'Gehälterfro vun den Enseignantë vum Primär. Datselwech géllt fir vill aner Beruffer am öffentleche Secteur an an öffentlechen Etablissementer, ob an der Verwaltung oder am Gesondheets-, Fleege-, Sozial- a Kulturberäich.

Mir wëssen, dass de Koalitionsprogramm eng allgemeng Gehälterreform ausschléisst. Mir mengen awer, dass een net derlaanscht kënnert, d'Bereetschaft fir eng héich qualifizéiert Aarbecht mat der Anerkennung vum der Qualifikatioun um Plang vun der Aklasséierung vun de Gehälter ze honoréieren.

Fënneftens, zur Ëmverdeelung gehéiert am weide Sënn och de Kampf géint d'Inflatioun, déi neierdëngs erëm ze schnell wisst, och oft ënnert dem Drock vu sougenannte Prix administrés, dat heescht Taxen an Accisë vu Stat a Gemengen. Si schiedegt natierlech besonnesch d'Kafkraaft vun de Leit mat klengem a mëttlerem Akomme.

Fir elo géint d'Inflatioun unzegoen, stinn eng Partie Mesuren am Tripartitesaccord. Esou sollen d'Kontrakter vum Stat désindexéiert ginn, de System vum der Generalvertriebungen, deen ons forcéiert, iwwer belsch Importateuren généraux ze fueren, soll ënnersicht ginn. D'Regierung selwer huet sech engagéiert, eng virsiichteg Upassung vun de Prix administrés ze maachen an eng Partie Taxen- an Accisenerhéijunge sollen indexneutral sinn.

An d'Erfaule vun den Indextranchen, wësse mer jo, ass nei geregelt ginn. Dëst soll bis 2009 ëmgesat ginn.

Sechstens a leschtens, eng aner Ëmverdeelung gétt vun de Gemenge verlaangt. D'Madame Mutsch huet eng ausféierlech Analys vun de Finanzen vun den 116 Gemengen, 59 Gemengesyndikater an 125 Établissements publics ënnert der Tutelle vun de Gemenge gemaach. Do gesäit een, dass 91 vun 116 Gemengen defizitär sinn. D'Gemengeschild klëmmt ëm 64% tëschent 2001 an 2006, wat nettement méi schnell ass, wéi déi vun Stat. Duerfir verlaangt d'Budgetsrapportrice e Rattachement vun de Gemengefinanzen un d'Entwécklung vun deene vum Stat. Effektiv, mengen ech, komme mer net derlaanscht, de Gemenge méi Planungsécherheet a méi Finanzstabilitéit ze ginn.

Här President, d'LSAP huet ëmmer an deem Land matgeholfen an hëllef och haut nach mat, d'Léin an d'Gehälter zu Lëtzebuerg ze verbessern, also de Mënschen, déi schaffen, en anstänneg Stéck vum Rächtmung zoukommen ze loosse. Eng aktiv Lounpolitik grad wéi eng generéis Sozialpolitik droe vill zum soziale Friden an zum wirtschaftleche Wuesstum iwwert d'intern Consommation bäi. Déi anstänneg Revenuë vun den Arbeitnehmer zesumme mat enger héijer Beschäftigung droen zur sozialer Kohesioun bäi.

Mä d'Ëmverdeelung ass fir d'LSAP nach eppes anescht. Et ass den Ausbau vun öffentlechen Dëngschtleeschungen iwwert

de Stat an öffentlech Etablissementer, vun Ariichtunge fir d'sozial Sécherheet fir d'Leit alleguer a vu staarke Gemengen. Dëst muss zesummegoe mat der Obligatioun, an d'öffentlech Ariichtunge fir d'Zukunft ze investéieren.

Ech verstinn natierlech d'Gewerkschaften an d'Betribler, wa se méi an der Pai an am Profit wëllen. Mä wann d'Suen net duerginn, fir massiv ze verdeelen a gläichzäitig eneresch opzebauen, dann zéien ech vir, dass ons Ariichtunge fir sozial Gerechtheeket a Gläichheet ausgebaut ginn, dass ons Schoule radikal verbessert ginn, dass fir déi Eeler, déi Krank, déi Fleegebedürftig, déi Leit mat Problemer gutt Ariichtunge bestinn, fir se opzefänken. Dat kënnert alle Leit zegutt, och a besonnesch deene mat klenge Revenuën.

D'sozial Verantwortung vun der öffentlecher Hand besteet och doran, de Chômage ze bekämpfen. D'LSAP, duerch hire Spriecher John Castegnar, huet hei eng national Beschäftigungskonferenz gefrot, déi och vum Aarbechtsminister akzeptéiert ginn ass. Derniewent brauche mer nach aner Mëttele, wéi zum Beispill de Projet 5144 iwwert de Chômage social, zesumme mat engem Kader fir d'Solidarwirtschaft, fir schwierig Arbeitnehmer an d'Beschäftigung zréckzeféieren.

Här President, d'Regierung seet - och an deem Budget -, si wëllt den Undeel vun de Fonctionnementskäschten an den öffentlechen Ausgabe reduzéieren. D'ASTELLE vun neie Statsbeamte soll limitéiert bleiwen. D'Effikasitéit vun den öffentlechen Ausgabe soll erhéicht ginn. D'Regierung seet duerfir, dass ee genee hikucke soll, wann nei Strukture geschafe ginn. Si weist och drop hin, dass all neien Investissement esou Fonctionnementskäschte mat sech zitt. Dat ass ëmsou méi richteg, wéi déi finanziell Ufuerderunge vum Stat vis-à-vis vun de Bierger net méi kleng ginn. Ech brauch hei net op déi Sacrificer zréckzekommen, déi duerch d'Tripartite agefouert goufen.

### (M. Henri Grethen prend la Présidence)

Dës Regierung mécht eng seriö a kohärent Politik fir de Klimaschutz a fir d'Ëmwelt. Si huet den nationalen Aktionsplang am Abrëll 2006, fir de Kyoto-Protokoll ëmzesetzen, ugeholl. Dee gëtt systematesch ëmgesat. Si huet duerfir d'Autosteier nom Verursacherprinzip ëmgebaut an zum Deel erhéicht, wat säit 1986 net méi geschitt war. Säitdem ass d'Inflatioun ëm 61% eropgaangen.

Den Différentiel bei den Accisë gëtt lues a lues ofgebaut, och fir den Tanktourismus an der Kyoto-Optik an de Grëff ze kréien. D'Energiespueren an d'Energieeffizienz ginn ënnerstëtzt. D'Gesamtausgabe fir d'Ëmweltpolitik ginn ëm 5,5% an d'Luucht, op 85,9 Milliounen Euro. De Finanzéierungsfong vun de Kyoto-Mechanismen huet 2008 90 Milliounen Ausgaben a gëtt duerch de Budget, duerch d'Contribution climatique um Bënsinverbrauch an duerch d'Autosteier finanzéiert. D'Fong gi massiv gespeist.

Och do gëtt et keng Wonnermëttele. A wann ons gréng Kolleegen andauernd als eenzeg Léisung eng ökologesch Steierreform verlaangen, dann ass dat e bësse kuerz, besonnesch och, well se ni soen, wat se dorënner verstinn. Wëlle se de Bënsinspräis drastesch eropsetzen? Wat fir Taxë wëlle se weider aféieren? Ech waarden an där Hëlsicht gespaant op d'Taxépolitik an der Stad Lëtzebuerg, déi jo mat deene Gréngen zesummen definéiert gëtt.

Här President, et gëtt sécher kee Wonnermëttele, fir d'Fonctionnementskäschte vun Stat erofzedrécken. Et huet mech interesséiert, wéi an de verschidde Avisë vun de Beruffschamberen d'Thema vun den Ausgabe beliicht gouf. D'Patronats-chambre besonnesch ginn ausféierlech drop an.

D'Chambre des Métiers ass der Meenung, dass d'Zil vun der Tripartite net erreicht gouf, well tëschent 2006 an 2008 den Undeel vu Saliar a Sozialaaschte vum Stat vun 19,7 op 20,8% an d'Luucht goug. Dës Chamber seet och wou unzesetzen ass, nämlech um Gehältersystem vun der öffentlecher Fonction. Fir den Différentiel tëschent privaten an öffentleche Léin ze reduzéieren, missten d'Ufanksgehälter beim Stat erofgesat ginn. Dës Chamber freet och, dass d'Indexupassung vu Léin a Gehälter op 1,5-mol de soziale Mindestloun beschränkt soll ginn.

D'Chambre de Commerce geet an déiselwech Richtung. Dës Chamber mécht eng detailléiert Analys vun den Erhéijunge vun den uerdentlechen Ausgaben. Esou ënnersträicht se, dass de Coût par habitant vun der Fonction publique vun 2.385,43 am

Joer 2001 op 3.337,55 Euro am Joer 2008 eropgeet; also 33,99%. Si freet eng - tëschent Anführungszeichen - „richteg“ Réforme administrative, déi d'Prinzipie vum Privatbetrib befollegen an eng optimal Produktivitéit upeile soll. Och d'ADEM soll an deem Zesammenhang no deene Prinzipie reorganiséiert ginn.

Déi puer Beispiller aus de Patronatsavisë beleeeën, wéi illusoresch e politesche Konsens op deem Plang ass. Ech gleewe kaum, dass iergendeen am Kader vum Lëtzebuerg Modell sech erwaarde kann, déi drastesch Mesuren ze ergräifen, déi d'Patronat als néideg emfënnert.

Mä de Problem vun der Produktivitéit vum Stat bleift. D'Cour des Comptes zum Beispill weist no, dass déi lafend Ausgabe vum Stat tëschent 2006 an 2008 net erofgedréckt goufen. D'Administration centrale huet 2008 e viraussichtlechen Defizit vu 568,5 Milliounen Euro. An d'Ursaach dofir ass haaptsächlech d'Erhéijung vun den Transferten natierlech un d'Sécurité sociale.

D'Banque centrale mécht sech Suergen ëm d'Dépenses courantes, déi méi schnell zu Lëtzebuerg an d'Luucht ginn, wéi an de Länner ronderëm. Duerfir schléit d'Banque centrale eng Norm fir de Wuesstum vun deenen Ausgabe vir. Eng Norm, déi sech no der Entwécklung vun ähnlechen Ausgaben an den Nopeschlänner riichte géif.

Insgesamt ass d'Banque centrale ganz kritesch vis-à-vis vun der Regierung, well se eng Paus an der Konsolidéierung ausmécht, wat ëmsou méi inquietant ass fir d'Banque centrale, wéi d'Budgetsolde vu Lëtzebuerg wéinst onser Klengheet méi volatil sinn, wéi a grouse Länner. Fir a Sécherheet virun där Volatilitéit ze sinn, misst de positive Sold vun der Administration centrale op d'mannst iwwer 1% vum PIB leien, seet d'Banque centrale.

Et ass sécher derwärt, méi wéi jee, sech Gedanken iwwert de Stat ze maachen. Well, Här President, ass net d'Démarche vun der Politik oft déi, all Kéiers wou e Problem entsteet eng nei Struktur mat neiem Personal an neie Mëttele ze schafen, amplaz ze ënnersichen, wéi déi bestehend Strukture schaffen an ob se déi Aufgaben net mat iwwerhuele kéinten?

Duerfir einfach emol e puer „naiv“ Froen iwwert dëtt an dat.

Et kann ee sech zum Beispill wonneren, dass mer fir d'Finanz- an d'Wirtschaftsprospektioun zwou an net eng Agence hunn. Vu bause versteet keen dat richteg.

Oder en anert Beispill. D'Regierung ass elo amgaang, e Projet fir d'Integratioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg ze diskutéieren. D'Zil ass wichteg an interessant. Kann dat net weinstens deelweis iwwer eng enk Zesummenaarbecht tëschent verschidde Ministère goen, déi alleguer dovunner concernéiert sinn? Also eng horizontal Approche.

Oder en anert Beispill. Et ass eigentlech net rationell nozevollzéien, dass d'Schoul an d'sozialkulturell Förderung vun de Schüler administrativ getrennt sinn.

Weider: Mir wëssen, dass mer Leit schützen an Hëllef mussen. Mir hunn den Ombudsmann, mir hunn den Ombudscomitée fir d'Rechter vun de Kanner. Mir kréien elo geschwënn e Centre pour l'égalité de traitement. Dat ass alles géint d'Diskriminatioun an alles Strukturen, déi néideg sinn. Kann een dat net bündelen? Kann een dat net weinstens materiell an engem Haus anzewousch installéieren an domat Synergie sichen?

E weidert Beispill. Wéi ass et mat méi Guichets uniques op verschidde Gebidder, wou een alles op enger Plaz fénnert? Oder weinstens Internetsiten, déi een op deen anere verweisen, matenee vernetzt sinn? Sinn dann d'Techniques de l'information et de la communication net do, fir méi produktiv ze sinn? Och beim Stat?

En anert Beispill. Mir hunn e Conseil de la concurrence an eng Inspection de la concurrence. Geet dat net zesummen?

Trotzdem och nach déi Constatatioun, déi een no laange Jore ka maachen: Jee no de Koalitiounen gi Ministèren zesummebruecht oder auserneegegrapt. Dat ass net ëmmer kohärent. An ze oft sinn och d'Ministèren



- net d'Ministère, mä d'Ministère - Festungen, déi wéineg horizontal zesummeschaffen. Et gëtt do Stellvertriederkricher, déi der Rationalitéit an der Effikassitéit net dengen.

An dann nach dat hei. Mir sinn amgang eng Territorialreform auszuschaffen. Mir wëllen alleguer manner an also méi grouss a besser équipéiert Gemengen. Et ass och virgesinn, Regionalstrukturen opzebauen, där et jo eng Partie schonns gëtt. Sécher brauche mer eng Zort Communautés urbaines an aner Methoden, fir dass d'Gemengen zesummeschaffen. Soll ee sech awer net zweemol iwwerleeën, eier een nei administrativ Zwëschesstrukture mat neie Beamten opricht, déi ee schwéier lassgëtt, wann een dat dann eng Kéier wëllt?

Zum Schluss, Här President: Stelle mer jee d'Fro no der Effikassitéit an de Resultater bei öffentleche Strukturen? Ech loosse den Fro emol esou am Raum stoen.

Här President, ech wollt hei besonnesch op een Thema agoen, well d'Kanner, déi Jugendlech der LSAP a mir och ganz besonnesch um Häerz leien. Mir hunn, wéi PISA a PIRLS weisen a wéi e Blannen et och ouni international Studië gesäit, e Problem mat der Schoul. Ech deelen d'Meenung vun der Erziehungsminister, dass dese Problem systemimmanent ass.

Mir hunn nämlech e Mentalitéitsproblem, wann et em Erneuerung geet. Mir hale gär um Ale laang fest. Eng etlech hei zu Lëtzebuerg mengen nach ëmmer, et géif en immuabelt Wësse ginn, wat ee misst ingurgitéieren, fir eppes ze sinn oder ze ginn. Virun allem och, dass d'Wëssen op déiselwecht frontal a magistral Manéiere vermittelt gëtt, wéi virun 100 Joer a méi.

Souwuel d'Wësse wéi och d'Methoden ännere sech permanent, an d'Kanner ännere och. Duerfir brauche mer - ech mengen, dat ass an der Zwëschenzäit jiddferengem kloer - eng permanent Innovatioun a Reformen an der Schoul an och ausserhalb der Schoul. Mir brauche Reformen am Primär an am Postprimär. Et ass hei net d'Plaz elo, dat maache mer jo en Donneschdeg, fir an d'Eenzelheeten ze goen, mä d'Innovatioun um Pabeier vum Gesetz bréngt näischt, wann d'mënschlech Ressourcen an d'Mittelen derfir feelen.

Mir begrëissen duerfir ausdrécklech, dass de Budget vun der Éducation nationale vun 2007 843 Milliounen Euro op 2008 906 Milliounen Euro eropgeet. Dobäi muss ee besonnesch déi massiv Augmentatioun vun de Kreditter fir de Primär a Betruucht zéien, déi vun 246 am Joer 2007 op 289 Milliounen Euro am Joer 2008 eropginn, niewent engem neie Kredit vun zwou Milliounen Euro fir den neie Pilotprojet vun der École inclusive, eng nei Démarche fir de Primär, déi mer mat Spannung erwaarden. Dozou komme fir 2008 83 Milliounen Euro au titre vum Fonds d'investissements publics scolaires.

Dës Zuelen drécken de Wëlle vun deser Regierung aus, der Schoul hir héchste politesch Prioritéit ze ginn. D'Schoul natierlech muss vill méi wéi bis elo an onsen Aen och en Instrument vu sozialer Gerechtigkeit sinn. Si muss sech vill méi em d'Chancégerechtigkeit fir d'Kanner alleguer beméien. D'Schoul ass och en Instrument vu gesellschaftlecher Erneuerung, vu permanenter Uppassung un d'Liewe vun haut. Duerfir ënnerstëtze mer d'Erziehungsminister an hirem Beméien, d'Reformen an der Schoul am Interessi vun de Kanner weiderzibréngen.

Zu dësem Themeberäich gehéiert onbedéngt den Encadrement socioculturel, fir deen de Ministère de la Famille an d'Gemengen eng Verantwortung hunn. D'Kanner aus alle Milieuen, besonnesch och aus benodelegte Milieuen, kënnen no der Schoul, beim Mëttegessen an der Kantin, beim Spill, beim zesumme Léiere wichteg Impulser fir hir Entwécklung kréien, kënnen gehollef kréien a gefördert ginn, am sproochleche wéi am soziale Beräich.

Et ass gewosst, dass d'Ganzdaagsbetreierung respektiv d'Ganzdaagsschoule vill fir d'Förderung an d'Chancéglichheet vun de Kanner maache kënnen. A wann och den Encadrement net d'Fortsetzung vun der Schoul därerf sinn, da muss en dach enk

zesammenhänken. D'Personal muss wëssen, wat d'Kanner u Förderung an u Rattrapage brauchen.

Mir begrëissen, dass d'Regierung iwwert de Budget vum Ministère de la Famille e wesentlechen Akzent op den Encadrement vun de Kanner an de Jugendleche leet. Esou geet de Kredit un d'Gemengen, déi eng Maison relais hunn, vun zwielef op 14,8 Milliounen erop. Mä iwwert d'Suen ewech, mengen ech, muss de Konzept zesummen ofgeschwat ginn, fir dass d'Mittelen optimal agesat kënnen ginn.

An nach ëmmer wat d'Jugend ugeet, wëll ech den Effort vun der Regierung fir d'Universitëit ënnersträchen. Fir d'LSAP war an ass d'Uni fir d'éischt en Instrument vun Innovatioun a Reform fir d'Land. Et gëtt Leit zu Lëtzebuerg, déi mengen, d'Uni war an eisichter Linn eng Zort Epicurie, déi der Wirtschaft schnell a schmärelos nei profitabel Créneauen erfanne géif.

Mir mengen, dass d'Uni fir d'éischt do ass, kritesch un ons Realitéit ze goen an doduerch Innovatioun a Reformen ze förderen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Duerfir gesi mer mat Satisfaktioun, dass d'Uni an d'Éducation nationale zesummeschaffen, zum Beispill fir Pilotprojeten ze verfolgegen an doraus Léieren ze zéie fir de Rescht vun der Schoul, an och fir d'Léierpersonal esou gutt wéi méiglech auszubilden.

D'Kreditter fir d'Uni Lëtzebuerg gi vu 44 Milliounen Euro am Kont 2006 op 58 Milliounen Euro am Budget 2008 erop. Derbäi kënn d'Recherche, fir déi d'Kreditter op 109 Milliounen Euro eroppi vis-à-vis vu 85 am Joer 2007 an 63 am Kont 2006, ouni d'Mëttele fir d'Recherche-Innovatioun an anere Ministère.

Mir gesinn doriwwer eraus, dat wëll ech och hei nach ënnersträchen, d'Uni Lëtzebuerg als e wichteg Element vu Chancéglichheet a vun Demokratisatioun vun den Héichschulstudien, grad wéi mer an der Lëtzebuergescher Recherche en „melting pot“ fir Lëtzebuerg an net Lëtzebuergescher Chercheure gesinn. Fir ons ass d'öffentlech Schoul, sinn d'Bildungs- a Kulturstrukture vum Land den Zement vun der gesellschaftlecher Kohesioon an dat wesentlech Instrument fir d'Integratioun an eng offen an tolerant Gesellschaft.

Derbäi kënn, dass d'Sozialisierung vun de ville Kanner aus der Immigration iwwert d'Sprooch, iwwert d'Participatioun an der Schoul an am paraschulesche Beräich, iwwert d'Zesummeliewen an de Kampf géint d'Diskriminatioun geschéie muss. Och dat gehéiert zum Probleemberäich vum éischten Alter, wéi och am weidere Liewe mat Lifelong Learning.

Dobäi wëll ech nach ee besonneschen Aspekt ënnersträchen, deen och ganz wichteg ass. Et gëtt haut esou vill vu Lëtzebuergesch geschwat. Et gëtt vun der Importenz vun onsem Sproochesystem geschwat. Hei muss menger Usiicht no de Centre de langues ausgebaut ginn. Mir brauche vill a gutt forméiert Enseignanten, fir déi vill Leit, ob Lëtzebuergescher oder Ausländer, déi Sprooch léiere wëllen, op eng modern an effikass Manéier ze begleeden.

Absolut virrangeg, Här President, ass fir d'LSAP de Logement. Mir bereeden en neit Gesetz vir, dat de Gemenge méi Mëttele soll ginn, hir Awunnerzuel eropzesetzen an zugläich d'öffentlech Infrastrukturen unzepassen.

Um Immobiliemaart schéisst d'Spekulatioun an d'Kraut. An d'Resultat ass, dass vill Leit mat klengen oder och där mat normale Revenuen net méi matkommen. Vill Leit mussen Schold maache fir 20, 25, 30 an heiansdo 40 Joer.

De Budget 2008 gesäit zéng Milliounen Euro vir, fir d'Gesetz vum «Pacte logement» ëmzesetzen. De Statsrot huet vill Hoer an der Zopp fonnt, a mir sinn awer der Meenung, Här President, dass d'öffentlech Hand déi Mëttele, fir um Immobiliemaart anzegräifen, behale soll, déi am Gesetz stinn.

Mir wëllen onbedéngt d'Substanz vun deem Gesetz erhalen, well de Maart net capabel ass, d'Problemer vun der Deierecht an der Raritéit ze léisen an déi heiteg Nout-situatioun dauerhaft ze léisen.

Här President, en aneren Aspekt ass, dass besonnesch grouss Gemenge wéi d'Stad a wuel och e puer grousser Südgemengen Awunner an hire Stadkäre verléieren. Dogéint mussen d'Gemengen ugoen.

D'zentral Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg hu sech jorzéngtelaang vidéiert vun hiren Awunner, well d'Wunnhaier duerch Büroen ersat gi sinn. D'Gemeng huet ëmmer gesot, si hätt keng Mëttele dergéint virzegoen, an

et ass duerfir ze begrëissen, dass endlech dat neit Gesetz hinnen eng legal Basis gëtt, fir Instrumenter dofir anzusetzen.

Här President, fir ofzeschléissen, wëll ech deen enormen Investitiounseffort am Budget 2008 begrëissen. Verglach mat 2006 sollen d'Investissementer 2008 em bal 400 Milliounen Euro eropgoen an 1,6 Milliarden errechen. Seelen nach virduun huet eng Regierung d'Land esou systematesch mat neien Infrastrukturen équipéiert.

Den öffentlechen Transport mat neien Zuchlinien an engem Tramkonzept, dat schnell soll realiséiert ginn, steet an eisichter Linn fir de Wëllen, endlech nei Weeër an der Autos- an Autobusgesellschaft ze goen. De Fonds du rail gëtt 2008 373 Milliounen Euro aus. Derniewent gëtt et eng Hällewull vu groussen a klengen Projeten, wéi Belval, deen neien Air terminal, eng hallef Dose Lycéeën an alle Regiounen vum Land, de Konferenzzentrum um Kierchberg, déi nei Europaschoul, Spidolsinfrastrukturen, Fleegeheimer fir eeler Leit, nei Maisons relais, d'Nordstrooss an esou weider. Onst Land moderniséiert an entwéckelt sech rasant schnell.

Mä, Här President, léif Kolleegen, vill Suen hunn an ausginn, vill bauen, d'Liewe méi confortabel a méi schnell maachen, dat ass eng Saach. Liewensqualitéit, Solidaritéit, harmonesch zesummeliewen, ons Natur schouwen, dat ass eng aner Saach. Déi zwee mussen zesummekommen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, déi zwee Aspekter, dat Materiell an dat Immateriell, zesummenzibréngen, mat Engagement, Talent, Kreativitéit an engem oppene Geescht.

Dat ass d'Approche vun der LSAP am Déngscht vun de Leit alleguer. Duerfir schafft se an der Regierung an an de Gemengen, an dorunner gi mer och vun de Bierger gemooss.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Härren, des Regierung, déi hat, wéi se ugetratt ass, sech net schrecklech vill Erausforderungen oder Ziler gesat. Si huet sech jo selwer definéiert deemools, wéi se ugefaangen huet, als d'Regierung vun der arithmetescher Vernunft, an net d'Regierung vun de groussen Visiounen.

Eng Erausforderung oder een Zil hat se sech awer gesat, an zwar am Oktober 2005 just no der Lëtzebuergescher Présidence. Dës Legislaturperiod ass jo innenpolitesch e bësse méi gemittlech ugelaf, well eis Ministeren zimlech vill beschäftigt waren am Ufank mat eiser Présidence. Duerfir ass jo och deemools den État de la nation 2005, deen am Abrëll hätt solle stattfannen, op Oktober 2005 verluecht ginn. Do ass mindestens emol eng Erausforderung, een Zil vun deser Regierung definéiert ginn, an zwar huet et deemools geheescht, et géif dorëms goen, an deenen nächste Joren e Rétablissement vum Équilibre budgétaire ze kréien.

Dir kënn lech vläicht erënneren oder och net méi dorun erënneren: De Premierminister huet hei op der Chambertribün e puer Deeg no de Gemengewahlen - ech géif et emol nennen - eng sougenannte Schweiß- und Tränenried gehalen, wou hien eng zimlech alarmistesche Beschreibung gemaach huet vun dem Statsbudget, vun de Statsfinanzen.

Vu datt ech awer weess, datt bei de Mënschen et esou üblech ass, datt d'Kuerzzeitgedächtnis besser fonctionnéiert wéi d'Laangzeitgedächtnis, hunn ech mer d'Méi gemaach, emol e bësselchen nozekucken, wat an där Ried deemools alles gesot ginn ass, wat fir eng Analys deemools gemaach ginn ass vum Premier a Finanzminister, déi dann zu enger ganzer Rei Konsequenzen duerno gefouert huet, fir datt een och emol ka vergläichen, eischtens, ob dat, wat deemools 2005 als Analys gemaach ginn ass, herno och agetraff ass 2006 an 2007, an zweetens, ob déi Chantieren, déi allegueren do lassgekappt gi sinn, vun deene gesot ginn ass, et misst op hinne geschafft ginn, ob dann op deenen och wierklech esou vill geschafft ginn ass respektiv wat d'Konsequenze waren, do wou geschafft ginn ass.

(**M. Lucien Weiler reprend le Présidence**)

Ech wëll e puer Saachen erauszitéieren. Ech hätt kënnen nach vill méi zitéieren, mä ech wëll lech just nëmmen déi wichtegst Saachen eraushuelen, déi awer menger

Meenung no gutt si fir ze verdäitlechen, datt mer emol kënnen dee Verglach haut maachen.

Hien huet deemools hei gesot: „Mir hunn d'lescht Joer...“ - domadder war d'Joer 2004 gemengt - „...Defizit gemaach, mir maachen es méi d'lescht Joer...“ - domadder war 2005 gemengt - „...a mir maachen es nach méi d'nächst Joer.“ Domadder war 2006 gemengt.

An dunn huet hie gesot fir d'Joer 2006: „Dat wirtschaftlech Émfeld ass net gutt, (...). D'Wirtschaft an Europa wiisst em nëmmen 1,2%. Och wa mer zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum vu bis zu 4% kënnen hunn, esou muss mer dach awer zur Kenntnis huelen, dass eis klassesch Ofsazmäert an Däitschland, Frankräich an an der Belsch ganz gehéireg ënnert der Netteprise vun der europäescher an deenen dräi nationalen Ekonomien leiden. D'Uelechpräisser si staark ugeklommen. Si wäerten dauerhaft am Joer 2006...“ - haalt lech un a lauschtert, wat en deemools gesot huet! - „...iwwer 60 Dollar pro Barrel bleiwen.“

Och doriwwer wäert ech nach méi spéit eng Kéier an engem anere Kontext zur Diskussioun kommen. Mä wat méi wichteg ass, dat sinn d'Konklusiounen, déi en dorauer gezunn huet 2005. Hien huet gesot, duerch de Fait, dass dat doten de Fall ass: „Dat dréckt selbstverständlech op d'Revenuë vun de Leit an de Betriber, d'Steiere kommen un d'Stocken an déi automatesch Dépenses hirersäits lafen einfach virun.“

An dunn huet hie gemengt ze soen: „Mä mir kënnen an deenen nächste Joren - Eenzelner, och ech, sinn net midd ginn, dat an der Wahlcampagne ëmmer erëm ze soen - déi iwwert de Statsbudget finanziert Sozialleeschtingen net unhiewen. Sou kann et zum Beispill an deser Legislaturperiod keng Erhéijung vum Kannergeld ginn. (...) Mir mussen iwwert d'Finanzierung vun eiser sozialer Sécherheet verhandelen.“

Den Här Juncker huet gemengt deemools: „2,4 Milliarden Euro lafe Joer fir Joer iwwert de Statsbudget an d'Sécurité sociale, bal 900 Milliounen eleng fir d'Rentekeesen.“ An hien huet gemengt, dass een iwwert dee Finanzflux misst schwätzen, dass een iwwert d'staatlech Kontributiounen an d'Rentekeesen, d'Krankekeesen an d'Fleegeversicherung misst schwätzen, grad wéi iwwert d'Finanzierung vun der Mammert, vun de Babyjoren, an zwar - wéi hien dat esou schéi beschriwwen huet deemools: „Roueg Gesprécher misse mer doriwwer féieren, ouni virgefaasste Meenung op eiser Säit...“ - domat war d'Regierung gemengt - „...an ouni excessiv Tabuzone bei deenen aneren.“ Déi „aner“ sinn net definéiert ginn.

Hien huet och nach gemengt, et misst ee geschwat ginn insgesamt iwwert d'Indexierung vun de Sozialleeschtingen. Et misst een och diskutieren iwwert d'staatlech Leeschtinge generell, wéi d'Leit géifen dovou profitéieren, ob jiddferen net misst verschidde Bäitrag leeschten, oder ob et misst weidergoe wéi elo, dass mer d'Leeschtingen onofhängeg vun de Léin géife kucken.

De Premier huet gemengt, et misst ee kucken, awéifern ee géif d'Leit u verschidde Déngeleschtunge méi käschendekend partizipéieren dinn. Dat géif virun allem ziele fir d'Kannerversicherung; dat géif och ziele fir d'Gestehungskäschten zum Beispill vun der Waasser-versuerung, an hien huet gemengt, d'Statsbeamtegewerkschaft misst op d'Brems treppelen, et dierf ee kee lounsteigernden Impakt vun den automateschen Avancementer beim Stat kréien, an et misst een och doriwwer schwätzen, fir do Ännerungen ze bréngen, an d'Lounpolitik beim Stat misst an de Joren 2007, 2008, 2009 méi moderat ginn.

Dat heescht, wann ech am Ufank gesot hunn, dat wär eng Schweiß- und Tränenried gewiescht 2005, dann ass bei där Batterie, déi ech elo opgezielt hunn, dat sécherlech net iwwerdriwwen, an ech hunn nach nëmmen déi wichtegst Saachen opgezielt.

Ech hu gesot, dass deemools argumentéiert gi mam Verweis, dass mer 2006 zum Beispill en zolitten Defizit géife maachen, dass mer quasi an enger - hien huet net gesot, an enger Kris, mä awer e bëssen an enger - Finanzkris-ähnlecher Situatioun wäeren. Kommt, mir kucken emol d'Realiteit a wat du geschitt ass!

De Budget 2006. Et war virausgesot ginn, wéi en opgestallt ginn ass a wéi en och an der Chamber diskutéiert a gestëmmt ginn ass, dass mer eng Croissance zu Lëtzebuerg géife kréien tëschent 3,8 a 4%. Wat war déi reell Croissance 2006, Dir



Dammen an Dir Hären? Note conjoncture vum Stateg N°2/2007: 6,1%.

Och d'Croissance vum Emploi war geschat ginn. Déi géif beschtefalls tëschent 2,6 an 2,8% leie fir 2006. Wat war d'reell Croissance vum Emploi? 3,7%. Et ass gemengt ginn, de Chômage géif weider klammen. Et ass deemools mat 4,7% gerechent gi fir 2006, an dat nach virsichteg geschat wär. Wat war d'Realitéit? 4,5%.

Wat huet d'Regierung och duerfir an de Budget dragesat? A wat huet dës Chamber mat de Stëmme vun der Majoritéit Enn 2005 gestëmmt fir 2006? E Budget, dee virgesinn huet, dat een Defizit vun 301,3 Milliounen géif derbäi erauskommen. Wat gesi mer am Compte général 2006? Net en Defizit vun 301,3 Milliounen huet de Budget 2006 produziéiert, mä en Excédent do solde vun 215,7 Milliounen, deen natierlech zu ganz, ganz groussen Deeler bedéngt ass duerch eng Recette supplémentaire vun 1.063,9 Milliounen Euro. Dat heescht, iwwer eng Milliard Euro. Dovu kommen eleng 667 Milliounen iwwert d'Plus-valuë bei de Steieren eran. Ee gudden Deel natierlech - muss een och soen, wat eng eemoleg Geschicht ass - duerch déi Transaktioun ArcelorMittal. Mä et sinn ëmmerhi 667 Milliounen Euro méi erakomm bei de Steieren, wéi dat, wat mer geschat haten.

Duerfir, wann een dann déi Ried an d'Motivatioun kuckt, déi do opgestallt ginn ass, an d'Resultat dovunner, dat zur Tripartite gefouert huet, da stellt ee fest, dat eigentlech d'Regierung ee Pak vun Austeritéitsmesurë mat total falsche Prémissë verkaf huet dobaussen an de Gewerkschaften - entre guillemets - „schmackhaft“ gemaach huet. Ech kommen awer herno dorobber zréck.

Ech mengen net, dat déi Diskussioun iwwert d'Hierstelle vun engem équilibréierten Statsbudget onnëtz ass, mä de Problem louch awer ganz kloer guer net do, wou e beschriwwen ginn ass an der Ried 2004. E läit op engem ganz aneren Niveau, an zwar um Niveau, dat mer et hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi schwéier kréien, fir net ze soen, et bal onméiglech gëtt, fir virausschauend Politik ze maachen, haaptsächlech op der Recettësäit, well entre-temps - dat wësse mer - 40% vun eisem PIB vun der Place financiëre kënn, an 30% vun de fiskale Recettë vun deem Secteur kommen. A wa mer do nach géifen de ganzen Déngschtleeschungsberäich derbärechnen, dat heescht alles dat, wat indirekt vun deem Secteur ofhängeg ass, da läit dee Prozentsaz sécherlech nach vill, vill méi héich wéi dat doten.

Well mer esou ofhängeg si just vun engem Secteur, huet dat eis jo och derzou gefouert, dat mer tëschent 2001 an 2005 an de Statsfinanzen esou agebrach sinn; haaptsächlech op der Recettësäit. Mir hunn zwar deemools e kombinéierten Effekt gehat, haaptsächlech eng Steuerreform, déi an zwou Etappen - 2001 an 2002 - decidéiert ginn ass, déi déi Joren duerno hir Répercussione kritt huet, mä dat awer kombinéiert virun allem - an dat war dat Zentraalt - mat engem enormen Abroch duerch d'Platze vun där Bourse-Blos am Zesummenhang mat der New Economy.

Mir wëssen dat jo all, mir haten e Wirtschaftswuesstum 2000 vu bal 9% a mir sinn op 1,5% erfogesackt vunen engem Joer. Dat huet eis déi Schwieeregkeeten déi Joren do gemaach. Et ass gerechent ginn 2005 - an do misst een awer emol haut éierlechkeetshalber dann och de Bilan zéien, wann een iwwert déi Saachen do schwätzt - bei där Schweiß-und-Tränen-Ried, dat dee Krisephenomeen géif riskéiere méi laang unzehalen. Dann natierlech hätte mer vill méi séier méi direkt Schwieeregkeete kritt.

Ech fannen et ass wesentlech, dat een dat ervirsträicht. Et ass duerfir och esou schwéier de Leit an der Öffentlechkeet hei zu Lëtzebuerg eng Rei reell strukturell Problemer an Déséquilibré kloerzemaachen, well effektiv d'Leit sech e bësse veräppelt gespiert hunn, well mat deenen doten Argumentatiounen eng ganz Rei Austeritéitsmesuren an d'Gespréich komm sinn, och decidéiert gi sinn, an eigentlech eis strukturell Defiziter an eis Déséquilibren, déi mer riskéieren nach eng Kéier ze kréien am Budget, domadder awer net ganz vill ze dinn haten, mä mat ganz anere Saachen ze dinn hunn.

D'Exekutioun vum Budget 2007: Do wësse mer jo nach net, wat definitiv derbäi wäert erauskommen. Do gesäit et d'nämlecht aus. Et si jo Virausschauunge gemaach ginn 2005, net nëmme fir 2006, mä och en vue scho fir 2007. Et ass gerechent ginn, dat déi méi schlecht konjunkturell Situatioun och 2007 géif undauern. Duerfir huet

d'Majoritéit och hei e Budget gestëmmt 2006/2007, wou erëm e Solde négatif vun 187,8 Milliounen virgesi war.

Mir wëssen awer och do haut schonn, wann een de Bericht kuckt, deen d'Cour des Comptes eis gemaach huet fir de Budget vun dësem Joer, dat mer wahrscheinlech Plus-valuen u Recettë kréie vu 791 Milliounen Euro. Wann een dann nach déi 390 Milliounen Accord-de-tripartite-s-Reduktiounen un Dépensen derbäikuckt, da weess een, dat mer och 2007 net wäerten en Defizit maachen. Mä wahrscheinlech wäert et ausgoen, dat mer och erëm eng Kéier Plus-valuë wäerte maachen.

Dat heescht, ënnert där falscher Logik argumentéiere mer weider, wat eis Situatioun ugeet - soen ech lech -, wa mer iwwert déi méi richteg Problemer, déi och iwwregens am Rapport vun der Madame Rapportrice zum Deel ugeschnidde ginn, eng Kéier wëllen oder souguer mussen an Zukunft diskutéieren.

Wann ech dann elo un de Budget 2008 kommen, stellen ech fest, dat mer do zwar - wéi dat elo gesot gëtt - en Equiliber hunn. Mir hu quasi keen Defizit méi am Sold. Eng ganz Rei Mesuren, gëtt da behaupt, déi mer geholl hätten, hätten zum Equiliber bäigedroen. Mä och dat ass erëm net richteg.

Wann ech bei de Recettë kucken, hu mer emol versicht mindestens e kleng Sprong ze maachen. Well et 2007 erëm eng Kéier total ënnerschat ginn ass, hu mer d'Recettë mindestens e bësse méi an d'Luucht gehuween. Mä och do seet souguer d'Cour des Comptes an hirem Rapport, dat se der Meenung wär, dat se extrem prudent ageschat wäeren. Och d'Banque centrale geet dervun aus, dat se souguer ënnerschat gi wäeren. Esou dat mer alt erëm eng Kéier 2008 an engem ähnlechen Szenario sinn.

Op der Dépensésäit hu mer eng ganz Rei grouss Bléck vun neien Dépensë gemaach, déi jo och am Rapport opgezielt sinn. Haaptsächlech: Structures de garde d'enfants; Mesurë fir den drëtten Alter; d'Sécurité sociale natierlech an insgesamt mat der Assurance dépendance; Mesurë fir de Maintien dans l'emploi; d'Prestations maternité, dat ass deen déckste Batz vum Statsbudget; d'Uni Lëtzebuerg; Recherche; de Kyoto-Fong natierlech, iwwert deen ech och nach e bësse wäert herno schwätzen; an dann natierlech e grouse Pak vun Investissemter an Infrastrukturen.

Interessanterweis huet d'Madame Rapportrice an hirem Rapport nëmme dat erwähnt, wat vun eiser Vue jiddefalls dee méi schéinen Deel dovun ass, nämlech den Investissemter an déi ferroviaire Infrastrukturen. Iwwert deen aneren décke Batz, nämlech den Investissemter an d'Infrastructures routières, huet se net vill geschriwwen. D'autant plus, wann een dann och nach weess duerch déi Pabeieren, déi mer entre-temps alleguer kennen, wat do alles geplangt ass, hält ee mindestens hei och eng Rei Froe misse opwerfen. Ech kommen herno awer nach dorobber zréck.

Wat awer extrem interessant ass, dat ass wann ech kucken, wann ech da bei deem Punkt vun den Infrastrukture wëll bleiwen, wéi et mam wichtigstem Instrument fir d'Infrastrukture weidergeet, nämlech mat de Fongen. Do stelle mer éischtens emol fest, dat, wa mer net zwee Emprunten opgeholl hätten, mer schonn 2008 zolidd Problemer kritt hätten. Wann een deen Tableau kuckt, deen och am Rapport op Sait 68 zréckgeholl ginn ass vum Avis vun der Cour des Comptes, da gesäit een, dat et spëtstens 2010 wierklech Problemer gëtt.

Ausser mir hunn et mat enger Situatioun ze dinn, dat 2008/2009 an och nach vläicht 2009 esou héich Plus-valuen erëm eng Kéier ufalen, dat mer dann iwwert dee Wee d'Fongen nach zousätzlech gespeist kréien. Wat ech awer nach ëmmer soe muss, ass, dat dat dann zu Situatiounen féiert, dat mer dee Problem ëmmer nëmme em zwee, dräi Joer verlageren. Well effektiv d'Investissementsundeeler, déi mer mussen maachen, immens héich sinn. Ech wëll duerfir fënnf Punkten uschnéiden, déi eiser Meenung no wichtig sinn am Kontext vun der Budgetdiskussioun insgesamt.

Dat Éischt ass dee vun der Fluctuatioun vun eise Recetten a vun der Dominanz vum Secteur financier. An dat ass och de spréngende Punkt, deen ee misst eiser Meenung no an deenen nächste Joren thematiséieren, net nëmme am Zesummenhang mat der Diversification économique insgesamt, mä och an d'Käpp erakréie vun de Leit.

Mir hunn eng Situatioun zu Lëtzebuerg, déi esou ass, dat eng Mentalitéit entstanen

ass, dat d'Leit mengen, hei géif et permanent esou weidergoen, a jidderee mengt jo, hien hätt nach selwer immens vill dozou bäigedroen, dat déi Plus-valuen do entstinn. Fakt ass awer, dat kee méi bedenkt, dat se ausschlieslech quasi aus engem Secteur ofstamen an dat dat e Secteur ass, deen extrem volatil ka sinn.

Mir woen net drun ze denken, oder mir kënnen frou sinn, dat déi „subprime crisis“ aus Amerika duerch verschidde Grënn wahrscheinlech net... Si wäert sécherlech och op Lëtzebuerg en Nidderschlag hunn, dat seet jo och d'Banque centrale, mä mat Sécherheet net deen, wéi elo vläicht op aner Finanzplazen. Dat huet mat der Struktur ze di vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, well mer an deene Geschäfte net esou tätég sinn.

Mä denkt lech emol nëmme aus, wat eng Kéier géif passéieren, wa mer esou eng Kris kriterien, déi géif voll op eis Finanzplaz aschloen, wat da géif passéiere mat eise Recetten? Dat ass dee Message, dee mer mussen thematiséieren no baussen, an dee mer mussen, eiser Meenung no, bei all Ausgaben, déi mer an Zukunft tätegen, bedenken.

Duerfir si mir och der Iwwerzeegung, dat et op alle Fall muss esou sinn, dat déi Iwwerschëss, déi mer jo gréisstendeels duerch dee Secteur kréien, mussen prioritär an d'Zukunft investéiert ginn. Da mussen mer awer nach eng Kéier definéieren, wat dat ass, an d'Zukunft ze investéieren. Well dorënner versti mer jo bekanntlecherweis alleguerten eppes aneschtens. Déi Diskussioun hu mer och ni gefouert. Och d'Regierung huet déi ni gefouert, weder no bannen, menger Meenung no, nach no baussen, also hei mam Parlament.

Och am Rapport sinn zwar eng Rei Saachen ugedeit, mä dat si Saachen, déi schonn x-mol an anere Rapporten ugedeit gi sinn. Deen heitege Wirtschaftsminister, dee jo an den 90er Joren eng Kéier e Rapport gemaach hat, dee fir déi Zäit ganz couragéis war, wou hie vun engem Choix de société geschwat huet, deem Lëtzebuerg sech misst eng Kéier stellen - dat war Méit der 90er Joren, wéi den Här Krecké Rapporteur war -, dora sinn am Fong all déi Froen do och schonn eng Kéier opgeworf ginn. Mä mir hu se ni verdéift. An et gëtt wierklech Zäit, dat mer se awer eng Kéier verdéiwen.

Mä duerfir mussen déi Iwwerschëss awer prioritär genotzt gi fir Saachen, déi éischtens der Diversificatioun vun eisem Land am wirtschaftleche Beräich nützlich sinn, déi strukturell Defiziter behiwen, déi mer zum Beispill hunn am Schoulwiesener oder och an anere Beräicher vun der Mobilitéit, an net op alle Fall fir Begléckungspolitik ze maachen an deenen nächste Joren.

Mir sinn elo an enger geféierlecher Zäit, haaptsächlech 2009. Dat ass och iwwregens de Grond firwat dat 2008 déi Thematik do guer net méi am Vierdergrond steet bei der Regierung, fir iwwert de Problem ze schwätze vun dem strukturellen Defizit oder der struktureller Defizitproblematik, déi mer inherent an eisem Budget hunn. Well 2009 Wahle sinn, gëtt net méi dovunner geschwat.

Deen zweete Punkt ass, mir mussen natierlech, fir dat mer aus deem Dilemma do erauskommen, dat ass och näischt Neits, diversifiéieren. Den Här Fayot huet gemengt ze soen, den Här Krecké hätt do wonnerbar Saache geleescht bis elo. Den Här Krecké war sécher bis elo ganz fläisseg, ass vill doruechter gerannt an huet villes probéiert am gudden Wëllen, mä, entschëllegt, d'Resultater vun där Diversificatiounspolitik, déi gesinn ech awer net esou richteg.

Ech géif awer emol gär eng Kéier eng Wett agoen, wa mer emol géifen zielen, wat dat eis reell bruecht huet un Aarbechtsplazen de Moment oder un neien Entrepreneuren, guer net ze schwätze vun neie Créneuen, dann ass dat ganz moer. Deen Eenzegen am Fong, deen de Moment an der Fënster steet, dat ass dee sougenannte Logistikzenter zu Beetebuerg, wou mer awer nach éischer a ganz vagen Terme sinn, wéi an eppes Konkretes. Dat heescht, dës Regierung wäert och ofschléissen ouni Gréisseres kënnen virzeweisen an deem dote Beräich.

An d'Zuelen, wéi vill Prozent de Finanzsektor par rapport zu eisem PIB haut nach ëmmer ausmaachen, déi beleeeën dat jo och souwiso, dat mer do net schrecklech vill weiderkomm sinn.

Mä dat huet awer och domat ze dinn, eiser Meenung no, dat hunn ech och scho méi wéi eng Kéier hei gesot, dat mer ni definéiert hunn: Wat sinn dann eigentlech

deé Secteure mat deene gréisste Potenzialitéiten op de Weltmarchéen an deenen nächste Joren a Jorzéngten?

Mir sinn iwwerzeegt, dat zum Beispill Ëmwelttechnologien ee vun deene gréissten Zukunftssecteure wäerte sinn an dat mer do hätte scho längst misse méi aktiv ginn. Do huet d'Regierung awer just de Contraire gemaach. Si huet bei den alternativen Energien éischer derfir gesuergt, dat ee Secteur, deen ugefaangen huet e bessen ze fonctionnéieren, emol gebremst ginn ass, an huet sech verzettelt a verheddert laang Zäit, ier se do Neel mat Käpp gemaach huet.

Mä ech wëll lech just nëmme soen, entre-temps gëtt et awer Zuele vu Länner ronderëm eis, an net déi mannsten, déi och an den Handelsbeziunge fir eis wichtig sinn, déi do scho virun enger Rei Joren aner Weeër gaange sinn an déi grouss Erfolger opzeweisen hunn. Eng rezent Studië ass elo erauskomm, déi och an der Lëtzebuerger Press kommentéiert ginn ass, nämlech eng aus Däitschland, wat jo fir eis e wichtige Handelspartner ass, fir net ze soen dee wichtigsten. Do gëtt et haut schonn 200.000 Aarbechtsplazen am Beräich alternativ Energien, also Sonn, Waasser, Loft a Biomass, an déi ginn dovun aus, dat bis 2020 nach eng Kéier 200.000 nei Aarbechtsplazen do wäerten derbäikommen.

Dat heescht, d'Fro, déi ee sech muss stellen - niewent där, déi den Här Fayot zu Recht opgestallt huet, firwat dat mer och entre-temps op eemol dann zwou verschidden Agences de promotion brauche bei deem Secteur, deen et scho gëtt -, ass: Firwat hu mer net emol kloer definéiert, versicht erauszekristalliséieren, wat sinn d'Zukunftssecteuren a wat fir eng Strategie gi mer eis do.

Dat ass ëmsou méi bedauerlech, well mer souguer d'Finanzplaz eiser Meenung no kéinten notze fir esou Secteuren unzezéien. Mir hunn eng Finanzplaz mat enger ganzer Rei Produkter, déi ganz interessant kënnen si fir esou Secteuren. Dat do si jo keng Entrepreneuren, déi do tätég sinn, déi elo an hirer Ufanksphas dausenden an dausende vun Aarbechtsplaze schafen. Dat sinn der, déi an enger Ufanksphas éischer am Recherche-Beräich tätég sinn, éischer kleng Startups, déi sech dann zu Mëttelentrepreneuren entwéckelen. Dat heescht, déi fir eis besonnesch interessant kënnen sinn an déi, vu dat d'Finanzplaz do och interessant Instrumenter huet, duerchweeës kéinten hei op Lëtzebuerg, do wou ebe Geld och ass, ugezu ginn.

Mä da muss ee sech duerfir eng Strategie ginn. Déi feelt total, déi huet d'Regierung sech net ginn. Duerfir wäert och dann elo bis Enn dëser Legislaturperiode an der Diversificatioun an an der Ofhängegkeet vun där Dominanz vun engem Secteur näischt Gréisseres geschéien, esou dat mer no 2009 gréisstendeels wäerten där nächster Regierung dat iwwerloossen.

Een zweete Punkt, dat ass d'Energiekris an där mer eis befannen, déi ech wëll uschnéiden, an ech wëll dann op dat zréckkommen, wat de Premierminister 2005 hei gesot huet, wou hien - ech wëll dat nach eng Kéier erauszitéieren - gesot huet, dat eng ganz Rei negativ Konsequenze géife kommen, wann de Barrel Pétrol bei 60 Dollar oder souguer liicht iwwer 60 Dollar géif bleiwen, wovunner hie géif ausgoen.

Och do nach eng Kéier fir d'Realitéit ze kucken: 2005, dat heescht am Dezember 2005, dat war jo den Zäitrahme wou hie vun deene 60 Dollar geschwat huet, an am Mount November an Dezember louche mer bei de Pétrolspräisser an der Moyenne vun deenen zwee Méint - et huet ee jo heiansdo grouss Schwankungen, dat wësse mer - bei 55,24 Dollar de Barrel. Dat heescht, mir louche largement ënnert deem, wat am Oktober geduecht ginn ass. Par contre 2007 leie mer an der Moyenne am November bei 92,51 Dollar de Barrel!

Dat heescht, wann dat richteg war, wat hei alles beschriwwen ginn ass, wat mer 2005 riskéieren ekonomesch vu Konsequenzen ze erliewe bei 60 Dollar de Barrel, da misst et jo logescherweis katastrophal si bei 92,5 Dollar de Barrel!



Elo si mer an der Situatioun, an dat huet jo iwwregens interessanterweis de Statec eis ganz gutt virdemonstréiert, dass mer déi grouss Chance haten, dass mer am Eurosystem dra sinn an dass am Fong am Joer 2007 deen héijen Eurocours eis viru Schlëmmeres bewahrt huet. Well Dir wësst jo dass, vu dass de Pétrol an Dollar gerechent gëtt, wann natierlech den Euro esou extrem favorabel par rapport zum Dollar steet, wéi et de Moment de Fall ass, a wéi e virun allem och am Joer 2007 an d'Luucht gaangen ass par rapport zum Dollar, et relativ kloer ass, dass dee gewaltigen Ustieg vum Pétrolspräis 2007 quasi integral opgefaange ginn ass eleng iwwert den Euro.

Elo kënnen mer natierlech dovunner dreemen a soen, majo dass jo chic a fein, dass wäert elo an Zukunft dann ëmmer esou sinn, mir wäerten dass ëmmer da gemittelt eleng iwwert d'Verhältnis gënschtegen Euro par rapport zum Dollar ausgläichen. Déi, déi dorunner gleewen, déi gleewen un de Kleeschen! Kleeschedsdag ass jo iwwregens och schonn eriwuer.

Et brauch een nëmme de leschte Bericht ze kucken vum der internationaler Energie-agentur, déi dat ganz kloer verdäitelt an déi och beschreift, dass mer nach laang net um Enn si vun där Präisspiral do, aus engem ganz einfache Grond: Well mer op de Wee eis maachen, dass déi fossile Energieträger insgesamt lues a lues zu der Endlechkeet hin tendéieren, a virun allem awer, well d'Demande enorm gestiegen ass weltwäit, haaptsächlech beim Pétrol, mä net nëmme do.

Duerfir seet d'EIA, déi wichtegst Aufgab misst sinn, wa mer net wëllen ekonomesch gesinn an eng Katastroph steieren, dass mer d'Demande missten drosselen, dass heescht, de Konsum vun deene Gidder do missten erfetzen. Dass heescht, mir si voll an der Energiekris. Mir hu se de Moment just nach net gespuert glécklecherweis zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Union an den Eurolänner, virun allem duerch de gënschtegen Taux vum Euro par rapport zum Dollar, mä mir sinn an enger Economie, déi komplett ofhängeg ass vun de fossilen Energieträger.

Ech prophezeien lech, dass, wa mer net hei relativ séier couragéiert Décisiounen huelen, fir eis Economie an eis Gesellschaft ze reconvertéieren an eng aner Richtung, mer zolidd Problemer wäerte kréien. Et wäerten nëmme déi Economien de Kapp iwwer Waasser behalen, soen ech lech, déi dat fäerdeg bréngen. Well wann ech kucken, eleng Länner wéi China, Indien oder Brasilien, wat do de Wuesstum de Moment duerstellt mat kaum absehbarem Ofbremse vum Wuesstum a wat do d'Demande no fossilen Energieträger klëmmt, da weess een eleng, dass dee Facteur déi Präisser enorm wäert unheizen an där nächster Zäit, guer net ze schwätzen vun eiser Gourmangsechkeet bei deenen doten Energieträger.

Wann een dann nach d'Klimaproblematik derbäikuckt, déi mer kréien! Haut scho stinn am Budget fir 2008 fir de Kyoto-Fong 90 Milliounen, dass heescht, mir gi vu 66,8 fir 2007 op 90 Milliounen erop. Dass ass schonn e Sprong, wann ee weess, dass dat nach zousätzlech kënnt. Well déi Energieproblematik an d'Knappheet, vun där ech geschwat hunn, dass ass jo eng reng ekonomesch. Dass ass jo dat, wat d'Leit och net esou richtig verstinn oder net wëlle begräifen an der Öffentlechkeet: Dass huet mat Ëmwelt wierklech iwwerhaapt näischt ze dinn!

Et huet mat Ëmwelt och ze dinn op engem aneren Niveau, mä de Fait, dass mer esou ofhängeg sinn ekonomesch vun deenen doten Energieträger, an de Fait, dass déi déi doten Entwécklung kennen, dass ass e knallhaarten ekonomesch Fakt, deem ee sech muss bewosst sinn a firwat een och eleng muss handelen.

Mä da kënnt d'Klimaproblematik, déi sech nach dorop grefféiert. A wann ech da weess, dass mer elo schonn an esou engem Zeenario sinn - Australien huet elo nodränglech Kyoto ënnerschriwwen -, da sinn ech mer sécher, awer sécher, wéi ech hei stinn, dass d'Vereenegt Staten am Post-Kyoto-Prozess eng ganz aner Roll wäerte spillen, wéi se am Kyoto-Prozess gespilt hunn.

Ech sinn och ganz sécher, dass China, wann déi Entwécklung esou weidergeet, iwwerhaapt keen anere Choix wäert hunn, och aus innenpolitesche Grënn, wa se net wëllen an eng Katastroph steieren, wéi fir matzemaachen, esou dass mer kënnen dovun ausgoen, dass no 2012 et virun allem drop ukënnt, dass ee seng Hausaufgaben heiheim mécht, well et wäert ee kee Cadeau méi gemaach kréien.

Duerfir: Déi 90 Milliounen, déi mer elo am Budget stoen hu fir 2008, dass berühmte Scheckheft, si jo nëmme d'Konsequenz, well mer eis Hausaufgaben net wëlle maachen. An dat wäert massiv an d'Luucht klamme spéitstens no 2012. D'Politik mam Scheckheft wäert no 2012 fäerdeg sinn.

Da wëll ech awer och e puer Wuert soen zu där berühmte Diskussioun, déi zu Lëtzebuerg ausgeléist ginn ass ronderëm d'Autosteier, déi jo symptomatesch ass - fanne mir op alle Fall - fir d'Netverstoën dovun, ëm wat et eigentlech de Moment geet.

Éischens emol muss ee bei der Autosteier soen, dass, onofhängeg vun ëmwelt-politeschen Iwwerleeungen, d'Autosteier jorelang net adaptéiert ginn ass, dass mer am Verglach a ganz Europa op engem lächerlech ënneschten Niveau waren an dass d'Leit och emol musse bedenken, dass eng Autosteier net erhuewe gëtt, well mer mengen, mir missten elo de Leit, déi Auto fueren, d'Liewe versauern oder onméiglech maachen, mä et gëtt emol schonn een éischte Grond, firwat d'Autosteier erhuewe gëtt, nämlech well dat jo och mat Infrastrukturkäschte vum Stat verbonnen ass.

Mir hu jo déi Milliarden a Milliarden an deene leschte Jorzéngten ausgi fir Infrastrukturen am Stroosseberäich, well mer alleguer Auto fueren. Déi kaschte jo eppes. Wéi soll de Stat da kënnen déi Infrastrukturen do finanzéieren, wann en net op där anerer Säit Bierger huet, déi och bereet sinn, fir dat ze bezuelen, well se an der Gesellschaft dat wëllen notzen, dat Instrument, wat an deem heite Fall den Auto ass?

Mä ech hu mer awer och d'Méi gemaach, fir dass mer emol eng Kéier erëm d'Welt op d'Féiss stellen an där Diskussioun, fir ze vergläichen, wéi mer am europäesche Kontext dostinn.

Dat Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung huet 2005 eng Etüd maache gelooss, fir ze vergläichen, wéi de Präis ass vum Auto insgesamt fir den eenzelne Bierger, an do sinn net nëmme d'Steiere gekuckt ginn, mä sämtlech Abgaben, déi iergendwéi mam Auto ze dinn hunn, dass heescht, déi de Stat op Basis vum Auto anziit. Dass heescht, déi direkt Besteuerung, wann een den Auto keeft, wéi héich d'TVA dorop ass wéi och d'Autosteier, awer och d'Steieren um Bensin. Als Beispill ass geholl ginn e VW Golf 1,4.

A wann een do emol kuckt, wou mer do als Lëtzebuerg leien an där Etüd, da stelle mer fest, dass de Joreskäschtepunkt vu sämtlechen Abgabe bei engem Auto vun där Kategorie fir e Lëtzebuurger bei 900 Euro läit. Dänemark zum Beispill louch 2005 do scho bäi 3.500 Euro, Irland bei 2.500 Euro. Eis direkt Nopeschlänner 1.500 Euro, dass heescht Däitschland, Frankräich an d'Belsch.

Elo muss ee wëssen, dass war 2005, dass war fier sämtlech europäesche Länner ugefaangen hunn, d'Autosteieren ze adaptéieren. Well mir maache jo ëmmer hei, wéi wa mir elo eleng eppes géife maachen. Dobäi gëtt an allen europäesche Länner dat nämlech de Moment diskutéiert an och do ginn drastesch Erhéijunge virgeholl...

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Am Fong geholl sinn et 500 kongolesesch Frang.

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Oh, Här President, ech wär frou, wann den Här Jaerling herno sech d'Wuert géif froen, fir hei eng gescheit Ried ze halen, am plaz domm Tëschebemierkungen ze maachen. Dass wär e bësse méi gescheit, well de Sujet ass vill ze vill eescht eigentlech, fir dass een hei wierklech topesch Tëscheremarqué mécht.

Ech wëll domadder soen, dass mer jo hei net an engem Eenzelfall sinn. Dass ass de Moment den Trend an deene 27 europäesche Länner. Mir stoungen 2005 mat de Gesamtabgabe wéi gesot bei den Autoen zu Lëtzebuerg ganz hannen um Wupp, wat d'Belaaschtung ubelaangt. Et waren nëmme nach Litauen, Estland an Tschechien hanner eis. Mir wësse jo, wat fir Länner dat sinn. Ma dat si Länner, déi kommen aus engem ganz anere Cas de figure wéi mir, mä all déi - entre guillemets - „al“ EU-Länner leie largement virun eis.

Ech mengen, et ass awer emol wichteg, dass mer dat och emol an de Kontext setzen, wa mer doriwuer schwätzen.

Elo kann ee vill diskutéieren, ob dat elo richtig ugepaakt ginn ass oder net, ob net do Panne geschitt sinn. Sécherlech, hei si Panne geschitt bei der Regierung. Mä da kommt, mir schwätzen iwwert déi Pannen, mä kommt, mir halen op, hei als eenzel Politiker d'Luusspätteren ze spillen an ze mengen, mir kéinten hei just nëmme duerch déi Pannen, déi vum eigentleche Problem oflenken, Verschiddener de Fouss setzen! Well da soen ech lech, egal wat fir eng Partei déi nächst Regierung wäerte stellen, déi wäerte sech missen op de Kënn späizen, well déi wäerte mierken, dass se d'Leit hautdësdays an och an den nächste Wäle belunn hunn.

Mir wëllen d'Leit net beléien. Mir wëllen de Leit soen, och - an dat soen ech ganz däitlech - am Wahlkampf 2009, dass et hei eng Problematik gëtt, déi haut nach léisbar ass op eng Aart a Weis, wa mer se elo upaken, fir dass mer net alleguerten ënnert d'Rieder geroden, a mir wëllen däitlech maachen, dass alleguer déi, déi de Leit de Contraire zielen, d'Leit just op d'Aen drécken a se eigentlech richtduerch an eng Sakgaass féieren, an eng Mauer wäerte féieren. Dass ass ganz däitlech.

A wann ech dann op d'Stéchwuert ekologesch Steierreform kommen, Här Fayot! Dass ass de grouss Malaise jo och, firwat dass d'Akzeptanz ni kënnt bei de Leit, wa mer iwwer ekologesch Steieren diskutéieren, ob dat elo d'Autosteier ass oder wat fir eng dass et ëmmer ass. Mir hu kee Gesamtzil definéiert a mat der Bevölkerung diskutéiert, wat mer iwwerhaapt wëllen erreechen. Hei soe mer zwar, mir géifen déi Suen notzen, fir se an de Kyoto-Fong ze ginn a fir eppes domadder ze finanzéieren, nämlech eis fräizekafé vu Kyoto, wat och net déi allerintelligentsten Aart a Weis ass, mä bon, kommt, mir loossen dat emol am Raum stoen.

Fait ass awer, dass et eng eenzel Measure ass, déi fir d'Leit schwéier novollzéierbar ass, well mer net gesamt soen, op wat mer wëllen histeieren, well mer net e Gesamtbilan gemaach hu vum Tanktourismus bis iwwer alles dat, wat zu deem Thema gehéiert, an dann de Leit dat erkläert hunn a gesot hunn: Hei, lauschtet emol, mir musse vun deem Modell, wou mer haut sinn, deen deen ass, op deen doten iergendwann eng Kéier kommen - 2015, 2020 -, well soss wäert des Gesellschaft net méi funktionsfäeg sinn, an da gëtt et am Endeffekt vill méi deier, wéi wa mer elo haut alleguerten zesummen upaken.

Dass heescht, wann een d'Definitiou vum Gesamtzil gemaach hätt, hätt een och kënnen parallel kucken an analyséieren loossen: Wéi kann dee sozialen Ausgläich dozou funktionéieren?

Deen ass schwéier bei eenzel Mesuren ze huelen, dee sozialen Ausgläich, fir net ze soe bal onméiglech. An dass ass eng Aufgab, fir déi eng Regierung awer do ass. Et deet mer leed: D'Regierung huet eng Steierverwaltung als Gesamtapparat zur Verfügung, fir déi Aufgab do ze maachen. Wann d'Steierverwaltung als solch duerch de Mangel un Erfahrung an deem dote Beräich net selwer kann eleng dat doten duerchrechnen an déi Ziler definéieren, da solle se sech wann ech gelift e Büro am Ausland mat bäihuelen. Et gëtt der entretemps vu klassesche Wirtschaftsinstitute bis zu därer, déi scho méi laang dorobber schaffen. Et gëtt där esou vill, wéi een der gären hätt, an et gëtt och Länner, déi dat iwwregens gemaach hunn, déi deen do Wee gewielt hunn an do ass gekuckt ginn, mat deenen zesummen dee Modell do auszeschaffen.

Mä dat ass eng Aufgab, fir déi eng Regierung awer mat hirem ganze Verwaltungsapparat do ass, fir déi Aufgab ze maachen. Dass ass dat, wat mir gäre gehat hätten. Mir bedauern, dass et fënneg Joer laang net geschitt ass.

An da wëll ech lech just an engem Saz soen, Dir hutt virun d' Stad Lëtzebuerg ugeschwat, wou jo dann anscheinend Grénger do sinn. D'Gemengen hunn am Verhältnis zum Stat jo rose weineg - a scho guer net déi doten - Moyenen, fir dat do ze maachen. Mä do, wou mir eppes ze soen hunn, mat deenen Taxen, wou mir eppes maache kënnen, do si mir eis konsequent. Dir hutt leider ëmmer dergéint gestëmmt an der Stad Lëtzebuerg.

Ech wëll lech soen, dass Éischt, wat déi nei Majoritéit an der Stad decidéiert huet, dass ass: Op deem ekologeschen Element, wou et méiglech ass, nämlech dem Waasserpräis hu mir vun d'Fank un de Leit kloer Wäin ageschott a gesot: Mir wäerten iwwer fënneg Joer kontinuéierlech dee Präis esou

adaptéieren, fir dass mer de Principe pollueur-payeur applizéiert hunn op e Käschten...

(Interruption)

Oh, Här Henckes, ech wëll lech just eent soen: Wann Dir dat do net maacht, da gëtt et herno d'Leit vill méi deier. Well wat ass dann d'Konsequenz?

(Interruption)

D'Konsequenz ass, dass dat hei jo eng Contrepartie ass, nämlech déi, dass ee mat deenen dote Sue jo och net iergendepes mécht. Et hëlt een nämlech déi dote Suen, fir se zum Beispill an de Quelleschutz ze investéieren, fir dass mer manner ofhängeg gi vu grouss Waasserréservoir wéi de SEBES zum Beispill. Doduerch investéiere mer an d'Zukunft a garantéieren de Leit an där Gemeng, wou mir dra sinn, dass mer an Zukunft vill méi onofhängeg sinn a manner Risiken ausgesat ginn, dass iergendwann eng Kéier kee proppert Drénkwaasser méi do ass, wéi wa mer dat doten net gemaach hätten.

Dass ass eis Strategie, an déi ass sozial gesi mat Sécherheet vill méi sënnvoll wéi déi, dass mer de Leit vu moies bis owes egal wat zielen, se wierklech beléien an da se herno viru Konsequenz setzen, déi vill méi dramatesch sinn.

Dass féiert mech dann och zu deem nächste Punkt, Här President, dass ass dee vun der Prioritéit bei den öffentlechen Investissementsenter. Mir si sécherlech mat deem d'accord, wat hei virgesinn ass am Budget, wat méi an d'Recherche soll investéiert ginn. Mir si sécherlech och d'accord mat deem, wat hei virgesinn ass, wat méi an d'Bildung soll investéiert ginn; zwee essenziell Handlungsfelder, wéi den Här Fayot gesot huet, wou mer sécherlech déi Analys och deele kënnen.

Mä mir mengen awer, dass dat eleng net duergeet. Ech hu virdu gesot, wa mer net weider esou Boomjore kréien, wéi mer der elo erëm déi lescht zwee Joer haten, dass heescht, dass d'Fong kënnen gespeist ginn iwwer massiv Plus-walen, da wäerte mer 2010 Schwierigkeete kréie bei den öffentlechen Investissementsfongen. A mir musse net dovun ausgoen, dass et hei zu Lëtzebuerg permanent Joren a Joren esou weidergeet, dass mer ëmmer op Plus-waléi kënnen zrëckgräifen. Dass heescht, bei den öffentlechen Investissementsenter musse mer kucken: Wat sinn dann eis Prioritéiten, déi mer wëlle setzen?

Do ginn ech dem Här Wolter Recht, deen dat a senger Ried ugeschnidden huet de Mëtteg hei, wann hie seet: Wou sinn dann d'Prioritéiten, wa mer elo déi eenzel Investementfonge kucken, déi mer am Statsbudget stoen hunn? A wat fir eng hu Prioritéit op anerer, wann et eng Kéier méi knapp gëtt? Déi Diskussioun musse mer eng Kéier féieren.

Vir eis ass et kloer, wann ech d'Stéchwuert Mobilitéit eraushuelen, do musse mer massiv, aus villfältigen Ursachen eraus, an den öffentlechen Transport investéieren, zum Beispill an d'Mobilitéit douce. Mä da musse mer och gradesou kucken, wann dann en Enkpass kënnt, ob fir de Stroossebau nach genausou vill iwwreg bleibt. Mir mengen do: Neen! Da muss een do aschränken.

Mä da musse mer dat awer emol eng Kéier hei beschwätzen a soen, wat mer dann do aspuere wëllen. Mä ze mengen, et kéint een einfach esou weiderfueren an alles finanzéieren, duebelgleisig fueren, dass wäert mat Sécherheet net fonctionéieren. An des Regierung huet et absolut verpasst, e Prioritéitkatalog opzustellen!

Vierte Punkt, Här President, dass ass de Risiko vun eise sozialer Sécherungssystem. Och do ass et natierlech, an dass ass elo näischt Neies - mir hunn déi Froen och schonn an den 90er Joren diskutéiert -, d'Konsequenzen, déi antriede kënnen duerch déi Dynamik an där mer dra sinn, nämlech dass mer am Fong duerch zwee Elementer keng Schwierigkeete bis elo kritt hunn am Financement haaptsächlech bei eise Pensionnen, mä och bei de Krankeesen.

Dass eent ass natierlech, dass mer e gudden Deel bei de Pensionne fiscaliséiert hunn an dat anerersäits nëmme kënnen maachen, well mer eng phantastesch staatlech Recettésäit haten an deene leschte 15 bis 20 Joer.

An dass Zweet ass, dass mer en Emploi haten, dee pro Joer massiv gewuess ass tëschen 8.000 an 12.000 - oder heiansdo souguer méi - Aarbechtsplazen, déi geschafé gi sinn, an och nach en plus Frontalieren eranhuelen, déi am Moment cotiséieren an nach keng Leeschtung kréien. Mä iergendwann eng Kéier musse och do Leeschtungen ausbezuelt ginn.



A wann den Trend esou weidergeet wéi elo, da wäert dat och ëmmer méi esou de Fall sinn an Zukunft. De Mëtteg huet ee sech hei Froe gestallt iwwert de Kannerbonus, dee mer géifen an d'Ausland exportéieren, also Kafkraaftleeschung. Ech soen lech, an 30 Joer, da gi Milliarden Zommen u Kafkraaft iwwert d'Pensiounen an d'Ausland exportéiert!

Dat heescht, d'Problematik ass zënter Jore kloer. Mir kréie se ëmmer nëmmen de Moment virun eis hiergeschoben, well mer wëssen, dass mer an där glécklecher Lag hei sinn.

Et ass och net deen éischte Rapport, wou villes driwwer geschriwwen gëtt, wou eng Rei Indicationen erausgeschielt ginn, a wéi eng Richtung dat een denke misst. Op der Sait 83 huet d'Madame Rapportrice och nach eng kéier alles opgezielt, wat deen ominéise Groupe de réflexion dann elo amgaang ass ze analyséieren. Ech zitieren nëmmen:

Um Niveau vun de Recettë gëtt gesot, et misst een d'Ressourcen, haaptsächlech d'Cotisationsen oder d'Participatiounen vum Stat oder de Revenu financier insgesamt kucken. Majo, do kann ee villes kucken, mä do gëtt et keng honnerttausend Méiglechkeeten. Wann ech nëmmen déi zwee éischt huelen, wat déi Wichtigst sinn, d'Cotisationsen an d'Participatiounen vum Stat, et kann een déi erop- oder erfsetzen. Also an deem heite Fall ginn ech jo emol éischter dovun aus, wann ee laangfristeg eppes ofséchere wëllt, da geet et dréms se eropzesetzen, net se erfzesetzen.

Deen zweete Punkt ass eng nei Steuer, eng sougenannte Bruttowertschöpfungssteuer. Mir haten déi och schon x-mol an eisem Wahlprogramm stoen. Ech muss awer genauou éierlech fir eis soen, wéi och fir anerer, déi se ëmmer erëm opstellen: Bis elo konnt nach keen esou richtig soen, wéi ee se soll aféieren a wéi se och herno fonctionnéiere soll.

Et kënt derbäi, dass dat do jo soll eng Steuer sinn, déi d'Betriber belasschte soll. Dat heescht, mir diskutéieren hei iwwer en Instrument an engem Groupe de réflexion wéi d'Betriber solle méi belasscht ginn. Op där anerer Sait gëtt awer dauernd driwwer geschwat, ob een d'Betriber net nach manner misst belasschten an Zukunft. Also, dass ass jo schon emol e Widdersproch a sech, deen ee mer erkläre muss.

Da kënt déi üblech Diskussioun zum Schluss, dass ass den Degré de capitalisation, ob een dee misst erfsetzen, a wéi een d'Reserven uelet, woubäi mer och do wëssen, dass ass sécherlech net onwichtig, mä dat rett eis awer och net laangfristeg an deem Zeenario, deen ech virdu beschriwwen hunn.

Mir sinn hei zum Beispill och erstaunt doriwwer, dass nach ëmmer net verstane gëtt, dass déi ekologesch Steuerreform een Element kënt sinn, fir verschidden Transitionen ze finanzéieren. Dir wësst, dass d'ekologesch Steuerreform, déi jo laangfristeg natierlech, wat d'Recettëssait ubelaangt, éischter zu null tendéiere soll, e Prozess ass, deen dauert, an dass kuerz- a méttelfristeg do nei Recetten ze erwaarde sinn.

Da stellt d'Fro sech jo do: Wat mécht een domadder? Do gëtt et zwou Méiglechkeeten. Eng dovunner ass, dass ee se notzt, fir verschidden Investissementer ofzeséchere. Eng aner ass déi, dass ee se notzt, fir e Rekonversionsprozess wéi deen heiten, dee jo schwierig ass, deen iwwer eng ganz Generatioun och goe wäert, fir do d'Iwwergangsphas mat ze finanzéieren. Dass schéngt nach ëmmer net verstanen ze sinn, well et gëtt net doriwwer diskutéiert.

Mä wat ech virun allem vermësst hunn, och am Rapport, a wat ech net esou richtig weess, ni esou richtig bei der Regierung eraushéieren: Ier een iwwerhaupt dat heiten diskutéiere wëllt, hätte mir gären emol eng Fro beäntwert, déi nach ëmmer net kloer beäntwert ginn ass: A wéi eng Richtung wëlle mer dann iwwerhaupt goe bei de Pensiounskessen zum Beispill? Wëlle mer am Umlageverfahre bleiwen oder gi mer iwwer an e Kapitaldeckungsverfahren?

Déi Fro ass net richtig beäntwert. Heiansdo hei am Sall seet dann emol de Minister vun der Sécurité sociale: Am éischten Zeenario! Wann ech awer liesen, wat hei opezelt gëtt vu Reflexionsspisten, déi gesicht ginn - ech kommen dann zu deenen dräi Punkten, déi am Rapport opgezielt sinn, wat d'Dépensëssait ubelaangt -, da liesen ech schon am Ufank, dass driwwer diskutéiert gi soll, fir eng Pension de base ze schafen, an da misst ee kucke fir de Rescht ofzeséchere. Also bei der Pension de base, do ginn ech jo emol dovun aus, dass dorënner ze verstoen ass oder ze verstoe wär, dass wär déi Pensioun,

déi öffentlech-rechtlech ofgeséchert wär, an dass doriwwer misst iwwer eng Pension complémentaire ofgeséchert ginn.

Wat ass dann déi Pension complémentaire? Ass dat, dass d'Leit, dass sech jiddferee muss selwer verséchere goen oder ofséchere goen oder net, oder wat ass dat?

Et gëtt och d'Fro gestallt iwwert d'Indexatioun oder den Ajustement an deem Kontext. Dass heescht, lauter Elementer, déi awer éischter drop hindeiten, dass mer eis wëllen ewechbewege vum Umlageverfahren. Mä duerfir hält ech gären, dass déi Fro gekläert ginn.

Wat mech oder eis Fraktioun besonnesch stéiert, dass ass, dass am Rapport steet: «La COFIBU recommande d'associer de très près la Chambre des Députés à toutes les réflexions concernant les risques» an esou weider «de notre système des pensions et de la Sécurité sociale.»

Déi Reflexionsgruppen tage jo schon eng Zäit. Wéini gi mer dann do associéiert an dee ganze Prozess? Weess een heibannen, wat do wierklech diskutéiert gëtt? Mir wëssen et net! Wann der heibanne sinn, déi méi wëssen, da solle se eis dat emol soen!

Mä op alle Fall schéngt et eis awer essenziell ze sinn, dass onofhängeg vum Reflexionsgrupp, deen d'Regierung mat de Sozialpartner féiert, och d'Parlament sech eng kéier emol muss domadder befaassen a politesch Virgabe gëtt, wat dann d'Parlament zu deem Thema ze soen huet.

Ech si gespaant! Mäi Kolleg Félix Braz huet jo eng Interpellatioun ugefrot, mir hunn d'Regierung jo interpelléiert zu deem Sujet, déi soll jo och Enn Januar zur Diskussioun an deem Parlament kommen. Da wäerte mer emol gesinn, wat hei déi eenzel Fraktiounen couragéiert zu deem Thema do bäidroen wäerten.

Fënneften a leschte Punkt, Här President, d'Gemengefinanzen. Et ass eng ganz Analys och am Rapport gemaach gi vun der Rapportrice iwwert d'Gemengefinanzen. Et läit op der Hand, dass se sech deem Thema uegholl huet. Mä ech mengen, et war awer och néizlech dass ze maachen, well dat huet och derzou gefouert, dass jo d'Cour des Comptes an hirem Avis dëst Joer sech e gudden Deel mat de Gemengefinanze beschäftegt huet.

Ech muss soen, ech war relativ frou iwwert déi Saachen, déi emol eng kéier do zu Pabeier bruecht gi si vun der Cour am Zesammenhang mat de Gemengefinanzen. Et ass jo haaptsächlech gekuckt an analyséiert ginn, wéi vill d'Dépensë respektiv d'Verschëldung vun de Gemenge géifen am Gewicht ausmaache bei der Gesamtverschëldung vum Lëtzebuurger Stat. Fir dat kënnen ze maachen, huet jo missen net nëmmen analyséiert ginn, wéi héich d'Verschëldung vun de Gemengen ass, mä och vu wou déi Scholden hierkommen.

D'Cour des Comptes mécht do Feststellungen, déi mech eigentlech erfreen, déi kënnen ze liesen, well se dat bestätegen, wat meng Meinung do scho laang ass.

Éischters seet se, vill Gemengen hu sech verschëlt, well eigentlech permanent nei Missiounen op se duerkomm sinn: Transportberäich, Kannerversuergung, am Zesammenhang mat där neier Landesplanung, déi mer jo alleguerte gären hätten. Doriwwer ass awer ni diskutéiert ginn. Et ass och ni gekuckt ginn, wat fir e Chiffer genau déi Dépensen dann ausmaachen. Dass ass jo dann och ënnerschiddlech, jee nodeem a wat fir enger Gemeng ee sech befénnt, wann een déi dräi Beispiller hei nëmme kuckt.

Dat heescht, mir wëssen eigentlech souwiso zënter Laangem, dass mer national gesinn nëmmen ee Kuch ze verdeelen hunn. D'Gemenge mam Stat zesammen hunn ee Kuch vu Recetten, dee se verdeele mussen. D'Fro, déi sech just stellt: Wie kritt wat fir ee Stéck vum Kuch? Wann een natierlech dann de Gemengen ëmmer nëmmen dat nämlech Stéck vum Kuch léisst, deen dote Wee awer geet, dass een hinne permanent, ouni se ze froen, ëmmer erëm nei Missiounen gëtt, da kann et jo iergendwann net méi opgoen. Da komme mer op deen Zeenario eraus, wou mer a verschiddenen oder an ëmmer méi Gemengen haut sinn.

Duerfir déi Diskussioun iwwert d'Kompetenze vu Stat a Gemengen - dat gëtt an der Kommissioun iwwert d'Reforme territoriale jo ausgiebig diskutéiert. Mir mussen iergendwann eng kéier do zu enger Konklusioun kommen. Wa mer deen dote Problem gär positiv geléist hätten, musse mer do zu enger Konklusioun kommen. Da mussen och déi Missiounen definéiert ginn:

1. Wat sinn d'Missions obligatoires?

2. Mir mussen emol Ënnerscheeder maachen tëschent Missions de base an dann och vun do eropfuere, dass heescht, vu ganz klenge Gemenge bis zu ganz grouse Gemengen. Wat si regional Missiounen, déi kënnen bestoen? Wat sinn der, déi nationaler Envergiere sinn?

Alles dat ass eng schwéier Diskussioun, déi mer awer emol net am Usaz ugepaakt hunn, fäerten ech ganz. Wann ech d'Chamber-spezialkommissioun gesinn, bei allem gudden Wëllen oder gudder Intentioun, déi sécher do virgeherrscht hunn, fir se ze grënnen, da gesinn ech net esou richtig, wat soll derbäi erauskommen.

Här President, als Konklusioun wollt ech soen am Numm vu menger Fraktioun, dass mer et bei dëser Regierung ganz kloer mat enger Regierung ze dinn hunn, déi einfach Gestion des affaires courantes mécht, déi déi grouss Problemfelder opschiebt: Energiekris, Pensiounsproblematik, Klimawandel. Et ass och d'Regierung vun de verpasste Chancen; Stéchwuert „wirtschaftlech Diversifizierung“. Do si mer net vill weiderkomm, fir net ze soen, guer net.

Et ass och nach d'Regierung vun de ganz widderspérechleche Messagen. Ech hunn am Ufank gesot mat wat 2005 d'Land an där berühmter Schweiß-und-Tränen-Ried virbereet ginn ass, dass déi Messagen zum Deel ganz falsch waren, déi et eis an Zukunft net wäerte méi einfach maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eigentlech als Gréng frou, dass dat hei viraussichtlech deen zweetleschte Budget ass vun dëser Regierung, dee mer net brauche matzestëmmen.

Ech soen lech Merci.

»»» **Une voix** - Très bien!

»»» **M. le Président** - Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Gibéryen.

»»» **M. Gast Gibéryen (ADR)** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'éischt och vun eiser Sait aus e Merci un d'Kollegin Lydia Mutsch fir hiren exzellente Rapport zu deem Budget. D'Madame Mutsch huet sech am Fong an e rengen Männerdomän eraginn, well wann een e bëssen zrëckkuckt, war et nëmme véiermol bis haut, dass eng Fra Rapportrice vum Budget war. D'Madame Lulling war 1967 fir d'éischt Rapportrice, d'Madame Flesch 1969, an da viru méi wéi 20 Joer, 1986, war en anert Escher Meedche Rapportrice, d'Madame Reding. Haut ass et d'Madame Mutsch. Dass heescht also, dass et eréischt véier Frae bis haut waren. Mä wann een dann awer gesäit, dass déi nach alleguer politesch aktiv sinn, da kann een also eng schéi Perspektiv fir d'Madame Mutsch virausgesinn,...

(**Hilarité**)

...wat hiert politesch Amt hei wäert ubelaangen. Et ass op jidde Fall eng Fläissaarbecht, déi hei gemaach ginn ass, déi och vun eiser Sait aus begreist gëtt.

»»» **Une voix** - Här Gibéryen, muss een duerfir och d'Partei wiesselen?

»»» **M. Gast Gibéryen (ADR)** - Neen. Ech menge vun deenen, wou ech elo opgezielt hunn. D'Madame Flesch huet jo awer ni d'Partei gewiesselt.

»»» **Une autre voix** - D'Madame Reding och net.

»»» **M. Gast Gibéryen (ADR)** - Si hat et vläicht direkt richtig getraff.

Här President, Léif Kolleginnen a Kollegen, 2003 bei der Erklärung zur Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister gesot: „Eis Finanzsituatioun ass gudd, mä mir däreffe keng Dommheete maachen, soss ass se geschwënn zwar net schlecht, mä awer net méi gudd...“

Ee Joer méi spéit, 2004, huet den Här Statsminister bei der Lag zur Natioun gesot: „Ech sinn derfir fir de Leit d'Wourecht ze soen. An dofir soen ech: Et geet méi lues a mir hu Problemer.“

An erëm ee Joer méi spéit, 2005, bei der Lag vun der Natioun, huet den Här Statsminister gesot: „Fir eng laang Ried kuerz ze maachen: Mir hunn d'lescht Joer Defizit gemaach, mir maachen es méi dëst Joer a mir maachen es nach méi d'nächst Joer.“

2006 huet den Här Statsminister bei der Lag vun der Natioun gesot: „Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn an hir Mëllech zu Lëtzebuerg, awer besonnesch an der Haaptstad ginn hunn, déi sinn definitiv eriwuer!“

Am Dezember 2006, also virun engem Joer beim Budget 2007, sot den Här Statsminister: „Mir sëtzen um Dréchenen.“

Fënnef Méint méi spéit, dëst Joer, 2007 bei der Lag vun der Natioun seet den Här Juncker: „Eis Wirtschaft ass 2006 ëm 6,2% gewuess, 2,2% méi wéi nach 2005; een aussergewéinlech gudd Resultat.“ An hie sot weider: „Wann eng Ekonomie esou wiisst wéi eis, da kann een net soen, si géif an der Kris stiechen.“

Här President, wann een d'Aussoen zur Finanz- a Wirtschaftspolitik vum Här Statsminister also iwwer e puer Joer zrëckzitéiert, da stelle sech zwou Froen.

Éischters, wann déi Aussoen zu deem Zäitpunkt, wou se gesot gi sinn, richtig waren, da beweist dass wéi fragil eis Ekonomie, eis Finanzsituatioun hei am Land ass, a vun der positiver oder negativer Entwécklung vun der Weltwirtschaft, an domadder vun der Bankplaz ofhängeg ass. Et beweist awer dann och wéi wéineg direkten Afloss mer als Stat, als Politik op déi Entwécklung hunn. Et beweist, wéi séier et vun enger gudder an eng schlecht Finanzsituatioun vum Stat kann ëmschloen, an awer och Gott sei Dank kann ëmgedréint goen.

Déi zweet Méiglechkeet op déi Aussoen ass: De Statsminister huet déi Aussoe gemaach, fir sech domadder Argumenter ze ginn, fir dee gréisste Sozialofbau, dee Lëtzebuerg an der Nokrichsgeschicht erlieft huet, kënnen duerchezéien. Dir erënnert lech drun, dass mir als ADR an och aner Leit virun de leschte Chamberwahlen ëmmer gesot hunn, dass spéitstens no de Gemengerotswahlen d'Regierung géif e massive Sozialofbau huelen. Wann een déi Zitater vu virdu hei Revue passéiere léisst, da gesäit een, dass am Fong virum Sozialofbau Krisestëmmung uegekënnegt ginn ass. Fënnef Méint nodeem dass den Ofbau décidéiert gi war, huet hie gesot: „Et kann een net vun enger Kris hei zu Lëtzebuerg schwätzen.“

Wat fir eng vun deenen zwou Méiglechkeeten ass awer elo déi richtig? Mir mengen, Här President, déi zwou. Et goung a geet de Statsfinanzen engersäits net gudd, an anerersäits war et awer och fir d'Regierung eng gudd Geleeënheet, fir Sozialofbau kënnen ze maachen.

Här President, ech wäert duerfir elo eis Positioun als ADR souwuel zur Finanzsituatioun, wéi och zu Korrekturen am Sozialofbau hei zu Lëtzebuerg erklären. Ech wëll duerfir mam finanzpoliteschen Deel ufänken.

Wann d'Joer 2006 an och 2007 besser, zum Deel souguer vill besser, ofschléisst wéi dat gefäert an uegholl gi war, da soll dass eis awer nëmmen net derzou verleeeden, mengen ze kënnen mer wäeren iwwert de Bierg an et kéint keen eis den Aarm méi béien. D'Analys, déi mir als ADR iwwert d'Statsfinanze maachen, bleift méi wéi bersuergnerreegend. Mir sinn nach laang net iwwert de Bierg, a mir fäerten, dass dat déckt Enn an e puer Joer eréischt nokënt.

Ee Beispill: d'Fongen. D'Entwécklung vun de Fongen. Vun 1996 bis 2001, sinn d'Fongerreserve permanent geklommen. Vu 625 Milliounen Euro 1996 op 2.613 Milliounen Euro am Joer 2001. Duerno si se permanent erfogaangen. Vun 2002, wéi gesot, vun 2.613, bannent véier Joer - 2005 - op 1.315 Milliounen zrëck, also bannent véier Joer hunn d'Reserve sech halbéiert.

Vun 2006 si se zwar fiktiv erëm op 1.723 Milliounen Euro geklommen, dass awer bedéngt duerch en Emprunt vu 400 Milliounen, déi un d'Fongen affektéiert si ginn an deemselwechte Joer.

2007 si se op 1.310 Milliounen Euro gefall, trotz engem neien Emprunt vun 332 Milliounen.

Enn 2008 si laut aktuellem Stand d'Fonge 55 Milliounen am Keller, an nëmmen duerch de cumulierten Emprunt an der Héicht vun 932 Milliounen sinn nach 857 Milliounen an de Fongen, mä et handelt sech dann hei, wéi gesot, net méi ëm Reserven, mä ëm Emprunten.

All déi Plus-walen, déi mer iwwert d'Joren zesammen an d'Fonge kritt hunn, si bis Enn 2008 am Prinzip fort, no de Chiffere wéi se elo virleien, d'Fonge sinn eidel an dat Geld, wat dodran nach ass, dass ass dann am Fong nëmme méi geléinte Geld.



Här President, mir hunn an deem Sënn eng Grafik gemaach, déi ech hei wollt mat ofginn, datt ee se vläicht kéint mat an den Analyteschen abauen, déi dat esou résuméiert, wat ech elo gesot hunn.

D'Cour des Comptes schreift an hirem Rapport zum Budget: «Il ressort de ce graphique» - well d'Cour des Comptes huet en ähnlechen, zwar net genau dees selwechte Graphique gemaach - «que le total des avoirs s'est chiffré au 31 décembre 2001 à 2.614 millions d'euros pour baisser, d'après les prévisions actuelles, à 877 millions d'euros au 31 décembre 2008. En faisant abstraction des produits d'emprunt, les avoirs des fonds étatiques seraient beaucoup moins importants avec un niveau d'avoirs de 578 millions d'euros à la fin de l'exercice 2007. Pour l'exercice 2008, les fonds étatiques affichent un solde négatif de 55 millions d'euros.»

Da confirméiert dat, Här President, wat mir scho viru Joren hei an den Debatte gesot hunn, datt d'Fongen a Wierklechkeet 2008, 2009 eidel sinn, wat iwwerengs och de Mëtteg vum Här Wolter hei an déiselwecht Richtung diskutéiert ginn ass.

Am Prinzip ginn aus de Fongen an de leschte Joren ongeféier 2.700 bis 2.900 Milliounen Euro fir Investitiounen geholl. D'budgetär Speisung vun de Fonge läit bei ongeféier 1.500 bis 1.600 Milliounen Euro pro Joer, esou datt pro Joer also d'Fonge misse konsequenterweis 1.200 bis 1.300 Milliounen Euro opréngen. Enn 2008 si viraussichtlech awer nème méi knapp 900 Milliounen Euro an de Fongen, déi doriwwer eraus, wéi gesot, aus Emprunté bestinn. Dës Chiffere sinn aus dem Rapport vun der Cour des Comptes.

Dir bemierkt, datt bei dese Chifferen d'Plus-valuen an der Héicht vun 240 Milliounen Euro aus dem Kont vun 2006 schonns mat berücksichtegt sinn. Net berücksichtegt sinn d'Affectatiounen an Héicht vun 132 Milliounen Euro aus dem Joer 2007, déi bis elo gemaach gi sinn. Et gétt also enorm enk fir d'zukünftég Investitiounen ze finanzéieren, wa mer net d'Chance hunn, datt eis Budgeten erëm massiv Plus-valuen ofwerfen.

Mir kënnen nëmmen hoffen, datt d'Recetten am Budget 2008, esou wéi d'Zentralbank an esou wéi d'Cour des Comptes mengen, ènnerschat gi sinn an datt den Exercice 2008 besser ausgeet, wéi mer zu deemem Zäitpunkt mengen, fir eben domadder méi Plus-valuen ze kréien an d'Fongen ze speisen.

D'Cour des Comptes huet zum Budget 2007 och schonn erëm markéiert gehat, datt ee misst dovun ausgoen, datt 2010 d'Fongen eng Milliard Euro am Keller wieren. Duerfir musse mer esou wéi d'Plus-valué vun 2006 och eventuell d'Plus-valué vun 2007 a spéider alleguer integral eiser Meenung no op d'Fongen iwwerweisen, soss fäerte mer gi mer an der Investitiounspolitik an de Joren 2010 an duerno enger Katastroph entgéint.

Een zweete Punkt finanzpolitesch sinn niewent de Fongen d'Scholden. Och wann déi konsolidéiert Scholde vun der Administration publique zesummen, also Stat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale, nëmmen 2,9% vum BIP ausmécht, esou sinn d'Scholden dach an Euro ausgedréckt staark um Klammen. D'Administration centrale hat 2001 998 Milliounen, 2006 1.466 Milliounen Euro Schold. E Plus vu 468 Milliounen Schold. Ouni d'Scholden vun 2007, déi doranner net mat berücksichtegt sinn.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Gemengen haten 2001 Scholde fir 473 Milliounen Euro a fénnef Joer méi spéit hunn d'Gemengen 302 Milliounen Euro weider Scholde gemaach a sinn op 775 Milliounen Euro Scholden ukomm. En Total also, e Plus u Scholde vu Stat a Gemenge vu 770 Milliounen, dat sinn 52% méi wéi 2001 oder 30 Milliarden aler Lëtzebuenger Frangen, datt alles ouni d'Scholde vun 2007.

D'Sécurité sociale huet bekanntlech keng Scholden. Mir mussen awer och wëssen, Här President, datt eis Regierung déi Emprunten, déi se ophëlt fir d'Fongen ze speisen, wat d'Kapital ubelaangt net zréckbezilt. D'Regierung bezilt nëmmen

d'Zënsen zréck, awer kee Kapital. Wann e Betrib oder Privatleit oder eng Gemeng dat géife maachen, da géife mer wärscheinlech alleguer soen: Dat kann net sinn, dat d'äerf net sinn, datt een Emprunten ophëlt an et bezilt ee kee Kapital zréck, mä et bezilt een nëmmen d'Zënsen zréck!

Ech sinn och gespaant, wann eng Gemeng am Land géif higoen a si géif soen, ma mir huelen elo en Emprunt op a mir bezuele just d'Zënsen zréck, an déi, déi dann a 15 Joer do sinn, déi mussen d'Kapital an enger Kéier dann zréckbezuelen. Da géif den Innenminister douds'écher dat refuséieren, an ech géif lech awer och soen, mat Recht géif hien dat refuséieren, well dat einfach eng Verschiebung vun der Belaaschtung op déi kommend Generatiounen wär.

Mä de Stat mécht dat awer, an esou mussen am Fong déi, déi politesch an der Responsabilitéit stinn am Joer 2016, an engem Joer déi 400 Milliounen Kapital rembourséiere vun deem Emprunt, dee mer 2006 opgeholl hunn. 2017 mussen 332 Milliounen Euro Kapital zréckbezuelen ginn, an 2018 200 Milliounen, an déi Joren do hannendrun och.

Et ass also eng Hypothék, et kann een net soen, un déi kommend Generatiounen, well esou wäit geet et net, et ass eng Hypothék fir déi iwwernächst Regierung, déi dann am Amt ass an déi Leit, déi dat musse bezuelen. Et ass eiser Meenung no irresponsabel, datt dat gemaach gétt.

Mä et ass en Trick, Här President, fir eben de Statsbudget ze verschéieren. Well wann de Stat elo direkt seng Emprunten, déi hien ophëlt, d'Kapital dovun, géif zréckbezuelen, géif dat natierlech de Budget vun der Stat belaaschten an den Defizit géif och deementspriedend am Statsbudget méi grouss ginn. Dat beweist wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun vum Stat steet, wa mer net emol amstand sinn, ons Scholde wéi all normale Mënsch, Bierger oder Betrib, zréckbezuelen.

Den Här Budgetsminister, den Här Statsminister hu scho Stonnen iwwert de Budget geschwat hei, wéi se e presentéiert hunn d'lescht Woch, mä kee vun hinnen huet am Fong ernimmt, datt de Stat seng Scholden net zréckbezilt.

D'Konklusioun iwwer eis Finanzen, Här President: D'Fonge sinn op där enger Säit eidel, d'Schold klëmmt, an niewent eidele Fonge muss vun 2016 un d'Scholden, d'Kapital zréckbezuelen ginn. Vun 2015 u geet och d'TVA zréck duerch den Accord vu Bréissel iwwert déi elektronesch Déngschtleeschungen. Eisen Undeel um Kyoto-Fong wäert klammen, den Tanktourismus wäert zréckgoen. Mir mussen eis also als Stat op déi Entwécklung, déi Situatioun astellen, wat bedeit, datt mer budgetär mussen ëmdenken.

D'Fro, déi vill Leit sech och duerfir hei am Land zu Recht stellen, ass: Wou steiert Lëtzebuerg hin? Mir hunn engersäits e Rekordwuesstum, wäit iwwert der europäescher Moyenne. Mir hu Rekord un neien Aarbechtsplazen, mir hu Rekord u Grenzgänger, mir hu Rekord u staarkem Uwuesse vun der Populatioun, déi hei wunnt. Wann een iwwert d'IVL-Etüd kuckt, déi 2002 gemaach ginn ass, wat do vu Pronosticen opgestallt ginn ass, wat de Wuesstum un Aarbechtsplazen an un Awunner ubelaangt, si mer haut scho vill méi wäit ewech, wéi dat 2002 gemengt gi war.

An trotz deem staarke Wuesstum klëmmt de Chômage hei zu Lëtzebuerg, d'Wunnungspräisser sinn horrend, d'Verkéiersproblematik katastrofal, an de Stat an d'Gemenge komme mat den Infrastrukturen net méi no. De Statsminister huet viru Joren hei eng Kéier selwer gesot, datt de staarke Wuesstum net genuch ofwerft, fir seng Nofolgkäschte selwer ze generéieren. An dach gétt da gesot, mir musse 4% Wuesstum hunn, fir eise Rentesystem laangfristeg ze finanzéieren. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

Wou steiert Lëtzebuerg hin? Dat ass am Fong déi Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi wéi gesot vill Leit sech stellen an eiser Meenung no och déi wichtegst Fro ass, déi mer eis als Politiker net genuch stellen. An duerfir hu mir schonn eng Kéier hei gesot a mir soen et nach eng Kéier, datt mir eis dofir sollte partiwwergräifend zesummesetzen. Déi gréng Kolleegen hunn an de leschte Chamberwahlen en Zukunftsdesch gefrot gehat. Dat hei ass eng ähnlech Iddi, well mer eis d'Fro solle stellen, wou Lëtzebuerg histeiert an deem engen an an deem anere Zeenario, wat et vu Konsequenzen huet, souwuel vu positive wéi och vun negativen. Mä am Abléck stelle mer eis déi Fro net, well mer vläicht alleguer eng gewëssen Angscht hunn, dass, wa mer déi eng oder déi aner Richtung géifen

upeilen, dat och negativ Konsequenze kéint hunn, an duerfir stellt d'Politik sech léiwer där Fro net.

Et schéngt eis awer déi wichtegst Fro ze sinn, well och vill Leit am Land sech d'Fro stellen, wou Lëtzebuerg histeiert.

D'Upassung vun der Steiertabell ass een Thema, wat haut scho vill heibannen diskutéiert ginn ass. Vun 2002 bis haut hu mer e Retard vu 16% op d'Inflatioun.

D'Steierverwaltung huet eis viru e puer Joer, Här President, eng Kéier matgedeelt an der Finanzkommissioun, datt am Fong duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun een dovun kann ausgoen, datt de Stat doduerch pro Joer 100 Milliounen weider Steieren erakritt. Kumulativ, wann een dat vun 2002 bis haut rechent, huet also déi Netupassung un d'Steiertabell dem Stat ronn zwou Milliarden Euro méi u Recetten an d'Statskeess bruecht, oder am Verhältnis zur Inflatioun huet de Stat de Leit an deene leschte sechs Joer zwou Milliarde Steiergelder ze vill ofgeholl.

Wann een déi géif deelen, Här President, déi zwou Milliarden, déi de Stat am Fong vis-à-vis vun der Inflatioun ze vill erageholl huet an deene leschte sechs Joer, da géif dat 750 Euro pro Bierger, deen hei am Land wunnt, ausmaachen. Dat heescht, amplaz datt de Stat Niklosdag de Leit am Land den Housécker geschéckt huet mat enger Rechnung fir d'Autosteier nozebezuelen, hätt en am Fong kéinte Chrëschttag d'Chrëscht-këndchen erausschécken an all Mënsch am Land 750 Euro ginn.

Wann een dat da mat deem vun der Tripartite ausgehandelte Sozialofbau kombinéiert, da gesäit een eréischt dat ganzt Ausmooss vun deem Ofbau vun deser Regierung, déi ee bal kéint als Raubrittermajoritéit bezechnen. Et sinn déi rengsten Abzocker am Sënn vum Wuert. Duerfir schreift den Här Juncker elo erëm schwaarz Chifferen, mä d'Familljen am Land mussen duerfir haut rout Zifferen schreiwen.

Ech wëll nach eng Kéier hei d'Hauptpunkte vun deem Sozialofbau opzielen:

- 1) Indexmanipulatiounen, fir datt d'Indextranché solle méi spéit erfalen;
- 2) d'Familljenzoulage sinn net méi indexgebonden;
- 3) d'Cotisation fir d'Fleegeversécherung ass ëm 40% gehéicht ginn;
- 4) d'Rentenajustementer sinn no hanne verreckelt ginn;
- 5) d'Accisen um Bensin a Mazout si massiv gehéicht ginn;
- 6) d'Autosteier ass massiv gehéicht ginn, a wien et net gegleeft huet, krut spéitstens elo fir de Kleesche vun der Regierung eng Rechnung geschéckt;
- 7) d'Steiertabell ass net un d'Inflatioun ugepasst ginn;
- 8) d'TVA fir Clienté vun de Fräiberuffler ass vun 12 op 15% agefruer ginn;
- 9) d'staatlech Participatioun bei der Fleegeversécherung ass agefruer ginn;
- 10) de Renteklau vum Stat bei de Reserve vun de Pensiounskeese vum Privatsecteur ass nach méi massiv ginn.

Derniewent dierf een net vergiessen, datt d'Gemengen zum Deel massiv Taxen- a Steierherhéijunge gemaach hunn, datt d'Käschte fir d'Familljen, wat hien dagdeegleche Liewensënnerhalt ubelaangt, och staark bis massiv geklomme sinn; zum Beispill bannent zwielef Méint d'Präisser fir Heizuelech plus 50%; Liewensmëttel an net alkoholesch Getränker plus 15,3%; Wunnen, Waasser, Elektresch, Hëtzen plus 23,5%, Transport, plus 15,9%. Loyere si praktesch net méi ze bezuelen. Vun engem Eegenheim ass praktesch net méi ze schwätzen. D'Zëns klammen. 18% vun de Salariéen hunn e Loun, deen ëm de soziale Mindestloun läit.

7.510 Stéit oder 14.252 Persounen hei am Land sinn RMG-Bezéier. D'Aarmut zu Lëtzebuerg, d'Zuel vun de Leit, déi ënnert oder ronderëm d'Aarmutsgrenz leien, ass zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore vun 10 op 14% geklommen. 50% vun den Elengerzéier sinn dem Aarmutsrisiko ausgesat. D'Zuel vun deene Leit, déi d'Heizungszoulage kréien, klëmmt permanent.

Dat ass déi batter Realitéit, wéi se sech haut hei am Land presentéiert. An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Finanzsituatioun vum Stat kucken engersäits an op där anerer Säit kucken, wéi d'Situatioun fir vill Familljen hei am Land ass, d'äerfe mer dat Geld, wat mer hunn, fir kënnen Politik ze maachen, fir ze deelen, net mat der Géisskan verdeelen, mä mir musse selektiv virgoen. D'Geld muss dohinner kommen, wou et gebraucht gétt.

De Projet de loi 5801 gesäit elo eng Steierupassung vu 6% vir, wat e Käschtepunkt fir de Stat vun 195 Milliounen bedeit, an de Kannerbonus, deen ee Käschtepunkt vun 185 Milliounen bedeit. Duerch d'Ofschafe vun Abatement fiscal kritt de Stat awer zousätzlech 80 Milliounen Recetten eran, esou datt also den Nettokäschtepunkt vum Kannerbonus bei 105 Milliounen bleift. Déi 6% plus de Kannerbonus bedeiten also e ronne Käschtepunkt vun 300 Milliounen fir de Stat, a wa mer wëssen, datt mer 600 Milliounen Retard op d'Inflatioun hunn, esou bleift also och do nach e Sputt bestoen.

Mir hunn als ADR scho vun 2002 u Propositiounen fir eng Negativsteuer, fir d'Aféierung vum Crédit d'impôt gemaach. De Kannerbonus entsprécht där Iddi, och wann et net a Form vun engem Steierkredit ass, mä et ass eng ähnlech Form.

A wann och haut de Kannerbonus net iwwert d'Steierverwaltung ausbezuelen gétt, mä iwwert d'Keess vun de Familljenzoulagen, si mer domadder averstanen, well dat administrativ méi einfach ass, an et hu verschidde Leit gesot, et wär méi komplizéiert. Neen, et ass effektiv - dat muss een objektiverweis esou soen - méi einfach, well am anere Fall, wa mer et iwwert d'Steierverwaltung gemaach hätten, hätte sämtlech Leit missen eng Steiererklärung maachen, fir se ze kréien. Elo kritt am Fong jiddereen et mat iwwert d'Kannergeld, an et brauch net ugefrot ze ginn. An d'nächst Joer, doriwwer si mer eis jo an der Finanzkommissioun och eens ginn, wäert dee Kannerbonus da monatlech ausbezuelen ginn.

Deen nächsten Abatement, deen ugekënnegt ass ginn, ass den Arbeitnehmerfreibetrag. Dee soll vun 2009 u bezuelen ginn, an och dat ass eng Propositioun, déi vun der Regierung um Dësch läit, déi mir kënnen matdroen, datt am Fong soll deen Arbeitnehmerfreibetrag iwwert d'Patronen ofgerechent ginn, esou datt een also och do net muss higoen an eng Steiererklärung maachen.

Mä d'Fro stellt sech awer konkret, wa mer weider Abatementer ofschaffen a se duerch Crédit-d'impôts ëmsetzen, wéi mer zum Beispill d'Zousatzpensiounen, d'Scholdzëns bei der Uschafung vu Wunnengen oder Frais de déplacement, wou mir als ADR proposéieren, datt dat och Abatementer sinn, déi ofgeschaf an a Crédits d'impôt ëmgewandelt musse ginn, wéi mer dat ausbezuelen. Wa mer do net méi déi Méiglechkeeten hunn, wéi elo iwwert d'Caisse vun de Familljenzoulagen ze fueren oder d'Patronat dat matmaachen ze loossen, wäerte mer fréier oder spéider awer net dolaanscht kommen, fir eng Formule ze sichen, déi eben iwwert d'Steierverwaltung wäert misse lafen.

Prinzipiell wëlle mer soen, datt dee Wee, deen hei gesicht ginn ass, dee richtegen ass. De Virdeel och vun der Negativsteuer, wéi mir se proposéiert hunn, ass virun allem d'Steiergerechtheet, well dann net nëmmen déi Leit vun all deenen Abatementer kënnen profitéieren, déi Steiere bezuelen, a wat se méi Steiere bezuelen, wat se och kënnen méi dovunner profitéieren, mä och déi Leit, déi kleng a mëttel Revenuen hunn, kënnen elo vun deene Crédits d'impôt oder vum Kannerbonus profitéieren.

Derniewent verlaange mir als ADR, datt ee misst d'Steiervereinfachung weiderféieren duerch d'Aféierung vun enger individueller Besteuerung vun der einzelner Person an domadder am Fong mat deenen einzelne Gruppen ophalen, wou jo elo schonn déi Gruppe vun de Kanner vum 1. Januar 2008 un och ewechfalen.

Ech hunn allerdéngs, Här President, e Problem wat d'Solidaritéit ubelaangt. Wa mer verschidde Leit héiere schwätzen, da gétt et esou Tendenzen, déi soen, datt een am Fong hätt sollen d'Steiertabell integral un d'Inflatioun upassen, a se hu Problemer mam Kannerbonus. Dat ass fir eis eng gelunge Solidaritéit, déi do spillt. Well wat ass dee System wa mer d'Abatementer an d'Crédit-d'impôts oder, wéi mer et hei maachen, de Kannerbonus ëmänneren? Dat ass am Fong eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen. Dat heescht, déi Leit, déi vill Steiere bezuelen hunn, kréien am Fong näischt ewechgeholl, mä si kréien och näischt bäi. Déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, déi kleng Revenuen hunn, kréien eppes bäi.

Dat ass am Fong de richtige Wee. Virun allem an där Situatioun, wou mer haut sinn, wéi ech viru gewisen hu wivill Leit, datt mer haut hunn, déi um ënneschten Niveau leien. Wa mer soen: D'Geld muss dann och dohinner goen, dann ass dat dee richtige Wee. Ech hunn e Problem mat deene Leit oder Organisatiounen, déi da kommen a



soen, se hätte léiwer déi 16% a kee Kannerbonus. Dat ass fir mech eng Solidaritéit, déi mir vun eiser Säit aus net kënnen matdroen. Duerfir wëlle mer dat och ganz kloer hei soen. Duerfir begrësse mer och, datt d'Heizkäschtenzulage solle vun 2008 u gehéicht ginn.

Här President, et muss ee sech dann och d'Fro stellen: Wa mer engersäits gesinn, datt d'Finanzsituatioun vum Stat net méi gutt ass, a wa mer op där anerer Säit gesinn, datt mer awer nach wëlle selektiv Sozialpolitik maachen, wou kënnen mer da Gelder als Stat méi erakreien oder aspueren? Sécherlech kéint ee generell soen, datt beim Stat Geld anzespieren ass, datt do misst méi eng Disziplin an d'Budgetpolitik kommen, datt een einfach misst och aner Regele bei de Statsverwaltung lafe loossen, an net eng Mentalitéit, wou gemengt gëtt déi Kreditter, déi do sinn, mussen onbedéngt och an deem Joer opgeschafft ginn.

E ganz konkret Beispill, wat mer wëllen hei uféieren, sinn d'Failliten. D'Zuel vun de Failliten, Här President, ass an deene leschte Jore permanent esou ëm 600 bis 650 gewiescht. Dëst Joer hu mer an deenen éischte sechs Méint eng relativ staark Progressioun vu 25% gehat vis-à-vis vun deene Jore virun. Wann dat sollt an de leschte sechs Méint unhalen, gëtt dat eng relativ grouss Progressioun, déi mer hunn.

D'Konsequenze vun de Failliten, op de Statsbudget an op d'Sozialversécherunge sinn enorm niewent dem Schicksal vun deene Leit, déi et direkt betrëfft. Och aner Betriber hu mat de Konsequenze vu Failliten ze dinn, wann eng Partie vun de Betriber hir Rechnungen net méi bezuelt kréien.

Ech hunn duerfir, Här President, un déi zwee Ministeren, dee vun de Finanzen an dee vun der Sécurité sociale, d'Fro gestallt, wat d'Décheté si vun de Failliten an deene leschten zéng Joer, wat d'Déchargé sinn, déi déi eenzel Ministere ginn hunn um Niveau vun de Failliten. Ech hu perséinlech mat deenen zwee Ministere geschwat. Ech hunn och mat hire Leit geschwat, an ech hu gesot kritt: Maach et schréiftlech. Dunn hu mer eng Question parlementaire gemaach, datt mer gemengt hunn, da geet et. Ech hunn nach d'lescht Woch nogefrot. Ech hu souguer nach gëscher bei de Sekretärinne vun de Ministeren ugefrot, an ëmmer hunn ech gesot kritt: Dir kritt se.

Ech stelle fest, datt ech haut no dräi Wochen, als Deputéierten - an ech hunn nëmme gesot: Ech hätt gär den déi Ziffer fir meng Budgetdiskussioun -, se nach ëmmer net kritt hunn. Dat ass och e gutt Beispill wéi d'Regierung mam Parlament verfiert; wann een Deputéierte Chiffere freet, fir dat beim Budget anzubauen, datt deen iwwert dräi Wochen déi Chifferen net kritt. Ech wäert se dann d'nächst Woch kréien. Da muss ech eng Pressekonferenz maachen, fir déi public ze maachen, well mer déi Chifferen hei net kritt hunn.

Ech fannen dat einfach traureg. Dat gëtt et a kengem anere Parlament. Ech hu gëscher mat engem däitsche Parlamentarier telefonéiert, fir ze froe wéi esou Saache bei hinne ginn. Deen huet mer gesot: Mir ruffen als Deputéierten an ee Ministère un, do ass ee Service, an dann hu mir déi Chiffere bannent 24 Stonne spéitstens. Mir hunn all d'Chifferen, déi d'Regierung zegutt huet, direkt als Deputéiert zegutt. Ech hu se hei no dräi Wochen nach net kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer net oninteressant, fir ze wësse wivill Gelder dem Stat an der Sécurité sociale bei der TVA verluer ginn. Well wann ee kuckt, am Rapport vum Enregistrement schreien déi, datt am Ablack 444 Milliounen Euro opgrond vu Failliten ausstinn. 444 Milliounen! Dat sinn 18 Milliarden aler Frang, déi am Ablack dem Enregistrement ausstinn eleng opgrond vu Failliten. Elo schwätze mer net vun de Steieren, a mer schwätzen net vun der Sécurité sociale. 2006 - also d'lescht Joer - sinn 2,5 Milliounen déchargéiert ginn; also 100 Milliounen aler Frang. Dat anert, wou ech gesot hunn déi 444 Milliounen, déi sinn an der Prozedur. Soulaang d'Faillite net definitiv ofgeschloss ass, bleiwen déi als eng Recette, déi nach net agezunn ass, do bestoen.

Et gesäit een also wéi enorm grouss datt déi Chifferen do sinn. Da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat reagéiert d'Regierung net? Ech hunn 1999 hei eng Interpellatioun gemaach iwwert d'Failliten. Deemools ware mer eis hei praktesch ronderëm d'Bänken eens, datt misst reagéiert ginn, fir datt mer einfach déi Faillitë méi an de Grëff kréien.

Mer wëssen, dëst massiiv Verluergoe vu Steiergelder a Sozialversécherungsbeitrag ass d'Konsequenz vun enger liberaler Ge-

sellschaftsgesetzgebung. D'Gesellschaft ass hei zu Lëtzebuerg praktesch net responsabel ze maachen. Et muss schonns eng Faute grave nogewise ginn, wat d'Exceptionion ass. D'Regierung muss also hei handelen, mä d'Regierung handelt net. Et muss ee sech froe wat fir e Lobbyismus hei bedriwwen gëtt, datt mer grad an där doer Form iwwer Joren driwwer diskutéieren an néischt geschitt.

Wann d'Regierung do géif handelen, a mer gesinn déi enorm Zommen, déi eleng um Niveau vun de Failliten dem Stat un TVA, u Steiere verluer ginn, déi de Pensiounskeesen, de Krankekeesen, der Fleegeversécherung verluer ginn, da bräichte mer kee sozialen Ofbau ze maachen hei zu Lëtzebuerg. Dann hätte mer Gelder, fir kënnen d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ze bekämpfen, an net wéi dat momentan gemaach gëtt.

Niewebäi bemierkt, Här President, si mer och am Ablack erëm an enger Situatioun, Dir wësst, datt mer viru Joren hei e grouss Retard haten, wat d'Ausbezuere vun de Steiere war, datt mer enorm Zommen haten, déi hu musse rembourséiert ginn. Dat ass virun zwee, dräi Joer gréisstendeels opgeschafft ginn, mä et ass eis bericht gi vun der Direktioun vum Enregistrement, datt lues a lues déi Zuel erëm ufänkt ze klammen, datt de Stat erëm méi Gelder ze rembourséieren huet wéi en der erakritt huet.

Och do ass eis gesot ginn, mat deene Konstruktiounen, déi iwwert d'Grenzen eraus ginn, de Stat am Fong muss vun 2 Euro TVA, déi en encaisséiert, erëm een Euro ausbezuelen, an datt de Stat ganz dacks muss TVAe rembourséieren, déi e virun duerch Konstruktiounen iwwerhaupt net erakritt huet. Dat ass am Fong eng Héichkonjunktur fir Leit, déi wëllen organiséiert Steier-, an deem Fall TVA-Hannerdriewung maachen. Ech wëll duerfir hei un d'Regierung appelléieren, sech wierklech do anzusetzen, well ebe grad op deem Domän do Gelder kënnen weider an d'Statskeess erakommen, déi mer bluttnoutwendeg brauchen.

Mä mir brauchen net nëmme Sue fir de Sozialofbau hei zu Lëtzebuerg ze bekämpfen. Mir brauchen awer och Gelder fir Investitiounen ze maachen. Mir mussen duerfir Prioritéite bei den Investitiounen maachen. Fir eis schéngen déi wichteg Investitiounen - nieft de Schoulen, de Betreierungsstrukturen, der Recherche, de Spideeler, de Kläranlagen, dem Stroossebau - den öffentlichen Transport eng absolut Prioritéit ze hunn.

E Problem, dee mer hei am Land hunn, an dee vun Dag zu Dag méi grouss gëtt, dat ass dee vun de Pendler. De Problem ass net e Problem vun der Stad Lëtzebuerg, mä et ass e Problem ronderëm d'Stad, quasi duerch d'ganz Land. Et ass e Problem vun de Grenzen - egal vu wat fir enge Grenzen - bis an d'Stad. Duerfir ass et och kee Problem vun der Stad Lëtzebuerg eleng, mä et ass wierklech en nationale Problem: d'Léisung vum Verkéiersproblem.

Duerfir ass d'Léisung, fir ze mengen, et géif een de Verkéiersproblem mat engem Tram duerch d'Stad léisen, et doudsécher net. Et ass déi falsch Léisung. Dann ersetze mer just d'Bussen duerch en Tram, an de Stau vun der Grenz bis an d'Stad bleift weiderhi bestoen.

Et gëtt fir eis nëmme eng richteg Léisung an Investitioun. An dat ass déi, fir mam Zuch ënner der Stad erduerch ze fueren. Da kënnen mer mat de Frontalieren an de Grenzuertschaften - ob dat zu Metz, zu Thionville, zu Arel ass - direkt bis an d'Stad op déi Plaz fueren, ouni datt se mussen ëmklammen. Mir brauchen net d'Leit, déi aus dem Éisleck kommen, op d'Gare ze féieren an dann erëm mat de Bussen an d'Stad, mä si kënnen direkt do erausklammen, wou se hi mussen.

Wa mer dann do niewent där gréisserer Prioritéit och direkt d'Zuchverbindung vun Esch an d'Stad maachen, virun allem, well mer och elo zu Esch de Site vun der Universitéit kréien an um Lampertsbiërg eng Universitéit hunn, da kënnen déi Leit ouni ëmzeklamme vun engem Site op deen anere kommen. Et ass also fir eis eng absolut Prioritéit, datt mer am öffentlichen Transport wierklech de Courage elo kréien.

Et mierkt ee jo, Här President, datt kee méi den Tram wëllt, well et schwätzt jo am Fong kee méi vum Tram. Et gëtt nach just esou an der Loft gehale bis déi nächst Wahlen ëm sinn. Da kënn ee Begrëfnis mat dräi Hären. Dann ass e fort. Da solle mer de Courage hunn, fir elo direkt ze soen: Dat ass falsch.

Och d'Politiker kënnen sech eng Kéier ieren. An et ass keen Iertum, menger Meenung no, wann een duerno eng Erleuchtung kritt, an et kritt een eng besser Iddi fir dat ze maachen. Da soll een higoen a soen:

Kommt mir setzen elo direkt d'Prioritéit a mir maachen de Projet ënner der Stad erduerch. Mir maachen d'Zuchverbindung vun Esch an d'Stad. Mir fäerten, Här President, datt mer elo riets a lénks d'Gelder verpiddelen, hei e bëssen an do e bëssen. Herno wa mer de Problem richteg solle léisen, dann ass kee Geld do.

De Wunnengsbau. Här President, dorop brauch ech net weider anzugeen. Ech mengen, jiddferen heibannen, souguer déi aus der Majoritéit, wësse wat fir eng katastrophal Situatioun de Wunnengsbau hei am Land huet. Den zoustännege Minister war de Mëtten net hei, mä...

#### (Interruption)

Entschëllegt. Den zoustännege Minister war de Mëtten hei - ech hu mech verschwat - an ass elo net méi hei. Well dat, wat hien am Fong als Pacte logement op den Instanzewege ginn huet, war jo praktesch just vun him verteidegt ginn hei am Land. Ech hunn emol keng esou Euphorie bei de Majoritéitspartei festgestallt. Wann ech da gekuckt hu wat d'Oppositioun, wat d'Berufschamberen a jiddferen am Land gesot huet, da kréien am Fong elo am Avis vum Conseil d'État alleguer déi Recht.

Ech ka mech net erënneren, Här President, an deenen 18, 19 Joer, wou ech an der Chamber sinn, datt eng Regierung jeemools eng Kéier e Projet de loi deponéiert huet, deen zielef Opposition-formellen ageheizt huet. Ech ka mech net erënneren, datt et esou eppes grausames ginn ass. Dat beweist jo am Beschte wéi dernieft déi Leit do loungen. Mä dat schéngt déi net ze stéieren. Dat kréie mer erëm esou vill Méint, esou vill Joer an d'Land. De Misär, deen d'Leit am Land hu mam Wunnengsbau, bleift bestoen. An e gëtt nach ëmmer méi grouss.

Op jidde Fall, hei ass et bewisen. Mir hu jo direkt, wéi dee Projet de loi erauskomm ass, en Dokument erausgi mat enger ganzer Rei vu Propositionen. Et hat ee bal gemengt, mir hätten dem Statsrot dat Dokument geschéckt, well et ass praktesch a senger Integralitéit am Avis vum Statsrot zréckkomm. An alles dat, wat mir gesot hunn, wat net konform zur Gesetzgebung oder vill méi zur Constitutioun war, och an all deene Punkten do hu mer Recht. Mä dat schéngt de Minister awer absolut guer net ze stéieren.

Et muss een och soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt esou vill vun IVL konformen an net konforme Gemenge geschwat. Obschonn den IVL keng gesetzlech Basis huet, muss ee sech d'Fro stelle wéi dann den Innenminister eng Kéier mat sengen Experten - huelen ech un - ronderëm dann do konnt eng Lëscht opstelle vu Gemengen, déi IVL-kompatibel sinn, a Gemengen, déi net IVL-kompatibel sinn. Et gëtt keng gesetzlech Basis, also kann et och keng esou Lëscht ginn.

Wann ech da gesinn, Här President, opgrond vun där Lëscht, a mer kucken de Wunnengsbau, deen an deene leschte Jore gemaach ginn ass, da stelle mer fest, datt déi Gemengen, déi laut dem Innenminister IVL-kompatibel sinn, déi Gemenge sinn, déi jo hu musse méi wuessen, wat d'Awunner ubelaangt, datt déi an deene leschte Joren nëmme ëm 2,2% gewuesen sinn. All déi aner Gemengen, déi net IVL-kompatibel sinn, sinn ëm 8,8% geklomm. Also hunn déi eng Gemengen alles falsch gemaach wéi se gebaut hunn, an déi aner Gemengen hunn alles falsch gemaach wéi se net gebaut hunn.

Ma stellt lech emol vir, alleguer déi net IVL-kompatibel Gemengen hätten och gebremst wéi déi soi-disant kompatibel Gemengen, wat mer dann eréischt eng Katastroph hei am Land um Wunnengsmaart hätten.

» M. Robert Mehlen (ADR).- ...10.000 Awunner.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo. An da gesäit een och am Beschte wéi falsch déi Iwwerleeunge sinn. Et kann ee soen, eng Gemeng ass zum Deel IVL-kompatibel wat de Wunnengsbau ubelaangt oder wat d'Zone artisanale ou commerciale ass, mä net einfach soen, déi Gemeng ass IVL-kompatibel an déi aner ass et net, ouni ze kucke punktuell.

Ech gesinn do de Kolleeg vun der Gemeng Monnerech. Monnerech ass eng Gemeng, déi ass IVL-kompatibel. Mir hate jo de Problem mat Wickreng. Ma déi doniewent ass net IVL-kompatibel. Wann elo gesot gi wär, wéi et an der Gemeng Monnerech gesot ginn ass: Féiz zum Beispill ass IVL-kompatibel, mä Steebrécken ass et net, dann hätt een et kéinte verstoen. Mä hei gëtt einfach generell gesot: Eng Gemeng ass IVL-kompatibel an déi aner ass et net.

Wéi verréckt dee System ass, gëtt am beschten domadder dokumentéiert, datt déi Gemengen, déi hir Aarbecht gemaach hunn, an déi gekuckt hunn, datt gebaut gëtt hei am Land an d'Leit eng Wunneng kritt hunn, déi kréien dann elo gesot: Dir sidd ze séier gewuess. An déi hir Aarbecht net gemaach kréien, déi also net genuch wuessen, déi ginn elo nach belount wann dem Minister seng Iddi duerkënnt.

Da kréien also déi Gemengen, déi net genuch Wunnraum geschaaft hunn, elo an Zukunft pro Bierger méi Geld wéi déi Gemengen, déi hir Aarbecht gemaach hunn a Wunnraum geschaaft hunn, déi ee pro Bierger soll matkréien, wat eiser Meenung no och anticonstitutionnel ass. Dat geet duerfir och bueden. Mä et ass awer eng vun deene weider verrécktenen Iddien, déi an deem Pacte de logement do zréckbehale si ginn.

Här President, nach e kuerzt Wuert iwwert d'Renten. Do ass jo erëm eng Tripartite elo ageruff ginn, déi den 8. November fir d'éischt zesummekomm ass. D'Tripartite, e Kriseninstrument, wat sécherlech seng Verdéngschter an der Zäit vun der Stolindustrie huet. Déi gëtt haut mëssbraucht, fir zu alle Geleeeënheete kënnen eng Tripartite anzeféieren. Virun allem, mengen ech, ass et de Gewerkschaften net opgefall, datt si am meeschten an där Tripartite do mëssbraucht ginn. Well wann ech déi Tripartite vum leschte Joer kucken, wou do op eemol dee massiivste Sozialofbau war, dee mer nom leschte Wahlkrich hei zu Lëtzebuerg erlieft hunn; deen ass am Fong an der Tripartite mat de Gewerkschaften zesummen décidéiert ginn.

Ech hu virun e puer Wochen eng Kéier owes d'Televisioun gekuckt, Här President. Do hunn ech de Generalsekretär vum LCGB gesi schwätzen. Deen huet sech do opgereegt, datt et ëmmer méi Leit hei am Land géif schlecht goen. An ech hu geduecht: Deen dote kenns de dach vun anzwousch!

#### (Interruption)

Wéi ech du gesinn hunn, datt och nach den Här Kaes géif niewent him sätzen, do wousst ech: Dat dote sinn déi zwee Deputéierten, déi an der Chamber alleguer déi Projeten, wat de Sozialofbau ubelaangt, ouni Diskussioun matgestëmmt hunn.

» Une voix - Dat ass net wouer.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Dunn hunn ech geduecht: Dat ass dach net méiglech, datt déi dann awer als Gewerkschaftler higinn an dann do - ech loung Gott sei Dank virun der Televisioun, soss wär ech gefall -...

#### (Hilarité)

...sech virun de Gewerkschaften opreegen iwwert de Sozialofbau, deen hei zu Lëtzebuerg bedriwwen gëtt, an hei an der Chamber alles schéi fei matgestëmmt hunn. Ech hu geduecht: Dat muss ee fäerdeg bréngen.

Wann hie wéinstens gesot hätt, Här President, datt se et matgestëmmt hätten, da wier et zwar e schlechte Gewerkschaftler, awer zumindest en éierleche gewiescht. Mä elo ass et e schlechte a keen éierleche Gewerkschaftler. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wéi kann een esou vill Hypokrisie an enger Persoun konzentréieren?

#### (Interruption)

Wat sot Der?

» M. Marc Spautz (CSV).- War dat net Äre Generalsekretär? Mat där Ausso.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Ah jo. Dat ass ganz richteg, wat den Här Spautz do sot. Här President, ech si frou, datt e mech drun erënnert. Dat beweist och d'Differenz tëschent der CSV an der ADR.

Do ass eng Ausso vun eisem Generalsekretär gemaach ginn, wou mir eis virun zesummegeesat hunn, Här President, mir hunn driwwer diskutéiert, an eisen nationale Comité, eis Partei huet eestëmmege eng Décisioun geholl, wat d'Positioun vun der Partei wär. Mir hunn déi och kloer no bausen dokumentéiert. Sou hu mir dat gemaach.



An der CSV, Här President, do waren och zwou Deputéierten, déi haten och eng Ausso gemaach.

» **M. Ben Fayot (LSAP)**.- Entschëllegt. Dir hätt dat solle virdru maachen, Här Gibéryen, am plaz duerno.

» **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dann hätt d'CSV vläicht geléiert. Mä d'CSV, déi ass net esou mat hire Leit emgaange wéi mir dat gemaach hunn. Do ass geschwat ginn, d'CSV wier als Geisel geholl ginn. Do ass geschwat gi vum „Zickenkrieg“ an der CSV. Et huet een CSV-Deputéierten zu mir gesot: Eis Tussien aus dem Osten, déi sinn amgaangen duerchzedréinen,...

» **Une voix**.- Merci!

» **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- ...a mir sinn nach annerhaleft Joer virun de Chamberwahlen, Här President.

Här President, esou ass d'CSV mat deem dote Problem emgaangen. Et weess haut nach kee wéi der CSV hir Positioun dann elo

iwwerhaupt an deem doten Domän ass. Den Zickenkrieg geet anscheinend nach riicht weider. Mir hunn op jidde Fall - Här Spautz, dat hutt Der ganz richtig gesot - ,...

### (Interruptions)

...Här President, eis kloer an eiser Positioun bezunn.

Zréck awer zu der Rententripartite, Här President. Mir hunn och duerfir ganz wéineg Vertrauen an déi Rententripartite do. Well dat sinn am Fong déiselwecht Leit, déi an der leschter Tripartite d'Gelder aus de Pensiounskeese vun dem Privatsecteur erëm weider geklaut hunn. Do sinn erëm weider Décisioune geholl ginn, wou d'Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur geplëmmt ginn! An dat permanent! Dat ass och en Accord vun der Tripartite.

Déiselwecht Leit kommen dann elo zesummen a soen, elo musse mer eis Gedanke maachen iwwer eng laangfristeg Finanzéierung. Do hu mer guer keng gutt Gefiller, wann déi do zesummekommen, a mir wäerten och elo scho soen, dass mer duerfir enner kengen Emstänn wäerten akzeptéieren, dass weider Verschlechterunge kommen. Well wann déi Gelder an de Pensiounskeese bliwwen wieren, déi dra misste sinn, wann net permanent

d'Regierungen doranner Gelder klaue ginn a wann déi Gelder géife gutt ugeluecht ginn, dann hätte mer kee Problem.

Wéi de Kolleeg Carlo Wagner nach Minister war, ass d'Gesetz gemaach ginn, fir d'Gelder kenne besser ze placéieren. Dat huet gedauert, Här President, bis anscheinend elo ausganks dëses Joers, bis een Deel vun deene Gelder placéiert ginn ass. A mir kréien da gesot, dass mer wahrscheinlech 2% méi Rendement kéinte kréien iwwer dat dote Placéieren. Wa mer wëssen, dass mer hei net vu Peanuts schwätzen, mä mir schwätze vu siwe Milliarden Euro, déi mer kënnen investéieren, da freet ee sech, firwat dass d'Regierung esou lues war - méi lues geet et net! - fir déi Gelder ze placéieren, wou dann elo de Pensiounskeese Milliounen vun Euroe verluer gaange sinn, déi d'Banke verdéngt hunn!

Do muss ee sech dach d'Fro stellen, wem seng Interessen hei verschidde Leit vertritt hunn, wéi se déi Gelder nach net placéiert hunn. Dann huet ee ganz einfach e schlecht Gefill, wann elo déiselwecht Leit hannert zouenen Dieren erëm eppes ausmauschelen.

Mir hu kee Vertrauen do a mir soen, mir akzeptéiere keng Verschlechterungen am Pensiounswiesen! Wann d'Gelder an de

Pensiounskeese bliwwen wieren an uerdentlech placéiert gi wieren, dann hätte mer absolut, absolut keng Problemer, fir eng méttel- a laangfristeg Pensioun ze finanzéieren!

Här President, mir stinn 18 Méint virun den nächste Parlamentswahlen. Haut kann een awer schonns soen, dass déi zwou Regierungsparteien, d'CSV an d'LSAP, déi virun de Wahlen „de séchere Wee“ an „mir paken et un“ versprach hunn, bei de grouse Problemer, déi d'Land huet, um Niveau vun de Finanzen, Investitiounen, Chômage, Wunnensbau, öffentlechen Transport, Schoulpolitik an esou weider virun enger eenzeger grousser Katastroph stinn. Mir wëllen eis un där net bedeelegen an duerfir stëmme mer géint de Budget.

» **M. Robert Mehlen (ADR)**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eise Budgetsdebatte fir haut. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um 9 Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

# SÉANCE 16

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Jos Scheuer, Vice-Président**

## Sommaire

### 1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

- *Discussion générale (suite):* M. Aly Jaerling, M. Lucien Thiel, M. Charles Goerens, M. Roger Negri, M. Carlo Wagner (motion 1), M. Gilles Roth, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
- *Motion 1:* M. Gast Gibéryen, M. Carlo Wagner (proposé des modifications de texte), M. le Ministre Luc Frieden

### 2. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

» **M. le Président**.- D'Sitzung ass op.

Vu dass d'Regierung nach net present ass, ka se eis och keng Kommunikatioun maachen.

Mir fueren da weider mat den Debatten, wou mer gëschter Owend opgehale haten, mat de Budgetsdebatten. Fir haut hu mer nach sechs Riedner: den Här Aly Jaerling, den Här Lucien Thiel, den Här Charel Goerens, den Här Roger Negri, den Här Gilles Roth an den Här Carlo Wagner. Deen éischte Riedner huet elo d'Wuert, den honorebelen Här Jaerling.

### 1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

*Discussion générale (suite)*

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)**.- Merci, Här President. Der Madame Rapportrice och vu menger Sait aus Félicitatioune fir hire Rapport. Hire Rapport, awer och dee vum Här Finanzminister, reflektéiere genau déi Politik, déi dës Regierung sät hirem Untrétt bedreift.

Si nennen déi Politik eng Politik vun der Continuitéit, vun de Spuermoosnamen a vun der Förderung vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit. Ech nennen dës Politik éischter eng Politik vun der kontinuierlecher Austéritéit. Et ass effektiv, wéi scho gesot ginn ass, déi schlémmsten Austéritéit sät de Krichsjoren, ebe well se mam

Accord vun de Gewerkschaften zustane koom, déi net nëmmen de Kapp gebéckt hunn, mä hir Verrieder hei an der Chamber och nach dat Gesetz iwwer d'Indexmanipulatione matgestëmmt hunn.

Uganks den 80er Joren hate mer och schonn eng Kéier esou Austéritéitsmoosnamen, mä do stoungen d'Gewerkschaftler do, wou se higeheieren, nämlech an der éischter Rei bei hire Kollegen, déi géint d'Austéritéitsmoosname gestreikt hunn. Mä deemools war d'LSAP an der Opposition a stoung nient de Gewerkschaftler. Dat huet d'LSAP duerno an d'Regierung bruecht, wou si déi Austéritéitsmoosnamen awer net ofgeschaaft huet, an haut nach steet se nieft der CSV fir alt erëm eng Kéier Austéritéitspolitik mat duerchezéien.

Här President, an dësem Land liewen och Mënschen. Dat schéngt awer nach net bis bei dës Regierung duerchgedrongen ze sinn. D'Politik soll sech nom Mënsch orientéieren an net géint de Mënsch. Et ass awer dat wat sät Joren hei am Land geschitt. Wann d'Regierung e budgetären Enkpass verspiert, versicht se sech ëmmer bei deene gesond ze stoussen, déi schonn näischt hunn. Dat ass méi einfach wéi sech u verschidde Lobbye reiwen ze goen. Déi sozial Schwaach an d'Salarat gi permanent geplëmmt an och d'Famillje si mat där onsozialer Manipulation vum Index gebedelt ginn. Klengverdenger a Rentner, fir déi den Index déi eenzeg Opbesserung vun hirem Kafkraaft bedeit, falen och dorënner.

Elo soll dës Austéritéitspolitik och nach am Joer 2008 weidergefouert ginn, obwuel et keng Grënn méi dofir ginn. Dorunner ännert och déi sougenannte selektiv Steueropassung näischt. D'Famillje sollen eng Opbesserung vun 922 Euro pro Kand zougestane kréien. Dat sinn awer keng 922 Euro netto, well den Abatement fir Kanner

bei de Steieren ewechfällt. Déi 922 Euro solle wéinst administrative Schwierigkeeten eréischt Enn 2008 ausbezuelt ginn. De steuerlechen Abatement fir Kanner soll awer schonn ab Januar 2008 ewechfalen, esou dass deemno eng Famill zum Beispill mat dräi Kanner, déi bis elo Steuerklass 2.3 war, dann als Steuerklass 2 behandelt gëtt an da Steiere muss bezuelen iwwer d'ganzt Joer 2008 eraus.

Dës Mesure ka vill Famillje mat klenge Revenuen an d'Précaritéit geheien. Wann ee wierklech de Famillje wëllt entgéintkommen, dann dierft d'Ofschafe vum Steuerabatement fir d'Kanner eréischt ab 2009 gëllen, wann d'Leit hir Sue kritt hunn. Et dierft dach net sinn, dass de Stat eppes besteiert, wat d'Leit iwwerhaupt nach net kritt hunn.

Bei dëser sougenannter Steierelektivitéit ginn et der awer och, déi guer näischt kréien, an dat ass hei iwwerhaupt nach net ernimmt ginn. Dat sinn déi, déi keng Steiere bezuelen an trotz der 6%eger Upassung vun der Steiertabell eidel ausginn. Dat si Familljen ouni Kanner, Rentner, Witfraen a Witwer, all déi also, déi schonn net vill hunn. Dofir profitéieren d'Groussverdenger, esouer wéi mir zum Beispill, awer ëmsou méi vun dëser esou sozialer Mesure.

Här President, et ass eng falsch Politik, wann een un d'Kärzell vun der Gesellschaft zape geet, an d'Kärzell vun der Gesellschaft ass nun eben emol d'Famill. Et muss an d'Famill investéiert ginn an och besonnesch an d'Grënnung vu Familljen!

Wann ee gären hätt, dass eis demographesch Situatioun sech verbessert a mer net weider musse Familljen importéieren an och wëlle verhënneren, dass eis Familljen an d'Grenzgebiddere auswanderen, da muss den Invest an d'Familljen hei am Land eng absolut Prioritéit hunn. Dat schonn eleng fir de Kanner déi Ausgangsbasis ze ginn, déi se brauche fir an engem gesécherter Umfeld opwuessen ze kënnen. Dofir ass et och wichtig, dass all Elterendeel vun der Famill ofgesécherert ass.

D'Sozialversécherung muss esou orientéiert sinn, dass och wann ee vun den zwou Partner doheem bleift, fir sech ëm d'Famill ze këmmen, deen anere Partner seng Rechter behält. Dat net nëmme wat d'Ofsécherung an de Krankekeese betrëfft, mä och am Pensiounswiesen. An dofir muss menger Usiicht no den Artikel 177 vum Code des Assurances sociales esou ausgeriicht ginn, dass net nëmmen den Assuré principal pensiounsversécherert ass, mä och säi Conjoint automatesch matversécherert si muss, wann hien net schafft, esou wéi dat och bei de Krankekeesen de Fall ass.

D'Madame Rapportrice huet jo hei iwwer de Splitting vun de Rente geschwat. Fir mech ass dat keng Léisung, well et riskéiert

zwee Sozialfäll ze schafen. Ech ka mat esou enger Léisung net d'accord sinn.

Fir mech ass déi eenzeg richtig Léisung, fir ze verhënneren, dass am Fall vun enger Scheedung vu Rentner keen zu Schued kënn, hinnen allen zwee zumindest d'office d'Mindestrent zouzegestoen. Mënschen, déi hiert Liewe laang hir Tache erfëllt hunn, mussen eis dat jo awer wäert sinn. Fir also zousätzlech Sozialfäll an Zukunft ze verhënneren, mussen d'Pensiounsrechter d'office op déi zwee Liewenspartner iwwer de Wee vun enger eenzeger gemeinsamer Cotisatioun iwwerdroe ginn. Och muss onbedéngt d'Situatioun vun der Hausfra respektiv dem Hausmann revaloriséiert ginn.

Här President, et ass och verschiddentlech hei ugeklongen, dass méi misst an d'Jugend investéiert ginn, sief dat iwwer de Wee vun der Educatioun, awer och iwwer den Dialog mat hinnen am Kader vun engem effektive Matsproocherecht. Dat kann een nëmmen ennerstëtzen, mä et dierft awer net esou sinn, dass een dann am gläichem Otemzuch seet, et wier genuch an den Drëtten Alter investéiert ginn, well den Drëtten Alter stellt ëmmerhin ëm déi 30% vun eiser Bevölkerung duer an dat mat steigender Tendenz, an hien huet gradesou spezifesche Bedierfnisser wéi déi Jugendlech.

Den Drëtten Alter ass besonnesch am Beräich vum Bénévolat eng wichteg Valeur an eise sportlechen a kulturelle Veräiner a misst an deem Kontext och nach weider gefördert ginn. An och ass den intellektuellen an de fachlechen Know-how vum Drëtten Alter eng wichteg Ressource fir eis Gesellschaft an als Apport a ville Beräicher ze gesinn. Duerfir schéngt et mer wichtig den Drëtten Alter ze fördern an am Kader vun enger Rentekummer an eist institutionell a politescht Liewen anzubannen.

Gradesou wéi och déi Jonk, déi een iwwer de Wee vun enger Institutionaliséierung vun hirem Matsproocherecht méi intensiv kéint an eist politescht Liewen abannen, dat och am Beräich vun der Educatioun, wou d'Instruction civique onbedéngt während där ganzer Schoulzäit e Kapitel vun hirem Ausbildung bleiwe misst.

Här President, well ech net allze vill Riedezäit hu wëll ech iwwer eng Dépense schwätzen, déi mer am Budget awer scho sät längerem um Mo läit, an dat ass zwar déi aus der Sektoum 007 vun Budget. Dat ass elo keen Artikel, fir dem James Bond en neien Auto ze kafen, mä dat ass deen Artikel, deen d'Gehälter vun de reliéise Communautéite festleet.

Souwuel dem James Bond säin Auto wéi och d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten hu menger Usiicht no näischt an engem Statsbudget verluer. Wéi



Dir jo och vläicht nach an Erënnerung hutt, Här President, hat ech den 13. am Karschnatz eng Interpellatioun zum Thema Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten ugefro, aus där awer eng Question avec débat vun der Regierung gebastelt ginn ass.

»» **M. Charles Goerens (DP).** - ...am Wantermount, ne?

»» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Mir sinn elo am Chrëschtmount.

**(Hilarité)**

De Wantermount ass de Januar, Här Goerens.

**(Interruption)**

Jo, d'Lëtzebuergesch ass eben eng gelunge Sprooch. Wann ech elo richteg Lëtzebuergesch géif mat ech schwätzen, da géift Der vläicht guer näischt verstoen.

»» **M. Henri Grethen (DP).** - Da géift Dir Jéinesch schwätzen.

»» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Jéinesch, jo. Dat huet meng Mamm ëmmer mat mir geschwat, wann ech näischt verstoe sollt.

»» **Une voix.** - Dat ass hir gelongen.

**(Hilarité)**

»» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Jo, merci.Mä, Här President, déi Froen...

»» **M. le Président.** - Här Jaerling, loosst lech net oflenken, well Är Zäit ass...

»» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Déi Froen, déi bei der Question avec débat kee gestallt hat, déi si jo awer bekanntlech verluer gaangen, dofir wëll ech nach eng Kéier hei erënneren ëm wat et gaange wier, wa meng Interpellatioun guttgeheescht gi wier.

Et geet am Fong ëm d'Virdeeler respektiv d'Nodeeler vun der Relatioun tëschent Kierch a Stat an der Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten. Ursprünglech war jo nëmme eng reliéise Communautéit vum Stat ënnerstëtzt an unerkannt ginn, an och hir Kultdeeg sinn zu gesetzleche Feierdeeg erkläert ginn.

Et huet opgrond vun der Diversitéit vun eiser Gesellschaft dann awer och nach aner reliéise Communautéite sech zu Wuert gemellt fir déiselwecht Rechter ze kréien, esou datt d'Fro sech gestallt huet, ob een deenen och soll déiselwecht Rechter ginn, oder d'Relioun zur Privatsaach erklären, mat där de Stat näischt dierf ze dinn hunn, an da kengem méi eppes ze ginn.

De 6. am Broochmount 1988 ass Kloerheet geschaf ginn, an do ass hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt ginn. Eng Motioun, déi ouni Géigestëmm ugeholl gouf an déi d'Regierung - deemools CSV-LSAP - opgefuerdert huet, alle reliéise Communautéiten, déi bestëmmte Bedéngungen erfëlle missten, iwwer eng Konventioun hire Pateren, oder wéi se och soss ëmmer heeschen, d'Gehälter ze bezuelen.

2004 am Mee sinn do ënnert der CSV-DP-Regierung dann zwou där Konventiounen zur Diskussioun gestallt ginn. Bei där enger huet d'LSAP sech enthalten, bei där aner huet se dergéint gestëmmt. Déi aner Oppositiousparteien hu géint déi zwou Motiounen gestëmmt.

Dëst Joer ass dann och nach public gemaach ginn, datt d'CSV-LSAP-Regierung eng Konventioun mat enger weiderer reliéiser Communautéit wëllt agoen, esou datt een elo net méi weess, wou ee mat deene Parteien drun ass, déi an hire Grondsätz d'Trennung vu Kierch a Stat stoen hunn.

Wëlle se dat nun elo, oder wëlle se et net? Zumindest schéngt et, wéi wann am Joer 2008 keng Konventioun mat enger zousätzlecher reliéiser Communautéit géif ofgeschloss ginn, well am Budget déi finanziell Mëttelen dofir net virgesi sinn.

Eng seriö Diskussioun, eng déif gräifend Diskussioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat kéint awer endlech Kloerheet doriwwer verschafen, wat déi eenzel Parteien dann elo wëllen a wéi wäit datt se gewëllt sinn ze goen. Et schéngt awer esou, wéi wann déi Diskussioun géif absichtlech verhënnert ginn. Wat een och verstoe kann, well all déi, déi mat der CSV an d'Regierungsbett wëllen, net emol am Schlof iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat dierfen dreemen.

**(Interruption)**

Jo. Dir schwätzt zwar heiansdo gutt.

**(Hilarité)**

Här President, wann een iwwer Trennung vu Kierch a Stat schwätzt an dat a senge Grondsätz stoen huet, da muss een dat dann awer och mat alle Konsequenzen duerchdenken. An da geet et net nëmme dorëm, fir d'Gehälter vun de Kultproffen ze

suppriméieren, mä da geet et och dorëm, datt och keng Relioun eppes an de Schoule verluer huet.

An da geet et och ëm d'Fro, wann d'Trennung vu Kierch a Stat da vollzunn ass, ob de Stat nach d'Recht huet, reliéis Kultdeeg als national Feierdeeg ze deklaréieren. Well jo eis Regierung an och aner Parteien hei am Land permanent beméit sinn, fir eis Betriber kompetitiv ze halen, dierfe se jo och dann deemno keng reliéis Kultdeeg als Feierdeeg erklären, déi eis Wirtschaft jo awer Milliounen kaschten.

An eis Wirtschaft, déi ass jo net reliéis; déi eenzeg Kultdeeg, déi eis Wirtschaft am Fong huet, dat sinn d'Clôture vum de Boursen. Wann also all déi, déi fir d'Trennung vu Kierch a Stat sinn, an dat si jo véier Parteien heibannen, wierklech hire Grondsatz wëllen duerchsetzen, misste se och hire Memberen erklären, datt dann och déi reliéis Feierdeeg missten ofgeschafft ginn. Ob dann d'Begeeschterung bei hirer Basis och nach esou grouss fir d'Trennung vu Kierch a Stat wäert sinn, dat ass dann awer ze bezweifelen.

Op jidde Fall wier d'Trennung vu Kierch a Stat fir eis Wirtschaft, virun där jo heibannen eng grouss Zuel an d'Knéie ginn, e gudd Moye fir d'Kompetitivitéit ze stäerken. Dësen Aspekt vun der Diskussioun ëm Trennung vu Kierch a Stat ass nach ni esou richtig ugeschwat ginn. D'Diskussiounen dréine sech ëmmer nëmme ëm d'Gehälter vun de Kultproffen an d'Käschte vun hiren Infrastrukturen.

Ech hoffen, Här President, datt mer awer nach eemol hei eng déif gräifend Diskussioun kréien, an där och de wirtschaftleche Käschtepunkt vun der staatlecher Relatioun mat der Kierch considéiert gëtt. Vläch fannen ech jo och fir Chrëschttag eng Interpellatioun ënner mengem Beemchen.

Här President, ech wëll nach kuerz och e bëssen d'Taxen uschwätzen. D'Taxen, déi elo am Fong opgrond vun der Regierungsphilosophie op de Käschtedeckungsprinzip zousteeieren, wat d'Gemengen dozou féiert, d'Taxen ze erhéijen an de Leit ëmmer méi an de Portemonnaie ze gräifen, wat besonnesch bei deene Leit, déi schon net vill hunn, ganz grouss Problemer ka schafen.

Engersäits gëtt vu verschiddene Gemengen de Käschtedeckungsprinzip dann och kloer duerchgezunn, mä op där anerer Säit gi se dann awer hin a se entbanne sech vu substanzuelle Recetten, andeems se de Gewerbesteiertaux senken. Dat ass eppes, wat ech net verstinn, dass eng Gemeng engersäits sech substanzuell Recettë selwer ewechhëlt an dann op där anerer Säit awer d'Gemengentaxen erhéicht, fir dann déi Suen de Bierger aus der Täsche ze huelen.

Ech kennen nëmme zwou Beispiller, dat sinn d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch, mä datt ass awer eng Politik...

**(Interruption)**

...déi einfach...

Och nach derbäi sinn déi Gréng am Schäfferot, dat hat ech bal ganz vergiess, mä ech wëll awer domat kloer soen, e Schäfferot an och eng Regierung hunn eng kollektiv Responsabilitéit. Et ass keen eleng Schold. Schold si se ëmmer allen zwou.

Dann hu mer och nach d'Autosteieren, déi jo réckwierkend drastesch erhéicht ginn. Op d'Fro hin, an den Här Transportminister war jo awer bereet, iwwert de Radio sech vun de Leit Froe stellen ze loosse an deem Zesammenhang, an op d'Fro hi vun engem Bierger un den Här Transportminister, wou dann déi Sue géifen higoen, ass keng kloer Äntwert komm.

Kloer ass op jidde Fall emol fir d'alleréisch, dass déi Sue fir d'éischt an de Statssäkel ginn, fir deen ze sanéieren. Ob se dann effektiv spéider do investéiert ginn, wou se missten, nämlech an der Förderung vun Ëmweltschutzmesuren, dat bleift elo nach ofzawaarden an dat muss och bewise ginn.

An et muss een och ganz gutt oppassen, dass dat Ganz ökologescht Gedeessems net haaptsächlech genotzt gëtt, fir nei Taxen ze erfannen an de Bierger zousätzlech Suen aus den Täschen ze zéien. Well mat Taxe gëtt de Problem net geléist a besonnesch net de Problem bei den Autoen, wou de Problem zu 70% importéiert ass a mir absolut keen Afloss dorop hunn.

Ëmweltschutz Jo, wann d'Suen effektiv doranner och erëm investéiert ginn. Well et duerf jo net sinn, datt mer, wann een deene Gréngen nolauschtert, datt mer dann op eemol mussen de Bensen leasen anstatt den Auto, oder den Auto mussen verkafen, fir kënnen tanken ze goen.

**(Hilarité et interruption)**

An de Problem gëtt nawell ëmmer méi grouss, wann d'Ëmwelttaxen zweckentfremt ginn.

Dann nach eng konkret Fro: D'Autosteier ass jo erhéicht ginn. Leit, déi awer schon en ekologeschen Effort gemaach hunn, sollen dat jo rembourséiert kréien, dat heescht, deen, deen no den alen Tariffer taxéiert ginn ass, awer no den neien Tariffer misst manner bezuelen, misst jo da forcément rembourséiert ginn, esou wéi et an d'Gesetz stoe kënn.

Duerfir meng konkret Fro un den Här Minister: Wéini soll dat geschéien, well d'Leit waarden elo schon op hir Suen?

Ech soen Iech Merci.

»» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Nächste Riedner ass den honora-belen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

»» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Här President, Kolleginnen a Kolleegen - hei kann ee bal soen: Gudd Moien -, dës Deeg sot e gudd Kolleeg, ee vun deene puer, déi heibanne sinn: „Du wäers dach net erëm iwwert d'Banke beim Budget schwätzen.“

**(Interruption)**

Jo.

Ech muss hie leider enttäuschen, well ech schwätzen nawell erëm eng Kéier iwwert d'Banken oder, besser gesot, iwwer eise Finanzsektor, well deen huet sech entrempts esou diversifiéiert, datt d'Banken nach just zwee Drëttel dovun ausmaachen.

Am Kontext vum Budget net iwwert de Finanzsektor ze schwätzen, dat wier ongeféier esou, wéi wann ee mat engem iwwert deem seng Famill, säin Haus, säin Auto, säin Hond géif poteren, ouni seng Aarbecht ze ernimmen, ouni déi hie sech esou munches vun deem net kënn leeschten.

Beim Statsbudget, iwwert dee mer dës Deeg jo diskutéieren hei, ass et genee d'selwecht. Ouni eis Finanzplaz géifen dem Finanzminister direkt an ouni d'Ëmgeréits 30% an der Keess feelen. Ouni déi 2,7 Milliarden Euro, déi d'Banken an d'Salarié vum Finanzsektor dat lescht Joer un eise Fisc iwwerwisen hunn, wier, reng theoretesch natierlech, de Sozial- a Gesondheitsminister zum Beispill ganz, a seng Kolleegin vun der Famill hallef eidel ausgaangen. A si zwee géréiere jo grad deen déckste Batz vum Budget. Also mengen ech, wier et schon net vu Muttwëll, wann ee sech am Kader vun de Budgetdebatten e puer Minutten mat eise Finanzsektor a senger Roll fir eise Stat auserneeetze géif.

Här President, déi sëlliche Suen, déi mer iwwer eis Finanzplaz erakréien, doen natierlech gutt. Och wann de Finanzsektor nëmme e gudden Zéngtel vun eiser Beschäftegung hei am Land ausmécht, ass dat, wat hien direkt an indirekt vu Geld ënnert d'Leit an och an d'Statskeess bréngt, op kee Fall ze veruechten. Ouni déi Milliarde géife mer eis wuel kaum am Spëtzelotoun vun de rächsten Natiounen vun der Welt halen, a mer kënnten eis viles vun deem net leeschten, wat fir eis zwar selbstverständlech, fir d'Leit am Ausland awer den absolute Luxus ass.

Wien heiansdo de Fouss iwwert d'Grenz setzt, dee weess, datt mer dobusse bewonnert an och emol beneit gi wéinst eise Wuelstand a wéinst deem héije sozialen Niveau, op dee mer eis mat der Zäit eropgeschafft hunn, an dat dank eise ekonomesche Succès. Mä dat ass d'Schokklassäit vun eiser Medail.

Déi aner Säit gesäit e bëssen anescht aus, och wa mer eis dat net ëmmer agestoen. De Revers heescht Ofhängegkeet, Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftsberäich, deem mer iwwert d'Moossen ausgeléiwert sinn an op dee mer souzesoe keen Afloss hunn.

An dann ass déi Ofhängegkeet och nach gläich duebel: Engersäits ass et déi generell Ofhängegkeet vun eise Land vun deem enge Sektor an anerersäits den Ëmstand, datt mer de Konjunkturschwankunge vun deem weltwäit vernetzten, haut seet een éischer globaliséierter Finanzsektor total ausgeléiwert sinn. Béid Ofhängegkeete si wuel de Präis, dee mer fir de Wuelstand bezuele mussen, dee mer zu engem gudden Deel eise Finanzplaz verdanken.

Mä datt muss nach laang net heeschen, datt mer eis an eist, bis elo allerdéngs éischer komfortabelt Schicksal ergi missten. Och wa mer net esou ouni Weideres aus där Ofhängegkeet erauskommen, gëtt et dach Mëttel a Weeër, fir se e bëssen an d'Gitt ze kréien a se e Stéck ze kieren.

Fänke mer bei eise quasi Monolithismus, also där eesäiteger Ausrichtung vun eiser Wirtschaft un. Domat misste mer jo eigentlech gutt eens ginn, well, wann ee weess, wat et heescht, sech bal ganz eleng op een an deeselwechte Secteur ze stäipen, da si mir et - d'Lëtzebuurger.

Honnert Joer laang hu mer eleng op eng Ekonomiesbranche gebaut a sinn domat gutt gefuer. Eise Minett an de Stol, dee mer doraus geschmolz hunn, huet eis räich gemaach an huet eise Politiker et erlaabt, de Wuelstand an d'sozial Ofsicherung e Stéck méi héich wéi soss anzwousch eropzeschrauwen.

Dee Monolithismus huet also kee gestéiert. Am Contraire. A wéi en hätt wierklech geféierlech kënnen gi fir Land a Leit, huet ausser deen direkt Beträffenen am Minett kaum een et am Rescht vum Land gespuert. Mat der Strukturkris, déi déi europäesch Stolindustrie Enn de 70er, Ufank den 80er Joren uerg gebeidelt huet, ass weder eis Economie nach eist Land d'Baach erfogaangen.

Virwat? Mä well an der Tëschenzäit mat de Banken eng nei Wirtschaftsaktivitéit bei eis entstane war, déi amstand war, d'Relève vum Stol ze huelen an hien als Fëllement vun eise héije Liewensstandard ze ersetzen. Mer waren also mat engem bloen A dovukomm.

Mä dat wëllt nach laang net heeschen, datt dat ëmmer esou misst goen. Nach esou eng Kris wéi déi vum Ufank der 80er Jore kéint eis dës Kéier d'Genéck briechen, well fir de Moment gesäit et net dono aus, wéi wa mer e valabelen Ersatz parat hätte fir de Fall, datt eppes schifgeet mat eiser Finanzplaz. Schon eleng duerfir muss mer kucken, wéiwäit mer eis aus der Ofhängegkeet vun eiser monolithescher Wirtschaftsstruktur erausschaffe kënnen, a wéi eng Akzenter dofir am Statshaushalt gesat mussen ginn.

Här President, d'Zauberformel heescht natierlech Diversifikatioun. Awer wéi eng Diversifikatioun? Soll se dora bestoen, datt mer versichen, d'Rad vun der Zäit zréckzedréien an erëm méi Gewicht op déi industriell Aktivitéite leeën - bei eise Léin a bei eise Ëmweltuspréich?

Oder sollte mer eis net verstärkt no Aktivitéiten an neie Beräicher ëmkucken, déi eis wuel eng gewëssen Ëmstellung ofverlaangen, déi awer dofir ganz aner Zukunftsperspektive bidden. Et gëtt behaupt, eis Mutatioun zu enger Déngschtleeschungsgesellschaft hätt als Konsequenz, datt intellektuell manner begaabe Matmënschen net méi matkéimen an datt mer domadder an eiser Gesellschaft - wéi et haut esou schéin heescht - eng Sozialfraktur riskéieren. Duerfir misste mer eis Wirtschaft esou opstellen, datt si Beschäftegung fir jiddferee géif bidden.

Dat ass bestëmmt net falsch. Mä dat heescht awer och net onbedéngt e Retour en arrière. Och déi nei Aktivitéiten, sief et den Internet-Commerce oder alles, wat mat der Logistik ze dinn huet, bidden eng breet Beschäftegungspalette vun där einfachster Manipulatioun bis zur héich sophistiquéierter Handhabung, also Beschäftegung fir jiddfereen.

Ofgesinn dovunner wier et wuel net glécklech, wann ee sech op déi traditionell Berufsausbildung versteiwe géif, amplaz d'Formation op déi nei Beruffer auszerichten. Mer sinn eise Kanner et schëlleg, datt mer si op Beruffer virbereeden, déi och muer an iwwermuer hire Mann an hir Fra erniere kënnen.

Et ass schon esou munches a puncto Diversifikatioun bei eis probéiert ginn, wat dann emol méi an och emol manner ugeschloen huet. Am Moment schéngt mer eis virun allem op den elektronischen Handel anzeschéissen, och wann eis do ëmmer erëm Knëppele vun eise léiwen Europapartner an d'Spechele gedikt ginn.

Deen anere Créneau, an dee mer eis Diversifikatiounshoffnunge setzen, ass d'Logistik, déi hirersäits allerdéngs erëm eppes mat Verkéier ze dinn huet, an duerfir ganz séier mat där grénger Nohaltegkeet ze kollidéiere riskéiert.

Béid Orientéierung sinn net ze verwerfen. Well trotz hire méiglechen, haut seet ee



Kollateralschied, passe si dach grad gutt an de Lëtzebuenger Kontext an hunn duerfir bei eis vläicht besser Chancë sech opzedi wéi anzwousch anescht. Ob si awer eleng duerginn, fir eis am Eeschfall iwwer Waasser ze halen, steet op engem anere Blat.

Duerfir mussen mer weider no neien Nische sichen, déi iwwregens net ëmmer esou ganz nei si mussen. Am Contraire, am beschten, et kuckt ee sech fir d'éischt an deene Beräicher ëm, an deenen ee schon e bëssen doheem ass. Do bidde sech munchmol Erweiterungs- an Ausbauméiglechkeeten, bei deenen eisen Know-how, dee mer eis mat der Zäit ugëeegent hunn, duerchaus vu Virdeel si kann.

Eent steet allerdéngs fest: Bei eisen Uspréich, déi mer hautdésdags un d'Akommessen an un d'Liewensqualitéit stellen, ass de Choix u méiglechen neien Aktivitéiten net iwwerméisseg grouss.

An da kënn och nach dobäi, datt mer e ganz seriöse Problem hunn, wa mer eis Économie méi breet maache wëllen, an dat ass trotz eisen 10.000 Demandeurs d'emploi de Manko un Aarbechtskräften.

Firwat bräichte mer soss all Dag 138.000 Grenzgänger, déi bei eis schaffe kommen, wa mer genuch Hänn a Käpp am Land selwer hätten, fir déi Aarbecht ze maachen, déi ufält?

Iwwer all deenen Diversifikatiounsefforten därefer mer awer och d'Lokomotiv selwer net vergiessen, déi eis Économie bis op Weideres um Rullen hält, nämlech eis Banken. Och eise Finanzsektor huet sech diversifiéiere missen, fir den internationalen Uschloss net ze verpassen. En Usaz dozou ass him och plus ou moins gelongen. Mä et bleift nach e bëssen Aarbecht, fir eenzelner vun deenen neie Créneue voll un d'Dréinen ze kréien.

Eng wesentlech Roll spillt dobäi - net nëmme fir de Finanzsektor - eis Uni, déi direkt duebel gefuerdert ass. Engersäits soll si Topspezialisten ausbilden an op där anerer Säit soll si dofir surgen, datt iwwer hir Recherche d'Innovatioun zum Zoch kënn. Well nëmme mat neie Produkter a mat neien Déngschtleeschunge kënnen mer et fäerdeg bréngen, och an Zukunft d'Nues an der internationaler Kompetitioun vir ze behalen.

Duerfir ass et esou wichteg, datt mer an eiser Uni net e Prestige- oder e Luxusobjekt gesinn, mä eng absolut Noutwendegkeet fir d'Ofsicherung vun eiser Zukunft. De Fait, datt d'Kreditter souwuel fir d'Uni selwer wéi och déi fir d'Recherche vun engem Joer op dat anert massiv am Budget an d'Luucht ginn, ass de beschte Bewäis, datt och d'Regierung sech dësen Enjeus voll a ganz bewusst ass.

Här President, elo nach e Wuert zu där anerer Ofhängegkeet, där, déi eis Finanzplaz an domat d'Häerzstéck vun eiser Économie esou ufälleg mécht fir d'Konjunkturachterbahn vun den internationale Finanzmäert.

Wat déi Ofhängegkeet fir Konsequenzen um budgetäre Plang kann hunn, hu mer jo virun net allze laanger Zäit erlieft. Dee gehäerzte Spuerprogramm, deen an der Tripartite huet misse gestréckt ginn, an all déi budgetär Moosnamen, déi an deene leschte Joren hu missen ergraff ginn, fir d'öffentlech Finanzen erëm an d'Gläichgewicht ze bréngen, si schliesselech duerch d'Aknécke vun de Finanzmäert ufanks dëses Jorhonnerts oder dëses Jorzéngts provoziert ginn.

D'Baisse vun de Boursen huet deemools voll op eis Banken duerchgeschloen, déi vun engem Joer op dat anert en Drëttel manner Steiere bezuelt hunn, wat natierlech de Statsbudget aus dem Gläichgewicht bruecht huet. Eréischt säit op där enger Säit d'Spuermesuren ugefaangen hunn ze gräifen an d'Dépensé manner séier wéi d'Recetté gewuess sinn, a wéi op där anerer Säit en neie Boom op den internationale Finanzmäert Bénéfisser an domadder och d'Steiere vun de Banken erëm opgeblosse huet, ass de Budgetminister aus dem Schneider; an dat souguer e Joer méi fréi wéi geplangt.

Wat kann een elo maachen, fir ze évitieren, datt eis en ähnleche Malheur an Zukunft net méi passéiert? Näischt, ass ee versicht ze äntwerten. Wat kënnen mir scho maache wann d'Weltmäert, aus wéi engem Grund och ëmmer, an d'Gätte ginn? Grad am Moment erlieue mir jo wéi kleng déi globaliséiert Welt ginn ass, an där et duergeet, datt de Wunnengsmarché an Amerika an d'Labrante geréit, fir datt d'Finanzwelt global de Schnapp krit; a mir natierlech mat.

Et schéngt mer evident, datt mir zimlech machtlos géint esou Konjunkturabréch sinn, an datt mir se esou huele mussen wéi se kommen. Mä wa mir déi Konjunkturtéitschen och net verhënnere kënnen, ass et dach awer duerchaus méiglech, datt mir op d'mannst bei hiren Auswierkunge géigesteiere kënnen. D'Lach kréie mer ees wéi ees an de Kapp, awer wa mir eis richtig uleeën, kréie mer nawell net gläich den Tommel. A richtig leeë mir eis wuel dann un, wa mir eng antizyklesch Politik maachen. Wat op Lëtzebuergesch net méi an net manner heescht, wéi datt mir eis de spréchiertlechen Apel fir den Duschtop d'Säit leeën.

Virun enger 20 Joer hat emol de Weltwährungsfong eis oder eiser Regierung geroden, et dach de Kuwaitien nozemaachen an e Fong unzeleeën, dee mir notamment a gudden Zäite mat Iwwerschëss gefiddert hätten, fir ënner anerem eise Passif social - dat heescht, eis Pensiounsengagementer - ofzedecken, a fir datt mir eis, allgemeng gesinn, un eppes ergräife kënnen wann et eng Kéier méi spat sollt ginn.

Mir hunn deemools dem FMI net gefollegt, well mir eigentlech schon eppes Ähnlech haten. Allerdéngs an e bëssen enger anerer Form. Dat waren an dat sinn eis Spezialfongen, déi mir regelméisseg fidderen, an aus deene mir eis grouss Infrastrukturprojeten - Autobunnen, Eisenbunnen, Schoulen, Kläranlagen an esou weider - finanzieren. Vlächicht well mir déi Spezialfongen deemools schon haten, hu mir kee „Luxembourg Investment Fund“ op d'Bee gesat. Soss hätte mir haut scho laang dat Instrument, dat sech neierdengs all déi neiräich Länner uechtert d'Welt zouleeën, fir hir Iwwerschëss dran ze tässelen.

Haut sinn dës sougenannt souverän oder Staatsfongen in. A si maache Schlagzeilen, net fir d'lescht, well se sech nawell ganz gutt och als politesch Muechtinstrumenter asetze loosse. Bei Wäitem deen déckste Fong huet am Moment de Golscheichtum Dubai, mat deem mer jo elo en Duebelbesteuerungsofkomme ënnerzeechent hunn. Mä ganz grouss am Komme sinn d'Russen, bei deenen een un Enn nu wierklech net weess, ob si nëmme kommerziell oder nach aner Ziler am Schna hunn, wa si elo hir Pétrols- a Gasmilliarden uechtert d'Welt investieren.

D'Iddi vun esou engem Fong gescheert och nach haut an deem engen oder anere Kapp bei eis. Mä ech mengen, fir esou e Fong ass et elo ze spéit. Well mir jo schon esou eppes Ähnlech am méi Klengen hunn, nämlech engersäits eis staatlech Investitiounsfonge fir all déi grouss Infrastrukturprojeten, an anerersäits dee kierzlech démarrierte Fong, an deem d'Reserve vun eise Pensiounskeesen zesumme-getässelt goufen, an deen elo e bësse méi professionell a profitabel géréiert gëtt.

Dat Eenzegt, wat mir do nach maache kënnen, fir d'Folge vun de Konjunkturabréch op de Finanzmäert mat hiren iwwerdimensionierten Auswierkungen op eist Land offiederer ze kënnen, ass datt mir eis zur Budgetregel maachen, datt mir nach e bësse Schmant ofschäffen, fir eng zousätzlech Reserv unzeleeën. Eis Zentralbank proposéiert an deem Zesammenhang e systemateschen a vu vieren ageplangtene Budgetiwwerschoss an der Héicht vun 1,5% vun eisem Bruttosozialprodukt, mat deem mir dann d'Ufällgkeet an d'Ofhängegkeet vun eiser Économie kënnen offiederer.

Dat heescht awer och op där anerer Säit, net méi an net manner, wéi datt mer e bësse méi wéi elo op der Dépensésäit mussen huwelen. An dat héiert natierlech kee gär, ugefaange bei eis selwer hei an deem héijen Haus.

Datt deen nächste Knéck op de Finanzmäert kënn, dat ass no der Erfahrung aus der Vergaangenheet esou sécher wéi den Amen am Gebiet. Vlächicht kënn deen Abroch souguer méi séier wéi eis dat léif ass. Waarde mir emol d'Ofschlëss vun 2007 bei eise Banken of, fir ze gesinn awéiwäit d'amerikanesch „sub-prime“-Kris eis net awer nach erwécht; wat dann net onni gréisser Aus-

wierkunge souwuel op eis Finanzplaz wéi och op eis Statskonte bleiwe géif. Do kënnen mir nëmme dat Bescht hoffen. Mä datt och bei eise Budgetiwwerleeungen de Prinzip Hoffnung eng gewisse Roll spillt, huet gëschter de Michel Wolter eis jo mat senge Rechenexemplen zimlech daitlech hei virun Ae geféiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et soll ee gewëss net der Däiwel un d'Mauer molen an d'Gespenst vun engem Wirtschafts-GAU eropbeschwiieren, trotzdem däreer een de Gedanken net ganz ewechdrécken, datt sech widderhuele kéint wat eis ufanks den 80er Jore mat der Stolkris op de Kapp gefall ass. Datt et emol eng Kéier wierklech haart op haart géif goen. Esou haart, datt eis Finanzplaz seriö an d'Wackele geréit, onni datt mir et bis dohinner fäerdeg bruecht hätten eng zolidd Alternativ opzebauen, ass net vu vieren auszuschléissen. A wat dann? Ech mengen, da bleift eis wuel näischt aneschters méi iwwreg wéi ze hoffen, datt eiser Herrgott alt erëm eng Kéier säi Lëtzebuenger Pass aus dem Tirang hält, wéi deemools wéi hien eis Grousspapp d'Minett entdecke gelooss huet, oder wéi hie gutt 100 Joer duerno eis d'Banken op Lëtzebuerg geschéckt huet.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Goerens.

» M. Charles Goerens (DP). - Här President, Dir Damm an Dir Hären, et wier een affrontéiert, fir d'Ried unzefänke mam Saz: Wie gehabt. All Joer deeselwechten Zeenario. Et hängt och vlächicht domat zesummen, well ech scho relativ laang an deem Haus hei sinn, an all déi Joren, wou ech hei war, war ech Member vun der Finanzkommissioun. Et huet awer och den Advantage, datt ee weess, datt déi, déi rapportieren iwwert de Budget vum nächste Joer, sech ganz vill Aarbecht maachen, an datt déi Suggestiounen, déi se maachen, meeschtens nëmme en indirekten Effekt hunn, well de Budget a sech selwer gëtt jo net wesentlech geännert. Mä indirekt ass awer en Impakt méiglech op déi Joren duerno.

Ech wollt och am Numm vu menger Fraktioun der Rapportrice vun dësem Joer Merci soe fir deen Asaz, dee se gewisen huet an der Finanzkommissioun. Dat ass vill Aarbecht, an ech mengen meng Kolleegen alleguer si mat mir eens, datt dat och déi néideg Unerkennung verdéngt, och vun eiser Säit.

„Wie gehabt“ kënn een och soen, wann ee schon eng Rei vun Interventiounen hei matkritt huet. Den Här Wolter huet e Samschdeg am „Lëtzebuenger Wort“ an engem Interview schreiwe gelooss, d'LSAP wier an der Bringschuld. Elo wësse mer jo wéi d'Koalitionsparteien awer forcéiert si mateneen auszukommen. An den Här Fayot huet sech gëschter als gudden Apdikter hei ervingedoen, andeems datt hien an homeopatheschen Dosen Äntwerte ginn huet...

(Hilarité)

...op dat, wat den Här Wolter hien erausgefuert huet. Den Här Wolter huet e bësse gestéppelt, an den Här Fayot ass net drop agaangen.

Ech mengen, aus senger Siicht hat hien och besser; mir wieren natierlech interesséiert gewiescht. Mä ëmmerhin, den Usaz war do, an déi nächste Kéier mécht den Här Fayot et besser. Ech soen dat och als Unerkennung vu mengem Kolleeg, dem Fraktiounspresident. Ech kann elo emol endlech op gläicher Augenhöhe mat him schwätzen hei. Duerfir hunn ech mer och dëst Joer erlaabt déi Remarque ze maachen.

„Wie gehabt“ kënn een och soen, wann een déi eenzel Rapportre gesäit vun de Berufschamberen oder vun deenen aneren Organer, déi de Stat kontrollieren. Ech wollt just een erausgräifen, onni awer elo den Androck opkommen ze loosse, déi aner wieren net wichteg. Mä ech wollt dat soen, wat den Yves Mersch, President vun der Zentralbank, virun der Finanzkommissioun gesot huet. Hien huet a senger Analys op d'Volatilitéit vun eenzelne Recetten a Recettébléck higewisen. Duvunner d'Konklusioun ofgeleet, datt et him net duergeet, datt d'Lëtzebuenger Finanzen am Equiliber sinn, wann de Statshaushalt am Equiliber ass, mä wann hien op alleguer déi Geforen higewisen huet, notamment déi grouss Ofhängegkeet, déi exzessiv Ofhängegkeet vum Finanzsektor mat méiglechem Aschnéit an d'Recetté fir déi nächst Joren, da geet hien dovunner aus, datt mer missten 1,5% Excédent ustriewen am Zentralhaushalt.

Ech wollt och emol de Budgetminister froe wéi hien dat gesäit, ob hien do op enger Wellelängt läit mam Här Mersch. Ech hat am Fong den Här Mersch zitéiert hei, deen an der Finanzkommissioun gesot huet mir sollen a terme 1,5% Excédent ustriewen am Zentralbudget, fir kënnen d'Risiko besser ofzefiederer an Zukunft. A meng Fro war déi wéi Dir dozou stéingt.

Z'joert huet deeselwechten, de President vun der Zentralbank, gesot mir hätte praktesch als eenzegt Land an der Europäescher Unioun nach net d'Moyenë fir eng Revue semestrielle oder trimestrielle vun der Exécution budgétaire ze maachen. Mir hunn also relativ schappech Instrumenter fir déi ganz Finanzpolitik ze pilotieren; wollt hien am Fong geholl domat op Lëtzebuergesch soen.

Ech wollt och de Budgetminister froe wéi hien dat gesäit, ob mer do den Nec plus ultra a sengen Aen hunn oder ob mer eis wierklech sollen déi Moyenë ginn. Ee vun de Grënn firwat mer de Budget méi spéit presentieren ass jo deen, datt een da méi wäit an dat Joer drop gesäit. Ech wollt froen, ob Der déi Aschätzung deelt an ob een do eppes drun ännere kéint. Dat emol zu den allgemenge Bemierkunge ronderëm de Budget, seng Exekutioun an dat wat mer mussen mëttel- a laangfristeg ustriewen, fir gesond Finanzen ze kréien.

An deem Zesammenhang wëll ech och un déi Motioun erënneren, déi mer z'joert hei gestëmmt hunn an engem, géif ech soen, konstruktive Geescht, wou et drëm gaangen ass fir de Conseil national de Développement durable ze chargieren mat enger Etüd iwwert d'Evolution vun den haapt Agrégats financiers à moyen terme.

Déi sinn amgang, esou wäit ech informéiert sinn, dorunner ze schaffen. A mir erwaarden och, esou wéi den Dispositif vun der Motioun dat virgesinn huet, datt mer nach virum Enn vun 2008 do Resultater kréien. D'Rapportrice huet dat iwwregens och an hirem Budgetsrapport mentionéiert. Ech mengen och, datt ee sech dovunner kënn relativ vill erwaarden.

Ech mengen déi Reflexioun, déi do gemaach gëtt, wa se esou der Chamber hirem Wonsch entsprechend realiséiert gëtt, gëtt lassgeliest vum Alldagsgeschäft an ass wierklech en zolitten, couragéierten, kloer Bléck an d'Zukunft. Wann dat de Fall net ass oder net wier, da könnte mer eis déi Aarbecht do erspueren. Ech perséinlech erwaarde mer jiddefalls vill dovunner. Et ass och eng vun de Konsequenze vun de Pourparleren, déi dem Lëtzebuenger Gesondungsprozess an de Finanzen virausgelaft sinn.

Gëschter ass hei menger Meenung no iertémlecherweis gesot ginn et wier an der Tripartite nëmme drëm gaangen, fir d'Statsfinanzen erëm an den Equiliber ze kréien. Dat ass richtig, mä et ass awer net ganz richtig, well et ass och drëm gaangen, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuenger Wirtschaft ze verbessern. An an deem Sënn, mengen ech, misste mer eis alleguer iwwerleeë wat mir maachen, fir och deem Zil gerecht ze ginn, och an eisen Aarbechtmethoden, och heibannen.

Net méi spéit wéi gëschter hu mer iwwer e Gesetz an der Émweltkommissioun diskutéiert, wou et iwwert den Impakt vun de Grands programmes a Grands projets op d'Émwelt geet. Op meng Fro hin, ob mer do eng Fiche technique hätten, wat dat do reng prozedurméisseg géif implizieren, hunn ech am Fong geäntwert kritt, datt dat nach net bei deem dote Gesetz gemaach ginn ass. Wat déngt dann dee beschten Entfesselungsprogramm, wa mer op esou engem wichtege Projet wéi deem doten, wou et vu Prozeduren, déi sech chevauchieren, nëmme esou wimmelt, dat net maachen. Mir missten eis also do systematesch zum Aktiounsprinzip bekenen, datt mer dat bei all Projet, deen een Impakt huet op d'Prozeduren, ergo och op d'Kompetitivitéit esou duerchzieie wéi mer dat bei méi feierlechen Debatten hei am Haus ëmmer erëm ënnersträchen.

Da kommen ech op e wichtege Sujet ze schwätzen, dee menger Meenung no an enger mëttel- a laangfristeger Finanzplanung indispensable ass, ech denken un d'Prospective, déi a wesentleche Beräicher hei am Land nach an de Kannerschong stécht. Si gëtt esou definéiert - ech hunn nach eng Kéier d'Définioun nogekuckt am Larousse -: «Science ayant pour objet l'étude des causes techniques, scientifiques, économiques et sociales qui accélèrent l'évolution du monde moderne et la prévision des situations qui pourraient découler de leurs influences conjuguées.»

Ech weess net, ob mer dat do systematesch an alle Beräicher maachen. Wuel hu mer hei am Land eng ganz Partie Wësse present,



mä fir d'Analyse en profondeur an d'Synthèse ze maache vun deeneselwechten an dorauer Zukunftspolitik ze maachen, do mengen ech felt awer nach ee Schrëtt.

Ech ginn lech ee Beispill: Elo an deem Moment, wou mir hei schwätzen, ass den Ëmweltminister zu Bali. Zu Bali gëtt geschwat iwwert d'Period Post-Kyoto. Post-Kyoto, dat geet no 2012 un. Dat Eenzegt wat mer wëssen ass, datt d'Europäesch Unioun ustriift 20% Reduktiounen ze maachen am CO<sub>2</sub>-Emissiounsberäich a wann déi aner grouss Acteuren, wéi zum Beispill d'Veereenegt Staten, géife matmaachen, da géifen et 30% ginn.

**(M. Jos Scheuer prend la Présidence)**

Dat ass u sech ee luewenswäert Zil. Ech wëll elo net eng ambitiéis Zilsetzung an d'Lächerlecht zéien, mä wann ee sech eng ambitiéis Zilsetzung gëtt, da muss een awer och kënnen den Usaz presentéieren, wéi een déi Zilsetzung do erfüllt. A mir ass et nach schleierhaft, wéi dat do herno ausgesäit. D'Europäesch Unioun gëtt sech en Zil vu minus 20%, duerno kënn och erëm eng Kéier, wie gehabt, e „burden sharing“ téschent deene 27...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**» M. le Président.** - Ech versiche Rou ze schafen, fir datt de Publikum lech nolauschtere kann, Här Goerens.

**» M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech hu mech awer net gestéiert gefillt.

**» M. le Président.** - Ech hat d'Impressioun, Här Goerens.

**(Interruption)**

**» M. Charles Goerens (DP).** - Déi Gréng hu sech esou ziviliséiert beholl, datt dat mech net gestéiert huet.

**(Hilarité)**

**» M. le Président.** - Dat ass eng Fro vu perséinlecher Appréciatioun.

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Goerens, dat sinn Är Kollege vun der Opposition, déi lech stéieren.

**(Interruption)**

**» M. Charles Goerens (DP).** - An dat huet méi gestéiert wéi Dir...

**(Hilarité)**

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat sinn d'Kolleege vun der Lénksopposition.

**» M. le Président.** - Här Goerens, da fuert ongestéiert weider.

**» M. Charles Goerens (DP).** - Ech wollt lech da spontan de Respekt erneieren, Här President, a mat menger Ried weiderfueren.

**(Hilarité)**

Ech war amgaung ze schwätzen iwwert dem Här Lux seng Presenz op der Post-Kyoto-Konferenz zu Bali. Ech menge wierklech, datt mer hei awer a puncto Prospective nach munches nozehuelen hunn. Dir kënnt lech erënneren 1997, Kyoto, d'Regierung huet e ganz ambitiéis Zil akzeptéiert, minus 28%, et huet och deemools ee Moment esou ausgeséi wéi wann dat kéint duerchgezu ginn. De „burden sharing“ ass net no wëssenschaftlech erfaassenden Daten definéiert ginn, an ech mengen dat misst een awer an deem Fall maache kënnen.

Mir sinn dat eenzegt Land vu 27, wat eng Bevölkerung huet, déi massiv zouhëlt. Dat ass eng atypesch Situatioun. Ech wëll domat op kee Fall hei gesot hunn, datt mer net déi Efforten, déi hei am Land alleguer mussen a kënne gemaach ginn, datt een déi soll ennerloossen. Ech wëll heimat just gesot hunn, datt mer awer eng Situatioun hunn, déi anescht ass wéi se wier, wa mer dee Bevölkerungszouwuess net hätten. Ech hunn d'Gefill, datt dat Eenzegt wat iwwert deen doten Dossier nach de Moment gesot gëtt de Bensinstourismus ass, deen en Impakt vun awer mindestens 600 Milliounen Euro netto huet.

An deem Zesammenhang kënn et mer awer befremdend vir, Här President, datt sech wuel agesat gëtt fir d'TVA-Recetten am Kommunikatiounsberäich bis 2015 ze retten an duerno degressiv op null tendéieren ze loossen - dat, wéi gesot, ass richtig, datt do versicht ginn ass de Schued a Grenzen ze halen -; ech verstinn awer net, datt esou een décke Recettéposté wéi dee vun der Vente de carburants net méi Opmierksamkeit fénn.

Mir maache grad wéi wa mer hei 1 oder 2% PIB einfach kéinten esou verhökere. Wann dat de Fall ass, da muss ech awer soen, da brauche mer awer net méi laang eis

Gedanken ze maachen iwwer 1,5% Excédent an de Recetté vum uerdentlechen Haushalt am Zentralstat. Wann dat de Fall ass, da verschenke mer praktesch zweemol dem Här Schiltz sai Budget an der Kooperatioun. Wëlle mer dat?

Elo ass et esou, datt dat do e komplexen, komplizéierten Dossier ass, e ganz komplizéierten Dossier, well mir si jo net eleng responsabel fir deen Différentiel, deen eis déi 600 Milliounen Euro do eraspullt. Mä et ka munches sech änneren um europäesche Plang an der Fiskalitéit, an och d'Nopere kéinten eppes ennerhuelen, fir deen Différentiel do ze reduzéieren.

Ech mengen, et soll ee sech do nom Prinzip behuelen: Dat Beschit hoffen a sech op dat Schlëmmst gefaasst halen. A sech op dat Schlëmmst gefaasst halen, heescht dann awer progressiv e Reservefong uleréien, wou een ëmmer méi e groussen Deel vun deene Suen, déi een iwwert déi do Manéier nach erakritt, parke geet, fir datt een och eppes an der Hand huet, wann déi Quell eng Kéier géif zum Deel oder ganz ewechfalen. Dat wär jiddefalls a mengen Aen an deenen nächste Joren, fir net ze soen an deem nächste Jorzéngt e Super-GAU. Also Horizont 2015 misst een awer kucken, wéi een et mat där doter Recette hält, a wat een awer definitiv ka vun Ausgaben dorobber parken.

Ech mengen, dat géif och zu enger Prospective budgétaire a financière vun deem Land gehéieren - indispensable! Mir kucke vill an de Rétroiseur, mä mir kucken net genuch no vir.

Ech mengen och, datt mer et mat der Verhältnisméissegkeet an eisen Debatten net ze vill genee huelen. Ech hat schonn d'Geleeënheet, fir hei am Haus dorun ze erënneren, datt, wa mer 24 Debatten iwwert d'Juegdgesetz maachen an iwwer aner wichteg Theme keng eenzeg, da stëmmt an der Gewichtung vun eiser Programmatioun iergendeppes net.

**» Une voix.** - Très bien.

**» M. Charles Goerens (DP).** - Ech kann dat nëmme zudéifst bedauern.

Ech sinn net deen Eenzegen, dee sech Gedanke gemaach huet iwwert d'Evolution an der Agrikultur vun de leschte Wochen a Méint. Och op deem Plang misst ee sech awer d'Fro stellen: Wat ass dann d'Haltung vun der Lëtzebuerger Agrikultur à propos vun der zukünfteger Ausriichtung vun der europäescher Agrarpolitik, déi awer an enger pyramidaler Logik eis forcéiert, op der Basis dat ze applizéieren, wat um Sommet décidéiert gëtt, mä dat, wat um Sommet décidéiert gëtt, gëtt och mat eise Accord oder enner Ëmstänn géint eisen Accord décidéiert?

Ech wëll do ausdrécklech awer den Här Fayot, deen ech am Ufank zimlech graff ugepaakt hat, luewen, datt en an der...

**» M. le Président.** - Här Fayot, wëllt Der eng Fro stellen?

**» M. Ben Fayot (LSAP).** - Neen, ech wollt dem Här Goerens soen, ech hunn et awer iwwerlieft.

**» M. Charles Goerens (DP).** - Wann den Här Fayot sech net blesséiert fillt, dann zéien ech dat zréck, wat ech elo grad gesot hunn iwwer hien.

Ech wollt just soen, an der Commission des Affaires étrangères gëtt awer en eierlechen Effort gemaach, fir eng Partie Saachen, déi fir d'Zukunft bedeitend sinn, fréi genuch ze apprëndéieren.

An ech géif lech och virschloen, Här President, datt mer hei an alle Kommissiounen, wa wichteg Décisiounen geholl ginn, déi och en Impakt hunn op Lëtzebuerg, datt an alle Kommissiounen virun den europäesche Ministerréit doriwwer geschwat gëtt, fir datt mer fréi genuch kënne versichen, eisen Afloss do geltend ze maachen. Dat gëtt an eenzelne Kommissiounen well gemaach, an aneren nach méi systematesch. Mir mussen eis do Moyenë gi fir dat hinzekréien: systematesch un d'Apprëndéierung vun den Zukunftsproblemer erugeen an eis och dann dee wëssenschaftleche Beistand ginn, dee mer brauchen, fir déi Froen do an de Grëff ze kréien.

Ech hat dat do gesot am Zesammenhang och mat der Agrikultur. Ech wollt lech just eng Anekdot aus menger laanger parlamentarescher Experienz hei matdeelen. Wéi 1982 d'Diskussioun ugaangen ass am Europaparlament iwwert d'Quoten, hat ech en Noper an der Agrarkommissioun sétzen, e Professor vum Centre de recherche agronomique vu Wageningen an Holland, deen en décke Classeur bei sech hat, an deen huet an der Halschent vum Dossier opgeschloen a gesot, datt do ass deen Zeenario, deen à la fin du compte zu Bréissel duerchgesat gëtt.

Déi haten all „case studies“ duerchgerechent, a vu datt jo och déi meescht Leit, déi beim Sicco Mansholt zu Bréissel an der Direction générale agriculture waren, vum Centre de recherche vu Wageningen koumen, war et relativ lüch, fir ze erkennen, wat duerno à la fin du compte zréckgehalé géif a puncto Ausriichtung vun der Kontingentierung vun der Mëlchproduktioun.

Eis felt dat do. Mir hunn elo kee Centre de recherche agronomique hei am Land. Mir hunn och net déi Klimafuerschungsinstituter hei am Land, fir elo op en aneren Domän ze kommen, wou mer effektiv missten eng Prospective maachen.

Wa mer déi do Saachen uginn, loosse mer och e Lëtzebuerger Modell definéieren, wou mer kënnen e Maximum vun Zoufall éliminéieren. Net datt mer duerno do stinn, wéi den Ochs virum berühmte Bierg an da kucke mer an endlosen Diskussiounen, wéi mer dat kënnen duerno ex post offederen, wat mer ex ante net am Stand waren ze prévenéieren.

Ech mengen, do musse mer eis awer massiv änneren an eng aner Posture anhuele wéi déi, déi mer elo hunn. An där Hinsicht ass nach enorm villes ze verbesseren.

An ech mengen, mir kënnen och net, an domat wollt ech ophalen, esou maachen, wéi wann dat géif eis Strukturen an eis Décisionsmechanismen a -musteren hei am Haus onberéiert loosse.

Ech wollt lech doropshi Merci soe fir Är geschätzten Opmierksamkeet, an dat, wat de Claude Meisch an ech nach net konnte soen, dat wäert da mäi Kollege Carlo Wagner méi am Detail à propos vun der Sécurité sociale lech matdeelen. Et wär nach villes ze soen, mä mir hunn eis d'Aarbecht esou opgedeelt.

Ech soen lech Merci.

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

**» M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt der Rapportrice Lydia Mutsch Merci ze soe fir hire gudd schréfflechen a mëndleche Rapport an hir dozou och nach eng Kéier extra ze félicitéieren.

Ech wëll och dem Budgetminister Luc Frieden dofir Merci soen, fir datt e Wuert gehalen huet mat der Presentatioun vun engem drëtten Dokument zum Budgetgesetz, fir d'Transparenz vun eise Lëtzebuerger Budget mat den europäesche Kritären, de Maastricht-Kritären oder och SEC 95 an Aklang ze bréngen. Domat ass et méiglech, d'Zuele vun eise nationale Budget mat deenen, déi op Bréissel ginn, kohärent mateneen duerstellen, ouni déi eng mat deenen aneren ze verméschen.

Här President, wa mir eng Politik wëllen, déi d'Cohésion sociale erhält an awer och laangfristeg finanzéierbar ass nom Prinzip vun der Equitéit téschent de Generatiounen, da musse mer kucken, datt mir prioritär deenen hëllef, déi et am néidegsten hunn; hunn ech bei mengem Budgetsrapport 2006 gefuerdert.

Ech wëll eiser CSV-LSAP-Regierung dozou speziell félicitéieren, datt se eng Aart Negativsteuer iwwert de Wee vun Kannerbonus aféiert. Domat beweist dës Regierung, datt d'Cohésion sociale hir besonnesch um Häerz läit.

Här President, ech hat a mengem Budgetsrapport virun zwee Joer an och a menger Interventioun am leschte Joer op dëser Tribün iwwer eng nei Budgetsarchitektur geschwat.

Ech hat deemools sënngeméis gesot, datt e gudd Budget op d'mannst zwee Kritären erfëlle muss:

- 1) E muss formelle Regeln entsprechen, fir datt jidder ee en och liese kann.
- 2) De Contenu muss stëmmen, datt heescht d'Moyenen, déi an de Budget ageschriwwen ginn, musse mat den Objektiv vum der Politik iwwereneestëmmen an hiren Zweck erfëllen.

Wat den éischte Punkt ugeet, kann ech der Budgetsrapportrice nëmme zoustëmmen, datt d'Regierung an den zoustännege Budgetminister gutt Aarbecht geleescht hu mat deenen dräi Budgetsdokumente, dorënner wéi scho gesot deen drëtten Volume, an och den aktualiséierte Stabilitäits- a Wuesstumsprogramm quasi zäitgläich presentéiert hunn.

Mir haten doduerch d'Méiglechkeet, eis Statsfinanze méi global ze analyséieren. Dat heescht awer net, datt a Saache Budgets-tansparenz elo alles am Botter wär.

Fir beim Kannerbonus ze bleiwen: Besonnesch de Modus Operandi, fir deen aus dem eigentleche Statsbudget erauszehuelen an iwwert de Budget pour ordre lafen ze loossen, dréit net onbedéngt zu méi Transparenz bäi.

De Statsrot huet dat a sengem Avis och ganz daitlech a wéi ech fannen zu Recht dénoncéiert an och d'Budgetsrapportrice huet sech an hirem schréffleche Rapport mat där doter Fro ausernee gesat.

An et sinn nach eng Rei aner Taxen a Steieren, déi direkt iwwert de Budget pour ordre an d'Spezialfonge vum Stat fléissen, ouni duerch deen eigentleche Budget ze transitéieren.

Mir hunn zwar opgrond vun den Explikatiounen, déi mer vum zoustännege Minister a senge Beamten an der Finanzkommissioun kruten, déi Façon de procéder esou akzeptéiert. Mä ech bleiwen awer perséinlech der Meenung, dass eng Proliféierung vun esou Buchungspraktiken derzou wäert féieren, dass eise Statsbudget enges Daags kee viabelt Bild vun eise Statsfinanze méi wäert ofginn.

Ech ka verstoen, dass et Argumenter ginn, fir de Kannerbonus net iwwert den ordinäre Budget ofzewéckelen. Wann een eng Steuermoderatioun ofschaaft, an am plaz dovun eng nei Sozialleeschtung aféiert, dann huet ee vun engem Joer op dat aner eng zousätzlech Recette an eng zousätzlech Dépense geschaaft, déi viru keen Impakt op de Budget hat, well et einfach en Déchet fiscal ass. Dat bléist de Budget natierlech méi op wéi dat, wat a Wierklechkeet - dat heescht netto - geschitt ass.

Ech bleiwen trotzdeem der Meenung, dass mer besser gehat hätten de Kannerbonus an den ordinäre Budget anzeschreiwen, an domadder a Kaf ze huelen, dass mir eis Croissance am Budget kënschtlech an d'Luucht gedriwwen an e statistesche Broch provozéiert hätten. Dofir bräichte mir dann awer de Kannerbonus och net iwwer Joren a Jorzéngten am Budget pour ordre matzeschleefen. Ech hätt dat méi transparent fonnt.

Dee Modus Operandi ass émsou méi iwwerflësseg, wéi am SEC 95, an domat och am Volumen 3 vun eise Budget, de Kannerbonus natierlech erëm opdaucht, an zwar an den Zuele vun der Sécurité sociale, well d'Caisse nationale des Prestations familiales, déi de Kannerbonus auszebezeuele kritt, do mat agerechent gëtt. Um Niveau vum Solde vun der Administration publique mécht et enner dem Stréch also souwisou keen Ennerscheid, wéi a wou de Kannerbonus am klassesche Statsbudget gebucht gëtt. Ech muss soen, dass um formelle Plang am leschte Joer vill Positives geschitt ass, dass a Saachen Transparenz awer nach Aarbecht ze maache bleift. Här President, esou vill zum Punkt 1, zum formellen Aspekt. Elo zum Punkt 2, bei de Contenu.

Transparent heescht jo, net nëmme novollzéien ze kënne wivill Euroen an enger Budgetzeil ageschriwwen gi sinn, an herno kontrolléieren ze kënnen, ob sech d'Exekutiv dru gehalen huet oder net. Transparenz heescht och, net nëmme lëtzebuergesch mat europäesche Chiffere vergläichen ze kënnen, oder e Gesamtiwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vun der Administration publique ze kréien. Transparenz heescht, och ze gesi wat den Objektiv vun enger Politik XY ass a wat d'Exekutiv mat deene Moyenen, déi se zur Verfügung huet, tatsächlech um Terrain erreicht huet.

Ech hunn an der Vergaangenheet hei op dëser Tribün scho méi wéi eng Kéier iwwert déi franséisch Loi organique relative aux lois des finances, kuerz LOLF, geschwat. Ech widerhuele just ganz kuerz wat ech deemools schonn zur „Genèse“ an zu den Ziler vun der LOLF gesot hunn. Et ass eng Method, fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus och an haaptsächlech nom Sënn an Zweck vun der Action politique kuckt, déi net nëmme d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Effikasitéit, déi d'Logique des moyens duerch eng Logique des résultats ersetzt, déi um Niveau vun der Administratioun méi Flexibilitéit mat méi



Responsabilité am Émgang mat de Steiergelder verbënnt, an déi en fin de compte och als Catalyseur fir d'Moderniséierung vum Statsapparat kann ugesi ginn.

Ee vun den zentralen Aspekter vun der LOLF ass d'permanent Evaluatioun vun de Politiken, déi de Stat respektiv den öffentliche Secteur insgesamt ëmsetzen. Ouni eng systematesch - dat heescht eng permanent concomitant - Evaluatioun vun eiser Politik ass et nämlech net méiglech eng Ausso ze maachen iwwert d'Effizienz an d'Effektivitéit vun eise politeschen a budgetären Handelen.

Or, wann et esou ass, wéi et och an dësem Joer erëm an de Budgetriede gesot ginn ass - an et ass effektiv esou -, dass de Stat an der Zukunft enorm finanziell Laaschten ze stëmmen huet, da muss eisen alleréischten Objektiv natierlech dee sinn, fir méiglechst effikass mat deene Moyenen ëmzegoen, déi mer zur Verfügung hunn. A fir ze wëssen, ob een effikass schafft, ob ee seng Suen optimal ausgëtt, ob d'Ziler, déi ee sech an der Politik gesat huet, mam minimalen Opwand erreecht ginn, muss ee seng Politik kontinuéierlech a permanent évaluéieren. Dat ass eng Haaptuerg vun der franséischer LOLF. Stéchwuert „évaluéieren“.

Här President, kommt mir kucken eemol wat a leschter Zäit un Etüden an Evaluatiounen iwwer Lëtzebuerg erauskomm ass. Ech fänken an beschte mat der OCDE un, well mer jo do e gudd Client sinn. Mir hunn am Fréijoer eisen Innovatiounssystem vun der OCDE évaluéiere gelooss. Mir kruten do eng ganz Rei interessant Recommendationen wéi mer eis Fuerschungslandschaft sollen ausrichten, fir méiglechst effikass an dësem Domän ze sinn.

Mir hunn eis bei der OCDE en Audit vun der ADEM gefrot, deen elo komm ass. Elo d'lescht Woch sinn dann d'Resultater vun der neister PISA- a PIRLS-Etüd offiziell erauskomm. Och do maache mir mat. Den Innenminister huet sech vun der OCDE eng Etüd iwwert d'Landesplanung maache gelooss. D'OCDE vergläicht och d'Gesundheitssystemer vun hire Memberlänner. An last but not least gëtt och d'Entwécklungspolitik vum CAD regelméisseg am Kader vu senger „peer review“ ënnert d'Lupp geholl.

Mä selbstverständlech mécht net nëmmen d'OCDE Etüden an Evaluatiounen. Als Memberstat vun der EU ënnerleie mir natierlech och der Iwwerwachung duerch d'europäesch Kommissioun; och an der Budgetpolitik. Am Kader vun der Union économique et monétaire, also der Aféierung vun Euro, hu mir eis verpflichtet eng Rei Stabilitéits- a Konvergenzkriterien anzehalen. Mir maachen do zweemol am Joer - am Abréll an am Oktober - Rapport un d'Kommissioun, wéi sech eis öffentlech Finanzen entwéckelen. Zousätzlech reecht d'Regierung eemol am Joer - am Hierscht - den aktualiséierten nationale Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm zu Bréssel an. Op deem Niveau besteet also e permanente Monitoring.

Mä mir ginn net nëmme vu baussen évaluéiert. Mir évaluéieren a studéieren och eis selwer. De Statec mécht, och an Zesummenaarbecht mat aneren Organismen, Etüden an deene verschidde Beräicher. Och de Ceps zu Déifferdeng huet méttlerweil eng breetgefächert Palett vu Publikatiounen, aus deene verschidde Beräicher vun der Politik, vum Aarbechtsmaart iwwert d'Landesplanung bei d'Soziologie.

Ech stelle fest: Et felt eis am Prinzip net un Etüden an Evaluatiounen, mä de Problem ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Tendenz hunn ëmmer nëmmen dann Etüden an Auditen ze maachen, wann e konkrete Problem opdaucht. Mir hunn - an dat soen ech net eleng - hei zu Lëtzebuerg leider keng Kultur vun der Evaluatioun, wéi se an anere Länner, zum Beispill a Skandinavien, Usus ass.

Wat déi franséisch LOLF an ähnlech Modeller an anere Länner eis léieren, ass, dass mir sollen ufänken eis Politik insgesamt méi systematesch ze hannerfroen, ze iwwerpräieren, ze evaluéieren also, fir op Dauer eis finanziell Ressourcë besser anzusetzen. Dozou gehéiert natierlech och, dass ee seng politesche Objektiv kloe for-

muléiert, a wa méiglech och quantifizéiert, a sech déi néideg Indicateure gëtt, fir ze iwwerpräieren, ob déi gesaten Ziler erreecht goufen, a mat wat fir engem Opwand.

Déi Instrumenter muss ee sech natierlech an enger éischer Phas ginn. Dat ass opwendeg a komplizéiert, mä noutwendeg wann een d'Statsfinanzen och an Zukunft wëllt am Equiliber halen, ouni un d'Leeschungen an un d'Missiounen vum Stat schneiden ze goen. De Budget gëtt also net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater.

Här President, wann ech hei vu LOLF a vun der Moderniséierung vun eiser Budgetsarchitektur a Budgetsprozedur schwätzen a mer eis domat méi Transparenz, méi Demokratie, méi Evaluatioun fir méi Effektivitéit am Statsbudget wëlle ginn, bedeit dat och, dass mir als Volleksvertreder eis eng aner Manéier ginn, fir eis mam Statsbudget ze beschäftegen. Mir hunn do als Chamber eng Responsabilitéit, déi mer jo och huele wëllen an déi eis d'Regierung och mat deem beschten a schéinste Budget net kann a soll ofhuelen.

Wa mir als Parlament méi eise Rôle als Kontrollinstanz vun der Exekutiv wëlle wouerhuelen, wa mir méi Afloss op de Budget wëlle kréien, da muss mir och d'Moyenë kréie fir de Budget nach méi am Detail ze analyséieren. Wa mir als Chamber net vun eise Méiglechkeete Gebrauch maachen, fir d'Regierung ze hannerfroen, da brauche mir eis och net ze bekloen iwwer ze wéineg Afloss.

Duerfir brauche mir aner Moyenen, dat heescht eng Aart LOLF, wéi d'Fransouse se zum Beispill hunn. Dobäi ass et ganz egal, wéi mer se nennen. Et ass kloer, a Frankräich huet déi nei Budgetsarchitektur eng regelrecht budgetär Revolutioun ausgeléist; si ass awer amgaang hire Wee ze maache säit der definitiver Aféierung am Joer 2006 a war och vun enger Partie Jore Virlafzäit ausgaang.

Alles dat gehéiert dozou, dat muss een eng Kéier ufänken an duerno konkret op eis Lëtzebuurger Partikularitéiten upassen. Ech weess, dat geet net um selwen, awer d'Echoen, déi ech kréien, weisen, dass déi nei Budgetsarchitektur a Frankräich amgaang ass, hire Wee ze maachen am Sënn vu méi Transparenz an Demokratie.

Ech erënnere dorun, dass d'Budgetsgesetz net nëmmen dat deierst, mä och dat wichtegst Gesetz vum Joer ass. Ouni Budget, wësse mer all, si mer net handlungsfäeg an net legitim. Da muss et awer och méiglech sinn, dass d'Chamber deementsprechend schaffe kann. Et geet net duer, dass mer als Chamber Mëtt Oktober gespaant erwaarden, wéi de Budget soll ausgesinn, an en dann analyséieren. Mir loossen eis déi üblech Avisé ginn, debattéieren am Dezember monter doriwier an da gëtt dat Ganzt in globo gestëmmt, an esou wéi en hei zur Dier erakomm ass, geet en och erëm eraus.

Da soe mer och nach, dass mer gär regelméisseg am Laf vum Joer iwwert de Stand vun den Zuelen informéiert ginn, mä och dat geschitt net an deem Mooss, wéi dat misst sinn.

Här President, loosse mer duerfir just ee Bléck op de Budgetsofschloss 2006 geheien, wou ech jo Budgetsrapporter war, fir ze weisen, dass net alles aus der Loft gegruff ass. Ech ginn elo guer net dorop an, dass mer méi Recetten hu wéi geplangt, méi wéi eng Milliard Euroen, dat ass tiptopp, dat ass wonnerbar, an dass dat zum Deel och méi Dépensë generéiert, ass och kloer beim Budget courant.

Wann ech awer elo de Budget en capital, d'Investissementer kucken, mat deene mer ënner anerem eis Infrastrukture bezuelen, da sinn d'Dépassementer awer schon net méi esou evident.

Beispill: Mir haten am Budget 2006 en Invest vu 777,1 Milliounen virgesinn, an dann dobäi awer elo 1.100,1 Milliounen ausginn. Dobäi erënnere mer eis jo nach all, wéi mer zesummen d'Schéier zwëschen Dépensen a Recetten net wuesse wollte loossen, an domat zousätzlech Spuerappeller gemaach hunn.

De Kolleg Michel Wolter war jo do nach méi prezis ginn an huet nach gefuerdert, zousätzlech 150 Milliounen ze spueren - zousätzlech! An elo hu mer der am Invest 323 Milliounen méi ausginn. Bei engem Budget, dee wéi gesot en Iwwerschoss huet vu méi wéi enger Milliard, ass dat do kee Problem, kéint ee soen.

Mä wou ass dat geschwat ginn? Wien huet dat decidéiert, dass mer méi wéi déi an der Chamber gewielten Dépensen ausginn? Si si sécher gutt ubruecht, bestëmmt si verschidde Projete méi séier virugaange

wéi geduecht. Oder och net. Si kënnen och méi deier gi sinn. Dass dat alles sécher gutt gemengt ass, stellt kee Mënsch a Fro. Mä domat geet et net duer.

Hei ass typesch eng Politik vun de Moyenen applizéiert ginn, no der Devise, mir hunn d'Suen, ok, da maache mer dat, da brauche mer och net vill dorëmmer ze froen. Bei enger Politik vun Objektiv, vu Qualitéitsziler, do muss mer esou Saachen hannerfroen, do muss d'Chamber mat ageschalt ginn a permanent validéieren, a wat fir eng Richtung et geet.

A méi schlechten Zäite kënnen mir eis net dorop verloossen, wat mer iergendwann als Resultat zerwéiert kréien. An dann ass et eben esou. An och wann dat bis elo ëmmer gutt gaangen ass, ass dat keng Garantie fir d'Zukunft. An déi hätte mer als LSAP an Zukunft gär.

Här President, firwat insistéiere mer als LSAP an där Fro, fir eng méi transparent Budgetsarchitektur opzebauen? Elo an Zäite vun héije Plus-waalen, wou mer vill méi erakréie wéi mer estiméieren, de Boni méi grouss ass wéi estiméiert a mer eng Partie vun honnerte Milliounen an d'Fonge kënnen leeën, spillt dës Problematik nach net déi grouss Roll.

Mä wann Zäite komme sollten, wou et enk gëtt, ass eng no Objektiv orientéiert Budgetsarchitektur essenziell fir iwwert d'Ronnen ze kommen an net an d'Schuldefal ze geroden. De Budgetsminister weess jo och, firwat en eng virsiichteg Budgetpolitik proposéiert. Enk Zäite kënnen hautdësdays an eiser globaliséierter Welt - an de Lucien Thiel huet et gesot - méi séier kommen, wéi et eis léif ass. Dat wënsche mer eis net, mä mir ginn awer och net gefrot, ob mer mam Barrepräis d'accord sinn.

Bei der Paritéit vum Euro zum Dollar, do kann eise Statsminister jo mathëllefe steieren, mä mir wësse jo och, dass d'Europäesch Zentralbank an der Klemm sëtzt. D'Inflatioun wiisst. Normalerweis wärend d'Zëse virun e puer Deeg an d'Luucht gaangen. Mä déi gewaltig sougenannte „sub-prime“-Kris um Immobiliemarché, déi d'Banken an enorm Schwierigkeete bréngt, an net nëmmen an Amerika, huet d'Zësen elo emol stabil gehalen de Moment.

Dës Kris ka wéi e Virus op eisen europäesche Marché iwwersprangen an natierlech op eis Finanzplaz. Da wësse mer jo, wat dat heescht. Et soll emol gesot ginn, dass de Moment keen Enn vun där Kris an Amerika ofzegesinn ass.

Am „Tageblatt“ an am „Lëtzebuurger Wort“ vum leschte Samschdeg, den 8. November stoung, dass an den USA de Moment versicht gëtt, 1,2 Milliounen - 1,2 Milliounen! - Hausbesëtzer virun perséinleche Ruin ze retten, well se hir Préten op d'Haiser net méi kënnen zrëckbezuelen, dat Ganzt duerch Sondermoosname vun der Regierung mat engem Zënsmoratoire. Dobäi trifft et virun allem déi Leit mat engem klengen Akommes. Eleng am drëtte Quartal vun 2007 ass bei 500.000 Hauskeefe d'Zwangsvollstreckung, also d'Faillite vollzu ginn. Weider zwou Milliounen Hauskeefe lafe Gefor, dass hinnen deeselwechte Misär geschitt. An dass dat décke Misär ass, dat kënnen mir eis hei zu Lëtzebuerg jo ganz sécher virstellen, dann ass d'Welt vun engem Dag op deen aneren eng ganz aner - eng ganz ellen!

Déi grasséierend Aarmut och hei zu Lëtzebuerg soll een duerfir vill méi genau am A behalen. Verschidde Institutiounen hunn dat jo an der leschter Zäit och gesot. Ech hat de 27. Oktober zu där permanent wuessender Aarmut hei zu Lëtzebuerg eng Question parlementaire gestallt, bis elo hunn ech awer nach keng Äntwert kritt.

Duerfir wär et och net gutt, wann de Budgetsminister wéi d'lescht Joer déi nei proposéiert Architektur, wéi d'Fransouse se hunn, als Spillerei erëm géif zrëckweisen. Wann an anere Länner an net nëmmen a Frankräich, mä och an Holland, Italien an an de Skandinavische Länner e Budget no Qualitéitsziler d'Regel ass an ëmmer méi gëtt, misst dat och bei eis hei zu Lëtzebuerg méiglech ginn.

Ech verstinn, dass et schwéier ass, do e bësse lasszeloossen an nei Weeër ze goen, mä ech proposéieren, wann Dir erlaabt, dass d'Regierung sech eng nei Budgetsarchitektur duerch de Kapp goe léisst, fir domat op eng méi modern, méi transparent, méi partizipativ an domat méi demokratesch Manéier mat hiren Deputéierten als Volleksvertreder ëmzegoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieus voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner.

(Interruption)

Mer respektéieren d'Spill vun Opposition a Majoritéit, déi ofwieselnd hei uewen d'Wuert kréien, Här Roth.

» M. Carlo Wagner (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer op dëser Plaz e puer Remarques zur Politik vun der CSV-LSAP-Regierung an de Beräicher Santé a Sécurité sociale ze maachen. Zweek Beräicher, an deenen ech als Minister an der viregter Regierung fënnel Joer laang d'Verantwortung hat. Ech si während deene fënnel Joer op dëser Plaz - awer och op anere Plazen - fir déi Politik kritiséiert ginn, haapt-sächlech vun der deemoleger gréisster Oppositionspartei, der LSAP, a besonnesch vun hirem deemolege gesondheetspolitesche Spriecher an aktuelle Minister, den Här Di Bartolomeo. Den Här Di Bartolomeo ass effektiv emol net midd ginn, fir mat Kritik ëm sech ze geheien, an dat nodeems seng Partei - d'LSAP - virun während 15 Joer d'Verantwortung an der Santé hat; vu '84 bis '99. 15 Joer, während deene sech nëmme wéineg beweegt huet. 15 Joer, an deenen notament d'Spidolsinfrastrukture sträflech vernoléisseg goufen.

Här President, dem Här Di Bartolomeo seng Politik kann ee bal net kritiséieren. Seng politesch Aktiounen kënnen bal net kritiséiert ginn, aus der einfacher Ursach, well wéineg politesch Aktioun vum Minister Di Bartolomeo ze erkennen ass, an dat dräianehalleft Joer säit hien am Amt ass. No dräi an deem hallwe Joer si mer nach ëmmer bei den Ukënnegungen. D'Fro ass a mengen Ae berechtigt, wéi alles dat, wat bis elo annoncéiert gouf an deem annerhallwe Joer, wat eis nach just bleift bis déi nächst Wahlen, kéint realiséiert ginn.

Déi eenzeg reell Neierung, déi een dem Gesondheitsminister selbstverständlech verbeue kann, dat ass dat sougenannt Antitubakgesetz. E Gesetz, wou d'Horesca him wäert nach haut dankbar sinn. Net vergiessen d'äerf ech allerdéngs och, dass den heitege Gesondheitsminister d'Chance hat de Rehacenter vum Kierchberg anzeweien. Wou dach grad hien een - wann net deen - Haaptgéigner vun deem Projet war.

Et muss ee feststellen, dass vill vu senge Kritiken, déi tëscht '99 an 2004 op eng oft virulent Aart a Weis formuléiert goufen, haut total verpufft sinn. Mir kënnen eis nach u seng - ënner Gänsefüßche selbstverständlech - „heroesch“ Rieden hei op dëser Tribün erënnere, wou hie beispillsweis geschwat huet géint den - ech zitéieren - „massive Bettenofbau, dee kee Sënn ergëtt an deen ongerecht ass“.

Ech stelle fest, dass déi sougenannten Ongerechtegkeet, wéi hie se deemools genannt huet, nach ëmmer haut net vum Minister Di Bartolomeo aus der Welt geschafte gouf. Vläch well hien erkannt huet, dass déi deemoleg Politik awer net esou falsch war? Viru kuerzem d'ailleurs hunn ech nach an der Press gelies, dass den Här Di Bartolomeo elo souguer erkannt huet, dass mir mat fënnel Better pro 1.000 Awunner hei zu Lëtzebuerg nach eent vun deene Länner sinn a ganz Europa mat där héchster Zuel, an dass déi Zuel ze héich wär. Et ass trotzdeem komesch; déiselwecht Erkenntnis.

Datselwecht gëllt fir d'Synergien am Spidolswiesen. Haut féiert de Minister d'Synergiespolitik, déi vu sengem Virgänger am sougenannte Plan hospitalier initiéiert gouf, an déi hien als Oppositionspolitiker radikal a Fro gestallt huet, selbstverständlech fort. Vläch well hien an Zwëschenzäit erkannt huet, dass déi Politik vun deemools awer net esou falsch war. Mä, wéi seet den Här Di Bartolomeo ëmmer esou schéi wann een hie mat sengen Aussoe vu fréier konfrontéiert: Loosse mer no vir kucken.

(Hilarité)

Abee jo, Här Di Bartolomeo, loosse mer no vir kucken, mä genau op dat annerhallwe Joer, wat nach just bleift bis déi nächst Chamberwahlen.

Ech froe mech beispillsweis, wéi hien elo déi vu sengem Virgänger initiéiert Projete sollt an där kuerzer Zäit réaliséiere respektiv wéi hien déi vill Ukënnegunge sengersäits kéint konkretiséieren. Ech denken do zum Beispill un d'Médecine complémentaire, déi jo schon ënnert der viregter Legislaturperiod Objet vun engem ganz interessanten Débat war, a wou e ganz ausféierleche Bericht deemools vum honorabelen Här Niki Bettendorf presentéiert gouf. Dat war ganz genau den 29. Januar 2004; deemno viru bal véier Joer.



D'Regierung krut deemools per Motioun e kloert Mandat vun der Chamber, fir hei eng Réglementatioun auszeschaffen. Bis haut ass awer, ausser onendlechen Diskussiounen iwwert d'Ostéopathie an der Kommissioun, nach näischt Konkretes um Dësch. Wat d'Homeopathie, d'Chiropraktik an d'Akupunktur ubelaangt, net ze schwätzen. Déi Sujeten, déi och an der Motioun enthalte sinn, si bis haut nach net abordéiert ginn. Et kéint een och datselwecht iwwerengens soen, wat d'Pallitiv-medezin ubelaangt.

An deene rezenten Diskussiounen ëm d'Euthanasie an d'Palliativmedezin ass ëmmer erëm - an dat vun alle Säiten - op d'Urgence vun deem Gesetz iwwert d'Palliativmedezin insistéiert ginn. Däerf ech lech drun erënneren, dass ech als Gesondheitsminister schon am Februar 2004, deemno och scho viru bal véier Joer, en deementsprechende Gesetzesprojet déposéiert hat.

Dee Projet de loi war vläicht net perfekt, ech wëll net esou prétentieux sinn, mä näischt hätt dës Chamber dru gehënnert, fir direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod dësen dach esou wichtege Text ënnert d'Lupp ze huelen. Mä neen, déi nei Regierung wollt per force en neie Gesetzestext ausschaffen, woubäi dat Wuert „nei“ ze relativéieren ass. Effectivement ass de Gros vun Text vun deemools bäibehale ginn, jo souguer den Exposé des motifs ass total identesch. Bref, ech sinn iwwerzeegt, mat e bësse méi politeschem Wëllen hätt dat Gesetz scho laang kënnen gestëmmt sinn.

Wou bleift deen neie Spidolsplang, deen och scho säit laanger Zäit annoncéiert ass? Ech wëll drun erënneren, dass deemools, wéi ech d'Amt iwwerholl hunn, no engem hallwe Joer, dat heescht uganks 2000, déi sougenannten «Carte sanitaire» ausgeschafft war. D'Carte sanitaire, wat e Basisdokument war, wat indispensable war fir kënnen e Plan hospitalier opzestellen. Trotzdeem dass ech fir d'éischt hu missen un där Carte sanitaire schaffen, louch deemools de Plan hospitalier schon no annerhallwem Joer vir. Ech muss soen, mir waarden dréngend op deen neie Plan hospitalier. An ech muss soen, ech waarde mat grousser Spannung drop, besonnesch wat elo de Bettenofbau ubelaangt.

Ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet dräi Méiglechkeeten. Entweder hie bleift bei senger Theorie vu fréier an hie geet nees iwwer fënnel Better pro 1.000 Leit. Da läit hien natierlech total falsch, wat d'international Tendenzen ubelaangt. Déi zweet Méiglechkeet, déi den Här Di Bartolomeo awer huet, hie bréngt et fäerdeg, och wann et schwéieren Häerzens wahrscheinlech wäert sinn, hie gëtt sengem Virgänger Recht an hie bleift bei fënnel pro Mille. Et gëtt awer och nach eng aner Méiglechkeet. Hie geet total am inter-nationalen Trend, an hie geet op ënner fënnel pro Mille. Mä dann huet hie sengem Virgänger nach méi Recht gi wéi am anere Fall.

Ech wëll och, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotzdeem hei d'Fro stellen: Wéi ass et mat deene sougenannte Centre-de-références, déi sollen derzou bäidroen, dass op där enger Säit d'Qualitéit vun de Soiné misst an d'Luucht goen an op där anerer Säit d'Käschte gedréckt ginn. Ech wëll zwee Beispiller vun exzellente Centre-de-références hei zu Lëtzebuerg nennen. Dat ass selbsterständlech den INCC, an dat ass och de Centre Baclesse. Ech mengen, d'Suite logique vun all Synergiepolitik misst et sinn, dass mer géifen op méi Centre-de-références kommen.

### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wéini gëtt et endlech eppes Neies, wat d'Nomenclature dentaire betrëfft? Ech ka mech erënneren, den Här Di Bartolomeo huet hei während Joren a Jore verlaangt, dass endlech misst eppes an deem doten Domän geschéien. Hei gëtt elo schon zënter Joren nees gedoktert, ouni dass eppes geschitt. Idem fir den Dossier médical électronique fir d'Patienten, deen och op sech waarde léisst, an deen net nëmmen zu enger Käschterreduktioun ka bäidroen, mä deen och en plus am Intérêt vun der Gesondheet vun de Patienten ass.

Fir just ee Beispill ze ginn: Mir wëssen hautdesdaags, dass et doudsécher net gesond ass fir d'Leit, wann deeselwechte Patient véier oder fënnel Mol duerch radioaktiv Bestrahlung geet, wou et mat enger Kéier onbedéngt kéint duergoen. Idem wat d'Extenssioun vun Service Urgence vun de Generalisten op d'Weekender an d'Feierdeeg betrëfft.

Dir kennt lech erënneren, ech hat deemools, 2001, de Projet pilote initiéiert fir de Service d'urgence am sougenannten Nuetsdängscht anzeféieren. Dee Projet

pilote ass vun 2001 bis 2004 gelaf. 2004 hu mer och schonn déi éischt Evaluatiounen kritt vun de Generalisten. Et ass just drëm gaangen, fir elo dee Service fir eng Extenssioun ze maachen, mä och do waarde mer nach ëmmer.

D'Gesetz iwwert den neie Statslabo datéiert genau vum 19. Dezember 2003. Dat sinn also och schonn erëm eng Kéier bal, also genau souguer véier Joer hier. Bis haut ass déi éischt Zill nach ëmmer net geluecht ginn. Do kann de Gesondheitsminister sech scheinbar net beim Bauteminister duerchsetzen, oder wat ass d'Ursach fir deen onerklärleche Retard? Well mir wëssen alleguerten, an dat schonn zënter Joren a Joren, dat den LNS hei zu Lëtzebuerg eng Zäitbomm ass.

Här President, et geet net duer fir all gudden Dag eng Pressekonferenz ze organiséieren, fir de Leit matzedeele si solle waméiglech d'Hänn regelméisseg wäschen oder si sollen op Génériques zréckgräifen. Dofir, Här President, wäert ech och ufanks vun nächste Joer d'Regierung interpelléieren, wat d'Gesondheitspolitik ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Bemierkungen zum Beräich Sécurité sociale ze maachen.

Och hei ginn et eng ganz Rei vu Beispiller wéi ee ka wäertvoll Zäit an awer och gläichzäiteg Sue verléieren. Ech sinn d'lescht Joer am Kader vun de Budgetdebatten op d'Situatioun am Rentewiesen agaangen an op déi positiv Effekter vum Rentendësch hunn ech higewisen. Ech wëll dat hei op dëser Tribün dëst Joer net nees eng Kéier widderhuelen.

Ech wëll awer nach just eng Kéier drop hiweisen, dass am Mee 2004 e Gesetz initiéiert gouf, fir een Deel vun de Pensionsreserven iwwert de Fonds de compensation kënnen méi professionell an OPCen ze investéieren, wat eng Plus-value méttel- a laangfristeg mat sech bréngt an esou eis Reserven nach weider konsolidéieren kann. Leider sinn och hei iwwer dräi wäertvoll Jore verstrach, an ech betoune Joren, während deenen d'Evolutioun um Finanzmaart extrèmement favorabel war a wou an der Gestion de fortune formidabel Rendementer erausgeschloe gi sinn.

De Règlement grand-ducal vum 1. Juli 2005, deen d'Ausféierungsbestëmmunge vun dësem Gesetz festleet, ass, an do widderhuelen ech mech gären, a mengen Aen net ambitiéis genuch, weder an der Zäit, Stéichdatum Enn 2007, nach wat d'Beiträg, déi kënnen an Aktien investéiert ginn, ubelaangt, ganzer 633 Milliounen Euro. Ech hunn de Stéichdatum 2007 elo grad évoquéiert.

Ech géif an deem Kontext gäre vum Minister wëssen, wat dann elo Enn 2007 de Bilan ass a wéi mer duerno solle weiderfueren. De Minister huet an der COFIBU, dat heescht an der Commission des Finances et du Budget am Oktober dëses Joers confirméiert, dass déi Placements eréischt säit August operationell sinn. De Rendement bei eise Reserve lounge zu dësem Zäitpunkt bei ganzer 3,2%. De Minister schwätzt vun engem progressive Placement vu bis zu 5 Milliarden Euro. De Règlement grand-ducal vum 1. Juli 2005 gesäit awer nëmmen Investissementer vun 1,5 Milliarde vir bis Enn 2007. Et kann een also net iwwert déi Zomm erausgoen, laut Règlement. An nach eng Fro un de Minister - et deet mer leed, dass hien net hei ass - wär dee Moment gewiescht, ob dat Règlement schonn iwwerschaft ginn ass.

Wat de Rentendësch betrëfft, esou war d'Remarque vun der honorabeler Madame Mutsch ganz interessant wéi se gemengt huet, dass deen Dossier, bei deem et ëm d'Zukunft vun eise Rente geet, soll mat alle Partner diskutéiert ginn. Och de Budgetminister, den Här Frieden, deen hei ass, huet gemengt elo hei am Parlament d'lescht Woch oder virun e puer Deeg d'Parlament misst sech an déi aktuell Diskussiounen aklicken. Aklicken, hutt Der dat genannt.

Ech muss awer soen, Här Minister, ech froe mech: Wéi sollen d'Parteien sech aklicken an ee Prozess, dee scho bal gelaf ass, ass et dach esou, dass d'Parteien am Virfeld vun deenen Diskussiounen tëscht dem Minister an de Partenaires sociaux leider ausgeschloss gi sinn, also éliminéiert gi sinn? Ech muss awer soen, dass ech mer d'Remarquen, souwuel vun der Madame Mutsch wéi och vun Här Frieden, zu Häerz huelen an dass ech hoffen, dass et endlech soll zu engem zweete Rentendësch kommen, wou sämtlech politesch Parteien och ronderëm deen Dësch sëtze géifen. An dësem wichtege Dossier, wou et ëm d'Zukunft vun eisem Rentewiese geet, däerf eiser Meenung no d'Chamber net ausgeschloss sinn.

Et geet och net duer, dass d'Chamber just pro forma zum Schluss géif mat agebonne ginn, wann d'Haaptdecisiounen scho getraff wäeren. Dat kann op alle Fall net goen. An engem Zäitpunkt, wou de Rapprochement tëscht Employés privés a Statsbeamten dank dem Rentendësch praktesch vollzunn ass, muss endlech gekuckt gi wéi eng Mesure an d'Weeër ka geluecht ginn, fir laangfristeg eise Pensionssystem ofzesécheren. Och ech si mer bewosst, dass dat net onbedéngt muss eng Saach si vu Méint oder vun zwee, dräi Joer, mä ëmmerhin, muss ech soen, gëtt et awer elo Zäit, dass mer eis eens gi wéi eng Mesurë mer sollten ergräifen, wann de Moment komm ass wou onbedéngt muss gehandelt ginn.

Ech wollt awer och op där heiter Plaz scho virausschécken, wann et sollt zur Verhandlung kommen, zu engem Rentendësch 2, dass op alle Fall d'Demokratesch Partei net wäert matmaachen, wann et esäiteg nëmme géif drëm goe fir déi 8%eg Participatioun vum Stat erfzesetzen.

Här President, ech erlabe mer lech eng Motioun hei ze iwwerreechen, wou ech d'Regierung invitéieren, fir dass och Parteien solle mat am Diskussiounsprozess iwwert d'Rentewiesen ageschloss ginn. Ech hunn eleng ënnerschriwwen, ech hu véier Plazen opgeloues, esou zwar dass Plaz ass fir all déi Interessenten.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la table ronde de 2001, «Rentendësch», sur le système des pensions du secteur privé avait réuni des représentants des partis politiques, des syndicats, du Gouvernement et du patronat;

- considérant qu'aux termes de ses travaux, le «Rentendësch» a réussi à présenter une déclaration finale reprenant les différentes positions et les points sur lesquels un consensus s'est dégagé pour la plupart des participants;

- considérant qu'en date du 28 avril 2006, le Comité de Coordination tripartite a retenu la mise en place d'un groupe de réflexion ayant «pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité à long terme et pour adapter le système des pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie»;

- constatant que ce groupe de réflexion vient d'entamer ses travaux;

- regrettant qu'elle est tenue à l'écart de ces travaux;

- se ralliant à la recommandation de la COFIBU formulée dans son rapport relatif au projet de loi N°5800 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 et qui préconise «d'associer de très près la Chambre des Députés à toutes les réflexions concernant les risques et perspectives de notre système des pensions et de la sécurité sociale»;

invite le Gouvernement à

- inclure, à l'instar du «Rentendësch» 2001, les partis politiques représentés à la Chambre des Députés dans toutes les discussions visant à assurer la pérennité de l'assurance pension à long terme.

(s.) Carlo Wagner, Félix Braz, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Lydia Mutsch.

An der Assurance maladie steiere mer esou lues awer sécher an eng ähnlech Situatioun wéi mer se am Pensionsystem hunn, nämlech dass duerch d'Schaf vum neien Aarbechtsplazen ëmmer méi Jonker hei zu Lëtzebuerg cotiséieren, déi awer net sécher sinn, ob se spéider effektiv nach an de Genoss komme vun hirem Investissement. Hei misst ee sech och esou lues Gedanke maachen. D'Fro ass menger Meenung no berechtigt, ob een net misst kuerzfristeg e sougenannte Gesondheitsdësch organiséieren, wou och déi Froen emol géife konkret an am Fong diskutéiert ginn.

Ech sinn der fester Iwwerzeugung, dass d'Quadrupartite, dass déi Gespräicher net duerginn. Do gëtt just diskutéiert mat de Partenaires sociaux. Och an där heiter wichtege Fro iwwert d'Zukunft vun de Krankeese missten onbedéngt d'Parteien mat an den Decisionsprozess integréiert ginn, an dat ganz besonnesch wann et géif drëm goen, fir wichtege a konkret strukturell Reformen ze huelen.

De grouse Koalitionspartner CSV, iwwert de Mond vun Här Wolter, schéngt och esou lues d'Gedold mam LSAP-Minister vun der Sécurité sociale verluer ze hunn. Esou ass méttlerweil de Projet de loi iwwert d'Reform

vum Divorce erausgezögert ginn. D'Madame Doerner ass scho bal verzweifelt. Si ass eraus verzögert ginn, fir dass den Här Di Bartolomeo endlech sollt säi Projet iwwert de Rentespaltung virleeën.

A puncto Individualiséierung vun de Pensionsrechter si mer leider an also nach scheinbar meilawäit vun enger Léisung entfernt. Mir sinn och ganz genau do, wou mer virun dräianenhalleft Joer waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann an deenen nächste Méint net e gewaltege Ruck duerch d'Gesondheitspolitik geet an net méi Bewegung an d'Sécurité sociale kënn, fäerten ech, dass mer an deene leschte Jore vill wäertvoll Zäit an dësen zwee dach awer esou wichtege Domäne verluer hunn.

Ech kann nëmmen hoffen, dass endlech Mouvement an déi fundamental Dossiere kënn. Anerefalls riskéiert den Här Di Bartolomeo an d'Geschicht anzegoen als dee Minister mat deene meeschte Pressekonferenzen, mä ouni konkret positiv Resultater.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Wagner. Als leschte Riedner an dëser Diskussioun ass ageschriwwen den honorablen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### (Interruptions diverses et hilarité)

» M. Gilles Roth (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetszäit beim Stat ass och Budgetszäit bei de Gemengen. Stat a Gemengen erfëllen zesumme Missiounen am öffentlechen Interesse. D'Gemengen iwwerhuelen am Optrag vum Stat eng Rei vun obligatoreschen Aufgaben, esou zum Beispill den État civil. Zesumme mat dem Stat organiséieren d'Gemengen d'Schoul. Si sécheren d'Waasser- an d'Ofwaasser- versuergung; si sinn zoustänneg fir den Of-fall.

Doniewent iwwerhuelen d'Gemengen eng Rei vu fakultativen Aufgaben an deenen ënnerschiddlechste Beräicher wéi dem Transport, der Émwelt, der Alters- a Gesondheitsversuergung, der Kanner- versuergung, dem Sport, der Kultur an der Fräizäit.

Dat Ganzt spigelt sech am Verdeele vun den öffentleche Suen erëm. A wéi dat bei dem Deelen oft esou ass: Fir déi eng kréien d'Gemengen ze vill Suen, fir déi aner net genuch. An deem Kontext gëtt oft vun enger grondleeënder Reform vun de Gemengefinanze geschwat. Dat kléngt gutt. Et ass awer net esou einfach ëmzesetzen.

Rechtlech gesi fousse eis Gemengefinanzen op zwee Grondprinzipien: engersäits der Autonomie fiscale vun de Gemengen, wéi se an der Verfassung festgeschriwwen ass an elo kierzlech vun dem Statsrot am Kader vun sengem Avis zum «pacte logement» ënnerstrach gouf, an anersäits dem Prinzip vun der Péréquation, der solidarescher Ëmverdeelung vun engem Deel vun den öffentleche Gelder tëscht de Gemengen. De Péréquationsprinzip ass an der europäescher Charta iwwert d'Gemengenautonomie festgehalen. Dëst ass zënter 20 Joer bei eis Gesetz.

Eng vill diskutéierte Fro ass déi vun dem Verhältnis vun den uerdentlechen Einnahme vun de Gemengen am Verglach zu de lafende Gesamteinnahme vun dem Stat. Dëst Verhältnis ass e generell Moossinstrument och op internationalem Plass. Hei zu Lëtzebuerg louch ugangs den 90er Joren de Rapport tëscht den uerdentlechen Einnahme vun de Gemengen engersäits - et sinn dat allgemeng d'Gewerbsteier, d'Dotation de l'État, d'Grundsteuer an d'Recetten aus de Gemengentaxen - an de courante Recetté vun dem Stat anersäits - bei ronn 25%.

Zënter 2002 läit dëst Verhältnis nach bei ronn 22-23%. Dat mag a Prozenter net vill sinn, ass awer an absoluten Zuelen e jährelche Feelbetrag vu ronn 180 Milliounen Euro.

D'Aufgabe vun de Gemengen am Interesse vun de Bierger sinn an deene leschte 15 Joer gewuess. D'Aféierung vun der



Education précoce, der Kannerbetreuung duerch d'Maison relais, dem Musek-unterrecht, fir nëmmen déi ze nennen, gi vun de Gemengen op dem Terrain organiséiert. Weider Missiounen am sozialen a Gesondheitsberäich, der Jugend an der Ëmwelt, der Integratioun kommen an Zukunft derbäi. Dat kascht Geld an op ville Plazen am Land feelt et un den néidege finanzielle Moyenen.

All Bierger, egal wou hien am Land wunnt, huet awer e Recht op esou Aariichtungen. Duerfir muss eist Land deementspreechend organiséiert sinn. Dat ass eng vun den zentralen Erausforderunge vun der Territorialreform, déi eist Land fir seng Bierger brauch.

Dem Avis vun der Cour des Comptes zu dem Statsbudget 2008 no ass zënter 2001 d'Gemengeschild ëm 71% geklomm. D'Gemengeschild belaf sech méttlerweil op insgesamt 750 Milliounen Euro. Bei 23 Gemenge geet den uerdentleche Boni net méi duer fir d'Schildelaascht zréckzebezuolen. Ee fest Ubanne vun de Gemengefinanzen un d'Statsfinanzen ass dofir néideg.

Bei der heiteger Aufgabenopdeeling wier e Verhältnis tëschent den uerdentlechen Einnahme vun de Gemengen an de courrant Recettë beim Stat vun eent zu véier, also 25% menger Meenung no justifiéiert.

Konkret géif dat esou fonctionnéieren: Sollt duerch déi traditionell Einnahmequelle vun de Gemengen de Rapport vu 25% an engem Budgetexercice net erreecht ginn, da misst an deem Joer dono eng kompenséierung vun dem Stat un de kommunale Secteur bezuelt ginn. D'Gemengen hätten dann insgesamt méi eng grouss Planungssécherheet. Fluctuations an den Einnahmen, wéi et se an der Folleg vun der Steierreform 2001 an 2002 gouf, kéinten domat ofgefiedert ginn.

Och d'Regierungserklärung hält am Kader vun enger moderner Gemeng vum 21. Jorhonnert mat kloer Basissmissiounen eng parallell Evolution vun de Gemengen an de Statseinnahme fir ubrecht.

Déiselwecht Iwwerleeung gouf et iwwerengs och am Kader vun deem vill diskutierten Accord tëschent der deemoleger Regierung an dem Syvicol vun Oktober 2001.

E System vun enger méi starker Ubannung vun de Gemengen un d'Statseinnahmen hänkt mat enger Rei vu Voraussetzungen zesummen:

1) D'Gemengentaxe fir Offall, Waasser a Kanal a fir aner industriell Déngschtleeschung maachen e wesentlich Deel vun den uerdentleche kommunalen Einnahmen aus. Dës Servicer mussen käschtedeckend ofgerechert ginn. Beim Offall gesäit d'Gesetz vun 1994 iwwert d'Gestion des déchets dat implizit vir; fir d'Waasser- an d'Klärtaax soll ee sougenannte Prix vérité iwwert dat neit Waassergesetz zustane kommen.

2) D'Grundsteuer ass eng gemengeneege Steuer. Si bréngt de Gemengen awer séier wéineg Einnahmen. D'Grundsteuer mécht hei am Land manner wéi 2% vun de Gesamteinnahme vun dem kommunale Secteur aus. An Däitschland sinn et 6%, a Frankräich 13 an an der Belsch souguer 17%. An England ass d'Grundsteuer déi eenzeg fiskal Recette op lokalem Plang.

Eise System geet op d'Occupationszäit an de 40er Joren zréck. D'Bewäertung sinn net méi adaptéiert ginn. Si si vläicht souguer net méi an Aklang mat der Verfassung.

Am Kader vun dem Gesetzesprojet iwwert de «pacte logement» kënnen d'Gemengen zwar kuerzfristeg méi geziilt verschidden Immobilië besteieren an doduerch och méi Recettë kréien. Mä méttelfristeg komme mir an der Logik vun enger steierlecher Equitéit an enger zäitlech ugoemossener Einnahmequelle fir d'Gemengen net laanscht eng generell Neibewäertung vun den Immobilien.

Wann dat politesch gewollt ass, da muss och d'Steierverwaltung dann déi dofir néideg Moyene kréien.

3) D'Gewerbsteuer: Fir vill Leit ee Buch mat siwe Sigelen an eng Gesetzgebung, déi gréisstendeels nach aus dem Joer 1936

staamt. Dës Steuer gouf am dackste punktuell kritiséiert. Déi aktuell Gewerbe- steier beinhalt keng ekologesch Komponent. Dës Steuer huet am Sënn vun de Gemengefinanzen awer och hir Mérite. Si gétt de Gemengen een Ureiz, fir iwwerhaupt d'Betriber bei sech opzehuelen. Duerch deen interne Péréquationsprinzip geschitt och eng Ëmverdeelung vun engem Deel vun der Gewerbebesteier tëschent de Gemengen.

Dass dëst net ëmmer am Goût vun alle Gemengepapp ass, versteet sech. Et wier awer menger Meenung no falsch fir den aktuelle System vun der Gewerbebesteier einfach ofzeschaffen an de Gemengen zum Beispill en Deel vun der Kierperschafts- steier, déi op hirem Gebitt ufält, ze ginn. Well doduerch géif d'Ongläichgewiicht tëschent de Gemengen, déi Betriber bei sech hunn, an deenen aneren nach verstärkt ginn.

Zënter 2004, also nodeems bei der leschter Steierreform de sougenannten Taux d'assiette bei der Gewerbebesteier vu 4 op 3% erofgesat gouf, ass d'Gewiicht vun der Gewerbebesteier un den uerdentlechen Einnahme vun de Gemenge vill manner staark wéi an deenen zéng Joer virun. De Rapport ass daitlech zugonschte vun der Dotation de l'État gekippt. De Péréquationsprinzip tëschent de Gemenge kënt duerfir vill méi staark zum Droen.

Ee méi enkt Ubanne vun de Gemengenein- nahmen un déi courant Recettë vum Stat mat dem Objektiv vun engem Verhältnis vu 25% géif dem Stat eng méi grouss Marge ginn an engem Kontext vun internationaler Steuerkompetitivitéit. Esou kéint een, wann néideg a gewollt, den Taux d'assiette vun der Gewerbebesteier wéi schonn 2002 ëm e weidere Prozent erofsetzen, wat opgrond vun den ënnerschiddlechen Hebesätz jee no Gemeng eng Entlaaschtung fir e Betrib vun 2,5 bis 3% géif ausmaachen. Dat feeldend Steieropkommes fir d'Gemenge kéint dann duerch eng Bedeelegung un anere Steiereinnahme vum Stat kompenséiert ginn.

4) D'Dotation de l'État: Dëst ass méttlerweil déi Haaptzouwendung vum Stat un de Gemengesector. Si gétt bekanntlech niewent engem sougenannten «montant forfaitaire», gréisstendeels duerch en Undeel un der Akomessteuer, een Deel vun den TVA-Recetten an engem Pourcentage vun der Autossteuer gespeist, an dann no engem interne Péréquationsschlüssel un d'Gemenge verdeelt. Well d'TVA- an d'Lounsteuerrecetten an deene leschten dräi Joer kräfteg beim Stat geklomme sinn, ass d'Dotation de l'État deementspreechend an d'Luucht gaangen. Si beleeft sech fir 2008 op geschate 622 Milliounen Euro.

Och wann d'Festleeung vum sougenannten «montant forfaitaire» net ëmmer ganz novollzéibar ass, esou bleift d'Dotation de l'État insgesamt ee gudder Finanzéierungs- mechanismus. En huet den Avantage vun der Flexibilitéit. Esou ass den Niveau vun der Bedeelegung un der TVA, der Akomessteuer an der Autossteuer moduléierbar. Jee no Bedarf an am Sënn vun enger méi grousser Diversitéit, kéint och eng Bedeelegung un aner Steuer- quellen, wéi virun ugefuert, an d'Ae gefaasst ginn. Am Kader vun enger Territorialreform kéint een doriwwer nodenken, fir en Deel vun der Dotation de l'État, e sougenannten «Préciput» ze reservéieren, fir verstärkt regional Zesummenaarbechte vun de Gemengen am Sënn vum IVL ze förderen.

5) D'Subsiden: D'Gemenge kréie vum Stat Subsidien, fir en Deel vun hiren Investitiounen ze finanzéieren. Am Sënn vun de complémentairé Missiounen vu Stat a Gemengen, wéi uganks gesot, ass dat prinzipiell berechtigt. Et wär wünschenswäert wann déi Subsidien, fir eenzel Investitiounsberäicher generell, fir all d'Gemengen no deeneselwechte Kritäre géifen accordéiert ginn, ähnlech dem Modell wéi et fir de Précoce an d'Maisons relais haut gutt funktionéiert, wou ee feste Betrag pro Plaz bezuelt gëtt.

Dës Subside sollen dann och no engem festen Zäitplang zügeg ausbezuelte ginn. Dem Statec no huet eleng am Joer 2006 de Gemengesector iwwert 30 Milliounen Euro staatlech Subside präfinanziert. Een einfach novollzéibare Subsidemechanismus mécht fir d'Gemenge vun Ufank un d'Planung méi sécher a jiddferee gëtt fir déiselwecht Investitioun d'selwecht behandelt. Ech sinn der Meenung, dass déi intern Péréquation tëschent de Gemengen haaptsächlech iwwert déi net affektéiert Zouwendung soll geschéien, a manner iwwer ënnerschiddlech Subsidentauxen.

Et kann een deem entgéinhalten, dass da verschidde Gemengen hire Bierger net méi

alles kënnen ubidden. Ma do stellt sech dann d'Fro vun der sougenannter «Masse critique» vun de Gemengen. Eist Land brauch keng 116 Gemengen, wou et engem Deel haut schonn en eegene Mëttele feelt, fir hire Bierger eng Rei vu Basisfunktioneen ze bidden. Eng Territorialreform mat manner Gemengen, mä Gemenge vun enger gewässer Gréisst, huet duerfir eng absolut Prioritéit. Feelend Infrastrukturen am Land kéinten an engem regionale Kontext punktuell geschafe ginn a staatlech geziilt cofinanziert ginn. Et kéinten zousätzlech dezentral Aktivitéitszone geschafe ginn, wou dann all Gemengen eege fiskal Einnahmen hätten. De Gruef tëschent sougenannten „räichen“ an „armen“ Gemenge géif manner grouss ginn. Déi öffentlech Finanzmëttele kéinten um lokalen Niveau méi effikass agesat ginn.

Här President, eis Gesellschaft huet sech verännert. D'Uspréich vun de Bierger op lokalem Plang sinn awer aner wéi virun 20 oder 30 Joer. Eis Gemenge muss sech den neie Besoiné vun de Bierger upassen. Si brauchen dofir déi néideg finanziell Moyenen. Eist Land muss sech an engem Zesummespill vu Stat a Gemengen där Erausforderung stellen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Elo huet den Här Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren Deputéierten, ech géing fir d'éischt gären am Nimm vun der Regierung all deene Kollege Merci soen, déi zum Budget geschwat hunn. Dat ass, esou wéi ech gesot hunn, ëmmer eng Geleechenheet, fir iwwer ganz vill Beräicher vun der Politik ze schwätzen, well de Budget d'Grundlag ass zu bal alle Felder vun der Gestaltung vun eiser Gesellschaft. Duerfir sinn och hei eng ganz Rei Iddien opbruecht ginn, déi sécherlech och wäerten Afloss fannen an d'Reflexioun, déi mer a verschiddene Beräicher mussen maachen.

Ech mengen nach eng Kéier, dass dat och ee vun den Ziler ass, déi all Budgets- rapporteur a sengem Rapport huet. Duerfir géif ech och hei nach eng Kéier wëllen der Budgetsrapporteur fir hir Aarbecht, net nëmmen am Budgetsrapport selwer, mä och an deene Méint virun, wou ech déi Punkte ganz oft mat hir diskutéiert hunn, déi si och wollt an hirem Rapport uschwätzen, Merci soen.

E Budgetsrapport hält net op deen Dag, wou en an der Chamber presentéiert gëtt, esou wéi och déi Budgetsrapporte virun, déi selbstverständlech och nach ëmmer Elementer dran hunn, déi ëmmer erëm och an der Diskussioun erëmmen. Duerfir ass dat schonn eng Beräicherung vun der Gestaltung vun der Politik hei zu Lëtzebuerg.

Ech géif nach eng Kéier wëllen hei soen, och opgrond vun deenen Interventiounen, déi ech héieren hunn, dass mer gesond öffentlech Finanzen hunn. D'Tatsaach, an dat ass hei net contestéiert ginn, dass mer virum Zil vun 2009 d'öffentlech Finanzen - dat heescht Stat, Gemengen a Sécurité sociale - erëm am Équilibre hunn, ass d'Resultat vun enger konsequenter Spuer- politik kombinéiert mat enger starker wirtschaftlecher Croissance. An doduerch, dass mer haut +0,8% vum Bruttoinlands- produkt hu bei den öffentleche Finanzen - wa mer souguer d'Steierreduktioun net gemaach hätten, hätte mer nach e gutt Stéck méi -, ech mengen, dass ass eng Politik, déi mer mussen viruféieren.

Zu de gesonden öffentleche Finanzen muss een allerdéngs dräi Elementer kucken. Et muss ee kucken: den Defizit oder d'Absence vum Defizit, a mir hu keen Defizit; 2. mir mussen kucken déi niddreg Schold, mir hunn eng Statsschold vu manner wéi 7% vum Bruttoinlandsprodukt - oder öffentlech Schold besser gesot, well och do mussen mer d'Loi de garantie, d'Gemengeschild alles mat berücksichtigen -; a mir hu Reserven.

Duerfir géif ech gären dozou nach eng Kéier eppes soen, well dat hei an der Diskussioun zum Deel falsch presentéiert ginn ass. Mir hunn d'Reserven an deene leschte Joren erëm substanzuell opgestockt. Net fir kuerzfristeg Politik ze maachen, mä well mer gären domadder déi Investitiouns- projeten, déi mer decidéiert oder geplangt hunn, och an deenen nächste Jore finanzéieren. D'Reserve sinn haut méi héich wéi 1999. Si si bësse manner héich wéi uganks de Joren 2000, wou mer se eng Kéier nach méi héich opgestockt haten. Do hu mer es e bësse méi gebraucht. Elo si se

erëm gutt opgestockt ginn. Duerfir ass dat eng Politik fir déi zukünfteg Legislatur- perioden. Dorobber sollte mer am Fong stolz sinn. An déi Politik sollte mer och viruféieren. Déi mussen mer och viruféieren mat eventuellen Iwwerschëss am Joer 2007, an och an deene Joren duerno.

Duerfir ass d'Presentatioun, déi gëschter hei vu Verschiddene gemaach ginn ass - oder virun allem vun engem; dat war d'Interventioun vun der ADR -, fir hei ze soen, dass d'Fongen 2008/2009 eidel wäeren, einfach faktesch falsch. Ech hu gesot, dass mir 2009, wann ech all d'Avoiré vun de Fongen zesummekucken, iwwer 400 Milliounen an deenen Avoiren hunn, an dass mer mat den Iwwerschëss, déi mer och an deemem Joer kënnen affektéieren, bis 2010 einschliesslech schonn all d'Investitiouns- ausgaben, déi mer do hunn, getätet hunn.

Duerfir, Här President, wann Der géint d'Traditioun géift an Ärem Analyteschen, wéi dat gëschter hei gefuerdert ginn ass, en Tableau presentéieren, da géif ech bieden an deem Fall och deesen Tableau mat ze publizéieren. Ech halen net dorobber. Ech hale just drop wann och aner Tableaux am Analytesche presentéiert ginn, wou ee ganz genee gesäit, Fong fir Fong, wivill d'Avoiré si bis 2011. Fir dass ee ganz kloer ka gesinn, ob déi Aussoen, déi gëschter hei gemaach gi sinn, der Realitéit entsprechen oder net.

An eise Fonge si scho bis 2010 einschliesslech all d'Ausgabe couvréiert. Déi eenzeg zwee Fongen, déi dann 2009 en Defizit hunn, sinn de Fonds pour la gestion de l'eau an de Fonds pour la loi de garantie, wat am Fong Remboursement sinn. Déi zwee Fonge wëlle mer och nach am lafende Joer mat Iwwerschëss dotéieren, esou dass och dann 2009 scho kee Fong e Minus huet.

Duerfir wollt ech lech, Här President, dass ginn. Wann dat net publizéiert gëtt, da soll een dat de Membere vun der Finanz- kommissioun wann ech gelift weiderginn.

» **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum honorabelen Här Gibéryen?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister just froen, ob aus deem Tableau och ervirgeet, wéi vill Emprunten an de Fonge sinn. Well et war dat, wat ech gëschter gesot hunn: Ech hunn net gesot, et wier näischt an de Fongen; ech hu gesot, wann een d'Emprunten aus de Fongen eraus- rechent, dann ass näischt méi dran, an dat sinn déi Chifferen, déi ech dem Rapport vun der Cour des Comptes entholl hunn.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Do si selbstverständlech och d'Emprunten dran, an déi Emprunten, déi hu mer jo contrairement zu all den Nopesch- länder an deene Joren extrem niddreg gehalen. Dat heescht, déi éischt Jore no 2000 hu mer iwwerhaupt keen Emprunt gemaach, a fir déi nächst Joren hu mer just 100 Milliounen geléint fir de Fonds des routes an 100 Milliounen geléint fir de Fonds du rail, well dat Projete sinn, déi fir déi nächst Generatioun sinn.

An duerfir kommen ech dann zur Statsschold. Mir hunn déi niddregste Statsschold a ganz Europa. Déi betrëfft um Niveau vun dem...

(**Interruption**)

Jo, ech kommen nach dorobber zréck, well och do hutt Dir gëschter Saache gesot, déi grondfalsch sinn.

D'öffentlech Schold betrëfft 7% vum Brutto- inlandsprodukt. Mir wëssen, dass de Maxi- mum an der Eurozon, deen erlaabt ass, 60% vum PIB ass. Mir si bei 7%. Mir hunn och guer net wëlles dohinner ze kommen a mir bleiwen och bei 7%.

Mä, wa mer d'Statsschold eleng kucken, do wou d'Chamber d'Autorisatioun gëtt, da gesi mer, dass d'Bruttoschild vum Stat fir de Moment sech op 494 Milliounen Euro be- leeft, dass sinn 1,5% vum Bruttoinlands- produkt, an dann ass gëschter hei gesot ginn, dass déi Statsschold absolut net couvréiert wär.

Ech soen lech, dass all déi aner Länner iwwerhaupt kee Fonds de la dette hunn. Mir speisen och weider, esou wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, mat méiglechen Iwwerschëss dee Fong vun der Dette, fir dass, wann an zéng, 15, 20 Joer déi Schold zréckbezuelte muss ginn, dann och eppes an deem Fong ass.

An duerfir wollt ech lech soen, dass dese Fong och am lafende Joer erëm dotéiert ginn ass. Um Ufank vun deemem Joer hate mer 95 Milliounen am Fonds de la dette. Mir hunn en dëst Joer alimentéiert mat 48 Milliounen aus dem normale Budget a 50 Milliounen iwwert d'Mehreinnahmen, déi



Mercredi,  
12 décembre 2007

während dem Joer erakomm sinn. Déi Politik wëlle mer och weiderfuere.

Ech mengen, datt et richteg ass, datt een och elo scho Suen op d'Säit leet, fir a ville Joren déi Dépense, déi Schold zréckzebezuelen, mä mir maachen nëmme Schold fir laangfristeg Investitiionsausgaben.

Et bleift zu Lëtzebuerg bei enger niddreger Statsschold, well soss mussen déi nächst Generatiounen déi Schold zréckbezuelen a si mussen eng grouss Zënslaascht bezuelen, an dat wëlle mer net.

Et bleift also derbäi, d'Reserve ginn opgestockt, d'Statsschold bleift niddreg, a mir hätte gär bei den öffentleche Finanzen en équilibréierten Haushalt, dat heescht wa méiglech en lwwerschoss. Et wär gutt, wa mer en lwwerschoss hätten, deen nach méi héich wär. Duerfir deelen ech d'Meenung vun der Zentralbank, datt et am Fong gutt wär, wa mer nach méi en héijen lwwerschoss hätten.

Den Här Goerens huet mer déi Fro gestallt: Fir dee méi héijen lwwerschoss par rapport zum PIB ze hunn, dat wär wünschenswäert. Ech soe just, wann een dat wëllt a wa mer dat all zesumme wëllen, da kann een net am gläichen Otemzuch och massiv Steierreduktiounen fuerderen, well eisen lwwerschoss vun 0,8% vum PIB wier nach méi héich, wa mer net déi Reduktioun vun de Steiere bei de Privatpersounen a bei de Betriber dëst Joer gemaach hätten.

Déi 300 Milliounen, déi dat als Minder-einnahmen erabrängt, dat sinn 1% vum PIB. Mir hätten also 1,8% vum PIB lwwerschoss, wa mer net dofir gesuergt hätten, datt souwuel d'Privatleit wéi d'Betriber d'nächst Joer manner Steiere bezuelen.

Eist Zil muss et awer sinn, och wéinst deene laangfristeg Finanzéierungsschwieregkeeten, déi mer hunn, datt mer och kucken, weider d'Statsfinanzen net nëmmen am Equilibre ze hunn, mä méi en héijen lwwerschoss nach ze hunn. Dat ass awer net ganz einfach an dat kritt een och net kurzfristeg hin.

Mä wat hu mer gemaach? Mir hunn eng Rei Automatismen op der Dépensesäit gebremst, datt se also net esou schnell an d'Luucht ginn, a mir hunn derfir gesuergt, datt mer aner Dépenses étaléiert hunn iwwer eng länger Zäit.

Mir hunn zum Beispill d'Investitiionsausgabe strikt no Plang ausgeféiert, mä mir hu se op engem héijen Niveau gehalen, mä par rapport zum PIB si se net gewuess. Si belafe sech op 4%, 4,1% vum Bruttoinlandsprodukt, dat sinn 1,6 Milliarden Euro. Dat wëlle mer och an deenen nächste Joren net méi uwuesse loosse, fir domadder d'Statsfinanzen net extra ze belaachten.

Grondsätzlech ass dee Budget hei net a Fro gestallt ginn. De Budget ass a senger Zilrichtung vun deene meeschte Kolleegen heibannen approvriert ginn. An den Elementer bannendrä koume selbsterständlech ënnerschiddlech Positiounen.

Ech sinn och frou, datt eng Rei Kolleegen iwwert déi laangfristeg Obligatiounen vum Stat geschwat hunn - och elo an där leschter oder zweetleschter Interventioun, där vum Kolleeg Carlo Wagner. Ech mengen, et ass richteg, datt mer eis iwwert d'Finanzéierung vun der Sécurité sociale Gedanke maachen. Och d'Budgetsrapportrice, och de Fraktiionspresident vun der CSV ass op déi Problematik agaangen.

Just mussen mer dann alleguerten - an dat war am Fong mäi Message och d'lescht Woch - och dozou Responsabilitéit bekennen an de Leit och soen, net datt herno keng Pensioun méi géif ausbezuelt

ginn, mä datt mer en enorm staarke Wirtschaftswuesstum brauchen, fir deen héijen Niveau vun de Pensiounen och no 2020, 2030 ze halen.

An duerfir wëllt d'Regierung jo net vun haut op muer do alles ëmänneren, wéi heiansdo gesot gëtt, mä mir fannen, datt mer mussen eng Diskussioun doriwwer féieren, wéi eng Schrauwe mer liicht unzéie kënnen, fir datt mer herno nach Pensiounen hunn, déi op engem räsonnablen Niveau sinn, mä wou mer iwwer Elementer vu Cotisatioun, vun Durée vu Cotisatioun, vu Finanzéierung vun de laangfristegen Ausgabe musse kënnen diskutéieren.

An duerfir hunn ech d'lescht Woch zu Recht gesot, datt ech gären hätt, datt all Partei dozou Faarf bekennt. An duerfir kann ech och am Numm vun der Regierung soen, datt déi Motioun, déi den Här Wagner hei abruucht huet, net géint d'Politik vun der Regierung ass, ganz am Géigendeel. Ech mengen, et wär gutt, wann d'Partei géifen eng Meenung dozou hunn.

Ech géif vläicht proposéieren, datt ee géif am Dispositif vun där Motioun net schreiwen «dans toutes les discussions». Ech mengen, et ass un dem zoustännege Minister fir ze kucken, bei wéi enge Gespräicher hien d'Parteien dobäihëlt. Mä ech mengen, et ass eng Flicht vun de Parteien, déi eng responsabel Politik wëlle maachen, an deenen nächste Méint a Joren ze soen, wéi si dann d'Gestaltung vun der laangfristeger Finanzéierung vun der Sécurité sociale gesinn, wat e Problem ass, deen an all den entwéckelte Länner besteet, also och zu Lëtzebuerg, an deen hei nach méi staark besteet, well mir ganz vill Aarbechtsplazen an de leschte Jore geschafen hunn a vill jonk Leit hunn, déi elo schaffe ginn an déi herno eng Pensioun musse kréien. Also mengen ech wier et gutt, wann d'Parteien och an iergendenger Form géifen un deenen Diskussiounen bedeelegt ginn.

Duerfir géif ech proposéieren, datt ee bei «dans toutes les discussions» dat Wuert «toutes» géif strächen, an da géif d'Regierung a virun allem de Minister vun der Sécurité sociale kucken, eng Form ze fannen, fir och mat deenen eenzelne Parteien déi dote Gespräicher ze féieren.

An deem Sënn wollt ech all deene Kolleeg Merci soen, déi d'Budgetspolitik vun der Regierung ënnerstëtzen. Et ass eng Politik, déi zum Zil huet, en équilibréierten Statshaushalt ze hunn. Et ass eng Politik, déi awer och wëllt op Virsicht weiderhi baséieren.

Ech mengen, datt déi grouss Schwierigkeit bleift, datt d'Statseinnahmen héich sinn, mä datt se fragile bleiwen. Ech wëll lech soen, datt, wa mer d'Statseinnahme kucke vum Joer 2007, dann hu mer ugangs Dezember elo d'Einnahmen eran, déi mer eis virgeholl hate fir d'Joer 2007. Dat heescht, Enn November hu mer quasi d'Steieren eran, déi am Budget ugeschloe waren, deen d'Chamber d'lescht Joer gestëmmt huet. Beim Mount Dezember muss een elo kucken, wat dee bréngt.

Et gesäit een och do relativ Ënnerscheeder. Zum Beispill ass d'Kierperschaftssteuer eréischt zu 85% dobannen. Dat heescht, do si ronn 1,1 Milliard erakomm. Mir haten 1,3 Milliarden am Budget stoen. D'TVA awer ass dëst Joer relativ gutt gelaf. Mir hu bis elo schonn 112% vun der TVA eran, dat heescht, bal zwou Milliarde sinn do erakomm, an et waren 1,75 Milliarden am Budget virgesinn.

Mä wann ech all Steieren zesumme kucken, hu mer d'Steieren erakritt, mä et bleift déi grouss Onsécherheet, well mer vun engem

Secteur virun allem ofhänken, engem Secteur, deen international ass, dat ass de Bankesektor, iwwert deen zu Recht, wéi ech fannen, den Här Thiel de Moien nach eng Kéier geschwat huet. Dat ass e Secteur, dee vun externe Facteuren ofhänkt, vun Evénementen op den internationale Boursen. Also kann een net soen, elo schreiwe mer einfach d'nächst Joer an de Budget vill méi Steieren an, well dat kann dono schifgoen.

Mir wëllen an eiser Budgetspolitik eng virsichteg Budgetpolitik maachen. An nach eng Kéier: Ech gi léiwer dofir kritiséiert, datt mer d'Steiereinnahmen ze niddreg agesat hätten, wéi ze héich. Wa Méieinnahmen erakommen, da ginn déi un d'Investitiionsfonge fir d'laangfristeg Finanzéierung vun Investitiounen vun Infrastrukturen, déi eist Land brauch. Déi Politik hu mer gemaach, mat där Politik wëlle mer weiderfuere.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun den Debatten ukomm, sauf datt den Här Carlo Wagner nach d'Wuert fret. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

» M. Carlo Wagner (DP). - Jo, Här President, den Här Minister Frieden huet d'Propositioun gemaach, wat d'Motioun ubelaangt, fir «toutes les discussions» erauszehuelen. Also, ech muss soen, ech verstinn, datt de Minister och wëllt emol vun Zäit zu Zäit mat deem een oder mat deem aneren diskutéieren. Dat wëlle mer jo net verhënnere.

Dat, wat mer wëlle verhënnere, dat ass, datt elo op eemol mat de Partenaires sociaux Accord getraff géife ginn, egal wéini, an datt mer déi géife virgeluecht kréien, an da „Vogel friss oder stirb“.

Ech géif duerfir proposéieren, wann den Här Minister domat averstanen ass, fir «toutes les discussions» erauszehuelen an ze ersetzen duerch «les discussions les plus importantes». Da si mer eis eens.

#### Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la table ronde de 2001, «Rentendésch», sur le système des pensions du secteur privé avait réuni des représentants des partis politiques, des syndicats, du Gouvernement et du patronat;

- considérant qu'aux termes de ses travaux, le «Rentendésch» a réussi à présenter une déclaration finale reprenant les différentes positions et les points sur lesquels un consensus s'est dégagé pour la plupart des participants;

- considérant qu'en date du 28 avril 2006 le Comité de Coordination tripartite a retenu la mise en place d'un groupe de réflexion ayant «pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité à long terme et pour adapter le système des pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie»;

- constatant que ce groupe de réflexion vient d'entamer ses travaux;

- regrettant qu'elle est tenue à l'écart de ces travaux;

- se ralliant à la recommandation de la COFIBU formulée dans son rapport relatif au projet de loi N°5800 concernant le budget des recettes et des dépenses de

*l'État pour l'exercice 2008 et qui préconise «d'associer de très près la Chambre des Députés à toutes les réflexions concernant les risques et perspectives de notre système des pensions et de la sécurité sociale».*

*invite le Gouvernement à*

*- inclure, à l'instar du «Rentendésch» 2001, les partis politiques représentés à la Chambre des Députés dans les discussions les plus importantes visant à assurer la pérennité de l'assurance pension à long terme.*

(s.) Carlo Wagner, Félix Braz, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Lydia Mutsch.

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun den Debatte vum Budget ukomm.

## 2. Ordre du jour

Op Propositioun vum Minister zoustänneg fir de Budget, dee suggéiert huet, ob mer net de Budget haut solle stëmmen, hunn ech d'Fraktiounen consultéiert, an déi sinn net ofgeneigt, fir dat ze maachen. Wann Der domadder d'accord sidd, da kéinte mer de Vote fir haut de Mëtteg ufanks der Sitzung virgesinn, à moins datt dat anescht gewünscht ass.

» Une voix. - An direkt?

» M. le Président. - Et sinn eng Partie Kolleegen net hei, déi haut de Moien a Conseile sinn, wou se och Budgeten ofstëmmen. Duerfir géif ech soen, mir sollten haut de Mëtteg ofstëmmen, wann d'Chamber domat d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, d'CSV-Fraktioun ass domadder d'accord. De liberale Grupp ass d'accord.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Ech sinn och d'accord.

(Hilarité)

» M. le Président. - D'Sensibilitéit sinn d'accord. Déi Gréng sinn d'accord.

Här Fayot, ass dat an der Rei?

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis net eens sinn, fir en haut de Mëtteg ze stëmmen, da stëmme mer en d'nächst Woch. Ech hu kee Problem domat. Ech hu just hei opgegraff, wat de Minister an d'Fraktiounen gesot hunn.

» Plusieurs voix. - Mir sinn eis eens. Mir si mat Ärer Propositioun d'accord.

» M. le Président. - Jo, mä ech mengen, den Här Fayot ass net domat d'accord.

» Une voix. - Dach, den Här Fayot ass domat d'accord.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Souguer ech sinn domat d'accord.

(Interruptions diverses)

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, da si mer eis eens: Mir stëmme haut de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung um hallwer dräi iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer of. Domat si mer um Enn vun deser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 11.14 heures)



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
www.chd.lu



Présidence: M. Lucien Weiler, Président

## Sommaire

- 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)
  - Discussion générale (suite): Mme Lydia Mutsch, rapportrice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1 modifiée adoptée
- Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat
  - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
  - Débat: M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. le Ministre Jean Asselborn
- 5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements
  - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
  - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Dépôt d'une motion par M. Claude Adam
  - M. Claude Adam dépose une motion relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK).

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Neen, Här President.

» M. le Président. - Wann dat net de Fall ass, da kënne mer, esou wéi mer dat haut de Moien ugekënnegt haten, zum Ofschloss vun de Budgetsdebatte kommen, déi doranner bestinn, dass mer e Vote iwwert de Statsbudget maachen.

Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

## 1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

» Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. - Här President, ech wär frou, wann ech als Rapporteur nach eng Minutt kéint Position zu den Debatten huelen.

» M. le Président. - Fir e Rapporteur, dee sech vill Méi ginn huet an dee gutt Aarbecht geleescht huet, muss een ëmmer hei an der Chamber Prioritéit aramen, ob-schonns mer dat haut de Moien hätte kënne maachen, well mer dunn Zäit haten.

» Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. - Dir waart ze schnell, Här President, haut de Moien.

(Hilarité)

» M. le Président. - Gutt, da loosse mer zu eise Regeln eng Exceptioun maachen an der Madame Mutsch d'Wuert nach eng Kéier ginn.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Et kann een der Madame Mutsch dat schlecht ofschloen.

Discussion générale (suite)

» Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. - Villmools Merci, Här President! Léif Kolléeginnen a Kolléegen, ech wollt zum Ofschloss vun dese Budgetsdebatten, wou ech frou war, dass de Budgetsminister déi ganzen Zäit derbäi war an zu engem grouss-

sen Deel och déi aner Vertrieeder vun der Regierung, menge Kolléege Merci soe fir déi ganz flott a konstruktiv Debatten, déi mir och als Rapporteur ganz vill bedeit hunn. Ech war och ganz besonnesch frou, dass eng ganz Rétsch vun deenen Themen, wou ech mengen, dass se eis bei eisen Diskussiounen ronderëm d'Zukunft vum Land wäerte prioritär an deenen nächste Méint a Jore beschäftegen, och en Thema an allen hei an der Chamber vertrustene Fraktiounen waren.

Ech denke virun allem un d'Landesplanung, ech denken un d'Vereinbarkeet vu Beruff a Famill an ech denken un all déi Froer ronderëm d'Formatioun a ronderëm d'Ganztagsbetreiung, déi jo maassgeblech mat dozou bäidroen fir eng besser Vereinbarkeet vu Famill a Beruff ze fannen.

Ech sinn awer och der Meenung - an dat ass scho meng lescht Remarque, déi ech op dëser Plaz nach eng Kéier wollt maachen -, dass, wa mer iwwert d'Nohaltegkeet schwätzen, an all déi ugefouert Theme sinn en Deel vun der Debat ronderëm d'Nohaltegkeet, dann och eendeiteg eis öffentlech Finanzen zu där Diskussioun vun der nohalteger Entwécklung gehéieren.

Ech sinn duerfir mat deem nächste Budgetsrapporteur ganz gespaant op déi Etüd, déi mer wäerte kréie vum Conseil supérieur du développement durable ronderëm d'Nohaltegkeet vun eisen öffentleche Finanzen. Dat ass ganz wichteg. Zu där Fro gehéiert och eng Evaluatioun, déi mer a mengen Ae ganz regelméisseg an der Chamber musse maachen, wou mer dru sinn. Ech wäert och duerfir an der Zukunft an der Finanzkommissioun mat dofir anrieden, dass mer am A behalen, wéi sech eis öffentlech Finanzen entwéckelen a virun allem wou mer an deenen nächste Méint a Jore wäerten eis politesch Jaloné leeën, dat am Respekt vun enger virsichteger Finanzpolitik, déi mer hei wëlle bedreiwelen.

Merci, Här President, dass Der mer als Rapporteur nach eng Kéier ofschléissend d'Wuert ginn hutt an nach eng Kéier Merci fir déi ganz flott Diskussioun, déi ech och als Rapporteur gäre mat op de Wee huelen.

Villmools Merci!

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Rapportrice. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Statsbudget vum Joer 2008. Den Text steet am Document parlementaire 5800.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Statsbudget ass ugeholl, Här Minister Frieden, mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Neestëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

(Brouhaha général)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

» Une voix. - Neen!

(Assentiment)

» M. le Président. - Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1 modifiée

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi haut de Moien déposéiert ginn ass, déi vum Här Frieden kommentéiert ginn ass.

Vote

Mir hätten och kënne par main levée ofstëmmen, well d'Motioun ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert de Kosovo. Dëst no der Réunioun vum Conseil «Affaires générales et Relations extérieures». Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

## 2. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolléegen, zënter dem 10. Dezember si mer jo an enger kruzialer Phas, wat de Kosovo ugeet. De Kosovo, wann een dat Wuert seet, dee Begrëff seet, dann associéiert een dat u Krich um Balkan, un den Zesummebroch vun Exjugoslawien, awer och u Verdriewung, un ethnesch Säuberungen, virun allem och u Flüchtlingen, wéi mer dat jo hei zu Lëtzebuerg wëssen.

Et ass awer och e Wuert an e Begrëff, deen net lasszetrennen ass vun Europa, vu Stabilitéit um Balkan a vun enger europäescher Perspektiv fir de Balkan. Ech wëll vläicht an enger Minutt e puer Saache soen iwwert d'Geschicht vum Kosovo, ouni kënne selbstverständlech an d'Déift ze goen.

Kosovo hat an Exjugoslawien zënter 1974 eng ganz grouss Autonomie. De Milošević huet dës Autonomie lues a lues awer drastesch reduzéiert, a mir wëssen, dass 1999 ethnesch Säuberungen, Vergewaltigungen, Verdriewung stattfonnt hunn. Eng Millioun Kosovaren hunn deemools d'Land verlooss. Et waren 10.000 Doudeger op der Säit vun den Albaner, déi am Kosovo liewen, an och 3.000 Victimen op serbescher Säit, déi ee selbstverständlech net därfer vergiessen. Et sinn 200 Moscheeë futti geschloe ginn, bis d'NATO agegraff huet. A mengen Aen zu Recht, op Basis vum Prinzip vum Devoir d'ingérence, wann Akte gemaach gi géint déi elementar Mënschewürd, déi och vun Terrorismus a vu Gausamkeete gezechent waren.

Du koum et den 10. Juni 1999 zu där Resolutioun, eng vun deene bekannteste Resolutiounen vun der UNO op der Welt, der 1244, déi décidéiert huet, dass d'Gewalt muss gestoppt ginn, dass am Kosovo muss désarméiert ginn. Et ass och an där Resolutioun 1244 zrëckbehalde ginn, dass eng international Presenz am Kosovo muss op d'Bee gestallt ginn. Dat ass eng duebel Presenz. Dat ass engersäits d'UNO, d'KFOR; 17.000 Zaldoten aus aller Welt sinn am Numm, also och am Mandat vun der UNO agesat ginn an d'UNMIK. Dat heescht, de Kosovo ass ënnert d'Administratioun vun der UNO gesat ginn.

Här President, de Kosovo haut, dat sinn 2,2 Milliounen Leit. Et ass een Territoire véiermol méi grouss wéi Lëtzebuerg. 40% vun der Populatioun hu manner wéi 20 Joer, 50% vun der Populatioun hu manner wéi 25 Joer. Et sinn 88% Albaner, 7% Serben, 5% Minoritéiten, Roma virun allem, Bosnier an Türken. Kosovo haut ass awer och ee Gebilde um ekonomesche Plang mat bis zu 60% Chômage an deene meeschte Regiounen.

Wa fir d'Léisung vun der Kosovo-Fro d'UNO-Resolutioun 1244 d'Basis ass, esou huet dach d'Europäesch Unioun eng ganz grouss Responsabilitéit, aus zwou Ur-sachen:

Éischters, de Kosovo läit an Europa, geographesch gesinn. E läit 50 Kilometer vun de Grenze vun Europa ewech.

Zweetens, well jo Europa, d'Europäesch Unioun, e Friddensprojet ass, a well d'Europäesch Unioun als Friddensprojet am Joer 2003 zu Saloniki um Conseil deem ganze Balkan eng europäesch Perspektiv ginn huet, doraus ergëtt sech, dass d'Europäesch Unioun eng ganz spezifesche, eng ganz speziell Position huet an der ganzer Debat ëm de Kosovo.

Wann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Status quo keng Léisung ass - dat soen net d'Europäer, dat seet de Ban Ki-moon, de Generalsekretär vun der UNO -, wann de Statut vun Kosovo net dee ka sinn, deen e virun 1999 war - dat seet d'EU ënnert der Lëtzeburger Présidence, awer och am Accord mat den deemolegen a mat den heitegen Autoritéiten a Serbien, virun allem awer nodeem d'Gesprécher vun der Troika gescheitert sinn; déi berühmten



Troika, déi Der kennt, dat ass Russland, Amerika an Europa, wou fir Europa den Ambassadeur Ischinger verhandelt huet -, wann also no deenen 120 Deeg, déi mer als Europäesch Unioun jo erausgeschloen haten, fir déi zwou Säiten, Kosovaren an Albaner, nach eng Kéier beienaner ze bréngen, kee Resultat ze verzechnen ass, dann ass dat net eng Affär - an den Ambassadeur Ischinger sot et nach d'leschte Méindeg - vun der Zäitschinn, mä ganz kloer de politesche Wëllen.

De Wëllen tout court huet gefeelt, fir zu engem Accord ze kommen, obscho jo de Martti Ahtisaari am Numm vun der UNO erëm eng Kéier während 18 Méint versicht huet, eng Proposition op den Dësch ze leeën an dat jo och gemaach huet.

Wann also mer alleguerten déi Faiten do considéieren, da komme mer zur Konklusion, dass d'international Gemeinschaft - leider si! - muss hir Responsabilitéit iwwerhuelen a speziell d'EU hir Responsabilitéit muss iwwerhuelen, well et net zu engem Accord komm ass vun deenen zwou Säiten, Kosovaren a Serben, wat selbstverständlech der internationaler Communautéit d'Liewe vill méi einfach gemaach hätt.

Nun, Här President, mir kennen d'Position vu Russland. Déi ass bekannt. Russland seet, et muss weiderverhandelt ginn, och wann dat nach Joren, eng hallef Dose Joren oder zéng Joer dauert, bis op béid Säiten een Accord sech erausschiele kéint. Russland steet fir de Status quo fir eng laang Zäit nach, fir dann och festzhalen haut, dass indirekt hir Position de Moment eng aner ass, wéi Russland dat op d'Schinn gesat hat am Kader vun Kontaktgrupp, wou déi sechs Haaptlänner - déi véier grouss europäesch Länner plus Russland, plus Amerika - während Joren iwwert de Statut vun Kosovo diskutéiert hunn.

De Conseil de Sécurité zu New York därer selbstverständlech net gebypasst ginn. Den 19.12. ass eng Diskussioun iwwert de Statut vun Kosovo am Conseil de Sécurité. D'Resultat kenne mer, mengen ech, haut scho bal zu 99%. Russland wäert seng Meenung do net änneren. D'Resultat ass dat, dass et net zu enger Ofstëmmung kënnt, mä och net zu engem Accord.

Wann ech soen, dass Europa eng politesch Verantwortung huet, da muss et se och kënnen iwwerhuelen. Dat heescht, alles maachen, fir dass d'Regioun net destabiliséiert gétt. Well, Här President, Dir Damen an Dir Hären, mat bal honnertprozenteger Sécherheet kann ee soen, dass de Status quo eng unilateral Déclaration d'indépendance vun de Kosovare wäert provozieren, no enger ganz, ganz kuerzer Zäit.

Also de Status quo huet eng Dynamik a sech, déi net ze kontrolléieren ass. Duerfir wëll ech lech vläicht soen - an ech mengen dat ass den Intérêt vun der Chamber, a mir si jo och do op enger gemeinsamer Linn no den Diskussiounen, déi mer bis elo haten -, dass Lëtzebuerg sech asetzt, virun allem fir nach eng Kéier festzhalen, dass opgrond vun der Resolutioun 1244 de Kosovo 1999 ënner eng international Administratioun gesat ginn ass, dass 1244 et och ganz kloer erlaabt, de Statut ze definéieren an dass 1244 et och erlaabt, eng Form vun Indépendance kënnen erauszeschelen.

Déi dräi Punkte si wichteg, an déi dräi Punkte bréngen eis - an do si mer am Camp vu praktesch alle Länner vun der Europäescher Unioun - dozou fir eng UDI, wéi dat op Englesch heescht, eng Unilateral Declaration of Independence, ze verhënnern an ze schaffen, dass mer zu enger CDI kommen, dat heescht zu enger koordinierter Deklaratioun iwwert d'Indépendance vun Kosovo.

Op Lëtzebuergesch heescht dat, dass mer ee Prozess zu Enn bréngen, wou mer mat deem neie kosovaresche Premierminister Thaçi, dee jo gewielt ginn ass an dee viru Chrëschttag och nach seng Fonctioun wäert iwwerhuelen, an deenen nächste Méint zu enger Décisioun kommen iwwert de Statut vun Kosovo, dee koordinéiert ass nom Enn vun deem Prozess.

Déi Décisioun wäert och ganz kloer fousen op der Proposition vun Martti Ahtisaari, deen dat gemaach huet am Numm vun der UNO. Dat heescht, dass mer en demokrateschen, multiethnesche Kosovo an e Kosovo, wou d'Minoritéite protégéiert sinn, wou och dee kulturelle Patrimoine protégéiert ass, wëllen, an de Statut ass deen, dee mer wëllen, deen de Martti Ahtisaari proposéiert huet, nämlech eng international iwwerwaachten Onofhängegkeet. Et ass keng plakeg Onofhängegkeet, wann ech esou därer soen, et ass eng international iwwerwaachten Onofhängegkeet.

Duerfir, Här President, setze mer eng Zivilmissioun op d'Been. D'Chamber huet

schon hire Préaccord hei ginn. Duerfir soen ech och dem Här Fayot an alle Leit aus der Kommissioun e grouse Merci, dass mer deen Accord kritt hunn. Dat si 1.500 Leit, déi an där ziviler Missioun sinn. Dat si Riichter; Lëtzebuerg participéiert mat Polizisten; et si Leit, déi eng international Zivilpresenz wäerten am Kosovo garantéieren.

1.500 Leit also, déi gréissten Zivilmissioun, déi d'Europäesch Unioun jee op d'Bee gesat huet. An derniewent, Dir wësst, dass d'lescht Woch och d'Reünion war vun den NATO-Ausseministen, wou ganz kloer décidéiert ginn ass, dass d'KFOR, also d'NATO bleibt an alle Leit am Kosovo Protektioun garantéiert, dat heescht, net eleng den Albaner, mä virun allem och de Serben an alle Minoritéiten, déi am Kosovo sinn.

Déi Missioun gétt keng einfach, mä do ass awer d'NATO prett fir dat ze iwwerhuelen. Souguer déi russesch Säit seet, wann d'NATO géif déi Truppen zrëckzéien, dass et da géif ganz, ganz séier zu enger Destabilisatioun kommen.

Dat Lescht, wat ech wollt soen, Här President: Mir muss wëssen, a Lëtzebuerg ass op der Säit vun deenen a versicht och alleguerten déi aner Länner, déi nach grouss Douten hunn, de Moment dohinner ze bréngen, dass mer keng Stabiliséierung kréie vun Balkan, wa mer net d'Serbe mat am Boot hunn. D'Kosovaren-Fro ass net ze trenne vun der serbescher Fro. Mir müssen de Serben och e ganz konkret Gelänner opriichten, eng Upak ginn, dass och si wëssen, dass hir Zukunft net am Kosovo läit, mä hir Zukunft läit an Europa. Fir dat fäerdeg ze bréngen, muss mer déi Perspektiv, déi 2003 entwéckelt ginn ass zu Saloniki, och hinnen ubidden.

Do gétt et Instrumenter, déi mer hunn, zum Beispill um Niveau vun de Visaen, zum Beispill och um Niveau vun der ASA. Mir wëssen, dass de Kosovo muss weider kooperéiere mam ICTY, mam Internationalen Tribunal. Mladić, Karadžić si Begrëffer, déi Der kennt. Mä mir wëssen, dass et doudsécher net méiglech ass, eleng sech ze bekëmmern ëm de Kosovo, well a mengen Aen, och wann de Kosovo muer e Statut huet, dann ass am Kosovo nach keng Fro geléist!

Wann ee weess, dass wierklech duerch de Statut de Kosovo eréischt d'Méiglechkeet kritt, fir Sue geléint ze kréie vun den internationale Gremien, internationaler Bank an esou weider, dass dat eng Noutwendegkeet ass, dass dat Land ka besser fonctionnéieren um internationale Plang! Mä et ass näischt, näischt geléist mam Statut vun Kosovo! Duerfir gétt et nëmmen eng Léisung, fir d'Stabilitéit vun Balkan hierzestellen, wa mer och deene Leit am Kosovo, deene méi wéi zwou Milliounen, eng ekonomesch, eng sozial Perspektiv ginn. Dat geet nëmmen an Zesummenarbecht mat alle Länner aus dem Balkan. A selbstverständlech mat där Perspektiv, déi Europa ugebueden huet an déi et muss oprechterhalen.

Ech soen lech Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Ech ginn lech heimat Akt vun Ärer Deklaratioun. Elo huet de President vun der Commission des Affaires étrangères, den honorabelen Här Ben Fayot, d'Wuert.

**Débat**

» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech soen dem Ausseminister Merci fir deen interessanten Exposé no dem Conseil «Affaires générales» leschte Méindeg. Ech si frou, dass mer hei an der Plénière och iwwert déi Saache schwätzen.

Virun allem sinn ech frou, well mer jo an der aussepolitischer Kommissioun an duerno an der Conférence des Présidents müssen déi Missiounen ofseen, déi mer als Lëtzebuerg an deenen eenzelne Länner hunn. Ech hätt och gären, dass d'Chamber, d'ganz Chamber sech bewosst ass, dass dat wat elo am Kosovo gemaach gétt, Aufgaben och fir Lëtzebuerg mat sech zitt! Duerfir halen ech drop, oder hale mir als aussepolitisch Kommissioun drop, dass een esou Saachen och emol heiansdo soll an der Plénière soen, souguer wann dat net schrecklech spannend ass an och net schrecklech publikumswierksam.

Mä d'Chamber soll net herno soen, si hätt net gewosst, wat se do gemaach huet. An d'Land soll och wëssen, dass do Verpflichtungen op et duerkommen, déi och op laang Joren eraus ginn. Well mir muss wëssen, dass dee Prozess, deen do mam Kosovo amgaangen ass, deen den Ausseminister duergestallt huet, dee Prozess vun där - wéi soll ech soen? - kontrollierter Indépendance, déi op ons duerkënnt, dass dat d'Europäesch Unioun verflucht, d'Länner verflucht, déi un deene Missiounen do deel-

huelen, virun allem och, well mer zugläich wëlle Serbien eng Perspektiv an der Europäescher Unioun ginn a virun allem och, well dat hei déi éischt Etapp ass, fir d'Erweiterung vun der Europäescher Unioun hin zum Balkan.

Alleguerten déi Elementer muss een am Kapp behalen, wann iwwert déi Dagespolitik, déi am Conseil «Affaires générales» diskutéiert gétt, an nächste Freideg am Conseil européen vun de Stats- an de Regierungschefen.

Et ass sécher ee kruziale Moment fir de Kosovo, well den Datum vum 10. Dezember eriwuer ass, well keen Accord fonnt ginn ass ënner deenen dräi Partner, déi do sollten en Accord sichen. D'Europäesch Unioun muss also elo selwer kucken eens ze gi mat där Situatioun.

Den Ausseminister huet dat duergeluecht wéi dat soll vir sech goen. Mir kënnen och als Chamber an där Hijiicht d'accord sinn, well et jo ëm d'Stabilitéit un de Grenze vun Europa geet.

Ech widerhuelen: 50 km vun de Grenze vun der Europäescher Unioun läit de Kosovo! Mir wësse wat 1999 geschitt ass. Mir wëssen och wat 1995 geschitt ass. Flüchtlingen, déi bei ons kommen, déi esou no bei ons sinn. Et interesséiert ons also direkt.

Mir sinn do an enger Regioun, wou schrecklechen Nationalismus herrscht a wa mir och als Europäer ons Responsabilitéit do iwwerhuelen, bei deene Länner, da muss mer ëmmer erëm an deene Gespréicher, déi mer mat hinnen hunn, op hir eege Verantwortung hiweisen.

Si hunn eng Verantwortung, fir endlech emol deen Nationalismus, deen um Balkan herrscht, ze dépasséieren, well et ka jo net sinn, dass mer séier an der Europäescher Unioun Länner hätten, déi zwar mat verschiddene Länner aus der Europäescher Unioun oder mat der Europäescher Unioun gutt Relatiounen hätten, awer nach mat hiren Noperen um Krichsfouss wäeren.

Dat heescht also, à terme muss mer op deem Balkan do deen Nationalismus dépasséieren an déi éischt Roll spillen déi Länner selwer, an dat muss een hinnen ëmmer erëm soen; an alle Foren, wou mer sinn, ob dat an der Assemblée parlementaire vun Conseil de l'Europe ass, ob et an der COSAC ass, muss mer hinne soen, dass et oui deen Dépassement vun deem Nationalismus, vun deem Haass, dee sech do ugestaut huet, deen och historesch bedéngt ass, dass et oui dat net geet. Wéi hätte mer Europa kënnen opbauen, wa mer net den Haass zwëschen Däitschland a Frankräich dépasséiert hätten, a wann net déi Länner endlech d'accord gewiescht wäeren, fir mateneen zesummeschaffen.

Ee lescht Wuert, Här President! Mir hate viru kuerzem Kollegen aus dem russesche Conseil de la Fédération bei ons an der Chamber zur Visite. Mir hunn och mat deene selbstverständlech iwwert de Kosovo geschwat. Mir wëssen, dass Russland fäert, dass déi kontrolléiert Onofhängegkeet vun Kosovo géif en Dominoeffekt hunn an dem Balkan.

Ech mengen deen Dominoeffekt, deen ass schon do. Et ass ganz kloer, de Montenegro ass onofhängeg. Mazedonien wëllt och an d'Europäesch Unioun. Albanien wëllt seng Onofhängegkeet a seng europäesch Perspektiv hunn a Serbien wëllt deen Accord de stabilisation, fir mat der Europäescher Unioun zesummeschaffen. Also, mir brauchen um Balkan keen Dominoeffekt méi, deen ass schon do!

Ech wëll just soen, dass ons awer muss dru geleeë sinn, fir mat de Russen en anstänneg Parteneriat ze développéieren. Mir schéngt et, wat ëmmer och a Russland geschitt, mir wëssen, dass dat eng bësse gelungen Demokratie ass, loosse mer soen eng autoritär Demokratie, mä wichteg ass, dass dat Land Russland, wat eng wichteg Roll an Europa spillt, dass dat en neien Accord de parteneriat mat der Europäescher Unioun kritt, an dass mer an engem anstännege Verständnis mat deem Land si souwuel wirtschaftlech wéi och politesch.

An deem Sënn géif ech nach eng Kéier dem Ausseminister Merci soe fir déi Deklaratioun, an hoffen, dass mer och um Conseil européen an an deene kommende Méint eng propper Solutioun do fannen.

» M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Mosar huet d'Wuert als nächste Riedner.

» M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut fir d'Zweet, dass mer innerhalb vu kuerzer Zäit iwwert d'Kosovo-Fro disku-

téieren, dat nom EU-Conseil zu deem vir-drun den Ausseminister eng Deklaratioun ofginn huet.

Fir d'alleréisch wëll ech hei d'Ustrengunge begréissen, déi vun der Europäescher Unioun gemaach ginn, fir eng gemeinsam Léisung an deem schwierigen Dossier ze fannen. Ech mengen och, dass déi Strategie, déi doranner besteet, fir elo op d'Zäit ze spillen a fir waméiglech hannert déi serbesch Presidentewahl, déi op den 20. Januar ugesat ass, ze kommen, ier et dann eventuell zu enger unilateraler Onofhängegkeetserklärung vun Kosovo kënnt, déi richtig ass. Ech bleiwen dofir och bei der Meenung, déi ech hei virun e puer Woche schon duergeluecht hunn, dass d'Europäesch Unioun alles op diplomateschem Wee bewege soll, fir d'Kosovaren dozou ze kréien elo net virun de Won ze lafen an d'Onofhängegkeet auszeruffen an domadder onnéideg Uelech op dat serbesch Feier ze schëdden.

Ech hunn och d'Gefill, dass am Kosovo selwer beim zukünftege President, dem Här Thaçi, sech lues awer sécher d'Erkenntnis duerschetzt, dass et och a sengem an am Interesse vun Kosovo ass, zesumme mat der Europäescher Unioun eng gemeinsam Position festzleeën an net virschléit hei e Schratt ze ënnerhuelen an domadder deenen nationalisteschen Tendenzen a Serbien weider Odriff ze ginn.

Här President, erlaabt mer dräi Observatiounen hei ze maachen:

Fir d'alleréisch fir nach eng Kéier feststellen, dass bis elo d'Europäesch Unioun an deem Dossier mat engem Mond geschwat huet, wat ëmsou méi bemerkenswäert ass, well eng Rei vu Memberlänner jo bekanntlecherweis hir Schwierigkeete mat enger unilateraler Anerkennung vun Kosovo hunn.

Zweetens muss ee feststellen, dass op deem Dossier vun Kosovo dräi Acteuren op eng relativ intelligent Manéier versichen hir Standpunkter ze koordinéieren, dat sinn d'Vereenegt Staten, Russland an d'Europäesch Unioun. Et ass dann och een, Här President, vun deene ganz raren aussepolitischen Dossier, wou am Moment d'Europäesch Unioun um selwechten A-Niveau verhandelt wéi Moskau a Washington.

Ech wëllt duerfir och nach eng Kéier haut an hei en Appel un den Ausseminister richten, fir den Dialog mat Moskau virunzeféieren, well et wär net gutt, wann an engem Moment, wou mer schon enger gewëssener Confusioun wéinst den Antimissilen an der Tschechei an a Polen hunn, mer elo nach déi Confusioun géife vergrësseren, andeems mer hei eng nei Front mat Russland opmaachen, dat Ganzt besonnesch an engem Moment, wou déi russesch Regierung a ganz besonnesch hire President aus deene Wahle méi wéi gestärkt erausginn.

Mat allem Verständnis, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Bestriewung vun de Kosovare fir méi Autonomie ze kréien, muss ee sech dach d'Fro stellen, ob nei an zousätzlech Grenzen dee fragilen Equiliber um Balkan net erëm wäerten a Fro stellen, dëst awer ganz besonnesch um Hannergrond, dass souwuel de Kosovo wéi och Serbien mëttelfristeg wëllen an d'Europäesch Unioun kommen. Et ass dach schon eng apaart Situatioun, wa mer elo hei an deenen nächste Méint nei Grenze wäerten opriichten, déi vläicht mëttelfristeg a fënnf, sechs, siwen, aacht Joer, wann de Kosovo a Serbien dann an der Europäescher Unioun sinn, wa mer déi erëm müssen ewechhuelen.

Déi lescht Observatioun, Här President, ass déi vun der geplangter europäescher Missioun, wou eng ronn 1.800 Polizisten a Rechtsexperté vum Fréjoro un d'Sécherheet solle garantéieren. Dës Missioun ass fir meng Fraktioun a fir mech selwer eng wesentlech, fir d'Stabilitéit vun Kosovo ze garantéieren. Allerdéngs, an dat ass jo schon ugeklongen, ass déi legal Basis, op där sech deesen EU-Asaz soll bewegen, méi wéi ëmstritten. Déi eenzeg Léisung fir aus deeser Sakgaass erauszekommen, ass dass den UNO-Generalsekretär des Missioun offiziell géif ausruffen a se domadder och de facto géif legaliséieren. Mir müssen eis nämlech bewosst sinn, dass déi al Kosovo-Resolutioun 1244 vun 1999 esou en Asaz



vun enger EU-Missioun net couvréiert. A mir sinn eis och bewusst, datt all nei Resolutioun am UNO-Sécherheetsrot duerch Russland wäert blockéiert ginn.

Här President, ofschléissend sinn ech mer bewusst, datt d'Aufgab, déi an deenen nächste Wochen op d'Europäesch Unioun zoukënn, eng Herkules-Aufgab ass; nämlech fir d'éischt d'Serben net virun de Kapp ze stoussen, d'Russen net onnéideg an engem wesentlechen aussepolitischen Dossier ze bruskeieren, de Kosovaren eng Zukunft ze bauen an d'Europäesch Unioun zesummenzehalen. De Grat, op deem d'Europäesch Unioun sech an deenen nächste Woche muss bewegen, ass also méi wéi schmuel. Allerdéngs wär eng diplomatesch Léisung an der Kosovo-Fro ënnert der Autoritéit vun der Europäescher Unioun en éischte rise Schrëtt an eng gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik. An deem Sënn kéint d'Kosovo-Fro och eng Chance fir d'Europäesch Unioun sinn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Goerens.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den De Gaulle huet emol eng Kéier gesot: Vers l'Orient compliqué je me suis envolé avec des idées simples. Ech mengen, et brauch een net bis an de komplizierten Orient ze fléien, fir zu ähnelche Schlussfolgerungen ze kommen. Et geet duer wann ee sech zwou Flugstone vum hei aus déplacéiert an et geet een an de westleche Balkan. Den Ausseminister huet keng einfach Problematik hei exposéiert. An dat wäert an den nächste Wochen och nach eng Zäit laang esou bleiwen.

Mir mengen awer, et misst een esou lues ufänke sech mat der Realitéit ofzefannen. D'Realiteit wäert wahrscheinlech déi sinn, datt déi nei gewielte Regierung am Kosovo kee Jota vum hirer Positioun zréckgeet. Et war jo elo och vill Zäit a vill Beméiungen do, fir op e Kompromiss ze kommen. Deen ass awer manifestement net gewollt. Dat Ganzt spillt sech och nach of op dem Hannergrond vun de bevirstehende Wahlen a Serbien, wou héich gepoukert gëtt, wou déi Radikal natierlech absolut kee Jota vum hirer Positioun wëllen ofginn, wat d'Onofhängegkeet vum Kosovo ubelaangt. Se wëllen nämlech viru festhalen, datt de Kosovo integrale Bestanddeel ass vu Serbien. Se sinn awer op där anerer Manéier bereet praktesch, bis op e puer Ausnahmen, all Attributen...

**(Interruption par le Président)**

...vun der Independenz dem Kosovo ze accordéieren, bis op zwou dräi, dont d'äusser Verdeedegung an dann de Schutz vun de Grenzen.

Wann ee mengt, et kéint een hei mat Prinzipien eleng a mat einfachen Iddien eleng eng Léisung aus engem europäesche Goss erausschielten, dann iert ee sech net nëmmen déi éischte Kéier. Mä dat dote war och schon 1999 de Fall, wou een och beim internationale Recht eleng den ethnische Säuberunge keen Enn konnt setzen. Ech erënneren drun, datt déi éischt Aktioun vun der NATO contraire war zum internationale Recht. Et ass eréischt duerch d'Adoptioun vun der Resolutioun 1244, wou d'internationale Recht erëm eng Kéier konnt hiergestallt ginn. A säthier gëtt no enger definitiver Solutioun fir de Statut gesicht, wou et ëmmer geheescht huet „standards before status“.

Et kann een och net verkennen, datt eng Partie Fortschreitter gemaach goufen am Kosovo, mä mir sinn awer nach wäit ewech vun idealem Zoustänn.

Elo kann een natierlech versichen aus där ganzer Mass vu Problemer, déi et ronderëm de Kosovo gëtt, eng Linn erauszueschuelen. Ech mengen, dee Grat ass esou schmuel, datt een d'Leit net alleguer kann zefridde stellen; weder d'Russen, nach d'Serben, nach d'Kosovaren. Duerfir wonnert ee sech nach wéi laang, datt d'international Communautéit an och d'Serben an de Kosovo sech schwéier dinn, fir eng aner Léisung erauszueschuele wéi déi, déi d'Realiteit quasi imposéiert.

Ech mengen - ech stinn do net eleng hei am Haus, a mir brauchen net grad esou vill Précautions oratoires ze huele wéi den Ausseminister -, datt déi Indépendance vum Kosovo net ze vermeiden ass. Mir ruffen dat net erbäi, mä mir menge ganz dat geet esou. Och d'Europäesch Unioun ass sech jo a sech net ganz eens iwwert déi Virgäng, déi duerno solle passéiere wann et zu enger unilateraler Déclaration d'indépendance vum Kosovo kënn.

Dat, wat ech an deem Zesammenhang wollt soen, an ech wollt nach virun dem Minister eng Fro stellen, dat ass: Wéi steet hien zum Boris Tadić senger Fuerderung, fir den internationale Geriichtshaff mat enger Demande ze befaassen iwwert d'Rechtméissegkeet vun engem independente Kosovo? Dat kann een elo interpretéiere wéi ee wëllt. Et kann ee soen, domat gëtt versicht Zäit ze gewinnen. Et kann een awer och net ofstreiden, datt déi Fro awer eppes fir sech huet, wann een d'international Recht wëllt beméien. Mä dann ass ee schonn erëm séier um Enn mam internationale Recht.

Bei der UNO gëtt dat jo manifestement um russesche Veto ofgeschmettert, esou datt et dann ausserhalb vun der UNO-Enceinte wäert zu unilateralen Deklaratiounen kommen an och zu Unerkennunge vun der Indépendance, déi aus den Ae vu Serbien prématuréiert respektiv déplacéiert sinn.

Dat, wat ech zum Schluss wollt soen, dat ass, datt d'Lëtzebuurger Haltung an deem doten Dossier och net evident an net einfach ass. Mir si schlecht placéiert, fir dem Kosovo ze soen hien hätt net d'kritesch Mass fir independent ze ginn. Mir sinn net gutt placéiert, fir där doter Géigend Lektionen ze halen iwwert d'Mikrostaten. Mir mussen eis emol bewusst ginn, wéi kleng datt mir sinn.

An ech mengen, mir hunn och keen zolidd Argument fir ze soen, eng Provënz däerf ni en onofhängege Stat ginn, well mir waren dat och emol eng Kéier - ech war och virun e puer Wochen hei, fir et ze ënnersträichen - a mir sinn awer 1839 independent ginn. Aus deene Grënn wëll ech nëmme just soen: Wann déi a mengen Aen inévitable Unerkennung vun nei geschafene Realitéiten net méi ze vermeiden ass, solle mir als Lëtzebuurger dach vläicht net déi allerlescht sinn, déi de Kosovo unerkennen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den honorablen Här Braz am Numm vun deene Gréngen huet d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun fënnt et och gutt, dass mer déi Deklaratioun vum Ausseminister haut kritt hunn, an dass och d'Chamber d'Geleeënheet kritt zu engem ganz aktuellen Thema kuerzfristeg Stellung ze bezéien. Dat hu mer scho gemaach, an dat wäerte mer an Zukunft och op Wunsch vun der aussepolitischen Kommissioun vläicht méi oft maachen. Mir begrëssen dat.

Mir begrëssen dat ëmsou méi, well dem Här Ausseminister seng Ried, déi mat all deenen diplomatesche Précautione gehal ginn ass, déi engem gutt zu Gesiicht stinn, awer och eng Ukënnegung war. Nämlech eng Ukënnegung, dass eppes op d'Europäesch Unioun duerkënn, an domadder och op hir Memberlänner. D'Ukënnegung nämlech, dass d'Europäesch Unioun, trotz all hiren Efforten, déi no de Gespréicher an de Verhandlungen, déi gefouert gi sinn och mat den USA a mat Russland, déi wäert sinn, déi an meeschte wäert mat deenen Décisiounen, déi an den nächste Woche wäerte geholl ginn, konfrontéiert sinn.

D'Europäesch Unioun wäert weiderhin eng Haaptroll spillen, ob si et wëllt oder net. Mä si wëllt et. An et ass och richteg esou. D'Europäesch Unioun ass a wäert gefuerdert si mat deem, wat kënn. An dat wat kënn - de Kolleg Charles Goerens huet och scho gesot, wat den Här Ausseminister net wollt oder konnt soen -, nämlech d'Onofhängegkeet vum Kosovo wäert, dorun däerf et keen Zweifel ginn, proklaméiert ginn. Et ass schonn e Gewënn, dass se nom Oflaf vum Datum vum 10. Dezember nach eng Kéier bereet si mat der Europäescher Unioun a mat den USA, wuel manner mat Russland, hir Décisiounen ze concertéieren. Wat och kloer ass, dat ass, dass relativ rapid eng ganz Partie Länner vun der Europäescher Unioun de Kosovo wäerten unerkennen. Wuel net all, mä eng ganz Partie wäerten en unerkennen.

Mir wënschen eis, dass wann dat antrëtt, de Fait, dass der vill de Kosovo unerkennen, a Verschiedener e wuel net direkt wäerten unerkennen, awer net dozou féiert, dass et Blocagé gëtt. Blocagen an der Handlungsfäegkeet vun der Europäescher Unioun

grad zu deem kruziale Moment do, wou et noutwendeg ass, dass se hir Verantwortungen assuméieren a probéiert do ze stabiliséieren, wou eng Destabiliséierung amgang ass. Dass also déi Divergenz am Rhythmus vun der Unerkennung vum Kosovo net zu Blocagé wäert féieren, well déi kéinten dramatesch Konsequenzen hunn net nëmme fir déi Géigend, mä eben och fir d'Europäesch Unioun, déi ganz no do drun ass.

Eng nei Base légale wäert et och kaum ginn. Déi, déi mer hu vun '99, ass contestabel. Ze soen dat wier net esou, ass sech d'Saach llicht gemaach. Emgedréint ass et sech awer och d'Saach llicht gemaach ze soen: Dann däerfe mer net handelen. Handele wäerte mer mussen. A wann et keng nei Base légale gëtt, da muss een um internationale politeschen Niveau am Gespréich mat Russland probéieren ee Wee ze fannen, dee fir si diplomatesch akzeptabel bleift, an den zu deem féiert wat et brauch, nämlech zur Handlungsfäegkeet an zur Stabilitéit zu engem Moment, wou vill Saachen onsécher an onkloer sinn.

Positiv ass mat Sécherheet och ze bewäerten, datt viru kuerzer Zäit en ASA keng ënnerzeechent gi mat Bosnien-Herzegowina. Dat war e wichteg Zeechen, datt dat Zeeche konnt gesat ginn, grad elo. An et soll een och net vergiessen déi Perspektiven ze rappeléieren, eppes wat mer an deenen nächsten Deeg a Woche wäerten oft maachen, déi Perspektive rappeléieren, déi déi Regioun do vun der Welt huet.

D'Europäesch Unioun huet immens vill geschaff an de leschte Wochen a Méint a si huet ganz haart probéiert en Accord ze fannen téschent de Serben an de Kosovo-Albaner, an et ass kloer, datt d'Europäesch Unioun sech weider wäert deem Zil muss verschreiwe vun engem stablen an dauerhafte Friden an där doter Géigend, net vun der Welt, mä vun Europa.

Wann de Kosovo seng Onofhängegkeet elo erkläert, dann ass et kloer, datt verschidde Saache wäerte méi dätlech muss gesot gi wéi dat haut de Fall war, a mir hoffen a wënschen eis, datt d'Europäesch Unioun net nëmmen handlungsfäeg bleift, mä handlungsfäeg gëtt an och Handlung wäert dee Moment virhuelen, wou se gefuerdert sinn. Et läit viles op eise Schëlleren an et kënn viles op eis duer.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Ofloss mécht den honorablen Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, och d'ADR begrësst des Debatt, well si erlaabt eis Stellung ze huelen zu engem Problem, dee sech ganz no un den europäesche Grenzen ofspillt, an ech sinn och en gros mat den Deklaratiounen, déi den Här Ausseminister gemaach huet, d'accord, fir de Wee vun enger - wann een den Ausdruck kann esou gebrauchen - «Indépendance contrôlée» iwwer eng gewëssen Zäit mat anzeplangen, och ënnert dem Contrôle natierlech vun der NATO, déi hir Truppe sur place hu muss. Nach stellt sech eng Problematik do notament mat Russland an och eng prinzipiell Argumentatioun, déi een awer diskutéiere muss.

Mir hunn nämlech ähnelch Fäll nach op anere Plazen an Zypern, wou och d'Gefor besteet, datt den türkeschen Deel vun Zypern och elo dee Wee geet a seet mir sinn autonom a mir hätten och gären ons Autonomie. Datselwech gëllt och fir den tierkesche Raum fir d'République autonome vun Adsharien. Mir hunn e Problem mat deene Républiques autonomes vun Abkhazien a Südossetien, wou d'Europäesch Communautéit an och d'Amerikaner déi net unerkennen an do, wou d'Russen awer gären hätten, datt och sollen déiselwech Regeln iwwerall spillen.

Ech wollt dofir froen, ob d'lëtzebuergesch Regierung an d'Europäesch Unioun gewëllt sinn deen Ablack déi Léisung, déi elo hei fir de Kosovo virgesinn ass, eventuell och op aner Gebidder mat auszudehnen, fir deen Ablack och vis-à-vis vun der russescher Sait notament ze soen, datt et net zweeërlee Moossen a Gewichter ginn. Dat ass déi Fro, déi ech mer hei stellen.

Mir gesinn, datt dee russesche Volet natierlech important ass, an do ass jo och elo vu Sait vu Russland deen Embargo opgehuewe gi vum Flesch, esou datt elo näischt méi deem entgéinststeet, der Adoptioun vun deem Vertrag téschent der EU a Russland.

Do ass also munchen Dialog méiglech, mä et geet awer och drëm, datt een net eng Kéier esou an eng aner Kéier esou décidéiert. Dat ass d'Schwieregkeet, mengen ech, mat där d'ganz Europäesch Unioun och nach wäert ze kämpfen hunn, wa se

wëllt um diplomatesche Wee eng Léisung sichen.

Mä nach wie vor ass et dat Wichtigst, datt mer um diplomatesche Wee eng Léisung sichen an datt mer all Moyenen a Bewegung setzen, datt et net zu Onrouen am Kosovo kënn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Et war nach eng Fro un den Här Asselborn gestallt ginn. Hien äntwert op déi.

» **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Här President, ech wëll vläicht ganz kuerz op véier oder fënnf Saachen agoen.

Dat éischt, dat ass: Déi Troika war net ëmsoss, virun allem well déi zwou Sait sech d'Wuert ginn hunn, fir op d'Gewalt ze verzichten. Dat ass e Resultat vun der Troika, wou Serben a Kosovaren dat ganz kloer festgehalten hunn.

Dat Zweet, dat ass, mir däerfen - ech hunn den Här Braz an och den Här Goerens verstanen -, mä mir däerfen awer och net fäerten dat Wuert «Indépendance sous contrôle international, sous surveillance internationale» ze gebrauchen.

D'Europäesch Unioun, Här President, geet nämlech esou wäit fir ze kucken, ob ee mat de Kosovaren net kéint zu engem Accord kommen, dass an där neier kosovarescher Constitutioun déi «Indépendance internationalement surveillée» kéint drageschriwwen ginn. Dat wär also e formidabele Schrëtt, wou een da wierklech kéint awer soen: Déi Indépendance ass keng plakeg Indépendance, op jidde Fall an där Phas, déi elo kënn. An ech mengen, dat däerfe mer net vergiessen, datt mer dorobber schaffen, an et ass net - Dir hutt dat richteg gesot - den Här Thaçi, deen neie Premierminister, deen et wäert ginn, ass ee Mann, deen och weess wéi d'international Communautéit reagéiert op de Kosovo an do een oppent Ouer huet.

Da wollt ech vläicht dem Här Goerens och äntworten: Also, et ass esou, datt en droit international, wat d'Saisine vun der Cour de Justice internationale ueget, dat nëmme ka vun zwou Sait gemaach ginn, vum Conseil de sécurité oder vun der Assemblée générale. Ee Land kann net ufroen, fir datt en Avis do ofgeliwwert gëtt vun der Cour fir déi Situatioun, déi mer also hei hunn. Dat ass also kloer.

An dann nach den Här Braz. Also, mir mussen an der diplomatescher Sprooch - ech weess, datt dat elo Hoerspléckerei ass -, mä et muss een e groussen Ennerscheid maachen ewell an Europa téschent eppes ennerschreien an eppes paraphéieren. Den ASA ass paraphéiert gi mat Serbien an och mat Bosnien-Herzegowina, mä fir d'Ennerschrëft muss een den Accord hu vun deene 27 Länner. A fir den Accord vu 27 Länner ze kréien, Dir wësst, datt dat net ëmmer einfach ass. Mir sinn also elo eréischt an der Phas vun der Paraphe, net vun der Ennerschrëft.

Ee lescht Wuert zum Här Henckes. Also, de Kosovo - ech hunn dat och versicht ze soen, Här President - ass ee Sui-Generis-Fall. Et war Krich am Kosovo, ech hunn dat elo éinescht explizéiert, a keen anert Land an der Europäescher Unioun steet ënnert der internationaler Administratioun vun der UNO. Do ass de Kosovo eleng an där Situatioun, an dofir géif ech mengen, datt mer dat och sollen als sui generis considéieren an net do carrément direkt den Exempel ginn, datt dann d'Republika Srpska oder Abkhazien, all déi Begrëffer kenne mer jo, dat ass de bonne guerre, wann d'russesch Sait dat évoquéiert, mä do soll een awer cool bleiwen a wierklech kucken de Kosovo als dat ze betruuechte wat en ass, als e Land, een Tatbestand, deen eben eng Konsequenz ass vum Krich an Exjugoslawien an deen elo muss geléist ginn.

Merci, Här President.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun deeser Debatt ukomm a mir kommen direkt zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, zur Diskussioun vum Projet de loi 5692, ee belsch-lëtzebuergesch Accord iwwert de Schutz vun Investissementen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel.



### 3. 5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Hâr President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi Der gesot hutt, ëm d'Approbatoung vun Accordé vun der UEBL, der Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, mat zéng verschidde Drëttlänner iwwert de géigesäitege Schutz an och den Encouragement vun Investissementer.

Et ass haut elo déi drëtt Serie vun esou Accorden, déi mer an dëser Matière hei am Haus haten: déi éischt Kéier, den 30. Juni 2004, déi zweet Kéier d'lescht Joer am Dezember an elo dann déi drëtt Kéier.

Den Text vun all dësen Accordé baséiert op engem Standardmodell vun der UEBL, an ech wëll och haut net méi op den Historique agoe vun der Roll, déi d'UEBL beim Ausschaffe vun dësen Accorden ageholl huet, well dat hunn ech d'lescht Joer schonn hei gemaach. Ech wollt just drun erënneren, datt dës Accordé vun der Belsch am Numm vun der UEBL ofgeschloss ginn, allerdéngs sous réserve datt Lëtzebuerg se mat ënnerschreift. Esou een Accord kann also net ofgeschloss oder geännert ginn, wa Lëtzebuerg net gehéiert gouf.

D'Zil vun dësen Accorden ass, wéi den Titel et seet, d'Encouragement an de géigesäitege Schutz vun den Investissementer. Déi belsch a lëtzebuergesch Entreprisé sinn nämlech net déi eenzeg, déi an deene Länner, ëm déi et hei geet, investéiere wëllen. Et geet drëms opzepassan, datt Belsch a Lëtzebuerg Entreprisén net désavantagéiert gi par rapport zu Konkurrenten aus anere Länner.

Dofir ginn dës Accorden eng gewësse Rechtssécherheet a verschidde Garantien, wéi zum Beispill déi vun der gläicher Behandlung oder vun der Clause de la nation la plus favorisée, déi et erlaabt all Diskriminatiounen ze vermeiden.

Déi zéng Accordes d'investissement vun dësem Projet de loi weisen all een ähnlecht Schema op. Eng Préambule beschreift d'Philosophie vum Accord. Duerno gi wichteg Termen definéiert, wéi Investisseur, Revenu, Territoire an esou weider. Neierdénngs sinn an dësen Accorden och Dispositiounen iwwert den Ëmweltschutz an och d'Aarbechtsrecht.

Et ass also dofir och wichtig ze bemerken, datt bei den Definitionen och Terme wéi d'Législation de l'environnement an d'Législation du travail ganz kloer definéiert sinn. Wat d'Aarbechtsrecht ugeet, gétt ganz kloer Referenz bezunn op d'Obligatiounen, déi e Land huet als Member vun der OIT.

Dës Accordé gesinn och adequat Indemnisation vir am Fall wou et zu enger Nationaliséierung oder enger Expropriation am Sënn vun der Utilité publique oder der nationaler Sécherheet géif kommen. Weider gesinn dës Accorden och Regele vir am Fall vun enger Procédure de règlement de conflit. Am Prinzip gétt festgehalten, dass, wann et zu Differenzen zwëschent de Parteei kënnt, dëst à l'amiable geregelt soll ginn. Ass dat net de Fall, da kann den Investisseur déi eventuell Differenzen enger Jurisdiction vum Land, wou d'Investissement sech befënt, virleeën.

All dës Accorden, déi mer duerch dëse Projet de loi approvouéieren, si fir eng Dauer vun zéng Joer ofgeschloss a ginn duerno automatesch fir Periode vun zéng Joer weider. De Statsrot geet a sengem Avis kuerz op den Historique vun der UEBL an a gétt säin Accord zu dësem Projet.

Ech wollt awer ee Punkt aus deem Avis ervirsträichen, deem interessant ass. De Statsrot bedauert, dass ënner verschidde Accorden - bei dësem Projet de loi hänken déi zéng Accorden, déi mat deenen zéng Länner ofgeschloss gi sinn, hannendrun verschidde Ënnerschrëfte vun de Lëtzebuerg Représentanten illisible wäeren an et géif een och guer net wëssen, a wéi enger berufflecher Fonctioun déi Accorden ënnerschriwwen wäeren.

Dann erënnert de Statsrot un den Arrêté grand-ducal vum 22. Dezember 2000 iwwert d'Délégatioun vu Signaturen an och iwwert d'Identifizierung vun deenen, déi ënnerschreiwten, a seet, an Zukunft sollen déi Lëtzebuerg Représentanten, wa se hir Ënnerschrëft op esou international Accorden an Traitée setzen, dat méi lisibel maachen an och esou dass ee wëisst, a wéi enger Fonctioun se dat gemaach hunn.

» Une voix.- Très bien!

» M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Zum Schluss wollt ech lech ganz kuerz déi zéng Länner opzielen, mat deene mer hei Accorden ofschléissen. Dat sinn: Aserbaidschan, Wäissrusland, Botswana, Madagaskar, Mauritius, Mosambik, Uganda, Pakistan, Peru an de Sudan.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschluss wollt ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Hâr Angel. All déi aner Fraktiounen hu mer och den Accord signaléiert...

» Plusieurs voix.- Jo!

» M. le Président.- ...vun hirer Säit zu dësem Projet de loi. Duerfir kënne mer direkt zum Vote kommen.

(Interruption et hilarité)

Ech hunn den Accord vun der Regierung jo...

(Hilarité)

...an d'Dankbarkeet vun der Regierung entgéintgehall, dass mir dee Projet hei eestëmmege stëmme wäerten. Duerfir hat ech dat gemengt. Mä wann den Hâr Ausseminister awer mengt, hien hätt nach eppes Wesentlech biezefügen,...

(Hilarité)

...selbstverständlech huet hien dann d'Wuert.

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Hâr President, ech wollt just soen, dass den Hâr Angel dat perfekt gemaach huet an dass ech frou sinn, dass et d'Belsch gétt...

(Brouhaha et hilarité)

...an hoffentlech och nach weiderhi gétt, well d'Belsch négociéiert an eisem Numm...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...déi Accordé vun der UEBL aus. Nach eng Kéier e grouse Merci un lech an och un d'Chamber, dass Der heimadder d'accord sidd.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Mir kommen dann elo zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5692 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Madame Claudia Dall'Agnol huet eng Fro, eng Question avec débat ugekënnegt.

» Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).- Fir muer.

» Plusieurs voix.- Fir muer!

» M. le Président.- Déi kënnt eréischt muer?

(Assentiment et hilarité)

Mir hätte se och kënne haut huelen.

Wa mer d'Fro vun der Madame Dall'Agnol eréischt muer huelen, da gi mer elo dem Hâr Adam d'Wuert, deen d'Wuert gefrot huet fir eng Motioun ze déposéieren.

» Plusieurs voix.- Aaahhh!

» M. le Président.- Hâr Adam, Dir hutt d'Wuert.

### 4. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Merci, Hâr President.

(Interruption et hilarité)

» M. le Président.- Sou, da loosse mer elo dem Hâr Adam nolauschteren!

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Merci, Hâr President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, dat ass ganz kuerz. Et geet ëm den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand. Mir hu scho laang an öfters doriwwer diskutéiert fir ze soen, datt den Ombuds-Comité méi finanziell Moyenë bräicht fir déi Aarbecht, déi mer alleguerten als ganz positiv unerkennen, och an Zukunft nach kënne besser auszuféieren.

Ech liese just kuerz vir. Et ass ee Saz. Mir invitéieren d'Regierung «à renforcer de façon substantielle les moyens financiers de l'ORK dans le prochain exercice prévisionnel du budget et des recettes de l'État».

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le mandat des membres de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) institué par la loi du 25 juillet 2002 vient à son terme;

- que le bilan de ce comité luxembourgeois des droits de l'enfant est plus qu'encourageant mais que les moyens financiers prévus dans le budget ne sont pas à la hauteur de sa mission;

invite le Gouvernement

- à renforcer de façon substantielle les moyens financiers de l'ORK dans le prochain exercice prévisionnel du budget et des recettes de l'État.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

» M. le Président.- Merci, Hâr Adam. D'Presidentekonferenz décidéiert, wéini dass mer Är Motioun op den Ordre du jour huelen. Si gétt op jidde Fall viru Chrëscht-dag zum Vote gestallt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.28 heures)



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Beetebuerg um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Laurent Mosar, Vice-Président, M. Jos Scheuer, Vice-Président**

## Sommaire

1. Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat
  - Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
2. Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique
  - M. Henri Kox, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
3. Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006)
  - Exposé: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - Débat: M. Fred Sunnen, M. Claude Meisch (à qui répond Mme la Ministre Mady Delvaux-Stehres), M. Jos Scheuer, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Ben Fayot (déposant deux motions au nom de M. Jos Scheuer et à qui répond M. Claude Meisch), Mme la Ministre Mady Delvaux-Stehres, M. Jos Scheuer
4. 5239 - Projet de loi
  - a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines
  - b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail
  - c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail
  - Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener
  - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Alexandre Krieps, M. John Castegnar (motion 1), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da kéime mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Question avec débat vun der honorable Madame Claudia Dall'Agnol iwwert de Carnet de l'habitat. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

## 1. Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Hären an Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 25. Mee 2005 gouf dee sougenannte Carnet de l'habitat agefouert. Dëse Carnet soll eng Zort Radiographie vun de Gebaier erstellen. Am Kloertext soll en eigentlech näischt anescht wéi eng Stärkten- a Schwächenanalyse maachen an eben esou opweisen, wou zum Beispill an engem Gebai Energie verluer geet. Gläichzäiteg kritt een dann awer och vum Expert, deen dee Carnet erstellt, gesot, wat ee maache kann, fir ebe gegebenenfalls Remedur hei ze schafen.

Op parlamentaresch Ufro Nummer 968 vum 2. Mäerz 2006 huet de Minister nach geäntwert gehat, datt d'Objektiver vun der Initiativ „Carnet de l'habitat“ doranner bestinn éischters emol der Renovatioun vun den Haiser e Coup de pouce ze ginn, zweetens Energie ze spueren, mä awer drëtters och, an ech zitieren: «avoir un impact sensible sur l'emploi dans le secteur de la construction».

Dës Objektiver kënnen mir Sozialisten natierlech deelen, allerdéngs géife mer ee Joer

nodeems eng Konventioun mat der OAI, dem Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils ofgeschloss gouf, awer gäre wësse wat da konkret bis elo geschitt ass, notamment wéi vill där Carnete bis elo ausgestallt gi sinn. Wat huet bis elo dee Carnet de l'habitat och de Stat kascht, wann ee weess, datt et jo de Stat ass, deen eng substanzuell finanziell Participatioun hei un de Frais d'experts dréit.

Wie waren och déi Experten, déi dee Carnet ausgestallt hunn? An och: A wéi enger Hisiicht kann een dann deen Impakt op den Emploi am Secteur de la construction moosse respektiv kann een eigentlech elo scho soen, datt dee Carnet en Impakt hat, deen de Minister an där Äntwert op d'Question parlementaire deemools erwähnt hat?

Am Aktivitéitsrapport 2006 vum Ministère heescht et weider, an ech zitieren erëm eng Kéier: «La prime d'amélioration sera dorénavant liée au respect des recommandations prioritaires émises par l'expert.» Froen un de Minister hei: Wéi huet déi Prime d'amélioration ausgesinn, déi d'Leit mat deem Carnet de l'habitat kritt hunn, a ginn et do konkret Chifferen?

Wat ware bis elo d'Auswierkungen op d'Prime d'amélioration, déi laut Rapport jo elo liiert gouf un dee Carnet? A wéi vill Leit, déi ee Carnet erstallt kruten, hunn och eng Prime gefrot an dës kritt, respektiv ebe vläicht refuséiert kritt, a firwat? A gäre géif ech dann och nach vum Minister gewuer gi wéi vill Leit eng Prime ugefrot hunn a keng kritt hunn, well se ebe kee Carnet haten? An zu gudder Lescht: Wéi vill gouf als Prime no deem neie System ausbezuelt a wéi vill am Joer virdrun?

Domat géif ech lech, Dir Hären an Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci soe fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeet.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden huet d'Wuert.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, datt de Carnet d'habitat, deen een op Lëtzebuergesch och Wunnengspass nenne kéint, formal juris-

tesch de 25. Mee 2005 duerch ee Règlement grand-ducal agefouert ginn ass.

Et handelt sech heibäi, wéi d'Madame Dall'Agnol elo grad richteg gesot huet, ëm en Instrument, wat et erlaabt en Check-up vu senger Wunnecht maachen ze loosse. Mir hu mat Hëllef vun engem auslännesche Forschungsinstitut e spezifeschen a relativ komplexe Logiciel ausschaffe gelooss; et sinn och 43 Ingénieuren an Architekten ausgebild ginn. Si hunn e staatlech gepréifte Certificat kritt an déi 43 Leit sinn also amstand esou ee Carnet de l'habitat ausstellen.

D'Grondiddi war an ass haut nach ëmmer déi, datt de Stat an Zukunft keng gréisser Améliorationsprimé méi accordéiere wëllt am Kader vum Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Bäihëllef fir de Wunnengsbau, ouni datt am Virfeld do en Check-up duerchgefouert géif ginn. Et soll nämlech verhënnert ginn, datt d'Leit hirem Haus, wat se wëlle mat vill Sue reparéieren oder sanéieren oder wou se Verbesserungen am Sënn vun enger besserer Energieeffizienz duerchféiere wëllen, datt déi hirem Haus méi Schued wéi Guddes zouféieren, well déi Aarbechten net fachmännesch oder net sachgerecht géife gemaach ginn, an dann eventuell souguer nach mat enger finanzieller staatlecher Ënnerstëtzung.

D'Madame Dall'Agnol huet drop higewisen, datt ech den 21. Abrëll 2006 am Kader vun enger Question parlementaire vum Här Deputéierten Emile Calmes explizit op d'Zilsetzung an op de Fonctionnement vum Carnet agaange sinn an ech hunn och déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung heivunner erkläert.

D'Madame Dall'Agnol huet elo eng Rei vun zousätzleche Froen gestallt par rapport zu deenen, déi hei ursprüngelech gestallt waren. Ech wëll versichen op déi anzegoen op déi ech kann agoen.

Dat Éischt, dat ass: Wéi vill Carnete sinn ausgestallt ginn? Dat weess ech net. De Carnet ass jo net obligatoresch, fir ausgestallt ze ginn, wann een eng Renovatioun mécht. Dat ass de Moment nach net de Fall. Mir hu bis elo sechs Leit eng staatlech Hëllef ginn, déi e Carnet ausgestallt kruten.

Wat ass de Coût vun dem Etablissement vun engem Carnet?, ass gefrot ginn. Mir hu mat dem Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils, mat dem OAI also, eng Konventioun ofgeschloss, wou déi eenzel Tariffer festgeluecht gi sinn. Fir een Eefamiljenhaus, wou keng Baupläng virleien, kascht dat 1.500 Euro plus TVA. Wa Baupläng virleien 1.350 Euro.

Wann een e Carnet maache léisst fir eng Wunnecht an engem Appartementshaus, da muss een ënnerscheeden, ob dat Appartementshaus manner oder méi wéi véier Appartementer huet. Wann et manner wéi véier Appartementer huet an et leie Baupläng vir, da kascht dat 950 Euro, a wann et en Appartementshaus ass mat méi wéi véier Appartementer, da kascht dat 500 Euro plus TVA, wann, wéi gesot, Pläng virleien.

De Stat iwwerhëlt och 75% vum Käschtepunkt vun der Ausstellung vum Carnet de l'habitat, mat engem Maximum vun 1.900 Euro pro Unitéit. Dir wäert lech elo froen: Wuerfir ass dee Montant méi héich ugesat wéi dat wat mat dem OAI ausgehandelt ginn ass? Et däreif een nämlech net vergiessen, datt nach aner Käschte kënnen ufalen, wéi zum Beispill Käschte vu chemeschen Analysen, wann ee Verdacht op Asbest do ass oder op aner gesondheetlech Problemer, déi eventuell am Haus wären. Dofir, wéi gesot, dee maximale Montant vun 1.900 Euro.

Déi sechs Carneten, déi bis elo finanziert gi sinn, hunn insgesamt e Subventionnement vu 7.341,75 Euro mat sech bruecht.

Drëtte Fächer vu Froen: Ass d'Prime d'amélioration scho geännert ginn? Neen, si ass nach net geännert ginn. Dat heescht, et ass nach net obligatoresch fir e Carnet ze maache fir eng Prime d'amélioration ze kréien. Dofir, wéi gesot, kann ech och nämlech soen iwwert den Impakt vun deem Carnet op d'Prime d'amélioration. Mir hunn och bis elo - dat wëll ech och kloer soen - dobaussen nach keng systematesch Publicitéit a Propaganda gemaach fir de Carnet, wat menger Meenung no e formidabel Instrument awer ass.

Wuerfir net?

Ma ech hunn awer missen ofwaarde bis den definitiven Text iwwert den Energiepass do wär. Dee soll jo kuerzfristeg elo kommen. De Statsrot, mengen ech, huet de leschten Avis zu Amendementen ginn. Deen Energiepass soll jo kënnen an de Carnet de l'habitat integréiert ginn.

Zweetens hu mer och ofgewart bis den Text iwwert d'Bäihëllef bei Energiemoossnamen an den Haiser géif virleien. Deen Text ass virun e puer Méint jo ofgeschloss ginn. Den 1. Januar 2008 trëtt en a Kraaft. Dat huet en direkten Impakt op d'Améliorationsprime.

Dat heescht, mir hunn elo déi zwee Texter, déi mer gebraucht hunn, virleien.

Fir d'Éischt muss elo de Logiciel vum Carnet adaptéiert ginn op déi nei Bestëmmunge vum Energiepass. An da si mer och amgaangen am Kader vun enger méi wäit gehender Adaptatioun vun de Reglementstexten iwwert d'Aides au logement, fir do och d'Améliorationsprime kuerzfristeg ëmzënnere, wéi gesot an där Hisiicht, datt an Zukunft déijéineg, déi wëlle Primé kréien, wat d'Verbesserung vun hirem Haiser ubelaangt, virdrun e Carnet muss gemaach kritt hunn am Aklang och, wéi gesot, mat deem Energiepass, deen am Kader vun den energiespuerende Moossnamen ausgestallt gëtt.

Dat also zu de Froen, déi d'Madame Dall'Agnol gestallt huet.

Ech muss soen, datt ech och bedauern, datt net méi Leit vun deem Carnet bis elo profitéiert hunn. Ech hunn eng Rei vu Grënn jo genannt, woufir dat net de Fall war.

Éischters hu mer keng Publicitéit gemaach, zweetens huet de Carnet souwisou missen adaptéiert ginn, an drëtters ass, wéi gesot, d'Améliorationsprime nach net erneiert ginn an de Carnet huet fir si nach net als prélabel Konditioun gedéngt. Dono muss een e Carnet opstellen, ier een eng Prime ka kréien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zu der...

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Ech hunn nach eng Fro, Här President.

» **M. le Président.** - Oh pardon, d'Madame Dall'Agnol huet nach eng Zousatzfro.

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President. De Minister huet jo ausgiebig geäntwert. Ech wollt just nach eng Kéier nohaken, wéi d'Zäitfënster ausgesäit, wéini hien domat rechent, datt kéint e Bilan gezu ginn, respektiv wéini hie kéint ufänke mat enger richteger Publicitéit, fir datt mer effektiv dat doten Element besser kéinten notzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Merci.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo, ech hunn drop higewisen, datt mer offiziell elo amgaange si fir ëmzënnere, fir den Text vum Energiepass dran ze integréieren. Mä duerch déi nei Bestëmmungen iwwer energiespuerend Moossnamen ass am Fong dat, wat mer gehofft hunn, datt de Carnet de l'habitat dat Instrument wier, wat jiddferee géif notzen, wann e géif renovéieren, e bëssen a Fro gestallt, wann een elo sech ka beschränken op energiespuerend Moossnamen, an net e Gesamtinventar vun de Problemer, déi am Haus bestinn, muss maachen.

Ech kann also elo net direkt soen, wéi dat sech auswierke wäert, mä wéi gesot, mir sinn amgaang d'Reglement iwwert d'Améliorationsprime och ze änneren a mir mussen natierlech do am Kapp hunn: Wat ass elo geschitt? Wat gëtt et u Primé fir een, deen ausschliesslech energiespuerend Moossname maache léisst? Well et däreif ee jo net e Cumul vun Aiden akzeptéieren.

Dat heescht, mir mussen eis deem upassen. Ech hoffen, datt méiglechst vill Leit vun deem Carnet profitéieren, och Leit, déi net onbedéngt wëllen eng Améliorationsprime kréien. Déi ass jo u ganz streng Kritäre gebonnen, wat d'Akomesse vun de Stéit ubelaangt. Déi si relativ restriktiv. Do wëlle mer vläicht eng kleng Ouverture maachen. Mä d'Améliorationsprime war ëmmer geduecht fir Leit, déi relativ schlecht dru sinn, datt déi gehollef kréien, hiert Haus ze renovéieren an ze verbessern.

Par contre ass et bei den energiespuerende Moossnamen esou, datt do jiddferee Bä-



hëllef kritt, onofhängeg vum Akommes wat hien huet. Duerfir muss een also kucken, wéi dat sech entwéckelt. Ech hoffen an ech denken och, datt, wa mer genuch Publicitéit maachen, wouduerch de Sënn an den Zweck vun deem Carnet de l'habitat besser agesi gëtt, an de Stat leet wéi gesot 75% bei der Erstellung vum Carnet bái, vill Leit, déi eben net wëllen onbedéngt Primé kréien, awer vun deem Outil Gebrauch maachen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro, déi vum honorabelen Här Kox iwwert den Aménagement vum Site vun der WSA an d'Stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

## 2. Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op de Fong wollt kommen, wollt ech e puer Wiederer iwwert d'Form verléieren. A sech wollt ech dës Froe méi ausféierlech an enger Ekonomieskommissioun stellen, mä leider ass et net esou einfach, den Här Krecké an der Ekonomieskommissioun kënnen ze begréissen.

Den hallwe Globus huet de Wirtschaftsminister méttlerweil jo scho bereest, fir nei Wirtschaftssektoren op Lëtzebuerg ze lackelen. Hoffentlech gitt Der och dobái fundeg! Et wär nämlech net kompatibel mat dem Här Lux senge Kyoto-Ambitiounen, wann de Wirtschaftsminister nëmmen CO<sub>2</sub> duerch d'Luucht bléist a keen Erfolg kann opweisen.

D'Demande, fir iwwert de Logistikzenter an der Ekonomieskommissioun kënnen ze schwätzen, geet nämlech op den 28. März zréck, also dat ass scho relativ laang hier. Méttlerweil ass iwwerall iwwert dee Logistikzenter geschwat an debattéiert ginn, just leider net an der Wirtschaftskommissioun. Mä wat nach net war, ka jo nach ëmmer kommen.

Wie Logistik seet, seet Transport, wien Transport seet, seet nei Belaaschtungen. Belaaschtungen op ville Pläng: méi Trafic, méi Stau, nei Stroossen, nach méi eng grouss Ofhängegkeet vu Pétrolprodukter, méi en héijen CO<sub>2</sub>-Ausstouss an esou weider an esou fort. Besonnesch am Zusammenhang mat Bali misst a sech och d'Logistik nei iwwerduecht ginn an op déi Kritären ugepasst ginn. Et kann een also villes falsch maachen. Net dass den Här Lux haut oder muer zu Bali erëm alles verspricht, mä heiheem maache mir just de Contraire!

Et kann een awer och ganz villes richtig maachen. Et kéint een zum Beispill drop hirschaffen, alles wat no Süden transportéiert gëtt oder aus dem Süde kënn, nëmmen nach iwwert déi Schinnenautobunn vu Perpignan transportéieren ze loosnen. Dëst hätt zur Folleg, datt zum Beispill eng Entlaaschtung vum Camiontransport op der Strooss entsteet. Eng echt nohalteg Transportdréischeife also.

Duerfir meng Froen: Wéiwäit ass den Impakt op den CO<sub>2</sub>-Ausstouss analyséiert ginn? Gëtt et Moossinstrumenter fir lafend de Prozess ze begleeden? Wéi e Rôle spillt den öffentliche Transport, besonnesch den Zuch, an der ganzer Entwécklung vum Logistikzenter? Wéi eng Kritäre mussen also dann déi Logistikfirmen matbréngen, fir kënnen sech op deem Site niddereeloosen? Wat ware schlussendlech elo déi ausschlaggebend Kritäre fir déi éischt zwou Firmen, déi sech um Eurohub niddergelooos hunn? Dëst si jo bekanntlech d'Firmaen Transalliance mat eleng engem Fuerpark vun, ech mengen, 3.500 Camionen, an d'Firma Sogaris. Wéi eng weider Etappe sinn a sech elo nach geplangt?

Dass d'Logistik awer méi ass, wéi bekanntlech just den Transport, wësse mer. D'Logistik ka ganz vill a flott Plus-valuen hei schaffen, nämlech duerch d'Zesummesetzung, wat den Här Wirtschaftsminister och schon emol gesot huet, vun héichwäertege Produkter. Hei gëtt dann och vun iwwer 1.000 Aarbechtsplaz geschwat, déi do kënnen geschafe ginn.

Duerfir vläicht eng Rei zousätzlech Froen zu deenen Aarbechtsplazen. Wou gi mer déi Leit sichen, déi déi Aarbechtsplaz solle

besetzen? Wéi steet et mat der Ubannung vun öffentliche Transport, fir méiglech vill vun deene Leit mat dem öffentliche Transport dohinner ze kréien? Kënnen mer déi Leit och hei aus Lëtzebuerg rekrutéieren? Wéi steet et mat der Ausbildung vun Logistiker hei zu Lëtzebuerg? Wéi wäit sinn déi Leit, déi sech esou ëm déi Logistikausbildung këmmen, am Prozess mat bedeelegt? Ech mengen, no mengen Informatiounen waarden déi nëmmen drop, do kënnen matzeschaffen.

Et stelle sech aus eiser Sicht also nach eng ganz Rei vun zousätzlech Froen, déi a kenger Publikatioun zum Logistikzenter beäwert goufen. Mir gesinn awer och duerch aus Chancé bei esou engem Logistikzenter. Chancé vun engem Paradigmewissel an der Transportpolitik. Lewesch Zil muss deemno sinn, eng nohalteg Ausrichtung ze gewährleisten. Wie Logistik mat dem geringsten Energie- a Ressourcéverbrauch ubitt, wäert gewant. Duerfir kënn et drop un, de Logistikprozess intelligent ze optiméieren an onnéidegen Transport ze vermeiden.

Ech soe Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert. Här Minister!

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dem Här Kox gutt nogelauschert hunn, dann deet et mer effektiv leed, dass mer net éischter driwwer geschwat hunn. Hien huet säi Referat ugefaangen doduerch, dass e gesot huet, wie Logistik seet, seet Transport, seet Camion, seet Belaaschtung. Ebe just dass Logistik net dat do ass, hunn ech elo scho probéiert des Öfteren ze soen. Ech war och a leschter Zäit e puermol an der Wirtschaftskommissioun. Ech ka mech net erënneren, Här Kox, dass Der mech gefrot hutt, fir dozou eppes ze soen, mä dat kënnen mer jo elo nohuelen. Mir fänke jo net domadder un.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neng Méint nodeem dass mer déi Studië virgeluecht hunn, déi Dornier-Studië iwwert d'Opportunitéiten hei zu Lëtzebuerg, wat u sech d'Logistik ubelaangt, hu mer dat virgestallt wat mer nennen Eurohub Lëtzebuerg-Süd. Dat ass dee Raum Diddeleng-Beetebuerg plus d'WSA-Gelände. Ech soe plus, well et ass méi wéi just d'WSA. An deem Raum, wou jo eng ganz Rei Aarbechtsplaz verluer gi sinn, an der Industrie notament, si mer amgaangen, en neie Secteur ze déelopéieren.

Wat elo de WSA-Terrain als solchen ubelaangt, ass dat en Terrain, deen zou ass, doduerch eng ganz Rei Avantagé weist, spezifesch ass, an dat, wat mer do wëlle maachen - Dir frot mech d'Kritären, déi ee muss erfëllen, wann een dohinner geet -, ass ebe just net nëmmen Transport an Distribution. Déi kommen net dohinner! Dat ass net den Zweck dovunner! Ech hu schon x Leit, déi mech gefrot hunn, fir dohinner ze kommen, gesot: Et deet mer leed, dat ass net den Zweck dovunner.

Wat siche mer? 3 PL-, 4 PL-logistics, wat ass dat? Majo dat ass e Mehrwäert schafen! Mehrwäert an der Verpackung, Mehrwäert an der Zertifizierung, Mehrwäert an enger ganzer Rei Wäertschöpfungen, déi sollen derbäikomme bei dat Produkt, wat do erbruecht ginn ass.

4 PL, wat heescht dat? Ma dat ass déi ganz Organisation vum Floss vun de Gidder bei der Zouliwwerung, awer och an der Distribution. Et geet souguer op dat wat mer nennen „reverse logistics“, dat heescht, déi Saachen, déi net verkaaft gi sinn, déi recycéliert musse ginn, wou e Problem ass, déi musse jo och erëm eng Kéier entgéintgeho ginn. Also gehéiert dat och zur Logistik. A schlussendlech wou mer am Beräich Berodung an Ausbildung tätég sinn.

Dorunner gesäit een, dass Logistik nu wierklech eppes anescht ass, wéi dat, wat Dir am Ufank gesot hutt.

(**Interruption**)

Dir hutt herno d'Kéier geholl, nodeem dass Der fir d'éischt gesot hutt, wie seet Logistik, seet dat.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Et ass och esou!

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Maja! Ech kennen der nach hei zu Lëtzebuerg, déi dat eent an dat anert, säi Contraire, soe bannent zwee Sätz. Mä enfin, dat war schon e schéinen Tour, deen Der gemaach hutt, Här Kox. Dir sidd herno

wierklech op de Punkt komm, wat Logistik ass, mä Dir hat awer ganz schlecht ugefaangen.

(**Interruptions**)

De Schinrenttransport ass nämlech an deem Fall bei der WSA deen interessantesten Deel. Den Deel Beetebuerg-Perpignan ass unique hei an Europa. Déi Distanz gëtt et néierens, wou ee ka mat deem wat mer nennen Digipack schaffen. Dat ass deen eenzeggen Trajet, deen esou grouss ass, 1.300 Kilometer. Duerfir, et muss een deenen dote Kritären entsprieche: den Transport haaptsächlech schinnegebonden, plus deene Kritären, déi ech virdu gesot hunn, 3 PL, 4 PL an esou weider, an net einfach Transport maachen, fir dass een an de Logistikzenter ka kommen.

D'Transalliance, et huet jo iwwerhaupt näischt mat hiren 3.000 Camionen ze dinn, wat déi do maachen; déi kommen net mat 3.000 Camionen! Déi kommen dohinner fir eppes ze maachen, wat zousätzlech ass, nämlech eng Rei Camionen opzereeden, fir dass se kënnen spéider fueren, mä si kommen net hiren Transport dohinner maachen. A Sogaris ass eng Gesellschaft, déi net u sech weder Distribution nach soss eppes mécht, mä déi hëlleft eis, 20 Hektar vun deene 55 Hektar ze erschleissen, fir do zesumme mam Stat Gebaier ze maachen, Gebaier, déi mussen héich genuch sinn, Gebaier, déi mussen esou agencéiert sinn, dass kënnen Regaler drakommen. Déi Sogaris-Gesellschaft ass eng Gesellschaft vu Paräis, déi zum Deel an öffentliche Hand ass an déi eng Rei Kompetenzen opweist, wou mer gemengt hunn, et wär besser, mir géifen esou e Partner mat bähuelen, wa mer dat déelopéieren.

Dir frot mech d'Gesamtstrategie vun der Regierung. Zeng Minutten ass e bésse kuerz derfir, mä éischters stoung am Regierungsprogramm, dass mer géife kucke Logistik ze déelopéieren, esou wéi och aner Secteuren am IT-Beräich, Gesondheetstechnologien an am Beräich vun den Eco-Technologien. Mir sinn amgaangen do e ganze Koup Démarché virzehuelen. Mir sinn amgaangen eng ganz Rei Virbereedungen ze treffen. Et entsprécht also emol éischters engem Punkt vum Regierungsprogramm.

Zweetens huet d'Erfahrung gewisen, dass eng Rei Firmen eben aus Käschtegrënn an Europa an zu Lëtzebuerg en particulier vläicht net méi gewëllt sinn ze produzieren, mä déi Produkter, déi se hunn, déi sinn awer noutwendeg fir eise Marché, well de Konsument dat fret. Also mussen déi Produkter erakommen. Firwat solle mer eis dann net un deem Deel vun deem wat een nennt „supply chain“ bedeelegen?

Duerfir si mer zur Schlussfolgerung komm, wann och eng Rei Produktiounen op nei Mäert ginn, voire Asien, esou ginn awer Saachen do produzéiert, déi mir brauchen. Also kënnen mer eis dorunner bedeelegen. A soulaang d'Kommunikatiounswëer sech esou entwéckelen, wéi dat haut de Fall ass, mengen ech kënnen mir och mathalen. Duerfir ass dat fir eis aus der Erfahrung hier eng grouss Opportunitéit.

Dat Drétt ass d'Erkenntnis, dass de Welt-handel, ob een dat elo gär huet oder net gär huet, sech ganz staark entwéckelt an Zouweessrate weist, déi et fir eis interessant maachen. Et ass e Secteur en pleine expansion, ob een e gär huet oder net, mä entweder mécht ee mat oder et ass een dobaussen. Duerfir hu mir geduecht: Vu dass mer schon e ganze Koup Logistik hei hunn, firwat solle mer dat net déelopéieren a firwat solle mer net just probéieren, dass deen Deel vun der Mehrwäertschöpfung am Beräich vun der Logistik méi grouss gëtt?

Dee gëtt weltwäit méi grouss. Am Präis vun engem Produkt gëtt haut deen Deel, dee Logistik ass, prozentual Joer fir Joer méi grouss. Dat heescht, deen Deel, dee Logistik ass, ass ëmmer méi interessant, a wann ee kuckt, eng ganz Rei Logistiker sinn haut dat wat een nennt Assembleuren, dat heescht, déi setze Saachen zesummen a féieren net nëmmen e Produkt vun A op B, mä bréngen Produkter vun A op B an op B gi se zesummesat. Assembleuren ginn d'Logistiker ëmmer méi. Och d'Liiwwerzäiten ass e Punkt op deem ëmmer méi Leit elo froen, ob een dat gär huet oder net.

De véierte Punkt firwat dass mir et interessant fannen ass, dass mer erausfonnt hunn, dass appréciéiert gëtt, dass Lëtzebuerg eng geographesch ideal Lag huet fir dat do ze maachen. Wann een e Krees vun 800 Kilometer zitt, dann huet een 80% vun PIB vun der gesamter Europäescher Union. Dat heescht, an engem Dag ass een, sief et iwwert d'Schinn, sief et iwwert d'Strooss, quasi op engem Territoire, deen 80% vun der ganzer Wäertschöpfung an der Wirtschaft vun der Europäescher Union ausmécht. Mir leien en plus op enger interes-

santer Kräizung vun Ost-West a vun Nord-Süd, besonnesch wat de Schinrenttransport ugeet.

Schlussendlech de fënnefte Punkt ass deen, dass mir mat der Lofffracht, esou wéi mer se déelopéiert hunn, hei eng gewësse Kompetenz an domat eng gewësse Kreditabilitéit schon hunn. Lëtzebuerg ass als Logistik-Kap méttlerweil an der Welt bekannt duerch d'Lofffracht, ob een dat gär huet oder net. Do hu mer et fäerdeg bruecht, eise Seriö un den Dag ze leeën, dass mer capabel sinn, esou e Secteur ze déelopéieren.

De Problem ass e bëssen, Här President, dass mer ganz vill Saachen erafléien a se direkt erëm erausginn, an d'Iddi ass, dass mer zumindest engem Deel vun deem, wat mer erafléien, e Plus ginn, eppes bäiginn, dass mer eng Wäertschöpfung dozou maachen an et net einfach nëmmen duerchwénken. Duerfir ass déi Conterner Zon haaptsächlech fir d'Lofffracht a fir d'Logistik, déi dorunner hänkt. D'WSA ass éischter fir déi schinnegebundene Fracht.

De sechste Punkt, deen ech lech wollt soen, ass, dass mer net nëmmen eng Kompetenz an der Lofffracht hunn, mä do hannendrun eben eng Kompetenz kruten, well sech e ganze Koup Gesellschaften niddergelooos hunn. Sief dat Kühne & Nagel, Schenker, Panalpina, Nippon Express, DHL, TNT, all déi Firme koumen op Lëtzebuerg an agéieren aus Lëtzebuerg eraus. Mä och Lëtzebuurger Firmen, ob dat Wallenborn, Offergeld an esou weider sinn, alleguerte si se interesséiert um Développement dovunner. Mir hu méttlerweil 120 Firmen, déi an deem Beräich aktiv sinn.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

De siwente Punkt, Här President, ass well mer eng Kompetenz méttlerweil eis ugéeegent hunn, déi déelopéieren, an zwar iwwert d'CFL Cargo. D'CFL Cargo ass en absolute Succès fir de Moment a si komme quasi net no mat Wagone kafen, esou ass de Succès am Moment ze verzechnen.

D'CFL Cargo gëtt eis d'Geleeënheet, den Zougang zu deem wichtigstem Deel en de hors vun der Lofffracht ze kréien, nämlech zu den Häfen. De Problem ass deen, dass iwwert d'Lofffracht nëmmen 2% wat de Volumen ubelaangt iwwerhaupt vum Welthandel gemaach gëtt. 98% vun deem Welthandel geet iwwert d'Schéff. D'Schéff ass nach wie vor souwisou bái Wäitem dat ekologesch Transportmëttel wat et gëtt, egal wat een dovunner hält. Dat ass am Moment dat Interessantst, an duerfir probéiere mer Zougang zu den Häfen ze kréien. Zougang och, well mir hinne bei CFL Cargo an zu Beetebuerg kënnen dee multimodernen Terminal ubidden, deen et an de ganze Géigenden an där Form net gëtt.

Schlussendlech e leschte Punkt ass deen, mir hunn e Pavillon maritime, wou mer eng Zäit probéiert hunn, haaptsächlech Schëffer ze registréieren. Dat maache mer net méi. Mir sichen elo de Kontakt mat de Schëff-fahrtsgesellschaften. Mir probéiere mat deenen a Kontakt ze kommen. Mir probéiere mat deenen, a besonnesch déi integréiert Gesellschaften, déi also souwuel Logistik maachen, Schëffer hunn, Wagonen hunn a Camionen hunn, a Verbindung ze kommen, well do kréie mer den Zougang zu deene Containeren, déi iergendwou zu Hongkong fortginn a mat deene mir eppes wëllen ufänke spéiderhin, anstatt dass et reng an den Häfe geschitt.

Duerfir brauche mer also eng ganz Rei Instrumenter. Déi si mer amgaangen ze déelopéieren, och wëssend, dass mer eng ganz Rei Avantagen hunn. Well dat ass mengen ech dat Wichtigst. Mir hunn eng Finanzplaz, déi eis eng Kreditabilitéit gëtt, wat de Seriö vum Standuert Lëtzebuerg weltwäit ugeet. Dat muss een esou gesinn. Mir hunn eng Kompetenz doranner, an doduerch, dass dat sech esou entwéckelt huet, wësse se och, dass hannendrun am IT-Beräich genuch an héich qualifizéiert Leit an Technologien op der Plaz sinn. Deen, deen esou eng Finanzplaz huet, dee muss ganz gut Déngschtleeschunge maachen, well soss geet et net.

Dat heescht, de Service aux entreprises ass bei eis gutt déelopéiert. Mir hunn eng ausgedehnten Zertifizierungskompetenz méttlerweil. Ech mengen, ech brauch net ze



soen, dass mer eng relativ neutral Approche zu den Nopeschlänner hunn an eng offen Approche, well mir hunn e Banne-maart, dee mer kënnen beliwwere vu 500 Millioune vu Leit, déi relativ vill Kafkraaft hunn. Mir sinn amgaangen um Niveau vun der Douane déi paperless ze maachen, féieren elo d'Représentation fiscale an der TVA an, hu kee Préfinancement op der TVA wéi aner Länner, dat heescht, bei Import-Export brauch een net esou vill Kapital ze blockéieren.

Mir sinn amgaangen ze probéieren First Mover ze si wat den „authorized economic operator“ ubelaangt, dat heescht en zertifizierten Opérateur, deen also vill méi schnell den Dédouanement ka virhuelen. Mir sinn amgaangen also eng ganz Rei Saachen zesumme mat eisen Administratioune virzebereden, fir dass mer einfach esou opgestallt ginn, dass mir besser si wéi déi aner an domat eng Chance hunn, en neie Secteur ze dévloppéieren, domat vill a verschidden Aarbechtsplazen ze schafen, souwuel ganz héich qualifizierter wéi niddreg qualifizierter. Vu dass mer där relativ vill jo awer verluer hunn a leschter Zäit...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

►► M. le Président. - Här Minister!

►► M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.* - Ech si fäerdeg, ech hat nach en hallwe Satz.

►► M. le Président. - Neen, ech wëll just, dass dat Reglement, wat Dir agefouert hutt, och observéiert gëtt.

#### (Interruptions)

►► M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.* - Ech fannen dat ganz gutt, dass Der lech nach drun erënnert, dass ech dozou e Mérite hat.

Merci.

#### (Interruptions et hilarité)

►► M. le Président. - Domat ass dee Punkt och ofgeschloss. Da komme mer zu dem Débat de consultation op Ufro vun der Regierung iwwert d'Etüde PISA a PIRLS. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sunnen, den Här Meisch, den Här Scheuer, den Här Adam, den Här Mehlen an d'Madame Hetto. D'Wuert huet elo d'Madame Minister, zoustänneg fir d'national Erzéiung, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

### 3. Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006)

►► Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier mer zu deene verschiddene Constate vu PISA a vu PIRLS kommen, géif ech gären eng Remarque maachen iwwert déi allgemeng Participatioun vu Lëtzebuerg un internationalen Etüden an Enquêtes, well ech oft héieren: Jo, an deenen Enquêt gi jo Saache gemooss, déi net d'Prioritéit vun eiser Schoul sinn.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eis un internationalen Enquêt bedeelegen, well mer domadder erausfannen, wat sinn déi Kompetenzen international, déi vun de Schüler, déi vun deene jonke Leit verlaangt ginn, fir hir Entrée an d'Liewen, an och wann d'Bildung eng national Kompetenz ass a wa mir selbstverständlech Schwéierpunkte setzen, déi kënnen variéieren vun de Schwéierpunkte vun anere Länner, da sinn ech awer der Meenung, dass mer müssen déi Kompetenzen probéieren bei eise Kanner ze entwéckelen, esou héich wéi méiglech, déi se brauchen, fir herno an hire Studien,

op der Aarbecht an där globalisierter Welt an där mer liewen ze fonctionnéieren.

An et geet jo och doréms, fir aus deem Bléck vu baussen ze gesinn: Wat sinn déi Domäner, wou mer gutt sinn, a wat sinn déi Domäner, wou mer eis verbessere kënnen? D'Evaluatioun ass jo och net geduecht, fir ee Sündenbock ze désignéieren, mä et soll e Spigel sinn, eng Hëllef fir d'Schoulen, fir sech ze verbessere fir dat Zil, wat d'Gesellschaft hinne gëtt, dat heescht de Kanner eppes bäizebréngen, d'Kanner ze sozialiséieren a se ze qualifizéieren, fir dat Zil méiglechst gutt ze errechen.

Wann ech elo zu deenen zwou Enquêt kommen, déi mer a kuerzer Zäit presentéiert ginn, fir d'éischt PIRLS. Dat ass also eng international Enquêt, déi moosst wéi d'Lieskompetenze si vun de Kanner un deem Moment, wou eigentlech d'Liese léieren ofgeschloss sollt sinn. Et geet ee jo an d'Schoul, fir alphabetiséiert ze ginn, liesen ze léieren, an da kënt dee Stadium, wou een herno liese muss, fir ze léieren. PIRLS moosst also d'Lieskompetenz vun de Kanner no deem wichtige Abschnitt.

An do stelle mer fest, dass d'Lëtzebuurger Kanner oder d'Kanner an der Lëtzebuurger Schoul ee gutt Resultat hunn. Si hunn d'Technique vun Liese beherrscht a si hunn och ee gutt Liesverständnis. Duerfir wëll ech soen: Bravo, dat ass also eng vun deene ville Missionen, déi d'Schoul krut, déi domadder erfëllt gëtt.

Selbstverständlech gëtt et och do Detailler a Prezisionen, déi een ubréngen muss. Wann een dat méi genau kuckt, da stellt ee fest, dass eis Kanner ganz gutt sinn, wat d'Lokaliséiere vun den Informatiounen ugeet an engem Text. Dat heescht implizit, wat am Text drasteet, dat fanne se ganz gutt erëm. Si si manner gutt, awer net schlecht, mä si si manner gutt, wann et drëm geet fir ze interpretéieren a fir déi Texter, déi se gelies hunn, mat anere Saachen a Verbindung ze bréngen.

Elo kënt een natierlech menge fir d'éischt misst een Informatioun lokaliséieren an da géif een eréischt déi Kompetenz entwéckele fir ze interpretéieren a Konklusiounen ze zéien. Do hunn ech mech awer beléiere gelooss an duerfir ginn ech dat weider, dass dat net esou ass. Et ginn, wat déi zwou Aktivitéite beim Liesen ugeet, verschidden Niveauen, dat heescht et ginn einfach Exercicen, fir Informatiounen ze lokaliséieren, an et ginn och méi einfach Übungen, fir ze vergläichen an ze interpretéieren. Dofir muss een also do awierken a soen: Et ass och wichteg, dass d'Kanner bei eis an der Schoul déi aner Aktivitéit, dat méi komplex Liesverständnis, vu fréiem un a vu klenge un üben.

Dat ass jo elo - loosse mer emol soen - eng relativ einfach Aufgab. Mir müssen de Schoulmeeschteren, de Léierinnen déi Missioun opschreiwen. Dat ass jo och déi Aarbecht, déi amgaang ass an där ganzer Definition vun de Socles de compétences, vun deene Kompetenzen, déi d'Kanner müssen hunn, déi do amgaang ass gemaach ze ginn.

Deen anere Constat, dee mech eigentlech traureg mécht, dat ass, dass eis Kanner zwar gutt léiere liesen, mä dass se bal keng Freed um Liesen hunn. An dat ass awer e wichteg Element, well wann een dovunner ausgeet, dass se jo elo hir Pflicht erfëllt hunn, dat heescht si kënnen liesen, an et geet elo drëm, dass se motivéiert si fir ze liesen, fir ebe sech d'Welt opzemaachen, fir Informatiounen sichen ze goen, dann ass dat een Defizit, dee se wahrscheinlech an hirer ganzer Schoulcarrière matdroen.

Dat ass also ee Punkt op deem mer müssen aktiv ginn, fir d'Freed um Liesen ze promouvéieren. Dat ass eng Aufgab fir d'Schoul.

Et muss an der Schoul och méiglech sinn Aktivitéiten ze maachen, déi convivial sinn, wou zesumme gelies gëtt, wou ee Freed um Liese kritt. Et ass allerdéngs een Uleies, wat iwwert d'Schoul erausgeet. Et ass net nëmmen an der Schoul, wou ee liest, well manifestement liesen eis Kanner an der Schoul, mä si liesen net ausserhalb vun der Schoul. Et ass also wichteg, datt an de Structures d'accueil, an de Crèches, an de Maisons relais Aktivitéite sinn, dass mer mat de Bibliothéiken zesummen Aktivitéite maachen.

Et ass awer och wichteg, an dat ass eben eh ben heiansdo, soen ech, d'Mission impossible, dat ass, dass déi erwuesse Leit e Beispill ginn, well d'Kanner imitéieren dat wat se gesinn.

A wa mer déi Questionnaire kucken, déi drunhänken, da gesäit een, dass am Allgemengen zu Lëtzebuerg wéineg gelies gëtt. Dat ass also e Phenomeen, deen een net der Schoul kann zouschreiwen, mä deen an eiser Gesellschaft ass, an dass et also drëm geet: Wéi kréie mer eng Mobilisatioun ron-

derëm d'Liesen, wann ee weess wéi wichteg déi Lieskompetenz ass fir de Succès scolaire an de Succès professionnel vun alleguerten de Kanner?

Da gëtt et een Aspekt am PIRLS, dee mech nach méi traureg mécht, dat sinn déi Resultater zum Schoulklima. Et geet jo aus der Enquêt ervir, dass de Schoulklima zu Lëtzebuerg, am Verglach mat alle Länner, déi deelgeholl hunn, an dat waren der 45, als schlecht emfonnt gëtt. Dat sinn ee ganze Koup Indicateuren. Do si ganz vill Froe gestallt ginn, e Questionnaire fir d'Elteren an e Questionnaire fir d'Schüler.

Elo weess ech och, dass een dat muss virsiichteg aschätzen, well, ob ee sech wuel fillt oder net wuel fillt, dat ass natierlech ëmmer relativ. Et hänkt vum Ëmfeld of an deem ee leeft. Et hänkt dovun of wéi exigent, dass een ass, oder, loosse mer soen, wéi kritesch, dass een zu Institutionen ass. Mir si jo als Lëtzebuurger net bekannt, dass mer euphorisch Saachen immens positiv fannen. Dofir géif ech och do wëlle soe si mer relativ.

Et bleift awer, dass mer ganz schlecht do si wat de Schoulklima ugeet, an dass ech denken, dass ee sech där Saach muss unhuelen, se muss analyséieren: Wouranner besteet dat dann? Huet dat mat Gewalt ze dinn? Huet et mat Gestreits ze dinn? Huet et mat engem Mangel un Dialog ze dinn? Well déi Froe stelle sech natierlech: d'Relatiounen Elteren-Schoul, d'Relatiounen vun de Kanner ënnert sech, d'Relatiounen d'Kanner mat den Elteren. Ech mengen, dass een do nach méi am Fong ënnersiche goe muss.

Ech denken och, et gi jo Schoulen, wou de Klima gutt ass, dass mer sollte kucken: Wat fonctionnéiert gutt an deene Schoulen? Meng perséinlech Meenung, an ech hunn och probéiert där e legale Kader ze ginn, dat ass mir brauche Schoulen, wou d'Enseignant am Team fonctionnéieren, wou d'Enseignant ënner sech schwätzen, sech concertéieren, sech organiséieren, sech ëm d'Kanner këmmen an och deen Dialog mat den Eltere féieren. An dofir denken ech, dass d'Schoulgesetz dee Kader liwwere kann, fir dass eng Verbesserung zum Schoulklima méiglech ass, wat natierlech keng Garantie ass, dass dat och um Terrain fonctionnéiert.

Wann ech dann zu den Haaptresultater vu PISA kommen, da kann ech just soen, dass PISA 2006 keng signifikativ Ënnerscheeder opweist mat PISA 2003. PISA 2006 huet als Schwéierpunkt d'Naturwëssenschaften analyséiert. Do muss ee soen, dass mer eigentlech relativ nach méi schwach sinn an den Naturwëssenschaften, oder eis Schüler mat 15 Joer sinn nach méi schwach an den Naturwëssenschaft wéi an der Lieskompetenz an an der Mathematik.

Et gëtt eng Explikatioun dofir. Mir hu wéineg Enseignement vun de Wëssenschaften an der Primärschoul. Mir hunn ee wéineg am Cycle inférieure vum Postprimaire. Dat erkläert sech natierlech doduerch, dass mir ganz vill Zäit brauche fir de Sproochen-enseignement an doduerch manner Zäit disponibel ass. Nach mengen ech, dass een do misst eng Verbesserung ubréngen an den Enseignement des sciences, jiddefalls wat d'Ziler ugeet an och wat d'Stonnen ugeet, dass een do misst een Effort maachen.

Am Postprimaire am Lycée classique gëtt op Septième, Sixième a Cinquième de Moment nëmme Biologie enseignéiert, keng Physik a keng Chimie. Dat erkläert och, dass eis Kanner an deenen Ënnerkompetenzen eigentlech besser ofgeschneiden hunn, alles wat méi no apparentéiert ass zur Biologie, mä alles wat zur Physik an zur Chemie apparentéiert ass, do si se vill méi schwach. Dat erkläert sech also aus dem Schoulprogramm.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eise Kanner méi an e besseren Enseignement vun de Sciences naturelles ginn. Wann ech déi Défié gesinn, déi op eis als Gesellschaft zoukommen, ass et noutwendeg, dass jiddefereen eng Basiskompetenz huet, d'Notiounen huet, eng Culture scientifique huet, fir déi grouss Décisiounen, déi eigentlech ustinn, kënnen nozevollzéien. Mir schwätzen iwwer Klimawandel, mir schwätzen iwwer Recherche, iwwer Biotechnologien. Wéi soll e Bierger kënnen mat novollzéien, wat d'Portée vu verschiddenen Décisiounen ass, wann en dat Grondwëssen, wat een eigentlech duerfir brauch, net matkritt? Op där anerer Säit brauche mer natierlech iwwerall an Europa méi Scientifiquen, méi Leit, déi sech an där Carrière engagéieren.

Et gëtt an der Etüd PISA 2006 ee Lichtschimmer, ouni dass ech soen, dass dat do elo wierklech e Phare ass, mä et ass eng Hoffnungsschimmer, an dat sinn d'Resultater vun deene Kanner, déi an de PROCl-

Klasse sinn. PROCl ass d'Ofkierzung fir de Projet cycle inférieure. Projet cycle inférieure ass agefouert ginn am Joer 2003/2004, an der Rentrée 2003/2004. Et war eng Initiativ vun der deemoleger Unterrichtsministesch Madame Brasseur, als Äntwert op d'Resultater vu PISA 2000. Deemoos ware véier Lycéeën, déi matgemaach hunn, mat 437 Klassen. Mir sinn elo bei siwe Lycéeën, mat 1.567 Schüler, déi an deene PROCl-Klassen enseignéiert ginn.

PROCl-Schüler hunn an der Lecture 17 Punkten an der Moyenne méi wéi déi aner Schüler, si hunn an der Mathematik 21 Punkte méi a si hunn an de Sciencë 15 Punkte méi wéi d'Kanner an deenen traditionelle Klassen. Dat ass eng wäertvoll Informatioun, well et eis och de Spigel vu bausse gëtt, an dat léisst een, loosse mer soen, eng Lueur vun Hoffnung gesinn, dass et méiglech ass an eise Schoulssystem Ännerungen unzibréngen, déi dann à terme och Friichte bréngen.

Ech wëll direkt soe fir déi Leit, déi wollten d'Fro stellen, dass den Neie Lycée keng Schüler hat, déi getest gi sinn, well déi den Alter nach net hu vu 15 Joer. Bei PISA si jo all d'Schüler vu 15 Joer getest ginn, egal a wéi enger Klass dass se waren, ob se op Cinquième, op Neuvième, op Dixième oder op Sixième waren.

Wat ass d'Erklärung fir den Erfolleg? D'Charakteristike vu PROCl sinn, dass mer stabel Klassen hu vu Septième bis op Neuvième, dass d'Equipe stabel ass, dat heescht, déiselwecht Enseignantë begleeten déi Kanner während deenen dräi Joer. Wann Defiziter festgestallt gi bei de Kanner, gëtt eng Remédiatioun offeréiert. D'Approche geet mat Kompetenzen. Et gëtt also definéiert: Wat fir eng Kompetenzen erwaarde mer vun de Schüler? A si gëtt och esou évaluéiert.

D'Grille horaire vun de Schoulen ass och flexibel, dat heescht, si kënnen méi Stonnen tässelen op déi Fächer, wou se identifizéiert hunn, dass hir Schüler brauchen. Wéi gesot, och wann dee Plus nach net de Lëtzebuurger Schoulssystem rett, denken ech awer, dass dat do Piste sinn, déi mer weider sollten exploréieren, fir eis Schoul ze reforméieren.

Da gëtt et, wat PIRLS a PISA ugeet, Konstanten, déi d'selwecht sinn. Gutt Resultat PIRLS fir d'Kanner, déi am fënnfte Schouljoer getest si ginn, mëttelméisseg Resultater bei PISA fir d'Kanner mat 15 Joer. Déi Konstant ass, dass mer eng grouss Disparitéit an de Resultater hunn tëschent Kanner no hirem soziale Milieu, jee nom Bildungsniveau vun hiren Elteren a jee no der Sprooch, déi se doheem schwätzen.

Dee Phenomeen stellt een an alle Länner fest, déi deelgeholl hunn. Iwwerall gëtt et déi Divergenzen, déi Differenzen, mä zu Lëtzebuerg si se ganz staark ausgepräegt a mir hunn e ganz héijen Undeel un Immigrantekanner. Mir sinn do ganz vir am Prozentsaz vu Kanner wou d'Mamm net Lëtzebuergesch doheem schwätzt, déi also eng aner Sprooch doheem schwätze wéi déi, déi an der Schoul gebraucht gëtt, a mir hunn och e ganz héijen Undeel u Kanner, déi aus soziokulturelle schwache Milieue kommen. Och do hu mir also méi grouss Eerausforderungen, wéi vläicht aner Länner.

Elo stelle mer awer säit de 60er Jore fest, dass mer déi Disparitéiten hunn. Et sinn och eng ganz Rei vu Moosname geholl ginn. Zum Beispill si mir eent vun deene wéinege Länner wou de Préscolaire obligatoesch ass, mat der Iddi, dass, wann d'Kanner méi fréi scolariséiert ginn, mer besser kënnen d'Defiziter combléieren. De Précoce ass agefouert gi virun eefer Joer. Mir sinn amgaangen e besseren Encadrement vun de Kanner ze organiséieren an deem Sënn, dass se kënnen nientend Schoulstonnen nach encadréiert ginn, ënnerstëtzt ginn, also eng aner Offer kréien, fir se ze stimuléieren.

Mä d'Resultater sinn, géif ech soen, net zerfridde stellend. Mir hunn e Problem vu Gestiou, vun Heterogenitéit an eiser Schoul a mir hunn, säit ech mech kann erënnere an, ech mengen, säit et d'Lëtzebuurger Schoul gëtt, eigentlech nëmmen zwou Äntwerten op d'Gestioun vun der Heterogenitéit an eiser Schoul: Dat eent ass de Redoublement. Dat heescht, mir soen: Wann e Schüler net den Niveau huet, da mécht en dat Joer nach eng Kéier. Dat heescht, mir hunn eng Norm, an déi Kanner, déi net an d'Norm erapassen, déi müssen eben esou laang waarden, bis se an d'Norm erapassen.

Dat huet och iwwerens zur Konsequenz, dass mer eigentlech verhältnisméisseg net genuch ganz gutt Schüler hunn. Mir bréngen et och net fäerdeg, eis ganz gutt Schüler esou ze förderen an ze fuerderen, dass mer méi een héijen Undeel hätten an deenen, déi héich Performancen hunn. Am Primaire - an dat sinn awer Chifferen, déi ee



bedenklich maachen -, am fénnefte Schouljoer si 25% vun de Kanner, déi op d'mannst ee Joer Schoulretard hunn! Dat ass enorm vill! Och wann ee ka soen, eng Rei vun de Kanner, déi Retard hunn, dat ass well se relativ spéit an d'Lëtzebuurger Land komm sinn a well se d'Sproochen net schwätzen. Dat sinn 13%. Da bleift awer nach en enorm héijen Deel u Redoublement an eiser Primärschoul.

An dat geet da weider, well bei 15 Joer stelle mer fest, dass 41% vun de Kanner op d'mannst ee Joer Retard hunn. Dat heescht, mir hunn en enorm héijen Taux de redoublement, deen héchste vun alle Länner. Et si jo ganz vill Länner, déi kee Redoublement hunn, mä bei deenen, déi e Redoublement hunn, si mir wierklech Spätzereider. Mir gëssinn awer a mir wëssen aus den Etüden, déi iwwerall gemaach gi sinn am Ausland, dass Redoublement, datselwecht nach eng Kéier maachen, deeselwechte Programm nach eng Kéier maachen, dat oneffikasst Mëttel ass fir Remédiatioun, fir e Schüler op e méi héijen Niveau ze kréien.

Déi zweet Äntwert, déi mer hunn, déi hu mer net am Primaire, mä déi hu mer am Postprimaire. Dat sinn eben d'Filiären, wou mer d'Kanner orientéiere jee no deem Niveau, dee se am sechste Schouljoer hunn, a méi eng héich Filière, eng Mëttelfilière oder an eng manner héich Filière. Och do wësse mer, dass dat eigentlech net déi gutt Äntwert ass, mä dass mer et awer net fäerdeg bréngt fir de Moment, dee System do esou ëmzënnere, dass mer d'Kanner kéinten alleguer zesummenhalen. Dat bedéngt jo e ganze Koup Virkonditiounen, fir dass dat erfëllt ass, mä ech denken awer, dass ee muss d'Perméabilitéit méi grouss maachen.

Déi Weeër, déi mer also mussen sichen, si menger Meenung no also d'Perméabilitéit tëschent de Filière méi grouss ze maachen. Een éischte Schrëtt an déi Richtung ass jo fir ze soen, dass an all neie Lycée, dee gegrënnt gëtt, sämtlech Filière vertruede sinn, dass op d'mannst schonn an deemselwechte Gebai d'Kanner allegueren zesumme scolariséieren, dass och Aktivitéiten zesummen organiséiert ginn. Déi eng Schoule maachen dat mat méi Erfolleg wéi aner, muss ech och dozou soen.

Déi zweet Äntwert op déi Gestiou vun der Heterogenitéit, dat ass, dass ee muss ganz fréi intervenéieren an dass mer de Schoule mussen méi spezialiséiert Personal zur Verfügung stellen, fir ze intervenéieren, wann déi éischt Schwierigkeeten opdauchen. Mir stelle fest, dass mir an der Primärschoul ganz vill Appui hunn. Mir hunn niddreg Klassen. Mir hu ganz vill Appui, mä vläicht net ëmmer deen, dee gezielt kann op den Defizit vum Kand agräifen. Och dat ass eng Erkenntnis vun der Etüd PIRLS. Mir mussen also déi Aidë méi spezialiséieren.

Mir mussen der Schoul de Kader ginn, fir dass esou mann wéi méiglech Verantwortung vun der Schoul op d'Elterrenhaus eriewerkent. D'Eltere solle sech interesséieren fir d'Schoul, si solle Partner si vun der Schoul, mä si sollen net missen déi Aufgaben, déi an der Schoul net gemaach ginn, doheem maachen.

A mir mussen déi ganz gutt Schüler fördern, déi méi schwach méi héich kréien, well eist Zil jo ass, den Niveau de qualification vun alle Kanner ze erhéijen.

Dat war am Schnellfluch duerch PIRLS a PISA, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Fir mech ass et esou, dass mer géife soen, et ass net alles schlecht an eiser Schoul, mä et ass awer nach laang net alles gutt.

#### (Hilarité)

Fir mech ass et d'Confirmatioun, dass mer mussen weiderfuere eis Schoul ze moderniséieren, se ze adaptéieren un déi Gesellschaft vum 21. Jorhonnert an un déi Populatioun, un déi Kanner, déi zu Lëtzebuerg scolariséiert ginn.

D'Chamber hat am März 2005 eng Debatt iwwer PISA 2003. Do ass och eng Motioun ugeholl gi mat ganz ville Punkten dran. Ech hunn lech e Rapport matbruecht, fir ze weise wat do op deenen eenzelne Punkten, déi an där Motioun opgeléicht waren, geschitt ass. Dat ass och elektronesch verschéckt ginn. Ech wollt dem President dat dann elo iwwerreechen. Dat erspuert mer nämlech, alles hei eng Kéier opzezielen.

**(Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, dépose une documentation.)**

Ech denken, mir wëssen allegueren, dass d'Exigenzen, wat mer vun eise Kanner verlaangen, eigentlech vill méi héich sinn, well eis Gesellschaft méi komplex ginn ass. D'Technologie ass avancéiert. Mir mussen d'Kanner fit maachen fir d'liewenslaangt

Léieren a fir sech permanent ze adaptéieren un déi Changementer. Dat heescht, mir verlaange méi vun der Schoul a mir hunn eng Population scolaire, déi ëmmer méi heterogen gëtt. An deenen 30 Joer ass d'Divergenz, also d'Schéier vun deene Kanner, déi an d'Schoul ginn, nach vill, vill méi opgaange wéi se et virdru scho war.

Duerfir ass mäi Message ëmmer erëm, dass déi Schoul, déi fréier gutt war fir eis alleguer, wou mir an d'Schoul gaange sinn, net muss adaptéiert ginn un déi Kanner, déi haut an d'Schoul ginn. Ech héieren ze vill oft, dass gesot gëtt: Majo, mir sinn dach derduerch komm, firwat ass dat dann haut net méi gutt? Et ass net méi gutt haut, well d'Zäite geännert hunn a well d'Population scolaire geännert huet. Duerfir mussen mer eis virun adaptéieren.

Ech fille mech also confirméiert an deenen Aarbechten, déi amgang sinn. Ech denken, dass mer net alles sollen ewechgeheien, dat halen, wat gutt ass. Dat, wat muss geännert ginn, ännert een. A mir mussen eis allegueren gutt dru ginn a vill schaffen. Dat ass en Appel un d'Bildungspolitik, déi muss de Kader liwweren, d'Missiounen vun der Schoul prezisieren, d'Kompetenzen definéieren, déi d'Schüler mussen hunn, d'Material zur Verfügung stellen, an eng Formatioun fir all d'Enseignanten, déi mussen an där verwandelter Welt do schaffen.

Dat ass en Effort, dee mer froe vun all den Enseignanten, vun de Schoulmeeschteren, de Léierinnen, de Professorenen, de Chargéenen, allegueren, déi an der Schoul sinn, well hire Beruff gëtt méi komplizéiert. Si mussen nach ëmmer Wësse vermëttelen - selbstverständlech, duerfir schécke mer d'Kanner an d'Schoul -, mä si mussen kompetent kucken, dass d'Kanner net nëmme Wëssen hunn, well e Kand, soen ech ëmmer, ass net e Schwamm, wou een alles erschëtt an da funktionéiert et.

Eis Kanner mussen léieren dat Wëssen, wat se hunn, uwenden un aner Situatiounen, den Transfert kënnen maahe vun deene Connaissancen, déi se hunn. Mir stellen ëmmer erëm fest, dass eis Schoul ganz vill Wësse vermëttelt, mä dass mer et net gutt fäerdeg bréngen déi Transférabilitéit do ze organiséieren, dass d'Kanner vernetzt denken an d'Wëssen, wat se hunn, kënnen applizéieren. Dat ass also eng Aufgab fir d'Enseignanten. Si mussen also d'Schüler motivéieren. Si mussen se guidéieren, fir dass se erwuesse Mënsche ginn, déi sech an der Welt erëmfannen.

Dann ass natierlech en Effort gefrot vun de Kanner. Et geet net vum selwen. Mä nach bleiwen ech der Meenung - an dat weisen och all d'Etüden -, dass all Kanner, déi motivéiert sinn an déi den Intérêt an deem gesinn, wat se solle maachen, vill besser Resultater hu wéi déi Kanner mat Onwëllen an déi net agesi firwat se eppes solle léieren.

Mir brauche selbstverständlech och Efforte vun den Elteren, déi sech solle fir hir Kanner interesséieren. Déi sollen dee konstruktiven Dialog mat der Schoul sichen, net bei all Problem, deen opsteet, streide goen, mä sech informéieren goen. Dat implizéiert eben eng Partnerschaft an och en Engagement vun den Elteren, fir hire Kanner dee Kader doheem ze bidden, se esou ze motivéieren, dass se hire Beruff als Schüler kënnen ausüben.

Ech géif zum Schluss soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och en Effort gefrot vun der ganzer Gesellschaft, fir déi Wäerter, déi d'Schoul soll vermëttelen, héich ze halen, an déi Leit, déi an der Schoul sinn, héich ze schätzen, an déi Aarbecht, déi an der Schoul gemaach gëtt, ze appréciiieren. Wat net heescht, dass een net mussen kritesch Téin ubréngen wa Saachen net funktionéieren. Mä ech mengen, dass een, wéi bei all Beruff a wéi bei all Aktivitéit, muss la part des choses maachen: dat, wat gutt geet, an dat, wat net gutt geet. Duerfir soen ech: Et gëtt vill ze dinn a mir solle weiderfuere mat der gudder Aarbecht.

Merci.

» Plusieus voix. - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministère. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Sunnen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

**Débat**

» **M. Fred Sunnen (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch war et erëm esou wäit. No 2000 an 2003 si mer - oder besser gesot, eise Schoulsystem - mat de Resultater vun de PISA-Tester 2006 konfrontéiert ginn.

Zënter dat eise net esou brilliant Resultater aus dem Joer 2000 virleien, hunn ech den Androck, dass PISA wéi en d'Damoklesschwert iwwer eiser nationaler Educatioun-

politik schwieft. Folgelech mussen mer eis d'Fro stellen, firwat mer net esou gutt an deser Etüd ofschneiden. Ass eise Schoulsystem wierklech esou schlecht? Sinn eis Ufuerderungen un d'Schüler méi niddreg wéi bei eisen Noperen? Konzentrierte mer eis vläicht op déi falsch Fächer an de Schoulen? Kéint et sinn, dass mir als klengt Land mat sengen Eegearten, duerch d'Manéier wéi d'Tester ofgehal ginn, benodelegt ginn? Ginn déi wierklech Stärkten, déi d'Lëtzebuurger hunn, bei PISA guer net erëmgespigelt? Froen iwwer Froen, op déi mir Äntwerte siche mussen. Loosse mer awer elo emol op d'PISA-Etüd selwer agoen a kucke wéi enge Kritäre si Rechnung dréit.

PISA - a ganze Wieder: Programme International pour le Suivi des Acquis des Élèves - ass eng Enquête, déi all dräi Joer an den OECD- an an hire Partnerlänner d'Kompetenze vun de 15-jährege Schüler prüft, analyséiert a matenee vergläicht. Et soll gekuckt gi wéi gutt dës Jugendlech um Enn vun hirer Schoulpflicht den Ufuerderunge vun der heiteger Wëssensgesellschaft gewuess sinn. Hu se déi néideg Basiskompetenze mat op de Wee kritt, fir sech e Liewe laang weider ze entwéckelen an aktiv um Gesellschaftsliewen deelzuehelen?

PISA liwwert also wichteg Informatiounen iwwert d'Qualitéit vun de Schoulssystemer vun deene 57 Länner, déi beim Test derbäi waren. An den Epreuvë PISA 2006 ass de Schwéierpunkt op d'Culture scientifique geluecht ginn. Donieft sinn awer och d'Verstoe vum Écrit an d'Culture mathématique geprüft ginn.

Bei enger EU-Émfro huet sech erausgestallt, dass 52% vun den Europäer aussoen, dass si net u Wëssenschaft an un Technik interesséiert sinn. Vläch ass dat och eng vun den Ursachen, firwat mer ëmmer méi Naturwëssenschaftler, Techniker, Informatiker an Ingénieuren importéieren mussen.

Zu den Naturwëssenschafte gehéiert och Chimie a Physik - an d'Madame Minister huet dat schonn erwähnt -, mat deenen eis 15-jähreg Schüler kaum konfrontéiert sinn. An dese Fächer hält d'Loscht an d'Begeeschterung sech a Grenzen. Den Enseignant erkläert, d'Schüler verstinn oder och net. Heiansdo suert en Experiment fir Ofwieslung. Et gëtt vu bausse behaupt, an der Schoul géif eng doudege Wëssenschaft presentéiert ginn. An engem Wuert: Den naturwëssenschaftlechen Unterricht ass ze abstrakt. D'Schüler sinn ze wéineg aktiv an net selbstständig genuch, fir selwer ze versichen e Problem ze léisen. Hei drängt sech eng Reform op, well mir kënnen keng Schoul méi hale wéi viru 50 Joer. D'Educatiounsmnistesch huet dat och erkannt an d'Weihe gesat, fir d'Programmer deementsprechend ze änneren.

Datt bei de Schüler och Interessi besteet fir esou eng Zort Unterricht, weist d'Tatsaach, dass se gären d'Sendungen iwwert Technik a Wëssenschaft op der Televisioun kucken. Et muss een deene Sendunge bescheinegen, dass se experimentell, spannend, liwensno an opregend sinn, mat vill Praxis a wéineg Theorie. An Amerika hu Bildungsfuerscher erausfonnt, dass Kanner, déi an der Primärschoul virum 13. Liewensjoer mat Naturwëssenschafte konfrontéiert ginn, spéider gären eng entsprechend Carrière aschloen.

Här President, wuel verstane gëtt bei PISA keng ugeléiert Matière aus dem Schoulprogramm ofgefrot. Mä et gëtt gekuckt wéi d'Schüler mat deem Wëssen, dat se bis elo am Laf vun hirer schoulescher Carrière vermëttelt kruten, ëmginn a wéi se dat praxisorientéiert uwende kënnen. Am Kader vu PISA 2006 si quasi all Schüler zu Lëtzebuerg am Alter tëscht 15 a 16 Joer getest ginn. Mat eis am Boot sëtzen nach aner kleng Länner wéi Liechtenstein an Island. An de méi grouse Länner gi just Echantillonen vun de Schüler aus deene verschiddene Degréer getest.

Ech wëllt bei deemem Punkt bemierken, dass an der Lescht an der auslännescher Press ëmmer méi oft Kritik opkomm ass, dass d'Echantillonen a verschiddene Länner net ganz representativ wieren. Esou soll et alt emol virkomm sinn, dass verschiddentlech just déi méi staark Schüler ausgewielt goufe fir matzemaachen, a manner déi schwach Élève. Ech kann dat net beweisen, wat munch Commentaire behaupt hunn, mä ech wollt dës Ausso just emol kuerz uschwätzen.

Et ass bei esou Etüden, wou eng grouss Zuel vu Länner matmaachen, ëmmer immens schwierig ee gemeinsame Bilan ze zéien, deen da fir all Land richteg soll sinn an no deem dann de Schoulsystem nei ausgerichtet gi soll. Bei der PISA-Etüd 2006 ware 34,2%, also eppes méi wéi een Drëttel vun de geteste Schüler vu Lëtzebuerg aus dem Enseignement secondaire, 53,5%, also wäit

méi wéi d'Halschent, aus dem Secondaire technique, 7,7% aus dem Régime préparatoire a 4,7% aus Privatschoulen, déi net vum Stat subventionéiert ginn.

Wa PISA vun Élèves peu performants an Élèves très performants schwätzt, da weess een opgrond vun deenen Zuelen, déi ech elo genannt hunn, dass déi lescht Kategorie éischer énnert deene 34,2% Schüler aus dem Secondaire classique ze fannen ass.

Lëtzebuerg ass och dat eenzegt Land an deem d'Schüler viele konnten, ob se op Däitsch oder Franséisch getest wéilte ginn. Hei ass et ganz interessant ze gesinn, dass 79% Däitsch a just 21% Franséisch gewielt hunn. Eng Erklärung ass wahrscheinlech doran ze sichen, dass déi meeschte Fächer an der Primärschoul op Däitsch enseignéiert ginn. Ze bemierke bleift awer, dass keng vun deenen zwou Sproochen eis Mammesprooch ass a se vun eise Kanner eréischt an der Primärschoul studéiert ginn. Dat ass och ee wichtegen Ennerscheid zum Ausland, deen een net négligiéiere soll.

Wat d'Resultater ugeet, esou mengen ech, dass een net méi op d'Detailer agoe muss. Laut PISA leie mer souwuel an der Culture scientifique wéi och an der Compréhension de l'écrit an an der Culture mathématique ënnert der OECD-Moyenne, prezis op der Plaz 34, also keng sensibel Ofwäichung vun deenen zwee Tester virdrun a scho guer keng Verbesserung. Wéi 2000 an 2003 ass Finnland erëm un der Spëtzt ze fannen. Jo, dat Land aus dem héijen Norden huet souguer säi Virsprong nach ausgebaut.

Et muss een dës Resultater natierlech an ee prezise Kontext setzen, éier ee se esou richtig matenee vergläiche kann. Esou spillt zum Beispill d'Unzuel vun den auslännesche Schüler an deem jeeweilige Schoulssystem eng grouss Roll. Et stellt een zum Beispill fest, dass an de Schoulen zu Lëtzebuerg 33,5%, also ee ganzen Drëttel, Ausländer d'Schoulbank drécke par rapport zu Finnland, wou et knapps 2% friem Schüler gëtt. Et ass ouni Zweifel, dass dës Zuelen e wichtegen Impakt op d'Resultater hunn.

Et ass awer och interessant fir d'Grënn ze ënnersichen, déi fir den Erfolleg vun finnesche Schoulssystem opgefouert ginn:

Éischtens si se a Finnland op Distanz zum gegliderte Schoulwiese gaangen a si hu sech fir en integrierte Schoulssystem entschuedt.

Zweetens, an den 90er Joren ass de Schoulssystem radikal dezentraliséiert ginn.

Drëttens, d'kommunal Schoulverwaltungen hunn d'Léierpläng an eegener Verantwortung verfaasst, déi sech just un national Recommandatiounen hale mussen, an déi sinn net restriktiv.

Véiertens ginn d'Schoulbicher net méi vun uewen erof octroyéiert. All Schoul kann zënter Jore selwer entscheeden, wat si als Unterrechtsmaterial hält.

Fénneftens, an den éischte véier Joer kréien d'Schüler eng Zensur ouni Punkten, si enthält nëmme eng verbal Bewäertung.

Sechstens, en zousätzlechen extra Unterrecht gëtt garantéiert, fir dass d'Schüler déi 9-jähreg Gesamtschoul tatsächlech an néng Joer duerchlafte kënnen.

Siwentens, d'Enseignantë sinn héich considéiert an hunn en Universitätsstudium mat enger ofgeschlossener Maîtrise.

Aachtens, auslännesch Élève - wéi gesot, maximal 2% - hunn ee Recht op ee wöchentlechen Unterrecht vun zwou Stonnen an hirer Mammesprooch.

Néngtens - an dat ass wichteg! -, si léieren och an engem separaten Unterrecht Finnesch als Friemsprooch, souwuel lese wéi schreiwen, éier se mat de finnesche Schüler zesummen an eng gemeinsam Klass gesat ginn.

Zéngtens, an den eenzelne Schoule gëtt et eng Infirmière, e Schoulpsycholog - ee Service, dee mir jo an de Lycéer kennen -, a weider wat si e Kurator nennen, deen, wa Schwierigkeete kommen, d'sozial Kontakter mam Elterrenhaus ophëlt. Dobäi kënn nach ee spezielle Beroder, fir d'Schüler individuell ze guidéieren an hirem Léieren.



Eeleftens, d'Klasseneffektiver leien all ënner 20 Schüler an et gëtt kaum Ausfall, wat d'Schoulstonnen ugeet.

Zwieleften a leschte Punkt, e spezielle System erfaasst déi schwach Schüler direkt an ënnerstëtzt se op hirem weidere Parcours.

Här President, Dir gesitt de finnesche Schoulsystem ass duerchduecht a Finnland léisst sech säi System eppes kaschten! Op Verännerungen an de Kompetenze gëtt séier reagiert, Beispill: Verschlechterung vun der Lieskompetenz. E ríft direkt nei Projeten op de Plang, dat kann duerch performant Schoulbibliothéike geschéien oder duerch Projets pilotes, déi zum Zil hunn d'Liesen ze promovéieren oder ze verbesseren.

Wann een déi Beméiunge méi no ënnert d'Lupp hält, da gesäit ee ganz séier, dass déi gutt finnesch Resultater keen Zoufall sinn!

D'Ausländerkanner stellen an alle Länner e grouss Problem duer. PISA ënnerscheet zwëschent dräi Gruppe vun auslännesche Schüler:

Éischtens déi friem Schüler, déi grad wéi hir Elteren am Land selwer gebuer sinn.

Zweetens, d'Schüler vun der éischter Generatioun, wou d'Elteren am Ausland gebuer goufen an d'Kanner selwer am Land, wou se elo wunnen.

An drëtzens déi Schüler, déi mat den Elteren am Laf vun hirer Kandheet oder Schoulzäit agewandert sinn, d'Primo-Arrivanté wéi mir se bezeichnen.

Am Test ass deen éischte Grupp zu de Lëtzebuerger Schüler gezielt ginn an déi zwee aner zu den Ausländer.

Et stellt ee fest, dass et zwëschent deenen zwou Kategorien, de Gebiertegen an den Ausländer, immens grouss Ënnerscheeder an de Resultater gëtt. Déi auslännesch Kanner weisen par rapport zu den Einheimischen e Retard vun anerhallwem bis zwee Schouljoren op, wat enorm ass! Wa mir dann nach an eis Schoulstatistike kucke ginn, da gesi mir, dass nëmme 19% auslännesch Schüler am Secondaire classique sinn, par rapport zu 45% vun de Lëtzebuerger.

Wann et d'auslännesch Schüler sinn, déi bei Wäitem am meeschte Problemer an eisem Schoulsystem hunn, da gëtt dat och do duerch ënnerstrach, dass 54% vun hinnen ee schoulesche Retard opweisen. Dëst gesäit een och ganz däitlech an der Verdeelung vun de Jugendlechen op eis dräi Schoultypen. Wéi gesot, nëmme 19% vun de 15-jährege Schüler, déi aus engem frieme Land kommen, sinn am Enseignement secondaire, par rapport zu den 68% vun hinnen, déi een am Régime préparatoire erméfennt. Bei de gebiertege Lëtzebuerger ass d'Proportioun just ëmgedréint.

Dobäi kënn, dass déi auslännesch Kanner, déi ënnert dës Chiffere falen, ganz oft aus engem einfachen Aarbechtermilieu kommen, an deem de Kader an d'Ëmfeld net gi sinn, fir grouss schoulesch Performancen ze realisieren. Dëst trëfft awer net eleng op d'Ausländer zou, mä och op d'Lëtzebuerger, déi aus engem sozial schwache Milieu kommen.

Hei gëtt et Ënnerscheeder zwëschent dem Patrimoine culturel familial, dat heescht, ob et zum Beispill am Elterrenhaus eng Bibliothéik gëtt op déi d'Kand zréckgräife kann, Ressources éducatives, ob d'Kand een uerdentleche Schreifdësch huet op deem et mat deem néidege Schoulmaterial schaffe kann, a fir d'lescht Richesse familiale, wann d'Kand een eegent Zëmmer huet an deem et ongestéiert léiere kann, eventuell mat Computer an Internetzuschloss fir Recherchen ze maachen.

Dir kënnlech virstellen, dass all dës Facteuren am Laf vun der Schoulcarrière och eng wesentlech Roll spillen.

Mat senger groussen Ecarté figuréiert Lëtzebuerg ënnert deene Länner, wou d'Diskriminierung um sozioekonomesche Plang am héchsten ass. Wann d'Elteren eng niddreg Schoulbildung hunn an doduerch da meeschtens och manner verdéngen, hunn déi Kanner an eisem Schoulsystem wéineg Chancen, fir hir Schouljoren erfollegräich ofzeschléissen. Et si Retardé vun zwee bis 2,5

Joer festgestallt ginn, déi Kanner aus engem défavoriséierte Milieu par rapport zu deenen hunn, déi d'Chance hunn, an enger privilegiéierter Famill opzewuessen.

D'PISA-Etüd beleet awer och ganz däitlech, dass et bei eis am Grand-Duché enorm Ënnerscheeder tëschent den eenzelne Schoultypen gëtt. Et gëtt als normal ugesinn, dass d'Schüler aus dem Enseignement classique am Alter vu 15 Joer en anere Wëssensstand hunn, wéi déi aus dem Enseignement technique oder aus dem Préparatoire. Et kann an et dierf awer net esou sinn, dass virun allem de Préparatoire nach just als leschten Auswee, als Ofstellgleis gesi gëtt fir déijéineg, déi op den aneren Niveaue Schwierigkeeten hunn an et do net packen.

Well mer feststellen, dass d'Schüler aus dem Régime préparatoire esou séier wéi méiglech eng Aarbecht sichen, solle mer awer och drop oppassen, dass si den néidege Bagage mat op de Wee kréien, fir op hirem Niveau an der Berufswelt matzehalen. Hei kënnen mer nach munches vun de Finne léieren, esou wéi ech et virdrun unhand vu verschiddene Beispiller gewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'PISA-Etüd weist däitlech op déi grouss Erausforderungen hin, déi mer als Politiker ugoe mussen, fir jiddfer Kand seng Chance ze ginn, egal wou et hierkënnert oder wou et opwiisst. Mir mussen dach kënnen et fäerdeg bréngen, mam neie Schoulgesetz, dat mer grad elo diskutéieren, d'Erausforderungen, mat deenen eis Gesellschaft vum 21. Jorhonnert zu Lëtzebuerg konfrontéiert ass, ze meeschteren.

Dat Gesetz, dat dat aalt Schoulgesetz vun 1912 ersatze soll, ass batter noutwendeg, well et nei Akzenter setzt a sech no moderne pedagogesche Prinzipien orientéiert. Et kann net sinn, dass mir et hei zu Lëtzebuerg, wou vill Natioune sech begéinen a wou en harmonescht Zesummeliewen a -schaffen tëschent Lëtzebuerger an Ausländer eng enorm Importenz hu fir eis Roll an Europa an an der Welt, net fäerdeg bréngen, e Schoulsystem opzebauen, an deem all eis Kanner gutt integréiert sinn. Mir dierfe kengem seng Chancë verbauen. A mir mussen derfir suergen, dass jiddferen déi beschtméiglech Ausbildung kritt, déi senger Fäegkeeten entsprécht.

Wa mer dat net ronnkriegen, da ginn eisem Land immens Kompetenze verluer. Wa fäeg Leit, och wann hir praktesch Talenter iwwerweien, duerch e Schoulsystem, deen den Ufuerderunge vun der Gesellschaft net Rechnung dréit, op der Streck bleiwen, entweder duerch e Sproochproblem oder duerch hiert soziaalt Ëmfeld benodelegt sinn, dann dränge sech Kurskorrekturen am System op. Dëst ass eng enorm Erausforderung an e groussen Challenge, dee mir mam neie Schoulgesetz meeschtere mussen.

Eis Gesellschaft huet sech an de leschten 30 bis 40 Joer fundamental verännert, a mir mussen deene Verännerunge Rechnung droen. Eise Schoulsystem muss de Lëtzebuerger an den Ausländer gläichberechtigt Chancë bidden. Mir kënnen bei bal 40% Ausländerundeel hei am Land net maachen, wéi wann dat eis näischt géif ugoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis eens: Wa mer d'PISA-Etüd eescht huelen, da muss d'Aart a Weis, wéi mer Schoul halen, sech änneren. Ob een de finnesche System elo gutt fénnert oder net, eent steet fest: D'Kanner sinn immens gutt encadréiert an d'Offre scolaire geet schonn deelweis méi wäit wéi bei eis. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass mir bei eis mat gutt qualifizéierten a motivéierten Enseignanté méi erreche kënnen wéi bis elo.

Loosse mer awer och net an de Feeler verfallen, wéint de PISA-Resultater, déi eis sécher keng Satisfaktioun ginn, alles schlecht ze maachen. Vill vun deene jonke Leit, déi eise Schoulsystem mat Succès duerchlafen, hunn aner Kompetenzen. Notamment am Beräich vun de Sproochen, woufir mir vill am Ausland beneit ginn. Et geet ganz einfach drëm, eise Schoulsystem un déi nei Erausforderungen unzepassen, dobäi awer net ze vergiessen, op Mériter vun aktuelle System opzebauen. PISA huet eis waakreg gemaach, awer mir maachen eis Schoulpolitik net nëmme fir gutt bei PISA ofzeschneiden,...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Fred Sunnen (CSV).** - ...mä fir eis Jugend op den Aarbechtsmaart an op d'Lied virzebereeden. Dorops kënn et schlussendlech un.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Sunnen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch fir d'DP-Fraktioun.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht PISA-Etüd huet kloer gewisen, dass et am Schoulsystem op verschiddene Punkten zimlech haakt. Fir déi drëtte Kéier hannertene weist Lëtzebuerg keen allze gutt, fir net ze soen en zimlech schlecht Resultat op. Et ass emol net onbedéngt de Ranking u sech, deen eis soll zum Nodenke bréngen, och wann déi 34. Plaz vu 57 Länner mat Sécherheet kee Grond ass fir stolz ze sinn.

Vill méi enttäuschend ass d'Tatsaach, dass déi Lëtzebuerger Resultater stagnéieren, während et Länner gëtt, déi en eendeitegen Opwärtstrend kënnen verzechnen, wéi zum Beispill Polen, Däitschland, Dänemark an aner. Et kann een also dovunner ausgehen, dass dës Länner de Message vun deene leschten Etüde verstanen a reagiert hunn, andeems se Reformen an hirem Bildungswiesen an d'Weeër geleet hunn.

Als Reaktioun op d'Resultater vu PISA, huet d'Madame Ministesch gesot, dass et net verwonnerlech wär, dass Lëtzebuerg esou schlecht géif ofschneiden, schliesslech hätten aner Länner wéi zum Beispill Finnland jo virun 30 Joer mat der Ëmsetzung vu Reformen an hirem Bildungssystem ugefaangen. Dovunner ofgesinn, dass virun 30 Joer mam Robert Krieps e Sozialist Bildungsminister war, wéll ech soen: Déi doten Zäit, déi hu mer net! Mir kënnen net zwou Schoulgeneratioune versträiche loosse, bis mer den Tanker Enseignement un d'Bougéiere kréien. Doranner misste mer eis eens sinn.

Wou d'Eenegkeet awer net esou schnell kloer ass, ass iwwert d'Fro, wéi eng Reformen eis Schüler wierklech hëlfe. Elo géif et noleien, sech un deene Länner ze inspiréieren, déi am beschten ofgeschneiden hu bei PISA a bei PIRLS. Dat kléngt op den éischte Bléck logesch, beim zweete Bléck awer schéngt et schonn net méi esou evident ze sinn.

Mir kënnen eis zum Beispill net an alle Punkte mam PISA-Musterland Finnland vergläichen, well Finnland am Verglach zu Lëtzebuerg quasi keng Immigratioun kennt, an d'Resultater vu PISA weisen jo, dass, wa mer nëmme d'Lëtzebuerger Kanner considéieren, mir besser, wann och nach ëmmer net esou richtig gutt ofschneiden. Dat, wat a Finnland mat Erfolleg gekréint ass, muss also nach laang keng Patentléisung fir Lëtzebuerg sinn.

Ee vun deenen zentrale Problemer ass bei eis jo de Fait, dass besonnesch Kanner mat engem Migratiounshannergrond an aus sozial méi schwache Schichten oft zum Échec scolaire condamnéiert sinn, eng Diskriminatioun, déi eis alleguerte soll ze denke ginn. Eise Schoulsystem schéngt besonnesch schlecht op déi heterogen Sproochekennntnisser vun de Schüler agestellt ze sinn.

D'Fro muss awer och erlaabt sinn, ob et nëmme un eisem Schoulsystem hängt, dass Kanner aus auslänneschen a sozial schwache Familien an der Schoul net mat virukommen. Ass dat net éischter nëmme ee vu ville Symptomen, déi weisen, dass d'Integratioun an eiser Gesellschaft nach net gelongen ass? Geet et duer mat deenen Instrumenter vun der Schoulpolitik op PISA a PIRLS ze reagieren, oder musse mir net och eis Familljen- an Integratiounspolitik a Fro stellen?

PISA seet, dass, wann e Kand mat dräi Joer an de Précoce kënn, dat wat et doheim mat op de Wee oder net mat op de Wee kritt huet, mat ausschlaggebend ass fir säi weidere schoulesche Wee. Also musse mer och schonn éischter usetzen, iwwert den Ausbau vun der Betriegung, iwwer eng Berodung vun den Elteren, iwwer eng konkret Sozialaarbecht um Terrain.

Här President, ech wéll net am Detail op d'Resultater vu PISA 2006 agoen, mä just e puer Zuelen erausgräifen. Lëtzebuerg läit an allen dräi Kategorien, déi bei PISA ofgefrot gi sinn - Naturwëssenschaften, Mathematik a Lieskompetenzen -, ënnert dem OECD-Duerchschnitt. Do dernieft weist Lëtzebuerg en Undeel vu schwache Schüler vun net manner wéi 23% op, während de Gewinner Finnland grad emol op en Taux vu 4 bis 6% jee no Fach kënn.

Den thematesche Schwéierpunkt vu PISA 2006 louch op den Naturwëssenschaften. Et war sech am Virus ze erwaarden, dass eis Schüler an deene Fächer géife méi schlecht ofschneiden. Dëst huet domadder ze dinn, dass dës Fächer opgrond vun deem aktuelle Stonneplang an der aktueller Fächeropdeeling am ënneschten Zyklus vun Enseignement secondaire éischter nëmme eng Nieweroll zougesprach gëtt. Duerch déi verschidde Sproochen, déi de Kanner a jonke Jore vermittelt ginn, bleibt an eiser Schoul manner Plaz fir Technik an Naturwëssenschaften. Wann een awer weess, dass an eiser vun Technik geprägter Welt

de wirtschaftleche Fortschritt ëmmer och en technesche Fortschritt voraussetzt, da musse mer eis Froe stellen. Och hei geet et ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Economie.

Här President, eng Fro, déi sech vill Leit do-bausse stellen, ass déi, wéi déi relativ gutt Resultater aus der PIRLS-Etüd méiglech sinn, wann een dernieft déi nach bescheide Resultater vu PISA huet. Ech wéll hei kloerstellen, dass et eis mat Sécherheet net drëm geet, déi positiv an duerchaus encourageant Resultater niddrezemaachen, an dach muss et awer och bei där doter Etüd erlaabt sinn, e puer kritesch Froen opzewerfen:

Wären dës gutt Resultater genausou gutt ausgefall, wa bei eis wéi an deenen anere Länner och d'Schüler aus dem 4. Schouljoer, an net déi aus dem 5. Schouljoer getest gi wären? Wéi géife mer dann am internationalen Verglach dostoen?

Dës Froe mussen erlaabt sinn, wa mir eis e wierklech Bild vun eisem Schoulsystem wéille maachen. Et bréngt eise Kanner absolut näischt, wa mir eis duerch d'Resultater vun internationalen Etüde blende loosse a mir eis opgrond vun deene Chiffere selwer an d'Täsch léien.

Wéi gesot, ouni wéllen dës Resultater schlechtzemaachen an och ouni wéllen ze vergiessen, dass mir zu Lëtzebuerg opgrond vun eisem héijen Ausländerundeel och eng komplex Sproochesituatioun hunn, sinn dach awer Zweifel an dësem gudden Ranking net ganz aus der Welt ze schafen.

Och ass d'PIRLS-Etüd jo beim zweete Bléck laang net esou positiv ausgefall. Sou ass Lëtzebuerg, wat d'Begeescherung fir d'Liesen ugeet, op engem vun deene leschte Plazen ermézfannen. Och muss een dës Resultater am Zesammenhang mat deene vu PISA gesinn. Se sinn hinnen an engem Punkt ganz besonnesch ähnlech: Schon an der Primärschoul kënn ronn e Véirel mam Programm net méi mat a muss dann dat Joer nach eng Kéier maachen.

Wéi och vu PISA gewisen, sinn et haapt-sächlich déi Kanner mat Migratiounshannergrond respektiv déi Kanner, déi aus sozial méi schwache Verhältnissen kommen. Et muss ee keen immens logesch denkende Mënsch sinn, fir dorop ze kommen, dass aus de Schwierigkeeten an der Primärschoul séier d'Schwierigkeeten am Enseignement secondaire ginn. An aus deene Schwierigkeete gëtt dann allze oft den Échec scolaire respektiv den Ofbroch ouni Diplom vun der schoulescher Carrière.

Lëtzebuerg ass an der EU eent vun deene Länner mat deem héchsten Taux vu Leit, déi de Schoulsystem ouni Ofschloss verloossen. Dës Tatsaach wäert mëttelfristeg nach massiv Konsequenze fir eisen Aarbechtsmaart mat sech bréngen. Haut scho kréie mer de Besoin vu qualifizéierte Leit fir eis Economie nëmme nach mat Hëllef vu ronn 140.000 Frontaliere gedeckt. Wa mer net fäeg sinn, eise Bildungssystem ganz séier de verännerte gesellschaftleche Bedingungen unzepassen, risikéiere mer nach méi ofhängeg vun auslännescher Main-d'œuvre ze ginn.

Parallell dozou wäert awer och de Chômage weider an d'Luucht goen. An deem Kontext muss ee sech nëmme zwou Zuele vun haut ukucken: Méi wéi 50% vun eise Chômeure si Leit mat kenger respektiv enger gerénger Qualifikatioun, a ronn 20% vun den Demandeurs d'emploi hu manner wéi 26 Joer.

Här President, et gëtt Leit am Land, déi behaupten, dass d'Demokratesch Partei, wann et ëm Reforme vun eisem Bildungswiese geet, méi zréckhalend wier. Ech wéll soen, dass, wa mir emol géint eng Reform sinn, da si mer net dogéint, well et eng Reform ass, mä da si mer dogéint, well et eng schlecht Reform ass.

Als Reaktioun op d'Resultater vun der leschter PISA-Etüd huet d'Madame Ministesch ugekënnegt, dass de Projet PROCI, dee bis elo just als Pilotprojet an e puer technesche Lycéee gelaf ass, elo soll op sämtlech technesche Lycéeeën iwwerdroe ginn.

D'Resultater vun deene Schüler, déi beim PROCI matgemaach hunn, leien nämlech iwwert deene Resultater vun de Schüler, déi net vun deem Projet do konnte profitéieren: 15% bei den Naturwëssenschaften an 21% an der Mathematik. An anere Wieder: Datt d'Datz fir eise Schoulsystem net nach méi däitlech ausgefall ass, hu mer dësem Projet ze verdanken.

Et muss awer an deem Kontext erlaabt sinn, dorop hinzewiesen, ënner wem dës Projet lancéiert ginn ass. Et ass d'Madame Bras-seur, déi de PROCI un d'Rulle bruecht huet, an elo weist sech, dass dat e Schrëtt an déi richteg Richtung ass.



2006 hu mer hei an der Chamber iwwert d'Reforme vum CPOS an iwwert d'Aféierung vum Baccalauréat international ofgestëmmt. D'Ministesch huet dës zwee Projeten deemools als grouss Neierung vun eise Schoulsystem gelueft. Et muss een awer wëssen, dass och dës zwee Projete schonn ënnert där leschter Regierung ausgeschafft gi sinn.

Déi lescht Regierung hat och schonn en neit Basisschulgesetz an e Gesetz iwwert d'Reform vum Primaire ausgeschafft. Ënnert der Responsabilitéit vun der Madame Bras-seur war och schonn en engem Projet fir d'Reform vun der Berufsausbildung geschafft ginn. Alles Projeten, déi also scho laang hätte kënnen ëmgesat ginn, wann déi aktuell Regierung se net zrëckgezunn hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei ka sech mat münchem, wat momentan als Reform duer-gestallt gëtt, net averstanen erklären. Mir si géint Reformen, déi iwwert de Knéi gebrach ginn. Mir si géint all Reformen, déi eise Schoulsystem aus ideologesche Grënn op-gewonge ginn, a mir sinn och géint all Ex-perimenter, déi op Käschte vun de Kanner an den Enseignantë gemaach ginn. Re-forme jo, awer nëmme Reformen, déi Sënn maachen, déi zu enger Verbesserung vun der Qualitéit vun eisem Enseignement bäi-droen; Reformen, déi net ideologeschen, mä pragmatische Prinzipien ënnerleien.

D'Demokratesch Partei...

Här President, ech mengen, d'Madame Mi-nister wëllt eng Fro stellen.

» M. le Président. - Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Ech wollt froen, well ech opmierksam nolauschteren,...

» M. Claude Meisch (DP). - Dat huelen ech un!

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - ...wat den Här Meisch mengt, wann e seet, hie wär fir Re-formen, mä géint Reformen aus Ideologie. Do weess ech elo net, wat en domadder ge-mengt huet, a fir dat besser kënnen noze-vollzéien, géif ech gäre wëssen, wat dat ass.

» M. Claude Meisch (DP). - Majo, Ma-dame Minister, wann ech schonn esou Saachen a menger Ried soen, da kënn Dir do-vunner ausgoen, dass ech dat am weidere Verlaf vun där Ried och nach développéieren.

(Interruption)

Also, Dir kënn nach weider opmierksam no-lauschteren. Dir wäert d'Äntwert dorobber fannen.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei wëllt eng Schoul, déi virun allem op Qualitéit baséiert. Quali-téit, dat bedeit fir eis qualitativ gutt ausge-bildten Enseignanten, héichwäerteg Pro-grammer a gutt Schoulinfrastrukturen. Den Effort an de Leeschtungsgedanke mussen nach weiderhin eng wichteg Roll an eise Schoulsystem spillen.

Mir sinn eis awer bewosst, dass den Effort net fir all Kand datselwecht ka bedeiten. Een Zil vun eiser Partei ass et duerfir, dass all Kand no senger Capacitéit geförderet gëtt. E qualitativ héichwäertegen Enseignement besteet fir d'DP doranner, dass all Kand mat sengem individuellen Talent kann de Maxi-mum errechen. Dat ass fir eis reell Chancëgläichheet: Jiddfer Schüler d'Chance ginn, fir aus senger Méiglech-keeten dat Bescht ze maachen; jiddfer Kand esou förderen a fuerderen, dass et duerno déi beschte Chancen huet, sech am Liewen an am Beruff erëmzefannen.

Här President, mat eiser Kritik un de Geset-zesprojete vun der Madame Delvaux sti mir net eleng do. D'Kritiker reche souguer bis an d'Regierung eran. An engem Artikel vum 29. Oktober am „Wort“ gëtt den CSV-Presi-dent François Biltgen zitëiert: „Weiterhin erklärte er, dass es besser wäre, wenn auch in den Primärschulen Direktoren eingestellt würden, so könne man dort auch für mehr Disziplin sorgen.“

D'CSV ass also fir d'Aféierung vun engem Direkter an de Primärschoulen. D'DP ass och éischer der Meinung, dass dëst eng gutt Iddi ass. Am Gesetzestext vun der leschter Regierung war an deem Sënn och e Responsable d'école virgesinn.

Mä firwat steet dann am virleidenen Text zur Reform vun der Primärschoul, dass an Zu-kunft d'Primärschoule solle vun engem Co-mité de cogestion gefouert ginn? Et

schéngt, wéi wann d'CSV an där doter Fro hirem Koalitionspartner kampfflos d'Feld iwwerlooss hätt.

D'DP ass iwwregens an dësem Punkt nach ëmmer der Iwwerzeugung, dass d'Aféierung vun engem eenzelnen Usprichpartner fir d'Elteren, d'Schüler an d'Enseignantë vill méi sënnvoll ass wéi eng kollektiv Déres-ponsabiliséierung a Form vun engem Co-mité des enseignants.

Dee Leeschtungsprinzip, zu deem sech d'CSV zumindest verbal bekennt, gouf an deene leschten dräi Joer net ëmmer grouss-geschriwwen, wann een zum Beispill un d'Diskussioun ëm d'Promotiounskritären denkt.

D'DP kritiséiert, dass déi aktuell Bildungspol-itik d'Schüler net op déi zukünfteg Eraus-fuerderunge vun Aarbechtsmaart prepa-réiert an dass d'Ufuerderungen u si erof-geschräuft ginn. Dëst féiert dozou, dass zwar méi Schüler en Diplom kréien an domat och besser Statistike fir eise Bildungssystem vir-leien. Parallell dozou entloosse mir awer eis Kanner mat schlechten Zukunftsaussichten aus dem Schoulsystem.

Den Haaptzweck vu Reformen am Ense-ignement soll awer genau doranner leien, jonk Leit besser op hir Zukunft virzeberee-den, an net doranner, hinnen e falscht Bild vun där Zukunft ze vermëttelen. Op dem Al-tor vun der Chancëgläichheet gëtt allze oft de Leeschtungsprinzip geaffert. Eleng do-duerjer, dass een d'Ufuerderungen erof-schräuft, schaaft een awer keng Chancë-gläichheet, mä bedreift just Chancëgläich-maacherei.

Et kann nun eemol net all Kand deesel-wechte Schoulofschloss kréien. Andeem een d'Diplomer bradéiert, hëlleft een de Kanner mat Sécherheet net. Dat wäert een dann och an de künftegen internationalen Etüde feststellen, well do ass et wéi am rich-tege Liewen: Et zielt net den Diplom, mä et sinn d'Wëssen an d'Fäegkeeten, déi getest ginn.

Här President, ech wëll nach e puer Wuert zu den aktuelle Reformprojete vun der Re-gierung verléieren. Mir hu jo laang genuch mussen op dës Texter waarden.

Ech wëll fir d'éischt op de Punkt vun der No-minatioun vun den Enseignanten ze schwätze kommen. Am Projet, deen d'Re-gierung virgeluecht huet, ass virgesinn, dass an Zukunft de Ministère dës Nominatioun soll iwwerhuele fir de Primaire. D'Argument vun der Regierung besteet doranner, ze soen, dass op déi Aart a Weis eng méi ge-recht Verdeelung vun den diplomierten En-seignantë méiglech gemaach soll ginn.

Mir sinn net där doter Opfaassung. Mir men-gen, dass och an Zukunft d'Gemenge sollen d'Enseignantë fir hir Schoulen nominéieren. Duerfir schwätzt d'DP sech kloer géint eng Nominatioun vun de Schoulmeeschteren duerch den Educationsministère aus.

Vill innovativ pedagogesch Iddien a Kon-zepter aus deene leschte Jore goufen oft dank enger enker Zesummenaarbecht të-schent den Enseignanten an deene lokalen Autoritéiten afgouert an an der Praxis ëm-gesat. Dëst ass fir eise Bildungssystem een immens wichteg Potenzial un Innovatioun. Dat geet am Fall vun der Transfert vun der No-minatioun vun de Gemenge bei de Stat ver-luer.

Dobäi kënn, dass d'Gemengeverantwort-lech d'Besoinen vun den Elteren an de Kan-ner a Saache Schouloorganisatioun besser kennen an deementspreechend méi séier a méi flexibel dorobber reagéieren kënnen. Et kann ee Schouloorganisatioun a Personalno-minatioun net trennen. An ech sinn ëmmer erëm schockéiert wa besonnesch d'CSV déi staatlech Nominatioun als eng grouss Er-rungenschaft presentéiert, well elo dann endlech déi lästeg Nominatiounsprozedur an de Gemengeréit géif entfalen. Mir däre-fen dach de Confort vun de Gemengeréit net virun d'Qualitéit vun eisem Enseigne-ment stellen.

Mir fäerten allerdéngs, dass d'Regierung an dësem Punkt net méi vun der beschlosse-ner Richtung wäert ofzebréngen sinn. Oder wéi ass ze erklären, dass am Budget 2008 scho ronn 34 Milliounen Euro aus dem Fonds communal de dotation financière erausgerechent si mat deem Hiweis, dass dëst d'Aspuerunge vun de Gemenge wäerte sinn, wat d'Salaire vun de Schoul-meeschtere betrëfft?

Här President, ech wëll nach e Wuert iwwert d'Autonomie scolaire verléieren. D'DP ass fir eng verstärkten Autonomie vun eise Schoulen. Vun all eise Schoulen; also och am Primaire. Duerfir brauche mer an eise Primärschoulen och an Zukunft eng respon-sabel Persoun, fir déi administrativ a finan-ztechnesch Leedung ze iwwerhuelen. Et ginn duerchaus scho Länner, wou dëst Konzept

vun Autonomie scolaire ëmgesat ginn ass, wéi zum Beispill Holland, wou all Schoule ganz autonom hire Budget kënnen verwalten.

Mir kënnen eis virstellen, dass zukünfteg all Schoul an enker Zesummenaarbecht mat de Schoulpartner - Elteren, Schüler, Ense-ignanten an am Fall vun Primaire eben och de kommunalen Autoritéiten - hiert eegent Schoulkonzept ausschafft, an dass si am Ka-der vun dësem Konzept och op ënner-schiddlech pedagogesch Methoden an Usätz kënnen zrëckgräifen. Den Educa-tionsministère iwwerpréift déi ausge-schaffte Konzepter, definéiert d'Ziler a kon-trolléiert, ob se och agehale ginn. Esou kënnen mer dach besser op déi ënner-schiddlech Voraussetzungen a Schülerprofi-ler an deenen eenzelnen Deeler vun eise Land agoen, wéi wann nach méi vun Al-dringen aus dirigéiert gëtt.

Am Regierungsprogramm steet a puncto Autonomie scolaire am Secondaire Fol-gendes: «L'autonomie des communautés scolaires, visée par la loi du 25 juin 2004, sera à la fois pédagogique, financière et ad-ministrative.» Dës Autonomie ass fir de Mo-ment, wéi gesot, just op de Lycée be-schränkt a soll hinne méi eng autonom Fi-nanzgestioun erméiglechen, fir esou och d'Méiglechkeet ze schafen eppes u finan-zielle Moyenen unzespueren an doduercher pedagogesch Projeten ze finanzéieren.

Leider muss een awer feststellen, dass et hei tëschent Usproch a Realitéit e groussen Ën-nerschied gëtt. Contrairement zu deem, wat am Regierungsprogramm festgehal-e ginn ass, goufen d'Dotatiounen un d'Ly-céeën nämlech d'lescht Joer deelweis mas-siv erofgesat. An der Moyenne ëm ronn 8,5%, an an eenzelne Fäll souguer ëm iwwer 10 respektiv 20%. D'Argument vun der Regierung fir dës Kierzungen ass, dass vill Schoule Reserven ugeluecht hätten an dass si domadder manner Geld bräichten.

Dëst ass an eisen Aen e falscht Verständnis vun Autonomie scolaire. Déi Schoulen, déi gutt a responsabel mat hirem Geld ëm-gaange sinn, ginn elo fir déi gutt Gestiou bestrooft. Déi verstärkten Autonomie huet zu villen Innovatiounen am Enseignement secondaire gefouert. Dës mussen méi ën-nerstëtz ginn an däreften net futti gespuert ginn.

Och dëst Joer huet d'Regierung nees eng ganz restriktiv Haltung a puncto Autonomie scolaire ageholl. All déi Schoulen, déi hire Budget net bis op zwee Drëttel opge-braucht hunn, krute keng Argumentatioun vun hire Finanzmëttelen. Dat heescht an anere Wieder: All déi Schoulen, déi probéiert hu gutt mat hire Suen auszukommen, ginn elo bestrooft. D'Argumentatioun vun der Regierung, verschidde Schoule géife probéieren sech eng heemlech Mouk op d'Sait ze leeën, weist, dass d'Regierung d'Konzept vun der Autonomie scolaire nach net richtig verstanen a verinnerlecht huet.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Här President, ech muss do protestéieren. All d'Lycéeë kruten hire Budget ëm déi normal Progressioun vun Budget augmentéiert. Duerfir gesinn ech net wat den Här Meisch hei wëllt soen. Et ass richtig, dass mer d'lescht Joer, do ass jo e groussen Effort vu Spuere gemaach ginn, eng Kéier do duerchgekuckt hu wou vill Reserve waren, a gesot hunn: Da brau-chen déi keng esou eng héich Augmenta-tioun. Eng Schoul ass jo och kee Spuer-veräin. Déi Sue si jo do fir d'Fonctionne-ment. Mä dat, wat Der elo gesot hutt vun dësem Joer, dat kann ech esou net stoeloo-sen.

Merci, Här Meisch.

» M. Claude Meisch (DP). - Mä d'Schoule solle jo incitéiert ginn, wa se au-tonom och um pedagogesche Plang solle schaffen, sech och Geldmoyenen duerfir kënnen ze reservéieren. Duerfir, wa se sech déi op d'Sait leeën, dann däreffe se net dono vun der Politik erëm gestrach ginn, well soss wäerte se och an Zukunft net autonom wëllen a kënnen schaffen.

Här President, am Reformpak vun der Re-gierung ass och d'Mise en place vun enger École de recherche virgesinn. Prinzipiell ass géint esou e Projet näischt anzuwenden. Al-lerdéngs zweifele mir drun, dass dëse Projet an deem Émfang, wéi e geplangt ass, iwwerhaupt sengem Zweck ka gerecht ginn. D'Zil vun dëser Schoul soll et jo sinn, déi nei pedagogesch Usätz a Methoden ze testen, an ze analyséieren wat fir eng Aspekter vun dëse Konzepter dann eventuell fir déi ganz öffentlech Schoul kënnen iwwerholl ginn.

Als DP menge mir, dass dës Schoul schonn eleng vun hirem Émfang - 120 Schüler sol-len eemol hei enseignéiert ginn - net esou konzepéiert ass, dass hir Resultater iergend-wann eng Kéier kënnen integral op eise ge-

samte Bildungssystem iwwerdroe ginn. Eleng wann een nëmme déi finanziell a personnell Moyene kuckt, mat deenen dës Schoul soll schaffen, da leien déi ronn 25% iwwert deenen, mat deenen eng normal Schoul muss auskommen. Firwat schafe mer eis eng Laborschoul, wa mir schonn am Virfeld wëssen, dass et immens schwieereg wäert sinn dës Konditiounen och an der ge-samter öffentlecher Schoul ëmzesetzen? Wouranner leien dann nach Sënn an Zweck vun dëser Schoul?

Här President, am Zentrum vun all Moderni-séierungspolitik muss d'Bildungspolitik stoen, well mer brauchen an der Gesell-schaft vu mar an alle Beräicher gutt ausge-bildten, gutt qualifizéiert Leit. Mir brauche méi Leit, déi méi eng héich Qualifikatioun hunn. Mir mussen d'Ziel vun deene jonke Leit, déi ouni berufflech Qualifikatioun, ouni richtegen Ofschluss aus der Schoul eraus-kommen, erofkréien. Dat däreff net op Käschte vun Niveau goen. Mir mussen - an dat kann een net oft genuch betounen - an d'Qualitéit investéieren.

Vun Experte gëtt oft gesot, et misst een an der Primärschoul usetzen. Wéi gesäit d'Realitéit awer hei zu Lëtzebuerg aus? Mir investéieren hei zu Lëtzebuerg méi an e Premièresschüler wéi an e Primärschüler. A Finnland maache se et ëmgedreint. Beson-nesch an der Primärschoul muss ugesat ginn, fir deene Kanner ze hëllefen, déi Schwieeregkeete beim Léieren hunn. Beson-nesch hei ass eng Offer vu Servicer ron-derëm d'Schoul néideg.

Och däreffe mer net waarde bis d'Kanner an d'Schoul kommen, mä nei Weeër an der Fa-milljepolitik mussen sech och de Konklusi-oune vu PISA a PIRLS stellen. Besonnesch hei muss e Maximum gemaach ginn, fir so-zial Ënnerscheeder auszegläichen, fir ze in-tegréieren a fir méi Chancëgläichheet ze garantéieren.

D'DP ass der Opfaassung, dass d'Bildungs-politik an enger Perspektiv vun Evolutioun an net vu Revolutioun muss ëmgesat ginn. D'Striewen no Qualitéit, verbonne mat enger méi grousser Responsabilitéit vun der Schoul, d'Förderen an d'Fuerdere vun alle concernéierten Acteure muss dobäi ëmmer am Zentrum vun den Iwwerleeunge stoen.

Här President, et huet emol ee gesot: Et gëtt nëmme eng Saach, déi op Dauer méi deier gëtt wéi d'Bildung, dat ass keng Bildung. Dee Mann hat Recht. Et war den J. F. Ken-nedy.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Scheuer fir d'sozialistesche Fraktioun.

» M. Jos Scheuer (LSAP). - Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, éier den Här Sunnen erausgaangen ass, de Sprie-cher vun der chrëschtlech sozialer Volleks-partei, huet hie gesot: Wann ech geschwat hunn, brauch kee Sozialist méi ze schwätzen.

» Plusieurs voix. - Ooohhh!

» M. Jos Scheuer (LSAP). - Ech hu mer et awer net huele gelooss, fir awer ze schwätzen. Ech sinn awer frou iwwert dat, wat den Här Sunnen gesot huet. Dat weist och, dass dës Koalitioun, wat d'Bildungspol-itik ugeet, um selwechte Strang zéit. Och wa mer op verschidde Punkten different Meinungen hunn, sinn ech iwwerzeegt, dass mer zu gemeinsame Konklusiounen kom-men. Déi Ried, déi hei gehale ginn ass, ass e Beispill do derfir.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mini-ster huet PIRLS analyséiert, si huet PISA ana-lysiéiert, a si huet Konklusiounen doraus-er gezunn. Deem ass net vill bäizeflécken. Ech erspuere mer, fir dat ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass vu mengem Virriedner a virun allem vun der Unterrichtsministerin.

D'Konklusiounen aus PIRLS si bekannt. D'Konklusiounen aus PISA si bekannt. Wann esou eng Etüd ugesot gëtt, da waart d'ganz Lëtzebuerg Land gespaant drop. Jiddereen erwaart sech, dass d'Resultat schlecht ass wéi ëmmer, wéi scho ge-wiescht. An da sinn d'Leit immens verwon-nert, wann eng Etüd eng Kéier e positive Ranking ervirbréngt, wéi dat bei PIRLS de Fall war.



Ech wollt eng Remarque maachen, déi mer ganz wichteg schéngt. Déi zwou Etüden, PIRLS a PISA, gi virgestallt an zwou exzellente Publikatiounen. De Rapport iwwer PISA 2006 ass e Produkt vum SCRIPT - de Ministère de l'Éducation nationale also - an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg.

Mir fannen an där Broschür net nëmmen Zuelen, Graphiken a ganz nuancéiert Interpretatiounen vum Zuelen, mä virun allem och Äntwerten op Questionnairen. Mä et gëtt an där Etüd ee Kapitel mat den Implicatiounen fir de Lëtzebuerger Schoulsystem. Dat heescht dat hei: Déi plakeg Zuelen, d'Erkenntnisser, déi sech aus de Questionnairen erginn, stinn net an deem berühmten eidele Raum, mä si erginn d'Basis fir Verbesserungsverschléi, si erginn d'Basis, fir d'Fanger op Wonnen ze leeën, fir op Mängel hinweisen, déi beschriwwen ginn an déi wëssenschaftlech erfaasst sinn.

Firwat soen ech dat? Mä fir ze weisen, dass mer elo endlech mat der Uni Lëtzebuerg eng wëssenschaftlech Autoritéit hunn, déi net contestéiert gëtt mat Kompetenzen, déi mer asetze kënnen fir d'Schoulproblemer hei zu Lëtzebuerg ze analyséieren, fir se ze verschaffen an eisem System, dee jo awer trotzdem ganz spezifesch ass. Wat hu mer Zäit verluer fir bis dohinner ze kommen! Elo ass et do. Elo kënnen mer eis Reforme begleeden. D'Uni Lëtzebuerg gëtt eis Instrumenter op déi mer zréckgegraff hu bis elo an op déi mer weider zréckgräife mussen, dat zu PISA.

Am selwechte Kontext och zu PIRLS. PIRLS 2006 gëtt virgestallt an engem regelrechte Buch vu genau 307 Säiten, wat fir mech e Muster ass vu wëssenschaftlecher Methodik mat Referenzen op Publikatiounen, mat enger Bibliographie, mat villen Denkestücker, awer och mat engem Kapitel „Ausbléck“. Dat Kapitel eleng hält ee kënnen huelen, fir eng exzellente Ried hei uewen ze halen; wierklech ee ganze Volet Schoulpolitik, deem a PIRLS ofgehandelt gëtt, deem do mat verschafft ass. Kompliment un d'Auteuren. Mir sinn um richtege Wee, eise Schoulsystem gëtt elo begleet vum enger Autoritéit.

Zu PIRLS, zu deem och wat iwwer d'Liese gesot ginn ass. Et huet mech datselwecht intrigéiert, wat och den Här Meisch intrigéiert huet, an ech mengen den Här Sonnen hat och dovunner geschwat, nämlech déi Iwwerraschung, dass d'Lëtzebuerger Élève am fënnefte Schouljoer, zwar ee Joer méi spët wéi hir Alterskolleegen aus deenen anere Länner, awer trotzdem esou gutt am Lese sinn.

Wann een da kuckt wéi déi Liescapacitéit sech awer opglidder, dann ass et net méi esou verwonnerlech. An engem Text kënnen eis Schüler verschidde Froe punktuell beäntweren, lokaliséieren, wou d'Äntwerten op déi Froe stinn, mä wann et ëm d'Interpretatioun geet - an dat war jo awer den Optrag vun der PISA-Etüd -, da si mer schwach.

PISA huet eis gesot, dass mer an de wëssenschaftleche Fächer eis Élève net genuch ausgebilt hunn. Dat war gewosst. An da freet et ee fir ze liesen - an dat gëtt dann och gläich gesot, wann d'Etüd publizéiert gëtt -, dass mer elo op Septième, Huitième an Neuvième reagéieren, dass mer nei Coursen aféieren, an dass da bis d'Joer 2009 am Fong dee Retard, dee mer vis-à-vis vun den auslännesche Schoulen hunn, soll op deem Niveau opgeschafft ginn. Ech wënschen der Madame Minister eng glécklech Hand. Si wäert eis nach soen, wou se déi Stonnen hierhëlt, déi da gebraucht gi fir dat do ze maachen, respektiv - fir deen neien Term ze gebrauchen - gëtt dat do dann och transversal opgeschafft.

D'Reaktiounen, déi virgeschloe ginn op d'Erkenntnisser aus deesen zwou Etüden sinn net nei. An dat, wat den Här Meisch probéiert huet ze beweisen hei, nämlech dass et eng Continuitéit an der Schoulpolitik gëtt a gi muss, dat ass evident.

Et gëtt awer trotzdem Differenzen an der Approche. A wa verschidde Projets de loi op d'Äis geluecht oder iwwerschaaft gi sinn, dann aus där Ursach, well déi Offer, déi an deene Projets de loi gemaach ginn ass, net deem entsprach huet wat déi zwou Parteien, déi an der Regierung sinn, sech erwaart hunn a puncto Schoulreformen.

Déi Reaktiounen, déi zënter e puer Joer komm sinn, si bekannt:

Éischtens hunn d'Gebaier d'Méiglechkeet fir eng Autonomie auszeüben. D'Fro ass: Wéi wäit kënnen mer déi Autonomie dreien? Dat ass elo eng perséinlech Fro vu mir. A wat fir engen Domäne muss d'Autoritéit vum Stat spillen, fir dass mer herno awer en Output hu vun eisem Schoulsystem, deem awer nach comparabel ass, deem awer nach homogen ass, esou dass eis jonk Leit an d'Beruffsliewen iwwergoe kënnen, aklamme kënnen mat deeneselwechte Kompetenzen oder mat vergläichbare Kompetenzen, esou dass eis Élève an d'Ausland goe kënnen mat deeneselwechte Chancen, egal aus wat fir engem Schoulgebai se kommen.

Niewent der Autonomie vun den eenzelne Gebaier sinn och Socles de compétence déterminéiert ginn, agefouert ginn, an och dat wat verbonne mat vill Méi an ass och nach net iwwerall akzeptéiert. Mir hunn eise Sproochenunterricht reforméiert andeems mer vill méi differenziéiert, vill méi nuancéiert d'Sproochen ënnerriichte wéi dat bis elo de Fall war. Mir hu verschidde Projeten initiéiert, Projeten, déi als Projets pilotes bezeechent ginn. Dat gëllt ganz bestëmmt fir de Projet „Neie Lycée“, deem un lafen ass, an dat gëllt bestëmmt fir dee Projet, dee mer och amgang sinn an der Kommissioun ze behandelen, de Projet „eis Schoul“, fir d'Primärschoul. Dee Projet, déi Schoul, gëtt och als Laboratoire bezeechent.

Déi zwee Projets pilotes si Projeten, déi évaluéiert gi mussen - Här Meisch, déi mussen evaluéiert ginn -, an da muss ee kucke wat sech iwwerdroe léisst an den allgemenge Schoulsystem vun deem wat an deene Laboratoiren als gutt befont ginn ass. Dat ass eng ganz sensibel Aarbecht a kee Mënsch denkt drun oder huet d'Illusioun, dass een e Projet copy/paste wéi „eis Schoul“ oder wéi „den Neie Lycée“ generaliséiere kéint.

Zum Projet PROCI, dee fir mech en immens wichtige Projet ass! Deen ass vun der Madame Brasseur initiéiert ginn. Domadder si mer am Zeeche vun der Continuitéit. Mech huet et just gewonnert - an deemools ass d'Fro net gestallt ginn - wéi d'Madame Brasseur zu engem bestëmte Moment, ech mengen iwwer eng Motioun, gefort huet, fir dass déi Reformprojete sollte gestoppt ginn, dass mer Otem sollten huelen an dann nees nei ufänken, waméiglech an enger nächster Legislaturperiod. Gott sei Dank ass de Projet PROCI net gestoppt ginn. Gott sei Dank ass en duerchgezu gi mat vill Engagement, an e gëtt elo, dass weise jo och d'Pabeieren, ëmmer méi generaliséiert.

Et sinn am Fong néng Neierungen, déi am EST iwwer deen dote Projet duerchgezu gi sinn, ech huelen déi siwe wichtigst do eraus, an dat huet och eng Ursach.

Éischt Komponent ass d'Autonomie vun dem Gebai, fir de Carcan vun den Horairen ze duerchbriechen, fir sech d'Fräiheet erauszehuele fir déi eenzel Coursen uneneen unzepassen an aneneen agräifen ze loosse.

Zweet Neierung, den Oral kritt am Sproochenunterricht méi eng grouss Bedeitung.

An dann eppes, wat och wichteg ass, d'Professere schaffen an Equipen zesummen a bleiwen zesummen an der Betreierung vun den eenzelne Klassen, also et ass net méi den Individuum Enseignant mat senger Responsabilitéiten, mä et ass en Enseignant, deem encadréiert ass vu senger Kolleegen.

An dann eng véiert Charakteristik, déi een och nuancéiert kucke muss, ech hunn et emol esou iwwersat: De Redoublement ass am Prinzip ofgeschaf. Do misst een elo kucke wéi dat am Detail gehandhaabt gëtt, wat dee Prinzip bedeit.

Da fënneftens, och wichteg, et mussen Kompetenzen erreecht ginn. Et ass och elo net méi fräi, bis wéiwäit all Schüler komme kann, si mussen erreecht ginn; déi sinn exakt beschriwwen.

An da gëtt et fir all déi Klassen e System vu Remédiatioun, dat heescht vun Hëllefstellungen, déi déi eenzel Schüler ugebuede kréien. Dat heescht, den Élève gëtt an deem Projet ëmmer méi als Individuum behandelt. Net de „Gruppenverband“ - tëschent Guillemeten - zielt, mä den eenzelne Schüler kritt säi Wäert. Dat si fir mech déi Haaptkomponente vun deem neie System.

Dat heescht, och d'Madame Brasseur hat erkannt, dass d'Autonomie an de Schoulgebai Energie fräisetze kann a Bereetschaft fräisetze kann. Et gëtt also op deem Projet keng Rupture tëschent deeser Majoritéit an der viregter Majoritéit.

An ech ginn e bësse méi wäit. Fir mech ass dee Projet PROCI och eng Äntwert dorobber, wéi ee mat der Heterogenitéit ëmgoe kann - der Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun, déi mer jo als Erklärung erun-

zéie fir déi grouss Ecarten tëschent deene gudden Schüler an deene méi schlechte Schüler; tëschent deenen, déi eben op der Streck bleiwen, an deenen aneren, déi riicht duerchkommen.

Mir hunn op déi Heterogenitéit - och dat geet aus deene Pabeieren ervir - an der Vergaangenheet reagéiert mat zwou Mesuren, éischtens andeems mer déi, déi net matkomm sinn, duerchfale gelooss hunn, fir se dann nees dono an eng homogen Klass anzefügen - pseudohomogen Klass natierlech -, oder mer hu Filière gemaach. 1970 hu mer eng Filière geschaaft, déi mer ersat hunn duerch aner, ënnergruppéiert hunn, etc., bis dass mer esou e geglidderent, vernetzte Schoulsystem haten, ouni dass awer d'Schüler duerch dat Netz eng gréisser Chance haten, fir repêchéiert ze ginn: Se sinn duerch de Filet gefall.

Also, d'Äntwert op déi Heterogenitéit an op déi negativ Aspekter dovun kann net d'Duerchfale sinn a kann net d'Schafe vun neie Filièren a vun neie Klasse sinn.

An ech mengen, hei ass dee Punkt, wou Gesellschaftspolitik gemaach gëtt. Hei ass dee Punkt, mat deem een och Aarbechtspolitik mécht, den Aarbechtsmaart bestëmmt a woumadder och Wirtschaftspolitik gemaach gëtt. Wat mer méi Leit qualifizéieren, wat et eiser Gesellschaft besser geet.

Déi Reformen, déi ech elo opgezielt hunn, an déi eenzel Projeten, dat si punktuell Elementer an eisem Schoulsystem. Dës Regierung huet, an dees Majoritéit huet awer Gesetze deponéiert, an déi Gesetze mussen eng Äntwert ginn op all déi Froen, déi gestallt gi sinn duerch PISA a PIRLS, an och eng Äntwert op all déi Froen an déi Forderungen, déi vun der Gesellschaft un d'Schoul gestallt ginn.

An ech behaupten, dass déi Gesetze, déi ewell do leien a wou mer op den Avis vum Statsrot waarden, eng adequat Äntwert ginn.

Dat éischt Gesetz befaasst sech mat der Schoufflicht. An deem Gesetz gëtt de Besuch vun der Éducation précoce zu engem Recht gemaach. E Recht kann een akloen. Dat heescht, d'Gemege gi forcéiert, fir d'Éducation précoce der Demande vun den Elteren unzepassen.

Jiddfer Riedner huet gesot, dass d'Basis vun der gudder Schoulausbildung am Ufank geluecht gëtt an net zum Schluss, um Terme vun Secondaire. Mir fänken am Précoce un, mer organiséieren eng effikass Éducation précoce a mer offrèiere se alle Kanner, fir dass se sech an déi sozial Struktur vun der Schoul integréieren a fir dass och d'Sprooch, déi gebraucht gëtt, fir ze alphabetiséieren, hinnen dann och méi no kënn, doduerch dass se Lëtzebuergesch léieren.

Dat Gesetz vun der Schoufflicht ass een Element och vun der Integratioun vun den Auslänner, wat jo awer och een Element ass vun der Éducation précoce an och een Element vu PISA a vu PIRLS.

Zweet Gesetz - dat allerwichtigst. Et ass keng Reform vum Gesetz vun 1912, et ass en neit Schoulsystem, et ass d'Gesetz iwwer d'École fondamentale. Dorop ginn ech nach e bësse méi detailléiert an.

An dat drëtt Gesetz ass d'Gesetz iwwer d'Personal, wat dann am Primaire, am Pré-scolaire oder an der École fondamentale tout court schaffe soll. Do gëtt et jo en neit Konzept, nämlech et ass kee Schoulsystem méi, deem den eenzelnen Enseignant reservéiert ass, mä et ass e System, wou Equipen zesummeschaffen, wou Leit zesummeschaffen, déi verschidden Ausbildungen hunn, déi d'Kand ënner all senger Komponenten, mat all senger Schwierigkeeten da kënnen betreien. Dat geet a Richtung vun enger besserer Behandlung vum Individuum, wou da jiddferee soll gehollef kréien, wann e speziell an Nout ass.

An deene Gesetze fanne mer och menger Meenung no eng Äntwert, fir d'Schoulklima ze verbesseren. Et geet ëmmer nees Rieds vum Partenariat, wat opgebaut gi muss. D'Eltere sinn onzefridde mat de Schoulen. Dat verwonnert net. Wann et eis geléngt, fir iwwer déi Strukturen, déi d'Gesetz ubitt, d'Eltere mat anzubannen, fir se mat ze responsabiliséieren, fir eng Partnerschaft tëschent Elteren an Enseignanten ze schafen, mengen ech, da verbessert sech och de Schoulklima am Intérêt vun de Kanner, déi jo awer ze leiden hunn dorënner.

An ech mengen och, de Périscolaire, deem eng Roll spillt an dem Gesetz vun der École fondamentale, dat heescht, alles, wat ronderëm den eigentlechen Unterricht ugebuede gi ka vun der Schoul, och déi Offer ass am Intérêt vun der Verbesserung vum Schoulklima, vun der Akzeptanz, déi

d'Schoul bei de Kanner a bei den Eltere fënnt.

Eng Äntwert op all déi Froen, déi gestallt gi sinn, fanne mer och an der Reorganisatioun vun der École fondamentale. D'Cyclen, déi geschaaft ginn, solle verhënnern, dass d'Kanner duerchfale, dass se vu Joer zu Joer sech duerchschiefe. D'Zuele si jo genannt ginn: Déi si katastrophal. Den Echec soll d'Ausnahm sinn; d'Duerchfale ass keen Element méi vum System. Dozou dréit déi Organisatioun vun de Cyclen bäi.

Well och ëmmer nees d'Fro ugeschwat gëtt, mir géifen eis ze vill befaasse mat deene Schwaachen, wat zwar noutwendeg ass, awer mer géifen ni vun de ganz gudden Schüler schwätzen, well ech soen, dass dat an deesem Fall net spillt: Déi Reorganisatioun erlaabt et och engem Douéierten oder engem Surdouéierten, fir a manner Zäit sech dat unzouéignen, wat fir d'Fortkommen am Secondaire eben erfuerdert ass.

Drëttens dann eng Äntwert op d'Nodeeler vun der Heterogenitéit a vun deene soziokulturellen Ënnerscheeder, déi zu Lëtzebuerg an der Schoulpopulatioun an an der Populatioun tout court bestinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, dat erënnert mech fatal un eng Situatioun an eng Diskussioun, déi an de 50er Joren an uganks vun de 60er Joren zu Lëtzebuerg gefouert ginn ass. Et ass deiselwecht Diskussioun, déi mer elo féieren iwwer Auslänner, iwwer Portugise virun allem, well se de gréissten Deel duerstellen, deiselwecht Diskussioun ass gefouert ginn iwwer Aarbechter, iwwer Aarbechterkanner am Enn vun de 50er a vun de 60er Joren.

Deemools ass deen an de Lycée gaang, deen Elteren hat, déi him gesot hunn: Géi! Wann d'Elteren Intérêt drun haten, fir dat ze soen, a wa se net ze vill geschafft hunn a mat sech selwer beschäftegt waren. Si sinn an de Lycée gaang, wa se e geeschtegen, e spirituellen, soen ech emol, Mäzen fonnt haten, Paschtouer oder Schoulmeeschter, dee gesot huet: Géi! Da konnte se goen.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An dat dierf net esou sinn, well déi Mäzene vun deemools, déi sinn ewechgefall. Dat maache wéineg Schoulmeeschteren. Duerfir gëtt et haut Prozeduren. An d'Paschtouer maachen et scho guer net méi. Ergo muss d'Schoul selwer, de System Schoul, d'Institutioun Schoul déi do Roll iwwerhuelen, a si muss esou équipéiert sinn, dass déi Kanner, déi et noutwendeg hunn an déi vun doheem eben net de Support hunn, weder de materielle Support nach de geeschtege Support, vun Ufank un, vun dräi Joer un an doriwir eraus gehollef kréien, dass se dat errechen, wat intellektuell bei hinne méiglech ass. Dat ass Chancégläicheit. Dat heescht, engem Kand dat bidden an eng Offer maachen an him d'Chance ginn, fir déi Offer ze profitéieren, déi e capabel ass ze ergreifen.

Ech wollt dass zum soziokulturelle Volet soen, deem immens wichteg ass. Dat ass e Schlësselvolet an der Evaluatioun vun der Lëtzebuerger Schoul. Ech wollt och an deemselwechte Kontext soen, dass déi nei Evaluatioun, déi an deenen neie Gesetze, an de Reglementer natierlech und virgeschloe gëtt, och eng Méiglechkeet ass, oder net nëmmen eng Méiglechkeet, mä eng Aart a Weis ass fir den Echec ze verhënnern, fir ze motivéieren a fir d'Akzeptanz vun der Schoul méi grouss ze maachen.

Eppes, wat net esou ervirkënn, weder an den Etüden nach an de Commentairen zu PISA an zu PIRLS, ass de Begrëff vun transversal Léieren. Wann ee Léiere vu Sciencé seet, muss dat jo net onbedéngt an engem spezifesch Fach oder eleng an deem Fach sinn, mä et kann een eng intelligent Vernetzung vun de Fächer maachen. Dann huet een den Term transversal Léieren ëmgedäitscht. Da kann een och d'Sciencen an de Sprooch maachen, et kann ee Sciencen an anere Fächer léieren, souguer am Turnen. Dat zur neier Evaluatioun an zum transversal Léieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dass sinn d'Gelenkstelle vun deenen neie Gesetze. Vun deenen dräi Gesetze, déi mer amgaange sinn an der Chamber, an der Kommissioun zu diskutéieren. Fir d'Ëmsetze vun deene Gesetze brauche mer Enseignanten, déi wëllen an déi capabel sinn, dass emzesetzen, wat an deene Gesetze steet. Mir brauchen hire gudden Wëllen, mir brauchen hire Bereetschaft, mir brauchen hire Kompetenzen. Enseignanten, déi ëmmer besser ausgebilt ginn; déi aner verfügen iwwer immens Erfahrung. Ech si sécher, dass mir mat deese Gesetze och hinne Satisfaktiounen gi kënnen, déi se bis elo an hirer Carrière an där Institutioun, an där se schaffen, net haten.

Ech hoffen, dass mer geschwënn iwwer d'Avise vum Conseil d'État verfügen, fir dass



mer am Laf vun dëser Sessioun nach kënnen d'Gesetzter stëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'No-lauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech hunn zwar net d'Gefill, wéi wann haut ee grousser Ruck duerch d'Bänke vum Parlament géif goen, mä trotzdem, et sinn eng Rei Saachen hei gesot ginn, déi mech awer liicht optimistesches stëmmen.

Engersäits, d'Analys an d'Duerstellung vun deenen zwou internationalen Etüden duerch d'Madame Minister huet mer gutt gefall. D'Madame Minister huet eng, a mengen Aen, fair a korrekt Duerstellung gemaach; deem ass net vill bäizeflecken. Selbstverständlech a leider, Madame Minister, sinn Är Konsequenzen, déi Der doraus zitt, eis net konsequent genuch an Är Reforme ginn eis net wäit genuch.

Grouss Freed huet mer awer och de Vertrieeder vun der CSV gemaach,...

» **Une voix.** - Aaahhh!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - ...deen haut de finnesche Modell vun der Gesamtschoul entdeckt huet. Dat léisst eis natierlech hoffen.

Erstaunlech ass allerdéngs, datt d'Demokratesch Partei mengt, si wieren déi Eenzeg, déi op Qualitéit an eiser Schoul géifen halen. Domat leie se éischters selbstverständlech falsch, an ausser datt se wëllen un der Leeschtungschauf dréinen, weise se eis och keng Léisungen a Weeër op.

Mir si frou, datt eis Schüler vun de fénnefte Schouljoeren am internationale Ranking vun der PIRLS-Etüd iwwert d'Liesekompetenzen op enger exzellenter sechster Plaz gelant sinn. Souguer wa mir der Meenung sinn, datt de Ranking dat Onwesentlechste ass vun deenen internationalen Tester. Mir sinn och frou, datt Konsens heibanne besteet, datt mir zu Lëtzebuerg eng spezifesch Sprochesituatioun hunn, déi d'Léieren an d'Enseignéieren nach e bësse méi schwieereg mécht, wéi op villen anere Plazen op der Welt. Duerfir hu bei eis och d'Schüler aus dem fénnefte Schouljoer matgemaach an net, wéi an deenen allermeeschte Länner, aus dem véierten. Dat schéngt eis korrekt an nach eng Kéier, mir si frou iwwert dat gutt Ofschneiden.

D'PIRLS-Etüd weist awer och eng Rei negativ Aspekter vun eisem Schoulsystem op. Negativ Aspekter, déi mer schonns méi laang kennen, wéi zum Beispill déi sozial Ongerechtheet vun eisem Schoulsystem; eng relativ Onzefriddenheet an der Relatioun Elteren an Enseignant an Kanner a Schoul, an och een Aspekt, dee bis elo nach net esou ditlech ginn ass - d'Madame Minister huet en awer och erwähnt -, d'Feststellung vun enger gewëssener Onloscht um Liesen zu Lëtzebuerg bei de Kanner an och bei den Erwuesenen. Mir sinn net frou, datt eis 15-jähreg Schüler am internationale Ranking vun der PISA-Etüd an alle Beräicher ënnert der OECD-Moyenne leien, mä hei géillt selbstverständlech datselwecht wéi bei PIRLS: De Ranking ass net dat Wichtigst.

Souwuel wat d'Sciences naturelles ugeet wéi wat d'Liesekompetenz an och wat d'Mathematik-Kenntnisser ugeet, PISA 2006 bestätegt dat, wat eng Rei Leit no PISA 2000 net gleewe wollten an awer schonns eng éischte Kéier 2003 confirméiert kruten. An och wa mir d'accord sinn, datt an engem Land mat 40% auslännescher Populatioun an dräi offizielle Sproochen d'Enseignéieren an d'Léieren net einfach ass, dann hëlleft dat eis an eise Jugendlechen net allze vill. Wann eis Jugendlech op d'Uni ginn oder op den Aarbechtsmaart, da kréie si kaum ee Bonus, well si aus engem schwieeregem Ëmfeld kommen, mä si ginn op hir Kompetenzen ënnersicht. Dat huet d'Madame Minister an hirer Introduktioun haut och gesot.

Do derbäi kënn awer och selbstverständlech, datt dat Ëmfeld zu Lëtzebuerg zwar schwieereg ass, mä awer och eng onheemlech Dynamik huet, ee fantastescht Potenzial, ee Räichtum, dee mir bis elo nach net oder mat Sécherheet net genuch ze notze wossten. Et gétt Beispiller vun deem onheemleche multikulturelle Räichtum hei zu Lëtzebuerg, a fir ze verdäitlechen, wat ech mengen, zielen ech zwee esou Beispiller op.

De leschte Weekend haten d'Jugendhaiser vu Miersch, Ettelbréck an Dikrech an d'Mierscher Kulturhaus invitéiert, fir den Ofschloss vun hirem Projet „Maacht Theater am Ju-

gendhaus“ ze presentéieren. Jugendlecher vun allen Nationalitéiten, déi souwuel am Modulaire, am Technique an e puer och am Classique waren, Jongen a Meedercher, woubäi d'Meedercher allerdéngs an der Iwwerzuel waren, hunn eng gemeinsame Leeschtung gewisen, déi ganz beandrockend war. Si hunn hiren Theater op Franséisch gespillt. Déi einfach Erklärung war, datt d'Theaterpädagogin, déi hire Projet begleet huet, nach keen Däitsch a kee Lëtzebuergesch schwätzt. Do hunn eng Partie Jonker méi Franséisch geléiert, wéi anerer an engem Joer am Lycée.

D'Franséisch, an dat ass awer och ganz interessant, ass enger Partie Jugendlecher ganz liichtgefall. Dat huet een um Gespréich no der Opféierung gespuert, wou ee gewëssen Hin an Hier tëschent Lëtzebuergesch a Franséisch festzestellte war. Et ass dovun auszegoen, datt eng Rei vun deese Jonken exzellente Resultater an der Schoul opweisen. Et ass awer och dovun auszegoen, datt eng Rei vun hinnen an der Schoul attestéiert kréien, datt si kee Franséisch kënnen. Ech fannen, datt d'ëst Beispill et daitlech mécht, wat fir e Räichtum eis Jugendlech zu Lëtzebuerg duerstellen a wéi eng fantastesch Resultater datt mir kënnen kréien, wa mir deese Räichtum ze notze wëssen.

D'ëst Beispill weist awer och, wéi verschiddearten a villfältig de Grupp vun de Jugendlechen zu Lëtzebuerg ass. Wa mir just wëllen op d'Konditiounen agoen, déi mer mussen schaffen - an ech zitieren aus dem Débat haut, «pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir voire de développer sa compétitivité»; da gräife mer vill ze kuerz.

En zweet Beispill vun eisem flotte Sprocheräichtum zu Lëtzebuerg hu mer e Méinchen zu Miersch am Servais-Haus erlieft, wou d'Laureate vum nationale Literaturconcours géiert goufen. Ech ginn net op d'Inhalter vun den Texter an, mä just op d'Sprooch, an där se geschriwwen gi sinn. Et gouf en drëtten Präis fir „Home from home“, een Text op englesch mat Franséischen a Lëtzebuergeschen Sequenzen, een aneren drëtten Präis fir den däitschen Text „Rund um den Schuh“. Den éischten Präis ass un de Guy Rewenig gaange fir de Franséischen Text «Le chef d'orchestre à la baguette de bambou», wou de Juryspresident interessanterweis gemengt hat, et wier een Asylant gewiescht, deen den Text geschriwwen hat. Dat hätt, wier et dann esou gewiescht, zu Komplikatoune gefouert. Eist klengt Land huet also dräi Auteuren a véier Sproche géiert mat sengem nationale Literaturpräis. Dat ass vläicht net eenzegaarteg, mä op alle Fall genial.

Mir mengen, datt d'Resultater vu PISA a PIRLS eis d'Chance liwweren, fir wäit iwwert d'Liesekompetenz an der Primärschoul an d'Kompetenzen an de Sciences naturelles am Secondaire eraus ze diskutéieren. D'Défauten, wou et hei am Fong geholl drëm geet - oder weinstens misst goen -, sinn: Wéi eng Schoul wëlle mir iwwerhaupt zu Lëtzebuerg? Wéi eng Schoul wëlle mir an Zukunft? An an Zukunft heescht net, no deenen nächste Wahlen, mä zum Beispill 2020 wann déi allermeescht vun eis net méi hei am Haus sinn.

Ganz enk mat dëser Fro verknäppelt ass natierlech och d'Fro: Wéi eng Gesellschaft wëlle mir zu Lëtzebuerg? Wou beweegt mer eis hin? Wéi gesäit et zum Beispill 2020 zu Lëtzebuerg aus?

Wéi gesäit et dann 2020 um Lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart aus? Kee weess dat genau, mä mir wëssen alleguer a wéi eng Richtung, datt mer schaffen. Mir rechnen 2020 mat 300.000 Frontalieren. Dat sinn Estimatiounen aus dem Aménagement du Territoire. Mir kënnen och dervun ausgoen, datt eis Populatioun weider wiisst; an net just duerch den Taux de natalité, mä virun allem duerch d'Migratioun.

Wann an eiser Hauptstadt zurzäit méi Net-Lëtzebuergesche scolariséiert si wéi Lëtzebuergesche, dann ass dervun auszegoen, datt dat an Zukunft praktesch iwwerall de Fall dierft sinn. Mir hunn zurzäit 13% vun eiser Schülerpopulatioun, déi Seiteneinsteiger sinn, datt heescht, déi net vun Ufank un zu Lëtzebuerg sinn, mä mat sechs, siwen, aacht oder méi Joer op Lëtzebuerg komm sinn.

An enger rezenter Ceps-Etüd steet, datt haut schonns nëmme méi 4% vun de Fraen ënner 40 Joer hiren Job wëilten opgi wéinst hirem Kannerwonsch. Mengt een heibannen deen Trend géif sech an Zukunft an eng aner Richtung bewegen? D'Klimaverännerungen, d'Entwécklung vun den Energiepräisser - wa se dann net eise ganzen Iwwerleengen e Stréch duerch d'Rechnung maachen; an dat hânt virun allem dervun of, ob mer se eescht huelen oder weider monter verdrängen - wäerten an Zukunft

Nährbuedem fir sozial Spannung sinn. Well och wann d'Changementer an der Ëmwelt all Mënsch betreffen, sozial gerecht si se net. Wa mir also vun der gesellschaftlecher Entwécklung schwätzen, mussen mer eis d'Fro stellen, ob mer nach ëmmer op Fräiheet, Gläichheet a Solidaritéit opbauen, oder ob mer nëmme méi op Wuesstum, Konsum a Kompetitivitéit zielen.

Wat heescht dat dann awer elo fir déi Schoul, déi mir haut an och an Zukunft brauchen? Mir wëllen eng Schoul fir all Kanner. All Kanner sinn haut schonns, an 2020 nach vill méi, Lëtzebuergesche an Net-Lëtzebuergesche. Wéi eng auslännesch Nationalitéit an zéng, 20 Joer dee gréisste Kontingent stellt, ass net virauszesoen. De Migratiounsdruck ass grouss.

Soi-disant normal Kanner a Kanner mat engem Handicap, där gëtt et och an Zukunft net manner; soi-disant brav Kanner a Kanner mat Verhalensopfällegkeeten, zum Beispill a Richtung Hyperaktivitéit, Nervositéit, Aggressivitéit, och hei ass d'Tendenz ëmschier steigend; Kanner mat Elteren a Grouselteren, mat an ouni Migratiounshannergrond; Einzelkanner a Kanner mat ville Geséchter; Kanner, déi eleng mat der Mamm oder dem Papp wunnen; Kanner, déi mat sechs Joer schonns en intellektuellen Niveau vun engem 8-Jähregen hunn, an aner, déi an deemselwechten Alter nach wéi ee 4-Jähregen denken.

Mir wëllen eng Schoul fir all des Kanner. Dat ass eis grouss Iwwerschrëft. Mir hunn nach ee wäite Wee bis dohinner ze goen. Dat ass och keen einfache Wee. Dat geet mat Etappen. Dat stellt och nach laang net alles a Fro, wat mir bis elo zu Lëtzebuerg an de Schoule gemaach hunn, mä dat heescht awer och, datt mer mussen bereet sinn eis Schoul ze änneren.

Et vun den Haaptvirwërf, deen d'Lëtzebuergesche Schoul ëmmer erëm gemaach kriit, ass deen, datt eise Schoulsystem als sozial ongerecht bezechent gëtt. De Leeschtungsënnerschied vun de Kanner aus favoriséierten Milieuen zu deenen aus défavoriséierten Milieuen ass zu Lëtzebuerg mat 98 Punkten deen zweethöchsten am PISA-Test. De Leeschtungsënnerschied tëschent de Schüler mat an ouni Migratiounshannergrond ass mat 82 Punkten och ee vun deenen héchsten.

Mir sinn der Meenung, datt hei awer de sozio-ekonomeschen Hannergrond eng ganz grouss Roll spillt; vläicht souguer méi eng grouss wéi d'Nationalitéit oder d'Sprooch. Fir vill Kanner aus favoriséierten Milieue gëtt et eng Spezialschoul zu Lëtzebuerg, wou ee sproochleche Spezialmenu fir si gekacht gëtt. Ech mengen domat virun allem d'Europaschoul. Esou eng Schoul gëtt et net fir Kanner aus défavoriséierten Milieuen.

Wann eis Schoul sozial ongerecht ass, da mussen mer engersäits probéieren méi sozial Gerechtheet an eis Schoul ze kréien, anersäits awer och agestoen, datt den Afloss vun der Schoul op dat familiäert, dat sozio-ekonomescht Ëmfeld minimal ass. Mir mussen fir méi sozial Gerechtheet suergen, scho laang éier d'Kanner an d'Schoul kommen. Mir mussen Famillje mat Kanner besser an och anescht ënnerstëtzen wéi bis elo. Dozou gehéiere gutt Betreuungsstrukture fir all Kand; mëttlerweil päifen d'Spatzen et vum Dag. All Euro, dee mer an d'Preventioun investéieren, spueren mer dräifach spéiderhi bei der Resozialisatioun. All Fréifuerderung ass vill méi effikass an och méi präiswäert wéi Mesuren, déi mer müssen ergräifen, fir do ze flécken, wou mer a jonke Joren nogekuckt hunn an net reagéiert hunn.

Dozou gehéiert och eng geziilt finanziell Ënnerstëtzung vun de Famillje mat Kanner. A mir fannen, datt de Kannerbonus an déi richteg Richtung geet. Mir hunn och mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, datt d'Ausbezuere vun deem Bonus eemol am Joer an Accident wär, deen d'Regierung esou séier wéi méiglech wëllt redresséieren, fir op e monatlecht Ausbezuere iwwerzegoen. Mir fannen och, de Congé parental ass ee wichteg Instrument fir d'Förderung vun de Kanner, och wann hei nach un der Feinabstimmung muss geschafft ginn.

Da kënn de Précoce, wou keen heibannen de Prinzip vum Notze vun enger Fréiförderung vu Kanner a Fro stellt, wou mir awer onverständlecherweis keng Bereetschaft fanne kritesch ze hannerfroen, ob déi Aart a Weis wéi mir des Struktur zu Lëtzebuerg organiséieren a bedriewen, déi optimal ass, wat mer eventuell nach fir déiselwecht Sue kéinte besser maachen, oder méi effikass am Intérêt vun eise Kanner schaffen. Mir all verallgemengeren een néng Joer ale Pilotprojet. Wann déi Gréng no enger Evaluatioun vun deemem Projet froen, da kréie se vun der Madame Minister ze héieren, se géifen iwwerdréien.

Mat Satisfaktioun, awer och mat Erstaunen huelle mer zur Kenntnis, datt d'Ministesch vun der Educatioun seet, datt net déi eenzel Schoule versot hunn, mä eise Schoulsystem. De Lëtzebuergesche Schoulsystem, dee sech zwar schonns an deene leschte Jorzéngte geännert huet, e bëssen nom Motto «Tout change tout le temps, sans que rien ne change vraiment», huet et net fäerdig bruecht sech ze reforméieren a sech deenen neie Schülerpopulatiounen zu Lëtzebuerg unzepassen.

Mir ginn net mat der Heterogenitéit vun eise Schouklassen eens. Nodeems mir jorzéngtelaang probéiert hunn eis Klassen ëmmer méi homogen ze kréien - mir sinn zilstrebend de Wee a Richtung Jorgangsklasse gaangen -, stelle mer elo fest, datt den erwaarten Erfolg ausbliewen ass. Mir deelen eis Kanner mat zwielf Joer op. Déi staark an de classesche Lycée, déi mëttel an den techneschen, an déi mat deene meeschte Problemer an de Lycée préparatoire.

Wann ee PIRLS aus dem 5. Schouljoer mat PISA vun deene 15-Jährege vergläicht, da beweegt ee sech op engem géierlechen Terrain an da soll ee ganz virsiichteg mat Aussoen a Vergläicher sinn. Mir maache just eng Ausso: De Fait, datt mir d'Kanner nom 6. Schouljoer trennen an op dräi Systemer opdeelen, huet net zu enger Verbesserung vun de Leeschtunge gefouert.

Mir hunn een Zil a mir kënnen et och kloer definéieren. Mir gesinn d'Schoul als eng Organisatioun fir all schoufflichteg Kanner. Eng Schoul fir déi gesamt Schülerpopulatioun kann ee Gesamtschoul nennen. Eis schwiift net onbedéngt e fäerdege Modell aus dem Ausland vir; obschonns, déi skandinavesch Länner ginn d'Richtung un. Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt eng Schoul net de Programmer no organiséiert soll sinn, mä de Kanner no. Mir verrieden déi Iddi scho soulaang wéi et déi Gréng zu Lëtzebuerg gëtt. Mir maachen eis bei ville Proffen onbeléift mat dëser Iddi. Bei der CSV ginn d'Rollueden erof; et seif dann den Här Sonnen hätt haut do nei Weeër opgemaach. An d'Sozialiste verstoppe sech bei deem Thema. Mir kréie virgeworf, mir géifen aus ideologesche Grénn enger Schoul fir Gleichmacherei a géint d'Leeschtung festhalen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Géigendeel ass de Fall. Och den Här Romain Martin vun der Uni Lëtzebuerg - déi hei ganz richtig vum Här Scheuer fir hir Aarbecht gelueft ginn ass - seet als Konklusioun op PISA, eisen Haaptproblem an de Schoule wier, datt mir net mat eiser heterogener Schülerpopulatioun ëmzegoen wëssen, datt mir op des Schülerpopulatioun ëmmer probéieren mat Mechanisme vun Homogenitéit ze äntwerthen.

Wéi misste mer dann do richtig an eise Schoule reagéieren? Och hei ass d'Äntwert vun der Uni kloer: Individualiséieren um Unterrecht, akzeptéieren a schaffen mat den Ënnerscheeder, förderen an net selektéieren.

Zwee Eckpunkten op dem Wee an des Richtung sinn de Redoublement, dee mer einfach missten ofschafen, an d'Bewäertung vun eise Schüler, wou mer am Ënnergrad direkt op d'Noté solle verzichten a schrëttweis op eng deskriptiv Evaluatioun sollen zougouen. D'Aféierung vu Portfolië geet an déi richteg Richtung.

Déi Politiker, déi vu Chancéglaichheet a sozialer Gerechtheet, vu sozialer Kohärenz, Integratioun oder Inclusioun schwätzen, an net iwwert d'Gesamtschoul wëllen diskutéieren, maachen dat, well se ideologesch verblennt sinn.

Et ass schwéier nozelauschteren, wann déiselwecht Ministesch, déi hei seet, eise Schoulsystem hätt versot, d'Lëtzebuergesche Schoul géif et net verstoen, op Benodeelung zum Beispill duerch Migratiounshannergrond a soziale Milieu adequat ze reagéieren, och einfach seet, si hätt keng Loscht iwwer eng Gesamtschoul ze diskutéieren.

Da stellt d'Ministesch awer fest, datt de Projet PROCI net d'Léisung vun allem ass, awer an déi richteg Richtung geet. Och mir sinn der Meenung, datt de Projet Cycle inférieure an déi richteg Richtung geet: D'Orientéierung no Kompetenzsockelen, eng aner Gewichtung vun de Sprochekompetenzen, kee Sëtzebleiwen, eng aner Evaluatioun, Remédiatioun an Elterenaarbecht, dat geet



a Richtung Gesamtschoul. Dat geet net a Richtung Nivellement vers le bas, dat huet besser Resultater wéi déi Klassen, déi net no dëse PROCI-Kritäre schaffen.

D'Ministesch huet eng ganz Rei wichteg an néideg Prozesser a Bewegung bruecht. De kompetenzorientierten Unterrecht schéngt mer dee wichtigsten ze sinn. Dat stelle mir net a Fro. Mir diskutéieren nei Forme vun Evaluatioun am Enseignement secondaire. Do ass och schonn emol heiansdo eppes iwwerstierzt agefouert ginn, fir duerno erëm gradousou séier zrëckgezunn ze ginn.

No dräi Joer sozialistescher Schoulpolitik diskutéiere mer elo d'Moderniséierung vum Schoulgesetz vum 1912. Déi schonn iwwerfällg Integratioun vun der Education différenciée an der Logo an der sougenannten normaalt Schoulgesetz feelt; d'Modernisatioun vum Gesetz vum 1912 hält bei de Kanner vun zwielef Joer op.

Ee Punkt, dee guer net an der Diskussioun ass, wa mir iwwert dat moderniséiert Schoulgesetz schwätzen, dat ass déi Zäit, déi eis Kanner an eis Enseignanten an der Schoul verbréngen.

Komme mer emol fir d'éischt zu eise Kanner. Am Laf vun de Joren ass déi Zäit, déi eis Kanner an der Schoul verbréngen, reduzéiert ginn. An dārselwechter Zäit sinn d'Uspréck awer eropgesat ginn. Ginn 28 Schoulstonne vu 50 a 55 Minutten haut nach duer?

D'Liewensmstänn hu geännert. Déi Gréng froe scho laang no fakultative Ganzdagschoulen. Domat menge mir, dat an der Schoul soll ugebuede ginn, dat déi Kanner, déi wëllen, de ganzen Dag an d'Schoul goe kënnen, an déi Kanner, déi dat net wëllen, déi mussen dat och net maachen.

Mir hunn eis jo un d'Belsch ugelehnt, wéi mer Termé wéi Socles de compétences an Enseignement fondamental an d'Diskussioun bruecht hunn. An der Belsch ass awer am Prinzip och Méindeg, Dënschdeg, Donneschdeg a Freideg méites Schoul a Mëtwoch méites fräi. Enner esou enge Konditiounen ass eng Ganzdagsschoul méi einfach ze organiséiere wéi mat zwee fräie Mëtteger.

D'Argument, dass mer mat enger Emännierung vun de Schoulzäiten eist Veräinsliewe géife ruinéieren, ass net stéckhalteg. D'Fräizäitverhale vun eise Kanner an hiren Elteren huet sech scho laang iwwert déi zwee fräi Nomëtteger eraus entweckelt an och iwwert d'Zäit vu 14 bis 16 Auer. Mir wëlle sécher net eist Veräinsliewe ruinéieren. Mir gesinn do nach vill Méiglechkeete fir eng besser Kooperatioun a Koordinatioun wéi bis elo.

Mir sinn der Meenung, dat d'Méiglechkeet vun enger Ganzdagsbetrieung eng Selbstverständlechkeet muss ginn an dat d'Zesummeschaffe vu Schoul a Ganzdagsbetrieung muss institutionaliséiert ginn. Mir sinn och der Meenung, dat esou eng selbstverständlech Ganzdagsbetrieung mëttel- oder laangfristeg sollt gratis sinn.

Dann och e Wuert zu den Enseignanten, virun allem deene vun Primaire. Mir lafen och als Oppositionspartei net hanner engem gewerkschaftleche Fändel. Déi allgemeng Ausrichtung nom Bologna-Prozess mat Bachelor- a Masterstudie kréien Auswirkungen och op d'Gehälterstruktur beim Stat. Mir fannen et logesch, dat d'Carrière vun den Enseignanten deene verlängerte Studie Rechnung droen.

Mir sinn der Meenung, dat hei an der Vergaangenheet eng Rei Feeler gemaach gi sinn. De gravéierendste war wahrscheinlech d'Reduktioun vun der Tāche vu 27 op 23 Unterrechtsstonne vum Minister Boden. Mat dëser Mesure sollten d'Gehaltsfuerderungen iwwert den Emwee vun Iwwerstonne geregelt ginn. Eng Mesure, déi esou kee gefrot hat, déi net preparéiert war an d'Gemeenge viru grouss Problemer gestallt hat, déi och d'Problematik vun de Chargés de cours an de Primārschoule wuesse gedoen hat.

Mir bedauern et, dat elo Schoulreform a Gehälterfroer matenee verméscht ginn. Zwou Saachen, déi net solle matenee an net dāerfe matenee verméscht ginn. Elo rācht et sech, dat eng Rei Regierungen hir Hausaufgaben net gemaach haten. Mir sinn der Meenung, dat d'Aarbecht vum Enseignanten ni eng einfach war an haut och keng einfach ass, dat d'Missioun vum Enseignanten eng wichteg an ustrengend ass, déi awer och vill Satisfaktioun misst ginn. Mir fannen, dat d'Tāche vum Enseignement direkt net dāerf eropgesat ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, dat „team teaching“, Elterenaarbecht an aner Forme vun Evaluatioun vun de Schüler méi Presenz vun den Enseignanten an der Schoul verlaangen. Dat géif d'Schoulorganisatioun méi einfach maachen. Dat bréngt Rou an d'Schoul an hēlleft den Enseignanten zu där Unerkennung, déi se an eiser Gesellschaft verdéngt hunn. Méi Presenz an der Schoul bedeit fir keen Enseignant e Méi un Aarbecht, mā eng aner Andeelung vun engem Deel vun der Aarbechtszäit.

Mir bedauern och, dat d'Formatioun vum Enseignant vum Enseignement fondamental net eng Masterformatioun ginn ass, mā e Bachelor vun aacht Semester. Mir sinn der Meenung, dat d'Erausfuerderungen un d'Enseignanté grouss sinn, a wann et nēmmen em d'Gérance vun der Heterogenitéit vun eiser Schülerpopulatioun geet.

Ech ginn nach op e puer méi spezifesch Punkte vun deenen zwou internationalen Etüden an.

En éischte Punkt: d'Loscht um Liesen. Am internationale Vergläich sinn d'Atellunge vun de Schülerinnen a Schüler zu Lëtzebuerg zum Liesen als ongēschtesteg ze betruechten. Esou steet et an der PIRLS-Etüd. Vill Kanner liesen net gār. Si liese just, wa se onbedéngt mussen. Zu Lëtzebuerg liesen d'Kanner manner oft a manner gāre wéi am internationalen Duerchschnētt an dobāi ass a bleift d'Liesmotivatioun een determinante Facteur fir d'schoulesch Réussite.

Am Zesammenhang mat der Liessozialisatioun an de Liesleeschtunge gētt awer och emmer d'Bedeutung vun den Elteren als Liesvirbillen erausgestallt. Loscht um Liese kritt een also net just an der Schoul gemaach. D'Liesförderung ass ee gesamtgesellschaftlecht Uleies. De Besētz a virun allem de Gebrauch vu Bicher duerch d'Eltere wierkt sech positiv op d'Kanner aus. De méiglechste frēie Kontakt vum Kand mam Buch wierkt sech positiv aus.

D'Politik verolnéissegt d'Lieskultur. Ee Beispill ass d'Nationalbibliothék, déi enner schwierege Konditiounen eng wāertvoll Aarbecht leescht. Mir ware se scho mat der Chamberskommissioun kucken. Mir loune vun Zäit zu Zäit e Gebai bāi. Den eigentleche Projet läit op Äis an ass keng Prioritéit.

En anert Beispill ass eist öffentlech Bibliothéikswiesen. Nēmmen 20% vun den Eltere besichen heiansdo eng öffentlech Bibliothék, 74% maachen dat ni oder bal ni. Dat ass kee Wonner. Déi zur Zäit 13 öffentlech Bibliothéike gi vun hire Gemengen oder A.s.b.l.ē gedroen. Et gētt kee Gesamtkonzept an och keng nennenswāert Ennerstētzung. Ee Reseau vu professionell gefouerten öffentleche Bibliothéike wier zu Lëtzebuerg ouni Zweifel finanzéierbar an eng sozial gerecht Mesure zur Liesförderung. Et gesāt esou aus, wéi wann dee Projet ze kleng wier, fir dass en eis Regierung géif interesséieren.

An der PIRLS-Etüd geet Rieds, dat d'Relatioun Elteren-Schoul oft als net zefridde stellend emfonnt gētt. Elteren a Schüler drécke sech negativ iwwert de Schouklima aus. Dat sinn Aussoen, déi ee sécher och kritesch hannerfroer soll. Et soll ee se awer och net op déi liicht Schēller huelen. Mir mengen, dat déi Lëtzebuurger Primārschoulen net transparent organiséiert sinn. Zumindest fir d'Eltere si se et net.

Mir mengen, dat mat allen Ufuerderungen, déi mer un d'Schoul stellen, eng Schouldirektioun mat engem Schoulsekretariat noutwendeg wier, fir d'Koordinatioun tēschent den Enseignanten ze organiséieren, awer och fir den Elteren eng kloer definéiert Ulaftstell ze bidden. Mir gesēichen et gāren, wann en Deel vun der administrativer Aarbecht net beim Léierpersonal géif hānke bleiwen. Mir fāerten, dat déi Organisatioun, wéi se am moderniséierte Schoulgesetz virgesinn ass, schwēierfāleg, wēineg transparent a wēineg elterefrēndlech ass.

D'Resultater vun eise 15-jārege Schüler a Schülerinnen an de Sciencē ware schlecht. Dat war eigentlech ze erwaarden. Mir hu manner Stonne fir dēs Fācher iwwreg, well mer méi Zäit an d'Sproochen investéieren. D'Madame Minister huet ugekēnnegt, dat als direkt Reaktioun op dēs Resultater eng Ännerung am Secondaire kéim, aus deenen zwou Stonne Bio géife schonns 2008 drāi Stonne Sciences naturelles gemaach ginn. Et ass fir eis net méiglech, an där kuerzer Zäit, déi mir no PISA 3 haten, d'Richtegkeet vun dēser Mesure anzuschätzen. Eng gewēss Logik gesi mir schonns doranner.

Mir ginn awer ze bedenken, dat mer d'Schoul mussen als Ganzt kucken. Wa mer just no Fācher fueren, da misste mer jo och eng Stonn Lieskompetenz weider aféieren an och eng weider Mathésstonn. Wa mer dann nach den Abschlussbericht zum Forschungsprojekt „Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeit und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg“ net vergiess hunn, da géife mer och nach eng weider Stonn Sport an eise Schoulen aféieren an esou weider. Mir hoffen, dat d'Décisioun, fir dēs punktuell Ännerung ze maachen, gutt duerchduecht ass, net dat mer se erēm an engem Joer musse réckgāngeg maachen.

Um Enn vun der Obligation scolaire hu mer ze wēineg exzellente Schüler. Ronn 25% vun eise Schüler ginn als ganz performant bezeechent. Dat ass am internationale Vergläich relativ wēineg. Dat ass net just ee Schēinheitsfeeler. Mir mengen, dat och do Handlungsbedarf besteet. Et ass awer och en Zeechen, dat eis Selektioun an drāi Schoultypen - eng Selektioun, déi mer jo maache fir d'Schüler jee no hire Stärkten a Schwächte besser kënnen ze förderen - och bei deene staarke Schüler net zefridde stellend ass.

Mir hu vill ze vill ganz schwach Schüler. Déi mussen eis nach méi alarméieren, wéi déi ze mann staark. 23%, et ass och schonns hei gesot ginn, vun eise Schüler fallen an dēs Kategorie. Dēst si Schüler, wou d'Gefor grouss ass, dat se grouss Problemer kréien, um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, well se net déi néideg Voraussetzungen zum sougenannten „lifelong learning“ matbréngen, well et dierft fir si schwēier ginn, eng beruflech Qualifikatioun ze kréien, an et dierft och fir si schwēier ginn, u Weiderrbildungsmoosnamen deelzehuelen an dovun ze profitéieren. Besonnesch hei weise sech verpasste Chancē vu Frēiförderung dāitlech. Besonnesch hei brauche mer gutt forméiert a motivéiert Enseignanten, awer och kleng Klassen a multidisziplinär Equipen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wēssen och, dat duerch eng Gesamtschoul net vun haut op muer eis Schüler besser Resultater kréien.

» **Une voix.** - Ouh?

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Mir sinn awer sécher, dat d'Realiséierung oder d'Zil an d'Hischaffen op eng Gesamtschoul dee Ruck duerch eis Gesellschaft an eis Schoullandschaft géif bréngen, deen duerch dee laange Reformstau absolut néideg schéngt.

Wa mir eng Gesamtschoul ouni Redoublement aféieren, da musse mer eis Schoul anescht organiséieren, soss funktionéiert guer nāischt méi. Da kënnen mer net just vun engem individualiséierten Unterrecht schwätzen; da musse mer deen Unterrecht och esou maachen, soss geet nāischt méi. Da brauche mer net just eng aner Evaluatioun an de Raum ze setzen, Portfolio ze diskutéieren; da musse mer anescht évaluéieren, soss brécht alles zesammen. Da kënnen mer net op d'Mataarbecht vun den Elteren an eiser Schoul verzichten; da brauche mer déi Mataarbecht a musse se mat aplangen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meenung, dat mer solle bei internationalen Etüde matmaachen. Mir sinn och der Meenung, dat een dēs Resultater roueg dāerf kritesch an e bēssen nuancéiert kucken. PISA huet eis elo drāimol deeselwechte Message ginn. Wa mer net bereet sinn, op dēse Message ze reagéieren an déi Weeër ze goen, déi mer virgezeechent kréien als déi, déi eng Verbesserung fir vill Kanner kënnen bréngen, da musse mer allerdéngs eis Bedeelegung un esou Tester a Fro stellen.

Et wār schēin, wann ech bei der Diskussioun iwwer PISA 2009 nach hei an der Chamber wār. Et wār och schēin, wann ech dann net misst dēiselwecht Ried halen, wéi haut.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen a gedor. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu scho laang kee Minett méi hei am Land, dat mer zu Eise verschaffe kéinten. Mir hunn och keng Uelechquellen a keng Goldminen, an dat, wat op eise Felder, Wisen a Bēscher wissst, ass zwar wichteg, mā et ass a bleift nun eemol e klengen Deel vun eiser Ekonomie. Mat anere Wieder, och wann et schonn e bēssen ofgegraff kléngt: Eis mat Ofstand wichtegst Matière première ass d'Matière grise an de Kāpp vun eiser

Populatioun. An dat wichtegst Kapital fir d'Zukunft vun eise Land ass d'Wēssen an d'Kēnen vun eise Kanner a jonke Leit.

Dat ennerstrāicht engersāits d'Wichtegkeet vum Enseignement, awer anerersāits och d'Dramatik vun der Situatioun, an där mer de Moment dra sinn.

Här President, ech erlabe mer e Bléck op d'Lëtzebuurger Realitéit:

En Aarbechtsmaart, deen dynamesch wissst, mat an der Moyenne 8.000 bis 9.000 nei Aarbechtsplazen am Joer. Glāichzāiteg eng Aarbechtslosegkeet, déi iwwer Jore kontinuierlech gewuess ass an haut bei 10.500 Demandeurs d'emploi läit, déi 3.500, déi vun enger Mesure pour l'emploi profitéieren, net agerechent.

E Finanzsecteur, deen dréngend 2.000 qualifizéiert Employéé sicht a se hei zu Lëtzebuerg net fēnt.

Eng Handwerksfederatioun, déi sech batter driwwer beklot, dat déi jonk Leit, déi aus eise Schoulen an d'handwierklech Ausbildung kommen, weder rechnen nach liesen nach schreiwé kéinten.

Auslānesch Unien, déi Lëtzebuurger Studenten nēmmen méi unhuelen, wa se bei hinnen duerch en Exame bewisen hunn, dat se den erfuerderlechen Niveau fir e Studium erreicht hunn.

Eng Statsadministratioun, déi resignéiert feststelle muss, dat nēmmen méi e klenge Prozentsaz vu Kandidate capabel ass, de Statsexamen ze packen, an dat trotz engem Ofgangdiplom vun der Lëtzebuurger Schoul.

Iwwer e Véirel vun de Schüler, déi am fēnnette Schouljoer op d'mannst eng Kéier doubléiert hunn an dann nach an de Resultater wāit enner der Moyenne vun deenen anere leien.

Mir hunn elo grad héieren, 41% vun deene 15-Jārege, déi op d'mannst eng Kéier doubléiert hunn. Ronn 1.200 Jonker, hu mer virun e puer Joer aus dem Mond vum Här Statsminister héieren, déi all Joer d'Schoul ouni Ofschloss, dat heescht, ouni Qualifikatioun verloossen an zu engem groussen Deel direkt am Chōmage landen.

4.000 bis 5.000 Kanner mat Léierschwieregkeeten am Ausland, well dat fir d'Elteren déi lescht Rettung bedeit an deenen do exemplaresch gehollef gētt, wat mir anscheinend net fāerdig bréngen, wou se hei zu Lëtzebuerg hoffnungslos verluer wāren.

Dee mat Ofstand deierste Schoulsystem vun der Welt. Am OECD-Duerchschnētt kascht d'Schoul pro Schüler 81.500 Dollar, zu Lëtzebuerg 205.000. Wann een dat op Vergläichszuelen iwwerdréit, wann een d'OECD-Moyenne op 100 setzt, da leien eis Nopeschlānner an der Moyenne bei 108 a Lëtzebuerg bei 251!

Här President, dat ass déi batter Realitéit zu Lëtzebuerg virum Hannergrond vun der Tatsaach, dat d'Matière grise vun eise Kanner d'Fēllement ass, op dat mir d'Zukunft vun eise Land opbaue sollen a mussen!

Déi wichtegst Feststellungen aus PIRLS a PISA sinn hei schonn duergeluecht ginn. Ech résuméiere se ganz kuerz:

Mir sinn, dat ergētt sech aus PIRLS, relativ gutt am Liesen, mā do hält et schonn op. Wann et em d'Interpretatioun geet, dann ass scho kee Grond méi do fir ze jubiléieren.

(**Interruption**)

An dat Resultat just am Liesen, wou mer sechs Stonnen d'Woch eleng am Dāitschen drop verwenden, bis do wou den Test gemaach gētt.

Da muss ee gesinn, dat mer am fēnnette Schouljoer getest hunn amplaz am véierte Schouljoer, an dat vun deenen, wéi gesot, am fēnnetten ee Véirel méi al war, wéi déi Fēnnetschouljoer-Populatioun normalerweis ass, well se redoubléiert haten.

Mir hunn eng Klassestärkt an der Moyenne vu 15,8 Schüler - och dat muss een emol soen -, wou d'international Moyenne bei 21,5 läit. An dann och, dat ass jo hei scho gesot ginn, d'Attitud an d'Motivatioun vun de Schüler sinn enttäuschend, ech zitieren aus dem Rapport, «franchement décevant».

Wa mer PISA kucken, da muss ee soen, dat mer franchement schlecht sinn, a mir sollen net probéieren, dat schēinzerieden. An allen drāi Sparten - Leseverständnis, Mathematik a Culture scientifique - si mer vill méi schlecht wéi d'Moyenne vun der OCDE. A mir hu keng Verbesserung, awer och guer keng, souguer eng liicht Verschlechterung bei der Mathematik par rapport zu 2003. Dat, Här President, contrairement zu Dāitschland, dat et wierklech fāerdig bruecht huet, an deenen drāi Joer seng Resultater sensibel ze verbesseren.



Dann ass jo hei eng Euphorie ausgebrach, datt mer elo mat PROCI op der richteger Schinn wäeren. Ech muss awer soen, datt eng kloer Diskrepanz besteet tëschent der Virstellung vun de Resultater vu PROCI vu Mäerz 2007 an der Evaluatioun, déi an der PISA-Etüd vun haut gemaach gëtt, oder der Konkusioun, déi doraus gezu gëtt. An ech froen lech, Madame Minister, stëmmt et dann, datt déi, déi net PROCI sinn, sinn 30,3%, a vun deenen, déi am PROCI waren, nëmme 25,8% op d'Voie technique générale dirigéiert ginn, datt heescht op de BAC technique? Datt deemno méi en héije Prozentsaz PROCI-Schüler wéi net PROCI-Schüler no ënnen orientéiert ginn.

Stëmmt et, datt vun den net PROCI-Schüler 6,8%, a vun de PROCI-Schüler 7,6% - datt heescht bal 1% méi - ouni Ofschloss d'Schoul verlooss hunn? Wann dat esou ass, da mengen ech soll een déi Euphorie do awer ganz staark ofbremsen. Da kënn nach en Element derbäi - dat wësst Der; mir hunn och schonn doriwwer diskutéiert -, dat ass den Engagement vun den Enseignanten, déi am PROCI-Modell matgeschafft hunn, deen een och muss mat a Considération zéien, déi ganz sécher do ganz vill Idealismus mat erabruecht hunn.

Eng weider Feststellung aus där Etüd ass, datt mer weineg Ecarten tëschent eisen eenzelne Schoulen hunn. Datt heescht, datt mer eigentlech relativ schwach op gläichem Niveau sinn. Et hätt ee sech gewünscht, datt dat e bëssen anescht wär, datt ee wierklech geséich, datt och tëscht de Schoulen e bësse Konkurrenz wär, an datt d'Schoule méi Fräiheet hätten, fir sech ze entwéckelen a fir selwer emol ze kucken, wat se kéinte besser maachen. Allerdéngs muss een dann erëm feststellen, datt d'Europaschoul an de Lycée Vauban kloer besser sinn.

Eng generell Feststellung aus deenen zwou Etüden: Mir hu schwach Resultater bei engem extrem héije Käschtel. Mir hu mat Ofstand weltwäit déi schlechteste Relatioun Opwand zu Erfolleg. D'Ënnerscheeder si ganz héich am Verglach mat deenen aneren europäesche Länner. Do hu mer 1,5 bis 2 Schouljore Réckstand. An dat ass nach méi grouss, wann een de soziale Milieu mat abezitt. Da sinn et effektiv 2 bis 2,5 Schouljore Réckstand. Dat ass dramatesch.

D'Ursaachen an d'Problemer, Här President, kenne mer. Natierlech hu mer hei zu Lëtzebuerg e bëssen eng spezifesch Situation. Et ass ganz kloer d'Diversitéit vun der Schoulpopulatioun mat engem héijen Undeel vu Kanner mat Migratiounshannergrond. Mir hunn e Sproochproblem. Mir hunn eng grouss gesellschaftlech Verännerung, mä déi ass awer och praktesch iwwerall; an de Familjen, an der Aarbechtswelt. Mir hunn eng wuessend Dominanz vun den audiovisuellen Medien, virun allem vun der Televisioun, wat sech natierlech net positiv op d'Lieskultur auswierkt. Et muss een haut scho bal feststellen, datt mer eng miserabel Lieskultur hunn.

Mir hunn eng Iwwerlaaschtung vun de Programmer an eng kontinuierlech Reduzéierung vun der Schoulzäit gehat. Mer hunn och d'Ofwältzung nach ëmmer vun engem Deel vun Enseignement op d'Elterehaus; wat erkläert, woufir datt mer déi grouss Diskrepanz bei de Schüler hunn, deemno aus wat fir engem soziale Milieu datt se kommen.

Mä awer och: Mir hunn eng systembedéngt Onbeweglechkeet a Schwéierfällgkeet an eise ganzen Enseignement. Mir hu schwéier Organisationsdefiziter. Mir hunn eng mangelhaft Fäegkeet - dat stellt een ëmmer erëm fest - bis zur totaler Onfäegkeet zur Selbstkritik. Mer sollen dach emol zur Kenntnis huelen, wéi miserabel datt d'Situation ass. Mer hunn e schlecht bis miserabel Schoulklima. D'Hoer stinn engem jo zu Bierg wann een dat liest, wat do hannen am Kapitel 9 vun der Evaluatioun vu PIRLS steet.

D'Schuld, Här President, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, läit net bei de Kanner oder bei de Schüler. Si sinn net besser an net méi schlecht wéi fréier. Si sinn onbeschriwwen Blieder wa se op d'Welt kommen, an et ass un eis fir derfir ze suergen, datt dat Richteg op déi Blieder stoe kënn.

Wa mer elo, nodeem datt mer de Constat gemaach hunn, kucken: Wat kënnen dann d'Strategien an d'Solutiounen sinn?, muss ech soen, datt et mer leider net méiglech ass an där begrenzter Zäit dat alles am Detail duerzeleeën. Dat wäerte mir als Partei maachen. Nodeems datt mer op engem Kongress eise Programm ofgeseent hunn, wäerte mer en am Detail virstellen. Ech wëll awer hei e puer Denkestéiss ginn.

Natierlech muss mer capabel sinn d'Schoul op déi verännert Gegebenheeten an der Gesellschaft an an der Aarbechts-

welt unzepassen. Den Erfolleg däerf op kee Fall weider vun sozio-ekonomeschen Ëmfeld vun de Kanner ofhängeg sinn. Mir musse - doriwwer si mer eis eens - d'Elteren an d'Flicht huelen, wat d'Erzuegung uegt. Kloer sinn och doheem an den Elterenhaiser Defiziter. Mir musse awer och gläichzäitig d'Schoul an d'Flicht huelen, wat den Enseignement ubelaangt.

Datt heescht, ganz kloer brauche mer méi Schoulzäit a virun allem eng besser Notzung vun der Schoulzäit. Wann ech - wat mer d'Lescht eng Mamm erzielt huet - d'Beispill Chrëschtvakanz huelen am Post-primaire: Wann een do gesäit, datt déi lescht Schoulwoch nach zwee Deeg Schoul ass. Déi Woch ass quasi scho verluer. Da komme 14 Deeg Vakanz. Da war eng Woch Schoul an deem Fall. Déi Woch duerno si se an de Ski-Cours gefuer. Dat muss jo haut sinn. Déi Woch war fort.

Déi Woch duerno hat dee Jong zwar Schoul, mä do waren aner Klasse fort. Datt heescht, en Deel vun de Profen war net disponibel. Och déi Woch war zu engem groussen Deel verluer. Wann een dann d'Chrëschtvakanz huet, déi am Prinzip soll zwou Wochen daueren, da waren hei - kann ee soen - praktesch fënnf Wochen, wou keen uerdentlechen Unterricht gehale ginn ass. Dat kënnen mer eis net erlaben.

Mir brauche fonctionnell Strukturen. Ech hu mat Freed gelies am Rapport vu PIRLS, datt mir dat eenzeg Land sinn, wat am Primaire keng Direktionsstruktur huet. Mir triede ganz kloer derfir an, datt dat reforméiert gëtt. Mä do feelt et der Regierung jo um Courage. Mir musse d'Kanner méi fréi en charge huelen. De Précoce muss derfir genotzt ginn, fir d'Kanner sproochlech fit ze maachen, och fir d'Defiziter, déi se scho vun doheem aus matbréngen. Déi vläicht dorop zréckzeféiere sinn, datt sech net intensiv genuch mat de Kanner ofgi gëtt, fir déi opzeschaffen.

Mir musse d'Spillschoul besser notzen, fir de Kanner den Einstieg an de Primaire méi liicht ze maachen an och do Divergenzen, déi Sozialëmfeld-bedéngt sinn, auszegläichen. Datt d'Kanner mat deeneselwechte Chancen an d'Primärschoul erakommen.

Mir musse d'Primärschoul esou organiséieren, datt en individuellen Encadrement vun deene méi schwache Schüler méiglech ass. Duerfir ass, Madame Minister - an ech hunn den Här Scheuer och héieren -, déi Aart a Weis, wéi hei déi Cyclen duergestallt ginn, jo keng Solutioun. Ech si mat lech d'accord wann Der sot, an där experimenteller Schoul, déi elo geplangt ass, datt ee Kanner vun zwee oder vun dräi Jorgäng beieneesetzt an deenen, déi méi séier sinn, d'Chance gëtt, fir sech an deem Ensembl do méi séier ze entwéckelen, an deenen, déi méi lues sinn, halt och d'Chance gëtt sech an deem Ensembl zwar vläicht méi lues ze entwéckelen, awer dann och wierklech op den Niveau ze kommen, wou se sollen. D'accord, datt een dat mécht. Mä dann ass et awer eng Mogelpackung wann ee seet: Mir maachen elo Cyclen, a mer fueren awer mat eenzelne Klassen, déi getrennt vunenee fonctionnéieren, virun, wéi dat bis elo de Fall war.

E Wuert zum Schoulklima. Dat ass jo awer wierklech dat, wat eis am dältlechste weist wéi krank, datt mer hei am ganzen Enseignement sinn. Dat ass eng eenzeg Katastroph. Méi wéi een Drëttel vun de Lëtzebuerger Schüler deklaréiert, se géifen net gär an d'Schoul goen.

» M. Henri Grethen (DP).- Dat war zu eiser Zäit och esou.

(Hilarité)

» M. Robert Mehlen (ADR).- Dat ass - ech zitieren aus der Etüd - am internationale Verglach, Här Grethen, atypesch.

» Une voix.- Den Här Mehlen war...

» M. Robert Mehlen (ADR).- A kengem anere vun deene 45 Länner äussere sech d'Schüler esou negativ iwwert d'Schoulklima. Ech hu genee aus dem Franséischen an d'Lëtzebuergesch iwwersat. Et ass näischt, wat ech mer elo zesummegebastelt hätt. Och bei den Elteren: a kengem vun de Länner ass de Prozentsaz vun den Elteren, déi d'Schoul vun hirem Kand positiv aschätzen, esou déif wéi zu Lëtzebuerg.

D'Analys ergëtt eng konsistent negativ Aschätzung vun der Lëtzebuerger Primärschoul. Schoulverdrossenheet, Gewalt an Onsécherheetsgefill an der Schoul kënnen net akzeptéiert ginn, seet d'Etüd. An hei ass eendeiteg de Wuerm dran.

Ech komme bei d'Léierpersonal, wat eng Schlësselpositioun am ganzen Enseignement huet. Ganz wichteg ass d'Motivatioun an déi individuell perséinlech Eegnung, déi net jiddferer matbréngt. D'Uni Potsdam huet erausfonnt virun engem Joer, datt 30

bis 40% vun de „Lehramtskandidaten“ an Däitschland net géegent sinn, fir Schoul ze halen. D'Unterrichtsministerin vun Éisträich huet datselwecht gesot. Mir wëssen, datt Finnland 70% vun deenen, déi wëlle Schoulmeeschter, Léierin oder Prof ginn, eraussift opgrond vun hirer perséinlecher Eegnung.

An duerfir muss een och bedauern, Madame Minister, datt mer de PITA-Test net matgemaach hunn. Ech hunn e bëssen nogekuckt, Är Virgängerin, d'Madame Bras-seur, huet op eng Question parlementaire vum Oktober 2002 geäntwert, mir géifen net matmaachen, mir hätte keng Ressources humaines fir deen Test matzemaachen. Et wär keng Priorité de premier ordre a mir géifen dat selwer jo scho gutt maachen, all déi Reformen do. An den Anonymat wär och nach net garantéiert, well mer jo net esou vill Enseignanten hätten.

Ech hu mer, Madame Minister, den däitsche Rapport vum September 2004 iwwer PITA ugekuckt an ech soen lech franchement oder Är Virgängerin: Et war falsch net matzemaachen, well do sti ganz héich interessant Konkusiounen a Recommandatiounen dran, déi och fir Lëtzebuerg, ugewannt op eis spezifesch Situation, ganz nätzlech gewiescht wäeren. Si weisen ganz intensiv op d'Bedeutung vum Léierpersonal, op d'Qualifikatioun vum Léierpersonal, op d'Motivatioun vum Léierpersonal hin. Wéi gesot, dat kéint ee jo dann nach eng Kéier emol am Detail kucken. Ech hoffe jiddfalls, datt mir déi nächste Kéier do derbäi sinn.

Ech kommen zu de Konkusiounen:

Här President, éischtens trëpple mir zënter Laangem op der Plaz a wann een op der Plaz trëppelt, da geet een hannerzeg.

Zweetens, et huet kee Wäert fir Entschëllungen ze sichen an eis Situation schéin ze rieden.

Drëttens, de Wuerm stécht virun allem am System, an zwar vum Keller bis op de Späicher.

Véiertens, dorunner si weder d'Kanner nach d'Elteren nach d'Léierpersonal schold, mä déi politesch Responsabel vun deene leschte 25 Joer.

Fënneftens, mir brauchen dofir eng déif gräifend Reform vum ganze System, vum Kapp bis zum Fouss.

Sechstens, den Otem fir Appeler un de guddé Wëlle kann ee sech spueren, dat ass nämlech dat, wat een déi ganzen Zäit iwwer Joren héieren huet, mä et musse vun politesche Plang Neel mat Käpp gemaach ginn.

Siwentens, d'Politik ass gefuerdert a soss keen, dat beweisen déi gutt Resultater a ville Länner, déi bei Wäitem net déi finanziell Mëttelen zur Verfügung hu wéi Lëtzebuerg.

Aachtens, déi elo geplangte kosmetesch Reformmercher gi bei Wäitem net duer, fir d'Kar hei zu Lëtzebuerg aus dem Bulli ze zéien.

Néngtens, bei alle Reforme muss den Intérêt vum Kand, an zwar vun all Kand, egal wou et hierkënn, am Mëttelpunkt stoen a soss guer näischt. Et ass dofir zum Beispill och net ze verantworten, wann d'Kanner sollten als Geisel geholl ginn, fir Gehaltsfuerderungen duerchzusetzen.

Zéngtens, mir hu keng Zäit méi ze verléieren, et ass elo scho fënnf op zwielf. Eng Ausso, déi vu relativ qualifizierter Sait gemaach ginn ass, eis Schoul bräicht eng Generatioun fir sech unzepassen, ass inakzeptabel an ongeheierlech. Ech soen den Numm net gären hei. Här Scheuer, jiddferer kennt en.

Här President, wann eis Schoul sollt e schwéierfälligen Tanker sinn, deen onendlech laang brauch fir engem Äisberg auszewächen, da geet et eis wéi der Titanic. Un der Politik ass et dofir ze suergen, datt eis Schoul wéi eng schlank a wendeg Freigatt séier op d'Äisbierger reagiert...

» Une voix.- Très bien.

» M. Robert Mehlen (ADR).- ...déi sech iwwerall an de Wee stellen.

Här President, ech wëll hei soen, datt d'ADR bereit ass hire konstruktive Bättrag dozou ze leeschten.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien.

» M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci an als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Merci, Här President. Als een un deem d'Schoul spurlos eriwergaangen ass, hunn ech mer awer esou meng Gedanke gemaach, wat dann elo hei mat eise Kanner opgefouert gëtt.

Ech hu mer d'Fro gestallt: Wat bréngt et eis, wa mer eis all dräi Joer péngegen, fir gewuer ze ginn, ob eis Schüler besser oder schlechter si wéi Schüler aus anere Länner? Moyennen hin oder Moyennen hier: Bréngt dat eis wierklech Indikatiounen iwwert d'Stärkten an d'Schwächen vun eise Schüler oder bréngt et eis leedeglech d'Erkenntnis, datt eise Schoulsystem de Bedürfnis vun enger moderner a kompetitiver Gesellschaft net ugepasst ass? Dat ass fir mech net relevant.

Fir mech ass et wichteg, datt mer kucke wéi eis Kanner hei am Land ofschneiden, ob mer hinnen deen néidegen Know-how kënnen matginn, fir an der Berufswelt an am Liewen ze réusséieren. Brauche mer dofir wierklech international Vergläicher? Si mer net fäeg oder besser gesot sinn eis Institutionen net fäeg selwer eis Schüler ze testen a Konkusiounen doraus ze zéien. Ech mengen, wa mer dat net fäerdeg bréngen, da si mer wierklech aarm drun an da musse mer vläicht och do Experten aus dem Ausland komme loossen, déi eis weise wéi et da geet.

Et gëtt der hei am Land esou muncher, déi menge si hätten am Schoulwiesen d'Polver erfonnt, an dobäi waren déi meescht emol net am Niewenzëmmer.

### (Coups de cloche de la Présidence)

Här President, et gëtt Problemer fir déi mer eng Léisung fanne musse, dat ass kloer. Mir musse et fäerdeg bréngen, datt all Schüler déi gläich Chancé kréien, egal aus wat fir engem Milieu, datt se kommen. D'Schoul muss ee Sprangbriet si fir an d'Liewen, an dofir muss jidderengem Schüler d'Méiglechkeet gebuede ginn no sengem Rhythmus virunzuekommen, ouni ënnerwee hänken ze bleiwen.

Dofir muss mer emol all verstëbsten an traditionalistesche Léiermethoden an de ronnen Dossier geheien a mat moderne Moyenen un d'Saach erugeen, ouni awer vun der Grondbasis „liesen, rechnen a schreiwen“ ewechzuegoen, an ouni awer och vun e bëssen Disziplin ewechzuegoen, wou et mer schéngt, datt et och do an de Schoulen e bëssen happert, an datt och do jiddferer vläicht e bësse méi responsabiliséiert gi misst, well dat jo nun awer eng Viraussetzung ass, fir allen anere schouleschen Ufuerderunge spéider entgéintzuekommen.

Kommt mer halen also op eis Schüler mat internationale Vergläicher ze perturbéieren an hinne souguer Minderwärtigkeetskomplexer anzetroten. Vergläicher kënnen heiansdo vläicht motivéierend sinn, si kënnen awer och dépriméieren, jee nom Zoustand vum deem Einzelnen.

Mir sollen aus deene Vergläicher och kee Politikum maache mat Schuldzuweisungen un deen een oder un deen aneren. Mir sollen zesumme versichen eise Schoulsystem esou opzebauen, datt all eise Schüler eng Chance gebuede gëtt am Liewen ze réusséieren. Mat géigesäitige Schuldzuweisungen oder mat permanentem Kritiséieren un eise Schoulsystem hu mer näischt geschafft. Mir sollen also eist Schoulsystem an engem politesche Konsens versichen ze reforméieren an dann zesummen och versichen dat an d'Praxis ëmzesetzen, andeems mer awer dann och jiddferer responsabiliséieren.

Déi Projeten, déi elo virleien, deene sollte mer emol eng Chance ginn an da spéider emol kucken, ob se nach eng Kéier reformbedürftig sinn oder ob een esou weiderfuere kann, dat awer streng am Interesse vun eise Kanner, well mir hëlfe hinnen net, wa mer hei Debatte féieren no deenen hannenno awer kee weess, wou et dann awer higeeet.

### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll als Konkusioun soen: Eis Schoul, déi ka guer net esou schlecht gewiescht sinn an och guer net esou schlecht sinn, well schliesslech hu mir et jo awer allegueren heibanne bis heihinner gepackt.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Jaerling, als lescht Riednerin ass déi honorabel Madame Hetto agedroen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

» Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a



Kolleegen, wéi den 28. November d'Resultater vun der PIRLS-Etüd 2006 presentéiert goufen, huet een nawell zefridde Gesichter bei de Responsabelen aus dem Educationministère gesinn, mä dat hat och säi Grond.

D'Primärschoulkanner aus dem fënnefte Schouljoer hunn nämlech an deem internationale Verglach, wou et ëm Lieskompetenz gaangen ass, de Wee an d'Top Ten fonnt. Si waren déi Sechst vun am Ganze 45 geteste Länner. Mir leien domadder wäit iwwer der internationaler Moyenne an op Aenhéicht mat deene Beschten. Dat ass e Resultat, wat ee sech sécherlech och géif fir aner Etüde wënschen.

D'Resultater vun der Etüd, déi vun onofhängegen an unerkannten Expertë fir Lëtzebuerg ausgewäert goufen, loosse folgend Konklusiounen zou, déi ech kuerz - wierklech kuerz! - ernimme wëll:

#### **(Coups de cloche de la Présidence)**

Global gesi gëtt eise Lëtzebuurger Schüler an der Primärschoul eng gutt Lieskompetenz attestéiert. Och ginn et quasi keng Ennerscheeder tëschent de Meedercher an de Jongen, well si kënnen gläich gutt liesen. Et muss ee sech allerdéngs bewosst sinn, datt eis Kanner ee Joer méi al, also och ee Joer méi räif ware wéi all déi aner.

Wann een dat gutt Gesamtresultat awer elo méi differenziéiert analyséiert, da kënnt een zu folgende Feststellungen:

D'Liese vu literareschen Texter an d'Verstoe vu Sachtexer stelle keng gréisser Problemer duer. D'Schüler si wierklech à même - d'Ministesch hat dat och am Ufank direkt erkläert -, Informatiounen an den Texter ze lokaliséieren an einfach Konklusiounen ze zéien, net méi, mä och net manner. Méi problematesch gëtt dat Ganzt awer elo, wann et heescht een Text ze interpretéieren an ze bewäerten, erauszefannen, wat een Text engem iwwerhaapt soe wëllt. Konklusiounen zéien an Inhalter verstoen, dat ass et nämlech wat eise Kanner Schwierigkeete mécht.

D'Textaarbecht dierf net op eng reng Informatiounermëttlung reduzéiert bleiwen. Eis Schüler mussen sech vill méi Lieskompetenzen a -strategien uneegnen, déi hinnen et erlaben d'Inhalter, déi an den Texter enthalte sinn, an implizit Konklusiounen erauszeshaffen, Texter ze interpretéieren, Inhalt a Sprooch kritesch ze préiwen an och ze bewäerten.

D'Schüler mussen geléiert ginn ze denken! Gedanke weiderzespinnen, Zesummenhäng ze erkennen an och ze verstoen.

Här President, et geet an der Lëtzebuurger Schoul einfach ze vill ëm reng Wëssensvermittlung. Et muss allerdéngs och doréms goen, Denkweisen ze förderen, déi eis Kanner spéider an anere Situatiounen kënnen applizéieren. Verschidde Kanner, déi opgrond vun hirem soziale Background net déiselwecht Viraussetzungen als Bagage matbréngen, mussen an deem Kontext besonnesch ënnerstëtzt an och motivéiert ginn. Et mussen duerfir Liesstrategien ausgeschafft ginn, wou d'Liesmotivatioun an och d'Liesfreed am Vierdergrond stinn.

Mir mussen eis awer virun allem d'Fro stellen, ob mer och weiderhin an der Schoul haaptsächlech Inhalter a Wësse wëlle vermëttelen oder ob mer op aner Weeër wëlle goe mat innovativer Schoulkonzepter, wou de Schüler hiert Denke méi gefördert a belount gëtt, amplaz dass ee blantt Erëmgi vu Wësse verlaangt.

Ech sinn awer optimistes, well ech weess, dass op ville Plazen am Land un neie Konzepter geschafft gëtt, wou och d'Lieskompetenz vun den eenzelne Schüler gefördert a positiv bewäert gëtt.

Här President, e grouse Problem, dee vun der Etüd opgeworf gëtt, ass de Fait, dass mer en Ennerscheid bei der Lieskompetenz bei den auslänneschen an deene Kanner hunn, déi eng aner Mammesprooch doheem schwätzen. Nach méi Schwierigkeeten hunn déi Kanner, déi net dës le départ de Lëtzebuurger Schoulsystem duerchlaf hunn.

De familiäre Migratiounshannergrond, d'Qualifikatioun an de Beruff och vun den Eltere stinn an engem direkten Zesummenhang mat de Leeschtunge vun de Kanner.

Déi sozial Originen erklären ënner anerem och deelweis de Fait, dass ee vu véier Schüler schonn eng Kéier an der Primärschoul sëtze bliwwen ass.

Eng gutt Integratioun vun de Famillje stellt en décisive Facteur fir d'Liesleschtung respektiv de Bildungserfolg vun de Schüler duer. Hei erkenne mer och erëm, wéi wichteg et ass, dass déi auslännesch Kanner esou fréi wéi méiglech mat der Lëtzebuurger Sprooch familiariséiert ginn. De Précoce huet do eng immens wichteg Roll ze spillen. D'Sprooch muss do am Mëttelpunkt stoen an net d'Bastelen. D'Kanner sinn an deem Alter en plus extrem rezeptiv, fir Sproochen ze léieren.

Erschreckend ass awer an deem Kontext feststellen, dass et eis am Moment weder am Préscolaire nach am Primärschoulunterricht geléngt, déi sozial Ennerscheeder ze eliminéieren. Dobäi ass et jo grad eent vun den Haaptziler am Préscolaire, souwuel déi schoulesch wéi och déi sozial Integratioun vun de Kanner ze förderen. Hei sollen d'Kanner hir sproochlech, kommunikativ a sozial Capacitéiten entwéckelen.

D'Etüd ënnersträicht d'Bedeitung vu fréie Liesaktivitéite fir déi zukünftige Entwécklung vun de Lieskompetenzen. Duerfir mussen eis Kanner nach méi encouragéiert ginn, fir ze liesen. Se mussen iwwerhaapt emol eng Freed dorunner fannen, e Buch unzepakten, a si mussen et virun allem fräiwëllig maachen. Et wier flott, wann an all Schoulklasse Lieseck ageriicht wier mat dem entspreichenden didaktische Material. Eng Schoulbibliothék an all Schoulgebai uechtert d'Land wier natierlech den Optimum.

Ech wollt hei och nach eng Kéier u mengem Kollege Marco Schank seng Propositionen erënneren, deen dofir plädéiert, den öffentliche Bibliothéike vill méi Moyenen ze ginn, fir dass Grouss a Kleng sech beschmëiglech do kënnen Bicher ausléien.

Ech ënnerstëtzen des Iddi, Marco, well wéi sollen d'Kanner un d'Liesen erugefuert ginn, wa mer hinnen net d'Méiglechkeet ginn, fir et ze maachen?

Här President, leider ass et esou, dass eis Schoule Lieser produzéieren, déi fir d'Schoul liesen awer net fir d'Liewen. D'Liese fënnt awer net nëmme an der Schoul statt. D'Schoul kann net alles maachen. D'Liese muss och ausserhalb vun der Schoul gefördert ginn, an zwar esou fréi wéi méiglech. An hei sinn d'Eltere ganz staark gefuertet.

Duerfir hei e ganz waarmen Appel un d'Elteren: Wann d'Eltere gären hätten, dass hir Kanner gutt Lieser ginn, da mussen se hinne vu klengem u virliesen. D'Virliesen huet méi wéi all aner Aktivitéit dee gréissten Afloss drop, dass d'Kanner eng positiv Astellung zu de Bicher entwéckelen.

#### **(Coups de cloche de la Présidence)**

» M. le Président. - Wann ech gelift!

» Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV). - Regelméissegt Virliese stäerkt awer och d'Sproochfäegkeet vun de Kanner, also d'Liesen, d'Schreiwene an d'Schwätzen, well de Kanner hiert Verständnis beim Nolauschten...

» M. le Président. - Ech wier frou, wa mer e bëssen Opmierksamkeet hei hätte fir d'Madame Hetto, wann ech gelift.

» M. Ben Fayot (LSAP). - Et ass wéi an der Schoul, Här President.

» Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV). - Et ass natierlech och net ganz einfach, wann een als leschte muss no sechs anere Leit hei schwätzen, fir dann nach e bëssen Attention zu kréien. Ech si gläich derduerch. Ech hunn nach zwou Säiten, dann hutt Dir et gepackt.

Also, regelméissegt Virliese stäerkt d'Sproochfäegkeet vun de Kanner, also d'Liesen, d'Schreiwene an d'Schwätzen, well de Kanner hiert Verständnis beim Nolauschten och scho gestärkt gëtt. D'Fäegkeet, fir nozelauschten, déi muss awer - do maachen ech och elo en Appel un Iech! -, déi muss virun där vun Liese kommen. Papp a Mamm mussen esou fréi wéi méiglech domadder ufänken, hirem Kand virzeliessen an him et erméiglechen, mat Bicher ze liewen.

D'Virliese motivéiert d'Kand, spéider selwer ze liesen. Wat et méi liest, wat et besser liest. A wat et besser liest, wat et him méi Freed mécht. D'Kanner mussen also zur Freed um Liesen, zur Freed um Buch guidéiert ginn.

Donieft suerge Bicher, besser wéi all aner Medien, dass tëscht Elteren a Kand eng emotional Bréck gebaut gëtt. Dat gemeinsam Liesen ass eng ideal Aktivitéit, fir eng Famill méi no beieenen ze féieren. An och wann e Kand scho selwer liese kann, soll dat kee Grond sinn, fir mat där Familljentra-

ditoun vum Virliesen opzehalen.

Et ass e Fait, dass a ville Famillje Bicher keen Thema sinn. Dat ass bedauerlech. Wa Kanner keng Virbillen an der Famill fannen, da wäerte se sécher och ni selwer zu engem Buch gräifen. Elteren, déi selwer ni e Buch upaken, kënnen net vun hire Kanner verlaangen, dass si et maachen. Elteren oder Grousseltere sollen eng Virbildfunktoun fir hir Kanner duerstellen. Et ass bewisen, dass an Haushalter, wou vill gelies gëtt, den Interêt fir d'Liese bei de Kanner méi ausgepräegt ass wéi bei Kanner, wou dat net de Fall ass.

D'Eltere kënnen d'Förderung an d'Erzéiung vun hire Kanner net eleng de Schoulen an de Medien iwwerloossen. Bildungsoffensive sinn nëmme denkbar, wa se vun den Elteren doheem duerch aktiivt Erzéie matgedroe ginn.

Zum Schluss zwou kleng Iddien, fir d'Liesen an ergo d'Lieskompetenz ze förderen: Wéi wier et, wa mer dann zum Beispill hei zu Lëtzebuerg géifen, wéi dat och an Däitschland oder an anere Länner de Fall ass, eemol am Joer e landeswäite Liesdag organiséieren, wou de Kanner Spaass um Liese soll vermëttelt ginn? Déi Tâche kéint dann zum Beispill vu prominente Leit aus der Kultur, dem Sport oder der Politik iwwerholl ginn.

Oder en anert Beispill aus Finnland - dorun orientéiere mer eis jo och ëmmer esou gären: A Finnland lafen d'Filmer nämlech op der Televisioun an Originalversioun mat Ënertiteln. Och esou kann een d'Kanner an déi Erwuessene un d'Liese kréien.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschten.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Hetto. D'Wuert huet nach gefrot den honorabelen Här Ben Fayot.

» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wollt selbstverständlech als Netspezialist elo net hei an déi Debatt agräifen. Ech hu ganz vill intelligent an interessant Saachen de Mëtteg hei gehéiert. A mat villem, wat ech hei héieren hunn, sinn ech selbstverständlech d'accord.

Ech wollt awer just ee Wuert soen iwwer dee Virwurf vun ideologesche Reformen, déi den Här Meisch hei virbruecht huet a senger Ried, där ech opmierksam nogelauscht hunn. An duerno huet hie jo der Madame Minister gesot, si soll gutt oppassen, wat hie géif ënner Ideologie verstoen.

An do hunn ech da verstanen, wéi wann zum Beispill eng ideologesch Reform déi wär, fir kee Schouldirekter ze maachen, mä e Comité de cogestion - oder wéi een et da wëllt nennen -, fir eng Schoul ze dirigéieren.

Ech wëll net hei op de Fong vun där Diskussioun agoen, well vill vun ons hei déi eng oder déi aner Meinung hunn. Ech wëll dem Här Meisch just soen, ech war - ech mengen - bal 25 Joer, also bal e Véirelsjorhonnert, an der Schoulkommissioun vun der Stad Lëtzebuerg.

An där Schoulkommissioun, dat wësst Dir jo, do waren ëmmer d'DP-Buergermeeschteren a Schoulschäffen, dat waren emol Leit

vun der DP, an et waren och emol Leit vun der CSV. Mir sinn an där Schoulkommissioun eigentlech mat de Représentants élus vun den Enseignantë ganz gutt gefuer. Dat huet ganz gutt fonctionnéiert an et huet d'Stater Schoul och zu enger ganz héich qualitativer an interessanter fortschrëttlecher Schoul gemaach.

Ech verstinn also elo éierlech gesot dee Virwurf vun der Ideologie an deem Choix, deem am Gesetz gemaach ginn ass, net, wann ech d'Praxis vun der DP an der Stad op jidde Fall an deene leschte 25 Joer an nach méi kucken.

An iwwer eng zweet Saach a Bezuch vun där Geschicht vun der Ideologie wollt ech och eppes soen. Ech mengen, dat ass awer enger traditionräicher, intelligenter Partei, wéi ech d'DP nach ëmmer ugesinn, net würdeg, wann ech den Här Meisch gehéiert hu soen: „De Leeschtungsprinzip an deene Reforme gëtt op dem Altor vun der Chancégläichheet geaffert.“

Also, ech muss éierlech soen, dat huet mech awer wierklech e bësse schockéiert, well mir wëlle jo awer Chancégläichheet an deeser Gesellschaft. Mir wëllen, dass d'Kanner alleguert esou wäit wéi méiglech duerch d'Schoul eropkommen, a mir wëllen natierlech och, dass se Leeschtung bréngen, an ech gesinn net, dass dat eent op dem Altor vun deem anere geaffert gëtt, a wann dat Ideologie ass, Här Meisch, da muss ech soen, deet et mer leed fir d'Schoulpolitik vun der DP.

Ech sinn awer eigentlech heihinner komm, fir eppes ze soen zu deenen interessante Saachen, déi ech gehéiert hu vun Här Adam an och vun der Madame Hetto. Ech hunn dat Buch iwwer PIRLS opmierksam gelies. Ech hu seelen eppes esou Intelligentes, Nuancéiertes an Differenziertes gelies iwwer d'Liesen hei zu Lëtzebuerg. Nach ni hunn ech esou eppes iwwer d'Liesen zu Lëtzebuerg gelies. Ech wëll awer elo net op den Detail agoen.

Ech wëll just soen, datt, wa mer d'Liese wëlle favoriséieren, dann ass et selbstverständlech - do sinn ech mat der Madame Hetto ganz d'accord - d'Responsabilitéit vun den Elteren. Et ass net ëmmer ze soen: De Stat muss d'est oder dat! Et ass sécher d'Responsabilitéit vu jiddferengem Eenzelne säi Kand net virun d'Televisioun ze setzen, mä et dohinner ze setze mat engem Buch, dobäi ze sinn, ze hëlfe, Geschichten ze erzielen, Biller ze erklären, all déi Aktivitéiten, déi Eltere solle maache mat hire Kanner, fir se zum Liesen ze bréngen.

Ech wëll awer soen, datt mer och eis als Stat eng Strategie ginn, fir d'Liesen ze favoriséieren. An do wollt ech och dem Här Sonnen, dee jo och wichteg Saachen de Mëtteg gesot huet, als President vun der Kulturkommissioun, en Hiweis gi vläicht emol an der Kulturkommissioun mat deem zoustännege Regierungsmember elo eng Kéier eng Diskussioun ze kréien.

Den Zoustand vun der Nationalbibliothék ass hei ugeschwat ginn. Déi Nationalbibliothék ass a mengen Aen e wichteg Element an enger Liesstrategie fir Lëtzebuerg. Kuckt emol a wéi engem Zoustand déi Nationalbibliothék ass. Dat ass ee Skandal! Wa mir

## «Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose  
tous les vendredis entre  
20.00 heures et 22.00 heures  
un résumé de l'activité  
parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée  
du lundi au jeudi  
de 20.00 à 22.00 heures,  
à l'exception  
des jours de séance.



hei dovü schwätzen, fir Kanner zum Liesen ze bréngen, d'Elteren zum Liesen ze bréngen, da musse mer déi Nationalbibliothék plus de Réseau vun de Gemengebibliothéiken entwéckelen; den Här Schank ass jo do ganz aktiv. Ech wëssen, datt och am Kulturministère schonn éischt Initiative geholl gi sinn, mä dat muss weidergoen. Déi mussen entwéckelt ginn. Ech menge schonn, datt mer dat musse pousséieren, soss brauche mer eis net ze wonneren, wa Leit net déi Mëttele fannen, fir déi Lieskultur ze entwéckelen. Dat war just déi Remarque, déi ech maache wollt.

An als lescht Remarque, Här President, am Numm vum Här Scheuer, deen dat am Eifer des Gefechts vergiess hat, wollt ech zwou Motiounen hei déposéieren, déi ënnerschriwwen si vun den Deputéierte vun der CSV a vun der LSAP.

Merci.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que l'étude PIRLS montre qu'en moyenne les élèves de cinquième année primaire ont de bonnes compétences en lecture;*

- *considérant que la même étude montre que la plupart des élèves ont une attitude défavorable à la lecture;*

- *considérant que l'étude PIRLS montre que le taux des parents des élèves de l'école publique n'ayant pas pu poursuivre des études au-delà de la neuvième année est très élevé par rapport à d'autres pays;*

- *considérant que l'étude PIRLS montre que par rapport à d'autres pays les parents s'expriment de façon négative au sujet du climat qui règne dans l'école;*

- *considérant que le taux de redoublement est très élevé tant à l'enseignement primaire qu'à l'enseignement postprimaire;*

- *considérant que l'étude PISA 2006 montre que les compétences acquises en langues, en mathématiques et en sciences par les élèves âgés de 15 ans sont aussi peu élevées qu'elles ne l'étaient à l'occasion de l'étude PISA 2003;*

- *considérant que les résultats en sciences s'expliquent en partie par l'absence d'un enseignement continu des sciences dans les premières classes de l'enseignement postprimaire;*

- *considérant que les élèves des classes participant au projet PROCI (projet «cycle inférieur») ont obtenu de meilleurs résultats en langues, en mathématiques et en sciences;*

invite le Gouvernement

- *à poursuivre la mise en place d'un enseignement visant l'acquisition de compétences ainsi que le réajustement de l'enseignement des langues tel que préconisé par le Plan d'action langues;*

- *à intensifier l'apprentissage de la lecture en y associant les structures d'accueil pour enfants, les organismes œuvrant dans le domaine de la promotion de la lecture ainsi que les réseaux de bibliothèques;*

- *à identifier les paramètres de climat scolaire favorable et à diffuser des exemples de bonne pratique;*

- *à concevoir l'enseignement et le système des moyens de support scolaire de façon à ce que les déficiences scolaires résultant de différences socioculturelles soient minimisées;*

- *à mettre en place suivant un concept global applicable à tous les élèves des mesures de promotion différenciées fondées sur l'acquisition de socles de compétences et permettant notamment de réduire les redoublements;*

- *à introduire un enseignement des sciences transversal dans les premières années de l'enseignement postprimaire;*

- *à formaliser les aspects constitutifs du projet PROCI afin de faciliter le transfert vers les autres lycées offrant l'enseignement secondaire technique.*

(s.) Jos Scheuer, John Castegnar, Fernand Diederich, Françoise Hetto-Gaasch, Fred Sunnen.

### Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que l'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote;*

- *considérant que la fréquentation de l'éducation précoce est facultative pour les enfants, mais que chaque commune sera dans l'obligation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009-2010;*

- *considérant que son but est de favoriser l'intégration sociale et scolaire de tous les*

*enfants à un âge particulièrement important pour leur développement;*

- *considérant qu'une évaluation qualitative est difficile à réaliser et qu'il est douteux que les dépenses nécessaires à la réalisation d'une telle évaluation se justifient par rapport à la fiabilité des résultats obtenus;*

invite le Gouvernement

- *à établir un état des lieux sur l'offre de l'éducation précoce dans les communes, notamment sur le volume des plages horaires offertes, les horaires d'ouverture, le taux de fréquentation en relation avec les catégories socioéconomiques des familles;*

- *à veiller à ce que les communes offrent une prise en charge minimum à partir de l'année 2012;*

- *à analyser la plus-value pédagogique et éducative offerte par l'éducation précoce.*

(s.) Jos Scheuer, John Castegnar, Fernand Diederich, Françoise Hetto-Gaasch, Fred Sunnen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Meisch freet nach eng Kéier d'Wuert.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, ech hunn e bëssen d'Impressioun wéi wann den Här Fayot mer awer net esou gutt nogelauschert hat wéi ech eigentlech d'Impressioun hat, datt hie mer nogelauschert hätt. Dofir wëll ech nach eng Kéier preziséieren, datt ech zwar nach keng 25 Joer d'Geleeënheet hat an enger Schoulkommissioun ze sinn, mä ech awer och elo schonn, mengen ech, am siwente Joer President vun enger Schoulkommissioun sinn, wou mer och zesummeschaffe mat engem Comité de cogestion, an ech hu bestëmmt net behaupt, datt esou eng Zesummenaarbecht ausgeschloss wär, wann ee fir ee Schouldirektor oder fir ee Responsabele pro Schoul géif antrieden, an dofir verstinn ech eigentlech hei seng Remarque net.

Och dat, wat ech gesot hunn am Zesummenhang tëschent Chancégläicheit an Ideologie, do war et net esou ze verstoen, datt mir der Meenung wären, datt et dat eent oder dat anert wär, mä datt mer scho gären hätten, datt et souwuel d'Chancégläicheit wéi och de Leeschtungsprinzip misst sinn, an datt mer awer heiansdo d'Impressioun hunn, datt de Leeschtungsprinzip do géif ze kuerz kommen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Mady Delvaux-Stehes.

» **Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Ech wollt, Dir Dammen an Dir Hären, lech alleguete Merci soe fir de Bäitrag zu där Diskussioun, déi jo laang war. Et sinn och ganz vill Froen opgeworf ginn, déi eigentlech net direkt eppes mat PISA ze dinn hunn, mä déi déi eenzel Gesetzesprojeten touchéieren, déi jo de Moment an der Diskussioun sinn, wou mer op d'Avise waarden a wou d'Chamber doriwuer befanne wäert. Dofir, vu d'Zäit a well ech weess, datt eng gewissen Nervositéit herrscht, well nach ee Projet hannendrun diskutéiert gëtt, wollt ech net op all déi Froen do agoen.

Fir mech, wann ech do alles nogelauschert hunn, hunn ech ausser enger Interventioun, mä vun all deene verstännege Leit hei an der Chamber, eigentlech verstanen, datt et an der Schoulpolitik keng Revolutioun ka ginn, mä eng Entwécklung. Ech hale perséinlech och näischt dovunner, datt een en Haus ofrappt, wann een net een anert scho stoen huet, mä datt mer an déi Richtung musse goen, fir d'Chancégläicheit an d'Leeschtung mateneen ze kombinéieren. An datt dat méiglech ass weise ganz vill Länner eis, datt et net eng Oppositioun gëtt tëschent deenen zwee, mä datt déi zwee zesummeginn.

An eist Objektiv, an deen, hunn ech d'Impressioun, ass gedeelt vun all de Leit, dat ass, datt mer mussen all Kanner méi héich qualifizéieren, dat heescht déi Gutt fuerderen, fir datt se nach besser ginn, déi Mëttest méi héich an haaptsächlech och duerno kucken, datt mer net esou vill Kanner verléieren, déi eigentlech déi Kompetenzen, déi se brauchen, fir am Liewe weiderzekommen, datt se déi solle kréien.

Ob dat elo vun eis selwer festgestallt gëtt oder an internationalen Etüden, dat mécht eigentlech kee groussen Ënnerschied. Et geet drëm: Wéi gi mer op dee Wee? An do si ganz vill Pisten ugezeechent ginn, an ech denken, datt déi Permabilitéit, méi fréi intervenéieren, datt dat alles déi Recetté sinn, déi an deenen anere Länner identifizéiert gi sinn an déi funktionéieren, an déi bei eis och funktionéiere mussen.

Ech wëll just hei soen, datt et sech net vun uewen dekretéiert, mä datt et sech scho vun uewen eng Richtung ugëtt, mä datt mir 8.000 Enseignanté musse mat op de Wee huelen, déi all Dag mat de Kanner zesumme sinn a vun deene vill dat Bescht ginn, fir op dee Wee do ze kommen.

Ech hu mat grousser Satisfaktioun déi Diskussioun iwwert d'Liesen nogelauschert, wat jo effektiv e Schwéierpunkt ass, well mer jo och wëssen, liesen ass d'Viraussetzung fir en erfollegräich Léieren. Ech menge mir sollten déi esou wäit wéi méiglech alleguerten iwwerhuelen a wat méi Initiativen an deem Domän lafen, wat ech natierlech méi frou sinn. Mä vun der Schoul aus wäerte mir och e Plang maachen, wa mer et kënne maachen, fir déi Liesfreed, d'Freed um Liesen ze förderen.

Ech wollt ganz kuerz op déi Fro agoe vun de Sciences naturelles, well jo d'Wëssenschaften eigentlech de Schwéierpunkt ware vun deser Etüd. Et ass elo net esou, datt mer spontan dunn, wéi mer d'Etüd PISA gesinn hunn, gesot hunn: Oh, elo musse mer eppes fir d'Sciencë maachen an da setze mer eng Stonn bäi. Ech mengen, dat situéiert sech an där ganzer Démarche, wou mer amgaange sinn am Ministère fir Socles de compétences ze definéieren.

Dat hu mer jo gemaach, mir sinn nach ëmmer amgaange fir d'Sproochen, an dat geet un an der Spillschoul, beim Précoce bis uewen hinner un d'Enn vun der Scolaritéit. Dat ass richteg fir d'Sproochen, dat ass fir d'Mathematik an dat ass fir d'Sciencen.

A wat eis bei de Sciencë feelt ass effektiv dat vernetzend Denken tëschent deene verschiddene Fächer: Biologie, Physik, Chimie a vill méi praktesch Erfahrung, also méi experimentéieren. A wann een de Kanner net nëmmen Theorie matgi wëllt, mä och dat Ëmsetzen, den Transfert, dat Praktescht, da brauche mer méi Zäit fir an der Schoul och déi Aktivitéite maachen ze kënnen.

An da wollt ech ee lescht Wuert soen zum Projet PROCI, wou ech, mengen ech, virsiichteg genuch war, fir ze soen, datt dat een Hoffnungsschimmer ass, datt dat net en Allheilmittel ass fir alles an der Schoul, mä et geet dorëmmer fir déi Elementer am PROCI, déi identifizéiert gi sinn, datt se erfollegräich sinn, datt mer déi formaliséieren, datt mer net PROCI tel quel an déi aner Schoulen ëmsetzen, well och déi vergaange Joren hu gewisen, datt all Schoul déi Methoden adaptéiert op hire Kontext, an ech si frou, datt mer do awer ee Konsens hunn.

Ech wollt dem Här Mehlen seng Fro kuerz beäntweren. Effektiv si gradesou vill Kanner, déi d'Schoul verlooss hunn, an de Klasse PROCI wéi an de Klassen net PROCI. Dee Prozentsaz ass, wéi d'Statistiker soen, net relevant wat d'Orientatioun ugeet, an ech mengen déi Chifferen hu mir jo selwer erausginn, dat ass d'Evaluatioun, déi mer am Ministère gemaach hunn. Wat mer allerdéngs net hunn, dat ass, wat een nennt, déi berengegt Chifferen, well mir net wëssen, wat d'origine socioprofessionnelle ass.

Mir kënne soen, datt den Echantillon vun deene Kanner, déi a PROCI-Klasse sinn, net absolut dem Echantillon vun all deenen anere Klassen entsprécht. Fir déi do Fro wëssenschaftlech reng ze beäntweren, misste mer déi mat den Donnéeën vun de socioprofessionellen Datë kombinéieren, an dat hu mer an deem heite Fall net gemaach.

### (Interruption)

Dat wär net oninteressant, mä, wéi gesot, datt kënne mer dann och kucken, wa mer d'Datë reconstituéiert kréien, da kënne mer dat och berengegen, während déi Resultater, d'Avance vun de Kanner am PROCI op déi aner Kanner am Resultat PISA, déi si mat de socioculturellen Datë berengegt, dat heescht, do ass dat Element mat en considération geholl ginn. Nach hu mer do verschidde Saachen identifizéiert kritt.

Mech freet, datt mer e Konsens dann hei fannen, an dat ass dann de Redoublement, kee Redoublement tëschent der Septième, der Huitième bis op Neuvième respektiv Septième, Sixième bis op Cinquième, ausser wann dat extra gewënscht gëtt. Eng Équipe réduite an eng Définition par compétence, an eng Evaluatioun, déi méi nuancéiert ass wéi déi klassesch Punkten, déi mer de Moment hunn. Elo wëll ech awer soen, dass dat eng grouss Operatioun ass, fir dat ze transposéieren. Ech si frou dofir de Support vun der Chamber ze hunn. Ech sinn dann och zouversichtlech, dass mer um richtege Wee sinn.

Ech wëll just dem Här Scheuer nach soen, dass déi nächst Etüd PISA, wa mer se matmaachen, PISA 2009 ass. Mir hunn elo d'Resultater vu PISA 2006. Mir sinn elo 2007. Wa mer elo déi Reform vun de Sciences naturelles d'nächst Joer op Sep-

tième ufänken, dann ass dat d'Rentrée 2008, an da sinn déi Kanner 2009 nach net 15 Joer al, fir dass mer dat kéinten 2009 moossen. Dat ass och ee vun de Problemer, well jo awer en Décalage zwëschent enger Mesure ass, déi a Kraaft gesat gëtt. Se gëtt dräi Joer duerno gemooss, a mer hunn d'Resultater véier Joer duerno. Et muss een de Kanner och eng Chance ginn, fir méi al ze ginn.

Däitschland huet e ganz gutt Resultat an de Sciences naturelles, well si ganz vill Aktivitéiten am Virfeld gemaach hunn - Atelieren an der Schoul, ausserhalb vun der Schoul -, fir eben déi Science-Kompetenzen, déi experimentell Kompetenzen bei de Kanner ze entwéckelen. Wat hir aner Resultater ugeet, si si konstant, an am Ranking e bësse manner zefridden. Duerfir soen ech ëmmer erëm: Et gëtt keng Wonner an der Schoulpolitik. Et gëtt vill Ausdauer a vill Aarbecht. Ech soen lech Merci fir d'Ënnerstützung.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministre. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm.

Mir si konfrontéiert mat zwou Motiounen, déi den honorabelen Här Fayot am Numm vum Här Scheuer déposéiert huet.

» **Une voix.** - Wëllt den Här Scheuer déi dann net emol erklären?

» **Une autre voix.** - Dat ass scho geschitt.

### (Interruption)

» **M. le Président.** - Ech wollt d'Fro stellen, ob Dir alleguete konnt Connaissance huelen heivunner. Wann dat net de Fall ass, da maache mer de Vote eng Stonn méi spéit.

### (Interruption)

Ech si kuerz driwwer geflunn. Ech hu gemengt am Exposé vum Här Scheuer gehéiert ze hunn, datt hien do de Contenu vun dese Motiounen a sengem Exposé abegraff hat.

### (Interruption)

» **Une voix.** - Eng Stonn geet net duer. Ech muss mer dat jo iwwerseeze loossen.

» **M. le Président.** - Här Scheuer.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir hutt mer ganz gutt nogelauschert. Dat ass tatsächlech esou. Dat, wat ech gesot hunn, reflétéiert d'Motioun, an d'Motioun reflétéiert dat, wat ech gesot hunn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - A wann d'Ofstëmmung elo net stattfënn, da waarde mer eng Stënnchen. Bis dohinner hunn d'Kollege se kritesch gekuckt. Da kënne mer dat maachen.

» **M. le Président.** - Voilà. Très bien!

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5239, d'Diskussioun iwwert d'Inspection du Travail et des Mines. Et hu sech ageschriwwen: déi honorabel Häre Spautz, Krieps, Castegnar, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet da fir unzefänken de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

## 4. 5239 - Projet de loi

### a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

### b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

### c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

» **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, dee Reformprojet, dee mer elo diskutéierten, ass ee vun deene wichtigste Gesetzter am Rumm vun der Aarbechtswelt



a vum Aarbechtsrecht vun dëser Legislatur. Et ass jo réischt 6 Auer. Mir kënnen dat nach schéi gemittelt maachen. Mir hu jo nach gutt Zäit, esou datt mer eis och am Detail an dee Projet do wäerten eraknéien.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'ITM ass 1902 geschaaft ginn, a si fonctionnéiert haut op enger Gesetzesbasis vum 4. Abrëll 1974. Ganz kuerz, d'Missionen an d'Aufgabe vun der Gewerbeinspektioun sinn:

Si huet derfir ze suergen, datt d'Gesondheet vun der Aarbechtsgesetzgebung a vun den Aarbechtskonditiounen agehalen a respektéiert gëtt. Ech ginn elo net op den Detail an iwwert d'Verfall vun där Aarbechtsgesetzgebung.

Doriwwer eraus huet se och d'Aufgab permanent ze iwwerwaache wéi déi kollektivvertraglech Bestëmmungen agehale ginn, a sech mat Zuwidderhandlungen ze saiséieren.

An dann huet d'Gewerbeinspektioun eng wichteg Fonctioun, an zwar d'Sécherheitsbestëmmungen an de Gesondheetsschutz op der Aarbechtsplaz a ronderëm d'Aarbechtsplaz am An ze behalen, ze kontrolléieren an och anzewierke wa festgestallt gëtt, datt déi Sécherheitsbestëmmungen net agehale ginn.

Dann huet d'Gewerbeinspektioun besonnesch Missionen am Rumm vum Kollektivvertragsgesetz. Ee ganz kuerzt Beispill: De Moment huet en engem grouse Secteur eng Gewerkschaft de Kollektivvertrag ënnerschriwwen. Eier d'allgemein Verbindlechkeet kann dekretéiert gi fir d'Zoustännegkeet fir all Employé an deem Secteur, muss d'Gewerbeinspektioun ee Rapport maachen, ob effektiv d'Konditiounen erfëllt gi si vun der Vertragsfäegkeet wann ee Gewerkschaftler ënnerschriwwen huet, deen net national representativ ass, éier de Minister kann eng Décisioun huelen. Ech mengen also, dat ass eng séier wichteg Kontroll an d'Aufgab vun der Gewerbeinspektioun.

Wichtig sinn awer och d'Interventionen, déi d'Gewerbeinspektioun ze leeschten huet bei Aarbechtsaccidenter.

Doriwwer eraus huet d'Gewerbeinspektioun d'Koordinatioun an d'Iwwerwaachung ze maachen, datt d'Personaldelegatiounswahlen opgrond vun de gesetzleche Bestëmmungen och applizéiert ginn.

Doriwwer eraus ass et och un der Gewerbeinspektioun Suerg ze droen, datt och déi Gesetzgebungen iwwert d'Delegatiounen effektiv an de Betriber esou agehale ginn.

Doriwwer eraus huet d'Gewerbeinspektioun Suerg ze droen inwiefern Direktiven an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung rechtméisseg transportéiert ginn.

Doriwwer eraus ass d'Gewerbeinspektioun an engem permanenten Dialog mat der OIT.

Dat bedeit, datt also Kontrollen, Berodungen, Avisen a Sanktiounen vun der Gewerbeinspektioun zu hirem dach dieregen Aarbechtsrhythmus gehéieren.

Wann ech déi Aufgabe vun der Gewerbeinspektioun elo kuerz opgezielt hunn - a mengem schrëftleche Bericht fannt Dir nach méi Detailler -, da stellt ee fest, datt d'Noutwendegkeet vun enger Reform wichtig an noutwendeg ass. Et brauch een nëmme ze kucke säit 1974 bis 2007 wéi d'Ëmfeld, an deem mer liewen, a wéi och d'Aarbechtsëmwelt an och d'Produktioun an de Betriber changéiert huet. Wann ech nëmme d'Zuel vun de Beschäftegten huelen. 1974 - dat ass jo d'Basisgesetz - hunn hei zu Lëtzebuerg 114.000 Leit geschaff. Haut am Joer 2007 am Oktober schaffen der 324.000. Also, d'Zuel vun de Beschäftegten huet sech an deenen 33 Joer verdreifacht. Dat ass also schonn ee Beweis iwwert d'Noutwendegkeet, fir der Gewerbeinspektioun déi noutwendeg Strukturen ze ginn, datt se hiren Aufgaben an engem neien Ëmfeld ka gerecht ginn.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wann ee kuckt wat vun 1974 un am Rumm vun der Gesetzgebung geschitt ass bis haut, da stellt ee fest, datt et wesentlech Erweiderunge gi sinn am Aarbechtsrecht, wou d'Gewerbeinspektioun natierlech ganz staark gefuerdert ass. Doriwwer eraus stellt ee fest, datt haut d'Aarbechtsmethode komplett variéiert hu par rapport zu 1974. Ech denken un d'Informatik. Ech denken un den Télétravail.

Doriwwer eraus stellt ee fest, datt haut mat ganz neie Produktiounsmëttelen geschaff gëtt op den Aarbechtsplazen. An déi nei Maschinne si vill méi komplex a vill méi komplizéiert. Sécherheitsbestëmmungen sinn do erfuert. Doriwwer eraus, déi ganz chemesch Materialien, déi haut agesat ginn am Produktiounsprozess; d'Ëmweltbelaaschtungen, wéi de Kaméidi. D'menschlecht Verhalen huet och changéiert säit deene leschten 30 Joer.

Doriwwer eraus ass et - wéi ech dat schonn erwähnt hunn - och ganz wouer, datt international Normen och evaluéiert sinn, déi Lëtzebuerg och ratifizéiert an emgesat huet an d'Nationalrecht. Och do huet d'Gewerbeinspektioun maßgeblich eng Bedeelegung, fir och berodend vis-à-vis vun der Regierung a vun deenen zoustännegen Ministere ze wierken. A wann ech da gesi wéi den Transportsecteur explodéiert ass, wann ee kuckt wat 1974 zum Beispill iwwert d'Strooss gaangen ass an et kuckt ee wat am Joer 2007 iwwert d'Strooss geet, da stellt ee fest, datt effektiv do eng enorm Explosioun sech vollzunn huet.

An da kënn dozu d'Fräizügkeet vun den Arbeitnehmer am EU-Raum, dee sech op 27 Staten erweert huet, do kënn Der jo scho feststelle wéi do och d'Gewerbeinspektioun während deene leschte Jorzénge zunehmend gefuerdert ginn ass, fir ze waachen, ob och d'Aarbechtskonditiounen an d'gesetzlech Bestëmmungen, d'Sécherheitsbestëmmungen, d'Autorisations de travail, agehale gi vun alleguerten deene Leit, déi aus dem EU-Raum an och doriwwer eraus op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Da muss een och gesi wéi d'Zuel vun de Grenzgänger sech hei praktesch verzéngfacht huet par rapport zu 1974, mat all deene Problematike grenziwwerscheidend.

Dat war nëmme ee kuerzt Opzielen, fir ze weisen, datt effektiv eng Reform vun der Gewerbeinspektioun mat Sécherheet iwwerfällg ass. An et ass kloer, datt déi Verännerungen net eréischt haut festgestallt gi sinn, mä scho während Joren. Während Joren ass sech Gedanke gemaach ginn a wellecher Form d'Gewerbeinspektioun misst outilléiert sinn, fir all deenen neien Erausforderunge gerecht ze ginn.

An dat ass net eréischt haut geschitt an och net eréischt viru sechs, siwe Joer, mä schonn Enn 1990, ufanks 1991 ass am Aarbechtsministère ee Reformprojet ausgeschaff ginn, deen awer ni d'Liicht vun der Welt gesinn huet.

Mir waren eis am Klaren, datt eng Reform vun der Gewerbeinspektioun eng ganz komplex Problematik ass, an dofir war d'Regierung gutt beroden, datt se zu engem bestëmmte Moment Hëllef gesicht huet op enger kompetenter Plaz, an zwar um BIT, fir eng objektiv Bëuertheelung ze kréien iwwert d'Entwécklung an iwwert d'Bedürfnisser vun haut, iwwert d'Aart a Weis wéi d'Gewerbeinspektioun schafft a funktionéiert a fir konkret an objektiv Propositionen gemaach ze kréien.

Dat ass geschitt. Den 23. Januar 2002 huet de jëtzege Minister, de François Biltgen, offiziell de BIT ëm ee Gutachten, ëm een Audit gebieden. De BIT huet direkt mat der Aarbecht ugefaangen. An engem permanenten Dialog mat de Sozialpartner, mat der Gewerbeinspektioun a mat anere Stellen hei zu Lëtzebuerg ass dann een Audit erstallt ginn. De 14. Januar 2003, praktesch ee Joer méi spéit, ass dann dem Parlament an där zoustänneger Kommissioun dee BIT-Audit virgestallt ginn. Ausgehend vun deene Virstellungen a vun deenen Empfehlungen vum BIT huet dann den Aarbechtsminister am November 2003 ee Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert.

Mir hunn an der Chamber am Dezember 2003, datt ginn elo iwwermuer véier Joer, deen éischte Projet vun Minister examiniert a mir haten eng éischt Diskussioun an där zoustänneger Chamberskommissioun. Dobäi ass awer ervirzehiewen, datt de Statsrot Joer iwwer Joer gebraucht huet bis hien een Avis gemaach huet, an deen Avis war voll gespickt mat Oppositionen, mat Virschléi, mat Oppositionen formelles, esou datt et noutwendeg war, datt d'Regierung praktesch een neie Projet ausgeschaff an deponéiert huet. De 17. Oktober 2006 hate mer dann déi éischt Diskussioun iwwert deen neie Projet opgrond vun den Avisé vun de Berufschamberen an opgrond vun deem, wat de Statsrot un Objektiven an u Propositionen virbruecht huet.

Dotéschent ass ëmmer Kontakt opgeholl gi mat dem BIT, ob déi nei Virstellungen, wéi d'Regierung se erstallt huet, och konform wäer mat deenen Iddien, déi de BIT proposéiert huet.

Dir gesitt also, Kolleeginnen a Kolleegen, datt et u sech och relativ laang gedauert huet, fir zu engem Komproméss ze kommen, ëmsou méi dann och, nodeem deen

neie Projet praktesch nei déposéiert ginn ass, erëm eng Kéier d'Berufschamberen an och de Statsrot hiren Avis erstallt hunn. Esou ass et dann zu engem neie Projet komm, dee mer an der Chamberskommissioun duerchdiskutiert hunn.

Ech ginn elo net an den Detail vum Projet an, mä erlaabt mer e puer wesentlech Saachen awer ervirzesträichen. Dir fannt dat a mengem schrëftleche Bericht op siwe Säiten, wou déi wesentlech Aspekter vun der Reform presentéiert ginn.

Wichtig ervirzehiewen ass, datt niewent dem Kontrollorgan, deen d'Gewerbeinspektioun ass, soll och ee Berodungsorgan geschafe ginn, deen de Betriber soll hëllefen all déi gesetzlech Bestëmmungen ze applizéieren.

Dann ass och d'Funktionsweis vun deenen eenzelnen internen Dénsgschstelle vun der Gewerbeinspektioun koordinéiert ginn an doriwwer eraus sinn och d'Dénsgschstellen ausserhalb dem Siège koordinéiert ginn.

Kompetenze sinn effektiv nei determinéiert ginn, nei festgesat ginn, an dee ganzen Organigramme vun der Gewerbeinspektioun huet eng grondleedend aner Nues krit.

Mir hunn éischens emol a fir d'éischte Kéier wierklech Aarbechtsinspektore geschaf mat ganz konkrete Kompetenzen. Dat huet och dozou gefouert - an ech kommen nach méi spéit eng Kéier dorop zrëck -, datt déi sougenannte Kontrolleren, déi um Terrain Kontrolle gemaach hunn, séier wéineg oder kaum Befugnisse haten, datt déi ofgeschaf gi sinn.

Da fannt Der an deem neie Projet eng ganz genau Festleeung an och nei Kompetenze vun de besteende Kompetenze wéi d'Gewerbeinspektioun kann, soll, muss intervenéieren, wéi d'Gewerbeinspektioun an ënner welleche Konditiounen d'Gewerbeinspektioun hir Kontrollen an de Betriber, awer och ausserhalb de Betriber duerchféiere kann.

Dann ass ee wesentlech Kapitel och am neie Projet iwwert d'Vertraulichkeet vun den Informatiounen, déi d'Gewerbeinspektioun sammelt, doriwwer eraus a wellecher Aart a Weis, a wellecher Form d'Gewerbeinspektioun mat de Betribsdelegatiounen dialogéiert an och gemeinsam Léisunge féint, awéiwäit d'Gewerbeinspektioun hir Neutralitéit behält vis-à-vis vum Législativ, vis-à-vis vun der Exekutiv an och vis-à-vis vun de Sozialpartner, fir kënnen objektiv hiren Aufgabe vun der Kontroll nozekommen.

Da sinn och d'Sanktiounen am neie Projet nei definéiert ginn ënner welleche Konditiounen wéini a wellech Sanktiounen kënnen gesprach ginn, an doriwwer eraus eng nei Instanz, eng nei Kompetenz, eng nei Aufgabe, déi d'Gewerbeinspektioun kritt, datt ass eng Instanz vun der Mediation, fir méiglech individuell Konflikter, déi am Aarbechtswesen entstinn, vu virewech auseschléissen.

Dann ass et - a ganz kuerz ginn ech nach eng Kéier dorop an - ee wichtige Organe de coordination, wou de Privatsecteur zesumme mam öffentleche Secteur versicht eng koordinéiert Kontrollinstanz ze schafen.

Voilà, datt sinn déi wesentlech Aspekter vun den Neierungen. An zwielf Sätzungen huet d'Kommissioun sech mat deene Problemer ausenanergesat an och opgrond vun den Avisé vun de Berufschamberen, opgrond vun den Avisé vum Statsrot, opgrond vun de Propositionen vum BIT, déi géigesäiteg oft kontrovers waren, hu mer probéiert ee Komproméss ze schafen an zu engem Zil ze kommen, wou jidderee vun deene Concernéierte sech erëmfanne kéint. Dat fannt Der a mengem Bericht praktesch op 30 Säiten, do hu mer dat schéi propper durgestallt.

Dat ass virun allem och dofir, well all Gesetz jo d'Méiglechkeet vun Interpretatioun net ausschléisst, an et ass kloer, och dëst Gesetz gëtt Ulass zu enger bestëmmter Liesweis, vun Interpretatioun, an duerfir ass et och ganz wichtig a quokeleche Froen, datt déi Interesséiert, an déi mat deem Gesetz ze schaffen hunn an déi och d'Konsequenze vun deem Gesetz ze droen hunn, och genau wëssen, wat de Wëlle vum Gesetzgeber an deenen eenzelne Froen a Punkten ass.

Ech wëll, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ganz kuerz op e puer Punkten agoen, an ech sinn iwwerzeegt, meng Kolleegen, déi duerno am Numm vun hire Fraktioun schwätze wäerten, wäerten am Detail nach méi konkret dorop agoen.

D'Kompetenze vun der Gewerbeinspektioun hunn Ulass ginn zu laangen Diskussiounen. De Statsrot, d'Privatbeamtechamber, de BIT hunn de Virschlag gemaach, fir eng Unicitéit hierzestelle vun de Kontrollen. Dat heescht, der Gewerbeinspektioun d'Kompetenz ze gi souwuel am Privatsecteur wéi am öffentleche Secteur.

Dat huet net der Politik vun der Regierung entsprach, net eleng vun dëser Regierung mat Sécherheet, mä och vläicht net vun deene kommende Regierungen, a mir hunn da probéiert fir e Komproméss ze fannen, ënner Bäibehaltung vun deem Dualismus, wou d'Kommissioun awer ganz kloer gesot huet, datt se domat net glécklech ass, wat - ech kommen nach eng Kéier ganz kuerz dorop zrëck - se och an enger Motioun zum Ausdrock bréngt.

Mir hunn dann een neit Organ geschaf, dat e Komproméss ass, dee sougenannte Comité de coordination, dee sech zesummesetzt aus Verrieder vun der Fonction publique an aus Verrieder vum Privatsecteur mat der Gewerbeinspektioun zesummen ënnert der Présidentschaft an der Kompetenz vun Aarbechtsminister. Also ass dat schonn ee Wee dohinner, fir mat deem Dualismus opzehalen a fir eng Unicitéit hierzestelle vun der Kompetenz a vun der Zoustännegkeet vun der Gewerbeinspektioun souwuel am private wéi am öffentleche Secteur.

Mir hunn an der Kommissioun festgehalten, datt mer - Dir fannt dat och ganz detailléiert am Rapport zrëck - mat där Léisung net glécklech sinn. Mir hätte léiwer gehat, datt mer effektiv e Schratt méi wäit gaange wäeren an d'Richtung vun der Unicitéit vun de Kompetenzen.

Mir waren awer der Meenung, datt dee Comité de coordination e gudd Schrëtt dohinner wär, an d'Kommissioun huet dann och gesot, datt soll während dësem Débat eng Motioun virgestallt ginn, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, Schrëtt a Weeër an d'Welt ze leeden, fir lwwerleungen unzeestriewen, fir an enger zweeter Etapp - ouni elo ze soe wéini - d'Unicitéit hierzestellen.

Dann hate mer eng grouss a laang Diskussioun iwwert d'Organisatioun vun der ITM, déi grosso modo duerch e Règlement grand-ducal sollt festgeluecht ginn. Mir waren der Meenung, datt dat net géif goen, och de Statsrot an och d'Berufschamberen. Mir waren der Meenung, bei esou enger grousser Reform missten d'Kompetenzen an déi intern Organisatioun vun der ITM am Gesetz festgeluecht ginn. Dat ass och geschitt, an dat fannt Der an den Artikelen 613-1, 2, 3, 4 a 5 am Detail erëm.

Dann hu mer frësch definéiert, ënner welche Bedingungen a Konditiounen d'Gewerbeinspektioun Zougang huet zu den Entreprises. Do ass et och Meenungsverändere ginn, well d'Patronatsberufschamberen der Meenung waren, datt dat vill ze vill wäit géif goen, datt de toute façon, ier d'Gewerbeinspektioun an e Betrib kéint eng Kontroll maachen, de Betribsinhaber misst informéiert ginn.

An doriwwer eraus waren et d'Salariatschamberen, déi der Meenung waren, esou wéi de Projet virloung, wieren d'Aufgaben an den Zougang ze vill limitéiert. Mir hunn da probéiert, do och e Komproméss ze fannen. Dir fannt deen am Text erëm, an deen huet dann och d'Zoustëmmung vun der Kommissioun fonnt.

An da war do nach e ganz kritesche Punkt, well haut a muer an ëmmer méi d'Differenz an d'Ofgrenzung heiansdo schwéier ze gesi si vum Privatraum, wou den Arbeitgeber wunnt, an der Produktiounsstell, der Aarbechtsstell. Do huet et sech och dorëm gedréint, fir noutwendeg Mëttelen a Weeër ze fannen, fir datt, ouni d'Privatsphär ze verletzen an ouni géint d'Verfassung ze verstoussen, d'Gewerbeinspektiounen ënner bestëmmte Konditiounen och kann Zougang hunn an esou Etablissementen.

Dann ass et noutwendeg gewiesch nei ze definéieren, a welcher Form d'Informatioun an de Kontakt an den Dialog mat de Betribsdelegatiounen sollt funktionéieren.

Ech hunn et schonn ugekënnegt: Déi intern Kompetenzen vun de Leit, déi an der Gewerbeinspektioun Aufgaben hunn, ass frësch definéiert ginn. Et ass och elo an deem Sënn changéiert, datt déi eenzel Aarbechtsinspektore vill méi Befugnisse hunn a vill méi séier a schnell kënnen reagéieren, wann Zuwidderhandlung geint d'Aarbechtsrecht a Sécherheitsbestëmmunge festgestallt ginn.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann nach weiderfueren am Detail, mä ech gesinn hei op der Auer, datt ech lues a lues muss zum Schluss kommen.

#### (Interruptions)

Opgrond vun all deenen...

» **Une voix.** - Dir sidd schonns iwwer...

#### (Interruption)

» **M. le Président.** - De President huet gemierkt, datt de Rapporteur zum Schluss kennt bei engem ganz wichtige Gesetz.

» **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - De Rapporteur huet 28 Minutten, mengen ech, nom Modell 2.



» **Une voix.** - 20!

» **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - 28.

» **Une voix.** - 20!

» **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - Opgrond vun all deenen Iwwerleeungen hutt Der dann dee gesetzliche Projet, an deen ass a sechs Kapiteln. Do ass éischtens den Zoustännegkeetsberëich vun der Gewerbeinspektioun selwer; intern Organisatioun; Kompetenzen; Onvereinbarkeet vun den eenzelne Leit, déi an der Gewerbeinspektioun schaffen; an da sinn och d'Kontrollorganer da ganz kloer am Gesetzesprojet, deen lech elo virläit, definéiert.

Ech kommen dann elo wierklech zum Schluss, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen. Opgrond vun engem konstruktiven Zesummewierken an der zoustänneger Kommissioun mam Minister, mat der Regierung an hire Mataarbechter, mat der Direktioun vun der ITM a mat alle Kolleeginnen a Kolleegen war et méiglech, aus deene schwierigen, oft kontroversen Avisé vun de Berufschamberen a vun all deenen Oppositiounen, déi de Statsrot gemaach huet, dach e Kompromëss ze fannen, zu deem praktesch d'Kommissioun grosso modo och hir Zoustëmmung ginn huet.

Dat Resultat, wat do virläit, an dee Projet, deen elo virläit, si wesentlech anescht a ville Punkte wéi den ursprüngelech deponéierte Projet. Dat ass och de Beweis vun enger gudder parlamentarescher Aarbecht.

» **M. le Président.** - Här Rapporteur, Dir musst awer wierklech zum Schluss kommen.

» **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - Ech soen dann nach jiddferengem, dee matgewierkt huet un deem Resultat, villmools Merci, och de Mataarbechter an der Fraktioun, am Sekretariat, an am Numm vun der Kommissioun géif ech dann d'Parlament ofschléissend bieden, esou wéi et an der Kommissioun decidéiert ginn ass, dësem Projet eng breet Zoustëmmung ze ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, d'CSV huet 68 Minutten zur Verfügung.

**(Interruptions et hilarité)**

**Discussion générale**

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffe just, Här President, dat war elo keng Opfuederung, datt ech soll 68 Minutte schwätzen.

**(Interruptions)**

» **Plusieurs voix.** - Loosst lech Zäit! Loosst lech Zäit!

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischst soen ech mengem Marcel Glesener villmools Merci fir säin exzellente schrëftleche Bericht an och fir säi mëndleche Rapport, deen en elo hei virgedroen huet.

D'ITM, déi mer jo haut reforméieren, ass am Fong eng Verwaltung, déi säit 1902 besteet an déi näischt vun hirer Wichtigkeet verluer huet. Virun 106 Joer loung hir Haaptaufgab an der Kontroll vun den Erz-, Kallek-, a Schifferminen. Haut leien hir Prioritéiten am Anhalen a Respektéiere vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbechtsplaz respektiv dem Aarbechtsrecht.

Déi lescht Reform vun der ITM datéiert op 1974, an dat war énnert der Responsabilitéit vum deemolege Statssekretär Jacques Santer. Déi éischt Verbesserungsvirschléi vum ITM-Gesetz ginn op d'Joren 1990, 1991 zréck, wou déi deemools nach regelméisseg tagend Commission consultative de l'ITM - eng Kommissioun, déi besteet aus de Sozialpartner énnert der Présidence vun engem Fonctionnaire - den deemolegen Aarbechtsminister Jean-Claude Juncker opgefuerdert huet, eng Reform vun der ITM an d'Wee ze leeden. Mat Ausnahm awer vun engem gemeinsame Wonsch vun deene verschiddene Partner, louchen d'Virstellungen an d'Erwaardunge ganz wäit auserneen an et haten do Leit énnerschiedlech Vuen, wéi esou eng Reform sollt ausginn.

An den 90er Jore stoung d'ITM och öfters am Feier vun der Kritik, deels berechtigt, awer och deels onberechtigt. Richtig ass, dass an dëser Zäitspann vill schrëftlech op Reklamatiounen iwwert den Droit du travail geäntwert ginn ass. Et ass awer och e Problem gewiescht, nodeem dee Responsable vum Droit du travail op d'Verwaltungsgericht gaangen ass an duerno deem säin

Nofolger op d'ADEM gaangen ass. Duerno huet et och ugefaangen, dass et Chaos ginn ass ënner verschiddenen Agencen.

Ech wëll just drun erënneren, dass souguer am Transportsecteur eng Entreprise sech beruff huet op d'Aussoe vun der ITM-Agence Dikrech an e Prozess géint e Salarié gemaach huet, wou awer direkt e Kontroller vun der Agence Esch gesot huet, dass d'Agence Dikrech géif falschleien. Dat ass och herno bestätegt ginn duerch sämtlech Instanzen op de Gerichter. Dëst war e weideren Ausléiser, fir dass souwuel d'Patronat wéi d'Salariat sech derhannert gesat hunn a gesot hunn, et wier elo ganz wichtig, schnellstméiglech eng Reform anzeleeden.

De Minister Biltgen huet d'Besoinen och erkannt a seng Zousso ginn, fir eng Reform ze maachen. No engem Gespräch mat de Sozialpartner huet hien 2001 - an net 2002, wéi de Marcel Glesener et scho gesot huet - de BIT beoptraagt, e Bericht ze maachen iwwert d'Fonctiounsweis vun der ITM hei zu Lëtzebuerg.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no der Presentatioun vum Bericht gouf et vill Sitzungen tëschent dem Minister, der ITM-Direktioun, deenen eenzelne Berufsgruppe bei der ITM an de Sozialpartner. Si souzen all zesumme ronderëm den Dësch. Et war net einfach fir alles ënner een Hutt ze bréngen, well do war jo och nach de BIT an deem seng zoustänneg Normekommissioun, déi mer och helandsdo ageschalt hunn, fir dëst Gesetz ze begutachten a fir och do all deem Rechnung ze droen, wat de BIT gär gehat hätt. Net méi spéit jo wéi d'lescht Woch hu mer heibannen nach eng Hällewull vun OIT-Konventiounen ratifizéiert. Et geet jo net duer, se ze ratifizéieren, et muss ee se och duerno anhalen.

2003 huet de Minister e Projet de loi déposéiert, an no dem Avis vum BIT an dem Statsrot gouf de Projet och nach e puermol amendéiert. Och mir an der Chamberskommissioun haten d'Geleeënheet live matzeerliwen, dass et innerhalb der ITM och e puer Meenunge gëtt, wéi déi Reform sollt ausgesinn, well de Minister hat eng Kéier d'Direktioun an och déi zwou A.s.b.l.ë vum Personal vun der ITM, déi offiziell unerkannt sinn, matbruecht, an do war et nach laang net, dass se alleguerten datselwecht gesot hunn.

De Projet, deen also elo virläit, ass e Kompromiss. Deenen enge geet en ze wäit, deenen anere geet en awer nach net wäit genuch. E puer Remarquen:

Eng Recommandatioun vum BIT a vum Statsrot war - an de Marcel Glesener huet et och schonn gesticouss -, eng Verwaltung fir de Privat- an den öffentleche Secteur ze maachen. Dësem Punkt dréit de Projet keng Rechnung, woubäi awer e Conseil agesat gouf, dee soll kucke fir dass déi zwou Verwaltung méi enk géife matenee schaffen.

Et ass awer och wichtig ze wëssen, dass mer aner Normen hunn, souwuel am Sécherheetsdispositif wéi och am Droit du travail, wat de privaten an den öffentleche Secteur ubelaangt. Dofir wier et och lo-gesch am Kader vun der Egalitéit an et ass och wichtig, dass d'Regierung elo déi néideg Schrëtt ënnerhëlt, fir dass déi zwéi énnerschiedlech Statuten dann och ëmmer méi no uneneegefouert ginn, fir dass et eng Kéier net méi grondverschidden Norme gëtt an dass et da ka bei enger künftiger Reform zu der Fusioun vun deenen zwou Verwaltunge kommen.

Ech wëll och an deem Zesammenhang drun erënneren, et ass nach net ganz laang hier, dunn hu mer och heibannen zwéi Gesetzer misse stëmmen, eent fir den öffentlechen an eent fir de Privatsecteur, wat d'Weiderbildung ubelaangt, well och do mat énnerschiedleche Moosname gefuer gëtt fir de Privatsecteur an den öffentleche Secteur. Dat war och eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv.

Weder d'Gewerkschaften nach déi betreffen A.s.b.l. vun de Kontrolleren hu gejubelt, wou et an der Diskussioun dozou komm ass, dass déi künfteg Kontrolleren net méi vun de Gewerkschaften géife proposéiert ginn an no dräi Joer och vum Minister definitiv nominéiert ginn. Mä well de BIT déi Forderung gestallt huet am Kader vun der Onofhängegkeet vun der ITM, huet dann do de gesunde Mënscheverstand gesiegt an et ass dozou komm, dass dann elo déi Nominatioun kënnt.

**(Interruption)**

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mir, an och aner Leit, an all deenen 30 Joer zënter 1974, wou dat gelaf war, ni contestéiert hunn, dass déi Leit an der Onofhängegkeet géife schaffen, dass se eng super Aarbecht gemaach hunn an dass et virun allem och wichtig war, dass et capabel Kontrollere waren, déi eng gutt Aarbecht um Terrain gemaach hunn. Si waren zu zielef fir 114.000

Salariéen a si sinn haut zu 15 um Pabeier - well et si keng 15, obwuel de Moment virgesinn ass, dass et der 15 solle sinn - fir 320.000 Salariéen. A wann een do dee Pro-rata kuckt, wann et der fir 114 huet missen zielef sinn, da missten et bei 320 keng 15 sinn, mä 36, fir déi Kontrolle kënnen ze maachen, déi deemools an de 70er Joren - 1974 - ugepasst waren.

Et stellt sech awer och elo d'Fro, wou an Zukunft déi Kontrolleren hierkommen. Bis elo waren et ëmmer Leit mat Berufserfahrung, déi och wossten, wat um Terrain géif lafen, déi d'Geforen an d'Knackpunkte kannt hunn. Kolleeginnen a Kolleegen, déi Erfahrung kritt ee leider net an der Schoul, net an der Schoulbank vermëttelt. Mä elo ass et wichtig, dass et Leit sinn, déi och vum Terrain kommen an déi wëssen, wat an de Betriber leeft a wat an de Betriber lass ass.

Bei de Kontrolleren drängt sech nach eng lescht Fro op. Déi kréie jo am Gesetz en neie Statut mat kloer definéierte Carriéren. Et gëtt awer nach eng aner Verwaltung, déi och dem Aarbechtsminister ënnersteet, wou et och nach Kontrollere gëtt, an deenen hir Carrière sinn ugelehnt un d'Carrière vun de Kontrollere bei der ITM; dat sinn déi zwéi Kontrollere bei der ADEM. Wéi geet et mat deene virun? Wat fir ee Statut kréien déi? A wéi geet et mat deenen hirer Carrière an Zukunft virun?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann d'ITM et awer elo net fäerdeg bréngt, déi Poste vun de Kontrollere mat deene richtege Leit ze besetzen, da kréie mer Problemer. An do kann ee sech och d'Fro stellen, wéi déi Leit solle rekrutéiert ginn. Ech weess, dass ech mech widderhuelen, mä ech komme gär speziell nach eng Kéier dorop zréck.

Wa mir keng Leit huelen, fir déi Posten ze besetzen, déi vum Terrain kommen, déi wëssen, wat Droit du travail ass, déi wëssen, wat Santé-sécurité au lieu du travail ass, an déi wëssen, well se virun als Sécherheetsdelegéierten oder als Ausschussmann geschafft hunn, wéi et an engem Betriber vir sech geet a wou se sech hannendrun do verstoppen, da wäert et schwierig ginn, fir dass déi Faiten opgedeckt ginn, déi et méiglecherweis a verschiddene Betriber gëtt.

En anere Punkt, deen awer och ze kritiséiere war a wou och souwuel de BIT wéi nach aner Leit drop opmierksam gemaach hunn, dat ass d'Fonctiounsweis vun de jëtzege Agencen. Ech hu virun d'Beispill erkläert, wou Dikrech eppes aneschters gesot huet wéi Esch. Et gëtt och nach aner Modeller wou Esch eppes aneschters seet wéi d'Stad an d'Stad erëm eppes aneschters seet wéi Dikrech. Dass et do wichtig gewiescht wier, vläicht deenen Agencen eng aner Missioun ze ginn. An net méi, dass se als Agencë mat Kontrollere géife fonctionnéieren, mä nach als Informatiounsbüro, wou de Patron, de Betriber an och de Salarié ka seng Récksprouch huelen, an net dass déi jeeweileg Kontrolle regional bedéngt sinn.

Do ass net zréckbehale ginn, dass déi dräi Agencë géifen net méi op déi Aart a Weis fonctionnéieren, wéi et bis elo war, mä am Artikel 8 vum Gesetz hu mer awer elo festgeluecht, dass do e Reglement géif kommen, dass do an der Pluridisziplinaritéit misst geschafft ginn. Do ass et awer och elo wichtig, dass dat Reglement dann och schnellstméiglech geholl gëtt, an dass och dat dem Inhalt entsprécht, deen ëmmer erwaart gi war, well soss huet dat beschte Gesetz kee Wäert.

Och de BIT huet duerno positiv reagiert op alleguerten déi Ännerungen, déi mer gemaach hunn, an d'Madame Cleopatra Doumbia, dat ass d'Direktesch vum BIT am Normenausschuss, huet och de Feu vert ginn, fir dass eist Gesetz haut soll gestëmmt ginn, respektiv en Dënschdeg soll gestëmmt ginn, a wou d'Debatten haut sinn, dass si domadder kéint liwen an dass dat de BIT-Konventiounen och alleguerte géif entsprechen.

Dat Gesetz hei gesäit awer e puer wichtig Reglementer vir. Awer et hänkt souwuel vum Inhalt vun dësem Reglementer wéi och herno vum ROI, vum Règlement d'ordre interne of, wéi dëst Gesetz ëmgesat gëtt. Dat beschte Gesetz daagt nämlech näischt, wann d'Ëmsetzung herno net déi ass, déi vum Législateur erwünscht war. Och beim ROI ass et wichtig, dass Kloertext geschwat respektiv geschriwwen gëtt.

D'Rolle vun deenen eenzelne Poste muss kloer definéiert ginn. Et ass net normal, dass mat Disziplinarverfahre muss gedroht gi vun ennen no uewen oder vun uewen no ennen. Wann d'Aarbechtsklima net stëmmt, da muss jiddferen sech Froe stellen, firwat et esou schlecht ass. Well wann e schlecht Aarbechtsklima do ass, kann dat net un enger Persoun eleng hänken, mä da soll jiddferen sech och do emol a Fro stellen. Dofir

ass et och wichtig, dass an deem ROI alles kloer definéiert ass, dass et net herno zu zeg Interpretatiounsschwierigkeete kënnt, wie wat d'äerf maachen.

Des Weideren ass et och wichtig, dass d'ITM sech erëm zu enger schlagfäerdeger a respektéierter Verwaltung zréckentwéckelt, wéi dat emol an de Joren de Fall war. Mir leeën heimadder elo de Grondsteen d'uerch, dass dat Gesetz kënnt, mä et ass duerno um Minister, déi Reglementer esou ze ficeléieren, fir dass d'ITM erëm eng duerchschlagskräfteg Verwaltung gëtt. Mä gläichzäitig d'äerf de Minister och nëmmen en ROI akzeptéiere mat kloer Linnen a Kompetenzzuweisungen. Ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass de Minister François Biltgen dat wäert maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint elo theoretesch nach 57 Minutte weiterfuere, an et och wollt awer soen, dat waren déi Haaptremarquen, déi ech wollt maachen, an ech ginn och dofir heimadder d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt nach e Message pro domo lassginn. Haut virun aacht Deeg hunn ech geschwat zur Ëmsetzung vun der Direktiv vu Bréissel iwwert d'Travailleur mobiles. Vun hunn ech zu mengem Erstaunen am Escher „Tageblatt“ freides gelies, dass ech hei op där Tribün gefuerdert hätt, dass déi Aarbechter, Buschauffeuren an Transportchauffeuren, misste méi wéi 16 Stonnen den Dag schaffen. Ech ka mech un esou eng Deklaratioun hei net erënneren. Ech wäert dem Rédacteur - et kann natierlech net jiddferen Karl Marx heeschen, mä Léon Marx - dann de Chambersbericht schécken. Hien hat och geschriwwen, ech hätt meng Mask fale gelooss. Ech hoffen, dass hien den Hörapparat net fale gelooss huet.

**(Hilarité)**

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Dat gesot, wollt ech hei dann e puer Wuert zur Gesetzesvirlag soen.

**(Interruption)**

Jo, et ass mä Feeler, dass ech d'„Tageblatt“ liesen. Jo, ech mengen domadder sinn ech d'accord. Ech hunn eng déck Haut. Dat wësst Der jo.

» **Une voix.** - Loosst se gutt déck ginn.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci.

Den Här Minister Biltgen huet dat Gesetz 2003 déposéiert. De Statsrot hat en éischte kriteschen Avis. Dat hutt Der alles matkritt elo grad. De Rapport vun der Commission parlementaire hunn ech exzellent fonnt, extensiv a komplett. Ech wëll och dofir dem Rapporteur Marcel Glesener félicitéiere fir dee Rapport.

Et ware wuel e puer Aussoen, déi mech och net stéieren, vum Diktat vun der Ekonomie. Et waren och e puer aner Rapporten, zum Beispill dee vun der ITM vun 2006. Ech recommandéieren Iech deem seng Lecture, wann an der Introductioun och e bësse Klassekampf gefouert ginn ass. Mä ech hunn haaptsächlech aus deem Rapport de Réckgang vun den Aarbechtsfonn zréckbehale; obschonn déi Wegeunfälle nach ëmmer an d'Luucht ginn. Ech mengen, do ass d'Regierung gefuerdert, fir d'Assurance accident ze reforméieren. Also, déi Klassekämpferesch Téin stéiere mech guer net. Dat ass eng gutt Saach.

Eppes, wat mech e bësse méi gestéiert huet, dat war, dass d'Ouverture vun de Marchés du travail op déi nei Memberlänner vun der UE an d'Alteration vum Climat social kritiséiert ginn ass. Ech mengen, da muss mer soen ier mer se eranhuelen, dass mer se net wëllen. Do hunn ech mech och gefrot wou dann den Text vun der Internationale bleibt. Dat ass net grad solidarresch. Mä ech gleewen, dass jo och vill Patronen énnert der Globalisatioun leiden, net nëmme Salariéen.

Eng Reform vun enger Verwaltung steet a fält mat der Qualitéit vun hirem Personal.



Dat ass emol douds'écher gesot ginn hei vir-drün. Ech gleewen och, dass duerch déi nei Recrutementsmethoden d'ITM héchstwahrscheinlech eng besser Onofhängegkeet kritt. Ech gleewe wuel och dem Marc Spautz seng Remarque: Et muss een awer erfuere Leit erbäikréien. Am Ufank kënt een do vläicht e bëssen duercherneen, wann een déi Leit rekrutiert.

D'Formation continue. Dat ass e ganz wichtige Sujet. Dat ass och begrëssenswäert. Déi Mise en place vun där Commission consultative Tripartite kritt natierlech e ganz wichtige Rôle, fir d'Objektive ganz prezis ze definéieren. Déi nei Risike sinn ugesprach ginn an der Aarbechtswelt: de Mobbing, d'psychesch Gesondheet, d'Fibromyalgie an all méiglech Saachen. D'Crédibilitéit vun der ITM gëtt natierlech duerch hir preventiv Aktioun a Missioun gestärkt. Dee preventive Charakter, an net dee reaktiven; dat ass extrem wichtig.

Ech sinn och frou, dass dës Virlag rechtsstaatlech ausgeluecht ginn ass, well am Ufank ass vu Perquisitioune geschwat gi ronderëm d'Auer. Ech si ganz frou - an der Lescht ass jo vill vu Rechtsstaatlechkeet geschwat ginn -, dass déi Perquisitioune e Mandat vun engem Juge d'instruction bräichten. Den Témoignage anonyme ass net zréckbehale ginn. Dat ass fir mech ganz begrëssenswäert, quitte dass ee seng Informante protégéiert; d'Sourcen. Mä ech mengen Témoignage anonyme gëtt engem ëmmer e gewëssent schlecht Gefill. Och dee Prinzip vun der Proportionalitéit ass hei garantéiert. D'Vérificatione vun de Kontrolle gi gewéinlech mat der Informatioun vun der Delegation oder souguer der Informatioun vun der Direktioun vun der Firma gemaach. Dat ass gutt.

D'Vertraulichkeet vun den Donnéeën a vun den Dossierien ass gesécher. Den Archivage gëtt op dat Néidegt an och an der Zäit begrenzt op e puer Joer. D'DP hofft natierlech, dass den administrative Volet elo net Iwwerhand hält, an dass dann herno d'Leit um Terrain feelen. Eppes, wat ee gewéinlech am Ausbau vun de Verwaltunge gesäit, dat ass, dass den administrative Waasserkapp sech ëmmer méi fëllt. Mir sinn awer och frou, dass eng kloer Definitioun vun de Pouvoiren a vun de Responsabilitéiten an där neier ITM virgesinn ass.

Här President, ech kann hei am Numm vu menger Partei natierlech de Minister Biltgen net nëmme luewen. Duerfir hunn ech e puer kleng liicht kritesch Téin elo. Den Agrément vun den Expertsfirmen oder vun deenen eenzelnen Experten huet awer nach e protektionisteschen Nogeschaamach, well mer vun hinne verlaangen entweder eng A.s.b.l. ze sinn oder hir Zuele kënnen ze begrenzen. Dat liicht ons nach net esou richteg an.

En anere Schwaachpunkt schéngt ons och de Volet vun de Sanctions administratives ze sinn. Well et ass awer keng kloer Prozedur bis elo virgesinn. Quitte datt déi Prozedur kontradiktöresch ass, ass se awer e bëssen am Flou. Et ass och kee Katalog vu Sanktioune virgesinn. D'Amendé variéieren tëschent enger Offense, fir schlecht geparkt ze sinn. 25 Euro - ech mengen, en ageschriwwene Brëif kascht méi wéi déi 25 Euro - bis 25.000 Euro. Ech hoffen, dass déi Fixatioun vun där Amende net à la tête du client herno virgeholl gëtt.

En anere Punkt ass: D'Récidive gëtt net méi an deem Gesetz ernimmt. D'Personalfroe werfen e puer Iwwergangsbestimmungs-Schwierigkeeten op, well do gëtt geschwat: «Ils peuvent obtenir une nomination» op e puer Punkten an deem Gesetz. Ech wär natierlech och frou, wann déi Kontrollereen um Terrain zum Deel en Accès kréien zu de Fichiere vun der ADEM, wéinstens fir de Permis de travail ze vérifiéieren wa se an Aktioun sinn, an datselwecht fir de Fichier vun de Classes moyennes fir d'Handelermächtigungen. Ech mengen, dee Pouvoir misst een deene Leit vun der ITM ginn.

De Marc Spautz huet och vun der Pluridisciplinaritéit geschwat. Ech hunn déi nämleche Problemer, fir dat Wuert auszuschwätzen. Do ass et och nach e bëssen de Flou artistique. Ech wär frou wann de Minister ons do géif e puer Wieder soen.

Et ass nach net vill iwwert déi Motioun vun der Regierungsparteie gesot ginn. Do widerhuelen ech déi Positioun, déi ech an der Kommissioun vertrueden hunn. Ons Partei respektéiert d'Ofkommes mat der Fonction

publique. Déi stame vun 1988. '92-'93 war d'OP an der Opposition, a si huet op deem Dossier e gutt Gewëssen. Mir ënnerstëtzen déi Motioun also net. Ech kann natierlech vun de Majoritéitspartei kee zréckhalen, wann hien elo am Ufluch vun de Wahlen 2009 dat wëllt a säi Wahlprogramm schreien, fir dann en électorat Mandat ze kréien.

Jo, Här Glesener. Dir laacht, mä maacht dat. Dat ass mä Rot. Dat hëlleft ons. Da kritt Der e Mandat vum Wieler, fir dat doten ze maachen.

#### (Interruption)

Neen, neen. Mä ech sinn ëmmer gentil. Dat wësst Der jo.

Alles an allem ass déi heite Gesetzesvirlog vun der Reform vun der ITM eng gutt Virlog, déi de Sozialpartner, an haaptsächlech de Salariéen an de Patronen, zegutt komme wäert. D'Patrone mussen och verstoen, dass dat heite Gesetz d'Concurrence loyale erëm aféiert an déi éierlech Patrone protégéiert par rapport zu deenen, déi et net esou éierlech mengen.

D'DP bréngt also hir Zoustëmmung zu dem Gesetz, an enthält sech bei der Motioun vun de Majoritéitspartei, well souwiesou hale mir net vill vun deem Einheitsdusel.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro.

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech soen deenen Deputéierte Merci, déi d'Ausdauer nach hunn, fir ze bleiwen an nozelauschteren. Dass dee Projet esou spéit op der Dagesuerdnung war, dat hunn ech d'lescht Woch scho gesot an hunn doriwirer schon ugefaangen ze knouteren, mä et ass nun eemol esou, a mir maachen dann dat Bescht doraus.

Déi klassekämpferesch Ried vu mengem Virriedner, dem honorabelen Alexandre Krieps, huet jo dann och Gott sei Dank dozou bäigedroen, eis e bëssen opzeheieren, wat no deene Stonne Frontalunterrecht haut noutwendeg war.

Ech sinn awer d'accord mat de Virriedner, dass dat Gesetz, wat mer haut hei net stëmmen, awer vun deem mer d'Ofstëmmung preparéieren, e bedeitend Gesetz ass. All Gesellschaft brauch nun eemol Kontrollinstanzen, an d'ITM ass eng vun deene Kontrollinstanzen mat villfache Funktioune a mat Regelen, déi mer eis ebe musse ginn, well mer jo an eiser Gesellschaft net nëmme Rechter, mä och Flichten hunn, sou dass dofir muss gesuergt ginn, dass fir déi, déi vun deene Saache betraff sinn, déi Regelen och ugewannt ginn.

Dass déi Gewerbeinspektioun villfach Aufgaben huet, wësse mer. Et geet ëm d'Aarbechtsrecht, ëm de Code du travail. Et geet ëm d'Sécurité, ëm d'Santé. Et geet ëm Uerdnung um Aarbechtsmaart. Et geet ëm de Respekt vu kollektivvertraglechen Ofmaachungen. Et geet ëm d'Kontroll vun der Schwaarzaarbecht oder vun der illegaler Beschäftigung, an do gesäit een eenzel Aktivitéiten, an et weess een, dass d'Missioun vun der neier ITM, mä deelweis och scho virdrun eng preventiv ass, och eng ass, wou mat Strofen hantéiert gëtt, mä wou och informéiert an net nëmme kontrolléiert gëtt.

Et stëmmt och, an dat ass scho gesot ginn, dass eisen Aarbechtsmaart sech an deene leschte 25 Joer fundamental verännert huet. D'Émfeld ass e ganz anert, an dat gesäit een, wann een an de Betriber ass. Et spiert een déi soziologesch, juristeschen, technesch an administrativ Verännierungen, an et weess een, dass d'Globalisatioun zur Folleg huet, dass ëmmer méi oft an ëmmer méi schnell restrukturéiert gëtt, Fusione stattfannen, delokaliséiert gëtt an dass dat alles net ouni Konsequenze fir d'Salariéen ass.

Dat aalt ITM-Gesetz, wat a Kraaft ass, muss eben ugepasst an emgestallt ginn, fir sech deem neien Émfeld unzepassen. Lëtzebuerg ass vun enger haaptsächlecher Industriegesellschaft haut méi eng Servicegesellschaft ginn, an do spillen aner Regelen. Do wësse mer, dass et zum gudden Toun gehéiert, flexibel Aarbechtszäiten ze hunn, statt prezis geregelter, mä et kënt dobäi den Télétravail, et kënt dobäi d'Deelzäit-aarbecht mat alle Problemer ënner anerem vu Kontrollen. Et kommen déi nei Technologien dobäi, an da weess een, dass d'ITM gross an nei Erausforderunge begéint huet a weiderhi begéine wäert.

Wann een dat weess an dobäizielt, dass jo opgrond vun deene Verännierungen och d'Sécherheet an d'Gesondheet an de Betriber eng aner Bedeitend kritt huet, dass ee weess, dass de mentalen Drock an de méi intensiven Aarbechtsrhythmus vill méi Gewicht kritt huet och duerch déi Komplexitéit

vun den Aarbechtsbedingungen an Aarbechtsfleef, da wësse mer, dass mer viles virun eis hunn a viles ze dinn hunn, fir d'Saachen am Grëff ze behalen.

Wat mer brauchen, ass eng global Politik, eng national Politik vu Kontroll a Preventioun. Et dierf een eben net vergiessen an der Aschätzung, wat passéiert ass a wat nach riskéiert ze passéieren.

ler ech op e puer Einzelheeten aginn, wëll ech haut hei och wéi meng Virriedner e grouse Merci an Unerkennung ausdrécken un de President fir déi Aarbechten, déi mer an der Kommissioun hate fir de schrëftlechen an de mündleche Rapport. Ech wëll och dem Sekretariat an décke Merci soen. Mir hunn e qualitativ héichwärteg Dokument am Rapport vun deenen Aarbechte kritt.

Da mengen ech och, dass een haut kéint mat rouegem Gewëssen ervirstreichen, dass trotz der Komplexitéit vun der Matière och d'Kommissiounsmitglieder wäitgehend un engem Strack an den Diskussioune gezunn hunn, an dat zeugt vu ganz vill Verantwortungsbewusstsein. Et huet een a villen Diskussioune gemierkt, dass se parteiwiwgergräifend waren, och wann et laang gedauert huet, wann et komplizéiert war, wann et munch Iwwerraschungsmomenter gouf. An déi Momenter si vum Marc Spautz éineschtes genannt ginn. Et gouf zéng Oppositions formelles. Et ass d'lescht Woch hei vun zwielef geschwat ginn an engem aneren Zesummenhang. Hei waren et der ëmmerhin zéng, wat jo och schon net schlecht ass, mä d'Welt ass net ënnergang, an d'Gesetz gëtt jo dann awer elo gestëmmt.

Mä insgesamt hate mer eng äusserst konstruktiv Debatt, an ech géif mer wënschen, dass mer déi bei anere Geleechtheeten d'selwecht kéinte féieren.

Am Rapport vun der Kommissioun an der Zesummeffaassung, déi mer haut um Ordre du jour hunn, deen hei virun der Chamber gemaach ginn ass, gëtt wierklech dat Wesentlechst vum Inhalt vun deem Projet de loi ervirgetrach. Wann een dobäirechent, dass mer d'lescht Woch eben zwee Gesetzer gestëmmt hunn, d'Émsetzung vun de Konventiounen respektiv d'Schafung vum Comité permanent de l'emploi an der Instance de conciliation, da gëtt elo mat der Verabschiedung vum ITM-Gesetz eigentlech dee Puzzle elo komplett zougemaach, esou wäit wéi een dat iwwerhaapt ka maachen.

Do wëll ech nach eng Kéier hiweisen, wat ech d'lescht Woch och gemaach hunn, wou de Minister gemengt huet, ech hätt dat sollen an der Kommissioun soen - wobäi en net ganz Onrecht hat -, mä dat ass déi BIT-Konventioun N°187, déi awer eréischt 2006 presentéiert ginn ass, déi menger Meenung no misst op de Métier geholl ginn, well se awer en direkten Zesummenhang mat de Missiounen, mat de Responsabilitéiten vun der Gewerbeinspektioun huet, well et ebe just an där Konventioun dorëm geet, eng ugepasst national Politik am Beräich vun der Gesondheet an der Sécherheet op der Aarbechtsplaz ze fördere respektiv dat, wat besteet, ze verbessern, also en nationale Plang fir Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht auszeschaffen.

Iwwregens steet am Koalitiounsprogramm eppes Ähnlech un d'Adress vum Gesondheitsminister, mä wéi gesot, mir sollten eis domat auserneesen an där nationaler Politik, wou et och dorëm geet, d'Salariéen net nëmme iwwer hir Flichten, mä och hir Rechter opzeklären, se ze forméieren a se participéieren ze loossen an der Ausaarbechtung vun deene Regelen, déi noutwendeg sinn.

Dëst gesot, ouni wëllen elo do an de leschten Detail ze goen, well ech nach eng Kéier op déi besonnesch Bedeitend vun der Gewerbeinspektioun zréckkommen, besonnesch op dee Statut, deen déi Gewerbeinspektioun huet an déi si ënnerscheet vun anere Verwaltungen hei zu Lëtzebuerg, nämlech doduerch, dass déi ITM eng Autonomie huet, also eng Eegestännegkeet an enger ganzer Rei vu Beräicher huet, wat fir si ouni Zweifel gutt ass, fir objektiv an ouni Drock vun egal wat fir enger Säit hirer Aarbecht kënnen nozekommen.

Op där anerer Säit enkt dat natierlech de Spillraum vum zoustännege Minister och an. Dat muss ee gesinn, an do ass also e breed Dialog permanent noutwendeg, mä et muss een ëmmer erëm gesinn, dass no de BIT-Konventiounen an och Deklaratiounen d'Indépendance de contrôle eng vun de wichtigste Saachen ass, an déi muss garantéiert bleiwen an déi kann och iwwer esou ee Gesetz net ageschränkt ginn.

An den Hannergrond vun deene Moossnamen ass eben d'BIT-Konventioun N°81 virun allem, mä et ass awer och d'Meenung vum Comité des Hauts Responsables de l'Ins-

pection du Travail (CHRIT), dee principes communs des inspections du travail en matière de sécurité et de santé sur le lieu du travail festleet an no deem sech och hei orientéiert gëtt. Duerfir ass et jo dann och net vun ongeféier, dass de BIT bei der Neifaassung vun der ITM-Gesetzgebung eng bedeitend Roll gespillt huet a se natierlech och bedeitend beaflosst huet. Dat erkläert dann awer och d'Bedeutung vun deem schon haut e puermol ugesprachene BIT-Audit aus dem Joer 2002.

Et stëmmt, d'Diskussiounen iwwert déi Reform hunn 1991 ugefaangen. Also viru 16 Joer waren der der Meenung, zu deenen hunn ech och gehéiert, dass een dat Gesetz vun 1974 ebe misst reforméieren, fir et dem Émfeld unzepassen. Mä et war kee gudden Départ geholl ginn - de Marc Spautz huet dat éineschters erkläert -, ënner anerem och duerfir, well op eng Kéier eng Kaderreform méi am Mëttelpunkt stoung, wéi den Inhalt vun de Missiounen an den Ofleef. Dat huet d'Diskussiounen net méi liicht gemaach, mä am Contraire erschweiert.

Fakt ass, dass mer d'nächst Woch dat Gesetz stëmmen - et ass dat och wat entscheedend ass - an dass dat Gesetz wesentlech besser gëtt wéi säi Virgänger, och wann et ëmmer nach Onzoulänglecheete gëtt. Mä op déi kann een ëmmer erëm zréckkommen. D'Liewensdauer vu Gesetzer an deene Beräicher hei ass menger Meenung no souwiesou manner laang, wéi dat fréier de Fall war.

Fakt ass, dass bei der Gestaltung vun deem Projet de loi d'Sozialpartner staark involvéiert waren, och kontrovers, mä ëmmerhi ganz staark mat dru geschaff hunn a matgeholl hunn, dass een dat Wierk do kéint zustane bréngen. Wichtig ass och ze ënnersträichen, dass d'Gewerbeinspektioun selwer staark hei mat agebonne war an Hiert dozou bäigedroen huet an deem Mat-sproocherecht, wat hir zousteet. Déi Commission consultative, esou wäit wéi se funktionéiert huet, huet Hiert dozou bäigedroen. De Statsrot, trotz sengen zéng Oppositions formelles, huet a sech awer och eng konstruktiv Attitüd ageholl. Dat alles zesummen, mat deenen dach positiven Diskussiounen an eiser Kommissioun, bréngt dat Resultat, wat virun eis läit a wat engem ka wäitgehend Satisfaktioun ginn.

Et sief mer awer erlaabt, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer kritesch Bemerkungen oder Bémolen unzibréngen:

Éischtens emol stëmme mer mam BIT a mam Conseil d'État doriwirer iwwereneen, wat d'Kritik an d'Bedauern ubelaangt, dass mat dëser Reform den Zäitpunkt verpasst gëtt, de Prinzip vun der Unicitéit ze realiséieren, dat heescht, dee vun enger eenzeger Gewerbeinspektioun, souwuel fir de Privatsecteur wéi fir den öffentleche Secteur, mä och fir d'Indépendanten. Iwwert déi huet eigentlech haut nach kee geschwat, mä déi sinn am loftleere Raum an och déi mussen viru sech selwer oft geschützt ginn. Och do gëtt et grave Accidents a Gesondheetsschied. Och do misst also eppes ënnerholl ginn.

De Privatsecteur, den öffentleche Secteur, d'Indépendanten an enger Gewerbeinspektioun wier méi Effikasitéit engersäits an et wier manner bürokrateschen Opwand op där anerer Säit. Déi Kräfte kéinten also aneschters gebündelt an agesat ginn, fir deene Missioun gerecht ze ginn. Mir hunn also souzesoen e Quantessprung do verpasst, och aus parteipoliteschen Iwwerleeungen an och well et net am Koalitiounsprogramm expressis verbis stoung. Wat jo mä Kolleeg, den honorabelen Alexandre Krieps, ëmmer erëm dozou verleet fir ze soen: Schreift et an Är Wahlprogrammer! Vlächicht maacht Dir datselwecht, Här Krieps, an da gesi mer, wat d'Reaktioun sinn.

Jiddefalls menge mer, dass et wichtig wier, dass een déi Diskussiounen do féiert an dass ee kuckt, wou iwwerhaapt iwwerall déi Unicitéit do noutwendeg wier. Dat géif jo och heeschen, an ech soen et nach eng Kéier, dass een deene Kritiken a Meenungen an Oppositions formelles, déi a ville Kommissiounen oder beim Conseil d'État oder bei de Beruffschambere gefouert gi sinn, géif nokommen.

Eis Verfassung gesäit eigentlech de Prinzip vun der Gläichheet vir, a mir missten eigentlech déi sinn, well et do verankert ass, déi dat selwer och respektéieren. Mä mir wëssen aus der rezenter Vergaangenheit bei Gesetzer, déi éineschters ugesprach gi sinn, dass mer et och do net fäerdeg bruecht hunn an een all Kéiers entweder mengt, et géif een eng Regierungskris provozéieren oder d'Gesetz selwer géif net méi zur Ofstëmmung kommen, géif d'Baach eragoen. Dat kann et jo net sinn!

Et ass an deem Sënn, wou ech mer erlaben eng Motioun ze déposéieren, déi net nëmme vun de Majoritéitsparteiën ënner-



schriwwen ass. Et freet mech, dass och d'ADR an den Aly Jaerling dat matdroen. Mat där Motioun wëlle mer d'Regierung op-fuerderen, endlech de Wee ze begoen, andeem déi néideg Viraarbecht gemaach gétt, eng Opléschung vu bestehende Gesetze oder vu Projets de loi, déi nach um Instanzewe sinnen, wou déi Differenz tëschent Secteur public a Secteur privé ëmmer nach besteet, fir dass een deem Spukdach iergendwann en Enn ka setzen.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg impose un traitement identique des salariés du secteur public, des salariés du secteur privé et des indépendants dans le domaine de la sécurité au travail;*

*- considérant que la loi du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles a instauré un statut spécifique pour les ressortissants du secteur public;*

*- considérant qu'un régime d'inspection du travail unique permettrait une réelle harmonisation du fonctionnement du système de prévention et de surveillance en matière de l'application des normes de santé et de sécurité au travail;*

*- considérant que*

*le Bureau International du Travail (BIT), dans son audit du système d'inspection du travail du Grand-Duché de Luxembourg de 2002,*

*le Comité des Hauts Responsables de l'Inspection du Travail (CHRIT), dans son rapport sur l'évaluation du système d'inspection au Grand-Duché de Luxembourg de 2003,*

*le Conseil d'État, dans ses avis sur le projet de loi portant réforme de l'Inspection du travail et des mines,*

*la Chambre des Employés privés et la Chambre de Travail, dans leurs avis sur le projet de loi portant réforme de l'Inspection du travail et des mines,*

*suggèrent tous la mise en place d'un système d'inspection du travail unique;*

*- considérant que la Commission du Travail et de l'Emploi, dans son rapport sur le projet de loi portant réforme de l'Inspection du travail et des mines, regrette qu'une chance concrète de dépasser une fois pour toutes le clivage entre le secteur public, le secteur privé et les indépendants en matière de protection de la sécurité et la santé au travail ait été ratée;*

*invite le Gouvernement*

*- à entamer les discussions préparatoires en vue de la mise en place d'un système d'inspection de travail unique incluant le secteur public et les indépendants;*

*- à adopter dans l'avenir une approche générale pour tous les domaines qui risquent de différencier entre salariés du secteur privé, salariés du secteur public et indépendants.*

*(s.) John Castegnaro, Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Aly Jaerling, Romain Schneider, Marc Spautz.*

Eng zweet Kritik oder de Bémol ass d'Ofschaffung vun de Kontrolleren. Mäi Frënd Alexandre Krieps, deen honorabelen, huet elo zum Schluss ëmmer nach vun de Kontrollere geschwat. Neen, Här Krieps, mir schafen déi of! Et gétt déi net méi! Mir kënnen se ëmmer nach esou nennen, nostalgisch klängt dat dann ëmmer nach gutt, mä mir schafe se of a si ginn ersat duerch Inspektoren. Dat klängt och vill besser wéi Kontrollen, mä domat geet et awer net duer. Ech kommen dorop nach zrëck.

Den Ausgangspunkt vun der Ofschaffung vun de Kontrolleren ass wéi esou oft d'Fonction-publique-s-Gesetz, d'Gehältergesetz mat alle Komplikatiounen a wou esou Kontrolleren, obwuel se gutt Aarbecht maachen, Friemkierper sinn a bleiwen. Dat soll awer elo verschwannen.

Zweetens, d'BIT-Konventioun...

#### (Interruption)

Ech si jo nach net fäerdeg, Här Glesener, sidd net esou opgereggt! Hutt Gedold!

Dann d'BIT-Konventioun an -Interventioun, déi seet, mir mussen all Leit, déi an der Inspektioun schaffen, op een Niveau setzen, fir dass se alleguer - den Direkter vill méi, déi aner da manner, awer ëmmerhin - nach vill Rechter behalen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen, well d'Problematik vun hire Befugnisser ganz enk zesammenhänkt. Mä ech mengen, et sinn elo 13 Kontrolleren, déi bei der ITM beschäftegt sinn. Ech gi gären zou, do sinn der zwee, dräi, déi mam Gehältergesetz a mat de Regelen net a Konflikt geroden, well se aner Schoulcertificaten hunn; mä anerer hu Schwierigkeeten.

Ech wëll einfach zur Geschicht soen, dass eben déi Kontrolleren do vun den national representative Gewerkschafte virgeschloen gi sinn, well se och d'Capacitéit haten, fir déi Funktioun an de Betriber kënnen auszeüben. Hir Aktivitéit war eng ausgezechent an eng unerkannten Aktivitéit, well se ganz no zu der Realitéit am Betrib waren. Si sinn aus de Betriber komm, si wosste wat an de Betriber géif lafen. Si hu souwuel d'Leit, déi an de Betriber schaffen, kannt souwéi se och d'Chefen oder d'Patroné kannt hunn, a si hunn et fäerdeg bruecht, an hirer Kontroll-funktioun net de béise Kontroller ze spillen, mä an der Regel de Schlichter ze spillen, sech anzusetzen, fir Konflikter, déi entstane sinn tëschent Delegatiounen a Patronen, op eng ganz einfach Aart a Weis oft vum Dësch ze kréien. Si hunn och ganz vill Informatiounsaarbecht gemaach, déi jiddferengem zeguttkomm ass, dem Patron esougutt wéi dem Salarié.

Bon, elo hëlleft et eis och net vill, wéi dat elo virdru scho geschitt ass, Krokodillstréinen ze verléieren, well dat ofgeschafft gétt. Am Endeffekt si mer eis jo allegueren eens, dass mer net emol derlaanscht kommen, fir et ofzeschaffen.

D'Kontrollere mutéieren also elo zu Inspektoren a ginn an Zukunft net méi virgeschloen, mä ginn an Zukunft - an dat ass jo gesot ginn - iwwert den normale Rekrutierungswee a -methode beim Stat agestallt. Hinn feelt dann déi Praxis, wat den Avantage vun deenen anere war, mä vläicht féint een do och Mëttel a Weeër, fir déi nei Leit, déi dann do kommen, méi mat der Realitéit um Terrain bekannt ze maachen, fir dass se méiglechst och déi Qualitéiten do kréien, déi hir Virgänger - d'Kontrolleren, déi jo elo mutéieren zu Inspektoren, déi nach do sinn - souwisou hunn.

Mä d'Gewerkschafte waren asiichteg - meeschtens si se dat souwisou - a si hunn also mat ganz schwéierem Härzen, mä opgrond vun der Argumentatioun deem misse Rechnung droen.

D'Kritik an d'Bedauerer, wat ech wëll äusseren, dat ass dass all Gutts, wat mer iwwert déi Kontrollere soen, näischt drun ännert, dass hiren Iwwergang an den eigentlechen Apparat, vum Kontroller zum Inspekter an zum Fonctionnaire, also hiren neie Statut dee se da solle kréien, hir Aklässierung, méi schwéierfällg ass, wéi de Luef, dee mer vis-à-vis vun hinnen - besonnesch haut, mä och an de leschte Méint - ëmmer ausge-dréckt hunn.

Ech hätt mer perséinlech - an ech hunn och intervenéiert, anerer och, an deem Sënn - gewünscht, dass een hätt misse versichen eng méi grousszügig Léisung an domat och eng Unerkennung fir hir Qualitéiten an d'Bedeutung vun hiren Aarbecht ze fannen, well den Titel an d'Befugnisser vum Inspekter ass eng Saach, d'Gehalt ass eng aner, awer keng onwichtig. Et ass och eng Fro vu Gewiichtung herno an där Verwaltung. Dat fonctionnéiert eben esou.

Mä nach eng Kéier: Déi zimlech starr a stur Gehälterpolitik a Politik vun Aklässiere beim Stat, wat och mat Egoismus e bëssen ze dinn huet, mécht dat doten net méiglech. Dat féiert mech awer dozou, e gewëssene Parallellismus haut hei ze soen, nämlech mir haten elo zweemol eng Protestmanifestatioun, eng Kéier vun den Enseignanten an eng Kéier vun de Sozial- a Gesondheetsberuffer, den Educateuren an den Infirmeren, déi jo och erliwen, wéi schwierig et ass, sech an deem Gehälterwirrwarr do erëmze-fannen a wat fir eng Moyenen oft ugewannt ginn, fir dat, wat richtig wier, awer net misse ze maachen.

Dat gesot, wëll ech dann awer och nach Positives ervirsträchen. Och wa mer d'Unicitéit mat deem Gesetz net realisieren, gétt dach awer dann dee Comité de coordination ënnert dem Virsätz vum Aarbechtsminister realiséiert. Dat gétt eng Bréck mat engem Koordinationungsgremium derbäi, dee Suerg soll droen, dass eng gemeinsam an eng geuerdnet Politik an alle Beräicher gemaach gétt, déi ënnert d'Zoustännegkeet vun der Gewerbeinspektioun oder aneren Inspektiounen, obwuel déi esou net heeschen an der Fonction publique, fällt, an dass mer bal e Système national d'inspection domat realisieren.

Wa mer dann och d'Pluridisziplinaritéit an de Grëff kréien,...

#### (Interruption)

Dat war gutt! Ech hunn lech zwee nogelauschtert an ech hunn et honnertmol opgesot an der Tëschenzäit, Pluridisziplinaritéit...

#### (Interruptions)

Jo, jo, wann ee CGT-President ginn ass, dann huet een och misse kënnen FNCTT-FEL soen,...

#### (Hilarité)

...soss wier een dat och net ginn, an et gétt nach aner esou Beispiller. Et ass also scho vill verlaangt an...

» Mme Anne Brasseur (DP).- Déi Saachen, déi léiert een och nëmmen duerch Wiederhuelungen.

» M. John Castegnaro (LSAP).- Majo, Madame Brasseur, wann et der lauter wéi eis hei géif ginn, da wier PISA och besser ausgefall. Ech weess dat jo!

#### (Hilarité)

» Mme Anne Brasseur (DP).- Très bien!

» M. John Castegnaro (LSAP).- Mä ëmmerhin, Comité de coordination...

#### (Interruption)

Natierlech, ech hunn och vun lech geschwat, Här Haupt!

#### (Interruptions et hilarité)

Koordinatioun, Système national d'inspection, Pluridisziplinaritéit, national Koordinatioun, alles dat ass jo wichtig, onheemlech wichtig, wann een d'Missiounen vun der Gewerbeinspektioun richtig kennt. Et sinn der e puer haut opgezeechent ginn. Mä den Aktionsradius ass jo vill méi grouss. D'Inspektioun spillt beim Kommodo-Inkommodo eng bedeitend an eng aarbechtsintensiv, opwändig Roll.

D'Gewerbeinspektioun spillt och beim sougenannte SEVESO, bei der Direktiv, wat mer ëmgewandelt hu virun x Joren, eng bedeitend Roll. Och wann do méi verstoppt gétt, wéi offegeluecht gétt. An dat ass e Wonsch, deen ech äusseren: Et misst do vill méi eng automatesch Transparenz bestoen. Bei där SEVESO-Problematik, do geet et ëm d'Sécurité publique, do geet et ëm d'Ëmfeld, mä do geet et och ëm déi Persounen, déi an deene Betriber beschäftegt sinn. Dat ass also näischt vu Geheimniskrämerei, mä dat misst offegeluecht ginn, dass ee sech domat kann auserneesetzen.

De Pavillon maritime ass och eng vun deenen Aufgaben, mat där d'ITM sech muss auserneesetzen. Dann ass genannt ginn: d'Heemaarbecht, den Télétravail, mat där Komplexitéit, déi den honorabelen Här Krieps opgezeechent huet. Natierlech ass dat alles net esou einfach. Mä et muss een awer wëssen, dass ganz vill Aarbecht sech aus de Betriber no heem verlagert. Do kommen ech zrëck op dat, wat ech fir d'Indépendanté gesot hunn. Dat géllt och fir déi doten, dass se sech net selwer iwwerlooss sinn a selwer iwwerhuelen an herno zu jonken Invaliden oder Ausgestoussenen aus der Gesellschaft ginn.

Mä fir et ëmmer erëm ze soen: Déi Aktivitéiten - Santé, Sécuritéit, Preventioun, Informatioun, Interventioun - si bedeitend. An da wëll ech just bescheide soen, dass ee jo och net kann elo trennen a soen, dass dat aneschtens wier am Privatsektor wéi am öffentliche Sektor oder wéi beim Indépendant, mä all déi Problemer sinn eigentlech iwwerall genee déiselwecht. Iwwerall muss geschützt ginn, muss kontrolléiert ginn, muss intervenéiert ginn, a virun allem muss d'Kontroll, déi gemaach gétt, och iwwerall déiselwecht sinn. Et kéint jo net sinn, dass am Privatsektor manner oder méi gemaach gétt, wéi am öffentliche Sektor oder ëmgedrënt. Déi Saachen, déi mussen garantiert ginn a garantiert bleiwen, well am Endeffekt gétt et jo keen Ënnerscheid, ob ee Salarié do ass oder Salarié an-zwousch aneschtens.

Da wëll ech just ganz bescheiden un d'Adress vun der DP an hirem Spriecher soen: Et huet keen, wéi mer iwwer Unicitéit geschwat hunn, och nach nëmmen dru geduecht, iwwer e Schläichwee oder eng Hannerdier de Statut unique total anzeféieren! Dat heescht, alles an een eenzege Statut.

#### (Interruption)

Et gétt der, déi awer dorun denken. Ech soen dat och, ech gehéieren och zu deenen, mä ech weess, dass dat e bësse méi komplizéiert ass.

#### (Interruptions diverses)

Mä mir wollten net hei eis d'Fonction publique einverleiben. Dat ass eng Angscht, déi Der hutt. Dir schlooft hënn bestëmmt vill besser, well Der elo héieren hutt, dass ech dat awer, jiddfalls fir meng Partei, gekläert hunn.

Ech begrëissen awer och, dass d'Gewerbeinspektioun ëmmer nach Gewerbeinspektioun, dat heescht ITM, Inspection du Travail et des Mines heescht. Do gouf et jo och e Versuch, fir dat „Mines“ ze strächen. Ech denken do net nëmmen un d'Nostalgie. Ech denken drun, dass mer nach ëmmer Miniëren hunn, och wa se de Moment net aktiv sinn. Mir hunn e Musée national des Mines, mir hunn d'Martelenger Schifergrouwen, Stolzebuerg, mir hunn Tunnelen, déi jo och wéi Minne sinn, déi mussen kontrolléiert

ginn. Also ass déi Bezeechnung weiderhi richtig. Si ass also net falsch...

» M. Robert Mehlen (ADR).- Mir hunn och nach 48 Minnen!

» M. John Castegnaro (LSAP).- Jo, awer op der Pensiounslëscht. Mä ëmmerhin ass et méi wéi Nostalgie. Et ass noutwendeg an et gehéiert einfach dozou.

Ech wëll och nach eppes aneschtens luewenswäert ervirsträchen. Wat bis elo gutt fonctionnéiert huet a mat Sécherheet duerno och nach, dat sinn déi gemeinsam Aktiounen, déi sougenannten Actions coup de poing vun ITM, Police, Douane, Sécurité sociale, wou bewise ginn ass, dass Verwaltung kënnen zesummeschaffen, wann de Wëllen, emol net de politeschen, do ass. Hei war och de Wëlle vun deenen Administratiounen do, fir et kënnen ze realisieren.

Déi Actions coup de poing, déi hu villes bewierkt an déi wäerten och an Zukunft villes bewierken, duerch déi Presenz, déi gemeinsam, déi massiv Presenz an duerch d'Tat-saach, dass och all Kéiers Situatiounen dé-pistéiert ginn, déi falsch sinn, déi net ze toleréiere sinn an déi an der Regel ëmmer op d'Käschte vun de Beschäftegte ginn.

Et geet net duer, dass mer vun Dumping schwätzen. Dat do ass sozialen Dumping. Et gétt awer och wirtschaftlechen Dumping. Duerfir muss Uerdnung bestoen. Ech hu ganz am Ufank gesot, d'Gewerbeinspektioun huet eng bedeitend Roll wat d'Uerdnung um gesamten Aarbechtsmaart ubelaangt, duerch Kontrollen, och duerch Sanktiounen, wann et net aneschtens méiglech ass.

Et ass jo bal net méi ze erdroen, wann een duerch d'Land fiert, wéi vill samschdes an deem Land ewell geschafft gétt a Beräicher, wou ee weess, dass eigentlech samschdes net dierft geschafft ginn; an ech nenne stellvertriedend de Bau. A wa mer gläichzäitg iwwer Problemer an Opträg, déi am Déifbau zrëckginn, schwätzen, da froen ech mech: Firwat muss mer dann d'Aarbechtszäit iwwerschneiden? Do ginn natierlech allerhand Brécke gebaut, mä kréie mer dat alles kontrolléiert. Dat kann net am Sënn vun der Saach sinn. An et bleibt derbäi: D'Missioun vun der Gewerbeinspektioun ass och déi, fir d'Ausbeutung vun deene Leit, déi schaffen, ze verhënnern.

Ech wëll ofschléissend soen: Eng ITM ass ëmsou méi effikass wéi se och op modern Gesetze, déi à la base vun allem sinn, zrëckgräife kann. Ech soen et duerfir, well d'Delegatiounsgesetz vun Enn de 70er Jore reformfällg ass, dass Matbestimmungsgesetze, besonnesch déi vun de Comités mixtes vu '74 mussen reforméiert ginn. Mir hunn do e gewëssene Reformstau. Dee gétt elo erkläert mat dem Statut unique, dee mer deemnächst hei am Haus diskutieren a méi wéi sécher och ofstëmme wäerten.

Mä domat ass et net gedoen! Dozou gehéiert iwwerengs och d'Ëmsetzung vun der Direktiv „information/consultation“, déi sougenannte Vilvoorde-Direktiv, wou elo een neie Projet de loi um Instanzewe ass. Alles dat hëlleft der Gewerbeinspektioun, esou wéi et de Salariéen hëlleft hir Rechter ze kréien, awer och hir Flichten ze kennen, wat eigentlech am Endeffekt jiddferen arrangéiere muss.

A mir hunn eigentlech alleguer eng bedeitend Reform schonn ewechgestach, esou wéi mer villes ewechstiechen, dat ass de Code du Travail, deen ebe jiddferengem, egal op wat fir enger Sait e steet, ganz vill Transparenz bruecht huet an deen et méi einfach mécht fir ze fonctionnéieren.

Et brauch ee villes, fir ee Ganzt kënnen ze hunn. Et brauch ee politesche Courage. Et brauch een awer och d'Matverantwortung vun de Sozialpartner. An dann huet d'ITM eigentlech eng ergänzend a reguléierend Funktioun an net onbedéngt déi, déi hir oft ugekräit gétt, déi vun der Police a vun de Sanktiounen.

D'LSAP stëmmt dëst bedeitend Gesetz a mir hu Vertrauen dran, dass déi Verwaltung, dass déi ITM, déi duerno do steet, esou reforméiert wéi mer dat d'nächst Woch décidéiere wäerten, duerchaus an der Lag ass proaktiv ze sinn, duerchaus an der Lag ass deene Missiounen gerecht ze ginn. Wann net, da mussen mer hir déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi se braucht, fir et maachen ze kënnen.



Et ass vum ROI geschwat ginn, vum Règlement d'Ordre Intérieur. Et sinn och nach Règlements grand-ducaux iwwerfälleg. Mä Wonsch ass deen den Owend, an dat hu mer an der Kommissioun scho gesot, dass d'Kommissioun déi Saache rechtzäiteg virgeluecht kritt, dass se och ka matdiskutieren. Dat gehéiert einfach dozou. An ech ginn och dovun aus, dass dat kee Problem ass.

Ofschléissend dann nach eng Kéier alleguer deene Merci, déi an iergendenger Form hei mat Hand ugeluecht hunn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, ech widerhuelen net alles wat bis elo scho gesot ginn ass, ausser datt ech, wéi all déi aner och, dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht als Rapporteur.

Wat mech erstaunt huet wéi ech de Rapport vum Rapporteur gelies hunn - net erstaunt, mä schmunzelen gedoen huet -, dat war an de Considérations générales dat Wuert Genève. An effektiv ass dat scho bal eng ganz Geschicht fir sech déi Genève vun der Reform vun der ITM, déi ufanks dem 20. Jorhonnert kreéiert ginn ass, an effektiv déi lescht Revisioun - esou wéi een op Sandweiler fiert - vun deem Gesetz war 1974.

Et ass awer schonn 1980 öffentlech driwwer geschwat ginn an och zouginn, datt eng Reform noutwendeg wär. Also 1980, dat si keng 15 Joer, dat sinn iwwer 30 Joer, a wann een dann déi Méaventure iwwerspréngt vun deem Avant-projet de loi 1991, da kommen ech direkt op den Audit vum BIT, deen 2001 an Optrag gi ginn ass an 2002 stattfont huet a wou och do dann eng ganz Rutsch vu Recommandatiounen komm sinn.

Ech denken, datt deen deemolegen a jëtzenge Aarbechtsminister eng ganz Rëtsch vu Recommandatiounen, awer vläicht net genuch, mat op de Wee geholl huet an dunn och de Projet de loi 2003 déposiert huet.

Verschidden Hürden huet hie missen ëmgoen. Hien huet misse subtil Slalom fueren. Et war vill Schreiwes. Et waren alt eng ganz Rëtsch Reese bis op Genève. Et waren Négociatiounen. Et war awer virun allem och, denken ech, den Avis vun Conseil d'État, gespickt mat Oppositions formelles, esou wéi de Rapporteur dat virun hei gesot huet, deen et dozou bruecht huet, datt déi deemoleg oder des Regierung, zumindest deeselwechten Aarbechtsminister, dann och eng ganz Rëtsch vun Amendementer eraginn huet, laanscht déi dunn och kee méi komm ass a wat dann dozou gefouert huet, datt mer praktesch en neie Projet de loi, wéi dat scho gesot ginn ass, presentéiert kritt hunn.

De Projet de loi ass dunn an dëser Legislaturperiode mat den zum Deel neie Membere vun der Kommissioun erëm op de Métier geholl ginn. Déi ganz Rei vun Amendementer ass duerchdiskutiert ginn. Mir kruten och eng ganz Rei vu Kritiken, notament vun de Berufschamberen. Ech hiewen déi vun der Chambre des Employés privés ervir, well déi ganz kritesch waren - déi hu vläicht och am meeschten domadder ze dinn. An et stëmmt och, datt mer ganz lieweg, interessant a souguer och flott Diskussiounen zu deem Projet de loi an der Chamberskommissioun haten.

Ech wëll am Numm vun onser Fraktioun, der grénger Fraktioun, zu véier Punkte just Stellung huelen, fir am Fong geholl net datselwecht ze widerhuelen, wat gesot ginn ass, wou mir ons deem och kënnen ralliieren, mä ech wëll am Fong geholl ervirhiewen, wou mir nach méi spezifesch eppes wëlle soe respektiv wou mir ons net ralliieren kënnen:

Dat sinn d'Missionen an deem alen Artikel 3, d'Organisatioun an deem alen Artikel 8, de famése Comité de coordination an deem alen Artikel 5, an dann natierlech déi berühmte Definitivum vum Salarié an deem alen Artikel 2.

D'Missionen si kloer. Si sinn och ausféierlech beschriwwen. Si sinn och all noutwendeg. Mir begrëssen och déi proaktiv an déi preventiv Descriptioun vun de Missionen an deemem Projet de loi, virun allem an

Domän Sécurité/Santé an och de Motto, wéi de Rapporteur dat och flott beschriwwen huet: Hëllef, duerno kontrolléieren an da schlussendlech, wann et net méi anescht geet, sanktionéieren.

Ech wëll awer zu de Missionen soen, déi hu sech - an et ass schonn hei ugeklonge vu verschiddene vu menge Kolleegen - méi wéi verduebelt! Den Effektiv huet awer stagnéiert. An ech hunn och den Direkter vun der ITM um Radio héiere wéi hien dann déi international Normen, déi de BIT dann ugëtt, beschriwwen huet, an hien huet gemeengt en Inspektor pro 10.000 Concerneiert a mir wäeren hei zu Lëtzebuerg ongeféier bei der Halschent, vläicht souguer ënner der Halschent.

Dat erënnert mech och un eng Diskussioun, déi mer nach virun net ganz laanger Zäit an der Kommissioun haten, mä och an der Öffentlechkeet, iwwert dat wat en aneren Audit gesot huet, nämlech dee vun der OCDE am Kader vun der ADEM a par rapport zu den Zuele vun de Placeuren.

Och mir denken, datt vläicht net zum Beschten diskutéiert a verhandelt ginn ass mam Personal, mat de verschiddenen A.s.b.l.en, an datt awer zähneknirschend verschidde Leit nach an der ITM sëtzen. Dat ass natierlech net glécklech. Hätt een net vläicht awer kënnen, sollen oder souguer missen zousätzlech Verhandlungsweeër, Diskussionsweeër aschloen, fir ee beschtmeiglecht Aarbechtsklima ze garantéieren an der ITM, grad déi ITM, déi och dofir missen soll, datt all déi aner och dat beschtmeiglecht Aarbechtsklima sollen hunn? Dat ass eng Fro, déi ech stellen. Mir hunn net genuch Abléck, fir deem kënnen objektiv nozegoen, mä et ass awer e batteren Nögeschmaach.

Wat d'Organisatioun vun der Reform vun der ITM ubelaangt, do haten DÉI GRÉNG vun Ufank u gesot, datt mer dee Projet de loi hei net kéinte matdroen a senger initialer Form - dat heescht, net déi alleréisch, mä déi duerno -, wann d'Reform u sech net am Projet de loi iergendwéi awer beschriwwen wär, dat heescht, wat reforméiert gëtt a wéi et reforméiert gëtt, net bis an dee leschten Detail, mä iergendwéi misst drastoen. Dat heescht, d'Weichestellung missten am Projet de loi drastoen, an da selbstverständlech misst komplettéiert gi mat engem Règlement grand-ducal.

Ech denken, deem ass - och op Drock vläicht vun eis - Rechnung gedroe ginn. Et hu sech eng ganz Rutsch vu Kommissiounsmembere d'Fuerderung ralliéiert. Ech denken, datt deen alen Artikel, deen d'Organisatioun beschreift, och elo esou agencéiert ass, datt e Règlement grand-ducal an e Règlement d'ordre interne sech eigentlech kéinten dorop praffen.

Ech wëll dat Wuert, wat jiddferen elo probéiert huet hei ze soen, net nach eng Kéier widerhuelen, mä d'Koordinatioun an och d'Vernetzung téschent deene verschiddenen Agencen ass eng ganz wichteg Saach, wéi och vum BIT e puermol ënnerstrach ginn ass.

Déi Saache sinn dran enthalen, a mir ginn eigentlech aus vum gesunde Mënscheverstand vun deene Leit, déi d'Règlements grand-ducaux schreien, a virun allem vun deene Leit, déi zoustänneg sinn herno fir de Règlement d'ordre interne auszeschaffen, an datt mer doduerch dann och eng effikass an effizient ITM kréien.

Zum Comité de coordination. Also, wann ech zynesch wär, géif ech soen, Hâr President, dat ass eng gutt Trouvaille, mä elo Spaass bei Sait a seriö: Mir denken och, datt et e wichteg Instrument ass. Et ass awer keen Ersatz zu enger nach méi wichtiger a fundamentaler Ännerung, déi hätt misse geschéien, zu där Reform, déi hätt misse geschéien. Ech kommen nach dorop zrëck.

Duerfir och meng geméischte Gefiller zu deem Comité, dee mer awer tout compte fait, esou wéi en do ass, begrëssen an deem mer och eng glécklech Hand wënschen. Mir wënschen deem Comité de coordination, datt et effektiv eng „success story“ gëtt, déi dann och beweist, datt esou Saachen, op déi ech zrëckkommen, och méiglech sinn.

Wat ass esou fantastesch an innovativ un deemem Comité? Majo, en extrem couragéisen Amendement gouvernemental huet d'Zesummesetzung vun deem Comité geännert an huet niewent der ITM, der Division Santé au Travail, der Douane, den Assurancen, dann och de Service national de la sécurité dans la fonction publique dra vertrat. Déi ass elo dra vertrauten, déi omnis Fonctioun publique, an dat alles ënner der eenzeger Tutelle vun deem dann och ganz couragéierten Aarbechtsminister, deen dat da presidéiert.

Dat ass eng Première am Ofbau vun de Beréierungsängschten téschent dem Secteur privé an der Fonction publique, u sech eng

gutt Saach, an dach awer e bëssen en traurege Succès an där ganzer Reform.

Dës Manöver, wann ech et e bësse salopp esou kann ausdrécken, huet et erlaabt, datt de BIT schlussendlech net do euphoesch zougesot huet zu där Combine, mä „dajee alt“ gesot huet, an dat domadder och konnt gläichstelle mat där Recommandatioun, déi e ginn hat, nämlech eng Unicitéit an der Reform ze garantéieren.

Dat war och ganz a guer net, wat de BIT awer a sengem Audit recommandéiert hat - initialement! Et war och ganz a guer net, wat de Conseil d'État gesot huet a senger sämtlechen Avisen.

An ech muss och eng Kritik vum Rapport un de Rapporteur maachen, dee schreift: «Le Conseil d'État n'a émis aucune critique à ce propos dans son deuxième avis complémentaire du 23 octobre 2007.» Mä et misst ee méi prezis a méi richteg «aucune critique supplémentaire» soen, well ech denken, datt de Conseil d'État nach ëmmer bei senger Meenung ass, net nëmme, mä och zu deemem Projet de loi, datt déi Reform eigentlech hätt missen d'Unicitéit beinhalten.

An et ass och ganz a guer net, wat notament - an zu Recht, denke mir - d'Chambre des Employés privés gefuerdert huet.

D'Definitivum vum Salarié, d'Fonction publique, d'Indépendanté ginn net d'selwecht considéiert, wéi esou oft, an och - et ass scho gesot ginn - de Pavillon maritime bleift eng Grozon an där ganzer Reform vun der ITM.

Et ass och ganz a guer net esou, wéi praktesch all Member vun der Aarbechtkommissioun sech dat virgestallt hat. Do waren hefteg Diskussiounen a während den Diskussiounen ware mer eis och praktesch - och wa jiddferen seng Erklärung ginn huet, firwat dat schlussendlech net méiglech wär -, awer eens, an ech kann dat jo hei vill méi fräi soen, datt eigentlech misst an där Reform vun der ITM d'Unicitéit dra sinn an datt et wierkelech eng verpasste Chance ass no esou enger laanger Gestatioun vu 15 Joer, datt et awer net fäerdeg bruecht ginn ass, fir alles ënner een Hutt respektiv an ee Gesetz ze kréien.

Elo kann ee soen, et stoung net am Koalitionsaccord; elo kann een och soen, et gëtt en Accord salarial an esou, mä d'Regierung an notament och den Aarbechtsminister hunn eis net méi spéit wéi virun e puer Méint nach hir extrem gutt Verhandlungskompetenze bewisen, andeem eppes, wat net an engem Koalitionsaccord war a wat huet misse ganz schwéier négociéiert ginn, nämlech de Statut unique, duerchkomm ass. Deen hu mer awer hei elo an engem Projet de loi, wat jo flott ass, wat mir och als extrem couragéisen an och flott verhandelt fannen, fir elo dat emol ganz einfach ze beschreien, also hätt dat heite misse wierkelech méiglech sinn. Virun allem, well - an dat ass gutt beschriwwen gi vun engem vu menge Virriedner, ech weess net méi wien - d'Sécherheet an d'Santé op der Aarbecht jo fir jiddferen déiselwecht sinn, a well een eigentlech...

(**Interruption**)

Jo, da war et mäi Kolleeg Castegnaro, an dat stëmmt och.

(**Interruption et hilarité**)

D'Sécherheet an d'Santé op der Aarbechtsplaz si fir jiddferen d'selwecht, an et kann net sinn, datt, well deen een an deem enge Statut ass an deen aneren an deem aneren - heiansdo schaffe se vläicht och nach an darselwechter Missioun oder hunn eng ähnlech Aarbecht -, dat net beienee kënn.

Ech muss och soen, datt déi Motioun awer dach enttäuschend fir eis ass. Mir hätten eis dann och an deem Sënn eppes méi Peppeges virgestallt. Et muss ee soen, datt schlussendlech den Elefant vun enger klenger Maus accouchéiert huet. Dat fanne mir net flott an duerfir enthalte mir eis bei dëser Motioun - awer net, well mer géint déi gutt Usätz wieren, wa se dann och wäerte geschéien, mä fir eis beschreift déi Motioun éischer «Les chiens aboient, la caravane passe.»

Iergendwa muss d'Politik sech...

(**Brouhaha général**)

» **Une voix.** - Dir wäert jo net behaupten, den Aarbechtsminister wär eng Karawan!

(**Interruptions et hilarité**)

» **Une autre voix.** - Et gëtt jo och aner Déieren, déi Karawanen...

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Madame Loschetter, loosst lech net duerjernebréngen duerch...

» **Une voix.** -...duerch Är eege Kolleegen.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Also, iergendwa muss d'Politik sech mat deem extra...

» **M. le Président.** -...duerch Aussoen iwwert d'Zoologie.

(**Hilarité**)

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo.

Also, iergendwa muss d'Politik - ech kommen erëm zu de seriö Saachen - sech mat dem Extrastatus vun der Fonction publique ausenanersetzen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Et kascht natierlech politesche Courage. Ech brauch lech heibannen net ze erkläre firwat, mä et geet och em d'politesch Eierlechkeet an em d'politesch Konsequenz, wéi déi eenzel Parteien, Fraktioun oder Regierung sech virstellen, dëst Land an Zukunft ze organisieren, well hei geet et net nëmme iergendwann em d'Cohésion sociale, mä - deux poids, deux mesures - scho bal em Apartheid-Verhältnissen.

Et ass carrément ongerecht e Land an eiser atypescher Situatioun vum Aarbechtsmaart an Awunner-Pendler-Bild weider esou ze organisieren. Net einfach ass et natierlech iwwer Acquisé mat der Fonction publique ze diskutieren, mä, wéi ech et scho gesot hunn, eng Reform, déi 15 Joer dauert, wou et eigentlech keng Moins-value fir d'Fonction publique gëtt, ausser där vläicht, datt se d'selwecht behandelt gi wéi all normale Stierflechen aus deem Land an aus der Groussregioun, hätt kënnen méi bréngen.

Dës Reform wär och e gutt Beispill gewiescht, fir en Ufank ze maache vun enger kohärenter a gerechter Politik virun allem a Saachen Aarbechts- a Beschäftigungspolitik, fir esou eppes ze initiieren an eng Richtlinn unzeginn. Mir Gréng wëlle kee benodeelegen, mä mir wäerte konsequent antriede fir eng Gläichbehandlung vun alle Leit am Generellen an alle schaffende Leit zu Lëtzebuerg am Prezisen.

Et ass och schonn hei gesot ginn, mir sinn ëmmer erëm domadder konfrontéiert, virun allem an der Aarbechtkommissioun, well mer do vill mat Direktive vu Bréssel konfrontéiert sinn. Mir sinn och mat en etlech Audité vun internationalen Institutiounen beschäftigt, an do stousse mer ëmmer erëm op déi speziell Organisatioun zu Lëtzebuerg, nämlech datt mer ëmmer mussen en Ennerscheid maachen téschent deenen engen an deenen aneren.

Et stëmmt, datt vläicht net nëmme d'Majoritéitspartei deen politesche Wëllen a politesche Courage net hunn an datt dat och e Problem ass, mä mir sinn awer net méi bereet, dës ongesond Situatioun fir ons Gesellschaft matzedroen. Dat ass dann och de Grond, Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, firwat mir ons zu deemem Projet enthalen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Hâr Gibéryen. Hâr Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Hâr President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Sait aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Marcel Glesener. Ech mengen, fir de Kolleeg Glesener, dee laang Gewerkschaftspräsident war, ass dat heite schonn e flotte Moment gewiescht, fir kënnen Rapporteur zu engem Gesetz ze sinn, wou hie wahrscheinlech als Gewerkschaftler scho bal Jorzéngte mat dru gekämpft huet, fir datt mer déi Reform hei solle kréien.

Duerfir war et och e bëssen normal, datt haut hei méi Gewerkschaftler erausgeschéckt gi sinn. Souguer d'Demokratesch Partei hat hire Gewerkschaftler haut erausgeschéckt...

(**Hilarité et interruptions diverses**)

...fir zu deemem Gesetz ze schwätzen, well et einfach e Gesetz ass, wat laang iwwerfälleg ass. E Gesetz, mengen ech, wou mer haut endlech dozou komme fir d'ITM einfach der Zäit unzepassen.

Ech wëll elo net méi alles dat répétéieren, wat de Mëtteg d'Kolleegen hei gesot hunn. Ech mengen, d'Aarbechtswelt, déi huet sech an där Zäit, wou d'ITM besteet, komplett geännert. D'Gesellschaft huet sech geännert, d'Konditiounen hu sech geännert. D'Zuel vun de Salariéen an d'Zuel vun de Betriber hu sech dramatesch no uewe geännert. D'Ëmweltkonditiounen, d'Beelaaschtungen, et ass alles méi komplizéiert ginn. Virun allem, wat mer net d'äerle vergiessen, och d'gesetzlech Basissen, souwuel déi national wéi déi europäesch, sinn haut vill méi komplizéiert ginn, wéi dat virun enger Rei vu Joren de Fall war. Duerfir ass et och net méi wéi richteg, datt mer d'ITM dem Zäitgeescht upassen.



Ech wëll nëmmen op zwee Punkten agoen. Dat eent ass de Punkt vun der Motioun, déi hei deponéiert ginn ass, fir eben dohinner ze wierken, datt mer am Prinzip hei am Land nëmmen eng Gewerbeinspektioun brauchen.

Mir hunn elo eng Zwëschesléisung hei, ech géif éischer soen, vläicht eng Iwwergangsléisung als Resultat kritt, wou mer eng national Koordinatiounsinstanz kréien, wat mer allerdéngs och bedauern. Mä mir wëssen awer, wéi d'politesch Spillregelen hei am Land sinn, datt ee verschidde Saache muss an e puer Schrëtt maachen, déi nawell genauesou gutt an engem Schratt gemaach gi wieren.

Et ass schwéier ze verstoen, datt mer hei elo am Fong mussen dat getrennt loossen, obschonn, wéi scho verschidde Virriedner et gesot hunn, d'Sécherheet oder d'Aarbechtskonditiounen fir deen een a fir deen anere mussen déiselwecht a genauesou wichteg sinn.

Et ass och schwéier ze erklären, datt fir déi Leit, déi an deenen enge Gebaier schaffen, a fir déi, déi an anere Gebaier schaffen, muss verschidde Leit kontrolléiere goen. Et ass schwéier ze erklären, well mer jo elo duerch dëst Gesetz och aus deene Kontrolleren Inspektoren maachen, sou datt dat am Fong eng staatlech Verwaltung ass, datt déi Inspektoren Fonctionnaire sinn an trotzdeem mer mengen, déi wieren awer net gutt genuch, et missten aner Fonctionnaire sinn, fir eben d'Fonction publique ze kontrolléieren an, géif ech och soen, fir déi Leit, déi op deenen zwou Säite schaffen, zu hire Rechter kommen ze loossen.

Mir bedauern, datt wéi gesot de BIT, de Conseil d'État sech och an déi Richtung agesat hunn. Wann ech heibannen d'Diskussioun héieren, ass och eng Majoritéit heibannen, géif ech soen, déi et gär gehat hätt. Da muss mer natierlech mea culpa maachen, datt mer zesummen net dee politesche Courage fäerdeg bruecht hunn, fir dat dann och duerchzesetzen, wat eng grouss Majoritéit vun eis heibannen awer géif wëllen.

Duerfir géif ech mengen, solle mer dat heiten dann eben als eng Etapp ugesinn an hoffen, datt déi Motioun, déi mer d'nächst Woch hei unhuelen, bewierkt, datt mer dann awer an Zukunft zu deem engen a wichtege Resultat kommen. An ech mengen, och wa mer esou vill vun administrativer Vereinfachung schwätzen, dann ass dat heite sécherlech eent vun deene schlechte Beispiler, wa mer doriwwer diskutéieren, datt mer dat elo hei nach zweegleiseg wäerten an Zukunft virufieren.

Een zweet Wuert, wat ech verléiere wëll, dat ass iwwert d'Kontrolleren, wat elo Inspektoren ginn. Bis elo sinn déi Kontrollere vun den national representative Gewerkschafte proposéiert ginn. Déi Leit hunn an der Vergaangenheet bis haut ëmmer eng gutt Aarbecht gemaach. Dat soll een unerkennen.

Mir wëssen awer och, datt mer haut eben och op Proposition vum BIT, mä ech géif awer och mengen objektiverweis richteg leien, wa mer soen, datt déi Leit, déi jo awer och vill Pouvoiren hunn an elo nach méi kréien, sollte vereedegt Beamte sinn, Fonctionnaire sinn, déi eng gewëssen Neutralitéit, eng gewëssen Objektivitéit hunn, déi ech deenen aneren net wëll falsch maachen, mä wou een awer ka méi eng Garantie ginn.

Well et muss een awer wëssen, datt virdrun een ëmmer wosst, wann e Kontrollerer komm ass, datt et awer ëmmer eng Persoun war, déi vun de Gewerkschafte proposéiert war, an dat och duerfir, dat kann ee verstoen, vun der Säit vun de Betriber déi Leit net déi Objektivitéit d'office unerkannt kritt hunn, well gesot ginn ass, si kommen awer aus de Gewerkschaftskresser, also sti se méi op där doter Säit. Ech mengen, wann een dat Gesetz an all d'Gesetzer, deenen d'ITM ënnerläit, kuckt, da muss een och kënnen no deenen zwou Säiten d'Garantie ginn, datt do eng Onafhängegkeet, eng Neutralitéit vun deene Leit besteet.

Et ass virdrun och hei gesot gi vum Kollege Spautz, datt een awer misst kucken, datt déi Leit Betriberfahrung hätten. Dat ass richteg. Ech mengen, déi Leit, déi soss als Kontrollerer genannt gi sinn, hate sécherlech méi Betriberfahrung, wéi déi Leit, déi mer elo vläicht iwwer en neie Wee, den übleche Wee beim Stat rekrutéieren a fonctionnarisieren.

Mä ech muss awer soen, datt vläicht haut niewent der Betriberfahrung et awer och wichteg ass, datt déi Leit, déi elo Inspektoren ginn, déi néideg Formatioun hunn, well d'Gesetzer sinn haut esou komplizéiert ginn. Mir wëssen, datt se haut an de Betriber och Leit vis-à-vis stoen hunn, déi eng héich Formatioun hunn, déi Universitäre sinn, déi Affekote sinn, an dann ass et och wichteg, datt d'Gewerbeinspektioun deene

Leit ka vis-à-vis stellen, déi op enger Aenhéicht kënnen mat deenen diskutéieren. Ech mengen, dat ass och am Intérêt vun deenen zwou Säiten, datt mer Leit hunn, déi och vun der Formatioun hier op enger Aenhéicht mat deene schwätze kënnen.

Ech mengen wat déi Experienz, wou mir elo gesot hunn, déi aus de Betriber komm ass, ubelaangt, do mussen d'Gewerkschafte sech eben esou orientéieren, datt hir Leit, déi an de Betriber Delegéierte sinn, déi Sécherheetsdelegéierte sinn, déi Erfahrung oder déi Suergen oder Problemer, déi se an de Betriber kennen, un déi Inspektoren weiderginn. Mä ech fannen et scho richtig, datt mer haut higinn an déi Leit net nëmme fonctionnarisieren, mä datt mer se och an deene verschiddenen Niveaueen op eng Aenhéicht setze mat deene Responsabelen aus de Betriber.

An ech fannen et och richteg, datt mer deene Leit, déi elo do sinn, eng Bréck bauen. Ech géif och hei en Appel maachen - ech weess, datt dat schwéier ass -, fir datt ee bei deene Leit soll wierklech versichen, dat, wat se vläicht net u schoulescher Erfahrung - loosse mer esou soen - hunn, awer opgrond vun hirer praktescher Erfahrung zum Deel ze kompenséieren, fir datt mer herno awer wierklech och nëmmen eng Kategorie vu Leit an der Gewerbeinspektioun schaffen hunn.

Ech weess, datt dat - ech hunn et virdrun gesot - net esou einfach hei an deem Land ass, fir esou Prozeduren duerchlafen ze loossen, mä ech mengen et wier awer am Interessi vun der Gewerbeinspektioun, wann déi Leit, déi elo schon esou laang do sinn, net herno am Fong hanner anere Leit stinn, déi elo erakommen, mä datt een do scho géif kucken, datt d'Betriebsklima an der Gewerbeinspektioun - dat wier am Interessi, mengen ech, vu jiddferengem - och gutt geregelt wier.

Dat waren am Fong déi zwou Bemierkungen, Här President, Kollegeinnen a Kollegen, déi ech nach wollt nodréiglech vun eiser Säit aus hei an d'Debatt mat erabréngen. Ech mengen, et huet kee Wäert, datt ech d'ganz Geschicht, d'Aufgabe vun der ITM an alles dat, wat de Mëtteg elo schon e puermol hei gesot ginn ass, nach géif widerhuelen; dat géif eis just Zäit huelen, awer näischt Neies der Debatt bäibréngen.

Mir vun eiser Säit sinn op jidde Fall frou, datt dee Projet de loi hei elo endlech kann zur Ofstëmmung kommen. Mir wäerten en och stëmmen. Mir soen alleguerten deene Merci, an der Kommissioun, an der Gewerbeinspektioun an och dem Aarbechtsminister, deen hei been einfachen Dossier hat, fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Très bien!

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Jaerling.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Och besonnesch dem Här Rapporteur e grouss Merci fir säi Rapport, mä och fir déi Aarbecht an dee Feeling, deen hien hat an der Kommissioun opgrond vun all deene Recommandatiounen an Indikatiounen a Fuerderungen, déi op eis duerkomm sinn, awer mat der Kommissioun zesummen eppes auszeschaffen, wat awer Kapp a Fouss huet, och wann et net an all sengen Detailler jiddferengem entsprécht wéi en et gär hätt, besonnesch mengen ech dat mat der Fonction publique.

Et ass awer esou, dass an deem Gesetz versicht ginn ass trotzdeem eng Kontrollfunktoun iwwert de Minister do ze kréien, esou dass et, wéi et scho gesot ginn ass, een Zwëscheschewe ass, deen een eben elo muss goen an dann deen nächste muss kucke wéi et weidergeet.

Och Félicitatiounen un déi Leit vun der ITM, well déi jo awer och hu missen e groussen Deel Versteesdemech matbréngen an och e bësse Wasser an hire Wäin hu misse schëdden, wat hir Fuerderungen ubelaangt, mä awer trotzdeem do e gudden Deel dozou bäigedroen huet, dass dat Gesetz awer dat gétt, wat mer an Zukunft brauchen.

Vu menger Säit aus muss ech natierlech soen, d'ITM kann och nëmmen opgrond vun deene Gesetzer agéieren, déi mir hei stëmmen. Wa mir natierlech hei Gesetzer stëmmen, déi géint d'Interesse vun Salariat sinn, wéi zum Beispill dat Horesca-Gesetz oder dat Gesetz iwwert de Reclassement, ech mengen, do kann d'ITM och kee retten. Do ka se och nëmmen am Kader vun deem Gesetz agéieren.

Dofir sollte mir vläicht, fir der ITM hir Aarbecht méi einfach ze maachen, dann awer och hei emol Gesetzer stëmmen, déi heiansdo am Interesse vun de Salarié sinn. Dat géif eis och emol gutt zu Gesiicht stoen.

Wat mer awer haut hei gefält, dat ass, dass zum Beispill hei dräi ehemoleg Gewerkschaftsprésidente vun deenen dräi gréisste Gewerkschaften hei am Land awer hei hir Zoustëmmung ginn hunn. Da muss dat Gesetz jo awer scho bal e gutt Gesetz sinn, well soss hätten déi hir Zoustëmmung jo natierlech net ginn. Also do kann ee schon erëm hei weidert Vertrauen hunn an dëst Gesetz, wann esou eminent Salariatsvertrieber hei dann och fir hir...

(Interruptions diverses)

Also, et weess een ni, wou een déi Leit ka brauchen, Här Fayot!

(Hilarité)

Et soll een awer heiansdo emol e puer Blumme schécken, och wann een d'Vas nach kann nogeheien, mä et ass alt...

(Hilarité)

Här President, ech sinn zwar e bëssen erstaunt, dass meng Kollegee vun der grénger Fraktioun sech elo hei bei deem Gesetz enthalen, ebe just opgrond vun deem, dass d'Fonction publique net hei mat abegraff ginn ass. Gutt, dat ass hiert gutt Recht. Ech ka se och verstoen, well mer dat jo alleguer wollten.

Mä wat ech dann awer net verstinn, dat ass, datt elo awer hei versicht ginn ass opgrond vun enger Motioun eben d'Regierung op de Wee ze bréngen, dass dat an Zukunft net méi esou soll sinn, an dass da mengen Informatiounen no awer déi gréng Kollegee déi Motioun net stëmmen wëllen. Dat verstinn ech net an ech mengen do ass nach e bëssen Erklärungsbedarf. Mä do sinn ech awer iwwerzeugt, dat kënnen se jo gutt an do kënnen mer eis drop verloossen, dass se och do eng Erklärung fannen.

(Interruption)

Ech sinn zwar net vun deene chrëschtliche Feierdeeg ageholt, mä e bësse Chrëschtgaststëmmung ass awer heiansdo gutt.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Aarbechtsminister François Biltgen, wann ech gilift.

» M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Merci, Här President. Dat hei ass ee gutt Beispill, dat heite Gesetz, fir dat wat ech schon d'lescht Woch gesot hunn zu ville Gesetzer, déi mer am Aarbechtsrecht maachen, ier d'Gesetz hei an der Chamber ass, dass schrecklech vill driwwer diskutéiert gétt an d'Zeitunge voll sinn, grouss Ausenanerzung wéi schlëmm dat alles wär op där enger Säit an op där anerer Säit gétt do geruddert, a wa mer bis fäerdeg sinn, dann hu mer leider muss ech jo soe keng Unanimitéit, mä e largé Konsensus, wouriwwer ech frou sinn, an da schwätze mer an engem ganz klengen Krees hei iwwer fundamental Reformen, déi awer laang Zäit gebraucht hu fir ze kommen.

Ech wëll och dofir alle Riedner Merci soen, fir d'éischt selbstverständlech och dem Marcel Giesener, deen et fäerdeg bruecht huet am schrëftlechen a mündlechen Bericht esou vill zesummenzepaken, dass mer d'Debatten och hei méi kuerz hate wéi een dat hätt kënnen mengen. An dat huet och mat sech bruecht, dass all déi Riedner, déi virdrun geschwat hunn, deenen ech all och wëll Merci soen, sech op wesentlech zousätzlech Froe beschränke konnten.

Ech wëll e Rappel maachen iwwert d'Geschicht vun deem Projet wéi en hei virläit, well effektiv wéi ech als jonken Aarbechtsminister ugetruede sinn, '99, ech en Avant-projet am Schreifdësch fonnt hunn - et ass net esou wéi wa virdrun net geschafft gi wär -, deen Avant-projet mir awer keng Satisfaktioun ginn huet, well ech der Meinung war, dass mer net méi kënnen elo just eng Reform maache vun eppes wat fréier war, mä dass mer eis mussen auserneesetzen, wat am 21. Jorhonnert op dem Secteur vun der Wirtschaft geschitt, an dass mer net méi eppes maache kënnen, wat dem industriellen Zäitalter ugepasst ass, mä dem postindustriellen Zäitalter.

(Interruption)

A mir haten dann - an duerfir weess ech genee wéi et ugefaangen huet, dat war am August 2001, et war nodeem ech gewuer gi sinn, dass ech Kriibs hat - Diskussiounen, de Minister an d'Gewerbeinspektioun, an et sinn eng ganz Partie Froen opbliwwen, wou mer net eens gi sinn a wat fir eng Richtung mer sollte goen. A well ech net wosst wéi laang ech déi Zäit géif ausfallen an net wollt dee Projet och erëm eng Kéier esou laang am Tirang leie loossen, hu mer d'Décisioun geholl fir de BIT ze froen, hie soll eis op déi fundamental Froen Äntwerte ginn, well de BIT och, ebe just wat d'Gewerbeinspektioun ass, deen ass, dee se an d'Liewe geruff huet mat der Konventioun N°81.

Doropshin ass eng Tripartitesmissioun op Lëtzebuerg komm an déi Tripartitesmissioun huet eis dann dee Rapport ginn. Dat ass eng gutt Saach fir eis gewiescht an och eng gutt Saach fir de BIT, well de BIT baut zënther hier op deenen Aarbechten op an hie war och ganz frou, dass Lëtzebuerg gefrot huet, hëlleft eis, an dass esou net nëmme Länner, déi keng Gewerbeinspektioun hunn, de BIT ëm Hëllef gefrot hunn. A mëttlerweil sti mir och do, wéi ech wierklech soen, an gudd Buch beim BIT, well mer si gefrot hunn, well mer se largement suivéiert hunn a well eist Beispill och erëm kann en exportabelt Beispill ginn an anere Länner.

D'Method wéi mer dat ëmgesat hu war eng duebel. Mir hu mat de Sozialpartner vill zesummegegess, mir haten do e Grupp, an et gouf innerhalb vun der Gewerbeinspektioun och en Aarbechtsgrupp, wou d'Leit all dra vertruete waren.

Dat op wat ech elo nach wëll kuerz agoen, dat sinn dräi Punkten:

Dat Éischt ass deen: A wat fir engem Ëmfeld fonctionnéiert an Zukunft d'ITM?

Dat Zweet: Wéi gétt se organiséiert?

An dat Drëtt: Wat sinn déi nei Pouvoiren, déi se kritt?

1) A wat fir engem Ëmfeld fonctionnéiert se?

Dat ass emol fir d'éischt d'Sozialpartnerschaft. Dat ass dee Projet, dee mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, dee Comité permanent. Do soll gekuckt ginn, dass d'Gewerbeinspektioun net nëmmen als Verwaltung fonctionnéiert an dem Minister ënnerstellt ass, mä mat de Sozialpartner versiche soll eppes ze bewegen. Dat ass also e wesentlech Element, wat mer d'lescht Woch scho gestëmmt hunn.

Dat Zweet ass dee berühmte Comité de coordination, an et ass richteg, dass de BIT, de CHRIT, de Statsrot an nach vill anere ëmmer erëm gesot hunn: Eigentlech soll een dat an engem Système d'inspection maachen. Iwwregens fanne mer dat och an Europa erëm an der Direktiv Sécurité/Santé, déi mécht net den Ënnerschied vun deenen engen oder vun deenen aneren, déi seet: Jiddferree fält drënner. Esou dass ëmmer erëm verlaangt gouf vun där Säit, et soll een een eenzege System maachen.

Elo maache mer awer keen eenzege System aus enger Partie vun Ursachen. Eng Ursach ass déi, déi den Alexandre Krieps hei genannt huet, dat ass dat wat "d'old DP" Pacta sunt servanda genannt hätt, nämlech dass ofgemaach gouf mat der Fonction-publique-s-Gewerkschaft, dass si wuel déiselwecht Kritäre kréien, ëmmer déiselwecht Gesetzer mussen applicabel sinn, awer si ginn net vun der Gewerbeinspektioun kontrolléiert, mä vun enger eegener Verwaltung.

Ech soen dat, well ech et jo e bësselen erstaunlech fannen, wou ee mëttlerweil an der DP "old" an "new DP" matenee fënnt, well wat d'ADEM ubelaangt huet "d'new DP" sech duerchgesat, well och do gétt et de Prinzip Pacta sunt servanda.

Wat witzeg ass, Här Krieps, Dir hutt et selwer gesot, vu wéini déi Accordé sinn, déi waren an enger Zäit, wou d'DP an der Opposition war. Wat d'Netschafte vun Établissements publics ubelaangt, dat war en Accord, dee just den DP-Fonction-publique-s-Minister ofgemaach hat mat der CGFP. Do seet awer d'DP - wat ech ganz gutt fannen, muss ech soen -, majo gitt op en Établissement public, obwuel et just d'DP-Fonction-publique-s-Minister a -Statssekretär waren, déi dee Pakt do ofgemaach haten. Gutt!

(Hilarité)

Ech ginn lech awer nach ee weidert Argument dobäi, wuerfir ech soen: Komm mir kucken elo wat mer maachen. Ech hunn ee Prinzip, deen ech mer ëmmer zu Härz huelen: A chaque jour suffit sa peine. Wann ech kucke wéi laang ech selwer als Aarbechtsminister dru geschafft hu fir dat heite Gesetz ze kréien a wann ech weess wéi vill dat elo scho fir d'ITM bedeit vun Ëmstellung, da soen ech, komm mir maachen elo dat heiten an da kucke mer weider.

Et ass och an deem Sënn, Här Castegnaro, dass ech déi Motioun absolut kann akzeptéieren, well mir sollen och kucken: Wat bréngt deen neie Comité? Well deen neie Comité ass net esou „anodin“ wéi dat ausgesäit. Well et ass ganz kloer, an et ass hei ugeklongen, dass mer Leit hunn a Betriber, déi am Gruef zesummeschaffen, an deen



een huet deen ee Statut an deen aneren huet deen anere Statut, an do muss een da kucken, wie geet dohinner.

Wat mer nämlech muss verhënneren, dat ass, dass keen dohinner geet. An dat ass déi Gefor, déi effektiv am aktuelle System läit, an dofir, deen neie Comité de coordination, dee préfiguréiert emol eng Zesammenaarbecht, déi da vläicht effektiv an enger spéiderer Phas - ech géif soen, dat wär och e Wonsch - a méi engem organiséierte System ass. Mir hunn emol fir d'éischt dat hei geschaf, wat - dat muss ech och soen - och eng grouss Erausforderung ass fir den Aarbechtsminister, well deen dat Ganzt elo presidéiere muss. En hält sech jo kënne méi einfach Jobbe virstellen, mä ech mengen, datt et eng gutt Saach ass, datt mer op dee Wee ginn.

D'Madame Loschetter huet de Problem ugesprach vum Pavillon maritime. Jo, deen ass net mat dran, well do och eng politesch Décisioun ass, datt de Pavillon maritime säi ganz eegene System huet. Do muss ech soen, déi Schëffer leeë seelen zu Mäertert un, esou datt ech awer scho verstinn, datt mer do en eegene System hunn...

#### (Interruption)

...an en internationale Kontrollsystem opgebaut gëtt, deen op d'Mierer erausgeet.

Wéi gesot, wann ech schonn heiansdo Reprochen héieren, d'Gewerbeinspektioun wär net oft genuch um Terrain, fir ze kucken, wou Steeën iwwert de Weekend net stinn, da sinn ech frou, wa se ka goen, an op där anerer Säit awer muss ech och soen, si kann net alles maachen, soss bräicht se wierklech nach esou vill Leit méi, obwuel se der vill bäikritt huet, an da soen ech och, ech hunn elo léiwer, d'Gewerbeinspektioun geet elo emol hei zu Lëtzebuerg op den Terrain, ier datt se op d'Weltmieder kucke geet - och wann dat vläicht flott wär fir déi jeeweileg Inspekteren.

2) Zweete Punkt, d'Organisatioun vun der Gewerbeinspektioun. Dräi Punkten dozou: Proaktivitéit, Pluridisziplinaritéit an d'Roll vun den Inspekteren.

Proaktivitéit: Och do spillt dee Comité permanent du travail et de l'emploi eng Roll, dee mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, dee just soll zum Beispill ofmaachen, datt am Joer 2008 kéinte mer ufänken - hei elo ee Secteur ass, dee mer eis 2008 virhuelen. Elo maache mer eis e Programm vu Culture de sécurité et santé an de Betriber. Mir informéiere mat de Sozialpartner d'Betriber, an da gi mer kucken, an da ginn nëmmen am Endeffekt déi Betriber sanktionéiert, déi net wëllen op deem Wee matgoen.

Dat ass also e wichtegt proaktiiv Element, an et kommen der zwee dobäi: Mir consacréieren hei am Text eppes, wat d'Gewerbeinspektioun scho mécht, nämlech d'Médiatioun, fir mat de Leit ze schwätzen an ze soen: Kënnst Der net am Gudden eens ginn?

D'lescht Woch hu mer jo d'Conciliation individuelle gestëmmt. Och do hu mer also ganz vill Proaktives an net nëmme Reaktivites.

Dat Zweet ass d'Pluridisziplinaritéit. Ech ginn do op dat an, wat vu bal alle Riedner hei gesot gouf iwwert de Règlement grand-ducal. Den Här Spautz sot, elo muss e kommen.

Här Spautz, do hu mer just dat gemaach,

wat mer eigentlech mat anere Kapen zum Deel schonn ofgemaach haten, nämlech datt mer d'Sozialpartner hei mat abannen, well just d'Sozialpartner hunn - an do waren d'Gewerkschaften an d'Patronatsvertrieder oft enger Meenung - Problemer heiansdo domadder gehat, wéi dann d'Gewerbeinspektioun funktionéiert. Effektiv besteet déi Fro, dass ech muss kënne uruffen an déiselwecht Äntwert kréien, ob ech am Norden oder am Süden uruffen, well soss sinn déi regional Agencé méi schiedlech wéi nätzlech. Mir sinn awer all der Meenung, datt d'ITM scho soll dezentral schaffen, mä da mussen d'Äntwerten zentral organiséiert ginn; da muss et eng Linn ginn an der ITM an dat muss da vun uewen erof kommen. Duerfir ass et wichteg, datt dee Règlement grand-ducal kënnt.

Mir waarden do op d'Sozialpartner - déi scho geschaff hunn - an da bréng mer effektiv dee Règlement grand-ducal an, wéi ech et versprach hunn, da komme mer vir drun an d'Chamberskommissioun mam Projet eran. Dee muss jo och nach mat der Gewerbeinspektioun ofgeschwat ginn. Wann dee bis steet, dann ass et vill méi einfach fir d'Direktioun, hiren ROI ze maachen. Dat ass awer wierklech d'Aufgab vun der Direktioun, deen ze maachen, deen organiséiert, wéi si schafft,...

#### (Interruption)

...net méi, awer och net manner.

Wat wichteg ass am neie Fonctionnement, dat ass, datt d'Leit um Terrain vill méi Pouvoiré kréien. Do ass een Artikel ganz wichteg, dat ass de 614-1, dee seet, datt d'Leit um Terrain ganz vill Pouvoiren hunn, mä ëmmer sous l'autorité d'un membre de la direction oder dem Inspecteur du travail dirigé.

Wat heescht dat? Majo dat heescht, datt an der Gewerbeinspektioun - an dat gëtt déi gréisste Revolutioun an der Gewerbeinspektioun - engersäits d'Leit vill Pouvoiren hunn, mä dat muss mat uewen ofgeschwat sinn. Dat heescht och, datt déi Leit vun uewe sech net kënne verstoppen iergendwéi, mä datt se mussen disponibel sinn. Et geet duer, datt een op engem Terrain ass a seet: Elo ruffen ech emol deen Zoustännegen un, an da léisst dee mech gewäerden oder och net.

Dat gëtt vill méi en interaktiiv a pluridisziplinäert Verhalen an der Gewerbeinspektioun, wat eben elo net dra war, well deen Eenzege, dee Pouvoiren hat, den Direkter war. An dee war jo, wéi de BIT dat gesot huet, seelen um Terrain. Elo sinn d'Leit um Terrain, si hu Pouvoiren, mä et gëtt esou organiséiert, datt dat awer an e Ganzt passt. Duerfir ass dee 614-1 de Kärpunkt vum System.

Da sinn d'Inspekteren, déi d'Kontrolleren ersetzen, och eppes Neies. Bis elo sinn nëmmen d'Kontrolleren op den Terrain gaangen. An Zukunft kréie mer vill méi Inspekteren, an do mussen och d'Leit méi op den Terrain goen - vun uewe bis ënnen. Och dat ass also eppes, wat ganz nei ass.

De Marc Spautz huet gefrot: Wat ass mat de Kontrollere vun der ADEM? À chaque jour suffit sa peine. Mir maache jo eng Reform vun der ADEM, an do wäerte mer dee Punkt dann och ugoen.

De Statut vun de Kontrolleren huet de John Castegnaro opgeworf. Dat ass e Punkt, dee mer versicht hunn, esou gutt wéi méiglech ze léisen, an esou ze léisen, wéi de BIT eis et virgeschriwwen huet, nämlech ze soen, de System gëtt ofgeschaf, well de System hat net d'Apparence vun der Indépendance; well Dir wësst jo, wéi et funktionéiert huet: D'Gewerkschaften hunn dem Aar-

## Sommaire des séances publiques

Communications	pages 163-164
Ordre du jour	page 164
Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleeeër	page 164
5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)	
- Discussion générale	pages 164-183
- Vote et dispense du second vote constitutionnel	page 184
- Motion	page 184
Ordre du jour	page 183
Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat	pages 184-186
5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements	page 187
Dépôt d'une motion par M. Claude Adam	page 187
Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat	pages 188-189
Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique	pages 189-190
Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006)	pages 190-199
5239 - Projet de loi	
a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines	
b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail	
c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail	pages 199-206

bechtsminister zwee Nimm virgeluecht, da konnt den Aarbechtsminister deen erauswielen, an en huet ëmmer deen éischte geholl. Heiansdo huet et ëm ënnert de Fangere gebrannt, fir deen zweeten ze huelen.

#### (Interruption)

Dat hätt de Gewerkschaften normalerweis net gefall...

#### (Interruption)

...an dann hunn d'Gewerkschafte misse bestätegen - wat se ëmmer gemaach hunn - an dann ass dee komm.

Wat een natierlech och muss wëssen: Déi Kontrolleren, dat ware jo Leit, déi um Terrain geschaff hunn, déi haten oft keng Schoule gemaach. Dat huet herno geännert, mä dat ware Leit, déi opgrond vun hirer gewerkschaftlecher Aktivitéit och ganz vill gesunde Mëncheverstand matbruecht hunn. Déi wäeren, wa se beim Stat agestallt ginn, an de Graden 2, 3, 4 oder esou weider agestallt ginn. Si sinn awer hei automatesch an den 8bis komm, mä als Employé, wou se keng Pouvoiren haten.

Wat mer elo gemaach hunn, dat ass ze soen, déi Leit dierfen awer och näischt verléieren, déi géifen dat also consolidéiert kréien. Dat ass eben e bëssen de Problem - do huet den Här Castegnaro Recht - vun der aktueller Schwéierfällgkeet, fir oppe Carrière ze maachen, mä déi Leit kréien elo Pouvoiren, si gi fonctionariséiert a verléieren awer näischt par rapport zu deem, wat se virdrun haten.

Ech muss soen, datt dat jo länger Diskussiounen waren, well mir hate jo eng Commission jointe och mat der Commission de la Fonction publique, wou gesot ginn ass: Woufir maacht Der hei eng aner Fonctionarisatioun wéi soss beim Stat? A wann Der d'Chambre des Fonctionnaires publics gellies hutt, dann hunn déi dat och gesot.

Awer hei hu mer gesot, majo hei geet et net dorém, en Employé ze fonctionariséieren, hei gëtt eng Carrière duerch eng nei Carrière ersat, an dann ass et awer richtig, datt déi Leit elo wierklech deenen anere gläichgestallt ginn.

De Marc Spautz huet gefrot nom Recrutement. En huet do gesot, mir sollen och an Zukunft der Experienz Rechnung droen. Dat steet am Artikel 5. Am Artikel 5 steet, datt mer kënne - dat ass eng Kann-Bestëmmung - Leit rekrutéieren nom Avis vun Comité permanent du travail et de l'emploi a Kritikären opsetzen, an datt do kann der Experienz Rechnung gedroe ginn.

De Gast Gibéryen huet gefrot: Mussen déi Leit net och méi mat Spezifitéite rekrutéiert ginn? Och dat steet am Gesetz. Dat ass den Artikel 3, Paragraph 2, datt mer

kënne e Règlement grand-ducal maachen, wou mer net nëmmen déi üblech Froe stellen, déi ee muss hu fir bei de Stat ze kommen, mä wierklech och méi kucken, wat d'ITM brauch, wa se Leit wëllen astellen. Also, do hu mer Méiglechkeete fir deenen zwee Souciën, déi do komm sinn, Rechnung ze droen.

3) Dann drëtten a leschte Punkt: d'Pouvoiren. Ech hunn dat eent scho gesot: An Zukunft kënne d'Leit um Terrain selwer intervenéieren, wat se bis elo net konnten. A wat ganz wichteg ass, sinn déi Sanctions administratives. Déi net geholl ginn, wann ee géint d'Gesetz verstéisst, well do gëlle jo d'Peines pénales, an da geet den Dossier op de Parquet, mä hei ass et esou: Wann den Inspekter seet zum Beispill, deng Stee hei ass kromm - wat ëmmer erëm virkënt, mir fannen ëmmer kromm Steeën - an elo gëtt däi Schantjen zougemaach an du hues esou vill Zäit, en Dag oder zwee, an da kommen ech nach eng Kéier kucken a wann dann d'Stee nach ëmmer kromm ass, dann huet den Direkter d'Méiglechkeet eng Amende administrative ze verhänken, wou den Direkter muss eng gewësse Latitude hunn.

Dir hutt gesot: Jo, wéi geet dat dann elo? Do kënnst herno Gutdünken eraus! Hei ass et jo och esou, datt et Recours gëtt. Wann elo géif den Direkter vun der Gewerbeinspektioun hei à la tête du client verfuere, da géif d'Gericht séier do agräifen, an duerfir ass effektiv eng Aufgab, déi d'Direktioun sech muss ginn, déi, sech selwer eng gewësse Richtlinn ze maachen, well, wa se eng Kéier engem weinst enger krommer Stee esou eng Amende gëtt, jo da ka se net deem aneren dat Zéngfacht oder nëmmen d'Halbschent dovunner ginn. Dat heescht, do muss sech innerhalb vun der Gewerbeinspektioun eng gewësse Latitude astellen an och ee gewëssent Regelwierk muss sech gi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot sinn ech ganz frou, datt Der esou massiv fir dat Gesetz stëmmt, och wann et net haut de Fall ass, mä dann d'nächst Woch, wou ech leider am Ausland wäert sinn, mä d'Haaptsaach ass, d'Gesetz gëtt gestëmmt.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix - Très bien!

» M. le Président - Merci, Här Minister. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Schluss vun eisen Debatten ukomm. Déi nächst Sitzung si programméiert fir den 18., 19. an 20. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.04 heures)

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1926	M. Marc Spautz	Mise en place du processus de Bologne
1938	M. Roger Negri	Crise sur le marché hypothécaire américain
1975	M. Gilles Roth	Garantie de rémunération des agents de la fonction publique atteints d'une incapacité de travail partielle pour exercer leur dernier poste de travail
1998	M. Laurent Mosar	Distribution de publications dans les lieux publics
2028	M. Claude Meisch	Appel de candidatures sous forme de projet Partenariat Public Privé concernant le campus scolaire de Mersch
2043	M. Lucien Clement	Site de Luxexpo
2046	M. Félix Braz	Procédure de versement effectif des dotations européennes - Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI)
2051	M. Claude Adam	Mise à disposition de matériel pédagogique, informatique ou sportif par de grandes marques
2058	M. Marcel Oberweis	Nombre d'inscriptions pour la rentrée académique 2007/2008 dans la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication
2062	M. Roger Negri	Difficultés d'accès au plateau de Kirchberg
2063	M. Roger Negri	Paiement de la rémunération équitable pour prêt public
2066	M. Xavier Bettel	Service d'autobus nocturne de type «Night Rider»
2068 cf. 2069	M. Félix Braz	Retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn)
2069 cf. 2068	M. Félix Braz	Retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn)
2072	M. Jean-Pierre Koepf	Décharge du Sidac
2073	M. Jean-Pierre Koepf	Réalisation d'une étude sur le tourisme au Luxembourg et les agences touristiques luxembourgeoises à l'étranger
2074	M. Jean-Pierre Koepf	Stationnement des camions de livraison
2075	M. Carlo Wagner	Pont frontalier de Remich
2077	M. Marcel Oberweis	Rapport du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables
2080	M. Laurent Mosar	Lancement de la télévision numérique (IPTV) par les P&T
2082	M. Claude Adam	Embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn»
2083	M. Henri Kox	Contrôle de conformité aux normes CE des produits importés
2085	M. Aly Jaerling	Carte Jumbo
2087	M. Xavier Bettel	Train d'atterrissage des avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier
2088	Mme Claudia Dall'Agnol	Antennes mobiles du service d'aide médicale urgente (SAMU)
2089	M. Jean Huss	Retrait d'un médicament du marché par le producteur Bayer
2092	M. Alexandre Krieps	Introduction du dépistage moléculaire par technique VHP-ADN
2094	M. Alexandre Krieps	Communiqué de presse du 6 novembre 2007 relatif à la présentation de l'agence de promotion «Luxembourg for Business»
2095	M. Marcel Oberweis et M. Laurent Mosar	Installations de biogaz
2098	M. Laurent Mosar	Impact sur la place financière des fonds d'investissement spécialisés
2100	M. Félix Braz	Demandeurs d'asile venant du Nigeria
2101	M. Laurent Mosar	Procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce
2103	M. Aly Jaerling	Reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)
2104	M. François Bausch	Code de déontologie pour les agents de l'État et émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration
2107	M. Xavier Bettel	Attribution de l'autorité parentale (article 380 alinéa 1 <sup>er</sup> du Code civil)
2126	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Vaccin contre les infections à HPV (anti-Papillomavirus Humain)

### Question 1926 (14.08.2007) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la mise en place du processus de Bologne:

Le processus de Bologne vise à mettre en place un espace européen de l'enseignement supérieur à l'horizon de l'année 2010 à travers trois objectifs principaux: l'introduction d'un diplôme de premier

cycle et de second cycle dans tous les pays, l'introduction d'un système de transferts de crédits (ECTS) et enfin l'élimination des obstacles à la mobilité des étudiants et des professeurs.

Concernant le premier objectif, à savoir la mise en place d'un système universitaire fondé sur deux cycles, il y a lieu de noter que le premier cycle est destiné à permettre l'accès au marché de l'emploi, alors que le deuxième cycle moins général permet aux étudiants d'approfondir les connais-

sances acquises lors de l'accomplissement du premier cycle ou bien d'acquérir une formation interdisciplinaire.

Le Luxembourg a résolument adhéré aux principes du processus de Bologne en les inscrivant dans la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. D'ailleurs depuis la rentrée 2005, l'enseignement de l'Université du Luxembourg est organisée selon les principes du bachelors et du master et en juin/juillet 2008, les premiers «bache-

lors» luxembourgeois seront remis aux étudiants.

Or, ces mêmes étudiants et leurs familles commencent à se poser des questions concernant la reconnaissance de leur diplôme et leur valeur sur un marché du travail qui n'a pas encore intégré les modifications profondes intervenues au niveau de l'enseignement supérieur et qui, à terme, aura des répercussions sur l'organigramme des carrières. Il suffit de lire les annonces de vacances de postes dans les journaux pour se rendre compte. La plupart des annonces continuent à exiger une formation Bac+4. Certaines exigent que les candidats à un poste donné soient titulaires d'un diplôme d'études universitaires sans spécification aucune. Or, tant le bachelors que le master sanctionnent des études universitaires. S'il est vrai que les premiers «bachelors» luxembourgeois ne sont remis que l'année prochaine, de sorte qu'une référence aux titres et diplômes antérieurs au bachelors et master dans les annonces est encore justifiée, il n'en demeure pas moins que le système BMD (bachelors, master, doctorat) a été mis en place il y a quelques années déjà, voire que certains pays et notamment certaines universités n'ont pas attendu le processus de Bologne pour proposer à leurs étudiants un enseignement basé sur deux cycles et sur un système de crédits. Ainsi par exemple en Allemagne, les «Fachhochschulen» et les universités et entités assimilées (Kunsthochschulen) proposent un tel enseignement depuis 1998!

Le fait que les différents pays engagés dans le processus de Bologne ont parfois des interprétations divergentes en ce qui concerne la valeur des différentes formations n'est pas pour rassurer les étudiants. Ainsi par exemple est-il admis en Belgique que le bachelors académique remplace les anciennes candidatures qui dans le système français équivalaient au DEUG. Or, en France, le premier cycle est censé remplacer l'ancienne licence. Quant au master français qui se décline en deux finalités, à savoir une finalité de recherche dont le débouché normal est la préparation d'un doctorat et une finalité professionnelle qui prépare à la vie professionnelle, il n'est pas rare de lire que ces deux masters auraient vocation à remplacer les anciens DEA et DES. Or, ces diplômes étaient obtenus à la suite de la maîtrise et non de la licence. Partant, le master devrait équivaloir plutôt à l'ancienne maîtrise qu'à l'ancienne licence. D'ailleurs, les français admettent que le nouveau système vise à revaloriser la licence au détriment du DEUG et de la maîtrise.

La confusion est d'autant plus grande que l'accès à certaines professions est strictement réglementé et que les textes y relatifs continuent à se référer à un système universitaire et à des titres totalement dépassés. Il en est ainsi par exemple de la profession d'avocat qui est régie par la loi 10 août 1991. Aux termes de cette loi, l'avocat doit être titulaire d'un diplôme délivré par une faculté de droit au terme d'études universitaires d'au moins quatre ans. Actuellement, faute d'un cadre légal qui reflète les modifications survenues au niveau de l'enseignement supérieur, les aspirants avocats doivent être détenteurs d'un master pour pouvoir être admis à la formation complémentaire en droit luxembourgeois allongeant de ce fait les études d'une année, ce qui n'est pas sans conséquences tant au niveau des frais engagés par les étudiants et leurs familles qu'au niveau des bourses à accorder sans parler d'une entrée de plus en plus tardive sur le marché de l'emploi.

À noter dans ce contexte que des discussions sont en cours pour trouver une solution à la situation

actuelle, solution qui pourrait prendre par exemple la forme de la mise en place d'un master ou d'une formation professionnelle de deux à quatre semestres à la suite d'un bachelors académique en droit et qui intégrerait l'actuelle formation complémentaire en droit luxembourgeois.

À moins d'un an de la remise des premiers bachelors par l'Université de Luxembourg, il n'est pas non plus clair quelle sera la place dévolue aux détenteurs de bachelors et de masters académiques dans l'organigramme actuel de la fonction publique.

Au vu des développements qui précèdent, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait utile de clarifier le plus rapidement possible la situation en précisant davantage la valeur des différents diplômes et des débouchés auxquels ils peuvent mener voire en menant avec les portes paroles des différentes professions réglementées des discussions pour voir comment il est possible de concilier le nouvel système d'enseignement universitaire avec les exigences des professions concernées?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y aurait également lieu, une fois la situation clarifiée au niveau des définitions et débouchés, de lancer une campagne d'information à destination des chefs d'entreprises, directeurs de sociétés ou responsables des ressources humaines afin de les habituer le plus rapidement possible aux changements intervenus au niveau de l'organisation des études universitaires et leur permettre ainsi de mettre en place un organigramme des carrières qui tienne compte de la nouvelle donne en matière de formation universitaire?

- Comment le Gouvernement entend-il intégrer les nouveaux diplômes dans la fonction publique?

**Réponse commune** (12.12.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire N°1926 du 14 août 2007, l'honorable Député, Monsieur Marc Spautz, désire savoir du Gouvernement s'il n'entend pas clarifier rapidement la nouvelle situation des diplômes générée par le processus de Bologne et préciser davantage la valeur des différents diplômes et débouchés auxquels ils peuvent mener, s'il n'estime pas devoir lancer une campagne d'information à ce sujet aux chefs d'entreprises, directeurs de sociétés ou responsables des ressources humaines, et finalement comment il entend intégrer les nouveaux diplômes dans la fonction publique luxembourgeoise.

Pour ce qui est de la question relative à la valeur des diplômes, il convient de noter que la restructuration de l'enseignement supérieur européen en trois niveaux sanctionnés chacun par un grade a été conçue de manière à offrir un accès au marché du travail aux détenteurs de chacun des trois grades. Ces trois grades font l'objet d'une inscription au registre des titres de l'enseignement supérieur et sont donc formellement reconnus par les autorités luxembourgeoises. Les débouchés pour les détenteurs de ces grades sont fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail.



Pour ce qui est des professions réglementées, et pour autant qu'elles tombent sous l'homologation, il y a lieu de noter que seront appliqués les critères retenus pour l'accès à la carrière supérieure de la fonction publique. Par ailleurs, la directive 2005/36 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit des reconnaissances automatiques.

Concernant l'information aux employeurs, il y a lieu de noter que lors de la Foire de l'Étudiant 2007, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a organisé des Assises sur le Processus de Bologne et l'emploi et que les Actes de ces Assises serviront de base de discussion lors des entretiens que Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entend mener avec les employeurs, dans le courant du premier trimestre de 2008.

En ce qui concerne l'accès à la fonction publique, le Gouvernement en Conseil a décidé dans sa séance du 26 octobre 2007 d'organiser pour le moment l'accès à la carrière supérieure auprès de l'État par rapport à des diplômés de master sanctionnant une formation spécifique. En d'autres termes, la politique de recrutement actuelle de l'État-patron devra se faire sur la base de profils professionnels bien déterminés et des masters correspondants. Ceci vaut pour l'ensemble de la fonction publique, donc tant pour l'administration que pour l'enseignement.

Par ailleurs, le Gouvernement a jugé utile également, avant de prendre des décisions définitives à ce sujet, de mener une réflexion avec les milieux concernés sur la place à réserver aux titulaires d'un bachelors au sein de la fonction publique, et ce tant au niveau des carrières qui leur seront ouvertes qu'à celui de la rémunération à laquelle ils pourront prétendre à l'avenir.

Parallèlement, et conformément à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004, la commission déjà en place et qui est appelée à présenter ses conclusions concernant une éventuelle révision de la structure des traitements, est appelée à finaliser ses travaux.

À titre d'information, il peut être ajouté que, dans le contexte des travaux d'adaptation des textes de loi et de règlements d'exécution à entamer prochainement afin de les mettre en conformité avec les exigences du processus de Bologne, il sera aménagée une période de transition pour permettre à tous les étudiants engagés dans des études universitaires avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation de pouvoir terminer leur cycle d'études respectif sur la base des anciennes dispositions valables à l'heure actuelle.

#### Question 1938 (21.8.2007) de M. Roger Negri (LSAP) concernant la crise sur le marché hypothécaire américain:

Depuis quelques semaines, la crise sur le marché hypothécaire américain déconcerte les investisseurs dans le monde entier et commence à ébranler sérieusement les marchés financiers internationaux. La situation s'est aggravée à tel point que la Banque centrale américaine s'est vue obligée de réduire son taux de refinancement d'un demi point de pourcent ce vendredi.

- Au vu de cette évolution plutôt inquiétante, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget dans quelle mesure la place financière du Luxembourg est touchée par cette crise? Plus précisément, j'aimerais connaître le nombre d'OPC fermés en raison de la crise, ainsi que le

montant des avoirs d'investisseurs privés et institutionnels ainsi bloqués? Monsieur le Ministre dispose-t-il de données renseignant sur le degré d'implication des banques de la place dans la titrisation et le négoce de prêts hypothécaires de la catégorie dite «subprime»? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que dans la foulée de la crise américaine, il faut craindre un ralentissement voire un infléchissement de l'activité sur notre place financière? Par ailleurs, j'aimerais savoir s'il faut s'attendre à des moins-values de recettes budgétaires au cours du deuxième semestre 2007, notamment au niveau de la taxe d'abonnement prélevée sur les avoirs des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg? Quelles en seront les conséquences pour l'établissement du budget de l'État pour l'exercice 2008?

- De même, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre du Logement si selon son appréciation, la crise sur le marché hypothécaire américain risque de déborder sur le marché immobilier européen, dans la mesure où les taux d'intérêt ou les conditions d'octroi de prêts hypothécaires évolueront en défaveur des (futurs) débiteurs? Vu les prix extrêmement élevés de l'immobilier résidentiel au Luxembourg et la situation de fort endettement de nombreux ménages privés qui en résulte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre ne craint pas l'éruption d'une crise similaire au Luxembourg, avec toutes les conséquences financières et sociales que cela pourrait engendrer?

**Réponse (18.12.2007) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

Appréciation générale

Sur base de la situation connue à l'heure actuelle, il est permis d'affirmer que l'impact de la crise du marché du «subprime» sur la place financière luxembourgeoise reste limité tout en ayant augmenté les incertitudes. Ce constat n'est pas propre à notre place financière. Il est partagé au sein des comités internationaux des autorités de surveillance (Comité de Bâle, CEBS ou CESR). Une évaluation sérieuse de l'impact de cette crise sur l'Europe et sur le Luxembourg ne peut toutefois être faite avant de connaître au moins les résultats des établissements financiers de l'année financière 2007. Voilà pourquoi, au niveau de l'UE aussi bien qu'au niveau international dans le contexte du «Forum pour la stabilité financière» des conclusions pour la marche à suivre ont été commandées pour le printemps 2008.

Impact sur le budget de l'État

La crise aura certaines répercussions négatives sur les résultats des banques et des OPC, et donc sur les recettes de l'État.

Impact sur le marché immobilier européen

Étant donné que le marché immobilier européen en général, et luxembourgeois en particulier, présente des caractéristiques fort différentes du marché américain, sur lequel les conditions pour l'octroi d'un crédit hypothécaire sont beaucoup moins strictes, il n'y a pas lieu de craindre un débordement de la crise américaine sur le marché immobilier européen.

**Question 1975 (13.9.2007) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la garantie de rémunération des agents de la fonction publique atteints d'une incapacité de travail partielle pour exercer leur dernier poste de travail:**

Les salariés ne tombant pas sous le statut du fonctionnaire public et qui par suite de maladie prolongée

ou d'infirmité présentent une incapacité pour exercer leur dernier poste de travail, bénéficient soit d'un reclassement interne, soit d'un reclassement externe en application de la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle. L'État par le biais du Fonds pour l'Emploi prend en charge l'indemnité compensatoire représentant la différence entre l'ancienne rémunération et la nouvelle rémunération.

Selon mes informations une solution pareille n'existerait actuellement pas pour les agents de la fonction publique qui peuvent bénéficier dans certaines conditions d'un congé thérapeutique mais dont la durée, prolongation comprise, serait limitée à douze mois. Au-delà de ce délai il n'existerait que l'option d'une mise à la retraite pour cause d'invalidité sinon un congé à temps partiel avec évidemment une diminution correspondante de la rémunération.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cet état des choses?

2. Dans l'affirmative, est-ce que des modifications de la législation applicable aux agents publics sont envisagées afin de remédier à cette situation?

**Réponse (20.12.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

Dans sa question parlementaire N°1975 du 13 septembre 2007, l'honorable Député Monsieur Gilles Roth désire savoir du Gouvernement si les fonctionnaires et employés tombant sous le régime de pension des fonctionnaires de l'État bénéficient, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure et présentant une incapacité pour exercer leur dernier poste de travail, des mêmes avantages en termes de reclassement que les employés de l'État non admis au régime de pension des fonctionnaires ou encore les salariés du secteur privé régis par le Code du Travail (livre V titre V relatif à l'emploi de travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail).

En réponse à votre question, je voudrais d'abord présenter les procédures de reclassement, de congés de maladie partiels, et de réintégration existant à l'heure actuelle dans la fonction publique et applicables exclusivement aux agents tombant sous le régime de pension des fonctionnaires de l'État.

L'article 51 de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ainsi que l'article 72 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois prévoient le principe du reclassement. Ils disposent que lorsque la Commission des pensions a constaté qu'un fonctionnaire est, par suite de blessures, d'accidents ou d'infirmités, hors d'état de continuer son service, mais qu'elle l'a déclaré propre à occuper un autre emploi dans l'administration, l'intéressé est considéré comme étant en congé provisoire pour une durée qui ne peut pas dépasser trois mois.

Dans l'intervalle, le Ministre ayant dans ses attributions l'administration dont relève le fonctionnaire prend l'initiative en vue d'une nouvelle affectation de l'intéressé. Si à l'expiration du congé l'intéressé n'a pas été chargé d'un autre emploi, le Gouvernement en Conseil décide, endéans un nouveau délai d'un mois, de la nouvelle affectation

de l'intéressé au vu de ses aptitudes et qualifications. La nouvelle affectation peut consister en un changement d'emploi au sein de son administration d'origine ou en un détachement.

Il est cependant à préciser que ce mécanisme ne prévoit pas la réduction de tâche assortie d'une compensation financière. Néanmoins, l'article 6 paragraphe 2 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État garantit au fonctionnaire ayant fait l'objet d'un changement d'emploi ou d'un détachement le bénéfice de son traitement antérieur.

Ensuite, il y a lieu de relever que les articles 2 section IV de la loi modifiée du 26 mai 1954 et 67 section IV de la loi modifiée du 3 août 1998 disposent que lorsqu'au cours d'une période de douze mois un fonctionnaire a été absent pour cause de maladie pendant six mois consécutifs ou non, le Ministre du ressort est tenu de saisir le médecin de contrôle pour examiner le fonctionnaire. Si le médecin estime que le fonctionnaire est atteint d'infirmités graves et permanentes et que par conséquent les absences partielles de service pour cause de maladie sont justifiées, une prolongation ultérieure de la décharge partielle est possible. Ces «congés de maladie partiels» ainsi accordés ne peuvent cependant pas dépasser la période de six mois à compter depuis la première intervention dudit médecin. À l'expiration de ces congés de maladie, le fonctionnaire est tenu de reprendre son service normal. Si à la fin du dernier de ces congés ainsi accordés le médecin estime que le fonctionnaire n'est toujours pas rétabli, il transmettra le dossier à la Commission des pensions en vue de l'application de la procédure de mise à la retraite.

Une dernière procédure prévue par les articles 18 de la loi modifiée du 26 mai 1954 et 74 de la loi modifiée du 3 août 1998 donne la possibilité au fonctionnaire d'être réintégré dans l'administration dans les dix années qui suivent la mise à la retraite pour inaptitude professionnelle si les causes de l'admission à la retraite ont cessé d'exister. Plus précisément, ceci veut dire qu'au cours des dix premières années qui suivent l'allocation de la pension, le Ministre de la Fonction publique peut demander à la Commission des pensions le réexamen du cas d'un fonctionnaire mis à la retraite pour inaptitude physique, au cas où il estime que les causes de l'admission à la pension ont cessé d'exister. La même faculté appartient au fonctionnaire; sa demande doit cependant être appuyée d'un certificat médical circonstancié.

Lorsque la commission décide que les causes de l'admission à la pension ont cessé d'exister, l'intéressé est réintégré dans l'administration. L'article 6 paragraphe 2 de la loi modifiée du 22 juin 1963 précitée règle, encore une fois, la question du traitement de réintégration dans le sens d'une garantie du traitement antérieur.

En réponse à votre deuxième question, je voudrais vous informer que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est en train d'évaluer, au vu des cas spécifiques qui se sont présentés au cours des dernières années, le système prédéfini pour voir s'il répond aux besoins effectifs.

**Question 1998 (21.9.2007) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la distribution de publications dans les lieux publics:**

Suivant des informations parues dans la presse, une nouvelle publication gratuite «L'essentiel» sera

lancée à partir du 10 octobre prochain dans notre pays. Cette publication serait distribuée dans les gares, arrêts de bus, bus, administrations et entreprises. Cette forme de distribution dans les lieux publics inédite jusqu'à ce jour dans notre pays offre des perspectives de distribution intéressantes pour tous les médias.

Il me semble dès lors évident que toutes les publications gratuites et payantes devraient pouvoir profiter des facilités de distributions équivalentes dans les lieux publics.

Il se pose par ailleurs la question de savoir si les médias audiovisuels pourront demander à des conditions équivalentes un tel accès.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement envisage effectivement d'ouvrir l'accès des gares, bus, arrêts de bus et administrations à la distribution de publications gratuites et payantes?

- Quels sont les conditions et critères selon lesquels ces publications pourront être distribuées dans des lieux publics?

- Est-ce que le Gouvernement envisage d'ouvrir dans des conditions équivalentes l'accès dans les lieux publics à tous les médias audiovisuels?

- À partir de quelle date le système de distribution décrit ci-dessus entrera en vigueur dans les lieux publics?

**Réponse commune (12.12.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, de M. Lucien Lux, Ministre des Transports et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Dans sa question parlementaire N°1998 du 21 septembre 2007, l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar désire savoir du Gouvernement si et dans quelles conditions il désire ouvrir l'accès des gares, bus, arrêts de bus et administrations à la distribution de publications gratuites et payantes, le cas échéant aussi à tous les médias audiovisuels.

En réponse, il est d'abord renvoyé à des conventions conclues par le Ministre des Transports avec une société privée sur la mise à disposition de surfaces dans le matériel roulant utilisé par les exploitants privés et publics sur le réseau RGTR en vue de la distribution gratuite de journaux. Des conventions similaires ont été conclues avec les CFL, la Ville de Luxembourg et le TICE. Aux termes de cette convention, l'éditeur sera en particulier tenu d'installer à ses frais les distributeurs de journaux et devra assurer la fourniture des distributeurs.

Je tiens à ajouter que, d'une manière générale, le Gouvernement a, dans sa séance en date du 26 octobre 2007, tenu à souligner expressément sa volonté de soutenir la distribution des journaux dans les transports publics. Il s'est cependant déclaré défavorable à l'égard de l'idée d'installer des boîtes de distribution à l'intérieur des administrations et des établissements d'enseignement.

**Question 2028 (2.10.2007) de M. Claude Meisch (DP) concernant l'appel de candidatures sous forme de projet Partenariat Public Privé concernant le campus scolaire de Mersch:**



En date du 1<sup>er</sup> septembre 2007, le Ministère des Travaux publics a lancé dans la presse quotidienne un appel de candidatures concernant la conception, le financement, la construction, l'entretien et l'exploitation du campus scolaire de Mersch sous forme de projet Partenariat Public Privé.

Or, force est de constater que les modalités de cet appel sont telles que les entreprises de construction luxembourgeoises respectivement la très large majorité des entreprises indigènes se voient dans l'impossibilité de remplir les conditions exigées et, par conséquent, de pouvoir participer à cet appel.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

1. Quelles sont les raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à définir des modalités si strictes dans l'appel aux candidatures susmentionné?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre s'est uniquement remis aux suggestions de ses conseillers externes, ou s'est-il aussi concerté avec le secteur des entreprises luxembourgeoises potentiellement concernées par ce marché public?

3. À combien Monsieur le Ministre chiffre-t-il environ l'enveloppe budgétaire globale de ce marché public et quel en sera la perte fiscale pour le budget national au cas où 80% du marché ici en cause serait attribué à des entreprises non luxembourgeoises?

4. À combien Monsieur le Ministre chiffre-t-il l'impact sur le marché de l'emploi si 80% du marché ici en cause serait attribué à des entreprises indigènes?

5. Monsieur le Ministre entend-il annuler cet appel de candidatures pour en lancer un nouveau en prenant cette fois-ci en compte les intérêts des entreprises luxembourgeoises?

6. Monsieur le Ministre entend-il modifier les modalités pour des futurs projets Partenariat Public Privé? Dans l'affirmative et en cas de réponse négative à la question numéro 2, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ces changements futurs devraient d'ores et déjà s'appliquer aux entreprises luxembourgeoises voulant participer à l'appel de candidatures du campus scolaire de Mersch?

**Réponse** (14.12.2007) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Dans sa question parlementaire N°2028, l'honorable Député Claude Meisch affirme que «Force est de constater que les modalités de cet appel sont telles que les entreprises de construction luxembourgeoises respectivement la très large majorité des entreprises indigènes se voient dans l'impossibilité de remplir les conditions exigées et, par conséquent, de pouvoir participer à cet appel.»

Je ne puis d'aucune façon partager cette façon de voir.

Préalablement, l'honorable Député n'est pas sans savoir que même l'État luxembourgeois, au vu des dispositions législatives sur les marchés publics basées sur des directives européennes, ne peut pas lancer des soumissions faites sur mesures pour les entreprises «de construction luxembourgeoises respectivement les entreprises indigènes».

En outre, les critères de sélection choisis à l'occasion d'un marché public doivent avoir une relation, technique, économique et/ou financière avec le projet en question. Par conséquent, pour le financement, la conception, la construction et la maintenance du campus scolaire à Mersch, des

références d'une certaine envergure ayant un rapport réel avec le projet s'imposent tout simplement.

Dans ce contexte ne pas prévoir la possibilité d'une référence PPP serait difficilement justifiable, alors que la conception, la construction et la maintenance d'un bâtiment par voie de PPP exigent des connaissances et expériences particulières. Étant donné cependant qu'il s'agit d'une première expérience de PPP au Luxembourg, il a été décidé de laisser le choix aux candidats de présenter d'autres références, plus exigeantes dans ce cas, mais toujours accessibles pour les entreprises luxembourgeoises.

Ajoutons que les propositions initiales des consultants externes qui ont été, pour le présent projet, adjoints aux services du Ministère des Travaux publics et du Ministère des Finances ont été modifiées afin de mieux tenir compte de la réalité luxembourgeoise.

Soulignons également qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un marché public classique, étant donné que le présent marché négocié est organisé en plusieurs étapes. La première étape, objet de la présente question, avait simplement pour finalité de sélectionner les cinq entreprises ou groupes d'entreprises auxquelles il sera demandé d'élaborer un avant-projet.

Au vu du résultat définitif obtenu à la suite de l'appel de candidature du 1<sup>er</sup> septembre 2007, consistant en la remise de candidatures par cinq groupements différents qui sont tous invités à remettre une offre, il échet de remarquer que la grande majorité des entreprises candidates sont des entreprises «luxembourgeoises respectivement des entreprises indigènes».

Étant donné ce qui précède, les réponses aux questions subséquentes de l'honorable Député sont donc sans objet.

Je tiens à ajouter que parmi les critères d'adjudication retenus pour les prochaines étapes de la procédure PPP, il a été décidé, contrairement aux recommandations des consultants, que la participation des petites et moyennes entreprises figurerait parmi les critères d'adjudication à hauteur de 5% de tous les critères.

Enfin, il reste à préciser que j'ai convenu en collaboration avec les représentants du secteur des entreprises de construction de suivre, dans le cadre d'un groupe de travail commun, de près la procédure d'adjudication afin d'en tirer les conclusions communes permettant de tirer profit de la présente expérience pour de prochains marchés de ce type. Cette expérience pourra être également mise à disposition des administrations communales intéressées par le PPP.

**Question 2043** (10.10.2007) de **M. Lucien Clement (CSV)** concernant le **site de Luxexpo:**

Dans le cadre de la mise en place d'un tram léger reliant le Kirchberg à la gare centrale, il est prévu de construire une gare périphérique sur le site actuel de Lux'expo.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Transports:

- La construction de la gare périphérique Kirchberg à l'endroit susmentionné ne va-t-elle pas mettre en question le site de Luxexpo?

- Dans l'affirmative, est-il prévu de déplacer voire installer les Halls de Luxexpo à un endroit différent que celui de Luxembourg-Kirchberg?

- L'État est-il déjà en possession de terrains pouvant accueillir une telle infrastructure et le cas échéant à quel endroit?

**Réponse commune** (14.12.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports** et de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Le concept «mobilité.lu» prévoyait la réalisation de quatre gares à la périphérie de la Ville de Luxembourg pour permettre l'échange train-bus-tram afin de délester la gare centrale. Les quatre sites stratégiques choisis en 2002 pour ces gares ont été confirmés notamment dans le cadre du concept de mobilité «mobil 2020», à savoir Cessange, Howald, Dommeldange et Kirchberg/Luxexpo.

Dans la loi du 18 décembre 2003 sur le «Raccordement ferroviaire du plateau de Kirchberg et de Findel», la gare périphérique de Kirchberg n'était pas reprise dans l'enveloppe budgétaire étant donné que la conception détaillée de la gare n'était pas encore définie. La dernière phase comprenait la réalisation du tronçon entre Hamm et Kirchberg.

Entre-temps, il a été décidé de réaliser le projet Hamm-Kirchberg prioritairement et de réaliser en parallèle la gare périphérique sur le site de la Luxexpo. Le site de la Luxexpo a été choisi afin de pouvoir installer un performant point d'échange tram-train-bus aux portes est de la Ville de Luxembourg. Vu que le train venant de la gare centrale via le Findel ne saura aller plus loin que la Luxexpo et que le tracé du tram longera le boulevard Kennedy, ce site de la Luxexpo semble être le seul site permettant d'abriter une gare périphérique à l'est de la Ville de Luxembourg avec un raccordement direct à un quartier à fort développement.

Il convient également de noter que la future gare périphérique de Kirchberg sur le site de l'actuel Luxexpo a été confirmée par l'IVL et fait également partie intégrante du projet «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg», soutenue par une motion de la Chambre des Députés du 4 avril 2006.

En ce qui concerne la réalisation de la gare sur le site de la Luxexpo, il s'avère nécessaire de préciser que d'après les résultats intermédiaires des études qui sont en train d'être effectuées, cette gare ne mettra probablement pas en question le fonctionnement de la Luxexpo. Cependant, il est vrai que lors de la phase de construction de ladite gare périphérique, le chantier de ce projet aura des influences sur les manifestations organisées dans les locaux de la Luxexpo. Les CFL et le Fonds d'urbanisation de Kirchberg sont en train d'analyser le volet ferroviaire et le volet urbanistique d'une telle gare ainsi que son influence sur le fonctionnement de la Luxexpo, durant et après la phase chantier.

Les résultats de ces études sont attendus pour le premier trimestre 2008, de sorte que d'ici la prochaine Foire de Printemps nous serons fixés sur l'avenir de Luxexpo au Kirchberg.

**Question 2046** (12.10.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant la **procédure de versement effectif des dotations européennes - Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI):**

Selon nos informations, plusieurs projets de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) seraient régulièrement menacés car les participations financières conclues avec le Ministère de la

Famille et de l'Intégration à travers des conventions tarderaient à être versées.

Dès lors, je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Est-il exact que les dotations européennes reversées ensuite à l'ASTI ont été bloquées car les rapports nationaux n'ont pas été remis à temps aux instances européennes? Dans l'affirmative, pourquoi ces rapports ont-ils tardé à être remis? Où en sont les rapports 2005 et 2006?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait revoir la procédure de versement effectif des dotations afin d'éviter de mettre en péril ces différents projets (fonds de roulement, etc.)?

- Pourquoi le Ministère ne s'engage-t-il pas davantage en avançant les dotations aux promoteurs de projets, après acceptation d'un projet?

**Réponse** (12.12.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Dans le cadre du Fonds Européen pour les Réfugiés I (FER) (2000-2004) le Luxembourg n'a fait l'objet qu'en juin 2003 d'une mission de contrôle des projets introduits pour les années 2000 et 2001. Le rapport y relatif n'a été transmis par la Commission européenne (CE) à l'autorité responsable de la mise en œuvre du FER, à savoir le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers, qu'en janvier 2004. Jusqu'à ce moment, le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers se trouvait dans l'incertitude totale quant à l'acceptation des projets en question et plus précisément des frais éligibles. Le rapport de contrôle faisait état d'un certain nombre de lacunes qui laissaient prévoir une correction financière sur les actions cofinancées.

La réponse du Luxembourg destinée à contrecarrer ces reproches n'a eu de suite qu'en 2005 par un nouvel audit, celui-ci financier, et dont le rapport final n'est parvenu au Commissariat que le 15 février 2006. Sur ce rapport le Luxembourg a de nouveau pris position.

La réponse définitive sur ce dossier n'a été prise par la Commission qu'en avril 2006.

Le Ministère a préféré attendre l'envoi définitif de ces audits successifs avant de s'attaquer aux programmes 2002 et suivants, dans le souci d'une amélioration des décomptes financiers à établir.

En ce qui concerne le rapport final, technique et financier, 2005 dans le cadre du FER II (2005-2007), celui-ci fut envoyé dans le délai fixé par la Commission, soit le 30 septembre 2007. Le rapport final 2006 est dû pour le 30 septembre 2008.

Le Ministère s'engage à payer dorénavant, dans le respect des procédures, les montants consentis par la CE pour les différents projets a) au titre du cofinancement européen, soit au maximum 50% du coût final et b) en tant que participation nationale.

En ce qui concerne le versement effectif des dotations au titre du Fonds Européen pour les Réfugiés et du Fonds européen d'intégration des résidents de pays tiers, à partir de 2008 la participation européenne pourra être allouée au bénéficiaire avant la réception par la Trésorerie de l'État des montants dus par la Commission européenne.

**Question 2051** (16.10.2007) de **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)** concernant la **mise à disposition de matériel pédagogique, informatique ou sportif par de grandes marques:**

Depuis plusieurs années, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Transports

mettent en oeuvre le projet Mobilité et Sécurité sur la Route qui vise à sensibiliser les élèves de l'en enseignement postprimaire aux dangers de la route avant qu'ils ne fassent leur permis de conduire. Cette année, les deux Ministères ont toutefois lancé cette campagne en s'unissant avec un constructeur automobile français. Si pour les Ministères la finalité de cette initiative est incontestablement de provoquer une prise de conscience fondamentale en ce qui concerne le comportement des jeunes sur la route, cette finalité n'est peut-être pas aussi louable pour la marque au losange.

En effet, après les États-Unis, un constat émerge de façon récurrente en Europe: De plus en plus de marques utilisent des outils pédagogique pour justifier leur présence publicitaire dans les établissements scolaires. Les jeunes constituent effectivement une cible très prisée par les publicitaires.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes:

- Le matériel pédagogique et ludique remis aux élèves ou aux enseignants par cette marque a-t-il été examiné afin de minimiser au maximum les messages publicitaires destinés aux enfants? Dans l'affirmative, par qui et comment?

- N'est-ce pas à l'Éducation nationale de subvenir elle-même à ses besoins au lieu de se faire offrir ce dont elle manque par les grandes marques?

- Quelle est la législation concernant la publicité ou le sponsoring dans les établissements scolaires alors que différentes entreprises sont prêtes à offrir du matériel pédagogique, informatique, sportif, etc. en contrepartie d'un peu de publicité?

**Réponse** (18.12.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

La diffusion du matériel pédagogique élaboré par le constructeur automobile en question fait partie intégrante d'un projet de lutte contre l'insécurité routière réalisé conjointement par mon département et le Ministère des Transports. Dans le cadre de ce projet, les deux Ministères ont souhaité recourir à l'expertise de constructeurs automobiles actifs dans le domaine de la sensibilisation des jeunes conducteurs. Ainsi un appel à idées a été lancé auprès de plusieurs constructeurs présents sur le territoire luxembourgeois. C'est le constructeur Renault, fort d'une expérience de plusieurs années dans l'élaboration de programmes éducatifs à dimension internationale, qui a remporté l'appel d'offre et qui s'est vu confier la réalisation d'un projet à l'intention des élèves des lycées et lycées techniques luxembourgeois.

Les propositions de projet soumises en réponse à l'appel d'offre ont été analysées par un jury composé d'un professeur chargé de mission au Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale, d'un professeur ingénieur au Lycée technique Michel Lucius et du directeur du Centre de formation pour conducteurs. La procédure d'analyse des projets s'est faite de manière approfondie et minutieuse, en accord avec les objectifs pédagogiques visés et dans le souci d'éviter toute connotation publicitaire et commerciale. Le projet finalement retenu s'est distingué par sa valeur hautement pédagogique et son caractère complémentaire aux projets de sensibilisation déjà mis en œuvre dans le contexte de l'école luxembourgeoise.

Il est évident que, face au constat que les accidents de la route demeurent la principale cause de mortalité des jeunes adultes, une mission de sensibilisation des



élèves revient à l'Éducation nationale. Depuis des années, mon département répond à ce besoin d'éducation à la sécurité routière en mettant en œuvre, en collaboration avec le Ministère des Transports, le projet Mobilité et Sécurité sur la Route (MSR).

L'objectif prioritaire de ce projet est de sensibiliser les élèves de l'enseignement postprimaire aux dangers de la route avant qu'ils ne fassent leur permis de conduire. C'est dans le but de diversifier et d'intensifier ces efforts de sensibilisation que les deux Ministères ont pris la décision, en 2007, de s'associer, dans leur lutte contre l'insécurité routière, un partenaire spécialiste en la matière. Il me semble évident que si l'on réalise un projet avec un partenaire expert, il ne s'agit pas de taire ou d'occulter son nom. Que d'aucuns y voient une action de publicité ne peut guère être évité.

Le recours à des grands partenaires repose sur une certaine tradition spécifique au projet MSR qui va certainement être cultivée davantage à l'avenir. En effet, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Transports se sont associés à plusieurs reprises déjà des spécialistes en matière de sensibilisation à la sécurité routière, à savoir la prévention routière en France, le Ministère de l'Éducation nationale français, et le Ministère des Transports français. Sans l'apport de leur matériel pédagogique et de leur know-how, gracieusement mis à notre disposition, le projet MSR n'aurait pas pu atteindre sa qualité actuelle.

La loi sur l'organisation de l'enseignement primaire dispose que la commission d'instruction doit être consultée sur les questions de principe concernant l'enseignement primaire et approuve les matériels didactiques proposés pour l'enseignement primaire. Le législateur s'est abstenu jusqu'à présent de réglementer ce qui pourrait se comprendre comme publicité ou sponsoring à l'école.

**Question 2058** (22.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **nombre d'inscriptions pour la rentrée académique 2007/2008 dans la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication:**

La Faculté de Droit, d'Économie et des Finances et celle des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation ont connu un grand succès lors de la rentrée académique 2007/2008 avec une progression de 27,7%, respectivement 26,5%. Hélas, le nombre d'inscriptions de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication a chuté de 15%.

Notre société des sciences a besoin d'ingénieurs de tout niveau notamment dans les domaines de la recherche, du développement et de l'enseignement. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas limité à notre pays. Or, force est de constater que le prestige de l'ingénieur a fortement diminué en Europe alors que notre société des connaissances a cruellement besoin de leurs compétences.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les raisons expliquant la baisse du nombre d'inscriptions dans la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication?

- Ne devrait-on pas immédiatement lancer une offensive concertée entre l'enseignement et l'économie en vue d'inviter et d'orienter

des jeunes vers les mathématiques et l'ingénierie?

**Réponse commune** (29.11.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis relative au nombre d'inscriptions à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication de l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2007/2008.

Il est indéniable que le nombre de détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires qui se lancent dans des études d'ingénieur est en baisse dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le Luxembourg connaît le même phénomène, sans qu'on puisse cependant en déterminer les causes avec objectivité. À noter qu'il ressort du bilan de l'aide financière 2006/2007, que 292 étudiants sont en train de poursuivre des études d'ingénieur et que 301 étudiants font des études en informatique.

Tout à fait conscient de la nécessité d'encourager les jeunes gens à entamer des études d'ingénieur, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche/CEDIES avait placé la Foire de l'Étudiant 2004 sous le signe des métiers de l'industrie et avait, à cette occasion, publié un dossier-carrière consacré exclusivement à ces métiers. Or, le constat doit être fait que cette initiative n'a guère influencé les inscriptions académiques de façon pérenne.

Afin d'améliorer l'orientation scolaire et professionnelle dans les lycées et lycées techniques, le Ministre du Travail et de l'Emploi, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche viennent de mettre en place un groupe de travail composé de représentants des trois ministères et chargé d'élaborer un plan d'action en vue d'une meilleure orientation scolaire et professionnelle des élèves des lycées et des lycées techniques.

Enfin, il convient de relever que la Fedil, dans son document «Les emplois de demain (2006/2007)» prévoit un besoin de 130 ingénieurs au Grand-Duché sur les deux prochaines années, l'enquête s'étant focalisée sur les métiers de l'industrie, du secteur de bâtiment et des travaux publics et elle est basée sur un taux de réponse des entreprises de 68,7%.

**Question 2062** (23.10.2007) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **difficultés d'accès au plateau de Kirchberg:**

La sortie «Plateau de Kirchberg» sur l'autoroute A1 est régulièrement bouchée pendant les heures de pointe du matin. Il résulte de cette situation d'une part, que la durée de trajet des autobus RGTR en provenance de la région de l'Est augmente de façon importante; de ce fait l'attractivité des transports en commun est affaiblie par rapport au transport individuel. D'autre part, les difficultés d'accéder au plateau de Kirchberg ont un effet négatif sur la sécurité routière, notamment parce que les embouteillages s'étendent jusqu'à l'autoroute même. Cette situation indésirable risque de s'aggraver sérieusement avec le raccordement de la Route du Nord.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'avis du Gouvernement sur ces considérations tenant à la sécurité du trafic autoroutier et au bon fonctionnement des transports en commun?

- Est-il prévu d'améliorer la sécurité autoroutière près de la sortie d'autoroute susmentionnée? Dans l'affirmative, quelles mesures sont envisagées et quel est le délai prévu pour leur mise en œuvre?

- Est-il prévu d'améliorer l'accès des autobus à court ou à moyen terme? Dans l'affirmative, quelles mesures sont envisagées et quel est le délai prévu pour leur mise en œuvre?

**Réponse commune** (10.12.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

En premier lieu il importe de souligner que le Gouvernement mise avant tout sur l'amélioration de l'offre des transports en commun pour résoudre les problèmes de mobilité sur le Kirchberg.

La stratégie développée dans ce contexte intègre le train, le bus et le tram léger.

La liste des priorités du Ministère des Transports pour la création de facilités pour les transports en commun prévoit l'aménagement d'un couloir pour bus en assise propre entre le Senningerberg et le Kirchberg. Ce projet, traité au sein du groupe de travail «Couloirs pour bus» peut se réaliser soit au nord, soit au sud de la A1. Le choix de la solution la plus appropriée dépend de l'implantation de la voie ferrée entre l'aéroport et le plateau de Kirchberg et du parking P&R projeté à la périphérie Est de la capitale. La réalisation de ce couloir permet aux autobus de rejoindre le plateau de Kirchberg sans devoir emprunter l'autoroute, de sorte que les transports en commun ne seront pas pénalisés par l'augmentation du trafic due au raccordement de la Route du Nord à la A1 à l'approche directe de la périphérie est de la capitale.

Par ailleurs, la nouvelle ligne ferroviaire Hamm-Aérogare-Luxexpo permettra de relier le plateau de Kirchberg au réseau de train classique par l'intermédiaire de la gare périphérique Luxexpo. La réalisation d'une ligne de tram léger entre ladite gare périphérique et la gare centrale viendra compléter les mesures évoquées ci-dessus.

Pour l'instant il n'est pas prévu d'effectuer des modifications constructives à la jonction actuelle de la Route du Nord (A7) sur l'autoroute de Trèves (A1).

**Question 2063** (23.10.2007) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le **paiement de la rémunération équitable pour prêt public:**

Dans un manifeste adopté en 1994, l'UNESCO a souligné l'importance des bibliothèques publiques en ces termes: «La liberté, la prospérité, le progrès de la société et l'épanouissement de l'individu sont des valeurs humaines fondamentales, que seule l'existence de citoyens bien informés, capables d'exercer leurs droits démocratiques et de jouer un rôle actif dans la société permet de concrétiser. Or, participation constructive et progrès de la démocratie requièrent une éducation satisfaisante, en même temps qu'un accès gratuit et sans restriction au savoir, à la pensée, à la culture et à l'information.» Ce manifeste retient aussi que les services de prêts sont en principe gratuits et que les bibliothèques publiques doivent pouvoir s'appuyer sur des textes législatifs spécifiques.

Cependant, certaines mesures adoptées récemment ne semblent pas satisfaire ces principes. Tout d'abord, le règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public retient que «la rémunération redue aux auteurs et artistes interprètes ou exécutants pour le prêt public de leurs œuvres et de supports contenant leurs prestations est à charge de l'État ou de la commune lorsque l'établissement de prêt public est exploité respectivement pour le compte de l'État ou d'une commune. Elle est à charge de l'établissement de prêt public dans les autres cas». Cette distinction désavantage clairement les petites bibliothèques communales et associatives sans grandes ressources financières, mais dont les collections intéressent le grand public.

Ensuite l'arrêté grand-ducal du 15 janvier 2007 désignant les institutions et établissements pratiquant le prêt exempt de paiement de la rémunération équitable pour prêt public ne contribue pas à éclaircir cette situation, car la liste qu'il contient reprend des institutions qui n'existent plus (Centre Alexandre Wiltheim, la bibliothèque de la Commission européenne, déménagée à Bruxelles en 2004, ou encore celle du Ministère de la Promotion féminine, brûlée en 1995).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sur base de quels critères cette liste reprise dans l'arrêté cité ci-dessus a-t-elle été élaborée?

- Pourquoi le Conservatoire de Musique d'Esch/Alzette, figurant pourtant sur la liste annexe de la réponse à la question parlementaire N°1385 (cf. *compte rendu N°6/2006-2007*), n'est-il pas repris sur la liste de l'arrêté?

- En Allemagne, l'État paye la rémunération équitable pour prêt public de manière généralisée pour toutes les bibliothèques, même les bibliothèques ecclésiastiques. En suivant l'exemple allemand, ne serait-ce pas possible que l'État luxembourgeois prenne en charge toutes ces rémunérations et favorise ainsi le prêt gratuit de manière générale?

**Réponse commune** (20.12.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Sans méconnaître les principes retenus par l'UNESCO en matière d'accès aux bibliothèques publiques, rappelés à bon escient par l'honorable Député, le droit européen a introduit le principe de la rémunération équitable pour prêt public en faveur des auteurs et artistes interprètes ou exécutants, dont les œuvres enrichissent nos bibliothèques. Afin que le prêt public y pratiqué ne leur soit pas préjudiciable, il y a lieu de rémunérer les créateurs de manière adéquate. Ainsi, la chance est donnée afin que prêt public et création artistique se stimulent réciproquement.

Comme les établissements pratiquant le prêt généralisé sont par essence des institutions publiques ou parapubliques, la collectivité doit supporter de manière solidaire les frais engendrés par la rémunération équitable due aux créateurs.

La Bibliothèque nationale, institut culturel de l'État, devra générer en la matière une des créances les plus importantes en faveur des auteurs et artistes interprètes ou exécutants. Cette créance sera directement supportée par l'État. Les bibliothèques communales et autres, de leur côté, devront à leur juste part contribuer à la rémunération équitable telle que voulue par le législateur. Il est souligné que l'État accorde des subsides au réseau des bibliothèques associatives.

L'exception au principe, c'est-à-dire l'exemption de certaines bibliothèques du paiement de la rémunération pour prêt public, repose sur des critères clairs et objectifs qui sont fixés par règlement grand-ducal: la pratique du prêt public spécialisé, thématique ou ouvert à un public cible. C'est en fonction de ces critères que la liste de l'arrêté grand-ducal a été établie, ceci sur la base des informations que les responsables des bibliothèques ont bien voulu fournir à l'État. Contrairement à l'affirmation de l'honorable Député, le Conservatoire de Musique d'Esch/Alzette y figure.

Il y a lieu de remarquer qu'il existe un certain nombre de bibliothèques à accès public général qui ne permettent que la consultation sur place. Ces bibliothèques ne sont donc pas visées par l'article premier du règlement grand-ducal qui dispose en matière de mise à disposition pour l'usage qu'est le prêt à domicile. Aussi, ces bibliothèques, qui auraient une offre spécialisée et thématique, ne doivent-elles pas figurer sur la liste des bibliothèques exemptées de la rémunération.

En ce qui concerne la rémunération du prêt public de manière généralisée par l'État allemand, il faut savoir que l'État fédéral paie 10% de la somme forfaitaire due pour le prêt public alors que le solde est réglé par les Länder. La somme forfaitaire est renforcée tous les deux ans. Il me semble donc que le système qui y est instauré est difficilement comparable avec la situation au Luxembourg.

Enfin, il y a lieu de signaler qu'une nouvelle liste des bibliothèques exemptées de la rémunération pour prêt public est en voie d'élaboration.

**Question 2066** (23.10.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **service d'autobus nocturne de type «Night Rider»:**

Depuis un certain temps maintenant une société d'autobus luxembourgeoise propose les week-ends le service «Night Rider» aux citoyens ne souhaitant plus conduire après une sortie nocturne. Ce service connaît un grand succès si bien que la société d'autobus en question a, suivant un article paru dans le quotidien «d'Wort» en date du 18 octobre 2008, du mal à satisfaire sa clientèle. Il ressort également de l'article précité que le Ministère des Transports lui aurait, lorsque la société d'autobus y a présenté son initiative, souhaité avec un certain flegme bonne chance dans sa démarche.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des difficultés rencontrées par ladite société d'autobus pour répondre à la demande de ses clients?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle démarche mériterait d'être soutenue d'autant plus que sur son initiative une loi a été votée l'été dernier à la Chambre des Députés visant à abaisser à 0,5 g/l le seuil à partir l'alcoolémie au volant est prohibée?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de généraliser de concert avec l'ensemble des sociétés d'autobus intéressées un service d'autobus nocturne efficace permettant de répondre à la demande des citoyens et surtout des jeunes?



**Réponse** (5.12.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

Par sa question parlementaire N°2066 du 23 octobre 2007, l'honorable Député Xavier Bettel souhaite s'informer sur un service d'autobus nocturne de type «Night Rider».

Le «Night Rider» est une initiative privée d'une entreprise d'autobus luxembourgeoise. Je suis très satisfait face au succès rencontré par cette initiative que je juge louable d'autant plus qu'elle contribue à assurer la sécurité routière.

Dans un même ordre d'idées, le Ministère des Transports subventionne les efforts et initiatives entrepris par les communes du Grand-Duché en vue de la mise à disposition aux citoyens de moyens de transport en commun «Late Night Bus».

Actuellement, il n'est cependant pas prévu que le Gouvernement s'initie dans l'organisation d'un service d'autobus nocturne de type «Night Rider».

**Question 2068** (24.10.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRENG)** concernant les **retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn)**:

Avec la transformation de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler a été également prévu un réaménagement de la RN2 à la sortie de Sandweiler en direction de Luxembourg. Les premiers plans présentés aux autorités communales de Sandweiler avaient prévus l'aménagement d'un couloir pour autobus en direction de Luxembourg, à partir du dernier arrêt bus jusqu'au couloir pour bus existant. Or, suivant mes informations dans les derniers plans du réaménagement de la RN2 ce couloir pour autobus a de nouveau été supprimé par les services des Ponts & Chaussées.

Depuis des mois les autobus sont pris dans les bouchons à la hauteur de la station de contrôle et perdent pendant les heures de pointe entre dix et 20 minutes, de sorte que les services RGTR ont décidé d'avancer les horaires des bus de dix minutes pour le transport scolaire (cf. Avis 2007/83).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que vos services sont impliqués dans la planification du réaménagement de la RN2 notamment en ce qui concerne le couloir pour autobus? Si non, pourquoi?

- Est-ce que le Ministre est d'avis que le changement de l'horaire des autobus est la bonne réaction aux problèmes de circulation qui se posent sur cette route et sur bien d'autres?

**Question 2069** (24.10.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRENG)** concernant les **retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn)**:

Avec la transformation de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler a été également prévu un réaménagement de la RN2 à la sortie de Sandweiler en direction de Luxembourg. Les premiers plans présentés aux autorités communales de Sandweiler avaient prévus l'aménagement d'un couloir pour autobus en direction de Luxembourg, à partir du dernier arrêt bus jusqu'au couloir pour bus existant. Or, suivant mes informations dans les derniers plans du réaménagement de la RN2 ce couloir pour autobus a de nouveau été supprimé par les services des Ponts & Chaussées.

Depuis des mois les autobus sont pris dans les bouchons à la hauteur de la station de contrôle et perdent pendant les heures de pointe entre dix et 20 minutes, de sorte que les services RGTR ont décidé d'avancer les horaires des bus de dix minutes pour le transport scolaire (cf. Avis 2007/83).

Dans ce contexte je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner des derniers plans en relation avec le réaménagement de la RN2 à la hauteur de la station de contrôle à Sandweiler, notamment en relation avec l'aménagement du couloir de bus en question?

- Quelles sont les raisons de la modification du plan initial (et de l'abandon du couloir pour bus) qui a été présenté aux autorités communales par Monsieur le Directeur des Ponts & Chaussées? Qui est responsable de la décision d'abandonner ce couloir pour bus?

**Réponse commune** (4.12.2007) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics** et de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

La traversée de Sandweiler constitue un point névralgique pour le passage du transport en commun en direction de la ville de Luxembourg. À cet effet, un couloir pour bus a été mis en place à l'intérieur de la localité jusqu'au dernier arrêt situé avant la station de contrôle pour automobiles. Un couloir pour bus a également été mis en place à l'approche et dans le rond-point à la sortie de Sandweiler jusque dans le rond-point Irrgarten.

En ce qui concerne le passage devant la station de contrôle pour automobiles respectivement devant les magasins en face, il y a lieu de relever qu'un couloir bus y fait défaut étant donné que l'aménagement de la rue y prévoit actuellement des entrées et sorties pour les voitures voulant effectuer un tourner à gauche.

Dans le cadre du projet de réaménagement de la RN2 ainsi que dans le contexte du réaménagement de la station de contrôle pour automobiles, l'Administration des Ponts & Chaussées a prévu de prolonger le couloir existant le plus possible vers la localité tout en maintenant les voies pour le tourner à gauche afin de ne pas trop entraver la circulation.

En ce qui concerne la réalisation d'un couloir bus continu à travers la localité de Sandweiler, le Ministère des Transports n'est pas en connaissance d'une telle solution.

Afin de remédier à court terme aux problèmes des retards encourus par les bus, surtout en ce qui concerne les élèves concernés directement par une arrivée tardive à leurs écoles, mes services ont décidé d'avancer de dix minutes l'horaire de la course 151 150 Ahn Luxembourg.

Afin de trouver une solution définitive permettant de réduire les retards de toutes les lignes passant la localité de Sandweiler, je compte saisir le groupe de travail couloir bus pour une analyse détaillée de la situation et des solutions envisageables.

**Question 2072** (25.10.2007) de **M. Jean-Pierre Koepf (ADR)** concernant la **décharge du Sidec**:

Betreffend d'Deponie Sidec um Fridhaff war an engem Lieserbréif ënner anerem ze liesen, datt 1996 an der Genehmegung mat der N°1/96/0649 d'Tëschenofdichtung berechent ginn ass op 250.000 m<sup>3</sup> Gesamtoffallvolumen, an dëst gouf och esou accordéiert.

An enger erneierter Genehmegung vun 2001 mat der N°1/01/0400 gouf zwar eng Ännerung vun der Tëschenofdichtung accordéiert, mä vun enger Volumensvergrößerung war hei, laut Lieserbréif, keng Rieds. Komescherweis huet d'Sidec op dëse Lieserbréif net reagéiert. Ausserdeem ass am Offallwirtschaftsplan vun der Sidec ze liesen (www.sidec.lu), datt am Joer 2006 nach e Reschtvolumen vu ronn 300.000 m<sup>3</sup> um Sidec géif bestoen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass an der erneierter Genehmegung enger vergrößerter Gesamtoffallvolumen Rechnung gedroe ginn a bis wivill?

2) Wa jo, wat woren hei genee d'Kritären a sinn dës all agehale ginn? Wann neen, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir hei dem Gesetz gerecht ze ginn?

3) Wéi ass et mat der Stabilitéit vun dëser Deponie? 1996 gouf jo bei der Standsécherheetsënnersichung engem Volume vun 250.000 m<sup>3</sup> Rechnung gedroen. Ass bei neie Standsécherheetsënnersichungen de Faktor vun engem vergrößerter Offallvolumen berücksichtegt ginn?

4) Gi regelméisseg Stabilitéitskontrollen a Berechnunge gemaach, sou wéi dat an der Genehmegung vu 1996 festgehale ginn ass?

5) Wivill dëser Kontrolle goufen zënter 1996 gemaach a wat sinn d'Resultater?

**Réponse** (4.12.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**:

Ad 1) Déi ursprénglech Genehmegung (96/CD/08 vum 16. Juli 1997) huet effektiv e Volume fir d'Tëschenofdichtung vu ronn 250.000 m<sup>3</sup> ofgedeckt. Donieft huet dës Genehmegung och nach eng nei Fläch mat engem Volume vun 120.000 m<sup>3</sup> ofgedeckt. Dat ergëtt eng Gesamtkapazität vun 370.000 m<sup>3</sup>, déi 1997 zousätzlech genehmet gouf. D'Genehmegung N°1/01/0400 vum 12. Abrëll 2002 deckt just d'Ersetze vun enger mineralercher Tëschenofdichtung duerch eng Tëschenofdichtung op Bitumbasis of. Eng Volumensvergrößerung vun der Décharge ass am Kontext vun dëser Genehmegung net ugefrot gewiescht an ass deemno och net genehmet ginn.

Ad 2) Onofhängeg vun deem, wat de Sidec a sengem Offallwirtschaftsplan schreift, zielt fir den Ëmweltminister eenzeg an eleng déi 1997 tatsächlech genehmet Capacitéit. Meng Servicer vun der Ëmweltverwaltung si gehalten ze iwwerpräiwen, datt d'Dispositione vun der Genehmegung agehale ginn an dozou zielt och d'Iwwerpräiwen, datt déi genehmet Capacitéit net iwwerschritt gëtt.

An der Demande aus dem Joer 2001 ass net Riets gaange vun enger Volumensvergrößerung vun der Décharge. Dowéinst ass och net op spezifesche Kritären agaange ginn, déi an esou engem Zesammenhang gepréift ginn.

Meng Servicer hunn de Sidec kontaktéiert, fir eng Erklärung ze kréie wéi et zu deene festgestallten Differenzen a Bezuch op d'Volumensangabe kënn.

Sollt tatsächlech virgesi sinn d'Deponievolumen par rapport zu deem, wat genehmet gouf, ze vergrößereren, da muss de Sidec eng entsprechend Erweiterung ufroe bei där all néideg Informatiounen dobäi sinn, inklusiv Standsécherheetsnoweiser.

Ad 3) Et si keng nei Standsécherheetsënnersichunge gefrot ginn. D'Décharge, sou wéi se genehmet ass, huet e Verfäll-volume fir de Beräich vun der Tëschenofdichtung vun 250.000 m<sup>3</sup> an dëst ass am Genehmegungsdossier vun 1996 gepréift ginn. D'Stabilitéit vun der Décharge, sou wéi se genehmet ass, ass also net a Fro gestallt.

Ad 4) D'Genehmegung N°96/CD/08 vum 16. Juli 1997, ausgestellt vum Ëmweltminister un d'Adress vun Sidec, seet an der Disposition 5) vum Kapitel III: «L'exploitant doit procéder à une vérification périodique de la planification des phases ultérieures de la décharge et plus particulièrement des calculs de stabilité. Ces vérifications doivent prendre en compte notamment le progrès technologique en la matière et la variation éventuelle dans la composition des déchets à déposer.»

D'Objektiv vun dëser Disposition ass et, datt den Exploitant vun der Décharge eng Iwwerprüfung vun den Exploitationsphasen mécht, all Kéiers wou sech wesentlech technesch Aspekter änneren. Heizou gehéiert dann och eng Iwwerprüfung vun der Stand-sécherheet. Dëst wor zum Beispill de Fall wéi déi mineralerch Ofdichtung duerch eng Tëschenofdichtung op Bitumbasis ersat gouf. Dinn ass och eng nei Standsécherheetsberechnung duerchgefouert ginn an am Kontext vun deem Genehmegungsdossier iwwert dës Ännerung matgedeelt ginn.

Ad 5) Meng Servicer kenne just déi nei Berechnung, déi am Kontext vun der technescher Ofännerung vun der Tëschenofdichtung gemaach gouf. Dës Berechnungen hunn d'Standsécherheet vun der Deponie, och mat der neier Tëschenofdichtung, nogewisen. Meng Servicer vun der Ëmweltverwaltung hunn de Sidec opgefuerdert Informatiounen eran ze schécken, iwwer eventuell aner Iwwerprüfungen, déi an de leschte Joren eventuell gemaach goufen.

**Question 2073** (25.10.2007) de **M. Jean-Pierre Koepf (ADR)** concernant la **réalisation d'une étude sur le tourisme au Luxembourg et les agences touristiques luxembourgeoises à l'étranger**:

Am Bericht zur Touristesaison 2007 vun der Camprilux vum Oktober 2007 ass eng ganz interessant Ureegung ze liesen, an zwar soll Lëtzebuerg mol ënnersiche firwat eng ganz Rei vu Leit respektiv Gäscht iwwerhaupt net op Lëtzebuerg komme fir Vakanz ze maachen oder fir e puer Deeg hei ze verbréngen.

D'Konklusiounen vun esou enger Ëmfro a ganz Europa kéint fir Lëtzebuerg vläicht ganz interessant Schlussfolgerungen no sech zéien.

Do derbäi huet Lëtzebuerg siwen «agences touristiques» am Ausland, déi eng ganz Rei vun Aufgaben ze erfüllen hunn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass den Här Minister bereet esou eng Etüd respektiv Ëmfro an Optrag ze ginn? Wa jo, wéi ass hei den Zeitrahmen? Wann neen, wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheidung?

2) Wat d'«agences touristiques» am Ausland ubelaangt: Wier et méiglech eng méi genee Oplëschung ze kréie vun all hiren Aarbech-

ten. Am Joresbericht vum Ministère ass dëst nëmmen zimlech allgemeng duergestallt?

3) Ginn et Statistiken doriwuer wéi sech Propagandasaktiounen, déi vun den eenzelnen Tourismusagenturen am Ausland duerchgefouert ginn, quantitativ op den Tourismus hei am Land auswierken?

**Réponse** (27.11.2007) de **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**:

1. Den Tourismusministère huet tëschent dem September 2006 an dem Mäerz 2007 am Kader vun engem Audit vu sengen Auslandsagenturen och e sou-genannten «Audit de marché» realiséiert, dee sech op d'Besoinen an d'Entscheidungsfaktoren vum Touristkonzentriert huet.

An dësem Kader sinn 1.126 Touristen, déi am Laf vum September 2006 hei am Land waren, an 30 professionell touristesch Acteuren uechter ganz Europa interviewt ginn.

Dobäi koum ënner anerem eraus, datt wäit iwwert déi allgemeng ugehollte Konzepter, déi mir als Verkäufersargumenter unuuelen an och unwennen (wéi Natur & Wandere, Schlässer & Gastronomie, asw.), Touriste sech och fir dat «Unikum» Lëtzebuerg interesséieren. Si si firwëlitzlech ze verstoen, wéi sou ee klengt Land funktionnéiert, wéi et op inter-nationalem Plang, trotz senger limitierter Gréisst, sou eng Roll ka spillen, wéi seng Monarchie funktionnéiert, a wéill och déi «espèce rare» vun de Lëtzeburger Leit vu méi no gesinn an a Kontakt mat hinne kommen.

2. Am Rapport d'activité 2006 kann ee schonns Hiweiser op de viereg genannten Audit fannen, an och eng ganz Rëtsch vu neie Missiounen vun den Agencen, déi ëmmer méi Importenz kréien niewent engem traditionellen Informationsbüro, dee Broschüre verschéckt. Ech géing da gären den Här Deputéierte Jemp Koepf op d'Säiten 39 a 40 vum «Rapport d'activité 2006» vum Tourismusministère verweisen.

Fir d'Importenz vun eisen Agencen am Ausland ze ënnersträchen, wéll ech awer och op den immense Succès hiweisen, deen e grouss ugeluechte Workshop am Oktober hat, wou eis siwen Agencen iwwer 80 Lëtzeburger touristesch Acteuren empfaangen hunn, fir mat hinnen iwwer gemeinsam Actiounen fir d'Joer 2008 ze diskutéieren a sech esou vun der «valeur ajoutée», déi eis Agencen fir si duerstellen, iwwerzeege konnten.

3. Eis Agencé goufen nach ni esou sollicitéiert, wéi dat dëst Joer de Fall war. Ouni hiert direkt Awierken op hir Kontakter, hätte mer ni esou vill Presseartikelen iwwer eist Land kritt, ouni hir spezifescht Kennnis vum Marché wäre mer net esou schnell an nei Programmer vun «tour-opérateurs» komm. Ze ënnersträchen ass hir aktiv Roll bei der Selektioun vun deene richtege supports médiatiques. An där Roll hu si hirem Ministère gehollef an der Organisatioun vun den Affichage-Campagnen am Paräisser Metro, op de Bréisseler Trammen an an deene gréissten däitsche Magazinen. Et schéngt eis immens wichteg eis Ausse-posten do ze hunn, wou eppes op hirem Marché geschitt. Sou inform-éiere si all déi Lëtzeburger touristesch Acteuren, déi dës Informatiounen musen zur Zäit matkréien.

**Question 2074** (25.10.2007) de **M. Jean-Pierre Koepf (ADR)** concernant le **stationnement des camions de livraison**:

An de grouse Konzern, Fabriken, Akafszentren asw. ass an de leschte Joren eng Tendenz festzustellen fir hir Stocken (Reserven)



sou kleng wéi méiglech ze halen. Dëst bréngt allerdéngs op där anerer Säit mat sech, datt sech, a gewësser Hisiicht, d'Lager vun dese Konzernern op der «Strooss» befënn. Duerch dës Geschäftspraxis hëlt de Wuerentransport mam Camion logescherweis zou.

An de Gewerbezon, sief et kommunal, interkommunal oder staatlech, fanne Camionneuren ausserhalb vun de normalen Aarbechtsstonnen oft keng Plaze fir hir schwéier Gefierer ofzestellen, wa se mussen (dobaussen) waarde fir gelueden oder ofgelueden ze ginn. Doduerch sinn d'Camionneuren praktesch gezwongen hir schwéier Gefierer op all méiglechen oder onméigleche Plazen ofzestellen. Dës Problematik stellt sech gréisstendeels Nuets an och de Weekend, wat speziell fir d'Anrainer vun esou Zonen zu engem onnéidege Verloscht u Liewensqualitéit féiert. Do derbäi ass et jo och ökologesch an ökonomesch net sénnvoll, wa se, jee nodeem wou, wäit musse fuere fir eng gëeegent Standuertplaz ze fannen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele fir dës Problematik ze léisen?

2) Sinn déi eenzel Firmaen net gehale hire Lieferanten, speziell ausserhalb vun den normale Geschäftsstonnen, Ofstellméiglechkeeten unzebidden?

**Réponse commune** (19.12.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Akafszentren hunn normalerweis hir eege Parkingen, sou datt sech déi Problematik, déi den honorablen Députéierte Koepf opgeworf huet, hei net stellt.

Et oblait de Firmen fir hir Zouliwwerung vu Wueren a Produkter ze organiséieren, wéi et hirem Aarbechtsoflaf am Beschten entsprécht. An deenen nationalen Industriezonen, fir déi de Wirtschaftsminister verantwortlech ass, hunn d'Betriben déi néideg Parking- an Zirkulationsflächen. Dës Zone sinn awer net geduecht als Opfänparking fir Camionen ze dengen.

**Question 2075** (25.10.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le **pont frontalier de Remich**:

Dans un article paru dans le quotidien «tageblatt» en date du 25 octobre 2007, il a été question de travaux de contrôle effectués par des experts sarrois sur le pont frontalier de Remich. Sachant qu'en moyenne chaque jour quelque 11.500 véhicules traversent ce pont, il est évident qu'un tel chantier ne restera pas sans conséquences pour le trafic frontalier dans la région.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails concernant les travaux effectués actuellement sur le pont frontalier à Remich? J'aimerais notamment savoir pour combien de jours le pont restera barré? S'agira-t-il d'un barrage complet?

- Selon mes informations, les services de l'administration communale de Remich n'ont pas été informés d'avance sur l'envergure et la durée des travaux en question. Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles en étaient les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant aux répercussions de ce barrage du pont à

Remich pour les autres ponts frontaliers situés dans la région mosellane (Schengen, Wormeldange et Grevenmacher)?

**Réponse** (1.12.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Du 24 au 26 octobre, le «Landesbetrieb für Strassenbau Saarland LfS» de Neunkirchen a procédé à une inspection de l'ouvrage précité, moyennant une nacelle négative. Cette opération, d'une durée de trois jours, s'est déroulée au moyen d'un chantier mobile.

L'administration allemande, suivant contrat entre États, est responsable du pont en question. Nous connaissons la nécessité de cette inspection, mais malheureusement pour des raisons que nous ignorons, nos confrères ont omis de nous communiquer aussi bien qu'à la commune les dates de leur intervention.

Le chantier mobile n'a nécessité aucun barrage du pont et par conséquent n'a pas eu des répercussions sensibles sur les autres ponts frontaliers.

Signalons encore qu'indépendamment des questions posées, les travaux de réhabilitation comprenant un assainissement complet et un renforcement en sens transversal et longitudinal sont prévus. Des séances d'information des communes avoisinantes seront organisées prochainement.

**Question 2077** (29.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **rapport du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables**:

L'article 3, paragraphe 3, de la directive 2001/77/CE détermine qu'au plus tard le 27 octobre 2003, et par la suite tous les deux ans, les États membres adoptent et publient un rapport qui comporte une analyse de la réalisation des objectifs indicatifs nationaux et qui indique dans quelle mesure les actions entreprises sont conformes à l'engagement national en matière de changement climatique.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le rapport dont est question plus haut, n'est pas encore publié?

**Réponse** (4.12.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous informer que le rapport que le Luxembourg est tenu de publier conformément à l'article 3, paragraphe 3 de la directive 2001/77/CE relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité est en cours de préparation par le département de l'Économie et du Commerce extérieur, compétent en la matière.

**Question 2080** (30.10.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **lancement de la télévision numérique (IPTV) par les P&T**:

Au début de l'année 2007, les P&T Luxembourg ont annoncé le lancement prochain de la télévision numérique (IPTV) par le biais de leurs lignes téléphoniques ADSL.

L'offre de base la «TV de la Poste» devrait être constituée de près de

80 chaînes télévisées et devrait apporter des avantages supplémentaires aux clients par rapport à la télédistribution classique (choix de chaînes thématiques, vidéo à la demande, radio, services interactifs etc.).

Selon mes informations, le lancement de la «TV de la Poste» devait se faire à partir de septembre 2007, dans le cadre d'un projet pilote à Limpertsberg.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

- Le système IPTV des P&T est-il déjà opérationnel?

- Qu'en est-il du projet pilote à Limpertsberg?

- Existe-t-il d'autres projets pilotes et le cas échéant dans quelles communes?

- Quand est-ce que cette offre va être éligible sur tout le territoire luxembourgeois?

**Réponse** (5.12.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Explications préliminaires.

P&T Luxembourg a annoncé notamment à la Foire de Printemps le lancement d'un nouveau service de télévision numérique intitulé IPTV, service alternatif à la télévision «classique» reposant sur la technologie DSL et offrant, sous réserve de certains prérequis techniques, davantage de possibilités (notamment au niveau du choix de chaînes offertes) et d'interactivité (grâce par exemple à la vidéo à la demande).

Réponses aux questions.

1. La première phase du projet pilote du service IPTV a été lancée. Les premiers «friendly users» habitant le quartier du Limpertsberg à Luxembourg-ville ont d'ores et déjà été raccordés à ce service fin octobre 2007.

Ces utilisateurs informent en continu P&T Luxembourg sur leur retour d'expérience et notamment en égard à leur degré de satisfaction, à la qualité des images reçues, aux constats et incidents éventuels. Ces retours d'expérience permettent à P&T Luxembourg d'ajuster le service et de résoudre les problèmes techniques inhérents au lancement de ce type de nouvelles technologies.

2. Début novembre 2007, un courrier a été adressé à un échantillon d'habitants du quartier du Limpertsberg les invitant à se faire connaître dans le cas où ils souhaitaient participer à la phase pilote et tester gratuitement le service IPTV pendant deux mois et ce sans engagement de leur part. P&T Luxembourg souhaite ainsi former un panel d'une centaine d'utilisateurs-test.

Une fois éliminés les problèmes techniques apparus lors de la première phase du projet pilote, P&T Luxembourg entend procéder, avec leur accord, au raccordement des 100 utilisateurs-test pour la seconde phase du projet pilote, prévisiblement dès le début du mois de décembre 2007.

3. Une fois le projet pilote au Limpertsberg achevé et sur base des résultats ainsi obtenus, l'étape suivante du projet IPTV est de déployer le service dans la commune de Mersch, où le réseau local est en train d'être préparé à cette fin.

Des projets pilotes autres que Limpertsberg ne sont pas prévus.

4. L'objectif de P&T Luxembourg est de procéder au déploiement de ce nouveau service IPTV sur l'ensemble du territoire luxembourgeois dans les années à venir.

À cet égard, l'extension de la disponibilité du service IPTV à d'autres régions du pays sera définie et annoncée par P&T Luxembourg en fonction des expériences

faites notamment au cours du projet pilote tel qu'exposé ci-dessus, étant cependant précisé qu'une priorité sera mise sur les grandes agglomérations du pays.

Le rythme de déploiement de ce service dépendra également de l'éligibilité des foyers concernés eu égard aux prérequis techniques imposés par cette nouvelle technologie. À cet égard, il est à noter que P&T Luxembourg réalise en continu des investissements importants dans le réseau d'infrastructures souterraines du territoire aux fins, notamment, d'élargir la zone d'éligibilité des foyers du pays à l'Internet à haut débit, condition sine qua non au complet déploiement du service IPTV. Ces investissements, d'ores et déjà planifiés sur plusieurs années consécutives, seront réalisés dans une perspective d'amélioration continue du niveau de qualité et de fiabilité du réseau de raccordement.

**Question 2082** (30.10.2007) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant le **embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn»**:

En réponse à la question N°1813 sur l'embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn» à Aach près de Trèves (cf. *compte rendu N°17/2006-2007*), Madame la Ministre de l'Éducation nationale a constaté que malgré les efforts de ses services aucun enseignant luxembourgeois n'a pu être trouvé pour être détaché auprès de cette institution qui travaille avec un grand nombre d'enfants luxembourgeois qui souffrent de troubles de comportement.

Elle a également précisé qu'un appel à candidature en vue du projet en question serait publié à court terme par voie de presse.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quel est le résultat de cet appel à candidature?

- À défaut de candidature ou de candidat admis à assumer cette fonction, ce poste ne pourrait-il pas être transformé en un poste d'éducateur gradué?

**Réponse** (17.12.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

À la veille de la rentrée scolaire 2007/2008 une titulaire avait déclaré son intention d'intervenir au «Haus am Wehrborn» de sorte qu'un appel aux candidatures par voie de presse ne semblait plus nécessaire.

Suite au retrait inopiné de la candidature en question, la publication par voie de presse a paru récemment.

L'envergure de la tâche dont il s'agit ne requiert pas la création d'un nouveau poste, mais il s'agit plutôt d'interventions ponctuelles à assurer le cas échéant par voie de détachement.

Le profil d'une institutrice ou d'une institutrice répondrait mieux aux attentes de l'institution demanderesse, sollicitant le concours d'une intervenante ou d'un intervenant habilité à dispenser des cours de langue française ou d'histoire luxembourgeoise.

**Question 2083** (31.10.2007) de **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant le **contrôle de conformité aux normes CE des produits importés**:

L'Aéroport de Luxembourg est un point d'entrée important dans l'UE pour des produits en provenance de pays tiers. Parmi ces produits

on trouve différents jouets destinés au marché national mais surtout à l'ensemble du marché européen.

Les États membres assurent que les producteurs et les distributeurs respectent leurs obligations. Ils mettent en place des structures chargées de contrôler la conformité des produits et engagé des actions appropriées dans les cas des produits à risque.

Selon nos informations, les autorités compétentes ne procéderaient qu'à une douzaine de contrôles par an et ceux-ci se limiteraient à vérifier l'apposition du marquage «CE» sur les marchandises.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'au Luxembourg la nature des contrôles permet d'assurer la sécurité et de détecter les dangers pour la santé des consommateurs finaux? Quelles sont au Luxembourg, les différentes structures chargées de contrôler la conformité des produits?

2. Quels sont les outils qui devraient être mis à la disposition des organes de contrôle luxembourgeois afin d'adapter la fréquence et la qualité des contrôles à la quantité de marchandises qui transitent par l'Aéroport de Luxembourg? Des analyses sont-elles effectuées en laboratoire afin de détecter des substances toxiques éventuelles?

3. Le contrôle du marquage «CE» est-il suffisant pour garantir la qualité et la sécurité des produits?

4. Quelles sont, selon Messieurs les Ministres, les mesures (restrictions et/ou interdictions) qui devraient figurer dans la nouvelle directive européenne relative aux jouets et comment Messieurs les Ministres entendent-ils les défendre?

**Réponse** (20.12.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

1. L'ancienne approche de la conformité des produits était basée sur la certification obligatoire, qui était un prérequis pour l'industrie avant la mise sur le marché du produit, considéré alors aussi comme une charge trop lourde, notamment administrativement et financièrement. Ainsi, la solution «nouvelle approche» a permis de transformer cette certification obligatoire en «auto-certification», permettant au fabricant de déclarer par lui-même la conformité de son produit, afin d'assurer la libre circulation des produits au sein du marché intérieur de l'Union européenne et garantir la sécurité des consommateurs et des utilisateurs européens de ces produits. Ce marché européen est aussi ouvert aux constructeurs des pays tiers, sans différence de respect des exigences des directives applicables. Étant donné que le marché européen est devenu «libre», une surveillance des produits s'est avérée nécessaire pour les autorités compétentes, désignées au niveau national.

Les contrôles des produits s'effectuent, au Grand-Duché de Luxembourg, dans le cadre de la «surveillance du marché», en fonction du type de produit concerné. En effet, le cadre du contrôle varie selon le champ réglementaire dans lequel le produit s'inscrit. Les principaux contrôles concernent des produits devant répondre aux exigences d'une, voire plusieurs, directive(s) communautaire(s) dite(s) «nouvelle approche», ou autres (directive «basse tension» - «LVD»). Les contrôles des produits ne dépendant pas de ce type de directives spécifiques, relèvent



alors des exigences de la directive sur la «sécurité générale des produits». Dans ces deux cadres d'action, la nature des contrôles permet d'assurer un niveau assez élevé de sécurité et de détecter les dangers pour la santé des consommateurs.

Quant au champ de la surveillance du marché, selon les directives «nouvelle approche», les autorités nationales de surveillance doivent s'assurer que les produits mis sur le marché sont conformes aux dispositions de la législation nationale applicable transposant ces directives. Si nécessaire, elles doivent prendre des mesures pour établir la conformité. Au Grand-Duché de Luxembourg, la mission de surveillance du marché est réparti en fonction des compétences de différents ministères (sont concernés: Service de l'Énergie de l'État (SEE), Inspection du Travail des Mines (ITM), Ministre du Travail et de l'Emploi sur proposition de l'ITM, Ministre des Finances sur avis et proposition du Service de Métrologie, Ministre de la Santé, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Ministre des Transports, Ministre ayant dans ses attributions les communications, Ministre de l'Environnement). Pour exemple, conformément aux règlements grand-ducaux transposant entre autres les directives «LVD», «EMC», «R&TTE», «ATEX», le SEE est chargé de la surveillance du marché des équipements tombant sous le champ d'application de ces directives, et se traduit par le contrôle direct des produits en vente (magasins, foires, grandes surfaces,...), des produits en procédure d'importation (avec le support de l'Administration des Douanes et Accises), ainsi que la recherche des produits «non conformes» notifiés par d'autres États membres. Dans ce cadre, le SEE réalise aussi des actions nationales et participe régulièrement à des campagnes au niveau européen.

À terme, la future administration ILNAS (Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services), sur proposition des ministres compétents, déterminera et mettra à jour les programmes nationaux de surveillance de produits ou de risques conformément aux directives relatives, tout en précisant à cet égard les priorités et modalités de surveillance du marché. Cet institut coordonnera l'exécution des programmes de surveillance en question, et assurera la surveillance du marché dans le cadre des directives communautaires relatives aux jouets, machines,... (actuellement suivies par l'ITM) et aux équipements électriques et de télécommunications (actuellement suivies par le SEE).

Pour l'instant, les aspects de la surveillance du marché sont coordonnés par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Pour le champ de la protection des consommateurs, au Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de la Réglementation des marchés et de la Consommation, du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, vise à mettre en place et à gérer les instruments en relation.

Depuis août 1999, les compétences gouvernementales en matière de politique de protection des consommateurs relèvent de l'attribution du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur. Ce Ministère est l'interlocuteur privilégié de la Direction de la Santé et de la Protection des consommateurs de la Commission européenne qui coordonne au niveau communautaire les initiatives politiques en matière de protection des consommateurs.

Les missions du Ministère se présentent sous trois volets distincts: d'abord, en tant que pouvoir exécutif, il s'agit de préparer les travaux législatifs mettant en œuvre les directives et règlements communautaires et de lancer toute autre initiative législative jugée nécessaire dans le domaine de la protection des consommateurs; ensuite, pour certains domaines, la loi accorde au Ministère des pouvoirs en matière d'application et de surveillance.

C'est le cas pour la «sécurité générale des produits», les droits des passagers aériens, l'indication des prix et la coopération administrative; finalement, le Ministère est en charge des relations avec l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) et gère la participation financière que l'État accorde à l'association sur base d'une convention à négocié régulièrement.

La loi du 31 juillet 2006 relative à la «sécurité générale des produits», transposant la directive 2001/95, permet au Ministre de l'Économie de retirer du marché des produits à caractère dangereux.

Pour faciliter la détection de produits non sûrs, un système d'alerte rapide (RAPEX - RAPid EXchange System - décision 84/133/CEE) a été créé par la Commission européenne. La loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits remplace celle du 27 août 1997. Les principaux changements sont l'intégration des produits fournis dans le cadre d'une prestation de services au consommateur final privé et des obligations accrues pour les producteurs et les distributeurs.

La loi a pour objet de protéger le consommateur contre des produits mis sur le marché et qui ne remplissent pas les conditions de sécurité exigées. Pour garantir cette protection, le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions dispose des instruments suivants:

1) Les officiers de police judiciaire, les agents de la Police grand-ducale et les agents du Ministère ayant la protection des consommateurs dans ces attributions sont habilités à:

- organiser des vérifications des caractéristiques de sécurité des produits,- réclamer les informations nécessaires aux parties concernées,

- prélever des échantillons d'un produit ou d'une série de produits pour les soumettre à des analyses relatives à la sécurité.

2) De son côté, le Ministre peut:

- ordonner que les personnes susceptibles d'être exposées au risque découlant d'un produit soient averties de ce risque en temps utile et sous forme appropriée, y compris par la publication d'avertissements spéciaux,

- interdire temporairement la mise sur le marché d'un produit susceptible d'être dangereux pendant la période nécessaire pour effectuer les contrôles nécessaires,

- interdire la mise sur le marché d'un produit ou d'un lot de produits que s'est révélé dangereux,

- ordonner ou organiser le retrait d'un produit dangereux déjà sur le marché et la mise en garde des consommateurs vis-à-vis des risques qu'il présente,

- ordonner ou coordonner ou, le cas échéant, organiser avec les producteurs et les distributeurs le rappel d'un produit auprès des consommateurs et sa destruction dans des conditions adéquates.

Le champ de la sécurité générale des produits concerne, en général, des produits qui ne sont pas couverts par une directive spécifique.

Il concerne dans la majeure partie des cas: des briquets, des articles

de papeterie, des articles de puériculture, des articles de loisir et des articles cosmétiques. Jusqu'alors, la Direction de la Réglementation des Marchés et de la Consommation a procédé à diverses vérifications de produits dans des secteurs spécifiques, tels que les articles de puériculture pour examiner si ceux-ci ne contiennent pas des phtalates (substances chimiques qui rendent le PVC mou). De même, des enquêtes sectorielles régulières sont organisées. Récemment un communiqué de presse a informé les consommateurs sur le risque potentiel de blessure d'un jouet interactif. Enfin, le règlement ministériel du 11 septembre 2006 transpose la décision de la Commission européenne relative aux briquets.

2. Les marchandises transitant par l'Aéroport de Luxembourg sont contrôlées de manière générale, par échantillonnage, relevant à la fois de la «sécurité générale des produits», mais aussi de la sécurité des produits («nouvelle approche» - voir supra). À ce titre, une problématique se pose quant aux produits achetés par des consommateurs via le commerce électronique sur Internet, car beaucoup de produits ne sont pas conçus pour le marché européen, et par conséquent, sont bloqués à la douane lors du contrôle. Pour le SEE, dans le cadre de la surveillance du marché, en cas de produits non conformes ou de doutes, en regard des exigences essentielles, des analyses techniques peuvent être conduites par leur laboratoire d'essai interne, ou bien par des laboratoires étrangers compétents, en cas de besoin. Par exemple, concernant le contrôle de produits de type «nouvelle approche», et dans le cadre afférent, le dernier rapport du SEE montre que la plupart des produits contrôlés (transitant par l'Aéroport de Luxembourg) sont conformes (marquage «CE» respecté), beaucoup plus que ceux contrôlés au Centre douanier Luxembourg-Howald (sic). En ce qui concerne les substances utilisées à la fabrication, le SEE vérifie régulièrement la conformité basée sur le dossier technique présenté.

Dans ce cadre, des analyses complémentaires peuvent viser la recherche de non-conformité(s), pas toujours la détection de substances toxiques éventuelles, sauf si la ou le(s) directive(s) spécifique(s) relatives au produit l'exige(nt). De plus, en cas de doutes sur des substances contrôlées ou découvertes dans l'enceinte de l'aéroport, comme pouvant être potentiellement toxiques (poudres par exemple), les autorités de contrôles en place (Douanes et Accises, mais aussi les pompiers par exemple) sollicitent alors le Laboratoire National de la Santé (LNS). Ce dernier, via son laboratoire de toxicologie, est, en effet, compétent pour les analyses et la détection de substances toxiques. Il n'existe pas de procédure spécifique, mais les moyens sont toujours disponibles, le laboratoire de toxicologie travaillant sur demande des autorités de contrôle. Le rythme est d'environ une vérification par mois. Une mise en place plus procédurale pourrait être envisagée entre les autorités de contrôle et le LNS, notamment pour assurer préventivement la perspective d'actions futures de vérification pouvant alors devenir plus nombreuses, par exemple.

Les Douanes et Accises, ainsi que le personnel national (réparti) dédié à la surveillance du marché, constituent les organes principaux de contrôles à la quantité de marchandises transitant par l'Aéroport de Luxembourg, ce sont ces «outils» en termes de ressources humaines qui pourraient alors être renforcés afin d'adapter la fréquence et la qualité. Des formations spécifiques à la surveillance du marché pourraient aussi être envisagées. Plus globalement,

l'ensemble des ressources nationales affectées au domaine de la surveillance du marché pourrait être renforcées. De plus, un investissement futur serait souhaitable en vue de mettre à disposition des autorités de surveillance des équipements adéquats, notamment pour le contrôle des substances toxiques sur le terrain.

3. Le marquage «CE» matérialise la conformité d'un produit aux exigences communautaires incombant au fabricant du produit. Il indique que le produit est conforme à toutes les dispositions communautaires prévoyant son apposition.

Ce marquage relève de directives dites «nouvelle approche».

L'objectif de la «nouvelle approche» étant d'assurer la libre circulation des produits au sein du marché intérieur de l'Union européenne et garantir la sécurité des consommateurs et des utilisateurs européens de ces produits. Il signifie donc que le produit mis sur le marché est conforme aux exigences communautaires de santé et de sécurité et se matérialise par un symbole apposé sur le produit. Il s'agit d'un passeport permettant la libre circulation du produit sur tout le territoire de l'Union européenne.

Les États membres ne peuvent restreindre la mise sur le marché et la mise en service des produits marqués «CE», sauf en cas de preuves de non-conformité du produit. Le marquage doit être apposé avant qu'un produit ne soit mis sur le marché européen et mis en service. La décision 93/465/CEE du Conseil, du 22 juillet 1993 fixe le régime d'apposition du marquage «CE» en ce qui concerne la conception, la fabrication, la mise sur le marché, la mise en service d'un produit.

Ce marquage, lorsqu'il est respecté dans son application, remplit son rôle pour garantir la qualité et sécurité des produits. Il répond dans chaque cas à une directive et transposition nationale ad hoc, des références communautaires de fait.

Récemment les discussions du futur règlement et de la future décision sui generis de l'Union européenne concernant la commercialisation des produits («Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits»), pourraient aussi prévoir un nouveau marquage CE dit «CE+», visant à rejoindre les exigences sécurité du consommateur, au-delà de la stricte sécurité intrinsèque du produit en question. Ces futurs textes prévus pour la «nouvelle approche», sont aussi souhaités comme couvrant tous les produits. Ces deux tendances résultant de la volonté du Parlement européen, dans le but de garantir encore plus la qualité et la sécurité des produits, pour les consommateurs. Ces deux aspects demeurent encore en discussion.

4. Tel que vu précédemment, à terme, la future administration ILNAS (Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services), coordonnera l'exécution des programmes de surveillance du marché, et assurera la surveillance du marché dans le cadre des directives communautaires relatives aux jouets (actuellement suivies par l'ITM) et aux équipements électriques et de télécommunications (actuellement suivies par le SEE).

Sur proposition des ministres compétents, cet institut déterminera et mettra à jour les programmes nationaux de surveillance sectoriels par catégorie de produits ou de risques conformément aux directives relatives, tout en précisant à cet égard les priorités et modalités de surveillance du marché.

ILNAS veillera donc à recueillir les spécifications nécessaires devant figurer dans la nouvelle directive européenne relative aux jouets, en collaborant avec les parties intéressées au plan national, et en participant, si possible, à la définition de ce nouveau document de l'Union européenne. Sachant que la révision de cette directive concerne une proposition de la Commission européenne annoncée pour le premier trimestre 2008.

Ainsi, ILNAS entend suivre, de la même manière, la série d'initiatives envisagées, à ce titre, par la Commission européenne, à savoir, par exemple, l'élaboration d'une mesure ciblée requérant la mention d'avertissements appropriés sur les dangers liés aux aimants dans les jouets, le renforcement de la coopération entre les autorités douanières et celles chargées de la surveillance des marchés (notamment en vue d'une meilleure interopérabilité entre le système RIF d'information sur les risques et les systèmes d'alertes rapide pour les biens de consommation et les aliments (PAPEX et RASFF)) et, enfin, l'élaboration, avec les États membres et les partenaires internationaux, des solutions pratiques dans le domaine de la traçabilité, y compris une éventuelle exigence légale plus formelle de traçabilité dans le secteur des biens de consommation.

Le projet de budget 2008 prévoit un nouvel article budgétaire pour la surveillance du marché des jouets.

## Question 2085 (1.11.2007) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la carte Jumbo:

Bei de Jumboskaarte fir Schüler war et bis elo üblech, datt wa se hir Demande agereecht haten, mat enger Photo, an hir Tax bezuelt haten, datt se dann direkt e Formulaire kruten opgrond vun deem se den öffentliche Transport konnte gratis benotzen.

Elo soll dat laut TICE awer net méi esou sinn, d'Schüler sollen eréischt duerfe gratis matfueren, wa se hir Jumboskaart ausgestellt kritt hunn, wat iwwer eng Woch kann daueren an de Schüler bis zu 15 Euro kascht, wann en den öffentliche Transport wëllt benotze fir an d'Schoul ze fueren.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Huet den Här Minister Kenntnis dervun, datt d'Schüler elo eréischt duerfen den öffentliche Transport gratis benotze wa se hir Jumboskaart ausgestellt kruten?

2) Wa jo, wéisou dës Ännerung, déi zum Nodeel vun de Schüler ass?

3) Gedenkt den Här Minister deen ale Modus erëm anzeféieren, laut deem een unhand vun engem Formulaire scho kann den öffentliche Transport benotzen, wann de Schüler seng Demande agereecht an d'Tax bezuelt huet?

## Réponse (29.11.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Säit der Aféierung vun der Jumboskaart 1987 kënnen dei Jugendliche bis 21 Joer mat engem Formulaire hir Joreskaart am Virus bestellen. Dat gëlt bei alle Betriber CFL, AVL an TICE.

Beim TICE ass an Ausnahmefäll d'Quittung, datt d'Kart bezuelt ass, am Bus unerkannt ginn, wann d'Austelle méi laang gedauert huet.

Well säit dem 1. Juli d'Zäitdauer fir d'Kaarten auszustellen verkierzt ginn ass a well jo awer jidderee seng Kart ka mat Zäit ufroen, ass et net mei néideg fonnt ginn, nach ee mat enger Quittung am Bus matfueren ze loosser.



**Question 2087** (31.10.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **train d'atterrissage des avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier**:

Au cours des dernières semaines plusieurs avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier ont connu des problèmes avec leur train d'atterrissage lorsqu'ils se sont posés au sol. La compagnie aérienne SAS a décidé de ne plus laisser voler ses avions de ce type. Cette décision est intervenue après que de nouvelles difficultés se sont manifestées malgré les vérifications techniques entre-temps effectuées par Bombardier sur la série d'appareils concernés par les premiers incidents.

La compagnie aérienne luxembourgeoise semble par contre continuer à faire confiance aux assertions de Bombardier quant à la fiabilité des avions qu'elle exploite, alors que des contrôles effectués pas ses propres services n'auraient pas révélés d'anomalies.

Faut-il rappeler qu'un avion luxembourgeois du type Embraer a évité de justesse les conséquences fatales d'un accident dû à des problèmes du train avant lors de son atterrissage le 24 septembre 2003.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre estime que tous les risques peuvent être exclus pour qu'un des engins susmentionnés détenus par notre compagnie aérienne nationale puisse connaître les mêmes problèmes que ceux ayant affectés d'autres appareils du type en question?

- Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre juge-t-il opportunes et adéquates pour éviter tout risque d'incident?

- Est-ce que la Direction de l'Aviation civile a procédé à une vérification préventive des avions du type en question? Quelle en a été la portée? À quel moment cette inspection a eu lieu et quels en furent les résultats? Est-il, au vu des décisions prises par d'autres autorités de surveillance, prévu de maintenir en service ce type d'avion?

**Réponse** (21.12.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Monsieur le Député s'enquiert sur les problèmes techniques qu'ont connus récemment plusieurs avions de type Q400 de la compagnie aérienne SAS lors de certains atterrissages.

J'ai bien évidemment connaissance de ces événements et je peux rassurer Monsieur le Député que le Ministère des Transports, par le biais de la Direction de l'Aviation civile, suit de très près ces événements en coopération avec les autorités étrangères concernées.

Il semble utile de rappeler à Monsieur le Député que conformément aux règlements applicables en matière d'aviation civile internationale, toute mise en service d'un avion par une compagnie aérienne au Luxembourg fait l'objet d'un contrôle préalable à deux niveaux:

- au niveau de la délivrance du certificat d'immatriculation individuel de chaque avion et du certificat de navigabilité associé;

- lors de l'inscription de cet avion sur le certificat de transporteur aérien de la compagnie concernée.

Ensuite, après sa mise en service, chaque avion immatriculé au Luxembourg fait l'objet d'un suivi

de navigabilité continue sous la responsabilité de la Direction de l'Aviation civile, conformément aux consignes et procédures arrêtées par l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne basée à Cologne, en rapport avec l'autorité chargée de la supervision du constructeur et avec les autorités de certification de ce type d'avion.

Ainsi, dans le cas du DHC8-Q400 construit par la filiale Avions régionaux du groupe canadien Bombardier (autrefois De Havilland Canada), la certification des avions de type Q400 a été accordée par le département des Transports du Canada en juillet 1999. Il est à noter que cet avion est une nouvelle version des avions DHC8-100, 200 et 300 dont la version la plus ancienne a été mise en service dès 1984.

Conformément au règlement européen (CE) 1702/2003 relatif à la certification de navigabilité et environnementale des aéronefs et de leurs équipements, la délivrance du certificat de navigabilité individuel de chaque avion de type Q400 exploité par Luxair se fait sur la base de la certification de ce type d'aéronef telle qu'elle a été validée par l'Agence européenne sur la base de la première certification en Europe, accordée par le Danemark en décembre 1999.

Ce n'est qu'à l'issue de ce processus et après une inspection initiale, effectuée par les inspecteurs de la Direction de l'Aviation civile du Luxembourg, que les avions peuvent recevoir leur certificat de navigabilité individuelle. En outre, pour une exploitation en transport commercial, la compagnie doit produire un manuel d'exploitation et un programme d'entretien qui doivent être approuvés par la Direction de l'Aviation civile pour chaque type d'avion. Tout ce dispositif de certification et de délivrance d'autorisation est placé sous la responsabilité de la Direction de l'Aviation civile qui est elle-même audité régulièrement tant par l'Organisation de l'Aviation civile internationale que par l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne.

Après leur mise en service, les avions font l'objet d'un suivi rigoureux selon des procédures standardisées appliquées par les autorités luxembourgeoises destinées à garantir à chaque instant le plus haut niveau de sécurité.

La compagnie Luxair fait ainsi l'objet d'une double supervision par la Direction de l'Aviation civile, à la fois sur les conditions de suivi de la navigabilité continue de des aéronefs et sur les conditions de réalisation des opérations d'entretien et de maintenance, effectués par des techniciens spécialement formés.

Suite au premier accident survenu sur un Q400 de la compagnie SAS au Danemark, le 9 septembre 2007, et conformément à la procédure applicable, le constructeur et les autorités canadiennes ont été informés et ont répercuté cette information sur tous les opérateurs et leurs autorités de supervision au travers d'un message AOM (All Operators Message).

Après le deuxième accident survenu sur un avion Q400 exploité par SAS, à Vilnius, le 12 septembre 2007, l'enquête a progressé très vite et a permis de mettre en évidence un problème de corrosion sur un vérin du système de rétraction du train d'atterrissage principal de cet avion. Il faut souligner que même si le principe de fonctionnement du système de train d'atterrissage sur le Q400 est similaire à celui des autres versions du DHC8, le constructeur en est différent. Dès le 12 septembre 2007 au soir, le département des Transports canadien a publié une consigne de navigabilité d'urgence qui imposait à tous les exploitants de Q400 de vérifier visuellement avant tout nouveau vol les vérins de rétraction du train principal et leur rotule, notamment pour s'assurer du frei-

nage des écrous de fixation de cette rotule, et à tous exploitants de Q400 ayant effectué plus de 8.000 atterrissages sur un avion, ou pour tous les Q400 ayant plus de quatre ans d'âge, de procéder à une inspection approfondie de ce vérin pour vérifier l'absence de corrosion interne. Les deux Q400 de SAS avaient effectué plus de 10.000 atterrissages et leur mise en service remontait à 2000. La même vérification devait être effectuée avant 500 heures de vol pour les avions totalisant entre de 4.000 et 8.000 atterrissages ou ayant entre deux et quatre ans depuis leur fabrication. Le 13 septembre, l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne rendait obligatoire cette consigne de navigabilité pour tous les Q400 immatriculés dans un des États de l'Union européenne.

La Direction de l'Aviation civile en étroite concertation avec l'opérateur Luxair s'est assurée du respect de cette consigne de navigabilité pour les Q400 dont le plus ancien totalisait à ce moment moins de 400 atterrissages et dont la mise en service ne remontait qu'au mois de juin 2007. Par mesure de précaution visant à s'assurer que les avions ne présentaient aucun risque et en accord avec la Direction de l'Aviation civile, la compagnie Luxair a décidé d'inspecter tous ses avions lors de visites quotidiennes en dehors du programme des vols, dans la nuit du 13 septembre 2007, en procédant systématiquement à des inspections détaillées alors même que les avions de Luxair n'étaient pas encore concernés par la consigne compte tenu de leur âge. Ces inspections ont confirmé l'absence totale de corrosion pour les avions Q400 de Luxair. La compagnie la plus touchée ayant été la compagnie SAS dont la flotte de Q400 compte parmi les plus anciennes. Il a été tenu compte des informations pertinentes de la consigne de navigabilité dans le programme de maintenance régulier des Q400.

Le troisième accident d'un Q400 de la compagnie SAS, le 27 octobre 2007 à Copenhague, ne s'était pas produit dans les mêmes conditions, le train refusant de sortir même avec le système de secours. Les enquêteurs ont d'ailleurs établi rapidement l'absence de corrosion. Alors que les autorités de l'aviation civile du Canada ont clairement maintenu leur confiance dans le Q400 compte tenu du réexamen en détail des conditions de la certification initiale et de l'analyse très détaillée du système du train d'atterrissage, la compagnie SAS a pris unilatéralement, et contre l'avis des autorités danoises de l'aviation civile, la décision de suspendre définitivement de vol tous les Q400 exploités par la compagnie, motivant cette décision par le fait que les passagers n'avaient plus confiance dans ce type d'avion.

Au cours d'une réunion convoquée par les autorités canadiennes, le 29 octobre 2007 à Toronto, et à laquelle participait le responsable du suivi de navigabilité du Q400 au sein de l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne, tous les représentants des autorités des États exploitants les Q400, en Amérique, en Europe et en Asie, décidaient de ne pas interdire le vol de ce type d'avion, dans l'attente des conclusions définitives du rapport d'enquête. Cette décision a par ailleurs été renforcée par la conclusion d'une réunion exceptionnelle tenue le 7 novembre à Cologne au cours de laquelle les dirigeants de l'AESA ont maintenu le certificat de navigabilité de type du Q400, réaffirmant leur confiance dans ce type d'appareil.

Entre-temps, l'enquête relative au dernier accident de Q400 à Copenhague a mis en évidence que le blocage du vérin était dû à l'obstruction d'une valve du circuit hydraulique par un joint torique ayant

été sorti de son logement lors d'une opération de maintenance effectuée cinq jours avant l'accident.

Aujourd'hui les problèmes de corrosion sont soigneusement suivis dans l'attente du remplacement dans les mois à venir des vérins sur la flotte mondiale des Q400 avec des pièces ne présentant plus un tel risque de corrosion.

Il convient de noter qu'en total seuls trois Q400 de la compagnie scandinave SAS ont été concernés par ces accidents provoqués par la mauvaise sortie du train principal sur une flotte de plus de 150 avions en service auprès de 22 opérateurs dans le monde entier.

S'ajoute que le Q400 est la dernière version d'un avion produit à plus de 650 exemplaires, ayant accumulé plus de 13 millions d'heures de vol. Finalement, les enquêtes menées sur les deux premiers accidents des avions Q400 de SAS ont mis en évidence un problème de corrosion affectant des avions ayant tous effectué plus de 10.000 vols et ayant plus de cinq ans d'âge. À ce jour, Luxair dispose de trois avions Q400 ayant tous moins de six mois depuis leur mise en service et ayant effectué moins de 1.000 vols chacun.

SAS a été la seule à retirer les Q400 de sa flotte et a dû affréter de nouveaux avions pour assurer ses vols dont, entre autres, un Boeing 737-500 affrété avec équipage auprès de Luxair pour effectuer deux vols par jour entre Copenhague et Luxembourg en remplacement des Q400 qui opéraient sur cette route trois fois par jour.

**Question 2088** (7.11.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **antennes mobiles du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU)**:

Selon le rapport de l'Administration des Services de Secours pour l'année 2006, on note un total de 7.201 sorties des trois antennes mobiles du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU), soit une moyenne de 19,7 interventions quotidiennes. Les capacités de l'antenne mobile du SAMU Luxembourg, avec un maximum de 3.403 interventions, atteignent leurs limites.

Ces interventions regroupent à la fois les interventions primaires, secondaires et tertiaires. Par intervention primaire on entend le secours aux personnes blessées et malades et leur transport vers les établissements de santé. Par intervention secondaire on entend le transfert d'un patient d'un hôpital à un autre pour traitement spécifique dans un hôpital qui dispose du service nécessaire (par exemple neurochirurgie ou cardiologie interventionnelle). Une intervention tertiaire est le transfert d'un patient après traitement dans un service adapté à son état vers l'hôpital d'envoi.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quel est le nombre exact des interventions des trois antennes mobiles du SAMU en primaire, secondaire et tertiaire?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les interventions secondaires et tertiaires sont prises en charge par l'antenne mobile et ne sont pas organisées, comme à l'étranger, par l'hôpital d'envoi qui met à la disposition un médecin et l'équipement nécessaire pour accompagner un tel transfert?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que suite aux synergies entre les hôpitaux luxembourgeois, un nombre croissant de ces interventions risque de perturber les missions d'intervention primaire du SAMU, à savoir la mise en condi-

tion et le transport d'une détresse vitale?

- Alors que le SAMU prête main forte lors d'un transport secondaire ou tertiaire, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que ces missions devront au futur être organisées par les hôpitaux?

- Selon mes informations la région de la Sarre dispose d'un véhicule du type «Intensivtransportwagen» destiné aux transferts secondaires et tertiaires et doté d'un équipement spécial permettant le transport des patients nécessitant des soins intensifs complexes (par exemple respiration artificielle différenciée, monitoring spécial au-delà des possibilités techniques des antennes mobiles du SAMU). Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un tel véhicule desservi par les hôpitaux pourrait soulager la tâche des antennes mobiles du SAMU qui pourraient se concentrer sur les interventions du type primaire?

**Réponse** (18.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Se basant sur un rapport de l'Administration des Services de Secours l'honorable Parlementaire fait le constat que le SAMU de la région du Centre atteint la limite de ses capacités et s'interroge sur les moyens d'y remédier, notamment en trouvant des solutions de renforcement pour les interventions qu'elle qualifie de «secondaires» et de «tertiaires».

Il est un fait que les antennes mobiles du SAMU prennent en charge, outre les urgences qui se produisent sur la voie publique ou à domicile, les urgences qui se déclarent à l'hôpital et qui nécessitent un transfert dans un milieu hospitalier spécialisé, ainsi que le retransfert du patient après traitement du milieu hospitalier spécialisé vers l'hôpital d'origine. Ce retransfert peut nécessiter le cas échéant une ambulance médicalisée avec un staff d'accompagnement du type SAMU, surtout lorsqu'il s'agit du transport d'une personne ayant subi à l'INCCI un traitement récent relevant de la chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle.

L'honorable Parlementaire suggère de charger dorénavant les hôpitaux d'organiser eux-mêmes les transports secondaires et tertiaires. Elle lance encore l'idée d'un «Intensivtransportwagen» tel que celui s'occupant en Sarre des transports secondaires et tertiaires. Il faut cependant savoir qu'actuellement les hôpitaux luxembourgeois ne disposent pas eux-mêmes d'ambulances. De toute manière le problème de l'accompagnement de l'ambulance en personnel médical et de soins resterait entier.

J'aimerais, en ce qui me concerne, disposer de davantage de données chiffrées pour juger si le problème, qui a été soulevé bien avant la présente question parlementaire, est réel. Il se fait en effet que les procès-verbaux des sorties de SAMU ne permettent pas de distinguer nettement entre les sorties primaires, secondaires et tertiaires. Une informatisation du Protocole de prise en charge des patients relevant du SAMU (Protocole Divi), qui a démarré avec la région du Sud, est en cours pour les régions du Nord et du Centre. L'exploitation de ce Protocole, qui fera entre autres la part des choses entre les différents types de sortie du SAMU, commencera au début de l'année 2008.

C'est aussi en 2008 que Monsieur le Ministre de l'Intérieur en collaboration étroite avec le Ministre de la Santé fera faire par un organisme



externe une étude sur l'organisation du système de secours pré-hospitalier, y compris le SAMU.

J'attends les résultats du Protocole Divi ainsi que de l'étude dont question ci-dessus avant de voir si les transferts secondaires et tertiaires nécessitent une réorganisation ou un renforcement du SAMU.

**Question 2089** (7.11.2007) de **M. Jean Huss (DÉI GRENG)** concernant le **retrait d'un médicament du marché par le producteur Bayer:**

Le 5 novembre le groupe Bayer a annoncé le retrait temporaire du marché de son médicament Trasyol. Ce médicament, utilisé lors d'opérations cardiaques, serait mis en relation avec un taux de mortalité augmenté.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le médicament en question est-il utilisé dans les hôpitaux luxembourgeois?

- Est-ce que les hôpitaux et pharmacies hospitalières ont été informés?

- De quelle façon sera organisé le retrait des stocks non utilisés des circuits hospitaliers luxembourgeois?

**Réponse** (27.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La société Bayer a suspendu la commercialisation du médicament Trasyol en date du 5 novembre, suite à une décision des autorités allemandes d'en suspendre l'autorisation de mise sur le marché.

La distribution du médicament en question depuis l'entrepôt de Bayer situé en Belgique, qui dessert le Luxembourg, a été arrêtée le même jour.

Mes services ont été avertis dès le 5 novembre. Bayer a été invité à retirer tous les stocks de ce médicament détenus au Luxembourg.

Le Trasyol est un médicament qui n'est utilisé que dans les hôpitaux. Au Luxembourg deux hôpitaux seulement l'avaient en stock.

Ces hôpitaux ont été avertis par téléphone et ils ont reçu confirmation par voie de mail.

Les opérations d'information des pharmaciens hospitaliers luxembourgeois et les opérations de retrait du médicament se sont déroulées au Luxembourg dans les mêmes conditions et délais qu'en Belgique.

L'Agence européenne des Médicaments à Londres s'est saisie du dossier lors de sa réunion du mois de novembre. Elle a demandé à son comité des spécialités pharmaceutiques de procéder à une réévaluation complète du rapport risque/bénéfice de ce médicament.

**Question 2092** (8.11.2007) de **M. Alexandre Krieps (DP)** concernant l'**introduction du dépistage moléculaire par technique VHP-AND:**

Le test Pap, mis au point dans les années 1940 par le Dr Georgios Papanicolaou, est toujours standard dans la détection du cancer du col de l'utérus depuis 50 ans. Une étude parue dans «The New England Journal of Medicine» daté du 18 octobre dernier montre que

le test ADN des VPH permettait de détecter 94,6% des lésions précancéreuses sans générer de faux résultats comparativement à 55,4% pour le test de Pap.

Chez nous, le Laboratoire National de Santé (LNS) a été récemment confronté à une incertitude des résultats des dépistages cytologiques des cancers du col utérin.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas nécessaire d'introduire le dépistage moléculaire par technique VHP-ADN en accord avec les données scientifiques modernes et en complément des techniques cytologiques classiques pour les femmes de 30 ans et plus?

**Réponse** (10.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

L'honorable Parlementaire pose la question de l'opportunité de compléter en matière de détection du cancer du col de l'utérus l'actuel dépistage fait au moyen de techniques cytologiques classiques par le dépistage moléculaire par technique VHP-ADN.

Depuis peu le Laboratoire National de Santé est effectivement en mesure de faire la recherche des HPV et d'en faire le typage.

Quant à savoir dans quelle mesure la nouvelle technique devra compléter voire remplacer la technique classique, mes services attendent une révision des «European Guidelines», dont la version actuelle met en garde contre l'utilisation de la nouvelle technique comme dépistage primaire. L'on peut cependant admettre que les éditeurs de ces «Guidelines» aient justement attendu l'étude fort récente à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire pour procéder à une révision.

À première vue la nouvelle technique paraît intéressante surtout pour les classes d'âge visées par l'honorable Parlementaire, insuffisamment couvertes par le dépistage opportuniste actuel. Mes services suivront attentivement l'évolution sur le plan scientifique international et me feront rapport le moment venu en vue d'éventuelles mesures nouvelles à arrêter.

**Question 2094** (9.11.2007) de **M. Alexandre Krieps (DP)** concernant le **communiqué de presse du 6 novembre 2007 relatif à la présentation de l'agence de promotion «Luxembourg for Business»:**

À l'occasion de la présentation de l'agence de promotion «Luxembourg for Business» en date du 6 novembre 2007, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a publié un communiqué de presse fourmillant de fautes d'orthographe et de grammaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un communiqué si mal rédigé risque d'avoir des effets négatifs pour l'image de marque du Luxembourg?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il éviter de tels impairs à l'avenir?

**Réponse** (14.12.2007) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Il est évident qu'un texte présentant excessivement de fautes d'orthographe et de grammaire ne reflète pas positivement sur l'instance qui l'a publié. Dans ce cas

précis un malentendu était à l'origine de la publication d'une ébauche de texte du communiqué en lieu et place de la version revue et corrigée. Si cet incident n'a certainement pas profité à l'image du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, je ne pense pas qu'il y ait eu des effets négatifs pour l'image de marque du Luxembourg vu que le problème en question ne concernait que la version distribuée aux journalistes présents lors de la conférence de presse et que seuls les représentants des médias nationaux y avaient été convoqués. Par ailleurs, dès la fin de la conférence de presse, la version corrigée avait été transmise au Service Information et Presse du Gouvernement pour publication.

Il n'en est pas moins qu'à l'avenir de tels impairs devront être évités et c'est pourquoi j'ai rappelé à mes services de revoir la copie et de s'assurer de la bonne forme de tout texte avant sa publication.

**Question 2095** (12.11.2007) de **MM. Laurent Mosar et Marcel Oberweis (CSV)** concernant les **installations de biogaz:**

Une société coopérative de la région de Kehlen, regroupant en son sein trente entreprises du secteur agricole, tente depuis plusieurs années de construire une installation de biogaz qui permettrait de traiter aussi bien du purin que d'autres ordures. L'installation en question pourrait travailler avec un tonnage d'environ 50 tonnes, garantissant la production de 4,5 millions de m<sup>3</sup> de biogaz qui, après purification, pourraient être injectés dans les réseaux de gaz naturel au Luxembourg. Un fournisseur de gaz a par ailleurs fait part de son intention de participer activement à la préparation du gaz.

Bien qu'une étude sur la faisabilité fut élaborée et présentée aussi bien au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur qu'au Ministère de l'Environnement et qu'il a ensuite été conclu qu'un tel projet pourrait également être construit au Luxembourg, le dossier n'avance plus.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est l'état actuel du dossier en question?

- Pour quelles raisons le projet sous rubrique n'a pas encore vu le jour?

- Quelles sont les difficultés qui empêchent le début des travaux?

- Le Gouvernement envisage-t-il de soutenir le projet?

**Réponse commune** (19.12.2007) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur** et de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

Le projet d'installation de production de biogaz dont question et qui se base sur une initiative privée, a été présenté par son promoteur, la société coopérative «Naturgas Kehlen», lors d'une conférence de presse, initiée par le promoteur, le mardi 20 novembre dernier en présence du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

D'après les promoteurs du projet, l'installation de Kehlen se distingue par le fait qu'il s'agit d'une des premières de ces installations où le biogaz produit est injecté directement dans le réseau de gaz naturel, après nettoyage et traitements divers, alors que le biogaz produit dans les autres installations est utilisé pour générer de l'électricité et, le cas échéant, de la chaleur utilisable. Le projet rassemble

dans la coopérative 30 agriculteurs des communes de Kehlen, Mamer et Septfontaines prêts à s'engager dans le projet.

Le début des travaux est prévu, d'après les promoteurs du projet, au printemps prochain et dès 2009, l'installation devrait produire 2,5 à 3,0 millions de m<sup>3</sup> de biogaz injecté dans le réseau par an, évitant ainsi l'émission de quelque 5.500 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. À noter également que l'installation ne produira pas d'eau usée et que le digestat, liquide résultant de la fermentation, est un excellent engrais biologique qui pourra être épandu sur les terres au lieu des lisiers et fumiers.

Le Gouvernement se félicite de cette initiative privée fort louable et a le souhait de voir cette initiative imitée et que des installations similaires voient le jour à travers le Grand-Duché. Dans ce cadre le Gouvernement envisage de soutenir ce projet par différentes aides. Quant au biogaz injecté dans le réseau, la loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel prévoit l'obligation de rachat de la production de biogaz, de gaz issu de la biomasse ou d'autres types de gaz, basés sur des sources d'énergie renouvelables et destinés à être injectés dans un réseau de gaz naturel. Un règlement grand-ducal précisant cette obligation de rachat est en train d'être élaboré au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et sera la base pour la rémunération de la production de biogaz de l'installation de Kehlen.

Néanmoins, la mise en œuvre du projet est soumise à une autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ainsi que de la loi du 28 juillet 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne cette dernière, il convient de noter que le dossier d'autorisation vient d'être soumis au Ministre de l'Environnement en date du 14 novembre 2007. Le dossier fera l'objet de la procédure d'instruction telle prévue par l'article 9 de la précitée loi.

Quant à la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, il convient de souligner que l'exploitant bénéficie d'une autorisation de principe établie en date du 19 juillet 2006 pour l'installation de l'ouvrage sur un terrain sis à Kehlen au lieu-dit «Zentestall». L'autorisation de principe était subordonnée à la présentation et à l'autorisation subséquente des plans d'exécution définitifs par l'autorité politique compétente.

Les fonds destinés à recevoir les constructions sont situés dans un ensemble paysager à haute valeur esthétique et biologique. Une adaptation de l'approche architecturale en ce qui concerne la topographie et la spécificité du lieu a été nécessaire en l'occurrence afin de minimiser les éventuelles nuisances pour le paysage. Un terrain d'entente a pu être trouvé entre les parties.

À l'heure actuelle sont à l'étude les différentes possibilités d'accès vers le site qui longe la RN12 pour en dégager un tracé susceptible de conserver au mieux l'allée d'arbres qui longe la route, allée qui compte parmi les plus remarquables du territoire national.

**Question 2098** (13.11.2007) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'**impact sur la place financière des fonds d'investissement spécialisés:**

En Allemagne, il sera introduit à partir de 2009 un impôt libératoire forfaitaire au taux unique de 25%

sur les revenus de capitaux privés. En même temps, de nombreuses possibilités existantes pour les investisseurs privés ayant incité les investisseurs privés à transférer leur capital à l'étranger vont disparaître.

Le Finanzausschuss du Parlement allemand a récemment décidé de modifier le projet de loi gouvernemental en soumettant à l'imposition à la source les revenus des fonds d'investissement spécialisés luxembourgeois qui ont été générés dès le 8 novembre 2007.

- Considérant l'intérêt grandissant des investisseurs pour la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, j'aimerais demander Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget quel est l'impact de ces mesures sur la place financière.

**Réponse** (18.12.2007) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

À titre préliminaire, il paraît utile de rappeler la finalité de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés. Cette loi, qui a remplacé la loi du 19 juillet 1991 relative aux organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public, a pour objectif de favoriser le développement de structures d'investissement répondant à des contraintes opérationnelles moins lourdes en raison de la qualification des investisseurs visés. Elle est similaire à des réglementations existant déjà à l'étranger, notamment en France (OPCVM contractuels) et en Irlande (Qualified Investors Funds).

Des considérations d'ordre fiscal n'étaient pas prépondérantes lors de l'élaboration du nouveau régime légal applicable à ce type de véhicule d'investissement.

Une ventilation des fonds d'investissement spécialisés selon l'origine géographique de leurs initiateurs met en évidence la multitude des pays actifs dans le lancement de tels véhicules d'investissement au Luxembourg. Ainsi les initiateurs de fonds d'investissement spécialisés sont actuellement répartis parmi près d'une trentaine de nationalités différentes.

Parmi les demandes d'agrément de fonds d'investissement spécialisés introduites auprès de la CSSF depuis l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2007 jusqu'à ce jour, près de la moitié émanent plus particulièrement d'initiateurs d'origine allemande. Il est à noter que la proportion de demandes d'agrément émanant d'initiateurs d'origine allemande est restée constante au cours des dernières semaines.

Les nouvelles dispositions fiscales récemment introduites en Allemagne n'ont dès lors pas eu à ce jour de répercussions sur le développement du secteur des fonds d'investissement spécialisés et donc sur la place financière.

**Question 2100** (13.11.2007) de **M. Félix Braz (DÉI GRENG)** concernant les **demandeurs d'asile venant du Nigeria:**

La Direction de l'Immigration aurait ouvert les portes de ses installations à des représentants du Consulat du Nigeria pour identifier des demandeurs de protection internationale ou des demandeurs d'asile déboutés, et ce en vue d'un prochain rapatriement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Cette façon de procéder est-elle aussi accordée aux autres représentations des pays d'origine de demandeurs de protection internationale ou encore de demandeurs d'asile déboutés?



- Quel est le nombre de demandeurs d'asile déboutés venant du Nigeria auxquels un retour volontaire a déjà été proposé? Combien d'entre eux ont profité de cette proposition en 2007?

- Quel est le nombre de demandeurs d'asile déboutés venant du Nigeria qui ont été rapatriés de force en 2007? Combien ont toutefois obtenu le statut de tolérance en 2007?

- Pourquoi le motif ne ressort pas de la convocation faite par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration?

**Réponse** (27.11.2007) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

La Direction de l'Immigration reçoit régulièrement des représentants d'ambassades respectivement de consulats de pays d'origine de demandeurs d'asile déboutés et ce en vue de l'identification de ces personnes. De telles entrevues se font soit dans les locaux de la Direction de l'Immigration même, soit, lorsque les personnes font l'objet d'une mesure de placement, au centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière.

À l'heure actuelle, le Luxembourg comptabilise quelque 194 demandeurs d'asile déboutés en provenance du Nigeria.

Seuls deux demandeurs d'asile déboutés du Nigeria ont profité d'un retour volontaire en 2007 contre six retours forcés durant la même année. 22 demandeurs d'asile déboutés de nationalité nigérienne ont obtenu une tolérance.

Le motif ne ressort pas de la convocation faite par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, l'expérience ayant montré qu'au cas contraire les demandeurs déboutés ne se présentent même pas.

**Question 2101** (13.11.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce**:

La loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective autorise les chambres professionnelles à percevoir de leurs ressortissants une cotisation dont la base de perception est établie par chaque chambre. Le Tribunal administratif a récemment déclaré illégales les règles d'établissement des rôles et les règles de perception des cotisations qui permettent à la Chambre de Commerce de percevoir chaque année 0,2% des bénéfices commerciaux de ses ressortissants, au sens du droit fiscal, en utilisant les services de l'Administration des Contributions directes. En effet, le règlement grand-ducal établissant la procédure de perception des cotisations n'a jamais été pris. De plus, la loi ne définit pas les ressortissants de la Chambre de Commerce.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Pour quelles raisons aucun règlement grand-ducal établissant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce n'a été pris jusqu'à ce jour?

2. Au vu de la jurisprudence précitée, les règles d'établissement des rôles et les règles de perception des cotisations de la Chambre de Commerce ne devraient-elles pas faire l'objet d'une réforme plus approfondie?

**Réponse** (18.12.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Monsieur le Député Laurent Mosar fait implicitement référence à un jugement du 24 octobre 2007 du Tribunal administratif qui a annulé le bulletin de cotisation que la Chambre de Commerce avait adressé à un de ses ressortissants. La loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective donne à la Chambre de Commerce le pouvoir de déterminer elle-même le niveau et les modalités de la fixation des cotisations. Il a paru aux gouvernements qui se sont succédés depuis 1924 que ces dispositions (articles 3 et 37bis) étaient suffisantes pour procéder auprès de ses adhérents à la liquidation des cotisations, opération purement «mécanique», sans qu'il soit nécessaire de prendre des règlements grand-ducaux d'application.

Face à l'interprétation différente que le Tribunal administratif a faite du texte de 1924, le soussigné proposera au Conseil de Gouvernement du 21 décembre d'adopter un règlement grand-ducal qui réglera en détailles modalités d'affiliation à la Chambre de Commerce, l'établissement du rôle et la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce.

**Question 2103** (13.11.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)**:

Op dem ehemolege WSA-Site zu Beetebuerg sollen zwee nei Betriber sech néierloossen, mat eventuell iwuer 1.000 neien Aarbechtsplazen.

Et gëtt nach eng Rei ehemoleg Beschäftegt vum WSA-Site Beetebuerg, déi nach ëmmer keng Aarbecht fonnt hunn an och anscheinend schwéier ze vermëttele sinn.

Kënnen déi zoustänneg Ministeren mer duerfir folgend Froe beäntweren:

1) Wivill ehemoleg Beschäftegt vun der WSA-Beetebuerg hunn nach keng nei Schaff fonnt?

2) Gesäit d'Regierung eng Méiglechkeet, fir dës Leit eventuell bei deenen neie Betriber op dem ehemolege WSA-Site zu Beetebuerg ënnerdach ze bréngen?

3) Wann net, wéi sinn d'Aussichten, fir datt déi Leit nach jeemoools eng Schaff fannen?

**Réponse commune** (19.12.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

1. Vun deene Leit, déi bei der WSA entlooss gi sinn, bleiwen der nach 21 ageschriwwen um Aarbechtsamt. Dovunner sinn der allerdéngs aacht an enger Beschäftigungs- oder Weiterbildungsmossmam, vun deenen der e puer zu enger normaler Schaff wäerte féieren.

2. Déi Leit vun der WSA sinn zu engem gudden Deel duerchhaus qualifizéiert an hu während Jore gutt Aarbecht gemach. Och si si mam Site WSA vertraut. Et kann een dofir dovun ausgoen, datt eng reel Méiglechkeet besteet, fir datt dës Leit vun deenen neie Betriber kënnen agestallt ginn. Dës Decisioun läit awer selbstverständlech bei de Betriber, déi d'Profiler an d'Qualifikatioun vun deenen ugebuedenen Aarbechtsplaze bestëmmen.

3. Wat d'Aussichte vun deene Leit ueget, déi nach keng Schaff hunn, sou si wuel e puer Leit derbäi, déi sou wäit vum Aarbechtsmaart

eweich sinn, dass et schwiereg wäert gi fir si eng Schaff ze fannen.

Et muss ee sech awer och d'Fro bei verschiddeenen aneren stellen, wat si selwer ënnerhuele fir eng néi Aarbechtsplaz ze fanne, wann ee gesäit wivill Assignatioune se schonns vum Aarbechtsamt kritt hunn, oni dass dat zu engem Resultat gefouert hätt.

**Question 2104** (14.11.2007) de **M. François Bausch** (*DEI GRÉNG*) concernant le **Code de déontologie pour les agents de l'État et émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration**:

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1003 du 30 mars 2006 (*cf. compte rendu N°12/2005-2006*), Monsieur le Premier Ministre avait précisé que ses services travailleraient sur la mise en place d'un Code de déontologie pour les agents de l'État.

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1294 du 20 septembre 2006 (*cf. compte rendu N°3/2006-2007*), Monsieur le Premier Ministre avait confirmé que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative était en train de travailler à l'élaboration d'un tel Code de déontologie.

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet?

Les émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration de sociétés anonymes sont, dans la pratique, directement versés aux fonctionnaires par les sociétés.

2) Cette pratique vous paraît-elle conforme aux dispositions de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme qui prévoient que les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et qu'il appartient au Gouvernement d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs? Dans la négative, comment y remédier?

**Réponse** (19.12.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Ad 1) Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est actuellement sur le point de conclure les travaux préparatoires en vue de la rédaction finale d'un Code de déontologie susceptible de sensibiliser les agents publics aux valeurs et normes clés de la fonction publique luxembourgeoise.

Les travaux préparatoires ont plus particulièrement porté sur l'étude de questions telles que l'identification des domaines sensibles qui seront couverts par un tel Code de déontologie en tenant compte des résultats de la recherche académique dans ce domaine ainsi que des spécificités de la situation au Luxembourg, ou encore la comparaison du contenu de différents codes de déontologie déjà en vigueur ainsi que l'analyse des expériences faites dans certains pays membres de l'Union européenne.

Le Gouvernement en Conseil devrait pouvoir délibérer sur un texte début 2008.

Ad 2) Les dispositions de la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans

une société anonyme règlent la question des émoluments comme suit:

«Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en Conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission.»

En ce qui concerne la procédure selon laquelle l'indemnité dont bénéficie le fonctionnaire qui représente l'État est déterminée et versée, je ne peux que renvoyer Monsieur le Député à la réponse que j'ai fournie à la question parlementaire N°1294 du 20 septembre 2006. Ainsi, le Gouvernement en Conseil opère un choix quant au fonctionnaire à désigner pour le représenter et évalue simultanément si le niveau de l'indemnité versée au fonctionnaire correspond aux responsabilités assumées. Cette indemnité, au lieu de transiter par le budget de l'État, est versée directement et en toute transparence aux fonctionnaires par la société anonyme.

**Question 2107** (19.11.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**attribution de l'autorité parentale (article 380 alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil)**:

En date du 24 janvier 2002, j'avais posé une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Justice concernant une éventuelle modification de l'article 380 alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil concernant l'autorité parentale d'un enfant (*cf. compte rendu N°5/2001-2002*). Dans un jugement du 26 mars 1999, la Cour constitutionnelle avait considéré que cet article, en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement à la mère n'était pas conforme à l'article 11 de la Constitution.

Dans sa réponse du 8 février 2002, Monsieur le Ministre de la Justice avait exposé que le Gouvernement serait en train d'élaborer un projet de loi qui tiendrait compte de l'arrêt en question de la Cour constitutionnelle ainsi que de la proposition de loi 4550 déposée par le feu honorable Monsieur Willy Bourg.

Or, force est de constater que depuis lors, le Gouvernement n'a pas encore légiféré en la matière.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi l'article 380 alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil n'a pas encore été modifié et rendu conforme à la Constitution?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un retardement tellement excessif de la mise en conformité de l'article en question du Code civil est digne d'un État de droit?

**Réponse** (18.12.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le Gouvernement est sur le point de finaliser un avant-projet de loi portant réforme fondamentale et globale de la responsabilité parentale. Ce projet adaptera notamment aussi l'article 380 alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil visé par la question parlementaire.

Le Gouvernement compte déposer ce projet de loi à la Chambre des Députés au début de l'année 2008.

**Question 2126** (26.11.2007) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **vaccin contre les infections à HPV (anti-Papillomavirus Humain)**:

Le vaccin contre les infections à HPV est depuis un certain temps disponible au Luxembourg. Ce vaccin protège contre des virus pouvant induire un cancer du col de l'utérus.

Au cours des dernières semaines une campagne de sensibilisation invite à faire vacciner les jeunes filles avant leurs premières relations sexuelles afin de minimiser le risque d'une infection à HPV.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Sachant qu'il s'agit de vaccins assez récents, le Ministère de la Santé, dispose-t-il d'informations sur leurs effets à long terme?

- Quelles sont la durée et l'étendue de la protection assurée par les vaccins en question?

- Selon Monsieur le Ministre, les médecins disposent-ils d'assez d'informations sur lesdits vaccins afin de pouvoir informer de manière adéquate les jeunes filles en question?

**Réponse** (14.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Avec un recul de cinq ans et demi depuis le début des études cliniques pour les deux vaccins disponibles sur le marché nous n'avons pas connaissance à ce jour d'effets négatifs particuliers.

D'après les études publiées les vaccins confèrent une protection de > 99% contre les types de HPV pour lesquels ils sont indiqués; ceux-ci représentent environ 70% de tous les types de HPV pouvant être à l'origine d'un cancer du col.

Comme nous ne disposons que d'un recul de cinq ans et demi, je ne puis me prononcer sur une durée précise de la protection; d'après les études publiées à ce jour, l'immunité conférée par les deux vaccins est toujours présente 60 mois après la vaccination accomplie.

L'on peut admettre que les médecins sont bien informés sur ce vaccin très novateur sur lequel de nombreuses publications apparaissent dans la presse scientifique et grand public.

Dans le cadre du projet de programme de vaccination conjoint de mon Ministère avec l'UCM, qui devrait démarrer au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, une campagne d'information sur la vaccination et les modalités de fonctionnement du programme s'adressera aux jeunes filles et aux parents ainsi qu'au corps médical.

**Chamber TV**  
weist all  
öffentlech Sëtzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHz